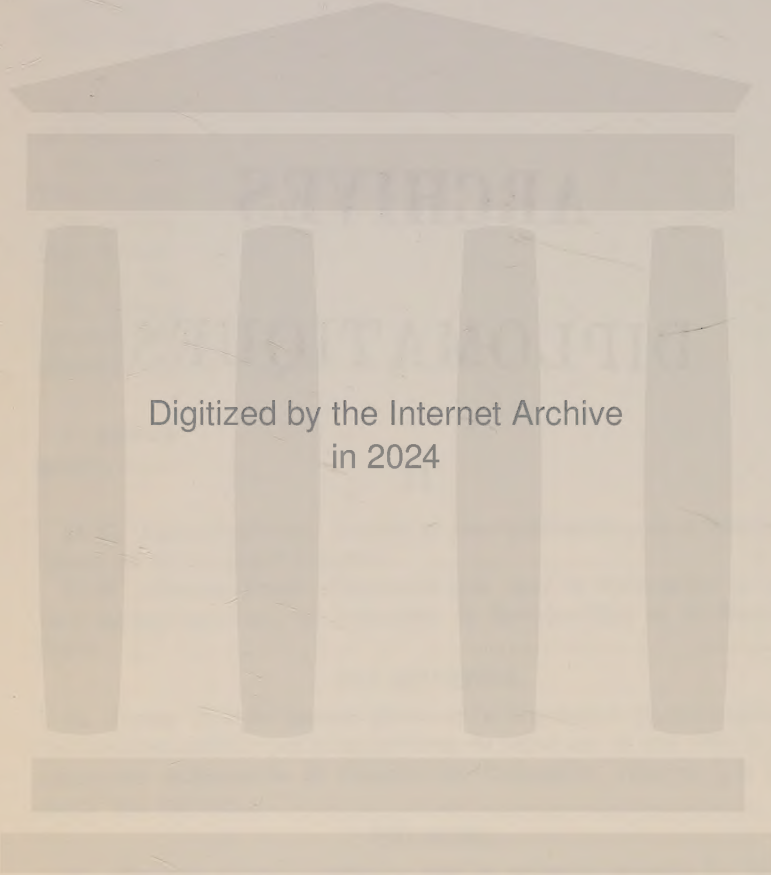


ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME DEUXIÈME

II



Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1873

RECUEIL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME DEUXIÈME

13^e ANNÉE

AVRIL, MAI, JUIN

1873

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1873

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

FRANCE. — VENEZUELA.

CONVENTION POUR LE RÉGLEMENT DES RÉCLAMATIONS FRANÇAISES
SIGNÉE A CARACAS, LE 6 FÉVRIER 1864.

Attendu que depuis plusieurs années, il s'est accumulé des réclamations de sujets français pour expropriations, dommages et préjudices de la nature de ceux qui, selon le droit des gens, engagent la responsabilité du Gouvernement de la République, et qu'il convient aux véritables et légitimes intérêts, tant de la France que du Venezuela, de mettre honorablement et équitablement un terme à ces réclamations, afin que les deux gouvernements et les deux peuples puissent continuer à cultiver leurs bons rapports, pour ces motifs ont conféré leurs pleins pouvoirs :

S. M. l'Empereur des Français à M. Alexandre *Mellinet*, Chargé d'Affaires de France à Caracas, officier de la Légion d'honneur, commandeur du nombre extraordinaire de Charles III; et S. Exc. le grand citoyen Maréchal, Président des Etats-Unis de Vénézuéla, au

citoyen Antonio *Guzman Blanco*, général en chef, vice-président et ministre des relations extérieures de la République.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Afin d'indemniser le mieux et plus promptement possible les sujets français pour les expropriations, dommages et préjudices occasionnés jusqu'à ce moment, et dont la responsabilité pèse sur le Gouvernement Vénézuélien, conformément aux prescriptions et pratiques internationales des pays civilisés, le susdit Gouvernement, après avoir fait vérifier par une commission spéciale qu'il existe à la légation française de nombreuses réclamations dûment constatées pour donner lieu à des indemnités envers les réclamants, et que l'ensemble de ces réclamations monte à plus de deux millions de piastres, soit 8,000,000 de francs, consent à se reconnaître dès à présent débiteur envers le Gouvernement français d'une somme provisoire de 2,000,000 de piastres, maximum qui ne pourra être dépassé, et qui servira au besoin à payer la totalité des réclamations légitimes des Français; antérieures à la date de la présente Convention.

Art. 2. Le Ministre Plénipotentiaire de la République à Paris aura la faculté de s'entendre directement avec le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français pour l'examen scrupuleux des réclamations existant à la Légation et pour la fixation des indemnités auxquelles les réclamants peuvent avoir droit.

Art. 3. Si le montant des indemnités n'atteint pas le chiffre de 2,000,000 fixés à l'art. 1^{er}, la dette du Gouvernement vénézuélien sera réduite au quantum des indemnités définitives.

Art. 4 Le Ministre Plénipotentiaire de la République à Paris reste également chargé de discuter et décider amiablement avec le Gouvernement de S. M. l'Empereur la forme en laquelle devra s'effectuer l'amortissement de la susdite dette, ainsi que les intérêts qu'elle devra porter jusqu'à son extinction.

Art. 5 Les ratifications de la présente Convention seront échangées le plus promptement possible, après qu'elle aura été approuvée par l'assemblée constituante, à laquelle elle sera soumise sans retard.

Art. 6. Le Gouvernement de Vénézuéla se réserve le droit de racheter en tout temps la dette résultant de la présente Convention.

En foi de quoi, nous, Plénipotentiaires de l'Empire Français et de la République de Vénézuéla, avons signé et scellé les présentes à Caracas, le 6 février de l'année 1864.

(L. S.) Signé : A. MELLINET.

(L. S.) Signé : A. GUZMAN BLANCO.

FRANCE — VÉNEZUÉLA.

ACCORD ADDITIONNEL A LA CONVENTION D'INDEMNITÉ DU 6 FÉVRIER
1864, CONCLU A PARIS, LE 29 JUILLET 1864.

Entre les soussignés, M. Alexandre *Mellinet*, consul général, chargé d'affaires de France, d'une part, et M. le général Antonio *Guzman-Blanco*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis de Vénézuéla, à Paris, d'autre part;

Tous deux chargés par leurs Gouvernements respectifs de fixer les points laissés en suspens, d'après les articles 2 et 4, dans la Convention conclue le 6 février dernier à Caracas pour le règlement des réclamations françaises; il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. La somme provisoire stipulée dans la susdite Convention du 6 février, de 2,000,000 de piastres, soit 8,000,000 de francs, est réduite à 1,500,000 piastres, soit 6,000,000 de francs, que la république de Vénézuéla s'engage définitivement à payer en la forme indiquée ci-après, au Gouvernement français, pour satisfaire toutes les réclamations fondées sur des faits antérieurs à la susdite date du 6 février 1864.

Art. 2. Cette somme de 1,500,000 piastres sera répartie entre les ayants droits par le Gouvernement impérial, selon qu'il en décidera, sans que celui de la République ait à s'ingérer en rien dans l'application qui en sera faite.

Art. 3. Le paiement de la dette sera effectué de la manière suivante :

1^o 300,000 piastres en une traite de 1,200,000 francs, tirée par M. le ministre plénipotentiaire de Vénézuéla, soussigné, à l'ordre de S. Exc. M. le ministre des affaires étrangères de France sur la Compagnie générale du crédit à Londres, et payable le 31 décembre 1864, sur le produit de l'emprunt d'un million et demi de livres sterling que cette compagnie est chargée de négocier pour le compte du Gouvernement vénézuélien.

2^o 300,000 piastres payables en espèces à Caracas au représentant du Gouvernement français, dix-huit mois après la date de la traite de 300,000 piastres indiquée ci-dessus, laquelle devra être délivrée à M. le ministre des affaires étrangères de France, au plus tard, un mois après la date du présent règlement.

3^o 900,000 piastres, également payables en espèces à Caracas au représentant du Gouvernement impérial, en six termes semestriels

successifs, de 150.000 piastres chacun, qui commenceront à courir six mois après le second paiement de 300.000 piastres; de manière que la totalité de la dette soit éteinte en cinq années à compter de la date du présent règlement.

Art. 4. Le Gouvernement des États-Unis de Vénézuéla hypothèque spécialement en garantie de l'exécution du présent traité 10 pour cent du produit total des droits annuels extraordinaires des douanes de la Guayra, Porto-Cabello, Maracaïbo et Ciudad Bolivar.

Paris, le 29 juillet 1864.

(L. S.) *Signé* : A. MELLINET.

(L. S.) *Signé* : GUZMAN-BLANCO.

BELGIQUE. — FRANCE.

DÉCLARATION POUR LA SUPPRESSION DES SURTAXES APPLICABLES
AUX SUCRES BRUTS IMPORTÉS D'UN PAYS DANS L'AUTRE, SIGNÉE A
PARIS, LE 5 JUILLET 1865.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges, également animés du désir de développer les échanges entre les deux pays par des modérations réciproques de taxe, sont convenus des dispositions suivantes :

1^o La surtaxe de deux francs par cent kilogrammes, décimes compris, imposée à l'entrée en France des sucres bruts de betterave d'origine belge, est supprimée;

2^o La surtaxe de un franc vingt centimes par cent kilogrammes, imposée à l'entrée en Belgique des sucres bruts d'origine française, est supprimée;

3^o Ces dispositions entreront en vigueur en même temps que la Convention internationale du 8 novembre 1864 sur le régime des sucres;

4^o La présente déclaration aura même force et durée que ladite Convention, à laquelle elle demeure annexée.

Fait à Paris, le 5^e jour de juillet de l'an de grâce 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : EUGÈNE BEYENS.

ÉTATS-UNIS. — ITALIE.

CONVENTION CONSULAIRE SIGNÉE A WASHINGTON, LE 8 FÉVRIER 1868.

S. M. le Roi d'Italie et le Président des États-Unis, reconnaissant l'utilité de déterminer les droits, privilèges et immunités des agents consulaires des deux pays, sont convenus de conclure une convention consulaire.

A cet effet ils ont nommé : S. M. le Roi d'Italie, le commandeur M. *Cerruti*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près du Gouvernement des États-Unis;

Le Président des États Unis; M. Guillaume H. *Seward*, secrétaire d'État des États-Unis.

Lesquels, après avoir présenté leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Chacune des hautes parties contractantes s'oblige à recevoir de l'autre des consuls généraux, des consuls, vice-consuls et agents consulaires, dans tous ses ports, lieux et villes, à l'exception de ceux dans lesquels il ne sera pas jugé convenable de reconnaître ces fonctionnaires.

Cette réserve ne pourra s'appliquer à l'une des hautes parties contractantes sans qu'elle ne soit pareillement appliquée à toutes les autres puissances.

Art. 2. Les officiers consulaires recevront, après la présentation de leurs patentes, selon les formalités usitées dans les pays respectifs, *l'exequatur* requis pour l'exercice de leurs fonctions, lequel leur sera délivré sans frais; sur la présentation de ce document ils seront admis, par toutes les autorités du lieu de leur délivrance, à la jouissance des droits, prérogatives et immunités qui leur sont accordés dans la présente convention.

Art. 3. Les officiers consulaires sujets de l'État qui les a nommés ne pourront être arrêtés que dans le cas où il s'agit d'actes que la législation locale qualifie de crimes et punit comme tels; ils seront exemptés des logements militaires, de même que du service dans la milice, dans la garde nationale ou l'armée active, et de toutes contributions fédérale de l'État ou de la commune. Si, au contraire ils sont citoyens ou sujets de l'État, ou qu'ils y possèdent des biens fonciers, soit qu'ils y exercent le commerce ou une industrie quelconque, ils seront sou-

mis aux charges de tout genre, comme s'ils étaient citoyens ou sujets du pays, marchands ou propriétaires de biens fonciers.

Art. 4. Les officiers consulaires, citoyens ou sujets de l'état qui les a nommé, qui n'exercent pas le commerce ni aucun genre d'industrie, ne pourront être contraints à paraître comme témoins devant un tribunal du pays qu'ils habitent. Dans les cas où leur témoignage sera rendu nécessaire, on les invitera par écrit à paraître à la cour, et dans le cas d'empêchement, on devra leur demander une déposition par écrit ou recevoir de vive voix cette déposition dans leur domicile, ou leur chancellerie.

Les officiers consulaires ci-dessus mentionnés devront satisfaire à cette demande sans chercher à introduire des délais inutiles.

Dans tous les cas criminels, signalés par l'article 6, des amendements apportés à la Constitution des États-Unis et en vertu desquels les personnes accusées de crime ont le droit garanti d'obtenir des témoignages en leur faveur, les officiers consulaires seront invités à comparaître, mais avec tous les égards dus à leur dignité et aux devoirs de leur charge.

Les consuls des États-Unis en Italie seront traités de la même façon dans les mêmes cas.

Art. 5. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer sur la porte extérieure de leur habitation, les armes de leur nation avec l'inscription suivante : *Consulat*, ou *vice-consulat*, ou *agence consulaire des États-Unis*, ou *d'Italie*.

Ils pourront de même hisser le pavillon de leur pays sur leur habitation ou chancellerie, dans les villes où ne réside pas la légation de leur pays.

Art. 6. Les officiers consulaires ainsi que leurs habitations seront toujours inviolables. Les autorités locales ne pourront entrer dans ces dernières sous aucun prétexte. Elles ne pourront dans aucun cas examiner, ni saisir les papiers qui s'y trouvent. Mais jamais ces habitations, ou les chancelleries ne pourront servir de lieu d'asile. Cependant dans le cas où l'officier consulaire exerce le commerce ou une industrie, les papiers concernant les affaires du consulat devront être dans un local séparé.

Art. 7. Dans les cas d'empêchement ou dans le cas de mort des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, leurs chanceliers et secrétaires dont le caractère officiel aura été préalablement déclaré, au département de l'état à Washington, ou au ministère des affaires étrangères en Italie, seront admis à gérer par intérim les fonctions des premiers et jouiront pendant cette gestion de tous les droits, prérogatives et immunités accordés aux titulaires.

Art. 8. Les consuls généraux et les consuls pourront nommer, avec l'approbation de leurs gouvernements respectifs, des vice-consuls et des agents consulaires dans les villes, ports et localités de leur juridiction consulaire. Ces agents pourront être choisis parmi les citoyens des États-Unis ou parmi les sujets italiens, ou parmi les étrangers, et seront munis d'une patente délivrée par le consul qui les a nommés et sous les ordres duquel ils devront exercer leurs fonctions.

Ils jouiront des privilèges stipulés dans la présente convention en faveur des officiers consulaires, sauf les exceptions spécifiées dans les articles 3 et 4.

Art. 9. Les consuls généraux, vice-consuls et agents consulaires pourront s'adresser aux autorités des pays respectifs dans les limites de leur district, fédérales ou locales, judiciaires ou exécutives, pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre l'Italie et les États-Unis, de même que dans tous les cas ils auront à défendre les droits et les intérêts de leurs compatriotes. Si les résolutions prises à la suite de ces représentations ne sont pas satisfaisantes, les susdits officiers consulaires, à défaut d'un agent diplomatique de leur pays, pourront recourir directement au gouvernement du pays dans lequel ils résident.

Art. 10. Les consuls généraux, les consuls, vice-consuls et agents consulaires (et leurs chanceliers) auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, dans la résidence des parties, dans leurs habitations et même à bord, les dépositions qu'ont à faire les capitaines et les équipages des vaisseaux de leur nation, de même que celles des passagers ou tout autre citoyen, ou sujet de leur pays.

Ils auront pareillement la faculté de recevoir dans leurs bureaux ou chancellerie, en se conformant aux lois et aux règlements de leur pays, tout contrat passé entre des citoyens ou sujets et d'autres habitants du pays où ils résident, ainsi que tout contrat fait entre ces derniers, pourvu que ces contrats aient pour objet des biens fonciers, situés sur le territoire de la nation, à laquelle l'officier consulaire appartient ou qu'ils aient trait à des affaires devant se terminer dans ce même pays.

Les copies des papiers se rapportant à ces contrats, et les documents officiels de quelque nature qu'ils soient, qu'ils soient présentés dans l'original, en copie ou traduction, dûment légalisés et munis de la signature et du cachet des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires seront reçus comme documents, faisant preuve aux États-Unis et en Italie.

Art. 11. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires seront exclusivement chargés de maintenir l'ordre sur les

navires marchands de leur nation, ils seront seuls à connaître des questions qui pourront se présenter de quelque nature qu'elles soient, aussi bien sur mer que dans les ports, entre le capitaine, les officiers et les hommes de l'équipage, sans exception et nommément de villes relatives à la solde et à l'accomplissement des conventions stipulées. Les cours de justice ou autorités d'État, ou municipales aux États-Unis, ni les tribunaux italiens, en Italie, ne pourront sous aucun prétexte s'immiscer dans des questions de cette nature, mais ils devront prêter main-forte aux officiers consulaires quand ils en seront requis, afin de rechercher, arrêter et emprisonner tout individu faisant partie de l'équipage, qu'ils jugeront convenable de mettre en arrestation. Ces individus seront arrêtés sur la seule demande des officiers consulaires, adressée par écrit aux cours ou autorités fédérales d'État, ou municipales aux États-Unis, ou à tout tribunal ou toute autorité en Italie, en justifiant cette demande par un extrait officiel du registre du bâtiment et du rôle d'équipage; ils seront détenus pendant le séjour au port du navire à la disposition des officiers consulaires.

Ils seront relâchés sur une demande par écrit présentée par ledit officier, et les frais d'arrestation et de détention seront payés par les officiers consulaires.

Art. 12. Conformément à l'acte du Congrès du 5 mars 1855 : *Règlement concernant les passages des bateaux à vapeur et autres bâtiments*. Toutes les discussions et questions de quelque nature qu'elles soient, pouvant surgir entre le capitaine et leurs officiers d'une part, et les passagers à bord de leurs bâtiments d'autre part, seront portées à la décision des tribunaux d'arrondissement ou de district des États-Unis à l'exclusion de toute autre cour ou autorité.

Art. 13. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs pourront arrêter les officiers, marins et toute autre personne faisant partie de l'équipage, des bâtiments marchands et des navires de guerre de leur nation, qui sont convaincus ou accusés d'avoir déserté de dessus lesdits bâtiments, ou pour les réintégrer sur ces bâtiments ou pour les rapatrier.

A cet effet, les officiers consulaires aux États-Unis pourront s'adresser par écrit indistinctement aux tribunaux, ou autorités fédérales d'État ou municipales des États-Unis, et les officiers consulaires des États-Unis pourront s'adresser à toute autorité compétente en Italie pour demander les déserteurs justifiant leur demande par l'exhibition du livre de bord, le rôle d'équipage ou tout autre document officiel, et établissant que les personnes réclamées forment réellement partie de l'équipage. Rien que sur une telle demande et ainsi justifiée, et

sans qu'on puisse exiger aucun serment de la part des officiers consulaires. On ne pourra se refuser à leur délivrer des prisonniers qui ne sont ni citoyens ni sujets du pays, dans lequel la demande est formulée au moment de leur embarquement. Il leur sera d'ailleurs prêté toute assistance et aide pour la recherche et l'arrestation des déserteurs, qui seront détenus dans les prisons du pays, à la requête et aux frais des officiers consulaires, jusqu'à ce qu'ils trouvent l'occasion de les rapatrier.

Si cette occasion ne se présente pas dans l'espace de trois mois à partir du jour de l'arrestation, le déserteur sera mis en liberté et ne pourra plus être emprisonné pour ce motif.

Art. 14. A moins qu'il n'existe de convention opposée entre les armateurs, nolisateurs et assureurs, toutes les avaries subies pendant la navigation des vaisseaux des deux pays, soit qu'ils entrent de leur plein gré dans les ports respectifs soit qu'ils y relâchent dans les cas de force majeure, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de la nation où ils ont leur résidence respective; dans le cas où des sujets du pays où résident lessusdits officiers consulaires et ceux d'une tierce puissance se trouveraient intéressés dans ces avaries, si les parties ne peuvent s'entendre à l'amiable, c'est l'autorité locale compétente qui devra décider.

Art. 15. Toutes les opérations de sauvetage des navires des États-Unis naufragés sur les côtes du royaume d'Italie et des navires italiens sur celles des États-Unis seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls respectifs des deux pays et jusqu'à leur arrivée par les agents consulaires là où il en existe.

Dans les ports et localités où il n'y a pas de ces agents, l'autorité locale transmettra immédiatement la nouvelle du naufrage au consul du district où le sinistre a eu lieu, et jusqu'au moment de son arrivée elle prendra toutes les mesures nécessaires pour le salut des personnes et la conservation des marchandises.

L'intervention de l'autorité locale ne pourra s'étendre qu'au maintien de l'ordre et à garantir les intérêts des sauveteurs, quoiqu'ils n'appartiennent pas au vaisseau naufragé, et à assurer l'exécution des dispositions établies pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. Il est bien entendu que ces marchandises ne sont soumises à aucun droit de douane à moins qu'elles ne soient destinées à l'usage du pays où le naufrage a eu lieu.

Art. 16. Dans le cas où un citoyen des États-Unis vient à mourir en Italie ou un sujet italien aux États-Unis, s'il n'a aucun héritier connu ou d'exécuteur testamentaire désigné par lui, l'autorité locale

compétente devra donner avis du fait aux consuls ou agents consulaires de la nation à laquelle appartient le défunt, afin qu'il puisse en informer aussitôt les parties intéressées.

Art. 17. La présente convention restera en vigueur pendant l'espace de dix ans, à partir du jour de l'échange des ratifications qui se fera eu égard aux constitutions des deux pays et sera signée à Washington, dans le délai de six mois, ou plus tôt si cela est possible.

Dans le cas où aucun des deux pays contractants n'annoncera, douze mois avant l'expiration de ces dix ans, son intention de renouveler la présente convention, elle restera en vigueur pendant une autre année jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des deux parties contractantes aura fait cette dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Donné à Washington, le douze février del'an du seigneur mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) Signé : M. CERRUTI.

(L. S.) Signé : G. H. SEWARD.

PRUSSE. — HAMBOURG.

TRAITÉ POUR L'ÉTABLISSEMENT DU CHEMIN DE FER DE VENLO A HAMBOURG, ET D'UN PONT FIXE SUR L'ELBE ENTRE HARBOURG ET HAMBOURG, SIGNÉ A BERLIN LE 18 MARS 1868.

S. M. le Roi de Prusse et le Sénat de la ville libre de Hambourg, guidés par le désir d'étendre les communications par voies ferrées entre les deux territoires respectifs, ont nommé, pour conclure un traité à ce sujet :

S. M. le Roi de Prusse : son conseiller d'État intime et supérieur Charles *Eberhard de Wolf*, et son conseiller effectif de légation Paul-Louis-Guillaume *Jordan*;

Le Sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg ; le syndic docteur Charles Hermann *Merck*, et le ministre résident hanséatique près de la cour de Prusse, docteur Daniel Chrétien Frédéric *Krueger*, lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sous la réserve des ratifications, ont conclu le traité suivant :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement royal de Prusse et le Sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg s'obligent réciproquement à faire construire, comme continuation de la ligne concédée en

Prusse, en date du 28 mai 1866, et devant relier Venlo par Munster et Went et Osnabruck, un chemin de fer d'Osnabrück à Brême et Hambourg, avec un pont fixe sur l'Elbe entre Harbourg et Hambourg, ainsi qu'un embranchement sur la ligne qui relie Hambourg à Altona.

Art. 2. La Compagnie du chemin de fer Cologne-Minden a demandé d'étendre son réseau en lui concédant la construction et l'exploitation de ce chemin de fer, de même que de se charger de l'exécution du pont fixe sur l'Elbe.

Les deux parties contractantes adhéreront à cette demande sous la condition que les conditions de la concession reconnues nécessaires par elles et qui seront communiquées à ladite Compagnie au plus tard immédiatement après l'échange des ratifications, seront acceptées par elle au plus tard dans l'espace de trois mois.

Art. 3. Le Sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg n'imposera pas, dans la concession à accorder, de conditions onéreuses à la Société du chemin de fer Cologne-Minden sans s'être entendu avec le Gouvernement prussien, conditions non usitées en Prusse pour les Compagnies de chemins de fer, ou qui n'auraient pas été prévues expressément dans le présent traité.

Le Sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg facilitera au contraire l'exécution de cette œuvre grande et coûteuse selon son pouvoir, en lui accordant à cet effet tous les secours et toute l'assistance qui ont été promis à la Compagnie dans le traité conclu le 7 octobre 1867.

Art. 4. De plus, en accordant la concession, le Sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg concédera à la Compagnie du chemin de fer Cologne à Minden, ce qu'elle a déjà obtenu du Gouvernement prussien dans les status approuvés, à savoir les droits d'une corporation pour son parcours sur le territoire hambourgeois. Malgré cela, la Société aura, avant comme après, son domicile et le siège de son administration en Prusse, et malgré l'extension de son entreprise sur le territoire de Hambourg, toutes les mesures à prendre, les règlements concernant les affaires de la Société comme telle, l'inspection, la surveillance et l'administration de ses entreprises ressortiront uniquement au gouvernement royal de Prusse. Ce sera surtout au Gouvernement royal de Prusse de décider de la confirmation de nouveaux changements dans les statuts de la Compagnie, de même que de l'approbation de nouvelles extensions de l'entreprise, ainsi que de la faculté à contracter des emprunts ou à émettre de nouvelles actions ou obligations.

Au sujet de toutes les demandes d'indemnités qui pourraient surgir

à la suite de l'établissement du chemin de fer sur le territoire hambourgeois ou de son exploitation, la Société du chemin de fer Cologne-Minden aura à se soumettre à la juridiction hambourgeoise.

Art. 5. On accordera, en même temps que la concession à la Compagnie du chemin de fer Minden-Cologne, le droit d'expropriation sur le territoire hambourgeois.

Art. 6. L'établissement de la ligne sur le territoire de Hambourg, y compris la construction du pont fixe sur l'Elbe, et celle du débarcadère de Hambourg aura lieu, dans le cas où le ministère prussien des travaux publics, du commerce et de l'industrie, d'accord avec le Sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg, ne jugera pas à propos d'admettre ou d'ordonner de nouveaux changements et compléments, d'après les plans de construction qui ont été admis dans les dernières conférences entre la ville de Hambourg et l'ancien royaume de Hanovre sur l'exécution du chemin de fer devant relier Harbourg et Hambourg, lesquels plans devaient être exécutés à frais communs.

Art. 7. Le droit de souveraineté pour la fraction de la ligne sur le territoire hambourgeois demeure exclusivement à la ville libre et hanséatique de Hambourg.

Le Sénat se réserve, pour régler les relations entre lui et la Compagnie, de même que pour le maintien de ses droits de surveillance et de souveraineté, de nommer un commissaire. Celui-ci sera chargé de représenter le Sénat dans ses rapports avec la Compagnie, lorsque ces rapports, par leur nature, n'exigeront pas l'intervention directe des autorités judiciaires ou de police compétentes.

Art. 8. Les employés du chemin de fer seront, pendant leur séjour sur le territoire hambourgeois, soumis aux lois et règlements de Hambourg; cependant les employés stationnant sur ce territoire pendant la construction et l'exploitation de cette voie n'auront pas à subir de changement dans leur nationalité, et même, s'ils ne sont pas citoyens hambourgeois, ils n'auront à payer, pendant tout le temps que leur service les retiendra sur ce territoire, que les impôts généraux et personnels déterminés par les lois hambourgeoises pour les étrangers exerçant une industrie ou un commerce dans la même situation.

Art. 9. La police de cette voie ferrée sera exercée, conformément aux règlements de police pour les chemins de fer, d'après les principes qui seront admis en commun.

Le Sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg adoptera à cet effet le règlement de police pour les chemins de fer, à moins que des circonstances locales ne rendent absolument inévitables quelques

écarts. Ce règlement sera observé, même sur la section de la ligne située sur le territoire hambourgeois.

Art. 10. Les tarifs et changements de tarifs, aussi bien que l'adoption ou le rejet des plans de service, seront réservés au Gouvernement prussien.

D'un autre côté, la Compagnie du chemin de fer Cologne-Minden aura l'obligation de ne jamais traiter, dans ses tarifs sur le poids et les distances, Hambourg d'une façon moins favorable que Brême et Harbourg. De plus, sur la ligne Venlo-Harbourg, qui lui appartient, et dans le trafic avec Hambourg, intérieur ou de transit, elle ne fixera pas de tarifs plus élevés que ceux qui seront en usage sur la ligne principale de Cologne à Minden. Ceci, toutefois, dans la proportion qu'aussi longtemps que la ligne Venlo-Hambourg ne donnera pas 5 pour 100 de revenu net du capital dépensé, il sera permis dans l'évaluation des tarifs de faire entrer la section Harbourg-Hambourg dans le trafic transitant pour une longueur maximum de 3 milles (21 kilomètres), tandis que, pour le trafic effectif entre Hambourg et Harbourg, on ne pourra, en aucun cas, compter plus que la distance réelle.

Il y aura en outre, sur la ligne ferrée allant du Rhin à Hambourg, au moins deux trains de personnes dans les deux directions. L'un de ces deux trains aura au moins une vitesse égale à celle qui est en usage aujourd'hui ou qui sera fixée plus tard pour les trains postes entre Berlin et Cologne, y compris le temps réglementaire des arrêts aux stations. C'est le mille prussien qui servira de base à la vitesse.

Outre ces deux trains, allant d'une extrémité à l'autre, il y aura, autant que la nécessité l'exigera, des trains particuliers locaux, de façon que, à partir de six heures du matin jusqu'à onze heures du soir, il y ait au moins, dans les deux directions, six départs pour les voyageurs.

Art 11. Le Sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg accordera un passage convenable à travers Hambourg, par lequel se fera le transport des marchandises de la station Hambourg, du chemin de fer Venlo-Hambourg dans la direction d'Altona, du Schleswig-Holstein et plus loin même, cela dans les deux directions, passage libre de toute déclaration de transit, de même que franc de toute contribution ou impôts et sans frais pour les mesures de contrôle, lesquelles seront les plus larges. De plus, le Sénat prendra aussi les dispositions nécessaires pour que le transport des marchandises entre le chemin de fer Kiel-Altona et celui de Hambourg-Menlo, sur la ligne qui reliera deux chemins de fer, s'effectue dans les deux directions à un tarif égal et modéré.

Art. 12. Les tarifs du chemin de fer Venlo-Hambourg seront les mêmes pour Hambourg et Altona. Le chemin de fer Cologne-Minden sera pareillement tenu à traiter les deux villes sur un pied d'égalité entière dans tout ce qui est du ressort du trafic ; et à cet effet, particulièrement à la station de Hambourg, aussi bien pour cette ville que pour Altona, moyennant une augmentation calculée sur les frais occasionnés, mais pareille pour les deux villes, livrer les marchandises à grande ou à petite vitesse dans les entrepôts ou au domicile des destinataires, de même qu'à aller prendre les marchandises à expédier aux mêmes endroits.

Art. 13. La régularisation des formalités douanières sera l'objet d'une convention à intervenir dont les dispositions seront obligatoires pour le chemin de fer Cologne-Minden et particulièrement pour les aménagements nécessaires à cet égard qui, au débarcadère de Hambourg, seront à sa charge.

Art. 14. Quant à l'administration télégraphique, la Compagnie du chemin de fer Cologne-Minden, dans le cas où elle obtiendra la concession, sera obligée de laisser placer gratuitement des télégraphes le long de la ligne, sous les conditions déterminées par le chef de la Confédération du Nord, de même aussi à permettre que des dépêches du gouvernement ou des particuliers puissent être transmises par ces télégraphes.

Art. 15. Le Gouvernement royal de Prusse, conformément aux lois du 30 mai 1853 et du 21 mai 1859, lèvera un impôt sur l'entreprise du chemin de fer Cologne-Minden, y compris le tronçon établi sur le territoire hambourgeois et d'après les prescriptions à établir ou à modifier à cet égard. La partie de cet impôt afférente au chemin de fer de Venlo par Osnabruck à Brême et Hambourg, de même que de l'embranchement de Haltern à Essen, et éventuellement à Gelsenkirchen, sera remise proportionnellement par le Gouvernement prussien au Sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg, au prorata de la longueur de ces lignes et du tronçon établi sur le territoire hambourgeois à partir de l'ouverture de toute la ligne Venlo-Hambourg. Le Sénat aura à enregistrer cette quote-part au chapitre de ses recettes.

Le Sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg ne réclamera de la Société du chemin de fer Cologne-Minden aucune autre contribution, n'exigera surtout aucune indemnité pour la concession, ni aucune contribution foncière pour la propriété de la ligne sur le territoire hambourgeois, ni aucun impôt ou revenu de l'industrie.

Art. 16. Pour le cas où la Compagnie du chemin de fer Cologne-Minden, dans l'intérêt du trafic, soit sur la demande ou seulement

avec l'approbation du Gouvernement prussien, viendrait à avoir besoin de la ligne Lunebourg-Harbourg ou d'un autre réseau encore à établir pour correspondre directement et individuellement avec Hambourg et se servirait à cet effet des travaux exécutés sur le territoire de Hambourg, sur tout du pont établi sur l'Elbe, le sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg s'entendra avec le Gouvernement royal prussien pour atteindre ce but.

Art. 17. Si le Gouvernement royal de Prusse acquérait un jour le chemin de fer, objet du présent traité, soit d'après le § 42 de la loi sur les chemins de fer du 3 novembre 1838, soit par une convention ou un autre titre fondé en droit, le Sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg ne pourra refuser son consentement, mais il sera en droit de réclamer la translation de la propriété du tronçon situé sur le territoire hambourgeois, moyennant une indemnité proportionnée aux frais de construction. Dans ce cas, aussi bien que dans celui où la concession accordée viendrait à s'éteindre sur l'un ou l'autre territoire, ou sur les deux ensemble, les deux parties contractantes sont d'accord sur ce point, que l'exploitation d'ensemble ne cessera pas, et qu'elles feront par conséquent ce qu'il faudra pour continuer l'exploitation indivisible, selon le but et les formes de ce traité.

Art. 18. Pour le cas où dans les 10 premières années le Sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg se décidait à construire une ligne de Hambourg à Cuxhaven ou trouvait des entrepreneurs particuliers en état de l'exécuter, le Gouvernement royal prussien est tout disposé à permettre l'exécution de cette ligne en la faisant partir de Harbourg se reliant au chemin de fer Venlo-Hambourg, ou encore dans le cas où une ligne serait assurée de Hambourg à Slave et au-delà, partant de Stade ou de tout autre point situé sur cette même ligne.

Le Gouvernement royal prussien entrera alors en négociations avec le Sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg sur le règlement des rapports mutuels, et, s'il y a lieu, avec les entrepreneurs de cette ligne; l'entente une fois obtenue, il accordera la concession pour la construction de ce chemin de fer.

Art. 19. Le présent Traité sera des deux parts soumis aux ratifications, qui devront avoir lieu à Berlin dans l'espace de quatre semaines.

Fait à Berlin, le 18 mars 1868.

(L. S.) *Signé* : DE WOLF.

(L. S.) *Signé* : MEÏCK.

L. S.) *Signé* : JORDAN.

(L. S.) *Signé* : KRUEGER.

ITALIE. — ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

CONVENTION POUR L'EXTRADITION RÉCIPROQUE DES MALFAITEURS,
SIGNÉE A WASHINGTON, LE 23 MARS 1868.

S. M. le Roi d'Italie et les États-Unis d'Amérique, ayant jugé utile pour assurer une meilleure administration de la justice et prévenir les délits sur leurs territoires respectifs, et dans leur juridiction de mettre en sûreté dans certaines circonstances déterminées les individus condamnés ou accusés des crimes ci-dessous indiqués et qui fuient la justice de leur pays, ont résolu de conclure une convention d'extradition et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, c'est-à-dire :

S. M. le Roi d'Italie : le commandeur *Cerruti*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, près les États-Unis.

Le Président des États-Unis, Guillaume M. H. *Seward*, secrétaire d'État, lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants, savoir :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement italien et le Gouvernement des États-Unis conviennent de se livrer réciproquement les individus qui ayant été condamnés ou étant accusés des crimes spécifiés dans l'article suivant, commis dans la juridiction d'une des deux parties contractantes, se réfugieront ou auront été retrouvés sur le territoire de l'autre ; mais cela n'arrivera que sur telles preuves de criminalité qui justifieraient, selon les lois du pays, où le fugitif ou l'individu accusé aura été retrouvé, l'arrestation et donneraient lieu à un procès criminel si le crime y avait été commis.

Art. 2. On accordera l'extradition des individus condamnés ou accusés selon la teneur de la présente convention, pour des infractions suivantes aux lois pénales :

1^o L'homicide volontaire et sous cette dénomination l'on entend les crimes qualifiés dans le Code pénal italien des noms de parricide, infanticide, assassinat et empoisonnement ;

2^o Tentative d'homicide ;

3^o Les crimes de viol, d'incendie, de piraterie et de sédition à bord d'un bâtiment, lorsque les personnes composant l'équipage ou une partie de l'équipage se sont emparées du bâtiment par ruse ou violence exercées contre celui qui le commande ;

4^o Le crime de *Burglary*, consistant dans l'action de s'introduire

de nuit avec effraction et escalade dans les habitations d'autrui, avec une intention criminelle, et le crime de *Roblary*, consistant dans l'action d'enlever criminellement et par violence des objets ou de l'argent appartenant à d'autres personnes par violence ou menaces.

5° Le crime de faux, sous lequel on entend l'émission d'écritures falsifiées et la contrefaçon d'actes souverains publics et gouvernementaux;

6° La fabrication et l'émission de fausses monnaies métalliques ou en papier, de titres de rente d'État, de billets de banque et d'obligations, et en général de tout titre et instrument de crédit, contrefaçon de seings, poinçons, timbres et marques de l'État et des administrations publiques;

7° Soustraction de fonds publics commise dans la juridiction de l'une des deux parties par les officiers ou dépositaires publics;

8° Soustraction commise par une ou plusieurs personnes employées ou salariées au préjudice des personnes par qui elles sont employées, toutes les fois que ces crimes sont passibles d'une peine infamante.

Art. 3. Les dispositions de cette convention ne s'appliqueront à aucun crime ou délit politique. L'individu ou les individus qui seront livrés pour les crimes énumérés dans l'article précédent ne pourront dans aucun cas être jugés pour aucun crime ordinaire antérieur à celui pour lequel on a demandé l'extradition.

Art. 4. Si l'individu réclamé sur les bases des stipulations renfermées dans la présente convention a été arrêté pour des infractions commises dans le pays où il a cherché un refuge, il sera condamné pour ces dernières, son extradition pourra être différée jusqu'à son acquittement ou bien jusqu'à l'expiration de la peine qui lui aura été infligée par son jugement.

Art. 5. Les demandes d'extradition concernant les criminels qui ont cherché à se soustraire aux poursuites de la justice, seront faites par les agents diplomatiques respectifs des puissances contractantes, et dans le cas où il n'y en aurait pas dans le pays ou au siège du Gouvernement, elles pourront être présentées par les fonctionnaires consulaires supérieurs.

Si la personne dont on demande l'extradition a été condamnée pour un crime quelconque, une copie du jugement prononcé par le tribunal qui l'a condamné, légalisée et munie d'un sceau propre, et d'un certificat de l'officialité du caractère du juge, par l'entremise de l'autorité exécutive compétente, et la légalisation de cette dernière pièce par le ministère ou consul du royaume d'Italie ou des États-Unis, devront accompagner la demande dont il s'agit.

Mais lorsque le fugitif ne sera que prévenu de crime, il faudra

qu'une copie dûment légalisée du mandat d'arrêt lancé dans le pays où le crime a été commis, ou des dispositions sur lesquelles le mandat a été lancé accompagne ci-dessus la demande d'extradition. Les autorités exécutives compétentes en Italie et le président des États-Unis lanceront alors un mandat d'amener contre le fugitif dans quel lieu qu'il puisse se trouver, afin de le déférer à l'instruction des autorités judiciaires compétentes. S'il est décidé que d'après les lois et les dispositions, l'extradition doit être accordée d'après cette convention, le fugitif sera mis en état d'arrestation d'après les prescriptions édictées pour les cas pareils.

Art. 6. Les frais d'arrestation, de détention et de transport des individus réclamés seront payés par le Gouvernement au nom duquel la demande a été faite.

Art. 7. Cette convention restera en vigueur pendant cinq ans (5), à compter de la date de l'échange des ratifications ; mais dans le cas ou six mois à l'avance aucune des parties contractantes n'a averti l'autre de son intention d'en faire cesser les effets, la convention restera en vigueur pour cinq autres années et ainsi de suite.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Washington dans l'espace de six mois (6) et plus tôt s'il se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée en double original et y ont apposé leur sceau.

Fait à Washington, l'an de grâce mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) *Signé* : CERRUTI.

(L. S.) *Signé* : GUILLAUME SEWARD.

AUTRICHE. — GRANDE-BRETAGNE.

TRAITÉ DE NAVIGATION, SIGNÉ A VIENNE, LE 30 AVRIL 1868.

Sa Majesté impériale et royale apostolique d'une part, et Sa Majesté la Reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'autre part.

Animés du désir de rendre plus faciles et d'étendre les relations de navigation existant entre leurs états respectifs et leurs possessions, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté impériale et royale apostolique : M. le Baron Frédéric-Ferdinand de *Beust*, son conseiller intime, chancelier de l'empire.

ministre de la maison et des affaires étrangères, grand'croix de l'ordre de Saint-Étienne et de celui de Léopold ;

Sa Majesté la Reine du royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande : Le très-honorable Jean-Arthur Douglas, baron *Bloomfield* d'Oakhampton et Reedwood, pair d'Irlande, membre du très-honorable conseil privé de Sa Majesté, grand'croix du très-honorable ordre du Bain, son envoyé extraordinaire et ambassadeur plénipotentiaire près de Sa Majesté impériale et royale apostolique, et Louis *Mallet*, esquire, chevalier du très-honorable ordre du Bain, secrétaire attitré du très-honorable conseil privé pour le commerce et les colonies, lesquels après communication mutuelle de leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne forme, ont arrêté et conclu les articles suivants :

Art. 1^{er}. Les bâtimens des sujets de Sa Majesté impériale et royale apostolique ainsi que leurs cargaisons devront, dans toutes les possessions de Sa Majesté la Reine des royaumes unis de la Grande-Bretagne et d'Irlande, les vaisseaux anglais et leurs cargaisons dans toutes les possessions de Sa Majesté impériale et royale apostolique, sans tenir compte d'où les bâtimens viennent et où ils vont, d'où les cargaisons proviennent et de leur destination, être traités sous tous les rapports comme les vaisseaux nationaux et leurs cargaisons.

Toute faveur, toute exemption sous ce rapport, de même que tout autre privilège en matière de navigation que l'une des parties contractantes accorderait à une troisième puissance, devra être sur le champ et sans condition étendue à l'autre.

On est pourtant convenu que cette clause ne serait pas appliquée aux pêcheries nationales des deux parties contractantes.

Art. 2. Les stipulations contenues dans l'article précédent s'appliquent aussi aux colonies et aux possessions extérieures de Sa Majesté britannique de même qu'à leurs vaisseaux et cargaisons, mais pour ce qui concerne le cabotage seulement aux colonies et possessions étrangères dont les côtes sont ouvertes à ce genre de navigation d'après un acte du parlement aux vaisseaux étrangers et qui pourront leur être ouvertes à l'avenir.

Les possessions étrangères et les colonies de Sa Majesté britannique ouvertes aujourd'hui aux vaisseaux étrangers pour le cabotage, et dans lesquelles les sujets de Sa Majesté impériale et royale seront traités comme les vaisseaux anglais, sont :

L'Inde britannique ;

Ceylan ;

Le Cap de Bonne-Espérance ;

Victoria ;

Sainte-Lucie.

Art. 3. Si un vaisseau de guerre ou un bâtiment de commerce de l'une des parties contractantes venait à subir sur les côtes de l'autre un naufrage, des avaries ou tout autre accident, il lui sera accordé à lui, à sa cargaison, à ses approvisionnements ainsi qu'à ses appareils la même assistance qu'à un navire national.

Dans ce cas, il ne sera payé par les propriétaires ou leurs représentants et fondés de pouvoirs pour la conservation de leur propriété ou de la vie des personnes se trouvant à bord, d'autres frais que ceux qu'aurait à payer dans un cas semblable de naufrage ou d'accident un vaisseau national.

Dans le cas où le capitaine d'un bâtiment de commerce se verrait contraint de vendre une partie de la cargaison pour couvrir les frais de sauvetage, les autorités ne lui susciteront pas de difficultés. Le capitaine est néanmoins obligé à observer les règlements et tarifs existants.

Les marchandises sauvées lorsqu'elles n'entreront pas dans la consommation du pays seront exemptées de tous droits de douane.

Lorsque le propriétaire, le capitaine ou tout autre représentant du propriétaire n'est pas présent, ou qu'étant présent il en exprime le désir, ou que la loi de son pays lui en fasse une obligation, les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires pourront accorder l'assistance voulue aux intéressés.

Art. 4. Il sera accordé aux consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires résidant sur le territoire et dans les possessions de l'autre puissance toute assistance légale possible pour saisir les hommes qui auraient déserté leurs vaisseaux nationaux.

Art. 5. Tous les bâtiments qui d'après les lois des États de Sa Majesté impériale et royale apostolique sont considérés comme vaisseaux nationaux des citoyens de ces états, ainsi que tous les vaisseaux qui d'après les lois anglaises sont considérés comme vaisseaux anglais, seront considérés dans toutes les relations et conditions de ce traité comme vaisseaux anglais et incidemment comme navires appartenant à des sujets de Sa Majesté impériale et royale apostolique.

Art. 6. Le présent traité restera en vigueur à partir du jour des ratifications, jusqu'au 31 décembre 1877, et dans le cas où l'une des deux hautes parties contractantes ne manifesterait pas son intention de faire cesser ses effets 12 mois avant son expiration, il demeurera en vigueur un an de plus et ainsi de suite d'année en année jusqu'au jour où l'une des deux hautes parties contractantes aura manifesté son intention d'en faire cesser les effets.

Art. 7. Le présent traité sera ratifié et les ratifications auront lieu

à Vienne dans l'espace de deux mois et plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux puissances l'ont signé et muni de leurs sceaux.

Fait à Vienne, le 30 du mois d'avril, l'an de notre Seigneur mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) *Signé* : BEUST.

(L. S.) *Signé* : BLOOMFIELD.

(L. S.) *Signé* : LOUIS MALLET.

PRUSSE. — BRUNSWICK.

TRAITÉ D'ÉTAT CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT D'UN CHEMIN DE FER DE HERZBERG PAR OSTERODE A SEESSEN, SIGNÉ A MAGDEBOURG LE 2 MAI 1868.

S. M. le Roi de Prusse et S. A. le Duc de Brunswick et Lunebourg, ont résolu de relier par une ligne de chemin de fer, les contrées appartenant à la Prusse, et celles qui font partie du territoire de Brunswick, les unes et les autres situées sur le versant occidental et méridional des montagnes du Harz, et pour les négociations à ouvrir à cet effet, ont nommé pour leurs fondés de pouvoirs :

S. M. le Roi de Prusse : son conseiller intime effectif et conseiller supérieur d'État, Auguste-Louis, baron von *der Reck* ;

Et S. A. le Duc de Brunswick : son directeur général, Auguste-Philippe-Chrétien-Théodore d'*Amsberg*.

Lesquels plénipotentiaires, sous la réserve des ratifications à intervenir, ont conclu le traité suivant :

Art. 1^{er}. Le chemin de fer à construire partira :

A. Sur le territoire prussien près de la ville de Herzberg, du chemin de fer en construction de Nordhausen à Northeim et de là par Osterode, s'étendra sur la frontière respective des deux pays entre Lansfelde et Badenhäusen et d'un autre côté ;

B. Sur le territoire ducal de Brunswick, du point de la frontière ci-dessus nommé, il sera continué en passant par Gittelde et Münchhof, et se réunira près de la ville de Seesen, avec le chemin de fer aujourd'hui exploité de Borszum Kreiense.

Art. 2. La réunion du tronçon de chemin de fer, mentionné dans l'article 1^{er}, au point de séparation des deux territoires, aura lieu de façon que tous les trains de voyageurs ou de marchandises ne soient nullement interrompus.

Art. 3. Les deux hautes parties contractantes fixeront, d'après les études faites, le point définitif ou les deux tronçons de chemin de fer doivent se réunir.

Art. 4. Chacun des deux Gouvernements, fera exécuter aux frais de l'État, le tronçon afférent à son territoire et désigné dans l'article 1^{er}.

Art. 5. Il dépendra de la volonté de chaque Gouvernement de faire exécuter la section afférente à son territoire, à simple ou à double voie.

Cependant, les deux Gouvernements sont d'accord d'acquérir dès maintenant, le terrain nécessaire pour la pose future d'une double voie et de le réserver pour cette destination.

Quand la nécessité s'en fera sentir, les deux hautes parties contractantes s'entendront sur l'exécution de la seconde voie.

Art. 6. La construction du chemin de fer présentera toutes les conditions de solidité et de durabilité, afin de ne pas avoir à redouter d'interruptions ou de dangers dans l'exploitation.

A cet effet, le chemin de fer dans toutes ses parties, sera construit de façon à ce que les voyageurs, les marchandises, en un mot tout ce qui fait partie des expéditions d'une voie ferrée, puissent être transportés sans dommages ni dangers.

Art. 7. Les deux hautes parties contractantes commenceront sans retard les préparatifs de la construction et poursuivront son exécution de façon à ce que son exploitation puisse coïncider avec l'achèvement de la ligne de Nordhausen à Northeim.

Art. 8. Les deux Gouvernements renoncent à la faculté d'interrompre l'exploitation du chemin de fer en question, sur la section située sur leur territoire. Si cette exploitation venait à être troublée, ils prendront aussitôt les mesures nécessaires, pour que le service régulier puisse être repris aussitôt que possible.

Art 9. Les deux hautes parties contractantes, s'entendront en temps utile, sur le plan des trains, sur les tarifs des transports expédiés d'un pays dans l'autre.

Le Gouvernement ducal de Brunswick transportera sur son territoire, les troupes fédérales et les effets militaires, avec les mêmes réductions que sur les autres lignes de l'État du duché.

Art. 10. Les hautes parties contractantes sont d'accord pour accorder à l'administration télégraphique de la Confédération du Nord, le droit de se servir gratuitement du chemin de fer Herzberg-Osterode-Seesen, pour y établir des lignes télégraphiques, et d'exécuter à cet effet des conducteurs à ciel ouvert sur une ou deux lignes de poteaux, mais encore une ligne souterraine sur l'autre côté.

Art. 11. Les deux hautes parties contractantes sont encore tombées d'accord sur ce point, à savoir que : le Gouvernement ducal de Brunswick, se chargera, pendant cinq ans, à partir du jour de l'ouverture de l'exploitation, du service situé sur le territoire prussien, à partir de sa frontière jusqu'à Herzberg.

Les circonstances à prendre en considération à ce sujet, surtout l'indemnité à accorder à l'administration des chemins de fer du grand duché de Brunswick, pour ce service, seront stipulés, dans une convention, entre la direction royale des chemins de fer, siégeant à Hanovre, et la direction générale des voies ferrées du duché de Brunswick, aussitôt après l'échange des ratifications de ce traité.

Après ces cinq ans révolus, les conventions touchant le service de la voie, pourront être dénoncées un an à l'avance. Dans le cas d'une dénonciation, les deux hautes parties contractantes auront à s'entendre sur les mesures à prendre, pour empêcher une interruption dans le service.

Art. 12. Le présent traité sera expédié en deux exemplaires originaux conformes, pour être soumis aux ratifications des hautes parties contractantes, lesquelles ratifications seront échangées au plus tard dans quatre semaines.

Le présent traité a été signé et scellé à l'original par les plénipotentiaires.

Fait à Magdebourg, le 2 mai 1868.

(L. S.) *Signé* : AUGUSTE-LOUIS baron VON DER RECK.

(L. S.) *Signé* : AUGUSTE-PHILIPPE-CHRÉTIEN D'AMSBERG.

AUTRICHE. — BAVIÈRE.

TRAITÉ CONCERNANT LA RÉUNION DE LA COMMUNE DE JUNGHOLZ (COMTÉ DE TYROL) AU SYSTÈME DES DOUANES ET CONTRIBUTIONS INDIRECTES DE BAVIÈRE, SIGNÉ A VIENNE LE 3 MAI 1868.

S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, etc., et S. M. le Roi de Bavière, ayant de part et d'autre manifesté le désir que la commune de Jungholz, appartenant au comté de Tyrol, fut comprise dans le système bavaïois des douanes et des contributions indirectes, ils ont nommé des fondés de pouvoirs à cet effet, d'un côté :

S. M. impériale et royale apostolique: M. Frédéric-Ferdinand, baron

de *Beust*, grand-croix de l'ordre royal de Hongrie, de Saint-Étienne et de l'ordre impérial autrichien de Léopold, chevalier de l'ordre royal bavarois de Saint-Hubert et grand-croix de l'ordre civil de la couronne de Bavière, son conseiller intime effectif, chancelier de l'empire, ministre de la maison impériale et des affaires étrangères.

S. M. le Roi de Bavière: M. Othon, comte de *Bray-Steinbourg*, grand-croix de l'ordre royal du Mérite civil de la couronne de Bavière, et de l'ordre royal de Bavière de Saint-Michel, grand-croix de l'ordre impérial autrichien de Léopold, son chambellan, ancien ministre d'État, conseiller d'État en service extraordinaire, conseiller du royaume héréditaire, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de la cour impériale et royale de Vienne. Lesquels plénipotentiaires ont conclu le traité suivant :

Art. 1^{er}. La commune de Jungholz appartenant au comté de Tyrol, sans préjudice des droits de souveraineté de S. M. impériale et royale apostolique, sera réunie au système de douanes bavarois, selon les lois, tarifs, ordonnances qui existent en vertu des traités douaniers, ou qui pourraient exister à l'avenir après les changements légaux. Les limites douanières, sur le territoire de la commune devant être réunie, seront fixées par des commissaires nommés par les deux hautes parties contractantes.

Art. 2. A la suite de cette réunion, S. M. impériale et royale apostolique, abrogeant les lois existantes actuellement dans le territoire de cette commune, sur les impôts d'entrée et de sortie ainsi que sur leur administration, de même que sur le transit, fera publier pour le même territoire, sur l'administration des impositions ou droits d'entrée et sortie de même que sur le transit, et cela d'accord avec les lois, tarifs, ordonnances en vigueur en Bavière, les lois, tarifs, ordonnances et autres décisions d'après lesquels les habitants et contribuables auront à se diriger.

Art. 3. On introduira au moment de la réunion de cette partie du territoire impérial et royal au système de douanes bavarois, par les soins du gouvernement impérial et royal, une complète égalité d'imposition sur les produits intérieurs, en partant des principes en matière de taxe existant en Bavière.

Art. 4. En conséquence de cela, l'impôt de consommation en usage jusqu'à présent dans la commune de Jungholz sera aboli à partir du jour de la mise en vigueur du présent traité; au contraire, dans le cas ou plus tard on produirait sur le territoire question de la malz ou qu'on fabriquerait du sucre de betterave, ou qu'on y trouverait du sel, ces différents produits devraient être taxés d'après les tarifs en usage en Bavière et les droits levés d'après les règlements bavarois.

A la suite de cette parité d'impositions intérieures, il n'y aura entre la Bavière et cette partie du territoire autrichien, pour les produits intérieurs passant dans l'autre, aucune bonification de taxes, pas plus qu'un droit d'entrée, tandis que vis-à-vis des autres États du Zollverein, le territoire en question sera, pour les bonifications à accorder de même que pour les droits de transit, dans la même situation que la Bavière rhénane.

Art. 5. Les prescriptions en vigueur sur le territoire de Jungholz, sur l'exercice du monopole à l'égard de certains objets de consommation cesseront d'avoir force de loi à l'époque déterminée par l'article 4 du présent traité.

Art. 6. L'instruction et la répression des délits, en matière de douanes, seront exercées par les tribunaux ou par les autorités impériales et royaux, d'après les prescriptions du code pénal bavarois, qui sera publié à Jungholz, cependant d'après la forme et les règlements de procédure usités dans les États impériaux et royaux.

Art. 7. Les amendes infligées par ces tribunaux et les objets confisqués entreront dans les caisses de l'État après défalcation de la prime accordée aux dénonciateurs.

Les fraudes dans le paiement des droits de la part du délinquant, lorsqu'on peut les lui faire payer, ou que la vente des objets confisqués y suffit, doivent être envoyés à la douane bavaroise de Pfronten.

Art. 8. L'exercice du droit de grâce et de commutation de peine, pour les délits de douanes (articles 6), en faveur des personnes passées est réservé à Sa Majesté impériale et royale apostolique.

Art. 9. S. M. impériale et royale apostolique sera représentée aux conférences qui auront lieu entre la Bavière et les autres États du Zollverein pour l'enclave douanier de Jungholz, et en communiquera au gouvernement impérial et royal les traités des douanes, afin qu'il adopte des principes uniformes pour les progrès de l'industrie surtout.

a) Concernant la faculté pour les nationaux d'un État, de chercher du travail et d'exercer un métier sur le territoire d'un autre État appartenant au Zollverein.

(b) Concernant les droits à payer par les nationaux d'un État qui cherchent à exercer le commerce, l'industrie ou un métier sur le territoire d'un autre État appartenant au Zollverein.

(c) Concernant la libre entrée aux marchands, fabricants et autres industriels qui, personnellement ou par leurs représentants, font des achats ou des commandes sur échantillons.

(d) Concernant la libre fréquentation des foires et marchés.

Art. 10. Sa Majesté impériale et royale apostolique, par les présentes, se réunit, pour la partie de son territoire en question, au cartel douanier conclu le 11 mai 1833, entre les différents membres du Zollverein, ayant trait à la protection de leur système commun de douanes contre la contrebande, et de leurs impositions de consommation contre les fraudes.

Les stipulations de ce cartel douanier sont applicables aux impositions dénommées dans l'article 4 du présent traité.

Art. 11. D'après les stipulations arrêtées dans les précédents articles, tous les droits d'exportation et d'importation cesseront d'être prélevés aux frontières entre la Bavière et le territoire de la commune de Jungholz. Bien plus, il y aura un trafic libre et franc entre cette portion du territoire impérial et royal et le territoire du royaume de Bavière, sauf pour les objets désignés à l'article 12, et en outre les nationaux autrichiens seront dans les mêmes conditions que les sujets bavarois dans le trafic réciproque avec leurs produits indigènes, ou même avec des marchandises étrangères.

Art. 12. Seront soumis aux droits prélevés sur certains objets au profit d'une commune dans les États bavarois à leur entrée, les objets de même nature qui seront introduits du territoire impérial et royal en question dans une commune bavaroise soumise à cette prélevation de droits.

Art. 13. Le territoire en question n'ayant pas d'administration particulière, sera du ressort des autorités douanières bavaroises. Pour tout ce qui concerne l'inspection des finances, il sera soumis aux autorités bavaroises des arrondissements voisins.

Art. 14. Comme conséquence du présent traité, il y aura entre les parties contractantes communauté de revenus pour les droits d'exportation et d'importation, de même que pour les impôts sur la taxe de betterave et le sel, de façon que les parts afférentes à la Bavière, eu égard à sa population, y compris celle de la commune de Jungholz faisant actuellement partie de l'union douanière, formeront la somme à laquelle participera la commune de Jungholz, au prorata de sa population, sur les recettes liquides des impôts d'exportation et d'importation des droits sur le sucre de betterave et du sel, prélevés dans tout le Zollverein.

Le Gouvernement impérial et royal autrichien n'élève aucune prétention sur les droits de transit, sur la malz, la bière et l'eau-de-vie provenant du territoire de la Bavière situé sur la droite du Rhin.

Art. 15. Avant l'entrée en vigueur du libre exercice entre la commune de Jungholz et le territoire bavarois, on soumettra, selon ce

qui a été convenu, les marchandises étrangères se trouvant sur ce territoire à une taxe supplémentaire.

Art. 16. La durée du présent traité, qui doit entrer en vigueur le 1^{er} juin 1868, est fixée jusqu'à fin décembre 1879.

Si, au plus tard, avant l'expiration de cette date, l'une des parties contractantes ne dénonce pas le présent traité, il conservera sa force pendant douze autres années et ainsi de suite.

Le présent traité sera soumis aux ratifications souveraines et celles-ci seront échangées dans le plus bref délai possible.

Fait à Vienne, le 3 mai 1868.

(L. S.) Signé : BEUST.

(L. S.) Signé : BRAY-STEINBOURG.

PROTOCOLE FINAL

Ajouté au Traité concernant l'incorporation de la commune de Jungholz (comté du Tyrol) au système des douanes et des contributions indirectes bavaresi.

I. — SUR LES ARTICLES DE 1 A 4.

1^o Le Gouvernement impérial et royal fera publier dans le territoire ci-dessus désigné :

Le tarif douanier usité en Bavière ainsi que les règlements sur la taxe du sucre de betterave et de la mélasse.

La loi de douanes.

Le règlement douanier et les paragraphes de 1 à 27 du code pénal douanier.

Avec les stipulations complémentaires ou opposées qui ont été adoptées.

De même, les prescriptions à faire connaître aux intéressés et aux contribuables seront publiées sur la demande du Gouvernement bavaresi par le Gouvernement de S. M. I. et R. autrichienne.

2^o Pareillement encore, le Gouvernement impérial et royal autrichien, le cas se présentant, fera parvenir à la connaissance des intéressés et des contribuables les arrêtés, lois et ordonnances concernant l'augmentation du droit sur la malz ainsi que sur la taxe du sucre de betterave indigène et du sel, d'après le chiffre présent ou modifié en Bavière.

La production ou la consommation de malz, l'industrie de la fabrication du sucre de betterave, l'extraction du sel ne seront per-

mises sur les territoires en question que lorsque les lois s'y rapportant seront entrées en pleine vigueur.

3° Le Gouvernement impérial et royal introduira sur le territoire en question, à la demande du Gouvernement royal de Bavière, tous les changements des prescriptions légales ou réglementaires sur le présent traité, sur la forme et le contrôle du prélèvement des droits d'entrée et de sortie, ainsi que sur ceux du transit qui auront été établis en Bavière.

4° Le Gouvernement impérial et royal, reconnaissant qu'il est utile pour les relations actuelles, et surtout pour le maintien d'un trafic libre mutuel, de soumettre les produits de la commune de Jungholz au système d'impôts usité en Bavière, déclare que pour le cas où le Gouvernement bavarois soumettrait à d'autres impositions que celles qui sont désignées dans l'article 4 les produits en question, il est tout disposé, sur la demande du Gouvernement bavarois, à accepter, pour le territoire en question, les mêmes dispositions légales qui auraient été prises pour la Bavière ou qui devraient l'être plus tard, et de les faire exécuter dans cette partie de son territoire.

5° L'union de la commune de Jungholz au système de douanes et de contributions indirectes bavarois aura lieu, comme il existe pour la Bavière, de la droite du Rhin. Pour ce qui concerne la Bavière rhénane, les sujets et nationaux de Sa Majesté Impériale et Royale seront sur le même pied que les nationaux bavarois de la rive droite du Rhin.

II. — SUR L'ARTICLE 6 DU TRAITÉ.

1° Les lois et ordonnances sur la procédure à suivre par les tribunaux ou autorités impériales et royales dans les instructions concernant les délits de douanes seront communiquées dans leur entier par le Gouvernement impérial et royal au Gouvernement bavarois.

2° Les pièces concernant les délits de douane mentionnés à l'article 6 du traité seront communiquées avant le prononcé du jugement et après le prononcé pour en prendre connaissance par les autorités impériales et royales à la direction royale bavaroise des douanes, à Pfronten.

3° La stipulation contenue dans l'article 6 du traité, la suivante ainsi que la précédente feront, le cas échéant, autorité pour l'instruction et la répression des contraventions en matière de douane.

III. — SUR L'ARTICLE 8 DU TRAITÉ.

Sa Majesté impériale et royale apostolique, avant de prendre une résolution sur les demandes de grâce ou de commutation de peines, ordonnera que son Gouvernement entre en communication avec le Gouvernement royal bavarois, et en dernier lieu communique à ce dernier la résolution à laquelle on se sera arrêté.

IV. — SUR LES ARTICLES 9 ET 10 DU TRAITÉ.

De son côté, le Gouvernement royal bavarois communiquera toujours au Gouvernement impérial et royal autrichien les arrangements ou les stipulations arrêtés entre les Gouvernements du Zollverein ayant trait à l'un ou à l'autre des objets compris sous les articles 9 et 10 du présent traité, ou à toutes autres mesures convenues dans l'intérêt du trafic, du commerce et des relations internationales; dans ce cas, le Gouvernement impérial et royal fera publier ces stipulations, règlements, dedans la portion de son territoire qui doit être réunie au système bavarois en fait de douanes et de contributions indirectes.

V. — SUR L'ARTICLE 11 DU TRAITÉ.

Les stipulations de la convention conclue le 21 septembre 1842 entre les États faisant partie du Zollverein sur les brevets et privilèges, seront applicables selon la teneur de l'article 21 du Traité de commerce du 8 juillet 1867, à la partie du territoire impérial et royal devant être réunie à la Bavière.

VI. — SUR L'ARTICLE 12 DU TRAITÉ.

On est convenu que la stipulation contenue dans l'article 11 n'empêchera pas les hautes parties contractantes d'user du droit de lever un impôt sur les cartes à jouer et sur les almanachs.

Cependant le Gouvernement impérial et royal ne permettra pas qu'on fabrique des cartes ou qu'on imprime des almanachs dans la commune de Jungholz.

La quantité de cartes et d'almanachs nécessaire aux besoins de la consommation, munis du timbre impérial avec un laissez-passer des autorités impériales compétentes, pourra entrer en franchise sur le

territoire ci-dessus indiqué, en passant par la station principale de Pfronten et après que la déclaration en ordre en aura été faite.

VII. — SUR L'ARTICLE 10 DU TRAITÉ.

Si les besoins du service de la surveillance sur la frontière exigeaient l'établissement d'une station de surveillance bavaroise, le Gouvernement impérial ne s'y refusera pas, suivant la stipulation renfermée dans l'article 13 du traité, et il se déclarera au contraire prêt à fournir à cet effet les localités nécessaires, moyennant une indemnité proportionnée.

Si, pour mieux relier ce poste de surveillance avec les autres stations bavaroises voisines, il était nécessaire d'établir une voie accessible aux voitures entre Pfronten et Jungholz, et si le Gouvernement bavarois s'y décidait, le Gouvernement impérial et royal s'engage sur la demande du Gouvernement bavarois, à faire exécuter à ladite commune une voie accessible aux voitures de la commune de Jungholz usqu'à la frontière bavaroise, et cela dans la direction que le Gouvernement bavarois aura indiquée.

2° Les autorités impériales et royales de l'ordre judiciaire, de même que celles de la police, recevront des instructions relatives à l'assistance qu'ils devront prêter aux employés des douanes dans l'exercice de leurs fonctions.

3° Les autorités et les employés compétents bavarois seront chargés, quant à l'administration et à la surveillance des impôts sur le sucre de betterave et sur le sel, et ensuite sur la malz, s'il devait jamais en être levé dans la portion du territoire devant être réuni à la Bavière, de même que sur d'autres impôts pouvant être établis sur des produits intérieurs, d'après la clause n° 1, chiffre 4, du présent protocole.

VIII. — SUR L'ARTICLE 14 DU TRAITÉ.

1° La Bavière seule prendra à sa charge les frais d'administration.

2° Le Gouvernement impérial et royal s'engage à faire, tous les trois ans, un recensement exact de la population dans la portion de territoire devant être réunie au système de douanes et de contributions indirectes bavarois, d'après les principes usités en Bavière, et dans les mêmes termes que ce recensement se pratique en Bavière immédiatement après l'annexion, pour les années de 1868 à 1870, et ensuite à la fin de 1870 pour les trois années suivantes, etc., etc. Les résultats de ces recensements seront communiqués au Gouvernement

bavarois pour lui servir de base dans ses calculs de décompte avec les autres États du Zollverein.

IX. — SUR L'ARTICLE 15 DU TRAITÉ.

Conformément à la clause contenue dans l'article 15 du traité, le Gouvernement impérial et royal fera publier le règlement contenu dans l'appendice sur la retaxation des marchandises étrangères se trouvant sur le territoire devant être annexé. Cette publication ne pourra pas être faite plus tôt que trois jours avant le terme fixé pour la mise en vigueur du traité.

Au même moment se réunira une commission mixte pour régler l'exécution de cette mesure.

Cette commission fera faire une révision exacte des quantités de marchandises déclarées, et cela par le ministère des employés bava-rois, qui seront mis à sa disposition pour ce travail; elle fixera ensuite le montant des droits à payer et réglera généralement tout ce qui a rapport à la surtaxe des objets de consommation.

On procédera toutefois avec autant d'indulgence que possible dans l'évaluation et le prélèvement de cette surtaxe, en laissant aux intéressés les moyens de fournir la preuve que leurs marchandises sont d'origine indigène. La révision spéciale; dans le cas où elle sera jugée nécessaire, ne devra pas dépasser son but, et être organisée de façon à ce que l'industrie des personnes soumises à la surtaxe n'en souffre pas.

La surtaxe est bornée aux articles mentionnés au tarif de surtaxe. Si cependant on s'apercevait que, dans un but de spéculation, il se trouve à Jungholz une quantité de marchandises non portées au tarif de surtaxe, ce tarif sera complété en y faisant figurer les articles de marchandises en question.

La surveillance des frontières continuera jusqu'au moment où la quantité des marchandises soumises à la surtaxe sera entièrement épuisée, et ce n'est par conséquent qu'à cette époque que le libre trafic sera établi entre les deux frontières.

Le produit de la surtaxe entrera dans la caisse de l'Union entière.

X

Sur le désir exprimé par le Gouvernement impérial et royal, le Gouvernement royal de Bavière, à la prière de la commune de

Jungholz, permettra l'entrée libre de trois mesures bavaoises de vin du Tyrol, destiné au vin du sacrifice de la messe.

Fait à Vienne, le 3 mai 1868.

(L. S.) *Signé* : BEUST.

(L. S.) *Signé* : BRAY-STEINBOURG.

DÉCLARATION

Sur l'article 14, § 1, du traité sur l'annexion de la commune de Jungholz, comté de Tyrol, au système bavarois de douanes et de contributions indirectes.

En rédigeant, à la date de ce jour, le traité sur l'annexion de la commune de Jungholz (comté de Tyrol) au système bavarois de douanes et de contributions indirectes, la stipulation suivante a été formulée au sujet de l'article 14, § 1.

Considérant que le Gouvernement royal bavarois prend à sa charge, non-seulement tous les frais d'administration qui résulteront de l'annexion de Jungholz, mais encore, qu'à la suite de cette annexion, la ligne de la frontière douanière se trouvera considérablement réduite et que la Bavière aura à supporter une diminution considérable dans sa quote part des revenus du Zollverein, laquelle est calculée sur l'étendue des frontières douanières, ainsi que les frais alloués pour cette surveillance.

Considérant de plus que la Bavière n'élève pas de prétentions pour les droits dont est créditée la commune de Jungholz, pour lesquels, aussi bien que pour la faveur accordée à la commune de Jungholz, selon la stipulation du § 10 du protocole final de ce jour, le Gouvernement bavarois sera obligé d'indemniser l'Union entière;

Le Gouvernement impérial et royal, par mesure de réciprocité, renonce, en faveur de la caisse de l'État bavaroise, à partir de l'entrée en vigueur de ce traité et pour toute sa durée, à sa quote part des revenus mentionnés dans l'article 14, § 1.

La déclaration présente sera considérée comme ratifiée au moment où le traité principal le sera.

Fait à Vienne, le 3 mai 1868.

(L. S.) *Signé* : BEUST.

(L. S.) *Signé* : BRAY-STEINBOURG.

BAVIÈRE. —ÉTATS-UNIS.

TRAITÉ CONCERNANT LA NATIONALITÉ ET LA NATURALISATION DES ÉMIGRANTS, CONCLU A MUNICH, LE 26 MAI 1868 (1).

S. M. le Roi de Bavière et le Président des États-Unis d'Amérique, voulant régler la nationalité des personnes qui émigrent de la Bavière aux États-Unis, et des États-Unis en Bavière, ont résolu de conclure un traité à cet effet, et ont, en conséquence, nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. le Roi de Bavière : le docteur Otto, baron de *Volderndoff*, conseiller de ministère, et

Le Président des États-Unis d'Amérique : M. George *Bancroft*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

Lesquels sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Bavares qui ont été ou seront naturalisés citoyens des États-Unis, et qui auront résidé sans interruption aux États-Unis pendant cinq ans, seront considérés par la Bavière comme étant citoyens des États-Unis, et traités comme tels.

Réciproquement, les citoyens des États-Unis, qui ont été ou seront naturalisés citoyens de la Bavière, et qui auront résidé sans interruption en Bavière pendant cinq ans, seront considérés par les États-Unis comme citoyens Bavares, et traités comme tels.

La déclaration de l'intention de devenir citoyen de l'un ou l'autre pays, n'implique pas pour les parties l'effet de naturalisation.

Art. 2. Un citoyen naturalisé d'un des deux pays, en revenant dans le territoire de l'autre, reste sujet aux poursuites et pénalités pour tout acte puni par les lois de son pays originaire et commis avant son émigration, sauf toujours la prescription prévue par les lois de son pays originaire ou le cas d'amnistie.

Art. 3. La convention pour l'extradition de criminels ou personnes fuyant la justice, dans certains cas, conclu entre les États-Unis d'Amérique et la Bavière, le 12 septembre 1853, reste en vigueur sans aucun changement.

Art. 4. Lorsqu'un Bavares naturalisé en Amérique, vient de nouveau établir son domicile en Bavière, sans avoir l'intention de retourner en Amérique, il sera considéré comme renonçant à sa naturalisation américaine.

(1) Voir Traité des États-Unis avec l'Allemagne du Nord, du 22 février 1868. Archives 1869, tome 3, page 1189.

Réciproquement : si un Américain naturalisé en Bavière, vient de nouveau établir son domicile aux États-Unis sans avoir l'intention de retourner en Bavière, il sera considéré comme renonçant à sa naturalisation bavaroise.

L'intention de ne pas retourner est comme manifestée, si une personne naturalisée dans l'un des pays séjourne plus de deux ans dans l'autre.

Art. 5. La présente convention entrera en vigueur aussitôt après l'échange des ratifications et sera valable pendant dix ans. Si aucune des deux parties ne communique à l'autre, six mois avant l'expiration de la convention, son intention de la rompre, elle restera en vigueur pour douze mois, à compter du jour où l'une des hautes parties contractantes aura annoncé cette intention à l'autre.

Art. 6. La présente convention sera ratifiée par S. M. le Roi de Bavière et par le Président, sous et avec l'acceptation du sénat des États-Unis d'Amérique, et les ratifications seront échangées à Munich dans les douze mois à partir de la date de ce jour.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé et scellé la présente convention.

Munich, le 26 mai 1868.

(L. S.) *Signé* : OTTO, baron DE VOLDERNDORFF.

(L. S.) *Signé* : GEORGES BANCROFT.

PRUSSE. — HESSE.

TRAITÉ CONCERNANT L'ADMINISTRATION ET L'EXPLOITATION DE LA SECTION DU CHEMIN DE FER DU MEIN-WESER, SITUÉE SUR LE TERRITOIRE DE LA HESSE, SIGNÉ A BERLIN LE 30 MAI 1868.

Le protocole final du traité de paix, conclu entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, et sur le Rhin à la date du 3 septembre 1866 (1), portant qu'il y aurait lieu à des négociations particulières touchant la section du chemin de fer du Mein au Weser, située sur le territoire grand-ducal, et cela au point de vue de l'administration et de l'exploitation, les deux hautes parties contractantes ont, à cet effet, nommé des plénipotentiaires, à savoir :

Le Gouvernement royal prussien : le conseiller intime supérieur d'État, Louis-Auguste-Guillaume *Heise* ;

(1) Voir Archives, 1866, tome 4, page 202.

Et le gouvernement grand-ducal de Hesse : le conseiller ministériel Auguste *Schleiermacher*, lesquels se sont réunis et ont stipulé et conclu, sauf ratifications, le traité suivant :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement grand-ducal de Hesse, abandonne à partir du 1^{er} août 1868, et de là à perpétuité, l'administration et l'exploitation de la partie du chemin de fer du Mein au Weser, de même que l'administration de tout ce qui appartient à cette ligne, au gouvernement royal prussien. Ce Gouvernement accepte cet abandon et se chargera de l'administration, ainsi que de l'exploitation, de toute l'entreprise du chemin de fer du Mein au Weser, lorsque l'ancien électorat de Hesse-Cassel, ainsi que la ville libre de Francfort, feront partie de son territoire.

Art. 2. A cet effet, le Gouvernement royal prussien, établira une direction royale, dont il déterminera plus tard le siège et la dénomination. Cette direction sera composée de quatre membres au plus, dont le Gouvernement prussien nommera le président, son substitut, et l'ingénieur chargé de l'administration et de la partie technique, tandis que le gouvernement grand-ducal conservera le droit de nommer un membre de la direction chargé de fonctions administratives, en faisant part de cette nomination au Gouvernement prussien. Ce fonctionnaire aura siège et voix délibérative au sein de la direction, et établira son domicile à l'endroit où elle aura son siège légal. Il remplira, en même temps, les fonctions de commissaire ordinaire du gouvernement grand-ducal, et recevra, comme les autres membres de la direction, ses honoraires sur les revenus de la ligne et d'après les principes établis pour les autres membres.

La direction royale à établir, traitera les affaires à elle soumises, d'après les instructions qu'elle recevra du Gouvernement prussien et ses décisions seront prises à la majorité des voix. Dans le cas où il y aurait égalité de suffrage, la voix du président ou de son substitut, fera pencher la balance. Du jour où cette direction sera installée et commencera à exercer son action, le Gouvernement grand-ducal hessois abandonne ses droits sur l'administration du chemin de fer du Mein au Weser, pour tout ce qui ne serait pas excepté dans le présent traité, et surtout la direction spéciale établie pour la section de cette voie établie sur le territoire grand-ducal, aura à cesser ses fonctions.

Art. 3. Les employés actuels sur la section grand-ducale du chemin de fer du Mein au Weser, que le gouvernement hessois a nommés dans l'intérêt de cette ligne, entrent de droit au service de la Prusse et conservent leurs honoraires, émoluments et tous autres droits. Ils n'abandonnent point pour cela leur nationalité et restent soumis

aux lois et aux autorités de l'endroit où ils ont leur domicile officiel, mais quant aux mesures disciplinaires, ils sont exclusivement soumis au gouvernement royal et, le cas se présentant, à ses organes.

Le Gouvernement grand-ducal se réserve d'ailleurs le droit de retirer du service prussien ceux de ces employés qui le désireraient. Cependant ces employés ne peuvent quitter leur emploi avant d'avoir été remplacés, ce qui devra se faire le plus tôt possible et au plus tard dans l'espace de trois mois.

Le Gouvernement prussien, dans la nomination des employés de la section située sur le territoire hessois, prendra en considération la qualité de sujet hessois.

Pour ce qui regarde les rapports de nationalité et de discipline, ces employés seront sur le même pied que ceux qui sont sortis du service grand-ducal pour entrer dans celui de la Prusse.

Si le gouvernement hessois, pour des raisons de police, regarde l'éloignement d'un employé stationnaire comme nécessaire, il en avertira le Gouvernement prussien, qui acquiescera aussi vite que possible à cette demande.

Art. 4. Quant au partage des bénéfices, on s'en tiendra au principe en usage jusqu'à ce jour, d'après lequel le capital employé à la construction de la ligne du Mein-Weser, par les États intéressés et éventuellement par leurs prédécesseurs en droit jusqu'à la clôture des comptes de l'année précédente, pour les sections situées sur leur territoire, donnera la proportion des parts dans les bénéfices nets, après défalcation de tous les frais d'administration, d'entretien et d'exploitation.

Les comptes d'exploitation à établir par l'administration prussienne, annuellement jusqu'au 1^{er} mai, seront d'abord communiqués au gouvernement grand-ducal hessois pour qu'il en prenne connaissance.

Toutes les observations du Gouvernement hessois qui ne pourront être réglées par la direction du chemin de fer et le commissaire désigné par le Gouvernement hessois, devront l'être par l'entremise des deux Gouvernements.

La part dans les bénéfices nets afférente au Gouvernement grand-ducal sera versée tous les cinq ans après que les comptes d'exploitation auront été arrêtés, dans la caisse que désignera le Gouvernement grand-ducal.

Art. 5. Les états d'exploitation à établir annuellement par la direction seront communiqués au plus tard, par le Gouvernement prussien, six semaines avant le commencement de l'exercice, au Gouvernement hessois grand-ducal. Les objections ainsi que les propositions

concernant cet état de dépenses seront soumises à un examen sérieux de la part du Gouvernement prussien et prises autant que possible en considération.

Art. 6. On est d'accord de part et d'autre que l'entreprise sera continuellement maintenue dans un état répondant aux exigences du service, et que l'exploitation sera pareillement à la hauteur de ces exigences. S'il y avait besoin, pour obtenir ce but, de constructions supplémentaires, d'augmentation des moyens d'exploitation ou d'autres dépenses de ce genre, qui nécessiteraient l'augmentation du capital de construction pour toute l'entreprise, les deux hautes parties contractantes s'entendront d'abord à ce sujet.

Art. 7. Le droit de souveraineté pour la section du chemin de fer située sur le territoire grand-ducal hessois est exclusivement réservé au Gouvernement grand-ducal. Celui-ci s'engage néanmoins à accorder au Gouvernement royal prussien le droit d'expropriation dans les cas commandés par l'entreprise du chemin de fer du Mein-Weser.

Les signes de souveraineté sur la section située sur le territoire hessois seront exclusivement ceux du Gouvernement grand-ducal hessois.

Art. 8. Les prescriptions légales et de police existantes dans le grand-duché de Hesse pour la protection des chemins de fer, des télégraphes et de leur exploitation seront aussi appliquées à la section du chemin de fer en question ainsi que la ligne télégraphique qui y est jointe.

Art. 9. Toutefois, comme il est extrêmement à désirer dans l'intérêt de l'unité d'administration du chemin de fer du Mein-Weser que la police de la voie se fasse dans des principes conformes, le Gouvernement grand-ducal hessois adoptera le règlement de police que la Prusse établira, sauf le cas où des circonstances locales ne nécessiteraient pas des exceptions, et donnera force de loi à ce règlement pour la section du chemin de fer située sur son territoire.

Le règlement de police du chemin de fer sera publié séparément pour chaque territoire.

Art. 10. Le maintien des mesures de police se rapportant à la section du chemin de fer située sur le territoire hessois, sera réglé par le personnel royal prussien d'après les règlements concernant la police de la voie. Ce personnel, sur la présentation de la direction (article 2) sera agréé par les autorités grand-ducales compétentes.

Le maintien de la police générale de sûreté concernant cette section de chemin de fer, est entre les mains des autorités grand-ducales compétentes. Elles auront, au besoin, à venir en aide aux employés de police pour la ligne, lorsqu'elles en seront requises.

Art. 11. La fixation des tarifs comme celle du plan de service et la

publication de toutes les ordonnances concernant l'administration et l'exploitation du chemin de fer du Mein au Weser appartiennent exclusivement au Gouvernement royal prussien qui, toutefois, s'engage :

(a) A ne pas augmenter les tarifs actuels sans le consentement du Gouvernement grand-ducal hessois.

(b) Quant au plan de service, le Gouvernement royal prussien, à moins qu'il ne soit statué autrement et d'accord avec le Gouvernement grand-ducal hessois, s'engage à faire mettre en mouvement au moins cinq trains de voyageurs dans les deux directions de la ligne, lesquels seront tenus de s'arrêter à toutes les stations existantes dans le Grand-Duché, pour y prendre des voyageurs. L'un de ces trains parcourra la ligne dans les premières heures de la matinée, le second dans les dernières heures précédant midi, le troisième dans l'après-midi et le quatrième dans la soirée.

(c) Le Gouvernement royal prussien s'engage d'ailleurs à prendre en considération, autant que cela sera possible, les vœux du Gouvernement hessois pour tout ce qui concerne la fixation du plan du service et des ordonnances qui s'y rattachent.

Art. 12. Il ne sera fait aucune différence entre les nationaux des deux États, soit pour le prix ou le temps du départ, et surtout les marchandises d'un État transportées sur le territoire de l'autre, ne seront pas traitées moins favorablement que les marchandises sortant de ce territoire ou y restant.

Art. 13. Le présent Traité sera soumis à l'acceptation des deux Gouvernements et l'échange des ratifications aura lieu à Berlin au plus tard dans l'espace d'un mois.

En foi de quoi, le présent Traité a été signé et scellé par les plénipotentiaires des deux parties contractantes.

Fait à Berlin, le 30 mai 1868.

(L. S.) *Signé* : LOUIS-AUGUSTE-GUILLAUME HEISE.

(L. S.) *Signé* : AUGUSTE SCHLEIERMACHER.

ITALIE. — ESPAGNE.

TRAITÉ D'EXTRADITION SIGNÉ A MADRID, LE 3 JUIN 1868.

S. M. le Roi d'Italie et S. M. la Reine d'Espagne désirant assurer la répression des délits et voulant introduire un système d'aide réci-

proque pour l'administration de la justice pénale, ont résolu d'un commun accord de conclure une convention, et ont à cet effet nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Italie : M. le comte Louis *Corti*, commandeur de ses ordres des Saints Maurice et Lazare et de la couronne d'Italie, chevalier Grand-Croix de l'ordre de l'Étoile polaire de Suède, officier de l'ordre de Léopold de Belgique, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la Reine des Espagnes, etc., etc.

S. M. la Reine des Espagnes : don Joachim Roncali et Cerati, marquis de *Roncali*, chevalier Grand-Croix de l'ordre royal et distingué de Charles III, de l'ordre royal d'Isabelle la catholique, et de l'ordre du Christ de Portugal, son chambellan en exercice, sénateur du royaume, ancien ministre de la cour de justice, ancien ministre présidant le conseil d'État, son ministre de la grâce et de la justice, et premier secrétaire d'État par intérim, etc., etc. Lesquels après avoir présenté leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement italien ainsi que le Gouvernement espagnol prennent mutuellement l'engagement de se livrer réciproquement les individus, qui après avoir été condamnés ou étant poursuivis par les autorités compétentes de l'un des deux États contractants pour l'un des crimes ou délits spécifiés dans l'article 2 du présent traité se seront réfugiés sur le territoire de l'autre.

Art. 2. L'extradition devra être accordée pour les infractions aux lois pénales ci-dessous indiquées :

1^o Le parricide, l'infanticide, l'assassinat, l'empoisonnement, l'homicide;

2^o Les coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort;

3^o La bigamie, le rapt, le viol, l'avortement, la prostitution ou corruption de mineurs de la part des parents ou de toute autre personne chargée de les surveiller, tout abus déshonnête d'une personne de l'un ou l'autre sexe quand on use envers elle de violence ou de l'intimidation, quand elle se trouve privée de raison ou de sentiment, ou lorsque l'âge de la personne ainsi offensée indépendamment des circonstances indiquées, sera un élément constitutif ou aggravant du crime;

4^o L'enlèvement, le recel, la suppression d'enfants, la substitution d'un enfant à un autre, la suppression d'enfant à une femme qui n'aura pas enfanté;

5^o L'incendie;

6^o Les dégâts volontaires causés aux voies ferrées ou aux télégraphes;

7° L'association entre malfaiteurs, les attentats aux droits de propriété, accompagnés d'homicide, les coups, blessures, les menaces et autres actes de violence contre les personnes et les vols, qui d'après les lois respectives sont punissables de l'emprisonnement pour plus de cinq ans ;

8° La contrefaçon ou l'altération des monnaies, l'introduction ou le commerce de fausses monnaies, la contrefaçon de titres de rentes ou d'obligations d'État, des billets de banque ou de tout autre effet public, l'émission et l'usage de ces titres contrefaits, la contrefaçon des actes souverains, de sceaux, poinçons, cachets ou marques de l'État ou des administrations publiques, et l'usage de ces objets contrefaits ; le faux en écriture publique ou authentique, privée, de commerce et de banque, et l'usage des faux ;

9° Le faux témoignage et la fausse déclaration d'experts, la subornation de témoins et d'experts, la calomnie quand elle a eu lieu par des infractions spécifiées dans la présente convention ;

10° La soustraction (malversation) par les officiers ou dépositaires de l'autorité publique ;

11° La banqueroute frauduleuse ;

12° La baraterie ;

13° La sédition à bord d'un bâtiment lorsque les personnes qui composent l'équipage se seront, par ruse ou violence, emparées du bâtiment lui-même ou l'auront livré à des pirates ;

14° L'abus de confiance (s'appropriier le bien d'autrui sans droit), l'escroquerie et la fraude. L'extradition ne sera accordée pour ces infractions que si la valeur de l'objet extorqué dépasse mille livres ;

15° L'extradition sera pareillement accordée pour tout genre de complicité et de participation dans les infractions ci-dessus mentionnées, ou pour les tentatives constituant une infraction marquée, pourvu toutefois que la peine à infliger dans ce cas atteigne au moins trois années d'emprisonnement.

Art. 3. L'extradition ne sera jamais accordée pour des crimes ou délits politiques. L'individu extraditionné pour d'autres infractions aux lois pénales ne pourra en aucun cas être jugé ou condamné pour un crime ou délit politique commis avant son extradition, ni pour aucun fait quelconque, ayant une connexion avec ce crime ou délit. De la même façon aucun individu ne pourra être poursuivi ni condamné pour des infractions antérieures ou postérieures à celle qui a motivé son extradition ; les poursuites auront néanmoins lieu en pareil cas si l'inculpé après avoir été absous ou condamné par un jugement définitif, qui a donné lieu à l'extradition, reste volontaire-

ment dans le pays pendant trois mois ou qu'après être parti, il revient.

Art. 4. L'extradition ne pourra avoir lieu si après les faits imputés, les procès correctionnels ou la condamnation relative, il y a eu prescription de l'action ou de la peine sur les bases du pays dans lequel le prévenu ou condamné se sera réfugié.

Art. 5. Dans aucun cas ni pour aucun motif les hautes parties contractantes ne pourront être tenues à livrer leurs propres nationaux.

Si d'après les lois en vigueur dans l'état auquel le coupable appartient, il doit être déféré à un tribunal criminel pour un crime commis dans l'autre État, le Gouvernement de ce dernier devra communiquer les instructions et les actes, livrer les objets constituant le corps du délit et fournir tous les autres éclaircissements et documents qui seront nécessaires pour la marche du procès.

Art. 6. Si l'inculpé ou le condamné est étranger aux deux États, le Gouvernement qui doit faire l'extradition informera le Gouvernement du pays auquel l'inculpé réclamé appartient, de la demande que lui a été adressée. Dans le cas où ce dernier Gouvernement réclame pour son propre compte le prévenu pour le faire juger par ses propres tribunaux, celui auquel la demande d'extradition a été faite pourra, à son choix, le livrer à l'État sur le territoire duquel le crime a été commis ou à celui auquel l'individu appartient.

Si le prévenu ou condamné dont l'extradition est demandée en vertu de cette présente convention, par l'une des parties contractantes, a été pareillement réclamé par un ou plusieurs autres Gouvernements pour des crimes ou délits commis par le même individu sur leurs territoires respectifs, ce dernier sera livré au Gouvernement dont la demande est la plus ancienne en date.

Art. 7. Si l'individu réclamé est accusé ou condamné dans le pays où il s'est réfugié pour un crime ou délit commis dans le pays même, l'extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait été absous par un jugement définitif ou qu'il ait accompli sa peine.

Art. 8. L'extradition ne sera pas suspendue dans le cas qui empêcherait l'accomplissement des obligations que l'individu réclamé aurait contractées envers des personnes privées, lesquelles pourront faire valoir leurs droits devant les tribunaux compétents.

Art. 9. L'extradition sera accordée à la suite d'une demande faite par l'un des deux Gouvernements à l'autre, par la voie diplomatique et par la présentation d'une sentence de condamnation ou d'un acte d'accusation, d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte équivalent à ce mandat, dans laquelle devront pareillement être indiquées la na-

ture et la gravité des faits imputés, ainsi que la disposition des lois pénales s'y rapportant.

Les actes seront relatés en original ou sous la forme authentique d'expédition, soit par un tribunal, soit par toute autre autorité compétente du pays qui réclame l'extradition.

On fournira en même temps, si cela est possible, le signalement de l'individu réclamé ou toute autre indication pouvant servir à constater son identité.

Art. 10. Dans les cas d'urgence et nommément s'il y a danger à ce que le réclamé s'échappe par la fuite, chacun des deux Gouvernements sur les bases d'une condamnation, d'un acte d'accusation ou d'un mandat d'arrêt, pourra par le moyen le plus rapide et même par le télégraphe demander et obtenir l'arrestation du condamné, ou prévenir, à condition de présenter dans le plus bref délai les documents dont il a annoncé l'existence.

Art. 11. Les objets volés ou saisis sur le condamné ou prévenu, les instruments et outils dont il s'est servi pour commettre le crime ou délit, ou tout autre élément de preuve seront restitués au temps même où aura lieu l'emprisonnement de l'individu arrêté, ou bien encore après qu'avoir été accordée, l'extradition ne pourra s'effectuer à la suite de la mort ou de la fuite du coupable.

Cette saisie comprendra tous les objets de la même nature que l'inculpé aura cachés ou déposés dans le pays où il est repris, ou qui pourraient avoir été retrouvés plus tard.

Cependant sont réservés les droits des tiers sur les objets mentionnés plus haut, lesquels devront leur être restitués, exempts de tous frais dès que le procès sera terminé.

Art. 12. Les frais de l'arrestation de la détention et du transport de l'individu, dont l'extradition a été obtenue aussi bien que ceux de la saisie et du transport des objets qui, selon la teneur de l'article précédent, doivent être restitués ou remis seront à la charge des deux Gouvernements sur leurs territoires respectifs.

Dans le cas où le transport par mer aura été jugé préférable, l'individu réclamé sera conduit dans le port qu'indiquera le Gouvernement qui a demandé l'extradition, et c'est à sa charge qu'incomberont les frais de traversée.

Art. 13. Si pour établir la preuve d'infractions aux lois pénales en Italie ou en Espagne et dans ses colonies, il était nécessaire d'entendre des témoins ou à recourir à tout autre acte légal de cette nature de la part d'un des deux Etats sur le territoire de l'autre, les autorités compétentes devront déférer aux lettres rogatoires qui leur sont adressées, les convoquer après leur avoir donné la satisfaction

légale, conformément aux lois du pays où s'instruit l'établissement de la preuve.

Néanmoins l'obligation de déférer aux lettres rogatoires, ainsi qu'aux autres réclamations de ce genre, cessera dans le cas où le procès intenté contre un sujet du Gouvernement auquel on réclame, dans le cas où le fait qui lui est imputé n'est pas punissable selon les lois du pays où l'établissement de la preuve est réclamé.

Art. 14. Alors que dans un procès pénal la comparution d'un témoin en personne est jugée nécessaire, le Gouvernement dont il dépend laissera à sa disposition d'accéder à l'invitation que lui aura adressée l'autre Gouvernement à ce sujet.

Si les témoins requis consentent à partir, il leur sera fourni les passeports nécessaires, et les Gouvernements respectifs se mettront d'accord pour fixer l'indemnité qui, selon la distance, le temps du déplacement, le Gouvernement réclamant devra leur accorder ainsi que la somme qui devra leur être avancée.

Dans aucun cas les témoins ne pourront être arrêtés ou soumis à des vexations pendant leur séjour obligatoire dans les lieux où ils doivent être entendus, ni dans leur voyage d'aller ou de retour, pour un fait antérieur à la citation de comparaître. Si un témoin pendant le voyage ou le séjour commet un crime ou délit, spécialement celui de faux témoignage, les deux Gouvernements se réservent de déterminer dans chaque cas, s'il devra être laissé à la disposition des autorités compétentes du lieu où le crime ou le délit aura été commis, ou remis à la disposition des autorités judiciaires de son domicile.

Art. 15. Si dans un procès instruit dans l'un des deux Etats contractants, il est nécessaire de procéder à la confrontation de l'accusé, avec des délinquants détenus dans l'autre Etat, ou d'obtenir des pièces de conviction et des documents judiciaires que celui-ci possède, la demande en sera faite par la voie diplomatique.

A moins que des circonstances spéciales ne s'y opposent, il devra être fait droit à cette demande, sous la condition on renverra dans le plus bref délai possible, les individus, ainsi que les documents réclamés dans le pays auquel ils appartiennent.

Les frais de transport d'un Etat dans l'autre, des individus et des objets ci-dessus mentionnés, ainsi que ceux occasionnés par l'accomplissement des formalités indiquées dans l'article 13, seront supportés par le Gouvernement qui en a fait la demande.

Art. 16. Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement les jugements de condamnation pour crime ou délits de toute nature, prononcés par les tribunaux de l'un des deux Etats contre les sujets de l'autre. Cette communication sera faite par

la voie diplomatique en expédiant le jugement exécutoire au Gouvernement auquel appartient le coupable, afin d'être déposée aux archives du tribunal compétent.

Chacun des deux Gouvernements donnera à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités que cela regarde.

Art. 17. La présente convention durera pendant cinq ans à partir du jour auquel aura lieu l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucun des deux Gouvernements n'aura notifié six mois avant l'expiration des cinq ans la volonté d'en faire cesser les effets, la convention restera obligatoire pour autres cinq ans et ainsi de suite de cinq en cinq ans.

Art. 18. La présente convention sera ratifiée et les ratifications échangées à Madrid dans l'espace de trois mois et plus tôt s'il est possible.

En foi de quoi les deux plénipotentiaires l'ont signée en double expédition et y ont apposé leur seing.

Fait à Madrid, le trois juin mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) *Signé* : Marquis DE RONCALLI. (L. S.) *Signé* : Comte L. CORTI.

PRUSSE. — SCHWARZBOURG-SONDERSHAUSEN.

TRAITÉ CONCERNANT LE TRANSFERT DE LA DIRECTION ET DE LA FIXATION DES CONTRIBUTIONS FONCIÈRES ET MOBILIÈRES DANS LE DUCHÉ DE SCHWARZBOURG-SONDERSHAUSEN AUX AUTORITÉS ET EMPLOYÉS PRUSSIENS, SIGNÉ A BERLIN LE 40 JUIN 1868.

Sa Majesté le Roi de Prusse, ayant accédé au désir de Son Altesse Sénérisissime le prince de Schwarzbourg-Sondershausen de faire exécuter une nouvelle taxation des contributions foncières et mobilières dans la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen par des autorités et fonctionnaires prussiens, dans le but de fixer les points concernant cette affaire, se sont réunis.

Du côté de la Prusse : le directeur ministériel, conseiller supérieur effectif des finances *Büter*; et du côté de la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen : le conseiller d'État et chambellan *de Wolffersdorf*, le général en chef des forêts *de Michael*, qui, sous la réserve des notifications, ont signé le traité qui suit :

Art. 1^{er}. L'exécution des travaux pour la taxation :

(A) Des contributions foncières,

(b) De la contribution mobilière,

Dans la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, y compris le droit de juger les conflits et plaintes qui pourraient s'élever à ce sujet, se fera sous la direction du ministère des finances du royaume de Prusse et par les autorités et fonctionnaires que celui-ci aura délégués à cet effet.

Art. 2. La base des opérations et des décisions à intervenir dans cette affaire seront les lois et ordonnances à promulguer pour la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen.

C'est le ministère des finances du royaume de Prusse qui publiera les instructions et arrêtés nécessaires pour l'exécution de ces lois et ordonnances.

Les autorités et fonctionnaires prussiens chargés de cette exécution auront les mêmes attributions que celles dont ils étaient revêtus en Prusse pour la taxation des contributions foncières et mobilières.

Art. 3. Dans le cas où le concours des autorités et des fonctionnaires de la principauté de Schwarzbourg serait demandé, ils seront obligés de se conformer aux ordonnances émanant du ministère royal prussien des finances, et d'obéir éventuellement aux autorités et fonctionnaires délégués par lui.

Les fonctionnaires prussiens chargés de ce travail, tels que les géomètres, seront soumis pendant leurs opérations aux prescriptions disciplinaires prussiennes et demeureront dépendants de la discipline prussienne.

Art. 4. Le ministère de la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen conserve le droit d'être toujours au courant des opérations cadastrales par des employés qu'il déléguera, et qui pourront assister aux opérations se rapportant au cadastre. Si ce ministère désire des éclaircissements sur certains points particuliers et qu'il formule des propositions à cet effet, il entrera en communication à cette fin avec le ministre des finances du royaume de Prusse qui prendra ensuite les dispositions nécessaires.

Art. 5. Pour ce qui concerne les honoraires des fonctionnaires, des membres de la Commission, géomètres et les autres dépenses des travaux, on suivra les prescriptions établies en Prusse et le ministère des finances prussien publiera les instructions nécessaires à cet égard.

Il interviendra un accord ultérieur entre la Prusse et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen sur le mode de paiement et d'indemnisation des dépenses faites.

Art. 6. L'entrée en vigueur du Traité aura lieu aussitôt après l'échange des ratifications et il expirera après que les travaux de taxa-

tion seront terminés et que la nouvelle répartition des impositions directes aura été publiée.

Le Traité ne peut être rompu pendant le cours de l'exécution des travaux sans le consentement des deux parties contractantes.

Art. 7. Le présent Traité sera immédiatement soumis aux ratifications, qui seront échangées, au plus tard, dans quatre semaines.

Berlin, le 10 juin 1868.

(L. S.) *Signé* : BITTER. . . (L. S.) *Signé* : DE WOLFFERSDORF.
DE MICHAEL.

PRUSSE. — HESSE.

TRAITÉ POUR L'ÉTABLISSEMENT DES CHEMINS DE FER DE GIESSEN A GELNHAUSEN, DE GIESSEN A FULDA ET DE HANAU A FRIEDBERG, SIGNÉ A BERLIN LE 12 JUIN 1868.

Sa Majesté le Roi de Prusse et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse et sur le Rhin, animés du désir d'étendre les relations des chemins de fer entre les territoires des deux États ont à cet effet, dans le but de conclure une convention, nommé leurs plénipotentiaires, à savoir :

Sa Majesté le Roi de Prusse : son conseiller intime supérieur de constructions *Théodore Weishaupt*, son conseiller effectif de légation *Guillaume Jordan*;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse et sur le Rhin : son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, conseiller intime de légation *Charles Hofmann*, son conseiller ministériel *Auguste Schleiermacher*.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont conclu le Traité d'État suivant :

Art 1^{er}. Les Gouvernements du royaume de Prusse et du grand-duché de Hesse s'engagent à concéder et à subventionner l'exécution :

- (a) D'un chemin de fer de Giessen à Gelnhausen,
- (b) D'un chemin de fer de Giessen à Fulda,
- (c) D'un chemin de fer de Hanau à Friedberg.

Art. 2. Le Gouvernement grand-ducal hessois a pris à tâche de faire construire par des entrepreneurs sérieux (art. 16) les chemins de fer de Giessen à Fulda et à Gelnhausen.

Le Gouvernement prussien prendra sur lui de faire exécuter la ligne de Hanau à Friedberg ou par l'intermédiaire d'entrepreneurs particuliers offrant les garanties voulues, ou bien dans le cas où il croirait que cela est plus utile à ses intérêts, cette ligne serait construite aux frais de l'État.

Les deux Gouvernements contractants accorderont, selon leurs lois existantes, le droit d'expropriation pour les terrains nécessaires à l'exécution des chemins de fer auxquels le présent traité se rapporte.

Le Gouvernement grand-ducal hessois déclarera applicable au chemin de fer de Hanau à Friedberg, situé sur son territoire, la loi du 14 août 1867, concernant les dépenses afférentes à l'établissement des terrassements nécessaires à l'exécution du chemin de fer.

Art. 3. Le Gouvernement grand-ducal hessois aura à arrêter les plans de construction des chemins de fer de Giessen à Gelnhausen et à Hanau, et le Gouvernement royal prussien ceux du chemin de fer de Hanau à Friedberg. Néanmoins chacun des deux Gouvernements restera sur son territoire en possession du droit d'inspection et d'acceptation du projet de construction en ce qui concerne l'établissement de ponts, passerelles, rectifications de cours d'eau, viaducs et chaussées parallèles, de même que le droit d'inspection des bâtiments des gares.

Si les chemins de fer ne sont pas, dès l'origine, à double voie, il appartiendra au Gouvernement prussien de fixer la pose de la seconde ligne de rails pour le chemin de fer de Hanau à Friedberg et au Gouvernement grand-ducal hessois celle des chemins de Giessen à Fulda et de Giessen à Gelnhausen.

Art. 4. Les trois chemins de fer dont il s'agit seront, à leurs trois points extrêmes, Fulda, Gelnhausen et Hanau, mis en communication avec le chemin de fer Bebra-Hanau, à leurs extrémités Friedberg et Giessen avec les voies du Mein Weser et de Giessen à Deutz.

Afin de faciliter ce raccord, les Gouvernements contractants s'accordent réciproquement, moyennant un loyer équitable, la jouissance des gares établies sur ces points.

Art. 5. La distance entre les rails, sur ces chemins comme sur ceux qui s'y rattachent, sera de 4 pieds 8 1/2 pouces anglais, l'exécution de la voie et de tout le matériel de l'exploitation suivant les prescriptions admises par toutes les administrations de chemins de fer allemands sera telle, que les moyens de transport pourront circuler sans encombre dans toutes les directions.

Art. 6. Le droit de souveraineté, pour les sections du chemin de fer situé sur le territoire prussien, restera au Gouvernement prussien,

et pour celles situées sur le territoire hessois, au Gouvernement grand-ducal hessois.

Les employés de chemin de fer sont, pour la discipline, soumis à l'autorité compétente de surveillance, quant au reste, ils sont sous la dépendance des lois et des autorités de l'État sur le territoire duquel ils ont leur domicile.

Les employés de chemin de fer de l'un des deux États stationnant et même domiciliés sur le territoire de l'autre, ne perdront pas par là leur attache nationale, et pendant leur séjour sur le même territoire, ils n'auront à payer que les contributions et charges personnelles que celles qu'ont à payer d'après les lois du pays et dans les mêmes conditions tous les étrangers.

Art. 7. Les Gouvernements contractants s'accordent réciproquement, et cela conformément aux lois existantes, la recherche et la répression de tous les délits ou crimes sur les trois chemins de fer ou les transports effectués par ces voies ferrées, qui auraient été commis par leurs sujets respectifs sur le territoire de l'autre.

Les administrations de chemins de fer, en ce qui concerne les indemnités réclamées à la suite de l'exécution ou de l'exploitation des trois voies dont il s'agit, auront à se soumettre à la juridiction et aux lois de l'État sur le territoire duquel se trouve la section de chemin de fer contre laquelle s'élèvent les réclamations. L'administration du chemin de fer de Hanau à Friedberg sera tenue d'élire domicile à Friedberg, celle des chemins de fer de Giessen à Fulda et de Giessen à Gelnhausen, à Fulda, et d'avoir en chacun de ces endroits un représentant chargé de recevoir officiellement les instructions et avis des autorités territoriales.

Art. 8. La police de la voie sera exercée sous le contrôle des autorités compétentes de chaque territoire, et conformément aux règlements qui seront publiés séparément pour chaque territoire. Pour le maintien de l'unité de principes, le règlement de police du chemin de fer de Hanau à Friedberg sera fixé par le Gouvernement royal prussien, et celui des chemins de fer de Giessen à Fulda et de Giessen à Gelnhausen par le Gouvernement grand-ducal hessois, et aura force de loi pour le territoire de l'autre Gouvernement, autant que des circonstances locales n'exigeraient pas des déviations inévitables aux mêmes règlements.

Les fonctionnaires chargés de la police de la voie domiciliés ou stationnant sur les différents territoires seront présentés par l'administration du chemin de fer et prêteront serment devant les autorités compétentes de l'État sur le territoire duquel ils exercent leurs fonctions.

Art. 9. Les Gouvernements contractants feront part réciproquement de la nomination des fonctionnaires chargés par eux de maintenir, sur la partie du chemin de fer situé sur leur territoire, leur droit de souveraineté et de surveillance, de même que les rapports de leur Gouvernement avec les administrations de chemins de fer, dans tous les cas où l'intervention directe de la police ou des autorités judiciaires ne sera pas jugée nécessaire.

Outre les droits de souveraineté et de surveillance, le gouvernement grand-ducal hessois aura exclusivement l'exercice du droit de surveillance sur l'administration des chemins de fer de Giessen à Fulda et à Gelnhausen, ainsi que sur la gestion de cette administration, tandis que les mêmes droits pour le chemin de fer de Hanau à Friedberg, sont exclusivement réservés à la Prusse.

Art. 10. Pour ce qui concerne les impôts à établir sur les chemins de fer en question, voici les conventions des deux hautes parties contractantes.

1. Le Gouvernement royal prussien, lèvera sur l'exploitation des chemins de fer de Giessen à Fulda, et de Giessen à Gelnhausen, et cela pour les parties de ces voies situées sur son territoire, un impôt, conformément à la loi du 16 mars 1867. L'évaluation de cet impôt se fera sur la base du capital action, pour la longueur de la voie sur les deux territoires, éventuellement sur le bénéfice net annuel, afférent au capital action, employé sur la section située sur son territoire.

2. Dans le cas où le Gouvernement royal prussien, se décidera à concéder à une compagnie particulière, l'exécution et l'exploitation du chemin de fer de Hanau à Friedberg, il calculera l'impôt à percevoir, pour cette partie du parcours, d'après les lois prussiennes du 30 mai 1853 et du 21 mai 1859, et du montant annuel perçu, il comptera au Gouvernement grand-ducal hessois, comme équivalent de la contribution foncière et des patentes, la partie correspondante à la longueur de la section située sur le territoire hessois.

Si le Gouvernement royal prussien, venait à se décider à exécuter et exploiter cette ligne pour son propre compte, la section située sur le territoire hessois ne sera grevée d'impositions de la part de l'État que de celles qui existent aujourd'hui, au moment de la conclusion de ce traité, comme impositions foncières et industrielles, sur les chemins de fer du grand-duché de Hesse.

3. Outre les contributions d'État, existantes ou à établir, sur les chemins de fer désignés dans le présent traité, le Gouvernement royal prussien, s'engage à ne grever d'aucune contribution, les sections des chemins de fer de Giessen à Gelnhausen, et de Giessen à Fulda,

situées sur son territoire, de même que le Gouvernement hessois prend le même engagement pour la section du chemin de fer de Hanau à Friedberg, se trouvant sur son territoire. Il est convenu que les entrepreneurs n'auront à payer aucun impôt pour la concession obtenue.

Art. 11. Au sujet des moyens de locomotion, y compris les wagons à employer sur ces voies, il reste entendu que l'expertise faite par l'un des deux Gouvernements suffira, et qu'il n'y aura pas besoin de demander l'acceptation de l'autre.

Art. 12. L'acceptation des plans de service et des tarifs pour la ligne de Hanau à Friedberg, est réservée au Gouvernement royal prussien, comme celle des lignes de Giessen à Fulda, et de Giessen à Gelnhausen, l'est au Gouvernement grand-ducal hessois, les deux Gouvernements auront néanmoins soin que les trains correspondent au moins trois fois par jour directement avec une des lignes aboutissantes, et cela dans les deux directions, sans autre arrêt que celui que l'exploitation nécessite, sans changement de voiture, et que les prix soient proportionnés à ceux des lignes aboutissantes.

Les administrations de ces lignes, organiseront, en outre, des trains de voyageurs et de marchandises pour de longues distances, en permettant aux voies aboutissantes le passage de leurs wagons.

Art. 13. Les parties contractantes, s'engagent réciproquement à traiter les sujets l'une de l'autre, quant au prix des places et à la rapidité du voyage sur un pied de complète égalité, de même que les tarifs pour les marchandises passant d'un territoire sur l'autre seront quant au prix et à la vitesse, aussi favorisées que les marchandises indigènes.

Art. 14. Les trois lignes de chemins de fer en question, auront les mêmes prescriptions et les mêmes tarifs pour les transports militaires qu'ils se fassent pour le compte de la Prusse ou de la Hesse, que les tarifs et réglemens en vigueur ou qui seront plus tard établis pour les chemins de fer de l'Allemagne du Nord. Dans le cas où il n'y aurait rien de fixé à cet égard, on observera les réglemens et tarifs présentement en vigueur en Prusse.

Art. 15. Il sera établi le long des trois voies ferrées, des lignes télégraphiques pour le service du chemin de fer, et les administrations respectives de ces voies ferrées, seront obligées de mettre le télégraphe du chemin de fer à la disposition de l'Etat et du public, selon les réglemens établis ou à établir par le chef de la Confédération.

L'administration télégraphique de la Confédération, aura le droit d'établir des lignes télégraphiques le long des trois voies ferrées, et

de se servir, à cet effet, sans indemnité, du terrain du chemin de fer, sans pourtant troubler l'exploitation; une ou deux lignes parallèles sur le même côté, et outre les lignes en plein air, du côté opposé à celui où elles sont établies, une ligne souterraine à la profondeur nécessaire.

Art. 16. Le Gouvernement royal prussien accordera à la compagnie hessoise qui aura obtenu du Gouvernement grand-ducal la concession de la construction et de l'exploitation des sections situées sur le territoire de la Hesse, des deux lignes de Giessen à Fulda et de Giessen à Gelnhausen, aussitôt après les ratifications de ce traité, et sur sa demande la concession de construire et d'exploiter les sections situées sur le territoire prussien, selon les conditions de ce traité et les réserves ordinaires, en stipulant que la voie devra être construite en moins de trois ans.

Dans le cas où le Gouvernement royal prussien, en vertu de la décision réservée par l'article 2 du présent traité, se déciderait à faire construire le chemin de fer de Hanau à Friedberg par une compagnie, le Gouvernement grand-ducal hessois, sur la proposition du Gouvernement prussien, accordera, pour les sections situées sur son territoire, la concession à cette compagnie, d'après la teneur du présent traité et selon les conditions usitées dans le grand-duché de Hesse.

Les compagnies de chemins de fer seront tenues dans le choix de leur personnel, dans le cas où on n'exige pas de lui des connaissances techniques particulières, à tenir compte des demandes d'anciens militaires ayant des droits à la bienveillance de leur gouvernement.

Art. 17. Les deux Gouvernements contractants se réservent, chacun pour sa part, le droit de racheter les parties des trois chemins de fer objet de ce traité avec le matériel y appartenant, dans le cas où ces chemins n'auront pas été exécutés par le Gouvernement après l'espace de trente-cinq ans, à compter du jour où l'exploitation a commencé, même après trente-cinq ans, un an après en avoir annoncé le dessein, en payant vingt fois la moyenne des bénéfices nets pendant les cinq dernières années de l'exploitation.

Si le cas devait se présenter pour les lignes de Giessen à Fulda et de Giessen à Gelnhausen qu'au bout de trente-cinq ans, le Gouvernement hessois voulût seul faire usage du droit d'achat pour les parties situées sur son territoire, le même Gouvernement aura la latitude de prendre aux mêmes conditions la partie de la voie appartenant à la Prusse et de la garder jusqu'au moment où le Gouvernement prussien voudra faire usage de son droit. Le Gouvernement prussien aura le

même droit et dans des conditions analogues au sujet des sections du chemin de fer de Hanau à Friedberg situées sur le territoire hessois, en admettant que ce chemin soit construit par une compagnie.

Néanmoins, dans aucun des cas où l'un des Gouvernements contractants fera usage de l'une des latitudes réservées dans le présent article, il ne devra y avoir d'interruption du service régulier et d'ensemble, au contraire, il y aura continuation de l'exploitation du service d'ensemble sur les deux sections du chemin de fer, et les deux Gouvernements s'entendront à cet effet. A cet effet, le Gouvernement hessois, dans le cas où il le désirera, aura l'exploitation réservée des lignes Giessen-Fulda et Giessen-Gelnhausen, le Gouvernement royal prussien, si c'est son désir, aura l'exploitation exclusive de la ligne Hanau à Friedberg. Le Gouvernement se chargeant de l'exploitation ainsi spécifiée aura à payer à l'autre, pour l'usage de la voie située sur son territoire, un loyer dont le prix sera déterminé d'après la longueur des stations sur les bénéfices nets réalisés en une année d'exploitation sur ces mêmes stations.

Art. 18. Le présent Traité concernant lequel les plénipotentiaires du grand-duché de Hesse réservent expressément l'acceptation des représentants constitutionnels du pays, sera, de part et d'autre, proposé à l'acceptation des souverains, et les ratifications seront échangées à Berlin dans l'espace de six semaines à partir de ce jour.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux parties contractantes ont signé et scellé le présent Traité.

Fait à Berlin, le 12 juin 1868.

(L. S.) *Signé* : THÉODORE WEISHAUPT.

(L. S.) *Signé* : JORDAN.

(L. S.) *Signé* : CHARLES HOFMANN.

(L. S.) *Signé* : AUGUSTE SCHLEIERMACHER.

PRUSSE. — SCHWARZBOURG-RUDOLSTADT.

TRAITÉ CONCERNANT LE TRANSFERT DE LA DIRECTION DES OPÉRATIONS CADASTRALES POUR LES CONTRIBUTIONS FONCIÈRES ET DES MAISONS DANS LA PRINCIPAUTÉ DE SCHWARZBOURG-RUDOLSTADT, A DES AUTORITÉS ET FONCTIONNAIRES DU ROYAUME DE PRUSSE, SIGNÉ A BERLIN LE 14 JUIN 1868.

S. M. le Roi de Prusse ayant accédé au désir de S. A. le Prince de Schwarzbourg-Rudolstadt, de faire exécuter par des autorités et des

fonctionnaires prussiens une nouvelle taxation des contributions foncières et des constructions dans la principauté du Schwarzbourg-Rudolstadt, à cet effet et pour la fixation des points nécessaires concernant cet objet, se sont réunis :

Du côté du royaume de Prusse : le directeur ministériel conseiller supérieur effectif des finances *Bitter*, et :

. Du côté de la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt : le conseiller intime des finances *Schwartz*; lesquels, sous la réserve des ratifications, ont conclu le traité suivant :

Art. 1^{er}. L'exécution des travaux de taxation.

(a). Des contributions foncières des terrains.

(b). Des contributions des constructions.

Dans la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt, y compris l'aplanissement des difficultés et plaintes qui pourront se rencontrer dans ces opérations, sera faite sous la direction du ministère des finances du royaume de Prusse par des autorités et des fonctionnaires nommés par ce dernier.

Art. 2. La base des opérations et des décisions à intervenir dans cette affaire seront les lois et ordonnances à promulguer pour la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt.

Les instructions et décisions nécessaires pour l'exécution de ces lois et ordonnances émaneront du ministère des finances du royaume de Prusse.

Les autorités et fonctionnaires prussiens chargés de cette exécution auront les mêmes attributions que celles dont ils étaient revêtus en Prusse pour l'évaluation des contributions du sol et des bâtiments.

Art. 3. Dans le cas où le concours des autorités et des fonctionnaires de la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt serait demandé, ils seront obligés de se conformer aux ordonnances émanant du ministère des finances du royaume de Prusse et d'obéir dans le cas aux fonctionnaires et autorités délégués par lui.

Les fonctionnaires prussiens chargés de ce travail, tels que les géomètres, seront soumis, pendant leurs travaux, aux réglemens disciplinaires prussiens, et restent sous la portée de la discipline prussienne.

Art. 4. Le ministère de la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt conserve le droit d'être toujours au courant des opérations cadastrales par l'intermédiaire d'employés qu'il délèguera et qui pourront assister aux opérations se rattachant au cadastre. Si ce ministère désire des éclaircissements sur certains points particuliers et qu'il formule des propositions à cet effet, il entrera en relations à cette fin

avec le ministère des finances du royaume de Prusse qui prendra ensuite les dispositions nécessaires.

Art. 5. Pour ce qui concerne les émoluments des fonctionnaires, des membres de la commission, géomètres et les autres dépenses des travaux, on suivra les règles établies en Prusse, et le ministère des finances de Prusse publiera les instructions nécessaires à cet égard.

Il interviendra ultérieurement un accord entre la Prusse et la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt sur le mode de paiement et d'indemnisation des dépenses faites.

Art. 6. L'entrée en vigueur du traité aura lieu aussitôt après l'échange des ratifications, et il expirera après que les travaux de taxation seront terminés et que la nouvelle répartition des contributions directes aura été publiée.

Le traité ne peut être rompu pendant le cours de l'exécution des travaux sans le consentement des deux parties contractantes.

Art. 7. Le présent traité sera immédiatement soumis aux ratifications qui seront échangées au plus tard dans quatre semaines.

Berlin, le 14 juin 1868.

(L. S.) *Signé* : BITTER.

(L. S.) *Signé* : SCHWARTZ.

MEXIQUE. — ÉTATS-UNIS.

CONVENTION POUR RÉGLER LA NATURALISATION DES ÉMIGRANTS,
CONCLUE A MEXICO LE 10 JUILLET 1868.

Plénipotentiaires : pour le Mexique : M. *Romero*.

— pour les Etats-Unis : M. *William H. Seward*.

(Même que le Traité du 26 mai avec la Bavière, page 433.)

BADE. — ÉTATS-UNIS.

TRAITÉ DE NATURALISATION, CONCLU A CARLSRUHE LE 19 JUILLET 1868.

Le Président des États-Unis d'Amérique et S. A. R. le Grand-Duc de Bade, voulant régler la nationalité des personnes qui émigrent du grand-duché dans les Etats-Unis d'Amérique et réciproquement, ont résolu de conclure un traité à cet effet, et ont, en conséquence, nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Président des États-Unis d'Amérique : M. George *Bancroft*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis à Bade, et

S. A. R. le Grand-Duc : son président du ministère de la maison grand-ducale et des affaires étrangères, son chambellan Rudolph de *Freydorf*.

Lesquels sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les citoyens du grand-duché de Bade qui ont résidé sans interruption pendant cinq ans dans les États-Unis, et qui, durant ou après ce temps, ont été ou seront naturalisés citoyens des États-Unis, seront reconnus comme tels par le grand-duché de Bade et seront traités en conséquence. Réciproquement, les citoyens des États-Unis qui ont résidé sans interruption pendant cinq ans dans le grand-duché de Bade, et qui, avant, durant ou après ce temps, ont été ou seront naturalisés citoyens du grand-duché, seront reconnus et traités comme tels par les États-Unis. La déclaration de l'intention de devenir citoyen de l'un ou de l'autre pays, n'implique pas, pour les parties contractantes, l'effet de naturalisation.

Art. 2. Un citoyen naturalisé d'un des pays, en revenant dans le territoire de l'autre, reste sujet aux poursuites et pénalités pour tout acte passé par les lois de son pays d'origine et commis avant son émigration, excepté toutefois dans la limite de temps fixé par les lois de son pays originaire ou par une amnistie qui le soustrait à toute poursuite. En particulier, un Badois qui, d'après l'article 1^{er}, est considéré comme étant citoyen américain, sera soumis au jugement et aux peines édictées par les lois de Bade, pour n'avoir pas satisfait à la loi militaire.

1° S'il a émigré, après que, à l'occasion du tirage de ceux soumis au service militaire, il a été incorporé comme recrue dans l'armée régulière;

2° S'il a émigré, étant au service et n'ayant qu'un permis d'absence pour un temps limité;

3° Si, ayant un permis d'absence pour un temps illimité ou appartenant à la réserve ou à la milice, il a émigré après avoir reçu l'ordre de rejoindre son corps, ou après une proclamation publique exigeant ce retour, ou après qu'une guerre a éclaté.

D'un autre côté, un Badois, naturalisé aux États-Unis, qui, par ou après son émigration, a transgressé ou transgressera les lois militaires par des actes ou omissions autres que ceux énoncés dans les clauses précédentes 1 à 3, peut, en retournant dans son pays originaire, être tenu subséquemment au service militaire ni être soumis à un jugement ou une pénalité pour le non accomplissement de ses devoirs

militaires. De plus, le sequestre qui aura été mis sur les biens d'un émigrant pour cause de non accomplissement de ses devoirs militaires, excepté dans les cas désignés dans les clauses 1 à 3, sera levé, aussitôt qu'il aura prouvé sa naturalisation aux États-Unis, suivant l'article 1^{er}.

Art. 3. La convention pour la remise réciproque des criminels fugitifs, etc., conclue entre le grand-duché de Bade et les États-Unis, conclue le 13 janvier 1857, reste en vigueur sans aucun changement.

Art. 4. L'émigrant d'un État, qui, suivant l'article 1^{er}, est considéré comme citoyen de l'autre, ne sera pas tenu, à son retour de son pays originaire, de reprendre sa nationalité ; mais, si de son plein gré il la redemande et renonce à la nationalité obtenue par la naturalisation, cette renonciation sera permise, et aucune période fixe de résidence ne sera exigée pour la reconnaissance de sa nationalité rétablie dans son pays originaire.

Art. 5. La présente convention restera en vigueur pendant dix ans à partir du jour de l'échange des co-ratifications, et, dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant l'expiration de ladite période de dix années, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera à rester en vigueur encore une année, et ainsi de suite d'année en année jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 6. La présente convention sera ratifiée par S. A. R. le Grand-Duc de Bade et par le Président des États-Unis après avis et avec autorisation du Sénat, et les ratifications en seront échangées à Carlsruhe aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Carlsruhe, le 19 juillet 1868.

(L. S.) *Signé* : V. FREYDORF.

(L. S.) *Signé* : BANCROFT.

CONFÉDÉRATION ARGENTINE. — ITALIE.

CONVENTION D'EXTRADITION, SIGNÉE A BUENOS-AYRES,
LE 25 JUILLET 1868.

S. E. le Président de la République argentine et S. M. le Roi d'Italie, désirant assurer la répression des délits commis sur leurs territoires respectifs, et dont les auteurs ou complices chercheraient à se sous-

traire à l'action des lois, en se réfugiant d'un pays dans l'autre, ont résolu de conclure une convention d'extradition, et ils ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. E. le Président de la République argentine : le D^r Don Rufino de *Elizalde*, son ministre des relations extérieures,

Et S. M. le Roi d'Italie, M. le comte Louis *Joannini*, Ceva de San Michele, son chargé d'affaires, près le Gouvernement argentin.

• Lesquels, après avoir présenté leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement de la République argentine et le Gouvernement italien s'obligent à se remettre mutuellement les individus qui, ayant été condamnés ou accusés de quelques-uns des crimes indiqués dans l'article suivant, et commis sur le territoire d'un des Etats contractants, se seraient réfugiés sur le territoire de l'autre.

Art. 2. L'extradition devra être accordée, pour les infractions aux lois pénales qui sont exposées plus loin, toutes les fois que ces infractions seraient passibles, suivant la législation argentine et la législation italienne, de peines criminelles.

1^o Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, homicide, si ce dernier attentat n'a point été commis en état de défense légitime ou par imprudence ;

2^o Bigamie, rapt, viol, avortement procuré, prostitution ou corruption de mineurs, de la part des parents ou de quelque autre personne chargée de leur surveillance ;

3^o Rapt, séquestration, suppression d'enfant, substitution d'un enfant par un autre, supposition d'un enfant chez une femme qui ne l'a pas eu ;

4^o Incendie ;

5^o Dommages volontairement causés aux chemins de fer et aux télégraphes ;

6^o Association de malfaiteurs, extorsion violente, vol avec violence et effraction, vol sur les grandes routes ;

7^o Falsification et altération de monnaie, introduction ou commerce frauduleux de fausse monnaie ; falsification de fonds ou d'obligations de l'Etat, de billets de banque et de tout autre document public ; introduction et usage de ces titres ; falsification de documents gouvernementaux, de sceaux, de matrices pour la monnaie, de timbres, marques de l'Etat et de l'administration publique, et emploi de ces sceaux falsifiés ;

Falsification d'écritures publiques ou authentiques, privées, de commerce et de banque, et usage de cette écriture falsifiée ;

8° Faux témoignages et faux rapports d'experts, subornation de témoins et d'experts, instigation à ces actes et complicité ;

9° Soustraction, malversation commise par des employés ou dépositaires publics ;

10° Banqueroute frauduleuse, ou participation à une banqueroute frauduleuse ;

11° Baratterie maritime ;

12° Sédition à bord d'un bâtiment, alors que les personnes formant l'équipage se seraient emparées du bâtiment par fraude et violence ou l'auraient livré à des pirates ;

13° Abus de confiance (appropriation illicite), tromperie ou fraude, si le fait est puni de peines criminelles.

Il reste entendu que l'extradition sera accordée, en outre, pour tout genre de complicité dans les infractions énumérées ci-dessus.

Art. 3. L'extradition ne sera point accordée pour crimes et délits politiques. L'individu qui serait livré pour toute autre infraction aux lois pénales, ne pourrait être, en aucun cas, jugé ou condamné pour crimes ou délits politiques commis antérieurement, ou pour aucun fait ayant rapport à ces crimes ou délits.

Le même individu ne pourra être poursuivi ou condamné pour quelque autre infraction antérieure à l'extradition, qui n'aurait point été prévue dans la présente Convention, à moins qu'après avoir été puni ou absous du délit qui a motivé son extradition, il se soit maintenu encore dans le pays après l'expiration d'un terme de 3 ans, ou s'il y était ensuite retourné.

Art. 4. L'extradition ne pourra avoir lieu si après les faits incriminés et les poursuites pénales, ou la condamnation y relative, les actes ou la peine se trouvaient prescrits en vertu des lois du pays dans lequel l'accusé ou condamné aurait cherché un refuge.

Art. 5. En aucun cas et pour aucun motif, les hautes parties contractantes ne pourront être tenues de livrer leurs propres concitoyens ; mais ces derniers devront être jugés par les tribunaux de leur pays pour le crime et délit commis dans l'autre État, en leur appliquant les peines établies par des lois à l'égard de crimes et délits commis par des citoyens à l'étranger.

A défaut de ces lois, on infligera la peine déterminée pour les mêmes crimes ou délits qui s'y commettent.

Le Gouvernement de l'État où aurait eu lieu le crime et délit devra communiquer les informations et documents nécessaires, remettre les objets qui constituent le corps du délit et procurer tout éclaircissement utile à la poursuite de l'affaire.

Art. 6. Si l'accusé ou le condamné était étranger aux deux États

contractants, l'extradition pourra être suspendue jusqu'à ce qu'on ait consulté le gouvernement auquel il appartiendrait, et ce gouvernement serait invité à faire connaître les motifs qu'il pourrait opposer à l'extradition. En tout cas, le gouvernement qui doit accorder l'extradition pourrait à son choix remettre l'accusé ou le condamné à l'État sur le territoire duquel aurait été commis le crime ou auquel appartiendrait l'individu.

Si l'accusé ou le condamné dont l'extradition, en vertu de la présente serait demandée par l'une des parties contractantes, était réclamé simultanément par un autre ou d'autres gouvernements pour des crimes commis par le même individu sur leurs territoires respectifs, il serait livré de préférence au gouvernement sur le territoire duquel il aurait commis l'infraction la plus grave, et à supposer que ces infractions offrissent toutes la même gravité, au gouvernement dont la demande serait la première en date.

Art. 7. Si l'individu réclamé est accusé ou condamné dans le pays où il s'est réfugié pour un crime ou délit commis dans ce même pays, son extradition sera différée jusqu'à ce qu'une sentence définitive l'ait absous ou qu'il ait subi sa peine.

Art. 8. L'extradition sera toujours accordée, lors même que l'accusé se trouverait par suite de sa remise empêché de remplir les engagements contractés par lui envers des particuliers, auxquels est réservée cependant la faculté de faire valoir leurs droits devant les autorités judiciaires compétentes de l'un ou de l'autre État.

Art. 9. L'extradition sera consentie en vertu de la demande d'un des deux gouvernements à l'autre par voie diplomatique, et de l'exhibition d'un arrêt de condamnation, d'un acte d'accusation, d'un ordre d'emprisonnement, ou de tout autre acte judiciaire équivalent sur lequel seront indiqués la nature comme la gravité des faits incriminés et la disposition des lois pénales qui s'y rapportent.

Les actes seront expédiés en forme originale ou authentique soit par un tribunal, soit par quelque autre autorité compétente du pays qui aurait exigé l'extradition.

On indiquera en même temps, si possible, la filiation de l'individu réclamé ou tout autre détail pouvant établir son identité.

Dès que l'autorité respective compétente aura constaté, par l'exhibition des documents, l'identité de l'accusé, et reconnu que le crime en vertu duquel il est réclamé se trouve compris dans ceux qu'énumère la présente Convention, cette autorité ordonnera immédiatement l'extradition de l'accusé.

Art. 10. Dans les cas d'urgence et spécialement quand il y a danger de fuite, chacun des deux Gouvernements s'appuyant des arrêts de

condamnation, d'un acte d'accusation ou d'un ordre d'emprisonnement, pourra, par le moyen le plus expéditif, exiger et obtenir l'arrestation immédiate et provisoire du réfugié, à la condition de présenter dans un terme de trois mois, ou avant si cela était possible, le document dont l'existence est annoncée.

Le Gouvernement auquel cette demande d'arrestation sera dirigée demeurera libre de l'accueillir ou de la repousser s'il s'agit d'une personne qui n'est pas citoyen du pays qui le réclame.

Si le terme de trois mois expirait avant qu'aient été présentés les documents annoncés, le détenu serait immédiatement mis en liberté.

Art 11. Les objets volés ou séquestrés au pouvoir du condamné ou de l'inculpé, les instruments dont il s'est servi pour commettre le crime, ou tout autre élément de conviction seront restitués en même temps qu'aura lieu la remise de l'individu arrêté, et même, lorsqu'après avoir été consentie, l'extradition ne pourrait s'effectuer par suite de la mort ou de la fuite du coupable.

Cette restitution comprendra tous les objets de cette nature que l'accusé aurait cachés ou déposés dans le pays où il se serait réfugié, et qui, plus tard, y auraient été découverts.

On réserve toutefois les droits de tiers sur les objets plus haut mentionnés.

Art. 12. Les frais d'emprisonnement, de nourriture et de transport de l'individu dont l'extradition est accordée, comme la remise et le transport des objets qui, selon l'article antérieur, devront être restitués et remis, seront à la charge du Gouvernement qui réclamera l'extradition.

Art. 13. Si l'un des Gouvernements jugeait nécessaire pour l'instruction d'une affaire criminelle ou correctionnelle la déposition de témoins domiciliés dans le territoire de l'autre, ou quelque autre acte d'instruction judiciaire, des commissions rogatoires de la cour d'appel compétente du royaume d'Italie au tribunal compétent de la République argentine et réciproquement, seront dirigées par voie diplomatique. Les autorités seront tenues d'y donner cours, conformément aux lois en vigueur dans le pays où le témoin sera entendu et l'acte expédié.

Art. 14. La présente Convention durera cinq années, à partir du jour où les notifications seront échangées.

Dans le cas où ni l'un ni l'autre des deux Gouvernements n'aurait notifié, six mois avant la fin des cinq années, la volonté d'en faire cesser les effets, ladite Convention restera obligatoire pour cinq années nouvelles, et ainsi de cinq en cinq ans.

Art. 15. Cette notification sera notifiée et les notifications se-

ront échangées à Buenos-Ayres dans le terme de six mois ou avant s'il était possible. En foi de quoi les deux plénipotentiaires l'ont signée et scellée par duplicata.

Fait à Buenos-Ayres, le 25 juillet de l'année du Seigneur 1868.

(L. S.) *Signé* : JOANINI.

(L. S.) *Signé* : RUFINO DE ELIZALDE.

Ayant sous les yeux le même Traité dont la teneur a été soumise et approuvée par le Congrès législatif de la République argentine, nous acceptons, signons et notifions ladite Convention pour aujourd'hui et pour l'avenir, offrant et promettant de la remplir, et de la faire remplir, dans sa totalité comme dans chacune de ses parties, en usant à cet effet de tout pouvoir et de tous moyens à notre disposition.

En foi de quoi, nous signons le présent acte de ratification, scellé du sceau national et contresigné par le ministre secrétaire d'Etat au département des Relations extérieures.

Donné en la salle du Gouvernement national, en la ville de Buenos-Ayres, le 14 janvier 1870.

Signé : D. F. SARMIENTO

Signé : E. MARIANO VARELA.

PROTOCOLE.

Le 14 février 1870, se sont réunis à Buenos-Ayres, dans la salle du Gouvernement de la République argentine, S. Exc. monsieur le ministre des Relations extérieures, Don Mariano Valeria et S. Exc. l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi d'Italie, comte Della Croce de Doyola, et dûment autorisés, ils sont convenus de ce qui suit :

1° Qu'ils annulent par ce Protocole le mot « calomnie » qui se rencontre dans l'article 15 du traité d'extradition des criminels, conclu entre la République argentine et l'Italie, à la date du 25 juillet 1868, ce délit demeurant exclu du nombre de ceux qui donnent lieu à l'extradition.

2° Que le présent Protocole aura la même force que le traité mentionné dont il est appelé à former dès aujourd'hui partie intégrante.

En foi de quoi, les susdits plénipotentiaires de la République argentine et de l'Italie ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

(L. S.) *Signé* : MARIANO VARELA.

(L. S.) *Signé* : E. DELLA CROCE.

PROTOCOLE.

S. Exc. Monsieur Mariano Varela, ministre des Relations extérieures de la République argentine et S. Exc. le comte Della Croce de Doyola, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Italie, réunis dans le palais du Gouvernement national à Buenos-Ayres, le 14 février 1870, à l'effet de procéder à l'échange des ratifications du Traité d'extradition des criminels entre les deux nations, daté du 25 juillet 1868, ont reconnu la convenance qu'il y avait à ce que ledit Traité produisit le plus tôt possible les avantages qu'on s'est proposé par sa teneur, en faisant disparaître la difficulté qui s'est offerte par suite de l'existence du mot « calomnie » porté dans le texte italien et supprimé dans le texte argentin, en vertu d'une loi du Congrès, et à cet effet, ils ont échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme et ont stipulé ce qui suit :

1° Que l'échange se fera avec le texte italien, dans lequel on lit le mot « calomnie, » éliminé du texte argentin et dont la suppression a été admise par M. le ministre d'Italie dans le même protocole à cette même date.

2° Que le Congrès argentin ayant approuvé ledit traité après le terme de six mois, où il devait être échangé conformément aux stipulations de l'article 15, les plénipotentiaires ont admis que cette circonstance n'empêcherait pas l'échange, considérant que la notification n'avait point eu lieu dans ledit délai, eu égard à la circonstance indiquée.

Et les deux Gouvernements de la République argentine et de l'Italie se trouvant ainsi dégagés de remettre les condamnés pour délit de calomnie, les plénipotentiaires des deux pays ont effectué l'échange des textes ratifiés, en apposant sur ce protocole leurs sceaux respectifs.

(L. S.) *Signé* : MARIANO VARELA.

(L. S.) *Signé* : E. DELLA CROCE.

ÉTATS-UNIS. — WURTEMBERG.

TRAITÉ POUR LA NATURALISATION ET L'EXTRADITION DES MALFAI-
TEURS, SIGNÉ A STUTTGARD LE 27 JUILLET 1868.

Plénipotentiaires : pour les États-Unis : M. George Bancroft.
— pour le Wurtemberg : le baron de Varnbuler.

Même que le traité du 26 mai avec la Bavière, page 433.

CHINE. — ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Articles additionnels au traité du 18 juin 1858 (1), signé à Washington, le 28 juillet 1868.

Attendu que depuis la conclusion du traité du 18 juin 1858 entre la Chine et les États-Unis, des circonstances sont survenues qui ont montré la nécessité d'y ajouter des articles additionnels, l'auguste Souverain de l'Empire Chinois et le Président des États-Unis d'Amérique ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. l'Empereur de Chine: M. Anson *Burlingame*, accrédité comme son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, *Chih-Kang* et *San Chia-Ku*, mandarins de seconde classe, hauts envoyés et ministres de sa dite Majesté :

Le Président des États-Unis, M. William H. *Seward*, secrétaire d'État.

Lesquels après avoir échangé leurs pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. — S. M. l'Empereur de Chine, étant d'avis, qu'en faisant des concessions aux citoyens ou sujets de puissances étrangères d'établir leur résidence sur certaines parties du territoire ou de fréquenter certaines eaux de l'Empire en vue du commerce, il n'a en aucune manière abdiqué son droit de domaine ou de domination sur ledit territoire et les dites eaux, convient qu'aucune concession de cette nature ne pourra être entendue comme donnant à toute puissance qui pourrait être en guerre avec les États-Unis ou lui être hostile, le droit d'attaquer les citoyens des États-Unis ou leurs propriétés dans les dits territoires ou eaux.

Les États-Unis de leur côté convenaient de s'abstenir d'attaquer les citoyens ou sujets de toute autre puissance et leurs propriétés avec lesquels ils pourraient être en guerre sur aucune de ces mêmes portions de territoires ou d'eaux du dit Empire.

Mais rien dans cet article ne pourra être interprété pour empêcher les États-Unis de résister à une attaque faite par une puissance ennemie contre leurs citoyens ou leurs propriétés.

Il est de plus convenu, que si, quelque droit ou intérêt dans quelque portion du territoire de Chine est ou sera dans l'avenir accordé par le Gouvernement Chinois aux États-Unis ou à leurs citoyens en vue du commerce et du trafic, cette concession ne pourra en aucun cas, être interprétée comme privant les autorités chinoises

(1) Voir Archives 1861, tome II, p. 133.

de leur droit de juridiction sur les personnes et les propriétés dans ces dites portions de territoire, à moins que ce droit n'ait été expressément consacré par traité.

Art. 2. S. M. l'Empereur de Chine et les États-Unis, croyant que la sécurité et la prospérité du commerce seront par là plus sûrement assurées, conviennent que tout privilège ou immunité concernant le commerce ou la navigation dans les États de la Chine qui n'aura pas été stipulé dans un traité, sera soumis au jugement du Gouvernement Chinois et pourra être réglé en conséquence, mais toujours d'une manière et dans un esprit compatible avec les stipulations conclues entre les parties.

Art. 3. L'Empereur de Chine aura le droit de nommer dans les ports des États-Unis, des consuls qui jouiront des mêmes privilèges et immunités que ceux dont jouissent, d'après le droit public et les traités des États-Unis, les consuls de la Grande-Bretagne et de Russie.

Art. 4. L'article 29 du traité du 18 juin 1858, ayant stipulé qu'aucun citoyen chrétien des États-Unis et aucun converti chinois ne seront persécutés en Chine à cause de leur foi religieuse, il est en outre convenu que les citoyens des États-Unis de toute communion religieuse résidant en Chine et les sujets chinois résidant aux États-Unis, jouiront d'une entière liberté de conscience et seront exempts de toute poursuite ou persécution pour leur foi religieuse ou l'exercice de leur culte dans l'un ou l'autre pays. Les cimetières pour la sépulture de toute nativité ou nationalité seront respectés et préservés de toute perturbation ou profanation.

Art. 5. L'Empereur de Chine et les États-Unis reconnaissent le droit inhérent et inaliénable de l'homme de changer de résidence ainsi que les avantages mutuels de la migration et de l'émigration libres de leurs sujets et citoyens respectifs d'un pays dans un autre, dans un but de curiosité et de commerce, ou à l'état de résidents permanents. Les hautes parties contractantes sont, en conséquence, d'accord pour ne réprover que ce qui n'est pas une émigration entièrement volontaire pour ces objets ; ils conviennent en conséquence, d'édicter des lois qui soumettront à une pénalité tout citoyen des États-Unis ou sujet chinois qui transportera des sujets chinois soit aux États-Unis ou dans tout autre pays étranger, ainsi que tout citoyen chinois ou sujet des États-Unis qui transportera des sujets des États-Unis en Chine sans leur consentement plein et volontaire.

Art. 6. Les citoyens des États-Unis visitant la Chine ou y résidant jouiront des mêmes privilèges, immunités ou exemptions en ce qui regarde le voyage ou la résidence que ceux dont jouissent les citoyens

ou sujets de la nation la plus favorisée ; et réciproquement les sujets chinois voyageant dans les États-Unis ou y résidant, jouiront des mêmes privilèges, immunités ou exemptions en ce qui regarde le voyage et la résidence que ceux dont jouissent les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée. Mais ces stipulations ne doivent pas être interprétées comme donnant la naturalisation aux citoyens des États-Unis en Chine, ni aux sujets de la Chine dans les États-Unis.

Art. 7. Les citoyens des États-Unis jouiront de tous les privilèges des institutions publiques, d'éducation sous le contrôle du gouvernement chinois, et réciproquement les sujets chinois jouiront de ces mêmes privilèges sous le contrôle des Gouvernements des États-Unis, dont jouissent les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée. Les citoyens des États-Unis pourront librement ouvrir et tenir des écoles dans l'empire de Chine, dans les lieux où il est permis par traité aux étrangers de résider, et réciproquement les sujets chinois jouiront des mêmes privilèges et immunités dans les États-Unis.

Art. 8. Les États-Unis repoussant toute intervention inutile d'une nation dans les affaires ou l'administration intérieure de l'autre repoussent ouvertement toute intention ou droit d'intervenir dans l'administration intérieure de la Chine, au sujet de la construction des chemins, télégraphes et autres améliorations matérielles intérieures. De l'autre côté, S. M. l'Empereur de Chine se réserve le droit de décider du temps, de la manière et des circonstances pour introduire ces améliorations dans ses États. Dans cette entente mutuelle, il est convenu entre les parties contractantes que si plus tard S. M. impériale se déterminait à construire ou à faire construire des travaux du genre ci-dessus mentionné, dans l'intérieur de l'empire et s'adressait aux États-Unis ou à toute autre puissance occidentale, pour lui faciliter les moyens de mettre ces travaux à exécution, les États-Unis, dans ce cas, désigneront des ingénieurs compétents et les autoriseront à entrer au service du Gouvernement chinois, et recommanderont aux autres nations un pareil consentement s'il leur était demandé ; le Gouvernement chinois dans ce cas s'engage à protéger ces ingénieurs dans leurs personnes et dans leurs biens, et à leur payer une juste rémunération pour leurs services.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Washington, le vingt-huitième jour de juillet, dans l'année de notre Seigneur mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) *Signé* : ANSON BURLINGAM. (L. S.) *Signé* : WILLIAM H. SEWARD.

(L. S.) *Signé* : CHIH-KANG.

(L. S.) *Signé* : SUN CHIA-KU.

HESSE. — ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

CONVENTION DE NATURALISATION, SIGNÉE A DARMSTADT
LE 1^{er} AOUT 1868.

Plénipotentiaires : pour la Hesse : le baron de *Lindelof*.
— pour les Etats-Unis : M. George *Bancroft*.
(Même que le Traité du 26 mai avec la Bavière, page 433.)

PRUSSE. — SAXE ROYALE.

TRAITÉ AU SUJET DE L'ÉTABLISSEMENT D'UN CHEMIN DE FER DE
COTTBUS A GROSZENHAIN, SIGNÉ A DRESDE LE 15 AOUT 1868.

S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi de Saxe, animés d'un commun désir d'étendre les relations actuellement existantes entre les deux Etats par la voie des chemins de fer, par l'établissement d'une voie ferrée de Cottbus à Groszenhain, ont nommé, pour les stipulations à déterminer à cet égard, comme leurs plénipotentiaires :

S. M. le Roi de Prusse : son conseiller intime supérieur de gouvernement, Guillaume *Heise*, et son conseiller de légation effectif, Paul-Louis-Guillaume *Jordan*;

S. M. le Roi de Saxe : son directeur ministériel, conseiller intime, Chrétien-Albert *Weinlig*;

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont, sauf rectification, arrêté les points suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement royal de Prusse et le Gouvernement royal de Saxe s'engagent réciproquement à permettre et à subventionner l'établissement d'un chemin de fer allant de Cottbus à Groszenhain, se reliera à Cottbus avec le chemin de fer de Berlin à Goerlitz et à Groszenhain avec la ligne de Groszenhain à Pristewitz.

Art. 2. Le Gouvernement royal de Saxe, pour la partie de la voie située sur son territoire entre la frontière prussienne et Groszenhain, accordera la concession nécessaire à la compagnie qui a déjà obtenu une concession pareille du Gouvernement prussien pour la section du chemin de fer située sur son territoire de Cottbus, sous des conditions aussi favorables que celles qui ont été accordées en dernier lieu aux compagnies de chemins de fer en Saxe.

Art. 3. La compagnie aura son siège en Prusse et dépendra uniquement du Gouvernement prussien au sujet de toutes les mesures et prescriptions concernant les affaires de la compagnie, comme telle et en général tout ce qui se rapporte à la surveillance et à l'administration de l'entreprise.

Art. 4. L'adoption et la fixation du plan de construction sur son territoire, appartient de droit au gouvernement intéressé. Cependant les travaux techniques préparatoires déterminant la ligne de la voie et son exécution, de même que ceux qui concernent les débarcadères et les arrangements du matériel de traction, devront d'abord être soumis au Gouvernement prussien qui, après les avoir examinés, les renverra au Gouvernement royal saxon afin qu'il puisse les approuver pour la partie de la voie située sur son territoire, et réunir son assentiment à celui du Gouvernement prussien pour être communiqué à la compagnie.

Les points où le chemin de fer traverse les deux frontières seront déterminés par des commissaires spéciaux délégués à cet effet par les deux Gouvernements.

Art. 5. Le Gouvernement royal saxon, pour la section du chemin de fer de Cottbus à Groszenhain située sur son territoire, fera valoir les stipulations légales sur l'expropriation des terrains en vigueur dans le royaume de Saxe en matière de chemins de fer. La compagnie aura donc à cet égard, de même que pour tout ce qui regarde la construction, à se soumettre aux charges et réglemens auxquels sont soumises en Saxe les autres compagnies de chemins de fer.

Art. 6. Le Gouvernement royal prussien reste maître de donner, pour tout le parcours de Cottbus à Groszenhain, les plans nécessaires pour une double voie, et de ne faire exécuter la seconde que lorsqu'il le jugera à propos.

Art. 7. La largeur du chemin de fer à construire devra, comme les voies auxquelles il se relie, être uniformément et partout être de 4 pieds 8 1/2 pouces, mesure anglaise entre les rails.

Art. 8. Les moyens de traction approuvés par l'un des Gouvernements contractants, seront admis sans autre inspection sur le territoire de l'autre.

Art. 9. Le Gouvernement saxon conserve son droit de souveraineté sur la section du chemin de fer située sur son territoire. Les signes extérieurs de cette souveraineté seront donc les armes royales de Saxe.

Les délits ou crimes se rapportant à la voie ferrée ou à son exploitation, s'ils ont été commis sur le territoire saxon, seront instruits par les autorités saxonnes compétentes et jugés d'après les lois de ce pays.

Pour les demandes en dommages et intérêts qui pourraient être soulevées au sujet de l'établissement du chemin de fer sur le territoire du royaume de Saxe, la compagnie aura à se soumettre à la juridiction des tribunaux saxons.

Art. 10. Le Gouvernement saxon se réserve de nommer un commissaire chargé de régler les relations entre lui et la compagnie, de même que pour le maintien de son droit de souveraineté et de surveillance sur la section de la voie située sur son territoire, qui lui appartient depuis les stipulations de ce traité. Ce commissaire aura à représenter son Gouvernement dans tous ses rapports avec la compagnie autres que les rapports judiciaires ou de police. L'administration du chemin de fer, dans les affaires d'une nature locale et qui sont du ressort du commissaire, aura donc à s'adresser à lui.

Art. 11. La police de la voie sera exercée sur le chemin de fer de Cottbus à Groszenhain et sur le territoire, et chaque Etat selon les prescriptions d'un règlement de police de chemin de fer rédigé sur des principes communs. Le Gouvernement royal saxon mettra en vigueur à cet effet le règlement de police que publiera le Gouvernement prussien, à moins que des circonstances locales ne rendent quelques changements inévitables.

Art. 12. Les sujets de l'un des deux Gouvernements qui se trouvent pour l'exploitation du chemin de fer, placés sur le territoire de l'autre, ne perdent pas pour cela leur nationalité.

Les employés de l'exploitation sont soumis, quant à la discipline, sans différence du lieu où ils sont placés, aux autorités de surveillance compétentes, pour le reste aux lois et aux autorités de l'Etat où ils ont leur domicile.

Art. 13. La fixation des terrains, des heures de départ et des prix de transport appartient exclusivement au Gouvernement prussien.

Il ne sera fait néanmoins aucune différence pour le prix des plans ou l'heure du départ, de même que pour le tarif des marchandises entre les sujets des deux États. Les plans de service et les tarifs à établir pour l'entreprise, de même que les changements qui pourront y être apportés seront communiqués par le Gouvernement prussien, au commissaire que nommera le Gouvernement saxon d'après l'article 10, et il sera autant que possible tenu compte des désirs qu'il exprimera, en tant qu'ils ne seront pas opposés aux intérêts généraux de l'entreprise.

Art. 14. Le Gouvernement royal prussien, d'après la teneur des lois du 20 mai 1853 et du 21 mai 1854, ainsi que selon les dispositions qui pourraient y être ajoutées, fixera et prélèvera tous les ans sur le chemin de fer de Cottbus à Groszenhain, y compris la section située sur

le territoire saxon, une contribution de chemin de fer dont il attribuera, comme l'équivalent de la contribution foncière et industrielle, une partie proportionnée à la longueur totale de la ligne et qu'il versera dans les caisses du royaume de Saxe.

Il ne sera pas prélevé dans le royaume de Saxe sur l'entreprise en question, d'autres impositions avant que le Gouvernement prussien n'en établisse sur la section située sur son propre territoire. Le Gouvernement saxon aura surtout à s'abstenir de réclamer des droits de concession auxquels le Gouvernement prussien a renoncé pour la section dudit chemin de fer, situé sur son territoire.

Art. 15. Pour le cas où le Gouvernement royal prussien viendrait à acheter la section du chemin de fer, située sur son territoire d'après l'article 1^{er} du présent traité, le Gouvernement royal saxon concède à la Prusse le droit d'acheter le tronçon dudit chemin de fer, situé sur le territoire saxon, sous les conditions stipulées dans la loi prussienne sur les chemins de fer, à la date du 3 novembre 1838, en se réservant toutefois la latitude de racheter quand il le voudra, la section située sur son territoire aux mêmes conditions que la Prusse l'aura achetée, et en prévenant le Gouvernement prussien de ses intentions un an à l'avance, de plus en tenant compte des améliorations que le Gouvernement prussien aurait pu introduire, de même que des détériorations qui aurait pu avoir lieu. Mais même dans ce cas, l'administration de la direction du trafic sur le chemin de fer en question restera entre les mains du Gouvernement royal prussien, contre paiement de la partie des bénéfices nets afférents à la section située sur le territoire du royaume de Saxe, suivant les prescriptions du présent traité qui conservent toute leur vigueur.

Art. 16. Les deux Gouvernements contractants sont entièrement d'accord en ce que la compagnie se chargeant de l'exécution de ce chemin de fer, soit tenue :

1° A permettre gratuitement la pose d'une ligne télégraphique de la Confédération de l'Allemagne du Nord, le long de la voie en question et d'accorder à cet effet à l'administration des lignes télégraphiques de la Confédération, le droit d'établir d'un côté du chemin une ou deux lignes de poteaux télégraphiques, de même qu'une ligne souterraine du côté opposé à la profondeur nécessaire et sur le terrain même du chemin de fer ;

2° A se soumettre en général aux décisions que la Confédération pourra publier sur le droit qu'elle se réserve de se servir des voies ferrées pour les besoins de l'administration télégraphique de la Confédération ;

3° A accorder suivant les ordonnances du chancelier de la Confé-

dération, le droit aux télégraphes de ce chemin de fer, d'expédier des télégrammes du Gouvernement ou du public.

En échange, il sera permis à la société du chemin de fer de se servir du télégraphe fédéral pour expédier ses dépêches de service.

Art. 17. Le présent traité sera soumis aux ratifications des deux souverains et l'échange de ces ratifications aura lieu le plutôt possible à Berlin, mais au plus tard dans l'espace de six semaines.

En foi de quoi le présent traité a été signé et scellé par les plénipotentiaires des deux puissances.

Fait à Dresde, le 15 août 1868.

(L. S.) *Signé* : HEISE.

(L. S.) *Signé* : JORDAN.

(L. S.) *Signé* : D. WEINLIG.

CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD.

ORDONNANCE DU 17 AOÛT 1868 SUR LES POIDS ET MESURES DANS LA CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD, DEVENANT OBLIGATOIRE LE 1^{er} JANVIER 1872.

Hombourg-ès-Monts, le 17 août 1868.

Nous, Guillaume, etc.,

Au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et avec l'assentiment du Conseil fédéral et du Reichstag,

Ordonnons :

Art. 1^{er}. La base des mesures et poids est le mètre ou barre (*Stab*) avec divisions et multiples décimaux.

Art. 2. Est prise comme mesure-prototype la barre en platine, en possession du Gouvernement royal prussien, qui, en 1863, a été comparée, par une Commission déléguée par ledit Gouvernement et le Gouvernement impérial français, avec le mètre conservé aux Archives impériales, à Paris, et reconnue équivaloir, à la température de la glace fondante, à 1,0000031 mètre.

Art. 3. Seront en vigueur les mesures suivantes :

A. MESURES DE LONGUEUR.

L'unité est le *mètre* ou *barre* (*Stab*).

Les divisions et multiples ci-après du mètre portent les dénominations suivantes :

Centième de mètre.....	Centimètre ou Nouveau ponce (<i>Neuzoll</i>).
Millième de mètre.....	Millimètre ou Trait (<i>Strich</i>).
Dix mètres.....	Décamètre ou Chaîne (<i>Kette</i>).
Mille mètres.....	Kilomètre.

B. MESURES DE SUPERFICIE.

L'unité est le *mètre carré* ou *barre carrée* (*Quadrat Stab*).

Les multiples ci-après du mètre carré portent les dénominations suivantes :

Cent mètres carrés.....	Are.
Dix mille mètres carrés.....	Hectare.

C. MESURES DE SOLIDITÉ.

La base est le *mètre cube* ou *barre cube* (*Kubik Stab*).

L'unité est la millièrne partie du mètre cube et porte la dénomination de *litre* ou *cannette* (*Kanne*).

Les divisions et multiples ci-après du litre portent les dénominations suivantes :

Demi-litre.....	Choppe (<i>Schoppen</i>).
Cent litres ou dixième de mètre cube.....	Hectolitre ou Baril (<i>Fasz</i>).
Cinquante litres.....	Boisseau (<i>Scheffel</i>).

Art. 4. Pour mesure itinéraire, on se servira du mille (*Meile*), de 7,500 mètres.

Art. 3. Est pris comme poids-prototype le kilogramme en platine que possède le Gouvernement royal prussien. et qui, marqué du numéro 1, a été, en 1860, comparé, par une Commission déléguée par les Gouvernements prussien et français, avec le kilogramme prototype conservé aux Archives impériales de Paris et reconnu équivaloir à 0,999,999,842 kilogramme.

Art. 6. (1) L'unité de poids est le kilogramme (égal à deux livres). Il est le poids d'un litre d'eau distillée, à la température de $+ 4$ degrés du thermomètre centigrade.

Le kilogramme se divise en 1,000 grammes avec sous-divisions décimales.

Les divisions et multiples ci-après du kilogramme portent les dénominations suivantes :

Dix grammes.....	Décagramme ou Nouvelle demi-once (<i>Neuloth</i>).
Dixième de gramme.....	Décigramme.
Centième de gramme.....	Centigramme.
Millième de gramme.....	Milligramme.
Demi-kilogramme.....	Livre.
Cinquante kilogrammes ou cent livres	Quintal (<i>Zentner</i>).
Mille kilogrammes ou deux mille livres	Tonneau (<i>Tonne</i>).

Art. 7. Il n'est point admis de poids médicinal différent des poids ci-avant (art. 6).

Art. 8. Sont maintenues, pour le poids monétaire, les dispositions de l'article 1^{er} du Traité monétaire du 24 janvier 1857 (2).

Art. 9. Des poids et mesures normaux (types) seront établis et maintenus exacts d'après des copies certifiées authentiques de la mesure-prototype (art. 2) et du poids-prototype (art. 5).

Art. 10. Ne pourront être employés au mesurage et au pesage dans les transactions publiques que des mesures, poids et balances dûment poinçonnés, conformément à la présente Ordonnance.

Est interdit l'usage des mesures, poids et balances non ajustés, quand même ils seraient conformes, pour le reste, aux prescriptions de la présente Ordonnance. Le Conseil fédéral, après avoir pris l'avis de l'Autorité chargée de la partie technique de la vérification (art. 18), déterminera la tolérance ou les écarts de la valeur absolue qui pourront être admis dans les transactions publiques.

Art. 11. Pour la vente des spiriteux d'après leur degré de force on ne pourra se servir, pour déterminer leur contenance en alcool, que d'alcoolomètres et de thermomètres dûment poinçonnés.

1. *Circulaire ministérielle du 7 juillet 1871 relative au maintien du quintal et de la livre pour les déclarations en douane et le paiement des droits.*

Berlin, 7 juillet 1871.

Le Conseil fédéral, relativement à la disposition de l'article 6 de l'ordonnance de poids et mesures du 17 août 1863 qui établit le kilogramme comme unité de poids à partir du 1^{er} janvier 1872, mais admet néanmoins, comme poids légaux, la livre et le quintal, a arrêté qu'à l'avenir, dans le service de la Douane, les déclarations et le paiement des droits s'effectueraient, comme par le passé, en quintaux et livres, et non en kilogrammes.

2. Voir Archives.

Art. 12. Le vin en cercles ne pourra être livré à l'acheteur qu'en futailles dont le contenu en litres sera certifié à l'aide d'une estampille.

Il ne sera fait d'exception à cette règle que pour le vin étranger destiné à être vendu ultérieurement dans ses récipients originaires.

Art. 13. Les compteurs d'après lesquels se règle le prix de la consommation du gaz d'éclairage devront être dûment poinçonnés.

Art. 14. Seront seuls admis à la vérification et au poinçonnage les mesures et poids ayant les valeurs indiquées aux articles 3 et 6, leurs divisions par moitié et leurs multiplications par les nombres 2, 5, 10 et 20. En outre, sont admissibles à la vérification et au poinçonnage les quarts d'hectolitre, ainsi que les divisions successives du litre par le nombre 2.

Art. 15. Les opérations de vérification et de poinçonnage seront exclusivement effectuées par des bureaux de vérification dont le personnel sera nommé par l'Autorité. Ces bureaux seront pourvus d'étalons nécessaires pour la vérification, confectionnés d'après les mesures et poids-types (art. 9) et d'appareils servant au même but. Les taxes à acquitter pour la vérification et le poinçonnage seront l'objet d'une réglementation générale (art. 18).

Art. 16. L'établissement des bureaux de vérification appartient aux Gouvernements confédérés et a lieu d'après les lois du pays. Leurs attributions pourront être restreintes à une seule branche du service de vérification ou en comprendre plusieurs.

Art. 17. Les Gouvernements confédérés prendront, chacun pour soi ou plusieurs en commun, les mesures relatives au service et à l'entretien régulier des bureaux de vérification. Ils veilleront également à ce que les étalons pour la vérification en usage dans les bureaux de vérification (art. 15) soient, à des intervalles périodiques, comparés avec les mesures et poids-types.

Art. 18. Il sera institué une Commission normale de vérification, nommée et entretenue par la Confédération. Elle aura son siège à Berlin.

Elle veillera à ce que le service de la vérification s'exécute, dans toute l'étendue de la Confédération, d'après des règles uniformes et dans l'intérêt des transactions. Elle confectionnera et expédiera aux bureaux de vérification de la Confédération des poids et mesures-types (art. 9), et, s'il est nécessaire, des étalons pour la vérification (art. 15), et, à cet effet, elle sera pourvue des instruments et appareils nécessaires à ses travaux.

Elle édictera les prescriptions de détail relatives à la matière dont seront confectionnés les poids et mesures, à leur forme, à leur dé-

signation et à leur composition en général, ainsi qu'aux limites de la tolérance que les bureaux de vérification ne devront pas laisser dépasser. Elles spécifiera les sortes de balances qui devront être employées dans les transactions publiques ou seulement dans certaines industries, et fixera les conditions de leur admission au poinçonnage. En outre, elle déterminera la manière dont devront être établis les autres instruments de mesurage dont il est question dans la présente Ordonnance, et elle décidera s'il convient d'admettre encore d'autres outils à la vérification et au poinçonnage, elle fixera les taxes à percevoir par les bureaux de vérification (art. 15) et réglera en général toutes les questions relatives à la partie technique du service de vérification.

Art. 19. Tous les bureaux de vérification de la Confédération se serviront, indépendamment de leur marque spéciale, d'un poinçonnage uniforme pour certifier les objets qu'ils auront vérifiés.

Ces marques et poinçons seront déterminés par la Commission normale de vérification.

Art. 20. Les poids, mesures et instruments de mesurage qui auront été vérifiés par l'un des bureaux de vérification de la Confédération et dûment certifiés au moyen du poinçonnage pourront être employés, dans les transactions publiques, sur tout le territoire de la Confédération.

Art. 21. La présente Ordonnance de poids et mesures entre en vigueur le 1^{er} janvier 1872.

Les Gouvernements provinciaux établiront et publieront des tables de conversion en unités nouvelles des poids et mesures en vigueur jusqu'à ce jour et prendront toutes les mesures, autres que celles réservées par l'article 18 à l'Autorité centrale, chargée de la partie technique de la vérification, pour assurer l'introduction et l'exécution des dispositions contenues dans la présente Ordonnance, notamment aux articles 10, 11, 12 et 13.

Art. 22. L'emploi de poids et mesures conformes à la présente Ordonnance pourra avoir lieu dès le 1^{er} janvier 1870, lorsqu'il y aura entente, à ce sujet, entre les parties intéressées.

Art. 23. Aussitôt que la présente Ordonnance aura été publiée, la Commission normale de vérification (art. 18) entrera en fonctions pour mettre les Autorités préposées à la vérification en mesure de vérifier et de poinçonner, jusqu'à l'époque indiquée à l'article 22, les poids et mesures qui leur seraient présentés.

ITALIE. — TUNIS.

TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION, SIGNÉ A LA
GOULETTE DE TUNIS, LE 8 SEPTEMBRE 1868.

Louange à Dieu seul.

Ceci est un traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu entre le descendant des souverains éminents, la gloire des Monarques, dont les mérites croissent avec la croissance des jours, S. M. Victor-Emmanuel II, roi d'Italie, et le souverain par la volonté nationale, le descendant des souverains éminents, la précieuse perle de la famille de Hassein, occupant par droit d'hérédité le trône de Tunis, S. A. sérénissime *Mohammed, Essadaï Bascia* Bey, possesseur du royaume de Tunis par l'intermédiaire de l'honoré, distingué et digne de toute confiance le seigneur commandeur docteur *Louis Pinna*, agent et consul général de S. M. le roi d'Italie en Tunisie, en vertu des pleins pouvoirs reçus de son Gouvernement, et dans l'espérance que le présent traité, avec l'aide de Dieu, sera fécond en résultats heureux pour les deux nations.

Art. 1^{er}. Tous les droits, privilèges et immunités accordés aux représentants, aux citoyens et aux bâtiments italiens par les usages et par les traités antérieurement existants entre le royaume de Tunis et les États qui forment présentement le royaume d'Italie, sont confirmés et étendus à toute l'Italie, à l'exception des clauses qui ne s'accorderaient pas avec quelqu'un des articles de la présente Convention; et de plus, il est expressément entendu que tous les droits, privilèges et immunités que le royaume de Tunis accorde pour le présent ou pourrait accorder à l'avenir, à un titre quelconque, aux représentants, aux nationaux, aux bâtiments et au commerce de quelque autre puissance, seront accordés, *ipso facto*, aux représentants, aux citoyens, aux bâtiments, au commerce et à la navigation du royaume d'Italie.

Réciproquement, les sujets et les bâtiments tunisiens continueront à jouir en Italie des droits à eux concédés par les traités antérieurs, et seront admis à la jouissance des droits et faveurs accordés ou qui seront accordés à toute autre puissance étrangère.

Art. 2. Il régnera réciproquement une liberté entière de navigation et de commerce entre tous les territoires appartenant à S. M. le Roi d'Italie et tous les territoires appartenant à S. A. sérénissime le Bey de Tunis.

Les sujets et citoyens des deux parties contractantes pourront, en toute liberté et toute sécurité, aborder, avec leurs bâtiments et leurs cargaisons, sur tous les points, ports et fleuves de l'Italie et de la Tunisie où il sera permis de naviguer à l'avenir aux bâtiments et cargaisons de toute autre puissance étrangère.

Les Italiens à Tunis et les Tunisiens en Italie jouiront à ce sujet de la même liberté et de la même sécurité que les nationaux, et leurs bâtiments ne pourront être assujettis aux droits de tonnage, de phare, de port, de pilotage, de quarantaine et autres plus élevés ou différents de ceux auxquels sont soumis les bâtiments nationaux.

Les navires de guerre italiens seront reçus et traités, dans les eaux et les ports du royaume de Tunis, comme les vaisseaux de la puissance la plus respectée et la plus favorisée.

Le traitement de la nation étrangère la plus favorisée est, par réciprocité, assuré aux vaisseaux de guerre tunisiens dans les eaux et les ports d'Italie.

Art. 3. Les sujets ou citoyens des deux parties contractantes seront respectivement traités comme les nationaux pour le commerce de cabotage et de navigation au long cours.

C'est-à-dire que les bâtiments de chacune des deux parties contractantes pourront prendre ou débarquer une partie de leur cargaison dans un port ou sur le territoire de l'autre, et compléter dans le premier cas leur cargaison pour l'étranger, ou dans le second cas débarquer le reste de leur cargaison provenant de l'étranger dans un ou dans plusieurs ports du même territoire, de même qu'ils pourront d'ailleurs former leur cargaison dans un ou plusieurs ports du même État sans être tenu, dans l'un de ces cas, à demander aucune permission aux autorités locales ou payer des droits plus élevés ou différents de ceux auxquels sont soumis les bâtiments nationaux.

Art. 4. Seront complètement exempts des droits de tonnage, d'expédition dans les ports respectifs :

1° Les bâtiments qui, entrés dans les ports en repartiront ;

2° Les bâtiments qui, passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y décharger une partie ou leur cargaison entière, soit pour la prendre ou la compléter, ils pourront justifier qu'ils ont déjà payés les droits mentionnés ;

3° Les bâtiments qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit par une cause majeure, en sortiront sans avoir fait d'opérations commerciales.

Dans le cas de force majeure, on ne considérera pas comme opérations de commerce le chargement et le déchargement des marchan-

disés pour radoubier le bâtiment, le transbordement sur un autre navire dans le cas où le premier ne pourrait plus tenir la mer, les dépenses faites pour l'approvisionnement des gens de l'équipage, ainsi que la vente des marchandises avariées lorsque l'administration de la douane en aura accordé la permission, que ces marchandises ne sont pas destinées à la consommation de l'intérieur.

Art. 5. — Sur toute l'étendue du territoire et des possessions de l'un des deux Etats, les bâtiments de l'autre auront la faculté de compléter leur propre équipage pour pouvoir continuer leur voyage avec des marins enrôlés dans le pays, pourvu qu'ils se conforment aux lois locales et que l'enrôlement soit volontaire.

Lorsqu'un bâtiment tunisien voudra compléter son équipage dans les ports de son propre pays ou dans ceux d'une puissance tierce avec des sujets italiens, il ne pourra le faire qu'avec la permission écrite de l'agent consulaire de S. M. le Roi d'Italie.

Art. 6. Quand un bâtiment de l'une des deux parties contractantes viendra à faire naufrage ou à subir des avaries sur les côtes ou dans tout autre lieu soumis à la juridiction de l'autre partie, les citoyens respectifs recevront, pour eux et pour leurs bâtiments, leurs effets et marchandises, la même assistance des autorités locales que celle qui serait donnée aux habitants du pays où le sinistre a eu lieu.

D'un autre côté, les opérations relatives au sauvetage des bâtiments italiens seront dirigés par les agents consulaires de S. M. le Roi d'Italie, et à cette fin, les autorités du royaume de Tunis devront, le plus vite possible, faire connaître le sinistre en question et limiter leur intervention à la conservation de l'ordre et des intérêts de ceux dont ils exécutent le sauvetage, s'ils n'appartiennent pas aux équipages naufragés, et à s'assurer de l'accomplissement des dispositions concernant l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

Art. 7. — Les bâtiments, les marchandises, les effets appartenant aux sujets de l'une des deux parties contractantes qui auront été pris par des pirates, soit dans les limites de la juridiction respective, soit dans les eaux territoriales de l'autre Etat, soit en pleine mer, et qui auront été transportés et trouvés dans les ports, sur les fleuves ou les possessions de l'autre partie, ils seront enseignés à leurs propriétaires, moyennant le remboursement des dépenses occasionnées par la reprise.

Art. 8. Les sujets et citoyens de chacune des deux parties contractantes pourront réciproquement entrer avec pleine liberté dans quelque partie que ce soit des territoires respectifs, et résider, voyager, vendre et acheter, faire le commerce en gros et en détail, louer et retenir des magasins et des boutiques, effectuer des transports de

marchandises et d'argent, en recevoir en consignment aussi bien du dehors que de l'intérieur, faire par eux-mêmes leurs affaires, et présenter aux douanes leurs déclarations, se faire aider dans leurs opérations de commerce par qui ils voudront avec des mandataires, de facteurs, d'agents, de consignataires, d'interprètes, aussi bien pour la vente que pour l'achat de leurs effets, biens et marchandises, comme pour charger, décharger et expédier leurs bâtiments; de même qu'ils auront encore le droit d'exercer lesdites fonctions pour le compte de leurs compatriotes, ou pour des étrangers, ou pour des naturels du pays, ils jouiront enfin de la liberté la plus entière pour fixer le prix des marchandises qu'ils auront l'intention de vendre ou d'acheter. Il est bien entendu, d'ailleurs, qu'en tout cela ils devront se conformer aux lois et réglemens du pays en tant qu'ils ne seront pas opposés à la liberté du commerce stipulée dans le présent article, et qu'ils devront se soumettre aux contributions que paient les nationaux, ou celles que paient les étrangers les plus privilégiés, autant que ces dernières sont moins lourdes que celles qui sont payées par les indigènes.

Art. 9. Les sujets de l'un des deux États contractants pourront exporter du territoire de l'autre les objets, denrées et marchandises provenant du sol et de l'industrie du pays sans en demander l'autorisation à aucune autorité locale, et sans payer des taxes ou des droits plus élevés que ceux payés pour l'exportation des mêmes objets vers le pays étranger le plus favorisé à cet égard et sur des bâtiments naviguant sous le pavillon national.

La même liberté sera accordée pour le transit.

Le paiement des taxes douanières d'entrée à la frontière du royaume de Tunis, affranchira la marchandise de toute taxe de commerce intérieur. Il sera accordé une exemption pareille aux marchandises destinées à l'exportation. Le Gouvernement de S. A. S. le Bey s'engage à ne pas augmenter, à l'égard de l'Italie, les droits actuels de douane, d'importation et les droits maritimes, sans s'être entendu à cet égard avec le Gouvernement italien, de même qu'il promet de ne pas soumettre à des prohibitions ou des monopoles de ce genre, l'exportation, l'importation et le commerce de marchandises et d'objets de quelque espèce que ce soit, en exceptant seulement les armes et les munitions de guerre, et en tenant compte du monopole du sel et du tabac. De son côté, le Gouvernement italien s'engage à ne frapper d'aucune prohibition l'entrée et la sortie de marchandises quelconques, sauf les dispositions et les réglemens aujourd'hui en vigueur.

S. A. sérénissime le Bey de Tunis, se réserve la faculté de défendre,

dans un cas de nécessité, et par mesure générale d'intérêt public, l'exportation, hors de ses États, du blé, de l'orge, et des autres céréales, mais dans ce cas, il devra, pour ce qui concerne le commerce italien, prévenir l'agent ou le consul général de Sa Majesté, trois mois avant que cette mesure ne soit prise.

Art. 10. Toute liberté de dépôt, toute prime et remboursements de droits concédés sur le territoire de l'une des deux parties contractantes à l'importation ou à l'exportation d'un objet quelconque, seront pareillement accordés aux objets de la même nature, produits par le sol ou l'industrie de l'autre partie contractante, ainsi qu'à l'importation ou à l'exportation des produits mêmes.

Art. 11. Les parties contractantes conviennent de nommer des commissaires, chargés d'établir, d'un commun accord, la valeur moyenne des marchandises de toute espèce, provenant du sol et de l'industrie de l'Italie, importées dans les États de S. A. sérénissime le Bey de Tunis, de même que celle de tous les objets de toute espèce, produits du sol ou de l'industrie du royaume de Tunis, que les négociants italiens enlèvent du territoire tunisien, pour les transporter en Italie ou ailleurs. L'élévation des taxes douanières sera réglée sur la base des prix ainsi fixés et approuvés par les deux Gouvernements.

Le tarif des prix restera en vigueur pendant sept ans, commençant le jour où la présente convention sera promulguée; mais si dans le cours de la septième année, aucune des deux parties contractantes n'a demandé la révision des tarifs, le présent traité restera en vigueur pour sept autres années, et ainsi de suite, pour toute la période septennale successive.

En cas de désaccord entre la douane et le négociant, sur le prix à attribuer à une marchandise devant passer la frontière du royaume de Tunis, le négociant pourra payer la douane en nature, de la manière la plus équitable. Si le négociant ne peut ou ne veut faire usage de cette faculté, la douane aura le droit d'acheter la marchandise pour son compte, en payant le prix indiqué par le négociant, avec une augmentation de 5 pour 100.

Ces deux manières de trancher la difficulté ne réussissant pas, on procédera à la formation d'un jury composé de deux négociants. l'un choisi par S. A. sérénissime le Bey, l'autre par le consul général, lesquels dans le plus bref délai possible, décideront la question en qualité d'arbitres.

S'ils ne sont pas d'accord, les deux arbitres en nommeront un troisième, et toujours négociant, dont le jugement sera décisif.

Art. 12. Le Gouvernement de Tunis devra considérer comme bâti-

ments italiens, et le Gouvernement italien comme bâtiments tunisiens, les navires qui navigueront sous ces deux pavillons respectifs et qui auront des papiers de bord et autres documents exigés par la législation des États respectifs, pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. 13. Seront considérés comme citoyens italiens à Tunis et comme sujets tunisiens en Italie, toutes les personnes qui suivant les prescriptions légales de leur pays, auront conservé la nationalité italienne ou tunisienne.

Les citoyens italiens qui entreront au service du Gouvernement de Tunis, avec la permission de leur Gouvernement, ne perdront pas leurs droits de cité, ni la protection du Gouvernement ou du consulat italiens.

Art. 14. Les citoyens des deux États contractants, jouiront sur le territoire l'un de l'autre, de la plus constante protection et sécurité, et à cet égard, ils auront les mêmes droits et privilèges, que ceux qui sont ou seront accordés aux nationaux, en se soumettant aux conditions, aux contributions et autres charges imposées à ces derniers, excepté pour ce qui est stipulé à la fin de l'article 9.

Ils seront exempts dans les États de l'autre partie, du service militaire obligatoire, soit dans l'armée de terre, soit sur la flotte, dans la garde nationale ou dans la milice ; ils seront aussi exempts de tout office judiciaire et municipal, de même que de toute contribution en argent ou en nature, en échange d'une prestation personnelle.

Rien ne sera changé pour ce qui concerne la protection et la tutelle exercés par le consul italien à Tunis, sur ses nationaux et aux droits considérables, immunités et privilèges que ceux-ci possèdent en vertu des traités, des lois et des usages.

La protection la plus entière et la plus complète, sera assurée par le Gouvernement tunisien, à l'exercice du culte des sujets italiens, quelqu'il soit.

Art. 15. Les sujets des deux parties contractantes, pourront exercer dans les États de l'autre, toute espèce d'art, de profession et d'industrie, établir des fabriques et des manufactures, introduire des machines mues par la vapeur ou toute autre force motrice, sans être tenus à des formalités ou taxes plus élevées que celles que les lois et règlements généraux ou municipaux, exigent de leurs nationaux.

Les bâtiments des fabriques et leurs dépendances, étant des propriétés immobilières, seront soumis dans le royaume de Tunis, aux

stipulations du présent traité, ayant trait à ce genre de propriété en général.

Les fonctionnaires du Gouvernement de Tunis, en adressant une demande par écrit au ministère des affaires étrangères de S. A. sérénissime le Bey ou au président du conseil municipal, au consul général ou en son absence à celui qui en remplit les fonctions, pourront visiter la fabrique et faire les constatations nécessaires, pour vérifier les infractions aux lois ou règlements généraux ou municipaux d'hygiène, de police, de finance ou d'autre nature, et en référer au Gouvernement de S. A. sérénissime le Bey, qui pourra aviser, afin de faire cesser les irrégularités dénoncées, et faire appliquer dans les formes légales et par le juge compétent, les peines prévues par les lois; mais, dans aucun cas, il ne pourra empêcher ou suspendre l'exercice légitime de l'industrie manufacturière, à laquelle la fabrique est destinée.

Art. 16. Chacune de deux parties contractantes, s'engage à n'accorder dans ses propres États aucun monopole, indemnité ou privilège proprement dits au détriment de l'industrie ou du commerce et du pavillon des sujets de l'autre.

Les dispositions de cet article ne s'étendent pas aux privilèges pour les objets dont le commerce appartient aux deux pays respectifs, ni aux brevets d'invention.

Art. 17. Quant à l'industrie de la pêche, le Gouvernement de Tunis reconnaît aux Italiens la faculté de l'exercer dans les eaux, ports et étangs du royaume, sans avoir besoin d'en demander la permission aux autorités du pays, et sans être soumis à d'autres taxes ou contributions, qu'à celles que payent les pêcheurs nationaux.

Le Gouvernement italien de son côté, s'engage à admettre les bateaux tunisiens à l'exercice de la pêche dans ses eaux, ports et plages de l'Italie, dans la mesure et aux conditions auxquelles ce droit est ou sera accordé à la nation la plus favorisée.

Art. 18. Les sujets de chacune des deux parties contractantes pourront librement établir dans les États de l'autre, des sociétés commerciales, industrielles et de banque, des associations mutuelles ou à participation et tout autre genre de sociétés, tant entre eux qu'avec des sujets tunisiens ou d'une puissance tierce, pourvu qu'elles se proposent un but honnête et se soumettent aux lois en vigueur, dans le pays où elles s'établissent.

Toutefois, les sociétés en commandite, dont le capital est divisé en actions nominales ou aux porteurs, de même que les sociétés anonymes ne pourront s'établir dans les États des deux parties contractantes, sans l'autorisation du Gouvernement local.

Art. 19. Les sujets tunisiens en Italie sont admis sans condition ou restriction d'aucune sorte, et quelque soit leur résidence, à la jouissance des droits civils comme les Italiens, suivant les règles du Code civil et des autres lois en vigueur en Italie. On usera du même traitement, envers les Italiens, sur le territoire du royaume de Tunis, soit qu'ils y résident ou qu'ils résident ailleurs, en conséquence de quoi ils seront admis dans le royaume de Tunis à jouir des mêmes droits que les Tunisiens, autant que cela est d'accord avec leur état personnel et avec les lois prohibitives de leur patrie, ils pourront donc acquérir et posséder, comme les indigènes, des maisons, des terrains et toute espèce d'immeubles, ainsi que des biens mobiliers et toute espèce de propriété. Les autorités locales compétentes seront autorisées, après la demande de l'acquéreur, à vérifier les titres d'achat et faire les mutations sous le nom du nouveau propriétaire, selon les usages du pays, afin de donner au contrat la validité requise par la loi.

Ils pourront, d'ailleurs, céder la propriété, la donner à bail, et généralement en disposer par un acte entre-vifs que par un acte de dernière volonté, et la transmettre à leurs héritiers sans autre restriction que celle qui dérive de la défense de céder ou de donner à bail des biens fournis à des étrangers qui n'auraient pas, par une convention diplomatique, ou par la loi, ou par l'usage, le droit d'acquérir des biens-fonds dans le royaume de Tunis. Et afin de prévenir toute infraction à cette défense, de même que pour éviter toute contestation ou procès qui pourraient en dériver, il reste convenu que dans tous cas de vente, ou de mutation, ou de transfert d'une propriété immobilière par un sujet italien à un sujet étranger, l'acte de transfert devra être muni des sceaux des autorités locales compétentes.

Pour ce qui concerne les propriétés immobilières situées dans le royaume de Tunis, les Italiens devront se soumettre aux lois, aux impositions, à la juridiction des magistrats du lieu, sauf les déclarations ou exceptions contenues dans les articles suivants :

Art. 20. Les propriétés immobilières possédées dans le royaume de Tunis par des sujets italiens, sont comme les propriétés mobilières inviolables, sauf le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le droit d'expropriation sera dans son exercice subordonné aux conditions suivantes :

1° Le décret déclaratif d'utilité publique par lequel l'expropriation aura été jugée nécessaire, devra émaner de S. A. S. le Bey, et être communiqué au représentant italien ;

2° Les articles 11 et 12 de la loi municipale de Tunis serviront de règle pour effectuer l'expropriation et régler l'indemnité ;

3° L'indemnité devra être payée en entier au propriétaire avant que l'acte d'expropriation puisse être exécuté ;

4° Si le décret de S. A. S. le Bey, spécifiant l'objet d'utilité publique pour laquelle l'expropriation a été faite, n'a pas été mis à exécution au bout d'un an de date, le propriétaire de l'immeuble aura le droit de le prendre en remboursant le montant entier de l'indemnité reçue.

Art. 21. L'assimilation aux nationaux en matière d'impôts fonciers n'empêchera pas les propriétaires italiens, qui en feront la demande, de pouvoir payer les contributions de leurs terrains, moyennant une prestation annuelle en argent, correspondant à la valeur de 40 piastres tunisiennes pour toute *meschia* cultivée ou non, laquelle *Meschia* compte pour 10 hectares.

Le même droit appartiendra aux propriétaires d'oliviers, avec la seule différence que l'importance du tribut annuel sera fixé pour eux en prenant pour point de départ l'impôt qui existe aujourd'hui sur les oliviers de la côte.

Art. 22. Toute question relative à des propriétés foncières soulevée entre un italien et un tunisien sera déférée aux tribunaux locaux, suivant les usages et les lois du pays, mais la citation en jugement ne pourra être transmise que par le ministère et après une ordonnance du consul italien, lequel devra intervenir personnellement ou par le moyen de son délégué dans le procès, sous peine de nullité du jugement.

La partie condamnée aura le droit d'en appeler aux instances compétentes et finalement à S. A. S. le Bey.

La sentence définitive sera exécutée à la diligence de l'autorité italienne si le perdant est italien, et par les autorités locales si le perdant est tunisien.

Si la question se débat entre deux italiens ou entre un italien et un sujet d'une troisième puissance, la partie qui aura été citée devant le magistrat local aura le droit de renvoyer la cause devant l'autorité consulaire respective, afin d'être jugée selon le mode ordinaire.

Les lois à appliquer pour la décision de la cause, lorsque la question doit être résolue par les tribunaux et les autorités du lieu, seront les lois du pays, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'établir l'état et la capacité personnelle de la partie italienne, ni d'autres questions pour lesquelles il serait nécessaire de recourir à d'autres législations, selon

les règles et les distinctions du droit international privé, qui sont communément acceptées.

Les donations et les successions, quand même elles ont pour objet des biens immobiliers, seront réglées suivant les lois italiennes ou tunisiennes, suivant que le donateur ou le défunt appartient à l'une ou à l'autre nation, sauf dans tout cas la défense de transmettre des biens immobiliers à des étrangers incapables de posséder dans le royaume de Tunis.

Art. 23. Le droit appartenant au consul italien de s'ingérer dans l'administration des successions de ses nationaux décédés, quand l'héritier capable n'est pas présent, ou son fondé de pouvoir, ou encore qu'il n'y a pas d'exécuteur testamentaire, le droit de connaître des faillites de ses nationaux et tous les droits de juridiction volontaire accordée par les lois italiennes, par les conventions et les usages au consul et au tribunal consulaire, sont maintenus dans toute leur extension, et devront embrasser toute espèce de propriété sans en exclure les propriétés immobilières possédées dans le royaume de Tunis.

Art. 24. S'il vient à s'élever quelques doutes sur l'interprétation ou sur l'application de quelques-uns des articles de ce traité ou des traités précédents, mentionnés dans l'article 1^{er}, reste entendu qu'à Tunis on devra adopter l'interprétation la plus favorable aux sujets Italiens, et en Italie la plus favorable aux sujets Tunisiens.

Art. 25. Le présent traité restera en vigueur pendant vingt-huit ans, à compter du jour de l'échange des ratifications; mais si douze mois avant ce terme il n'a pas été dénoncé par l'une des hautes parties contractantes, il sera sensé renouvelé pour le même temps. Cependant, S. M. le Roi d'Italie et S. A. S. le Bey de Tunis se réservent, au commencement de chaque période septennale, de proposer les modifications suggérées par l'expérience.

Art. 26. Le présent traité, composé de vingt-six articles, sera ratifié par S. M. le Roi d'Italie et par S. A. S. le Bey, possesseur du royaume de Tunis, dans les formes indiquées par les lois et les usages des deux pays, et les ratifications seront échangées à la Goulette ou au Bardo, dans l'espace de trois mois, à compter du jour de la signature, et plus tôt s'il est possible.

Le présent traité écrit dans le palais de la Goulette, le vingt et unième jour de giameda el-euel l'an mil deux cent quatre-vingt-cinq de l'hégire, correspondant au 8 septembre mil huit cent soixante-huit (ère nouvelle).

(I. S.) *Signé*: MUHAMMED ESSADAR BEY.

(L. S.) *Signé*: G. LOUIS PINNA.

BAVIÈRE. — ITALIE.

TRAITÉ D'EXTRADITION, SIGNÉ A MUNICH, LE 15 SEPTEMBRE 1868.

S. M. le Roi d'Italie et S. M. le Roi de Bavière, désirant assurer la répression des délits dont les auteurs ou complices ont cherché à fuir la rigueur des lois des deux États, ont résolu de conclure une convention d'extradition et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

S. M. le Roi d'Italie, le marquis *Jean-Antoine Migliorati*, commandeur de l'ordre de Saint-Maurice et Lazare, grand'croix de l'ordre de François-Joseph d'Autriche, de l'ordre de Zeringen de Baden et de l'ordre de Saint-Marin, commandeur de l'ordre de Danebrog de Danemarck, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de la cour royale de Bavière, etc., etc.

Et S. M. le Roi de Bavière : son ministre de la Maison royale et des Affaires étrangères, prince *Clovis de Hohenlohe-Schillingsfürst*, duc de Ratibor, grand'croix de l'ordre du Mérite de Bavière, de Saint-Étienne, de l'ordre de Saint-Grégoire, de l'ordre de la Couronne de Wurtemberg, de l'ordre de la Maison de Saxe, Ernestine, etc., etc.

Lesquels, après avoir présenté leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement italien et le Gouvernement bava-rois prennent l'obligation de se livrer réciproquement les individus qui, ayant été condamnés ou recherchés pour quelques-uns des crimes ou délits stipulés dans l'article 2 qui suit, se seront réfugiés sur le territoire de l'autre, sauf la réserve renfermée dans les articles 3 et 6, alinéa 1 de la présente Convention.

Art. 2. L'extradition sera accordée aussi bien pour les auteurs que pour les complices des crimes et délits ci-dessous indiqués lorsque, d'après les deux législations, ils sont passibles de trois ans de prison ou d'une peine supérieure.

1^o L'assassinat, le parricide, l'empoisonnement, l'infanticide, l'ho-micide;

2^o Les coups et blessures volontaires suivis de mort ou qui ont pour toujours détérioré un sens, ou un organe, ou le visage, ou qui ont produit l'affaiblissement des facultés mentales, ou la perte d'un sens, d'une main, d'un pied, de l'usage de la parole, ou de la puissance de procréer;

3° La bigamie, le rapt, l'avortement, le viol, la prostitution ou la corruption de mineurs de la part des parents ou de toute personne chargée de leur surveillance;

4° L'enlèvement, la suppression, la séquestration des enfants, la substitution d'un enfant à un autre, la supposition d'enfants à une femme qui n'aurait pas été mère;

5° L'incendie;

6° Les dégâts occasionnés volontairement sur les chemins de fer ou les télégraphes;

7° L'extorsion avec violence, la rapine, le vol qualifié, et surtout le vol avec violence et effraction, avec des fausses clefs, ou quand la valeur des objets volés dépasse cinq cents francs;

8° La contrefaçon ou l'altération des monnaies, l'émission ou le commerce frauduleux de fausses monnaies, des billets de banque ou de tout autre effet public, l'émission ou l'usage de ces titres. La contrefaçon des actes de l'État, des sceaux, des poinçons ou des cachets, des marques de l'État ou des administrations publiques, et l'usage de ces différents objets contrefaits. Le faux en écriture publique ou authentique, privée, de commerce ou de banque, et l'usage de ces écritures falsifiées;

9° Le faux témoignage, la fausse expertise, la subornation de témoins et d'experts, l'instigation à ces crimes, la calomnie au moyen de plaintes et de dénonciations contre quelqu'un que l'on sait innocent;

10° La soustraction (malversation) par des fonctionnaires ou dépositaires publics;

11° L'abus de confiance (appropriation indue), l'escroquerie ou la fraude. L'extradition sera accordée pour ces infractions dans le cas seul où la valeur des objets enlevés dépassera mille livres.

Art. 3. L'extradition ne sera jamais accordée pour des crimes ou délits politiques. L'individu qui aura été extraditionné pour une autre infraction aux lois pénales, ne pourra, dans aucun cas, être condamné ou jugé pour un crime ou délit politique antérieurement commis ni pour aucun fait relatif à ce crime ou délit.

L'individu même ne pourra être poursuivi ou condamné pour toute autre infraction antérieure à l'extradition non prévue dans la présente Convention, à moins qu'après avoir été condamné ou absous du délit qui motivait son extradition, il n'ait eu soin de quitter le pays trois mois auparavant, ou qu'il n'y soit retourné plus tard.

Art. 4. L'extradition ne pourra avoir lieu si après les faits imputés, le procès pénal ou la condamnation s'y rapportant, s'il y a eu pres-

cription de l'action ou de la peine d'après les lois du pays où l'accusé ou condamné aura cherché un refuge.

Art. 5. Si un citoyen des deux Etats contractants est pris comme coupable sur le territoire d'un troisième Etat et accusé des crimes mentionnés dans l'article 2, il sera arrêté pour être remis sur le territoire de l'autre Etat contractant, à moins que, d'après les lois de cet Etat, il ne soit pas justiciable de ses tribunaux, ou qu'il n'ait pas été réclamé par le gouvernement du pays où a été commis le délit, et qu'il n'ait déjà été jugé, et qu'il n'ait subi sa peine.

On observera les mêmes règles pour l'étranger qui, dans les circonstances énoncées ci-dessus, aura commis les crimes sujets à condamnation de la part d'un citoyen appartenant à l'un des deux Etats contractants.

Art. 6. Dans aucun cas ni pour aucune cause, les parties contractantes ne pourront être tenues à poursuivre leurs propres nationaux.

Le citoyen qui sur un territoire étranger aura commis un crime au préjudice d'un citoyen de l'autre Etat contractant, sera, en rentrant dans sa patrie, jugé et condamné selon les lois du pays auquel le coupable appartient.

La même règle sera observée pour les délits si la partie lésée a porté plainte.

Dans ce cas, les deux Gouvernements procéderont d'office à tout acte d'instruction judiciaire qui sera demandé et fourniront tous les éclaircissements nécessaires à la prompte expédition du procès.

Art. 7. Si le prévenu ou condamné est étranger aux deux Etats contractants, le Gouvernement qui doit accorder l'extradition informera celui auquel appartient l'accusé de la demande qu'il a reçue, et si ce Gouvernement réclame pour son propre compte l'accusé pour le faire juger par ses tribunaux, le Gouvernement auquel la demande d'extradition aura été faite pourra le garder dans ses prisons ou bien pourra le livrer à l'Etat sur le territoire duquel le crime ou délit aura été commis ou à l'Etat auquel l'individu appartient.

Si le prévenu ou condamné dont l'extradition est demandée en vertu de la présente Convention par une des parties contractantes et réclamé en même temps par un autre gouvernement ou plusieurs autres gouvernements en même temps, il sera livré à l'Etat sur le territoire duquel aura été commis le crime le plus grave, et tous les crimes ont la même gravité, au Gouvernement dont la demande sera la plus ancienne, et enfin il sera livré au Gouvernement auquel il appartient dans le cas où se présentent les circonstances mentionnées dans l'article 5.

Art. 8. Si l'individu réclamé est accusé ou condamné dans le pays où il s'est réfugié pour un autre crime ou délit, s'il s'y est arrêté pour dettes ou autres obligations civiles, son extradition pourra être différée jusqu'au moment où il aura été absous par un jugement définitif, ou qu'il ait achevé sa peine, ou que l'arrestation ait été levée.

Art. 9. Hors les cas prévus par l'article 8, l'extradition sera toujours accordée, encore que le prévenu se trouve empêché par sa détention d'accomplir les obligations contractées envers des particuliers qui auront toujours le droit de faire valoir leurs prétentions auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 10. L'extradition sera accordée à la suite d'une demande formulée par l'un des deux Gouvernements à l'autre par la voie diplomatique et sur la production d'un acte de condamnation, ou d'un acte d'accusation, d'un mandat d'arrêt, ou de toute autre pièce équivalente au mandat, qui devra pareillement renfermer la nature et la gravité des faits imputés avec l'articulation et l'article du code pénal en vigueur dans le pays qui demande l'extradition.

Les actes seront expédiés en original ou en forme authentique soit par un tribunal, soit par toute autre autorité compétente du pays réclamant l'extradition.

On fournira aussi en même temps, si cela est possible, les renseignements concernant l'individu réclamé et toute autre indication capable de constater son identité.

Art. 11. Dans les cas urgents, les juges d'instruction et les procureurs du roi près les tribunaux pourront, sur la seule communication du signalement et avec la dénomination du crime ou délit, demander et obtenir par la voie la plus expéditive, et même par le télégraphe, l'arrestation provisoire du condamné ou prévenu, bien qu'on n'ait envoyé aucun des actes mentionnés dans l'article qui précède.

Cette arrestation sera levée si dans le délai d'un mois après l'arrestation la demande d'extradition par la voie diplomatique n'a pas été faite d'après les formalités convenues.

Art. 12. Les objets trouvés ou saisis sur le condamné ou prévenu, les instruments dont il s'est servi pour commettre le crime ou délit et tout autre élément de preuve seront restitués au moment même où aura lieu la remise de l'individu arrêté, et même encore dans le cas où l'extradition consentie n'aura pu avoir lieu à la suite du décès ou de la fuite du coupable.

Cette remise comprendra tous les objets de la même nature que le prévenu aura cachés ou déposés dans le pays où il a été trouvé, et qui seront restitués plus tard.

Cependant les droits des tiers seront réservés sur les objets men-

tionnés ci-dessus et qui devront être restitués libres de tous frais, après le procès criminel ou correctionnel achevé.

Art. 13. Les frais de l'arrestation, de la détention et du transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée ainsi que ceux de la consignation et du transport des objets qui doivent être restitués ou remis, selon la teneur de l'article précédent, seront à la charge des deux États sur leurs territoires respectifs et à la charge de l'État réclamant sur le territoire des États intermédiaires.

Art. 14. Si l'un des deux Gouvernements juge nécessaire pour l'instruction d'une affaire criminelle ou correctionnelle la déposition de témoins domiciliés sur le territoire de l'autre Etat, ou tout autre acte d'instruction judiciaire, il sera à cet effet et par la voie diplomatique envoyé des lettres rogatoires par la cour d'appel compétente du royaume d'Italie au procureur du roi compétent de la cour d'appel bavaoise et *vice versa*. Les autorités en question seront tenues à leur donner cours conformément aux lois en vigueur dans le pays où le témoignage sera entendu.

Les lettres rogatoires seront formulées dans la langue du pays réclamant et pourront, en cas d'urgence exceptionnelle, être transmises par voie directe et non par la voie diplomatique. Dans tous ces cas, et même dans le cas mentionné à l'article 6, alinéa 4, les deux Gouvernements renoncent réciproquement à toute restitution des frais occasionnés.

Art. 15. Dans le cas où la comparution du témoin sera nécessaire, le Gouvernement dont il dépend s'emploiera à ce qu'il se rende à l'invitation qui lui a été faite par l'autre Gouvernement.

Si les témoins consentent à partir, on leur fournira promptement les passeports nécessaires et les Gouvernements respectifs se mettront d'accord pour fixer l'indemnité due et qui leur sera remise par l'État réclamant en raison de la distance et du séjour, et payée par anticipation.

Dans aucun cas, les témoins ne pourront être arrêtés ou molestés pour un fait antérieur à la demande de leur comparution, pendant le séjour obligatoire dans le lieu où le juge qui doit les entendre exerce ses fonctions, ni durant leur voyage, ni dans leur retour.

Art. 16. Si à l'occasion d'une instruction criminelle ou correctionnelle dans l'un des deux États contractants il est nécessaire de confronter le prévenu avec des coupables détenus dans l'autre État, ou de produire des éléments de preuve ou des documents judiciaires qui lui appartiennent, il faudra en faire la demande par la voie diplomatique et toujours y joindre, excepté le cas où des causes exceptionnelles s'y opposeraient, à la condition toutefois de devoir les

renvoyer dans le plus bref délai possible, les détenus et les documents, et restituer les éléments de preuve ci-dessus mentionnés.

Les frais de transport d'un État dans l'autre des individus et des objets susdits ainsi que ceux occasionnés pour l'accomplissement des formalités énoncées dans l'article 14, seront supportés par l'État qui en aura fait la demande, dans son territoire respectif et sur celui des États intermédiaires.

Art. 17. Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement les jugements de condamnation pour crimes ou délits de toute nature prononcés contre les sujets l'un de l'autre par leurs tribunaux respectifs.

Cette communication sera faite par une expédition par voie diplomatique de la condamnation prononcée et devenue définitive au Gouvernement auquel appartient le condamné.

Chacun des deux Gouvernements donnera à cet effet les instructions nécessaires aux autorités que cela regarde.

Art. 18. La présente Convention aura la durée de cinq ans à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucun des deux Gouvernements contractants n'aura, six mois avant la fin de ces cinq années, notifié son intention d'en faire cesser les effets, la présente Convention restera obligatoire pour autres cinq années et ainsi de suite de cinq ans en cinq ans.

Cette Convention sera notifiée et les ratifications seront échangées dans le terme de trois mois, et plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les deux plénipotentiaires l'ont signé en double original et scellé de leur seing.

Fait à Munich, le 18 septembre 1868.

(L. S.) *Signé* : G. A. MIGLIORATI.

(L. S.) *Signé* : C. P. HOHENLOHE.

DÉCLARATION.

Les soussignés s'étant réunis pour signer le Traité d'extradition consenti entre l'Italie et la Bavière, ont jugé à propos de déclarer formellement :

Que les deux textes du Traité, savoir : le texte italien et le texte allemand doivent être considérés comme également authentiques, et que s'il pouvait se trouver une divergence entre ces deux textes, de même que s'il surgissait un doute sur l'interprétation d'un passage quelconque, on suivra l'interprétation la plus favorable à l'extradition du prévenu.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double à Munich, le 18 septembre 1868.

(L. S.) *Signé* : G. A. MIGLIORATI.

(L. S.) *Signé* : C. P. HOHENLOHE.

ITALIE. — PORTUGAL.

CONVENTION CONSULAIRE, SIGNÉE A LISBONNE, LE 30 SEPTEMBRE 1868.

S. M. le Roi d'Italie et S. M. le Roi de Portugal et des Algarves reconnaissant l'utilité de déterminer et d'étendre de la meilleure manière possible, les droits, privilèges et immunités réciproquement accordés aux consuls, vice-consuls, agents consulaires, chanceliers ou secrétaires, de même que leurs fonctions et leurs obligations auxquelles ils doivent être réciproquement soumis dans les deux pays, ont résolu de conclure une convention consulaire et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires.

S. M. le Roi d'Italie : le marquis *Oldoini*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, grand cordon de son ordre des Saint-Maurice et Lazare, de l'ordre du Christ de Portugal et de différents autres ordres étrangers.

S. M. le Roi de Portugal et des Algarves : le comte d'*Avila*, pair du royaume, son conseiller d'Etat effectif et ministre d'Etat honoraire, Grand'Croix de l'ancien et très-noble ordre de la Tour et de l'Épée, de la valeur, de la loyauté et du mérite de Notre-Dame de la Conception de Villa-Viciosa, commandeur de l'ordre du Christ, grand cordon des ordres de Saint-Maurice et Saint-Lazare, et de la couronne d'Italie et de différents autres ordres étrangers.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Chacune des deux parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires dans les ports, villes et autres lieux du territoire de l'autre en se réservant réciproquement le droit de choisir les localités qu'elle jugera convenables. Mais cette réserve ne pourra s'appliquer à l'une des parties contractantes sans qu'elle ne s'applique

pareillement à toutes les autres puissances. Lesdits agents seront réciproquement admis et reconnus après la présentation de leurs patentes, selon les règles et formalités établies dans les pays respectifs.

L'*Exequatur* exigé pour le libre exercice de leurs fonctions leur sera expédié sans frais et sur la présentation dudit *exequatur*, l'autorité supérieure du lieu de leur résidence prendra immédiatement les dispositions nécessaires pour qu'ils puissent remplir les devoirs de leur charge et pour qu'ils soient admis à la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités, honneurs et privilèges qui leur appartiennent.

Art. 2. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, ou agents consulaires, sujets de l'État qui les a nommés, seront exemptés des logements et contributions militaires, des contributions directes, personnelles, mobilières et somptuaires, imposées par l'État, les autorités provinciales et par les communes, à moins qu'ils ne possèdent des propriétés foncières, ou qu'ils ne se livrent au commerce ou à quelque industrie, cas dans lesquels ils seront soumis aux mêmes charges, services et contributions que les nationaux. Tous les agents ci-dessus nommés jouiront en outre de l'immunité personnelle excepté pour les délits que la législation pénale des deux pays qualifie de crimes et punit comme tels; et s'ils sont négociants, ils seront sujets à l'arrestation et détention personnelle, seulement pour une cause commerciale et jamais pour une cause civile.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires, pourront placer sur la porte extérieure du consulat ou vice-consulat un écusson, avec les armes de leur nation et l'inscription suivante :
Consulat ou vice-consulat de

Ils pourront, les jours de solennités religieuses ou nationales et dans d'autres circonstances usitées, arborer le pavillon de leur nation au-dessus de la maison consulaire, à moins qu'ils ne résident dans une ville où se trouve une légation de leur pays.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, pourront pareillement placer le drapeau national sur les bateaux qu'ils montent pendant l'exercice de leurs fonctions.

Art. 3. Les consuls généraux, les consuls et leurs chanceliers, de même que les vice-consuls et les agents consulaires ne pourront être contraints à comparaître devant les tribunaux en qualité de témoins.

Lorsque les autorités judiciaires locales auront besoin de recevoir de leur part quelque déclaration, elles devront se transporter à leur domicile ou déléguer quelque fonctionnaire compétent pour la recevoir de vive voix ou pour la demander par écrit.

Art. 4. Dans le cas d'empêchement, d'absence ou de décès des consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires, les adjoints consulaires, les chanceliers et secrétaires, ayant été dûment présentés comme tels aux autorités respectives, seront admis de plein droit dans l'ordre hiérarchique à exercer par *intérim* les fonctions consulaires sans que l'autorité locale puisse y mettre obstacle.

Elle devra au contraire leur prêter assistance et protection, et les faire jouir pendant leur gestion intérimaire, des exemptions, prérogatives, immunités et privilèges, réciproquement reconnus par l'effet de la présente convention, aux agents du service consulaire.

Art. 5. Les archives consulaires sont inviolables, et les autorités locales ne pourront, dans aucun cas, ni sous aucun prétexte, visiter ou saisir les papiers qui en font partie.

Ces papiers devront toujours être complètement séparés des papiers et livres concernant le commerce et l'industrie, qui seraient exercés par les consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs.

Art. 6. Les consuls généraux et les consuls, pourront nommer des vice-consuls ou des agents consulaires dans les villes, les ports et autres localités de leur ressort consulaire, sauf l'approbation du Gouvernement territorial.

Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les citoyens des deux pays, comme encore parmi les étrangers, ils seront munis d'une patente délivrée par le consul qui les aura nommés, et sous les ordres duquel ils devront être placés.

Ils jouiront des mêmes privilèges et immunités stipulés dans la présente convention, sauf les exceptions renfermées dans l'article 2.

Art. 7. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires des deux pays, pourront s'adresser aux autorités de leur district, pour réclamer contre toute infraction aux traités et conventions en vigueur entre les deux pays, et contre tout abus dont pourraient se plaindre leurs nationaux. Si leurs remontrances ne sont pas écoutées par ces autorités, ils pourront recourir, en cas où il n'y aura pas d'agent diplomatique de leur pays, au Gouvernement de l'État dans lequel ils résident.

Art. 8. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls, agents consulaires et chanceliers respectifs, auront le droit de recevoir dans leur charge, au domicile des parties ou à bord des bâtiments de leur pays, les déclarations que les capitaines, les équipages, les passagers, les négociants ou citoyens de leur nation voudront faire. Ils sont pareillement autorisés à recevoir comme notaires, les dispositions testamentaires des sujets de leur pays, et tous les autres actes notariés,

quand même ils auraient pour objet de mettre des hypothèques sur des biens situés sur le territoire de la nation à laquelle appartient le consul ou l'agent consulaire; dans ces cas, ils appliqueront les dispositions spéciales en vigueur dans le pays où ces actes seront exécutoires.

Les susdits agents auront de plus le droit de recevoir dans leurs chancelleries tous les actes conventionnés, passés entre un ou plusieurs de leurs nationaux et d'autres personnes du pays dans lequel ils résident, de même que des actes conventionnels ne regardant que des citoyens de ce dernier État, pourvu, bien entendu, que ces actes aient rapport à des biens situés sur le territoire de la nation à laquelle appartient le consul ou l'agent consulaire qui les reçoit, ou à des affaires qui doivent se traiter sur ce même territoire. Les copies et extraits de ces actes dûment légalisés par les agents ci-dessus nommés et munis du sceau officiel des consulats, vice consulats, et agences consulaires, feront foi en justice et ailleurs, soit en Italie, soit en Portugal, au même titre que les originaux, et ils auront la même force et la même valeur que s'ils avaient été faits devant un notaire ou tout autre officier public de l'un ou l'autre État, pourvu que ces actes soient formulés comme le requièrent les lois de l'État auquel appartiennent les consuls, vice-consuls ou agents consulaires. et qu'ils aient été soumis au timbre, à l'enregistrement et à toutes les autres formalités requises par la matière, dans le pays où l'acte doit être exécuté.

Dans le cas où il surgirait quelque doute sur l'authenticité de l'expédition d'un acte public enregistré à la chancellerie de l'un des consulats respectifs, on ne pourra refuser à la personne intéressée qui en fera la demande, de confronter la copie avec l'original; elle pourra même assister à cette confrontation, si elle le juge convenable.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires respectifs, pourront traduire et légaliser tous les documents émanant des autorités ou fonctionnaires de leur pays, et ces traductions et légalisations auront dans le pays de leur résidence, la même force et la même valeur, que si elles avaient été faites par des interprètes jurés du pays.

Art. 9. Dans le cas où un sujet des deux parties contractantes vient à décéder sur le territoire de l'autre, les autorités locales devront immédiatement en donner avis au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire du district dans lequel la mort a eu lieu. Ceux-ci de leur côté devront donner le même avis aux autorités, quand ils seront avertis les premiers du décès.

Si un Italien en Portugal ou un Portugais en Italie, vient à mourir sans avoir fait de testament, ou si les héritiers naturels, ou en vertu d'un testament, ou quelqu'un de ceux-ci mais mineur, ou incapable, ou encore absent, ou encore si les exécuteurs testamentaires nommés, ne sont pas sur les lieux au moment de l'ouverture de la succession, les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de la nation du défunt, auront le droit de procéder successivement aux opérations suivantes :

1° Apposer les scellés, soit d'office, soit à la requête des parties intéressées, sur tous les objets mobiliers et papiers du défunt, en en donnant avis à l'avance à l'autorité locale compétente, qui pourra assister à cette opération et apposer pareillement ses propres scellés. Ces scellés, de même que ceux de l'agent consulaire, ne pourront être levés sans l'assistance de l'autorité locale. Cependant, si sur l'invitation de l'agent consulaire à l'autorité locale, d'assister à la levée des scellés, celle-ci ne se présente pas dans l'espace de quarante-huit heures, se suivant consécutivement à partir de la réception de l'avis émanant de l'agent consulaire, celui-ci pourra procéder seul à cette opération.

2° Faire l'inventaire de tous les biens et effets du défunt, en présence de l'autorité locale, si celle-ci en suite de l'avis en question ci-dessus, a jugé à propos d'y assister.

L'autorité locale mettra sa signature sur les procès-verbaux rédigés en sa présence, sans pouvoir exiger de droits d'aucune sorte pour son intervention d'office dans de pareils actes.

3° Ordonner la vente aux enchères publiques de tous les effets mobiliers de la succession faciles à se détériorer et de difficile conservation, de même que de ceux qui offriraient une vente facile et avantageuse.

4° Déposer en lieu sûr les effets et valeurs portés à l'inventaire, conserver le montant des crédits exigés et le produit des revenus perçus dans la maison consulaire, ou bien les confier à quelque négociant qui en réponde.

Ces dépôts dans l'un et l'autre cas devront être faits d'accord avec l'autorité locale qui aura assisté aux opérations précédentes, quand d'après le paragraphe suivant, les sujets du pays ou d'une tierce puissance, se seront présentés comme héritiers *ab intestat* ou comme héritiers testamentaires.

5° Annoncer la mort survenue et convoquer par le moyen des journaux de la localité et de ceux du pays du défunt, si cela est nécessaire les créanciers qui pourraient exister de la succession testamentaire ou *ab intestat* afin qu'ils puissent produire dans les termes fixés par

les lois du pays les titres respectifs de créance, dûment justifiés. S'il se présente des créanciers de la succession testamentaire ou *ab intestat*, il faudra effectuer le paiement de ces créanciers quinze jours après la clôture de l'inventaire s'il y a des fonds qu'on puisse employer à cet usage, et dans le cas contraire après avoir réalisé le plus vite possible et de la façon la plus convenable les valeurs nécessaires, ou enfin dans le délai établi d'un commun accord entre les consuls et la majorité des intéressés. Si les consuls respectifs viennent à refuser le paiement de toutes ou d'une partie des dettes en alléguant l'insuffisance des valeurs de la succession pour y satisfaire, les créanciers, quand ils le jugeront utile à leurs intérêts, pourront demander à l'autorité compétente de se constituer en état d'union. Ayant obtenu cette autorisation par les voies légales établies dans chacun des deux pays, les consuls et vice-consuls devront immédiatement organiser entre les mains de l'autorité judiciaire ou des syndics de la faillite, suivant les cas, tous les documents, effets et valeurs appartenant à la succession testamentaire ou *ab intestat*, et les susdits agents resteront chargés de représenter les héritiers absents, mineurs, ou incapables. Dans tous les cas, les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront consigner l'héritage, ou ce qui en a été retiré, aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires, mais seulement six mois après le jour de la mort publiée dans les journaux.

6° Administrer et liquider personnellement ou par l'intermédiaire de personnes qu'ils nommeront sous leur responsabilité les successions testamentaires ou *ab intestat*, sans que l'autorité locale intervienne dans ces opérations, à moins que les sujets du pays ou d'une puissance tierce n'aient des droits à faire valoir sur la succession, parce que dans le dernier cas s'il survenait une difficulté, provenant surtout d'une demande pouvant donner lieu à des contestations que les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires n'auraient aucun droit de résoudre, et que les tribunaux du pays auraient alors à connaître et à juger selon leur compétence. Les susdits agents auront alors comme représentants de la succession testamentaire ou *ab intestat*, c'est-à-dire qu'ils conserveront l'administration ainsi que le droit de liquider les intérêts de la succession et de procéder à la vente des effets selon les formes ci-dessus énoncées, qu'ils veilleront aux intérêts des héritiers et auront de plus la faculté de désigner des avocats pour faire valoir leurs raisons devant les tribunaux. Il est bien entendu qu'ils remettront à ces tribunaux tous les papiers et documents propres à éclaircir la question qui leur est soumise.

Quel que soit le jugement prononcé, les consuls généraux, consuls,

vice-consuls et agents consulaires, s'ils n'en appellent pas, devront l'exécuter, ils continueront ensuite de plein droit la liquidation restée en suspens, en attendant la fin de la contestation.

7° Organiser, si le cas se présente, la tutelle ou curatelle conformément aux lois des pays respectifs.

Art. 10. Lorsqu'un Italien en Portugal ou un Portugais en Italie vient à mourir dans un endroit où il n'y a pas d'agent consulaire de sa nation, l'autorité territoriale compétente procédera conformément à la législation du pays à l'inventaire des effets et à la liquidation des biens laissés et elle sera tenue de rendre compte, dans les termes les plus courts possibles, du résultat des opérations à la légation, qui doit en connaître, ou au consulat ou vice-consulat le plus rapproché du lieu où est ouverte la succession testamentaire ou *ab intestat*. Mais du moment où l'agent consulaire le plus voisin se présentera en personne, ou enverra son délégué, l'autorité locale, quand elle sera déjà intervenue, devra se conformer aux dispositions de l'article précédent.

Art. 11. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux États connaîtront, à l'exclusion de toute autre autorité, des actes d'inventaires et de toutes autres opérations destinées à la conservation des biens et objets de toute nature laissés par les marins ou passagers de leur pays morts à terre ou à bord de leurs vaisseaux nationaux, soit durant la traversée, soit dans le port d'arrivée.

Art. 12. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des bâtiments de leur nation admis en libre pratique, interroger les capitaines et l'équipage, examiner les papiers de bord, recevoir les déclarations sur leur voyage, leur destination ou les incidents de la traversée, rédiger les manifestes, faciliter l'expédition de leurs bâtiments et enfin les accompagner devant les tribunaux et dans les bureaux de l'administration du pays pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auront à traiter ou pour les demandes qu'ils auront à faire.

Il est bien entendu que les fonctionnaires de l'ordre judiciaire ou les officiers et agents de la douane ne pourront dans aucun cas opérer de visite ou de recherches à bord des bâtiments, sans avoir au probable et en temps utile requis la présence du consul ou vice-consul de la nation à laquelle appartiennent ces mêmes bâtiments.

Ils devront pareillement donner avis en temps opportun auxdits agents consulaires, afin qu'ils assistent aux déclarations que les capitaines et les équipages auront à faire devant les tribunaux et les administrations locales, afin d'éviter ainsi toute erreur ou fausse in-

interprétation qui pourrait nuire à l'exacte administration de la justice.

L'avis qui sera adressé à cet effet aux consuls et vice-consuls, indiquera une heure précise, et si les consuls et vice-consuls ne se trouvent pas en personne ou ne se sont pas fait représenter par un délégué, on procédera en leur absence.

L'intervention des consuls généraux, des consuls, vice-consuls ou agents consulaires, ne sera jamais nécessaire pour l'exécution des formalités ordinaires par les autorités locales à l'arrivée et au départ des navires, conformément aux règlements de police, de douane ou sanitaires, leur concours n'étant requis que dans le cas où il est question de procédures judiciaires ou administratives.

Art. 13. Dans tout ce qui concerne la police des ports, le chargement ou le déchargement des vaisseaux et la sécurité des marchandises, biens et effets, on observera les lois, ordonnances et règlements du pays.

Les consuls généraux, vice-consuls, consuls et agents consulaires seront exclusivement chargés de maintenir l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation, ils connaîtront seuls des contestations de toute nature, survenues entre le capitaine, les officiers de bord et les gens de l'équipage, et surtout de celles concernant la solde et l'observation des obligations mutuellement contractées. Les autorités locales pourront intervenir seulement dans le cas où les déordres arrivés à bord des bâtiments sont de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public, à terre ou dans le port, ou lorsqu'une personne du pays ou étrangère à l'équipage y serait impliquée.

Dans tous les autres cas, les autorités ci-dessus indiquées se borneront à prêter leur appui aux consuls, vice-consuls ou agents consulaires, quand ils en seront requis pour faire arrêter et incarcérer les individus inscrits sur le rôle d'équipage, toutes les fois que pour un motif quelconque ces agents jugeront à propos de le faire.

Art. 14. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront faire arrêter et reconduire à leur bord soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant partie à un titre quelconque des équipages des bâtiments, soit marchands, soit de guerre de leur nation qui en auraient déserté.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes, et prouver moyennant l'exhibition des registres du navire ou du rôle d'équipage, ou bien si le bâtiment est parti, au moyen de la copie authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Sur une demande ainsi justifiée on ne pourra refuser de livrer les déserteurs.

On prêtera d'ailleurs auxdits agents consulaires tout l'aide et l'assistance pour la recherche et l'arrestation des déserteurs, qui seront consignés dans les prisons du pays et y resteront sur la demande et aux frais du consul, ou vice-consul, jusqu'à ce qu'il trouve une occasion de les rapatrier.

L'arrestation ne pourra durer plus de 3 mois, après lesquels et sur un avis préalable trois jours à l'avance au consul, l'arrêté sera mis en liberté sans pouvoir être arrêté de nouveau pour le même motif.

Si le déserteur a commis quelque délit à terre, son extradition pourra être différée par l'autorité locale, jusqu'à ce que le tribunal ait prononcé son jugement et que celui-ci ait reçu sa pleine et entière exécution.

Les hautes parties contractantes conviennent que les marins et les autres personnes de l'équipage, sujets du pays où a lieu la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 15. A moins qu'il n'y ait de stipulations contraires entre les armateurs, les navigateurs, les expéditeurs et les assureurs, les avaries souffertes par les bâtiments des deux pays en pleine mer, soit qu'ils entrent volontairement dans les ports respectifs, soit qu'ils s'en approchent dans un cas de force majeure, seront réglées par les consuls généraux, consuls et agents consulaires de leur nation, à moins que les sujets du pays où résident les susdits agents, ou les sujets d'une nation tierce n'y soient intéressés; dans ce cas et à défaut d'une entente à l'amiable entre tous les intéressés, les avaries seront réglées par l'autorité locale.

Art. 16. Dans le cas d'invasion ou de naufrage d'un bâtiment appartenant au Gouvernement ou aux sujets de l'une des deux hautes parties contractantes sur les côtes de l'autre, les autorités locales devront aussitôt en avvertir les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires du district, et dans le cas où il n'y aurait pas de ces agents dans le district, le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus rapproché du lieu du sinistre. Toutes les opérations relatives au sauvetage des vaisseaux italiens naufragés ou échoués dans les eaux du Portugal, seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires italiens; et réciproquement toutes les opérations relatives au sauvetage des vaisseaux portugais naufragés ou échoués dans les eaux territoriales de l'Italie seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires du Portugal.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu dans les deux pays que pour venir en aide aux agents consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des personnes étrangères à l'équipage et assurer

l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ou de la personne déléguée par eux à cet effet, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets sauvés.

L'intervention des autorités locales dans tous ces différents cas ne donnera jamais lieu à la perception d'un droit de sortie, si ce n'est le remboursement des frais occasionnés par les opérations du sauvetage et de la conservation des objets sauvés et des droits auxquels dans un cas semblable seraient soumis les bâtiments nationaux.

Dans le cas de doute sur la nationalité des bâtiments naufragés, les dispositions mentionnées dans le présent article seront exclusivement de la compétence de l'autorité locale.

Les hautes parties contractantes sont d'ailleurs d'accord pour que les marchandises et les effets sauvés ne soient soumis à aucun droit de douanes, à moins qu'ils ne soient admis à la consommation intérieure.

Art. 17. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs, aussi bien que les chanceliers, secrétaires, élèves ou adjoints consulaires, jouiront dans les deux pays de toutes les exemptions, prérogatives, immunités et privilèges qui sont et seront accordés aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée, pourvu que ces concessions soient réciproques.

Art. 18. La présente convention restera en vigueur pendant l'espace de neuf ans à partir du jour où seront échangées les ratifications. Si, un an avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux hautes parties contractantes n'a annoncé à l'autre partie son intention de faire cesser les effets de la convention, celle-ci demeurera en vigueur jusqu'à un an après que l'une des deux parties contractantes l'aura dénoncée à l'autre.

Art. 19. Les stipulations qui précèdent seront exécutoires dans les deux États aussitôt après l'échange des ratifications.

Art. 20. La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Lisbonne le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Lisbonne, le 30 septembre mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) *Signé* : Marquis ALDOINI.

(L. S.) *Signé* : Comte d'ÁVILA.

ITALIE. — CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD.
— BAVIÈRE, WURTEMBERG ET BADE.

CONVENTION DE POSTE SIGNÉE A BERLIN, LE 40 NOVEMBRE 1868.

S. M. le Roi d'Italie d'une part, et S. M. le Roi de Prusse au nom de la Confédération de l'Allemagne du nord, S. M. le Roi de Bavière, S. M. le Roi de Wurtemberg, S. A. R. le Grand-Duc de Bade d'autre part, pareillement animés du désir de régler les rapports postaux entre leurs différents territoires, moyennant un échange direct de correspondance, en conformité des conditions actuelles et des besoins respectifs des pays intéressés, ont résolu de stipuler un traité postal à cet effet ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires ;

S. M. le Roi d'Italie : M. le comte Édouard de *Launay*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, près la cour royale de Prusse, et près la Confédération de l'Allemagne du nord ;

Et S. M. le Roi de Prusse : M. Richard de *Philipsborn*, directeur général des postes, et M. Henri *Stéphan*, conseiller intime supérieur des postes ;

S. M. le Roi de Bavière : M. Charles *Pailler*, conseiller de la direction générale ;

S. M. le Roi de Wurtemberg : M. le baron Charles de *Spitzemberg*, son chambellan, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, près de la cour royale de Prusse, conseiller intime de légation ; et M. Auguste *Hofacker*, chef de la direction postale, conseiller supérieur des postes ;

S. A. le Grand-Duc de Bade : M. Hermann *Zimmer*, conseiller intime, directeur de l'administration des communications, et M. Frédéric *Hess*, assesseur des postes grand-ducales, lesquels en vertu de leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. Entre l'administration des postes de l'Italie d'une part, et les administrations postales de la Confédération de l'Allemagne du nord, de la Bavière, du Wurtemberg et de Bade d'autre part, il y aura un échange périodique et régulier de paquets fermés pour la transmission réciproque des correspondances épistolaires.

Art. 2. L'échange des paquets fermés entre les administrations postales des hautes parties contractantes pourra avoir lieu par les voies ci-dessous désignées à savoir :

a) La voie d'Autriche ;

b) La voie de la Suisse ;

c) La voie de France et, dans certains cas, de Belgique.

Les paquets seront toujours expédiés par la voie la plus courte, mais l'administration expéditeur pourra choisir celle qu'elle jugera la plus convenable, lorsque plusieurs voies présentent la même rapidité de transmission.

L'échange devra toujours avoir lieu en plis fermés, respectivement avec chacune des administrations intéressées, excepté dans le cas où l'on obtiendrait une plus grande vitesse de transmission, en remettant les correspondances triées à une administration intermédiaire, ou que les administrations d'origine et de destination jugent opportun d'un commun accord de se servir de cet intermédiaire.

Art. 3. Les dépenses du transit des paquets à travers le territoire des administrations postales de l'Autriche, de la France et de la Belgique seront couvertes en partie égales par l'administration des postes d'Italie, et celle des administrations postales allemandes avec lesquelles s'échangent les paquets mêmes.

Cependant le prix entier du transit sera payé par celle des administrations intéressées qui aura obtenu des conditions plus favorables des administrations intermédiaires de France et de Belgique, et les autres administrations lui rembourseront la moitié de cette dépense.

La dépense du transit à travers la Suisse reste entièrement à la charge du Gouvernement italien.

Réciproquement les administrations des pays allemands s'obligent à prendre les mesures propres à assurer les correspondances internationales renfermées dans des paquets cachetés, échangées entre les pays allemands et l'Italie, le transit à travers les pays mêmes sans aucun frais pour l'administration italienne. Ils s'engagent de plus à obtenir que l'administration italienne puisse participer aux réductions et franchises que les administrations allemandes auront obtenues de l'administration autrichienne au sujet du prix du transit à travers le territoire autrichien.

Art. 4. Les dépêches échangées entre les administrations des hautes parties contractantes se composeront :

De lettres ;

De journaux et cartes ;

D'échantillons de marchandises.

Le poids de chacun de ces objets ne pourra dépasser 250 grammes.

Art. 5. L'affranchissement des lettres ordinaires, c'est-à-dire non recommandées, est facultatif.

L'affranchissement des journaux, des estampes, des échantillons de marchandises est obligatoire.

Art. 6. La taxe des lettres simples échangées entre l'Italie d'une part, et la Confédération de l'Allemagne du nord, la Bavière, le Wurtemberg et Bade d'autre part, est fixée :

Pour les lettres affranchies en destination pour l'Italie à 3 groschen ou 10 kreutzers.

Pour les lettres affranchies venant d'Italie à 40 centimes.

Pour les lettres non affranchies en destination pour l'Italie à 60 cent.

Pour les lettres non affranchies provenant d'Italie à 5 groschen ou 18 kreutzers.

Seront considérées comme lettres simples celles dont le poids ne dépassera pas 15 grammes ; au delà de ce poids on ajoutera un port pour tous les quinze grammes ou fractions de 15 grammes. Les administrations de postes respectives auront toutefois la faculté d'augmenter la progression susdite, quand elles le trouveront convenable et qu'elles seront toutes du même avis.

Si la taxe des lettres entre l'Autriche et l'Italie vient à être réduite conformément aux dispositions du protocole final, annexé à la convention postale du 23 avril 1867, les administrations des postes d'Italie et des États allemands seront autorisées à étendre d'un commun accord la réduction susdite aux correspondances respectives internationales.

Art. 7. L'affranchissement des journaux et des imprimés est fixé :

Pour les objets expédiés d'Italie à 5 centimes ;

Et pour les objets expédiés des pays allemands à 1/2 groschen ou 2 kreutzers pour 40 grammes ou fraction de 40 grammes.

Sous la dénomination de journaux et d'imprimés, on comprend : les journaux, les gazettes, les ouvrages périodiques, les livres, même reliés, les feuilles de musique, les annonces, les prospectus, les gravures, les lithographies, les photographies, les autographies et toute autre reproduction exécutée par des moyens mécaniques, et susceptible d'être expédiée par la poste.

Les journaux et les imprimés devront être mis sous bande et simplement pliés.

Il est défendu d'insérer aucun manuscrit, ou chiffre, ou signe de la sorte, à l'exception de l'adresse, de la signature et de la date, et le lieu de l'expédition.

Dans les cotes de change et dans les circulaires, il est permis d'indiquer le prix des marchandises.

Les épreuves d'imprimés peuvent contenir les corrections afférentes à la main et avoir comme complément le texte manuscrit annexé.

Les journaux et les imprimés non affranchis, ou ne réunissant pas les conditions d'envoi ci-dessus indiquées seront considérés comme

lettres non affranchies et taxés en conséquence, après avoir tenu compte des timbres qu'on y aurait apposés.

Art. 8. Les échantillons de marchandises seront soumis à la taxe des journaux et des imprimés, soit qu'ils soient expédiés isolément, soit qu'ils soient réunis à un autre envoi.

Les échantillons ne devront pas avoir de valeur marchande, ils devront être placés sous bande ou de manière à reconnaître leur nature d'une manière indubitable, ils ne pourront être accompagnés d'écrits à la main autres que l'adresse, la signature de l'envoyeur, la marque de fabrique ou de commerce, les nombres d'ordre et le prix.

Les échantillons non affranchis, ou ne réussissant pas les conditions ci-dessus indiquées, seront considérés comme lettres non affranchies et taxés en conséquence, après avoir fait la déduction des timbres d'affranchissement dont ils seraient munis.

Art. 9. On admet l'expédition de lettres, journaux, imprimés et échantillons de marchandises, recommandés, moyennant le paiement outre la taxe ordinaire, de 2 groschen ou 7 kreutzers pour ceux qui sont expédiés des pays allemands, et de 30 centimes pour ceux qui seront expédiés d'Italie.

La taxe d'affranchissement et le droit fixé pour les envois recommandés devront dans tous les cas être payés à l'avance.

L'envoyeur d'un objet recommandé pourra demander dans l'acte de remise qu'on lui donne avis de la réception de l'objet, même de la part du destinataire. Dans ce cas l'envoyeur paiera à l'avance une taxe supplémentaire de 2 groschen ou 7 kreutzers dans les États allemands, et de 20 centimes en Italie.

La perte d'un objet recommandé donnera lieu de la part de l'administration postale sur le territoire de laquelle la perte est arrivée au paiement d'une indemnité de 14 thalers ou 24 1/2 florins dans les États allemands, et de 30 livres en Italie, excepté dans le cas de force majeure.

La réclamation relative à la perte d'un objet recommandé et la demande de l'indemnité relative devront être faites dans l'espace de six mois, à partir de la remise de l'objet lui-même; une fois ce délai passé, on ne donnera pas de suite aux réclamations.

Art. 10. Lorsque le montant des timbres d'affranchissement pour une lettre ou pour un autre objet sera inférieur à la taxe d'affranchissement, la lettre et l'objet seront considérés comme lettres non affranchies et taxées comme telles, en tenant compte de la valeur des timbres d'affranchissement y apposés.

Le refus de payer la taxe supplémentaire sera considéré comme un refus de l'objet taxé.

Art. 11. Le produit des taxes reçues en vertu des articles 6, 7 et 8 sur les lettres, les journaux, les imprimés et sur les échantillons sera partagé en parts égales entre les administrations des postes d'Italie et celle d'Allemagne, avec laquelle aura eu lieu l'échange des mêmes objets.

Le produit des droits reçus en vertu de l'article 9 restera entièrement acquis à l'administration expéditrice.

Art. 12. L'administration des postes d'Italie d'un côté, et celle des Etats germaniques d'autre part, se mettront d'accord pour un service régulier international, ils en établiront d'un commun accord les conditions et l'époque à laquelle elle pourra être mise à exécution.

Art. 13. Les administrations postales des parties contractantes pourront se transmettre réciproquement des lettres cachetées, des journaux, des imprimés et des échantillons originaux, ou à destination des pays étrangers pour lesquels les mêmes administrations servent d'intermédiaire.

Les administrations elles-mêmes régleront d'un commun accord les conditions de l'échange, en conformité de l'article 11 de la présente Convention, pour ce qui concerne le transit italien et allemand, et d'après les stipulations respectives avec les Etats étrangers, auquel les administrations susdites servent d'intermédiaire.

Art. 14. Le Gouvernement du royaume d'Italie s'engage à faire transporter sur son propre territoire les paquets fermés échangés entre les bureaux de la Confédération de l'Allemagne du nord, de Bavière, de Wurtemberg et de Bade, avec les pays étrangers, auxquels l'Italie sert ou pourra servir d'intermédiaire, et avec les bureaux et agences postales allemandes dans ces pays.

L'administration postale allemande intéressée paiera pour ce transit à l'administration italienne :

25 centimes pour chaque 30 grammes de lettres poids net, et

80 centimes pour chaque kilogramme de journaux imprimés et échantillons de marchandises poids net.

Quant au transport des paquets fermés par le moyen des services postaux maritimes italiens, le Gouvernement du royaume d'Italie s'oblige à accorder aux Gouvernements de l'Allemagne le traitement des nations les plus favorisées.

Art. 15. Réciproquement la Confédération de l'Allemagne du nord, la Bavière, le Wurtemberg et Bade s'engagent à faire transporter sur leurs territoires respectifs les paquets fermés, qui seront échan-

gés entre les bureaux italiens et ceux de la Grande-Bretagne et d'Irlande, des Pays-Bas, de la Belgique, de la Russie, de la Suisse et des États-Unis d'Amérique.

L'administration italienne paiera pour ce transit à l'administration allemande les taxes suivantes :

25 centimes pour chaque 90 grammes de lettres poids net, et

80 centimes pour chaque kilogramme de journaux imprimés et échantillons pareillement poids net.

Pour le transit des paquets fermés de l'Italie à travers le territoire autrichien, pour les pays étrangers ci-dessus mentionnés, on demandera l'adhésion du Gouvernement autrichien au moyen des bons offices des administrations postales allemandes. A la suite de cette adhésion, il ne sera dû pour le transit ci-dessus, d'autre droit supplémentaire que celui-ci qui est fixé par le présent article.

La concession à l'Italie du transit en paquets fermés, à travers le territoire germanique, non mentionnés ci-dessus, dépendra des résultats de la révision des autres traités postaux de l'Allemagne.

Art. 16. Le poids des correspondances de tout genre refusées, mal adressées ou retournées pour cause de changement de résidence des destinations et celui de la correspondance en franchise, ne seront pas compris dans le poids des lettres, imprimés et échantillons, sur lesquels est imposé le droit fixé par les articles 14 et 15.

Art. 17. Par exception à la disposition de l'article 7, les journaux, gazettes et les ouvrages périodiques publiés en Italie, qui seront adressés par les éditeurs mêmes à quelques bureaux de poste de la Confédération de l'Allemagne du nord, de la Bavière, du Wurtemberg et de Bade, ne seront affranchis que jusqu'à la frontière de sortie de l'Italie, et dans ce cas, ils ne seront soumis à d'autre taxe qu'à celle qui est fixée pour la franchise des mêmes objets circulant dans l'intérieur du royaume d'Italie.

Pareillement les journaux, gazettes et les ouvrages périodiques expédiés de l'Allemagne en Italie, en vertu des associations faites par les offices postaux allemands, ne pourront être taxés que de la taxe intérieure italienne.

Les frais de transport de ces objets à travers les territoires de l'Autriche, de la Suisse, de la France et de la Belgique resteront à la charge exclusive de l'administration allemande respective.

Les dispositions du présent article et celles de l'article 7 ne limitent pas le droit que peuvent avoir les Gouvernements des parties contractantes de ne pas effectuer, sur leurs territoires respectifs, le transport et la distribution des journaux et imprimés, au sujet desquels ne se-

raient pas observés les lois et les décrets relatifs à leur circulation et à leur publication.

Art. 18. Les correspondances échangées entre les souverains des parties contractantes et les membres de leurs familles seront expédiées exemptes de taxe.

De même sera transmise en franchise la correspondance relative au service postal.

Art. 19. Les administrations postales des parties contractantes n'admettront dans les paquets fermés échangés entre leurs bureaux, en vertu de la présente Convention, aucune lettre renfermant de l'or et de l'argent monnayé, des bijoux, des effets précieux ou des objets soumis aux droits de douane.

Art. 20. Les correspondances internationales seront comptées et réglées, autant que possible, en raison des ports simples.

Le montant des taxes sera inscrit sur les feuilles d'avis et dans les comptes mensuels en liras et en centimes.

Art. 21. L'administration des postes italiennes et les administrations des postes des États allemands, compileront à la fin de chaque trimestre les comptes généraux de l'échange des correspondances et du transit des paquets fermés.

A la liquidation on réglera 12 1/2 centimes à raison d'un groschen d'argent (silber groschen) et à 3 1/2 kreutzers.

Les comptes, après avoir été réglés par les administrations intéressées, seront immédiatement soldés en espèces métalliques, en usage dans le pays où se fera le paiement.

Toutes les dépenses ou frais de ces paiements seront à la charge de l'administration débitrice.

Art. 22. Les administrations postales des deux parties contractantes établiront par le moyen d'un règlement les mesures d'ordre pour l'exécution de la présente Convention, et elles conviendront surtout des points qui suivent :

1° Désignation des bureaux qui exécuteront l'échange des paquets fermés ;

2° Détails du service ;

3° Forme et règles des comptes ;

4° Conditions relatives à l'échange des journaux, des imprimés et des échantillons ;

5° Conditions particulières pour le transit des lettres cachetées ;

6° Dispositions relatives à l'envoi des lettres refusées ou retournées à une autre destination ;

7° Liquidation des comptes et règlement des monnaies dans le service dû.

Art. 23. Les dispositions de la Convention présente, en tant qu'elles concernent la Confédération de l'Allemagne du nord, sont entièrement applicables aux offices postaux de la Hesse grand-ducale, qui n'appartiennent pas à la Confédération de l'Allemagne du nord.

Les dispositions sont applicables aux correspondances entre l'Italie et le grand duché de Luxembourg, toutes les fois que ces correspondances seront échangées par le moyen des postes des États de l'Allemagne du nord.

Art. 24. La présente Convention aura son effet à partir du 1^{er} avril prochain.

Elle restera obligatoire d'année en année, tant qu'elle ne sera pas dénoncée six mois avant par l'Italie, ou par la Confédération de l'Allemagne du nord, par la Bavière, le Wurtemberg, ou par le duché de Bade, et cela d'un commun accord.

La Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Berlin, le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le dix novembre mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) *Signé* : LAUNAY.

(L. S.) *Signé* : PHILIPSBORN.

(L. S.) *Signé* : STEPHAN.

(L. S.) *Signé* : PAILLER.

(L. S.) *Signé* : DE SPITZEMBERG.

(L. S.) *Signé* : Auguste HOFACHER.

(L. S.) *Signé* : ZIMMER

(L. S.) *Signé* : HESS.

BELGIQUE. — ÉTATS-UNIS.

CONVENTION DE NATURALISATION, CONCLUE A BRUXELLES
LE 16 NOVEMBRE 1868.

S. M. le Roi des Belges et le Président des États-Unis d'Amérique, voulant régler la nationalité des personnes qui émigrent des États-Unis en Belgique et de Belgique aux États-Unis, ont résolu de conclure une Convention, et à cet effet ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. le Roi des Belges : M. Jules *Van der Stichelen*, grand'croix de l'ordre du Lion des Pays-Bas, etc., etc., son ministre des affaires étrangères, et

Le Président des États-Unis d'Amérique : M. Henry Shelton *Sanford*, citoyen des États-Unis, leur ministre résident auprès de S. M. le Roi des Belges;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les citoyens des États-Unis qui ont été ou seront naturalisés en Belgique seront considérés par les États-Unis comme citoyens belges, et réciproquement les Belges qui ont été ou seront naturalisés aux États-Unis seront considérés par la Belgique comme citoyens des États-Unis.

Art. 2. Les citoyens d'une des parties contractantes, retournant dans leur pays originaire, pourront y être poursuivis pour des crimes ou délits commis avant leur naturalisation, dans le cas où il n'y aurait pas prescription d'après les lois de leur pays originaire.

Art. 3. Les citoyens naturalisés de chacune des parties contractantes qui auront résidé pendant 5 ans dans le pays où ils auront reçu la naturalisation ne pourront être astreints à l'obligation du service militaire dans leur pays originaire, ni à aucune obligation incidente qui pourrait en résulter s'ils y retournaient, excepté dans les cas de désertion du service naval ou militaire organisé ou ceux qui peuvent y être assimilés par les lois du pays.

Art. 4. Les citoyens des États-Unis naturalisés en Belgique seront considérés comme citoyens américains lorsqu'ils auront recouvré leur caractère comme citoyens des États-Unis, selon les lois des États-Unis. Réciproquement les Belges naturalisés aux États-Unis seront considérés comme Belges par les États-Unis, lorsqu'ils auront recouvré leur caractère de Belges selon les lois de la Belgique.

Art. 5. La présente Convention entrera en vigueur aussitôt après l'échange des ratifications, et sera valable pendant 10 ans. Si aucune des deux parties n'a communiqué à l'autre, six mois avant l'expiration de cette période, son intention de rompre la Convention, elle restera en vigueur pendant douze mois, à compter du jour où l'une des parties contractantes aura annoncé cette intention à l'autre.

Art. 6. La présente Convention sera ratifiée par S. M. le Roi de Belges avec l'acceptation du Parlement, et par le Président des États-Unis avec le consentement du Sénat, et les ratifications en seront échangées à Bruxelles dans les douze mois à partir de ce jour, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

(L. S.) *Signé* : VAN DER STICHELEN. (L. S.) *Signé* : H.-S. SANFORD.

SCHAUMBOURG-LIPPE.

LOI CONSTITUTIONNELLE DONNÉE A WILDBAD LE 17 NOVEMBRE 1868.

Nous, Adolphe Georges, par la^e grâce de Dieu, prince régnant de Schaumbourg-Lippe, noble seigneur de Lippe, comte de Sternberg et Schwalenberg, etc., etc. ;

Promulguons, sous l'assentiment de l'Assemblée convoquée pour s'entendre avec nous sur la constitution, du pays la loi de constitution qui suit :

TITRE PREMIER

DU TERRITOIRE DE L'ÉTAT

Art. 1^{er}. La principauté de Schaumbourg-Lippe, dans son état actuel, forme le territoire de l'État, indivisible et inaliénable.

Un changement des frontières actuelles de la principauté ne peut avoir lieu qu'avec l'assentiment de la Diète.

Art. 2. Les relations de la principauté avec la Confédération de l'Allemagne du Nord seront déterminées par la constitution fédérale et par les lois organiques fédérales basées sur cette constitution, qui priment toujours toutes deux cette constitution et la législation intérieure.

TITRE II

DU PRINCE ET DE LA MAISON PRINCIFIÈRE

Art. 3. Le Gouvernement est héréditaire dans la maison princière régnante, d'abord dans la ligne masculine, d'après les règles de la primogéniture et de la suite linéale.

Si la branche masculine vient à s'éteindre, le Gouvernement passe à la ligne féminine de la maison, dans lequel cas le plus proche parent du dernier prince régnant, et s'il y a égalité de parenté, c'est à l'âge qu'appartiendra la préférence. La souveraineté ayant été trans-

férée à la ligne féminine, la loi qui appelle la ligne masculine reprendra ses droits avec les mêmes règles d'hérédité.

Art. 4. Dans le cas de minorité ou d'empêchement continu du prince, il est établi une régence. Pour le prince mineur, à moins que son prédécesseur dans le Gouvernement n'en ait décidé autrement, c'est sa mère propre, autant qu'elle est restée veuve, qui sera régente; dans le cas opposé, c'est celui des agnats capables de régner le plus proche parent qui remplira les fonctions de régent. Dans le cas d'un empêchement continu de la part du prince de régner, et à moins qu'il n'en ait décidé autrement, la régence appartient d'abord au fils du prince appelé à régner (le prince héréditaire) s'il est majeur, et à sa mère propre s'il est encore mineur, ou enfin à l'agnat le plus proche parent capable de régner.

Art. 5. Le prince réunit comme chef de l'État tous les droits de la souveraineté. Sa personne est sacrée et inviolable.

Art. 6. Tous les actes gouvernementaux du prince, pour être valables, doivent être contresignés; tous les actes du Gouvernement sont de même soumis au contre-seing d'un membre du Gouvernement, qui en assume par là la responsabilité.

Art. 7. Au prince seul appartient le pouvoir exécutif. Il nomme et révoque les membres du Gouvernement, et dans ce cas n'a pas besoin du contre-seing mentionné dans l'article précédent. Le prince exerce la législation avec le concours constitutionnel de la Diète.

Il promulgue les lois et publie les ordonnances nécessaires pour leur exécution.

Art. 8. Le prince dirige et surveille toute l'administration intérieure du pays. Il nomme ou confirme immédiatement ou médiatement tous les fonctionnaires de l'État. Il distribue toutes les dignités et tous les signes de distinction.

Art. 9. Le prince a le droit de conclure des traités avec les autres Gouvernements.

Les traités de commerce, de même que les traités d'État par lesquels des charges ou des obligations seraient imposées à l'État ou à des particuliers, doivent être approuvés par la Diète.

Art. 10. Le prince a le droit de faire grâce, de diminuer ou même d'abolir la peine encourue, excepté pour le cas déterminé par la loi du 2 janvier 1849, concernant l'accusation d'un membre du Gouvernement, pour lequel il faut le consentement de la Diète.

Art. 11. Le prince convoque la Diète et clôt ses séances. Il a le droit d'ajourner ou de dissoudre la Diète.

Art. 12. Le prince atteint sa majorité à 21 ans accomplis. Une déclaration de majorité antérieure peut être admise.

Art. 13. La clause de l'article précédent s'étend à tous les princes de la maison princière.

Pour le reste, les relations de la maison princière sont réglées par les lois de famille.

TITRE III

DE LA DIÈTE

Art. 14. La Diète sera composée, à l'avenir, de 13 membres, savoir :

1° De deux membres représentant les propriétés foncières domaniales, appelés par la confiance du souverain à faire partie de la Diète pour chaque législature ;

2° D'un représentant élu de la propriété nobiliaire ;

3° D'un représentant élu du clergé du pays ;

4° D'un représentant élu des jurisconsultes exerçant une fonction officielle, des médecins et des professeurs, y compris les avocats, les médecins et les professeurs libres ayant subi leurs examens ;

5° De trois représentants élus des communes urbaines, deux pour la ville de Buckebourg et un pour la ville de Stadthagen ;

6° De trois représentants élus des baillages réunis de Buckebourg-Arensbourg et de deux représentants élus pour chacun des baillages de Stadthagen et de Hagenbourg.

Art. 15. La loi électorale réunie à cette constitution comme appendice, et dont le changement peut avoir lieu par la voie législative, contient les prescriptions concernant l'élection des représentants mentionnés dans les §§ 2, 3, 4 et 6 de l'article précédent.

Art. 16. Les membres de la Diète ont à se considérer comme les représentants de tout le pays ; ils n'agissent que d'après leur conviction, et ne sont pas tenus de suivre des instructions.

Art. 17. Les membres de la Diète ne sont pas responsables de leurs propositions et de leurs votes dans la Diète.

Ils ne sont que soumis à la discipline de la Diète, même conformément au règlement, pour les paroles prononcées dans l'Assemblée.

Si ces paroles devenaient criminelles, elles seront suivies d'une mise en accusation, mais seulement avec l'assentiment de la Diète.

Dans le cas du crime de lèse souveraineté ou d'injures envers des membres de la famille princière, pendant la session, commis par un membre de la Diète, les poursuites peuvent avoir lieu sans le consentement de la Diète.

Art. 18. Pendant la session, aucun membre de la Diète ne peut être mis en accusation pour un délit sans l'assentiment de l'Assem-

blée, pas plus qu'arrêté, excepté dans le cas de flagrant délit, ou dans les 24 heures qui ont suivi l'acte criminel.

Art. 19. Les fonctionnaires de l'État peuvent faire partie de la Diète sans autorisation, quoiqu'ils aient à annoncer en temps utile leur élection à leurs supérieurs hiérarchiques. L'État ne peut les obliger à supporter les frais de leur remplacement pendant la durée des séances de la Diète.

Art. 20. Chaque membre de la Diète reçoit à titre d'indemnité pour chaque jour de présence au lieu où siège la Diète, de même que pour le jour de son voyage et de son retour dans le cas où il ne demeure pas dans la ville où la Diète est réunie, 2 thalers que lui paye la caisse générale du pays. Les membres de la Diète ne reçoivent pas d'indemnité particulière de voyage.

Pendant l'ajournement, l'indemnité n'est payée qu'aux députés qui restent occupés au siège de la Diète.

Art. 21. La période législative dure 6 ans, après lesquels doivent avoir lieu de nouvelles élections.

Art. 22. Tous les membres de la Diète perdent leur qualité comme tels pendant la législature :

1° Par la perte des qualités acquises pour être élu, par la loi électorale;

2° Les membres élus par leur nomination à un emploi de l'État, ou par l'avancement obtenu dans leurs fonctions;

3° Par la dissolution de la Diète ordonnée par le prince.

Dans les cas 2 et 3, les anciens membres de la Diète sont rééligibles.

Art. 23. Il y aura tous les ans et régulièrement, au commencement de novembre, une session de la Diète. La convocation de Diètes extraordinaires est ordonnée par le prince.

La convocation princière détermine le temps et le lieu de la réunion de la Diète.

La convocation, ainsi que la clôture de la Diète, aura lieu par le chef de l'Etat en personne ou par un délégué qui agira en son nom.

Art. 24. La Diète examine, sur les procès-verbaux des élections fournis par le Gouvernement, le droit de ses membres à siéger et prononce à ce sujet en dernière instance. Elle règle pareillement ce qui concerne son ordre de procéder et sa discipline au moyen d'un règlement, qui sera ajouté comme appendice aux dispositions de cette loi constitutionnelle.

La Diète élit son président, son suppléant et son secrétaire. Ce dernier peut ne pas être membre de la Diète, quoiqu'il doive réunir, d'après la loi électorale, les qualités requises de la part d'un électeur:

n'étant pas député, il recevra de la caisse générale des émoluments en rapport avec sa position.

Art. 25. Les commissaires de la Diète, de même que les membres du Gouvernement, ont le droit d'assister à toutes les séances de la Diète et des commissions; ils doivent être entendus lorsqu'ils le demandent.

Art. 26. En règle générale, les séances de la Diète sont publiques. Par exception, et sur la proposition d'un commissaire du Gouvernement ou d'un membre de la Diète, la publicité peut être interdite pour certains débats, par une décision de la Diète.

La discussion, ainsi que le vote, sur la non publicité d'une proposition, ont toujours lieu en séance à huis clos.

Les propositions du Gouvernement désignées sous le nom de confidentielles seront toujours accueillies et débattues en comité secret.

Art. 27. La Diète ne peut délibérer ni voter que si les deux tiers de ses membres ne sont présents. Elle prend ses décisions à la majorité absolue des suffrages, à moins que la constitution n'en ordonne autrement.

Art. 28. La Diète peut, pendant une session, se proroger pour 15 jours, à la condition qu'une ou plusieurs commissions, chargées d'étudier certains projets, resteront en fonctions.

Des prorogations plus longues devront être approuvées par le chef de l'État.

Le prince, de son côté, peut aussi proroger la Diète, mais non au delà de 60 jours, pendant le cours d'une session ordinaire.

Art. 29. Dans le cas d'une dissolution de la Diète, les élections nouvelles seront ordonnées pour avoir lieu dans les quatre mois qui suivront, et la Diète devra être réunie dans les six mois à partir du jour de la dissolution.

Art. 30. La Diète a le droit de coopérer virtuellement dans tous les actes de la législation, elle a pareillement le droit de proposer des lois.

Pour les ordonnances ayant trait à l'exécution des lois existantes, la coopération de la Diète n'est pas nécessaire.

Art. 31. Dans les cas urgents et la Diète ne siégeant pas, le Gouvernement peut promulguer des ordonnances légales ayant force de lois sans l'assentiment de la Diète. Ces lois provisoires seront soumises à l'approbation de la prochaine Diète.

Les prescriptions de la présente constitution ne peuvent être, même passagèrement, suspendues par des ordonnances opposées.

Art. 32. Il sera fait mention dans la publication des lois et dans le préambule de l'assentiment de la Diète.

Dans la publication des lois d'urgence il sera fait mention, au lieu de l'assentiment de la Diète, de l'article 31 de la Constitution, en vertu duquel ces lois sont portées.

C'est à la Diète seule, et non aux autorités, qu'il appartient d'examiner la vertu légale des lois dûment promulguées ainsi que des lois d'urgence.

Art. 33. La Diète a le droit de coopérer à l'établissement du budget de l'Etat, et de même le droit de contrôler l'administration des finances de l'Etat.

Art. 34. Le Gouvernement présentera tous les ans une estimation de tous les revenus, ainsi que de toutes les dépenses de l'année suivante à l'examen de la Diète, et cela en temps utile.

Art. 35. Les impôts basés sur les lois, de même que tous les autres revenus réguliers de la caisse générale portés dans ce projet de budget, ne sont pas soumis à l'approbation annuelle de la Diète et peuvent continuer à être perçus, alors même que la loi du budget ne serait pas votée.

Les impôts nouveaux, de même que la perception d'impôts votés pour une période déterminée, ou la modification de contributions établies, seront soumis à l'acceptation de la Diète avant de pouvoir être perçus, et dans le préambule des feuilles de contributions il sera fait mention de cette acceptation.

Art. 36. Parmi les dépenses générales portées au projet de budget, il ne sera pas fait mention de celles qui découlent des relations de la principauté avec la Confédération de l'Allemagne du Nord, pas plus que des obligations légales et permanentes de la caisse générale ni de celles qui sont basées sur l'assentiment permanent de la Diète sur ces dépenses, le droit de la Diète de voter les dépenses annuelles peut d'autant moins s'exercer que même dans le cas où la loi du budget ne serait pas votée, ces dépenses devraient encore être payées; cependant on ne peut refuser à un Gouvernement conforme à la Constitution les moyens nécessaires, pas plus qu'on ne peut faire dépendre de conditions et de suppositions le vote des moyens nécessaires, conditions et suppositions qui ne concernent pas le but, l'emploi ou l'importance des besoins, soit encore la grandeur ou l'espèce de la répartition et de la perception, ou enfin la durée des impôts, contributions ou prestations en question.

Pour ce qui concerne les sommes mises à la disposition du Gouvernement, les chiffres actuels serviront de règle jusqu'au jour où le Gouvernement et la Diète se seront entendus sur de nouvelles lois budgétaires.

Toutes les autres dépenses devront être couvertes au moyen des

crédits annuels accordés par la Diète, et dans ce cas l'emploi des sommes accordées pour un chapitre de dépenses ne peut être transporté à un autre.

Art. 37. Le projet de budget annuel, après avoir été accepté par la Diète, sera publié avec la forme et sous la forme de loi.

Art. 38. Toutes les dépenses dépassant les limites du budget seront soumises à l'approbation ultérieure de la Diète. Une dépense inattendue et d'une certaine élévation sera couverte par un état budgétaire extraordinaire soumis à l'approbation préalable de la Diète.

Art. 39. Si, par suite de diminution dans les recettes, il se produisait un déficit dans la caisse du pays, la Diète aura à le couvrir par un chapitre dans le budget de l'année suivante sur les propositions conformes du Gouvernement.

Art. 40. Les emprunts à la charge de la caisse du pays, de même que des garanties qu'elle aurait à fournir, ne seront valables qu'autant qu'ils auront été approuvés par la Diète. Le Gouvernement conserve toutefois la faculté de pourvoir aux besoins urgents de paiement par des emprunts proportionnés.

Art. 41. Après la clôture de l'année financière, les comptes de la caisse générale et des caisses supplémentaires, ainsi que de leurs couvertures, seront soumis à l'examen et au contrôle de la Diète.

Art. 42. La Diète a le droit de représentation et de plainte auprès du Gouvernement, et éventuellement auprès du chef de l'État pour les défauts ou manquements qu'elle aura observés dans l'administration.

Elle a encore le droit d'entrer en communication avec le Gouvernement au sujet des pétitions qui lui sont adressées par des corporations ou des individus.

Art. 43. La Diète a le droit d'accusation contre les membres responsables du Gouvernement, d'après les dispositions de la loi du 2 janvier 1849.

La résolution concernant une accusation de ce genre ne peut être prise qu'à une majorité des trois quarts des membres de la Diète et en nombre suffisant pour voter.

TITRE IV

DE LA COMMISSION PERMANENTE DE LA DIÈTE

Art. 44. Il y aura pendant l'intervalle d'une session de la Diète à une autre une commission de la Diète composée de trois membres,

mais dont les attributions se borneront aux objets désignés dans les articles 45 et 46.

Cette commission sera élue à chaque session parmi les membres de la Diète à la majorité relative des voix; toutefois, les membres à élire devront appartenir aux classes 1, 2 et 3 de l'article 14.

Les fonctions de cette commission durent même après la fin de la période législative ou après que la Diète aurait été dissoute, jusqu'au moment où elle sera remplacée par une nouvelle commission élue.

Si, pendant le temps des fonctions de cette commission un membre venait à en sortir, elle aurait, dans le cas où la Diète n'est pas réunie, à se compléter en choisissant parmi les membres de la Diète dont elle est issue les membres qui réunissent les conditions indiquées dans cet article.

Art. 45. La commission, pendant l'intervalle d'une session à l'autre, est chargée de la garde des archives de la Diète et de son sceau.

Art. 46. La commission de la Diète a le droit, dans le cas où la Constitution serait violée, d'intervenir auprès du Gouvernement pour faire disparaître le mal.

Si la Diète n'était pas convoquée à temps, ou si, après la dissolution d'une Diète, les élections ou la convocation dépassaient le terme fixé d'après la Constitution, ou si enfin un ajournement se prolongeait illégalement, la commission a le droit, après une proposition faite au Gouvernement à ce sujet, de porter ses plaintes aux organes compétents de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Art. 47. La commission, sur l'invitation de l'un de ses membres, se réunit à Buckebourg et avertit le Gouvernement.

Elle prend ses résolutions à la majorité des voix.

Les membres de la commission ne reçoivent pas d'indemnité en cette qualité.

TITRE V

DES FINANCES DE L'ÉTAT

Art. 48. Les finances du pays, après leur séparation du budget de l'État, seront nouvellement organisées par le budget domanial.

Art. 49. Les objets de rapport appartenant au domaine ainsi que les droits qui lui appartiennent, tels entr'autres que les domaines, les propriétés isolées, les forêts, rivières, étangs, les redevances pour fiefs ou domaines et autres, ou bien l'équivalent de ces redevances, les châteaux ou autres bâtiments, de plus la part actuelle dans les

mines de Schaumbourg formant le fidéi-commis indivisible et inaliénable dans son essence de la maison princière régnante, dont la jouissance et la possession appartiennent au chef de la famille.

Art. 50. La caisse de la Chambre, en tant qu'elle reçoit les produits des biens dont il est fait mention dans l'article précédent, a à sa charge les frais de l'administration domaniale, de même que toutes les dépenses de la maison et de la cour princière y compris les apanages des princes et des princesses de la maison, les dots de ces dernières, ainsi que le douaire des veuves des princes régnants et des autres princes.

Art. 51. Aussi longtemps que la principauté sera gouvernée comme État indépendant par la maison princière actuelle, la caisse de la Chambre contribuera, outre les revenus mentionnés à l'article 59 B., s'élevant à 20,000 thalers, pour couvrir les dépenses du budget de l'État, en fournissant les sommes suivantes :

1° Une somme fixe annuelle de 38,000 thalers versée dans la caisse de l'État.

2° La cinquième partie de la part de la maison princière dans les revenus nets des mines de charbon de Schaumbourg pour l'année 1868, 24,000 thalers.

3° Une autre somme annuelle dont l'importance égalera toujours le tiers de la somme que la principauté aura à payer pour les besoins de la Confédération de l'Allemagne du Nord (après déduction faite des recettes mentionnées dans l'article 70 de la Constitution fédérale) par des charges directes (impositions matriculaires, contributions fédérales), seulement autant que ce tiers ne dépassera pas la somme de 10,000 thalers.

Il sera compté sur cette somme à la caisse de la Chambre, les contributions qu'elle aurait à payer dans le cas où le bien domanial mentionné à l'article 49, viendrait à être grevé de contributions fédérales.

De plus la caisse de la Chambre renonce en faveur de la caisse de l'État aux indemnités provenant de la caisse des contributions indirectes.

Mais comme compensation cesseront désormais tous les paiements que la caisse de l'État servait pour des dépenses de l'État. Désormais encore doivent être considérées comme éteintes mutuellement les prétentions et exigences de la caisse de la Chambre, basées sur des coutumes du passé à la caisse de l'État ou à d'autres caisses dépendant de cette dernière, de même que, réciproquement à moins qu'ils ne soient établis par des titres, la caisse de l'État renonce à ses droits sur les revenus du chemin de fer établi dans le pays aux frais du domaine.

Art. 52. S'il devait se produire dans l'administration du pays un changement dans ce sens, qu'une ou plusieurs branches de cette administration passeraient à l'administration de la Confédération de l'Allemagne du nord, la somme fixe annuelle mentionnée dans l'article 51, ligne 1, sera réduite d'un tiers du chiffre qui est indiqué à sa place dans la proposition du Gouvernement du 17 juin 1867, concernant la loi générale des contributions, comme appendice B au budget de 1868.

Art. 53. La somme à verser sur les revenus des mines de charbon sera calculée pour chaque année financière prochaine sur l'année précédente financière des mines, et augmentée proportionnellement au surcroît de revenus de ces dernières.

Art. 54. Le Gouvernement, afin de pouvoir déterminer la somme à payer provenant des revenus des mines de charbon, pourra toujours prendre connaissance des comptes originaux.

La diète recevra annuellement la preuve authentique de ces calculs.

Art. 55. Les versements des sommes fixées dans l'article 51, 1, 2, 3 de la caisse de la Chambre dans la caisse de l'État, auront lieu par paiements trimestriels et au commencement de chaque quartier de l'année financière courante, pour les sommes désignées sous 2 et 3 proportionnellement à leur montant, sous la réserve d'un compte définitif à la clôture de l'année financière s'y rapportant.

Art. 56. Les bâtiments, localités, y compris les lieux de détentions, dont se servent les autorités du pays pour l'exercice de leurs fonctions, resteront jusqu'à ce qu'il en soit autrement, à la disposition des autorités du pays. Si de la part du souverain, il devait intervenir une autre détermination sur ces bâtiments ou localités, et dans le cas où on ne les remplacerait pas d'une manière convenable, il interviendrait entre le Gouvernement et la Chambre un accord touchant l'indemnité en rapport avec le prix du loyer des localités, dont on s'est servi jusqu'alors. Cette indemnité payée par la caisse de la Chambre sera ajoutée aux sommes fixes mentionnées à l'art. 51.

Les réparations nécessaires à ces localités seront payées par la caisse de la Chambre et liquidées annuellement par la Chambre.

L'inventaire présent des localités en question est porté à la caisse du pays qui aura à le compléter à ses frais s'il le fallait.

Les frais de nouvelles constructions jugées nécessaires pour les bâtiments mentionnés au commencement de cet article seront à la charge de la caisse du pays.

La maison d'arrêt de Buckebourg, de même que les stations de

recettes pour les contributions des chaussées, de même que leurs dépendances deviennent la propriété de la caisse du pays.

Art. 57. Aussi longtemps que les paiements stipulés à l'article 51 seront versés à la caisse de l'État, ni le domaine, ni le chemin de fer mentionné au même article, ne pourront être contraints à payer des contributions directes à l'État.

Malgré cela les propriétés foncières ajoutées jusqu'à ce jour ou à ajouter à l'avenir, à la fortune du prince, inscrites à la matricule des domaines seigneuriaux, seront passibles des contributions foncières, aussi bien que les établissements industriels, créés pour le compte de la caisse de la Chambre, seront soumis à la contribution industrielle établie dans le pays.

Les établissements existants maintenant continueront à payer les contributions industrielles qu'ils payaient.

Art. 58. Tout le système de maniement de fonds sera, trois mois pleins après la promulgation de la Constitution, réuni dans la caisse générale soumise à l'administration responsable du Gouvernement.

Art. 59. Cette caisse générale recevra comme recette :

A. Les contributions de la caisse de la Chambre stipulées à l'article 51, 1, 2, 3 ;

B. Tous les revenus de l'État versés jusqu'à ce jour à la caisse de la Chambre, nommément la contribution ordinaire, la contribution sur le timbre, la part de la principauté sur les droits de navigation du Wesèr, les droits de concession, ainsi que tous les autres droits de juridiction, d'administration et d'amende, de même que les confiscations légales, les revenus de la poste et des télégraphes, quand ils n'entreront pas dans la caisse fédérale, les produits du droit régulier de battre monnaie, ainsi que les revenus des biens ecclésiastiques sécularisés ;

C. Tous les impôts existants aujourd'hui et ceux qui seront établis légalement plus tard, directs ou indirects, dans le cas où ces derniers n'entreront pas dans la caisse fédérale, de plus les deniers du trésor du mesurage, ainsi que les revenus des chaussées et des grands chemins, enfin tous les capitaux disponibles de toutes les caisses de l'État, grandes ou petites, surtout ceux de la caisse des contributions indirectes, de la caisse des amendes sur le sel, de la caisse du contingent et de celle des invalides, ainsi que de celle des aliénés.

Art. 60. Jusqu'au moment où il en sera décidé autrement par la voie légale au sujet de la caisse de l'établissement et de l'entretien des routes, ainsi que de la caisse des aliénés, ces deux caisses continueront à exister comme succursales de la caisse générale de l'État, et les revenus afférents à ces caisses y entreront pour être employés

par elles sur la base d'un budget spécial qui devra être soumis à la Diète jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement.

Art. 61. La caisse de l'État aura à l'avenir à supporter les dépenses suivantes :

A. La contribution constitutionnelle pour le trousseau des princesses de la maison princière ;

B. Toutes les dépenses résultant des relations de la principauté avec la Confédération de l'Allemagne du nord, à moins qu'elles ne soient déjà couvertes par les revenus réservés à la caisse fédérale ;

C. Les frais de toute l'administration de l'État y compris les suppléments de l'État pour l'instruction et les cultes, de même que les suppléments accordés aux villes et bourgs, ainsi qu'aux caisses des églises pour des droits abolis, ainsi que pour des indemnités accordées pour des libertés de droits abolis, aussi longtemps que ces indemnités ne seront pas légalement abolies ou n'auront pas été réglées autrement ;

D. Le service de la rente et le paiement des capitaux empruntés au nom de la caisse générale, de même que le service de la rente et le paiement des dettes que l'État pourrait contracter.

TITTE VI

DES FONCTIONS PUBLIQUES

Art. 62. Le prince nomme et élève dans la hiérarchie les fonctionnaires de l'État.

Art. 63. Tous les fonctionnaires de l'État doivent comme tels fidélité au prince et sont responsables vis-à-vis de lui de l'accomplissement de leur devoir dans leurs fonctions.

Lorsqu'un fonctionnaire de l'État a agi à la suite d'instructions reçues d'une autorité supérieure, c'est sur celle-ci seule que retombe la responsabilité.

La loi détermine les conditions sous lesquelles les fonctionnaires de l'État peuvent être poursuivis juridiquement pour avoir outrepassé les attributions de leur emploi. Il n'y a pourtant jamais besoin dans ce cas de l'autorisation des supérieurs de ce fonctionnaire.

Art. 64. Si des changements dans les autorités de la principauté nécessitent des retraits d'emploi, le fonctionnaire de l'État mis en disponibilité a droit à un traitement provisoire proportionné à l'emploi qu'il remplissait. La loi règle les détails de cette situation. Dans les changements de fonctions, le fonctionnaire a droit aux honoraires et au rang qu'il avait auparavant.

Art. 65. Les fonctionnaires, qui ne peuvent plus à cause de leur âge ou d'autres infirmités remplir les devoirs de leur charge, sont mis à la retraite avec pension.

Art. 66. Un fonctionnaire de l'État, remplissant seulement une charge judiciaire, ne peut sans jugement être révoqué de sa charge judiciaire, ni la permuter contre un emploi administratif, contre sa volonté, ni être suspendu avec retrait de son traitement, excepté dans le cas des prescriptions de l'article 64, où les changements dans l'organisation des tribunaux ou leurs ressorts sont aussi applicables aux fonctionnaires de l'ordre judiciaire.

Art. 67. Une loi ultérieure protégera les fonctionnaires de l'État, n'appartenant pas à la classe des fonctionnaires de l'ordre judiciaire, contre tout retrait d'emploi ou de traitement arbitraire ; jusqu'à la promulgation de cette loi, on s'en tiendra à la législation actuelle.

Les autres conditions légales des fonctionnaires de l'État, particulièrement leurs droits à une pension, ainsi que ceux de leur veuve ou leurs enfants seront réglés par la loi en question.

TITRE VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET TRANSITOIRES

Art. 68. La législation du pays sera soumise à une révision.

Art. 69. Les communes urbaines et rurales seront soumises à une nouvelle organisation par des ordonnances particulières, urbaines et rurales sur la base de l'administration indépendante des affaires communales et de la libre élection des chefs des communes et de leurs représentants, l'État se réservant toutefois le droit de confirmation de la part du souverain pour les fonctionnaires qui remplissent en même temps des charges de l'État.

Art. 70. On introduira dans l'administration de la justice les principes de la séparation de la justice de l'administration, des débats publics et oraux, de la procédure d'accusation dans les délits et du jury dans les criminels.

Il n'y aura plus à l'avenir de juridiction privilégiée, excepté pour tant le droit d'autonomie juridique pour les membres de la maison princière, de même qu'une juridiction supérieure pour la haute noblesse et les tribunaux militaires.

Le maréchalat de la cour n'est pas atteint par les dispositions qui précèdent.

Les affaires de police judiciaire seront jugées par les tribunaux de première instance.

Art. 71. Le sol sera délivré de tous les droits ayant leur origine dans les associations nobiliaires, ainsi que de toutes les redevances de droit privé et prestations contre une indemnité à payer aux intéressés, ce qui fera disparaître tout bien féodal attaché à une propriété.

La loi détermine les détails.

Art. 72. Les conditions des baux héréditaires seront aussi abolies contre une juste indemnité que la loi fixera, pour être transformées en pleine propriété.

Art. 73. La législation du pays partira de ce principe que régulièrement le propriétaire d'un bien, après avoir racheté toutes les charges de droit privé, pesant sur sa propriété foncière, sera autorisé à en disposer librement parmi les vivants, de même qu'après sa mort.

Il faudra néanmoins laisser à la loi le droit de fixer certaines limites pour empêcher un morcellement complet de la propriété foncière.

Art. 74. Toutes les servitudes de pâturage, d'engraissement et de garde, pesant sur un terrain appartenant à autrui, seront abolies contre une indemnité proportionnée et déterminée par la loi, de même que la séparation des biens en commun et la réunion des parcelles.

Art. 75. Le droit de chasse sur le terrain d'autrui pourra être racheté contre une indemnité proportionnée, payée aux ayants droit. Les conditions du rachat et les prescriptions sur l'exercice de la chasse, de même que les dispositions sur les enclaves forestières, restent réservées à la législation.

Art. 76. La mise à exécution des principes ci-dessus énoncés dans la législation du pays sera poursuivie avec toute la célérité possible. La Diète ordinaire convoquée en 1869 aura surtout à s'occuper de la législation communale, de la loi sur la chasse, d'une loi sur la libération des propriétés foncières, ainsi que d'une loi sur l'acquisition par la voie d'hérédité et sur l'aliénation de la propriété foncière des paysans.

Art. 77. Les changements, compléments et explications authentiques de la présente constitution seront soumis à l'acceptation du souverain, ainsi qu'à un double vote au moins à huit jours de distance, de l'Assemblée. Pour chacun de ces votes il faudra les deux tiers des voix requises pour la validité de la décision de la Diète.

Art. 78. La présente constitution entrera en vigueur le jour de sa promulgation. Cependant la séparation prescrite des caisses n'aura lieu qu'après le terme fixé par l'article 58 pour l'établissement de la caisse générale de l'État.

Jusqu'à ce moment, la caisse de la chambre contribuera aux dépenses de l'État, toutefois les dépenses occasionnées par la nouvelle formation des troupes seront à la charge de la caisse générale de l'État.

Les charges dépendant des anciens liens de la principauté envers l'ancienne diète germanique, de même que les sommes qui pourraient venir de ce chef seront payées ou encaissées par la caisse générale de l'État.

La caisse de la chambre supportera les frais des affaires intentées contre le fisc. (*Officium fisci*).

Art. 79. Le gouvernement n'imposera pas de nouvelles charges à la caisse générale de l'État avant que la prochaine loi budgétaire n'ait eu son plein effet.

Art. 80. Les traitements et pensions de fonctionnaires de l'État à prélever sur la caisse générale de l'État, de même que les pensions de leurs veuves et enfants seront portés sur un registre déposé dans les archives de l'État.

Art. 81. Au jour de la promulgation de la présente Constitution cesseront d'avoir force de loi :

1. L'ordonnance du 15 janvier 1816, concernant les États de Schaumbourg.

2. La décision de la Diète des 18 et 24 mars 1818.

3. L'ordonnance du 17 mars 1848, concernant l'extension de l'institution des États.

4. La loi du 7 juillet 1848, concernant la publicité des séances de la Diète.

5. La loi du 8 juillet, concernant la participation des membres du gouvernement et autres fonctionnaires de l'État délégués à cet effet, aux séances de la Chambre.

Donné à Wildbad, le 17 novembre 1868.

Signé : ADOLPHE GEORGES.

Contresigné : DE LAUER.

F. AMYOT.

SAINT-SIÈGE.

CONFÉRENCES DE GAËTE (1)

PROTOCOLES DES CONFÉRENCES, TENUES A GAËTE, AU SUJET DU RETOUR
DU PAPE A ROME, DU 30 MARS 1849 AU 14 MARS 1850 (2).

N° 1. — Séance du 30 mars 1849.

Sur l'invitation de S. Em. M. le cardinal Antonelli, pro-secrétaire d'État de Sa Sainteté, les plénipotentiaires d'Autriche, des Deux-Siciles, d'Espagne et de France, se sont réunis en conférence le 30 mars 1849, à midi, dans le palais occupé à Gaëte par le Saint-Père.

Etaient présents :

Son Em. le cardinal *Antonelli*, pro-secrétaire d'État de Sa Sainteté.

Pour l'Autriche, M. le comte Maurice d'*Esterhazy*.

Pour les Deux-Siciles, M. le comte *Ludolf*.

Pour l'Espagne, M. *Martinez de la Rosa*.

Pour la France, M. d'*Harcourt* et M. de *Rayneval*. Tous chargés par leurs gouvernements respectifs de discuter, conformément à l'appel fait aux quatre puissances par le Saint-Père, le 18 février dernier, les mesures qui sembleraient les plus convenables pour arriver au rétablissement de l'autorité temporelle du Pape dans les États de l'Église, comme indispensable garantie du libre et impartial exercice de son pouvoir spirituel.

Quant aux moyens à employer, les avis pourraient différer. La

(1) Plusieurs de nos abonnés nous ont demandé de publier dans les *Archives diplomatiques* les protocoles des conférences de Gaëte. Nous avons réussi à nous procurer ces documents qui étaient jusqu'ici restés inédits, et bien qu'ils n'aient plus qu'un intérêt rétrospectif, nous n'hésitons pas à les faire paraître dans notre recueil ; les discussions qui se sont élevées dans ces derniers temps entre les gouvernements italien et romain étant venues donner à ces protocoles une espèce de regain d'actualité.

(2) L'initiative pour la réunion de ces conférences a été prise par l'Espagne au mois de janvier 1849. La protestation du Saint Père contre les événements accomplis à Rome et la circulaire du cardinal secrétaire d'État au corps diplomatique, pour solliciter l'intervention des puissances catholiques, sont datées de Gaëte, le 18 février 1849.

Consulter le *Recueil des Traités, etc.*, concernant l'Autriche et l'Italie (17 03-1859) par le comte d'Angeberg, 1 fort volume in-8° de 800 pages. Paris, Amyot, éditeur.

guerre, éclatant dans le nord et dans le midi de l'Italie, présentait, au moins pour le moment, un embarras de plus.

Les propositions suivantes ont été mises successivement en avant :

1^o Restauration du Pape par un retour spontané des Romains à de plus saines idées et par la seule action des forces dont le Souverain-Pontife eut pu disposer. Il n'y a eu qu'une voix pour reconnaître que cette combinaison eût été préférable à toute autre. Le cardinal Antonelli a dit avoir compté, dans ce but, sur le concours des troupes Suisses, qui lui a manqué ;

2^o Restauration du Pape par un secours extérieur, mais purement italien, notamment par une combinaison des forces de Naples et du Piémont.

La France, en fait d'intervention, donnerait de beaucoup la préférence à une combinaison de ce genre. Elle voudrait que la question Romaine se réglât entre Gouvernements italiens. Il y a des sentiments, très-vifs aujourd'hui en Italie, qu'il serait impolitique de froisser. L'entente de Naples et du Piémont eut été désirable. L'exclusion du Piémont est fort à regretter.

Il a été répondu que cette exclusion du Piémont était le fait de la politique suivie par le cabinet de Turin. S. Em. M. le cardinal Antonelli s'est plaint de la conduite du roi Charles-Albert qui, dès le principe, a positivement refusé de s'associer aux mesures ayant pour but la restauration du Pape, et qui, depuis, s'est offert comme médiateur entre le Pape et un Gouvernement avec lequel le Pape ne pouvait traiter. Aujourd'hui le cabinet de Turin est en alliance intime, à Rome même, avec les hommes les plus opposés au rétablissement du pouvoir temporel du Pape.

M. Martinez de la Rosa, au nom de l'Espagne, s'est plaint de ce que toutes les propositions de son Gouvernement aient rencontré, de la part du Piémont, l'opposition la plus vive. Le Piémont a protesté contre les intentions essentiellement, uniquement catholiques de l'Espagne, et a protesté une seconde fois, à propos de l'arrivée de quelques bâtiments mis par l'Espagne à la disposition du Saint-Père.

M. le comte de Ludolf s'est plaint du refus absolu du cabinet de Turin de répondre aux questions réitérées du cabinet de Naples, au sujet de l'offre de la couronne de Sicile au Duc de Gênes ; il s'est plaint aussi de l'envoi à Naples d'un représentant qui ne pouvait qu'y être mal vu, et de l'empressement qu'on a mis à faire une question d'État de ce qui n'était qu'une simple question de personnes.

M. le comte d'Esterhazy a rappelé que la guerre était flagrante en ce moment entre l'Autriche et le Piémont.

L'intervention Sardo-Napolitaine a donc rencontré la plus vive opposition, malgré l'instance des plénipotentiaires Français;

3° On a passé à une troisième hypothèse :

Une intervention purement Napolitaine, soutenue par le concours moral, et au besoin par des démonstrations des autres puissances. Les plénipotentiaires Français ont insisté sur les avantages de cette combinaison au point de vue Italien. M. le comte Ludolf a répondu que la guerre venant d'éclater en Sicile, et que cette guerre eût-elle tout le succès qu'il en attendait, il serait de toute impossibilité, pour le cabinet de Naples, de se charger à lui seul de la restauration du Saint-Père; que l'on ne saurait mettre en doute les intentions du Roi; mais que dans le moment actuel, et même en mettant les choses au mieux, l'entreprise était au-dessus de ses forces;

4° Les combinaisons purement Italiennes rencontrant de grandes difficultés, on a discuté une quatrième hypothèse : l'intervention combinée de l'Espagne et de Naples.

M. Martínez de la Rosa a dit que le cabinet de Madrid était prêt à envoyer au secours du Saint-Père, d'accord avec les autres puissances, un corps de troupes.

Les plénipotentiaires Français ont objecté, à l'intervention Espagnole, les inconvénients qui s'attachent à toute intervention étrangère. Il a été dit, d'une part, que cette intervention serait purement religieuse, catholique; d'autre part, qu'aux yeux des peuples des États romains, cette intervention resterait nécessairement étrangère, et qu'elle pourrait avoir pour l'avenir les inconvénients graves des interventions de 1814 et 1815 en France, de 1822 en Espagne; que ces inconvénients étaient d'un grand poids aux yeux de la France;

5° Ici s'est élevé une question incidente, qu'il importait grandement de résoudre : quel serait le nombre de troupes nécessaires pour agir dans les États romains, avec certitude de succès? M. le cardinal Antonelli est entré, à ce sujet, dans quelques développements et a conclu qu'une armée de 25 à 30 mille hommes lui paraissait nécessaire.

Interpellé sur le nombre d'hommes qui pourraient être transportés d'Espagne en Italie, M. Martinez de la Rosa en a porté le chiffre à 7 ou 8 mille.

M. le comte Ludolf a répondu que dans le moment actuel, en face de la guerre de Sicile et des difficultés intérieures, il ne pouvait rien promettre; mais que, se plaçant dans l'hypothèse la plus favorable, le Gouvernement des Deux-Siciles ne pourrait également fournir plus de 7 à 8 mille hommes.

Le contingent des deux puissances atteindrait donc à peine, dans

l'hypothèse la plus favorable, la moitié du chiffre jugé nécessaire ;

6° Le point important une fois établi, il devenait indispensable d'examiner la part matérielle que l'Autriche et la France pourraient prendre à la restauration du Saint-Père.

Le plénipotentiaire Autrichien a, dès l'abord, déclaré que, dans le moment actuel et en présence des événements qui pouvaient avoir lieu en Lombardie et même en Toscane, il ne lui était pas permis de désigner la force du contingent dont le Gouvernement impérial pourrait disposer ; mais il a déclaré que le cabinet de Vienne était prêt à agir matériellement, d'accord avec les autres puissances, dans la mesure des forces que les événements lui permettraient d'employer.

Les plénipotentiaires Français ont déclaré qu'ils avaient pour instruction d'éviter qu'on en vint à l'intervention matérielle des deux grandes puissances, soit isolément, soit simultanément. Leur action matérielle devenait une question de politique européenne et donnait à la question une gravité toute autre.

Les plénipotentiaires, chargés de combattre cette combinaison et d'en faire prévaloir une autre, étaient dans la nécessité de recourir à leur Gouvernement, qui s'entendrait sans doute avec le cabinet de Vienne. M. le comte d'Esterhazy a dit qu'il avait quelque raison de croire que cette entente pourrait avoir lieu et a fait remarquer, ainsi que les autres plénipotentiaires, que la France s'étant montrée prête à soutenir de son appui moral, et au besoin de son concours, toute autre combinaison, comme à la rigueur la combinaison Hispano-Napolitaine, le cas se présentait, à leur avis, de l'insuffisance de cette combinaison et de la convenance pour la France d'y joindre son concours matériel ;

7° On a supposé que la France tombât d'accord sur ce point avec les autres puissances, et M. le cardinal Antonelli a proposé de délibérer sur la question de savoir quel rôle pourrait être assigné à chacune des parties intervenantes. Son Eminence a dit qu'il lui semblerait à propos de tenir compte des circonscriptions territoriales actuellement en vigueur et des indications géographiques. Les Etats romains pourraient être divisés en quatre parts : versant Oriental ou Adriatique, comprenant, au nord, les légations qu'occuperaient les troupes Autrichiennes, au midi, les Marches, qu'occuperaient les Napolitains. Versant Occidental ou Méditerranéen, plus accessible à la France et à l'Espagne, divisible en deux parts, celle du nord réservée à la France à peu près jusqu'au Tibre ; celle du midi, y compris Rome, réservée à l'Espagne.

Chacun a pris ces indications *ad referendum*, puisque la base même

de la combinaison était encore une question. M. le comte de Ludolf s'est demandé si Naples suffirait à l'occupation des Marches. Il a été question du point de Rome le plus important de tous. Convierait-il de réserver pour Rome la très-difficile combinaison d'une occupation simultanée des quatre puissances ? C'était une question à examiner plus tard.

8° Il a été convenu, en terminant, que Son Eminence réunirait les plénipotentiaires aussitôt qu'Elle le jugerait nécessaire ; que les plénipotentiaires, de leur côté, prévendraient Son Eminence des communications qu'ils seraient dans le cas de faire à la conférence, afin qu'elle fût réunie.

(Suivent les signatures.)

N° 2. — Séance du 14 avril 1849.

Sur l'invitation de S. Em. M. le cardinal Antonelli, les plénipotentiaires d'Autriche, des Deux-Siciles, d'Espagne et de France, se sont réunis en conférence dans le cabinet de Son Eminence à 1 heure après midi.

Mgr le cardinal Antonelli a appelé l'attention de la conférence sur la situation de jour en jour plus critique des États de l'Église et sur l'urgence d'y mettre un terme.

M. d'Harcourt a dit que si, comme il l'avait conseillé dès les premiers moments, le Pape s'en était remis à la France, Sa Sainteté serait depuis longtemps à Rome ; qu'il avait signalé à cette époque les lenteurs qui pouvaient résulter des combinaisons diplomatiques et que malheureusement les événements justifiaient cette prévision ; qu'il était impossible aujourd'hui de ne pas reconnaître les immenses inconvénients pour la papauté, dans le présent et dans l'avenir, d'une intervention Autrichienne en Italie ; qu'il fallait charger la France du soin de restaurer le Pape. Elle s'y prêterait certainement et sans aucun délai. L'Autriche éviterait de grands embarras, elle pourrait en tous cas demander des garanties pour la sécurité de ses possessions italiennes.

M. le comte d'Esterhazy s'est dit sans instructions sur ce point. Il a insisté sur les excitations qu'une occupation purement française en Italie pourrait produire dans les provinces lombardes, et a signalé, en général, les dangers de toute action isolée : une intervention française en Italie doit avoir en général, aux yeux de l'Autriche, les mêmes inconvénients qu'une intervention autrichienne aux yeux de la France ; il faut ajouter que la France n'a pas en Italie, comme l'Autriche, des intérêts territoriaux à défendre.

M. Martinez de la Rosa a soutenu le principe de l'intervention des puissances catholiques pour rendre au Pape son indépendance. Il n'y avait pas d'autre remède à employer. On a parlé de réactions qui n'auront pas lieu. Quant aux transactions, elles sont impossibles. Ce serait compromettre la dignité du Pape. Mieux vaudrait un long exil. La proposition de M. d'Harcourt indique-t-elle un changement dans les dispositions du Gouvernement français?

M. d'Harcourt répond que c'est une idée qui lui est personnelle; qu'il la met en avant comme plus pratique et parce qu'elle peut amener une solution prompte et durable.

Le comte d'Esterhazy a dit qu'il ne pouvait exprimer qu'une opinion tout à fait personnelle; que les inconvénients d'une intervention isolée lui paraissaient si grands, qu'il ne serait pas surpris que l'Autriche, quand bien même elle y serait invitée par le Saint-Siège, se refusât à agir isolément. Ce qu'il y aurait de mieux serait, sans aucun doute, l'intervention combinée des quatre Puissances.

M. Martinez de la Rosa ayant insisté pour savoir si la proposition de M. d'Harcourt émanait de son Gouvernement, M. de Rayneval a fait observer que le Gouvernement français n'avait pas encore pu s'expliquer sur les conclusions de la dernière séance; que l'idée mise en avant par M. d'Harcourt répondait au vœu exprimé par le cardinal d'arriver promptement à une solution; que sans aucun doute un appel fait à la France entraînerait l'opinion publique et serait immédiatement suivi d'effet : ce mode d'action aurait également pour résultat de rendre l'avenir plus facile en ce qu'il ménagerait davantage les susceptibilités des populations.

M. le comte de Ludolf combat à son tour l'idée d'une action isolée comme contraire au caractère général, universel de la papauté. La tâche ne fût-elle pas au-dessus de ses forces, Naples refuserait de s'en charger.

M. le cardinal Antonelli a parlé dans le même sens.

Les plénipotentiaires français ayant fait mention en général de garanties d'avenir, les autres plénipotentiaires ont dit que, si l'on entendait par là un ensemble de mesures politiques intérieures, ils en laisseraient entièrement l'initiative au Saint-Père et s'en rapporteraient uniquement à lui. M. le cardinal Antonelli a fait observer qu'en tout cas il serait impossible de rien préciser dès aujourd'hui sur ce point; qu'une fois le moment venu et si les quatre puissances jugeaient à propos de s'occuper de cet ordre de questions, les autres puissances catholiques, également intéressées à la liberté et à l'indépendance du chef de l'Eglise, devraient être également consultées.

On convient d'attendre, pour se réunir, l'arrivée des instructions du

cabinet français sur la question de la coopération matérielle de la France et de l'Autriche.

(Suivent les signatures.)

N° 3. — Séance du 15 avril 1849.

Sur l'invitation de S. Ém. M. le cardinal Antonelli, pro-secrétaire de Sa Sainteté, la conférence s'est réunie aujourd'hui 15 avril 1849, à 4 heures, au palais de Gaëte.

Son Éminence a exposé à la conférence la communication qui lui a été faite de la part de S. M. le roi de Naples, annonçant des mouvements assez sérieux qui ont eu lieu en faveur de Sa Sainteté dans la province d'Ascoli, et de la demande faite aux autorités militaires napolitaines de la frontière, par les populations limitrophes, de venir à leur secours.

Sa Sainteté a témoigné le désir que cette demande fût accordée par S. M. Sicilienne. Celle-ci, se montrant empressée d'aller au-devant des vœux de Sa Sainteté, a voulu néanmoins, avant d'adopter aucune résolution définitive, prendre l'avis des plénipotentiaires admis à la conférence, pour rester fidèle aux sentiments montrés par les puissances, de marcher toujours d'accord dans une question d'une si haute importance.

Les membres de la conférence, appréciant la délicatesse de ce procédé, ont été unanimes pour reconnaître qu'un appui, prêté dans cette occasion par le roi de Naples, pouvait être très-utile à la cause du Saint-Père, et qu'il ne préjudicierait en rien au principe adopté par suite de la note circulaire du 18 février, ni au but commun que la conférence cherche à atteindre.

En conséquence, MM. les plénipotentiaires ont donné leur adhésion pleine et entière à ce que S. M. le roi de Naples agisse dans cette circonstance avec les forces militaires dont il croira pouvoir disposer, de la manière et dans la mesure que sa prudence jugera les plus convenables.

(Suivent les signatures.)

N° 4. — Séance du 27 avril 1849.

Les plénipotentiaires des quatre puissances et M. le cardinal Antonelli se sont réunis, le 27 avril, à dix heures du matin.

M. de Rayneval a fait part à la conférence de trois ordres de faits déjà portés par lui à la connaissance individuelle de chacun des membres de la réunion, à savoir : 1° la détermination prise, par le

Gouvernement français, de coopérer matériellement, suivant le vœu du Saint-Père et de la conférence, au règlement des affaires de Rome; 2° l'autorisation donnée par l'Assemblée nationale le 17 avril; 3° le départ d'une expédition sous les ordres du général Oudinot; le débarquement des troupes françaises, au nombre de 8,000 hommes, à Civita-Vecchia, le 25 avril, et leur marche prochaine sur la ville de Rome. M. le général Oudinot, dès son arrivée dans les États de l'Église, avait écrit au Saint-Père et avait envoyé à Gaëte un aide-de-camp pour informer Sa Sainteté des dispositions prises par la France.

Pour mettre la conférence complètement au fait de la manière de voir et des intentions du Gouvernement français, M. de Rayneval a donné lecture, à titre confidentiel, de différents passages des instructions adressées de Paris aux plénipotentiaires français, sous la date des 15 et 18 avril.

A la date du 15, le Gouvernement de la République, plein de confiance dans les intentions qu'on doit attendre des sentiments généreux du Saint-Père au sujet du maintien des institutions libérales dans les États romains (intentions qu'il serait à propos de manifester hautement), annonçait, en réponse au compte-rendu de la première séance de la conférence de Gaëte, qu'ayant reconnu, d'un côté, l'impossibilité d'une réaction spontanée dans les États romains, d'un autre, le peu de concours prêté aux combinaisons qui avaient pour but de confier l'intervention à des armes purement italiennes, se voyant enfin accusé de retarder une solution impatiemment attendue, le Gouvernement français avait mis la dernière main aux préparatifs matériels, et, à la vue de l'état misérable où le Gouvernement établi à Rome réduisait le pays, à la vue de l'impatience qu'on éprouvait de s'en voir libéré, le Gouvernement français cessait de se refuser à ce qu'on lui demandait depuis si longtemps et s'apprêtait à demander à l'Assemblée nationale l'autorisation d'intervenir dans les États de l'Église.

Les plénipotentiaires français étaient chargés de donner connaissance de cette détermination à S. Ém. M. le cardinal Antonelli et à la conférence.

Sous la date du 18 avril, le Gouvernement français annonçait que l'Assemblée nationale avait, par son vote de la veille, accordé les crédits nécessaires; qu'un corps de troupes commandé par M. le général Oudinot était dirigé sur Civita-Vecchia; que la pensée du Gouvernement de la République n'était ni d'imposer aux populations romaines un régime que leur volonté libre aurait repoussé, ni de contraindre Sa Sainteté à adopter, lorsqu'elle serait appelée à l'exercice de la puissance temporelle, tel ou tel système de gouvernement. Le Gou-

vernement français ne doutait pas que le peuple romain, pourvu qu'on le rassurât contre les dangers d'une réaction, se replaçât avec empressement sous l'autorité du Souverain-Pontife, et que Pie IX, en rentrant dans ses États, n'y rapportât la politique généreuse, éclairée, libérale dont il s'est montré naguère animé. Faciliter ce rapprochement, tel est le but qu'on se propose. Sans doute Sa Sainteté jugerait à propos de publier, sans plus tarder, un manifeste qui, en garantissant aux populations des institutions libérales et conformes à leurs vœux, comme aux nécessités du temps, ferait tomber toute résistance. Il serait facile de faire comprendre aux membres de la conférence de Gaëte que, si la France n'avait pas cru devoir attendre, pour agir, le résultat de cette conférence, c'est que la marche rapide des événements ne le permettait pas. Le but que se propose la France est que le Saint-Père, en rentrant à Rome, s'y trouve placé dans une situation qui, tout à la fois satisfaisante pour lui et pour son peuple, garantisse l'Italie et l'Europe contre de nouvelles perturbations, et ne porte atteinte ni à l'équilibre politique, ni à l'indépendance des États italiens. Les moyens employés sont les plus propres à atteindre ce but et doivent obtenir l'approbation de tous les amis de l'ordre et de la paix.

Les plénipotentiaires français ont ajouté quelques observations sur la nécessité, dans d'aussi graves affaires, de marcher vite au but, et sur l'impossibilité absolue de combiner à son gré, du fond d'un cabinet, la marche et l'action de quatre gouvernements et de quatre armées. Le Saint-Père et Son Éminence avaient souvent insisté pour que les États de l'Église fussent soustraits, le plus tôt possible, à l'anarchie qui les dévorait. Le parti pris par la France assurait ce résultat et précipitait une solution appelée par tant de vœux.

M. le cardinal Antonelli a fait remarquer que le Saint-Père avait appelé quatre puissances à son aide; une seule venait d'agir : cela ne pouvait empêcher les trois autres d'agir à leur tour.

Les plénipotentiaires français ont dit que leurs instructions ne contenaient rien qui fût en opposition avec ce principe.

M. Martinez de la Rosa ne se rend pas bien compte des motifs qui ont porté le Gouvernement français à passer outre sans attendre le résultat de la conférence. Il n'était pas difficile de combiner une action commune, laquelle eût mieux assuré le principe religieux et catholique qui seul peut justifier l'intervention. Que les autres Gouvernements soient libres d'agir comme l'a fait la France, c'est un point qui est hors de discussion. Ils ont les mêmes droits que la France et sont juges comme elle de l'opportunité et de la nature de leur action. M. Martinez est sans instructions sur ce point, mais il est convaincu

que le Gouvernement français aura informé de ses résolutions le représentant de S. M. Catholique. Le Gouvernement espagnol jugera sans doute à propos de prendre part à l'intervention.

M. le comte d'Esterhazy se trouve dans la même situation et adhère complètement à la manière de voir de M. Martinez en ce qui concerne le droit des autres puissances et l'avertissement donné au représentant de sa cour à Paris. Il n'a pas d'instructions et ne sait rien des intentions de son Gouvernement, mais il est d'avis que si d'autres interviennent ils doivent le faire avec toute la prudence qu'exigent les circonstances et de manière à éviter les plus grandes complications.

M. le comte Ludolf soutient les mêmes principes.

Les plénipotentiaires français ont donné quelques explications sur la nécessité où s'était trouvé le Gouvernement français de hâter son action dans l'intérêt même du succès. Il fallait profiter du premier effet produit, et vider la question dès le début. Si d'autres puissances envoyaient des troupes, il serait bon que la conférence et M. le commandant des troupes françaises en fussent prévenus, afin de préparer le terrain, de manière à éviter les dangers qui pourraient naître de la rencontre de forces étrangères, dangers qu'il était dans la pensée de tous de rendre impossibles.

Les autres plénipotentiaires sont convenus de la nécessité d'en agir ainsi.

Les plénipotentiaires français ont appelé de nouveau l'attention de la conférence sur l'opportunité d'une proclamation émanant du Saint-Père, rédigée de manière à expliquer aux populations la présence des troupes étrangères et à leur faire connaître les intentions de Sa Sainteté.

Une discussion fort vive et fort approfondie s'est engagée sur ce point.

Une proclamation du Pape est-elle nécessaire? N'est-ce pas, pour le moment, au général français de parler? Le Saint-Père parlera quand il sera de retour à Rome et lorsqu'il aura pu se rendre compte des véritables besoins de ses peuples. Cette opinion, soutenue par M. de Ludolf, a été combattue par les plénipotentiaires français, qui ont insisté sur l'urgente nécessité où se trouvait le Saint-Père de faciliter l'action des forces étrangères en faisant connaître ses généreuses intentions et son complet accord de vues avec la puissance, ou, s'il y en avait plus d'une, avec les puissances intervenantes.

La convenance d'une proclamation a été reconnue. M. le cardinal a dit qu'il soumettrait un projet au Saint-Père.

Deux points principaux devaient être traités dans la proclamation :

l'intervention matérielle étrangère réclamée par le Saint-Père; ses vues quant au futur gouvernement de ses États.

Sur le premier point, M. le cardinal Antonelli a émis l'opinion que le Saint-Père devait parler de la demande de secours adressée aux quatre puissances, sans parler spécialement de la France, qui serait considérée comme ayant répondu la première à l'appel de Sa Sainteté. Il fallait laisser la porte ouverte aux trois autres puissances.

Cette opinion n'a pas été contestée.

Sur le second point, à savoir les intentions du Saint-Père quant au futur gouvernement de ses États, les avis ont été très-partagés.

Après être restés quelque temps dans les généralités, les plénipotentiaires français ont cru devoir poser la question d'une manière très-nette, en faisant ressortir la nécessité, pour calmer et ramener les esprits, pour assurer l'avenir, d'une déclaration du Saint-Père en faveur du maintien des institutions libérales dont il avait doté ses États.

M. le cardinal Antonelli, et avec lui MM. les plénipotentiaires d'Autriche, d'Espagne et de Naples, ont dit qu'ils ignoraient quelle pouvait être l'intention du Saint-Père, mais qu'il leur paraissait que le Saint-Père ne devait prendre aucune espèce d'engagement; qu'il devait réserver sa liberté toute entière; qu'un engagement l'exposerait à mécontenter la grande majorité des populations qui, au dire de Son Eminence elle-même, pouvaient être hostiles ou indifférentes au régime constitutionnel; qu'un engagement aurait, au point de vue religieux et catholique, les plus grands inconvénients; que le Pape était responsable de son indépendance vis-à-vis du monde catholique tout entier; qu'il y avait des nations catholiques qu'un régime de trop grande liberté pourrait offusquer: qu'il pouvait en naître des schismes; que l'expérience n'avait pas été heureuse; qu'elle avait abouti à l'exil de Gaëte; que rentrer exactement dans la même voie et de la même manière, ce pourrait être marcher au même but; que le Pape ne pourrait prendre un parti à cet égard qu'après s'être mis en demeure de juger par lui-même de l'état des esprits, des vœux véritables, sincères des populations, des moyens d'éviter les abus et les dangers où l'on avait été entraîné; que la question de savoir si le Pape pouvait être, sans dangers, souverain constitutionnel, n'était pas décidée, que c'était un des problèmes politiques les plus difficiles à résoudre, à cause de la nature toute exceptionnelle du pouvoir pontifical, participant à la fois du temporel et du spirituel; que le Sacré Collège était trop intéressé à la question pour qu'il ne fût pas dans le cas de présenter ses observations; que, puisque les plénipotentiaires français insistaient sur ce point, les autres plénipotentiaires

déclaraient unanimement qu'ils avaient pour instruction de laisser cet ordre de questions complètement de côté, de n'influer en rien sur les déterminations du Pape, ni dans un sens ni dans l'autre, de respecter sa liberté et de ne donner des indications que si le Saint-Père jugeait à propos de leur demander conseil.

Les plénipotentiaires français ont protesté qu'ils n'attaquaient en rien à l'entière liberté du Pontife ; qu'il s'agissait non-seulement de rétablir, mais d'assurer son pouvoir temporel ; qu'il s'agissait non pas de décréter une constitution, mais d'insérer dans la proclamation quelques assurances de la part du Pape, de ne pas sortir de la voie où il était entré ; qu'il avait réconcilié l'idée religieuse avec l'idée libérale, et que, par là, il avait rendu à la cause du catholicisme un service signalé ; qu'il ne lui fallait pas renier son passé ; que ce serait le renier que de n'en rien dire ; que retirer aux États romains le régime constitutionnel serait les condamner à de perpétuelles révolutions et condamner l'Europe à une perpétuelle ingérence dans les affaires de Rome ; que si une portion des populations prisait peu les libertés constitutionnelles, la moyenne classe, la plus éclairée, la plus influente, était dévouée à la cause libérale ; que la question de savoir si le régime constitutionnel était ou non applicable à la papauté, avait été jugée et résolue par Pie IX lui-même ; que si l'essai n'avait pas réussi, la faute en était non aux institutions, mais aux circonstances extraordinaires de l'année 1848, et notamment à la question de guerre contre l'Autriche, question actuellement mise de côté ; que la faute en était à l'absence complète de résistance dans une juste mesure de la part du Gouvernement, dénué de toute force matérielle ; qu'un nouvel essai, entouré des précautions convenables, réussirait. Que toutes les nations catholiques étaient gouvernées par des institutions libres, sauf quelques provinces de la Russie ; qu'il convenait d'imiter l'exemple de la majorité plutôt que prendre modèle de la seule exception que l'on pût citer ; qu'il fallait reconnaître la force irrésistible des faits et des institutions ; que prétendre donner à la France la tâche de protéger un Gouvernement qui priverait la nation de ses libertés, c'était vouloir l'impossible et entrer dans une voie dont il était superflu de signaler les inconvénients, peut-être même les dangers.

Ces différentes questions ont été longtemps débattues ; l'opinion des plénipotentiaires français n'a pas été adoptée par les autres membres de la conférence, qui ont persisté à penser que le Saint-Père ne devait pas s'engager à l'avenir.

(Suivent les signatures.)

N° 5. — Séance du 28 avril 1849.

La conférence s'est réunie le 28 avril, à midi. Tous les membres étaient présents, ainsi que S. Ém. M. le cardinal Antonelli.

Son Éminence a annoncé à la conférence que S. M. Sicilienne, conformément au vœu exprimé par le Saint-Père, se disposait à faire entrer ses troupes dans les États de l'Église, afin de concourir au rétablissement du pouvoir temporel de Sa Sainteté.

Quelques explications ont été demandées par M. de Rayneval sur le nombre de troupes qu'emploierait Sa Majesté, sur leur direction. Il a insisté pour qu'il fût bien entendu que le commandant des forces Napolitaines se mettrait, sans retard, en relations directes avec M. le général Oudinot, afin d'éviter toute complication.

M. le comte de Ludolf a donné l'assurance formelle qu'il en serait ainsi, Sa Majesté dirigerait sur Terraccina et Velletri un corps de 5 à 6,000 hommes. Un autre corps, moins nombreux, pourrait être appelé à passer la frontière du côté de Frosinone.

M. Martinez de la Rosa a dit qu'il avait mis de nouveau à la disposition de S. S. les bâtiments espagnols ancrés dans les eaux de Gaëte, pour coopérer au but commun.

M. le comte d'Esterhazy a pleinement reconnu le droit de S. M. Sicilienne et de la cour d'Espagne.

Cet incident vidé, M. de Rayneval a remis sur le tapis la proclamation dont il avait été question la veille ; et a demandé à S. Ém. quelles étaient, à ce sujet, les intentions de Sa Sainteté.

Son Éminence a répondu que, dans sa pensée, le but principal de la discussion de la veille avait été de faire concorder les termes du manifeste de Sa Sainteté avec ceux de la proclamation qui devait émaner du général Oudinot. Cette dernière proclamation ayant été déjà publiée, la combinaison projetée ne pouvait plus avoir lieu. Il devenait dès lors inutile de traiter davantage ce sujet. Le Saint-Père ferait une proclamation dès que Sa Sainteté serait informée du rétablissement de son autorité sur les points que les forces étrangères seraient appelées à occuper.

(Suivent les signatures.)

Note des plénipotentiaires Français, du 3 mai 1849, sur l'envoi d'un corps expéditionnaire à Rome.

Les soussignés, plénipotentiaires de la République française à la conférence de Gaëte, ont l'honneur d'informer S. Ém. M. le cardinal

Antonelli, pro-secrétaire d'État de Sa Sainteté, en même temps que les membres de la conférence, de la détermination prise par le Gouvernement de la République, d'envoyer un corps de troupes dans les États pontificaux.

Le but de cette expédition, les intentions du Gouvernement français, ont été clairement rapportés dans le compte-rendu de la quatrième conférence; mais il convenait d'en donner à Son Éminence une communication plus directe, plus officielle encore.

Le Gouvernement de la République, plein de confiance dans les intentions généreuses qu'on doit attendre du Saint-Père au sujet du maintien des institutions libérales dans ses États, institutions qu'il lui paraîtrait à propos de manifester hautement, ayant reconnu d'un côté l'impossibilité d'une réaction spontanée en faveur du rétablissement de l'autorité temporelle de Sa Sainteté, d'un autre, le peu de concours prêté aux combinaisons qui avaient pour but de confier l'intervention à des armées purement italiennes, et l'ayant enfin accusé de retarder une solution impatiemment attendue par le monde catholique, à la vue de l'état misérable où le Gouvernement établi à Rome réduisait le pays, à la vue de l'impatience qu'éprouvaient les populations de s'en voir délivré, le Gouvernement de la République a cessé de se refuser à ce que le Gouvernement de Sa Sainteté lui demandait depuis longtemps.

L'Assemblée nationale ayant accordé les subsides nécessaires, un corps de troupes, commandé par M. le général Oudinot, a été débarqué, le 24 de ce mois, à Civita-Vecchia.

La pensée du Gouvernement de la République n'est ni d'imposer aux populations romaines un régime que leur volonté libre aurait repoussé, ni de contraindre Sa Sainteté à adopter, lorsqu'elle serait rappelée à l'exercice de la puissance temporelle, tel ou tel système de gouvernement. Le Gouvernement de la République ne doute pas que le peuple Romain, pourvu qu'on le rassure contre les dangers d'une réaction, ne se replace avec empressement sous l'autorité du Souverain-Pontife, et que Pie IX, en rentrant dans ses États, n'y apporte la politique généreuse, éclairée, libérale dont il s'est naguère montré animé. Faciliter ce rapprochement, faire en sorte que le Saint-Père, en rentrant à Rome, s'y trouve placé dans une situation qui, tout à la fois satisfaisante pour lui et pour son peuple, garantisse l'Italie et l'Europe contre de nouvelles perturbations et ne porte atteinte, ni à l'équilibre politique, ni à l'indépendance des États italiens, tel est le résultat auquel tendent les efforts de la France.

La marche rapide des événements n'a pas permis au Gouvernement de la République d'attendre le résultat des délibérations de la

conférence ; il est convaincu que les moyens qu'il emploie sont les plus propres à arriver au but qu'ils doivent obtenir, l'approbation de tous les amis de l'ordre et de la paix.

Le Gouvernement de la République comptait beaucoup, pour faciliter la tâche ardue qu'il vient d'entreprendre, sur le concours du gouvernement pontifical. Il espérait que Sa Sainteté jugerait à propos de publier, sans plus tarder, un manifeste qui, en garantissant aux populations des institutions libérales et conformes à leurs vœux comme aux nécessités des temps, ferait tomber toute résistance. Quels qu'aient été les efforts et l'insistance des soussignés, ils n'ont pu obtenir que le Gouvernement de Sa Sainteté entrât dans cette voie.

Profondément convaincus des dangers sans nombre que la résistance du Gouvernement pontifical et les intentions bien contraires au vœu de la France, que cette résistance semblerait dénoter, préparent à la papauté des obstacles de toute nature, des complications que cette attitude ne peut manquer d'apporter à l'accomplissement de la tâche à laquelle la France a été appelée à concourir ;

Profondément convaincus de l'impossibilité absolue où se trouverait le Gouvernement de la République de prêter les mains à l'établissement d'un ordre de choses essentiellement différent de celui qu'a inauguré l'illustre Pie IX ;

Profondément convaincus que le refus qui leur est imposé encouragera, dans les populations, une résistance que quelques paroles suffiraient à faire tomber, les soussignés croient remplir un impérieux devoir en faisant ici un nouvel effort.

Si le Gouvernement de Sa Sainteté persistait malheureusement dans son refus, et si les dangers qu'il est du vœu de la France de détourner de Rome et de la papauté, venaient à éclater, les soussignés pourront du moins se rendre le témoignage d'avoir fait complètement connaître au Gouvernement de Sa Sainteté leurs vœux, leurs prévisions, leurs craintes, et de n'avoir rien épargné pour détourner de la plus sainte des institutions, les ébranlements et les malheurs dont ils la croiraient menacés le jour (qu'ils espèrent encore ne pas voir arriver) où il serait prouvé aux populations romaines que le Gouvernement pontifical regarde les formes représentatives comme incompatibles avec l'exercice du pouvoir spirituel inhérent à la papauté.

Les soussignés saisissent avec empressement cette occasion, etc., etc.

Signé : HARCOURT.

Signé : RAYNEVAL.

Réponse du cardinal Antonelli, datée de Gaëte, le 14 mai 1849.

Le soussigné, Cardinal, pro-secrétaire d'État de Sa Sainteté et plénipotentiaire aux conférences de Gaëte, a reçu la note qui lui a été adressée le 3 de ce mois, par LL. EE. MM. d'Harcourt et de Rayneval, plénipotentiaires auxdites conférences, et par laquelle ils ont cru à propos de lui donner particulièrement communication de ce qu'ils avaient déjà fait connaître à la conférence quant au but de l'expédition militaire dans l'État pontifical et aux intentions du Gouvernement de la République sur ce point. Cette note ne contenant, en substance, que la répétition des observations que MM. les plénipotentiaires ont déjà longuement présentées à la conférence, le 27 avril, observations auxquelles ont répliqué les autres plénipotentiaires membres de la conférence, en même temps que le soussigné, ce dernier ne pourrait que s'en référer à ce qui a été dit à ce sujet dans la conférence et au compte-rendu qui en a été si exactement fait.

Le soussigné ajoute seulement que, pour ce qui concerne les dispositions du cœur clément du Saint-Père envers les populations dont la divine Providence lui a confié le gouvernement, les précédents de Sa Sainteté, si bien connus et appréciés du monde entier, ne peuvent laisser aucun doute à MM. les plénipotentiaires français, qu'aussitôt rétabli dans le libre exercice de son pouvoir temporel, S. S. ne mette tout son zèle, son affection, sa générosité, sa clémence, à assurer la véritable et durable félicité de son peuple bien-aimé, conformément à ce qu'exigeront les besoins de l'État et les circonstances, MM. les plénipotentiaires peuvent être également bien certains que le représentant de tout principe d'ordre, de justice, de paix, comme l'est le chef auguste de l'Église catholique, n'aura pas moins sérieusement pour but de ses déterminations de garantir l'Italie et l'Europe de nouvelles perturbations et de ne porter aucun préjudice ni à l'équilibre politique, ni à l'indépendance des États italiens, résultat auquel tendent, ainsi que l'annonce la note en question, les efforts de la France.

Au reste, le Saint-Père a la confiance qu'il ne se trouvera jamais dans le cas de devoir faire des actes qui puissent compromettre d'une manière quelconque son autorité temporelle. Mais si Dieu, dans ses impénétrables et toujours adorables décrets, permettait que Sa Sainteté se trouvât en situation de voir compromises, dans des vues temporelles et sous quelque rapport que ce soit, l'autorité, l'indépendance et la liberté spirituelle desquelles, comme chef de l'Église, il est responsable envers les catholiques répandus sur la surface du globe, dans

cette situation, Sa Sainteté n'hésiterait pas un moment à prendre le parti que sa conscience et ses devoirs lui imposeraient.

Le soussigné saisit cette occasion, etc.

Signé : Cardinal ANTONELLI.

N° 6. — Séance du 20 mai 1849.

Le 20 mai à midi, les plénipotentiaires de la conférence de Gaëte se sont réunis près de S. Em. M. le cardinal Antonelli.

Son Éminence a ouvert la séance en faisant remarquer que l'entrée de plusieurs corps d'armée dans les États de l'Église lui avait paru exiger la réunion de la conférence, afin de parer aux difficultés qui pouvaient naître de cette situation.

Son Éminence était en demeure d'annoncer que les provinces d'Ascoli et de Fermo s'étaient prononcées en faveur du Saint-Père et demandaient l'appui des forces étrangères.

M. de Rayneval a fait l'historique des mouvements du corps d'armée français. Ayant de fortes raisons de croire qu'il serait amicalement reçu dans Rome, le général Oudinot avait fait, le 30 avril, une forte reconnaissance jusque sous les murs de Rome. Reçu à coups de canon, il avait concentré ses forces et s'était avancé à la tête d'un corps plus considérable. Sur ces entrefaites, M. de Lesseps avait été envoyé de Paris près le général Oudinot comme plus spécialement chargé, en sa qualité d'agent diplomatique, de suivre les négociations et d'entretenir les relations, tant avec Paris qu'avec les plénipotentiaires de Gaëte. A la date des dernières nouvelles, M. de Lesseps espérait obtenir que les portes de Rome fussent ouvertes aux troupes françaises sans qu'il fût besoin de faire couler le sang ou de recourir à des moyens destructeurs. Le général Oudinot conservait ses positions militaires et venait de jeter un pont sur le Tibre.

Quelques observations ayant été présentées sur la nature des négociations qui pouvaient être entamées, M. d'Harcourt a dit qu'elles étaient purement militaires.

M. de Rayneval a terminé par la lecture des instructions données à M. de Lesseps.

M. le comte de Ludolf a annoncé que S. M. Sicilienne avait abandonné ses positions d'Albano et ramenait son armée dans ses États. Le motif de cette détermination était l'absence d'entente avec le général français. Dans les premiers moments, on avait tout lieu de regarder cette entente comme assurée ; mais en dernier lieu, le général, dont les procédés ont d'ailleurs toujours été parfaits, aurait

déclaré devoir agir seul et ne pouvoir combiner son action sur Rome avec l'armée napolitaine. En attendant, M. de Lesseps paraissait chargé de négocier avec le Gouvernement romain. Les forces dont ce Gouvernement dispose devenaient donc libres de se porter toutes entières sur les Napolitains et même de menacer le royaume. Dans cette situation, ne rencontrant pas l'appui sur lequel il avait compté, le Roi avait considéré comme le premier de ses devoirs de protéger ses propres sujets et de défendre ses frontières. Les explications qui avaient eu lieu à l'Assemblée nationale française étaient d'ailleurs de nature à encourager cette détermination. Chaque jour montrait davantage la grande différence qui existait entre l'attitude des Français et des Napolitains. Le Roi relevait partout le drapeau du Saint-Père, remettait l'administration aux mains des autorités pontificales. Les Français conservaient encore le drapeau de la République romaine.

Les plénipotentiaires Français ont répondu que la différence d'attitude était évidente et qu'elle expliquait que le général Oudinot n'eût pas cru possible de combiner une opération militaire avec l'armée napolitaine ; de là à lui refuser tout appui en cas de nécessité, il y avait une distance immense.

La différence d'attitude, quant à la question politique, n'était pas un fait nouveau pour la conférence. Cette attitude permettait-elle que le drapeau de la France se croisât avec un drapeau qui, sans doute à tort, représentait des intentions différentes ?

Quant au drapeau de la République romaine, il avait été conservé à Civita-Vecchia, parce que la ville avait été occupée sans coup férir et à la suite d'une sorte de capitulation. Partout ailleurs, ce drapeau avait disparu. Si l'on n'avait pas relevé le drapeau pontifical, c'est que jusqu'ici les populations n'en avaient pas témoigné le désir.

M. le comte Esterhazy a pris la parole. Il a déclaré se trouver encore sans instructions spéciales, et ne rien savoir des impressions du Gouvernement autrichien sur ce qui s'était passé à Paris et à Rome. Dans l'opinion du cabinet de Vienne, c'était à la conférence qu'il appartenait de tout diriger. En attendant, les dernières déclarations faites à l'Assemblée nationale semblaient en opposition directe avec le fait même de la formation d'une conférence, avec l'objet spécial de ses délibérations. On en était à se demander si la conférence existait encore. La conférence traitait d'une intervention quadruple, et le ministère Français présentait au contraire l'intervention de la France comme destinée à empêcher l'intervention des trois autres puissances. Ce n'était qu'un premier indice. Le changement survenu

dans l'attitude du général Oudinot à l'égard du corps d'armée napolitain donnait à cet indice plus de force encore. Le bruit courait que l'armée française devait être portée à 40,000 hommes. Résultait-il de tous ces faits que la France voulut se charger à elle seule, et à l'exclusion de toute autre puissance, du règlement des affaires de Rome?

Les plénipotentiaires Français ont déclaré que le bruit d'une augmentation considérable du corps d'armée français n'avait à leurs yeux aucun fondement. L'armée du général Oudinot s'élevait à près de 20,000 hommes, rien n'indiquait qu'elle dût être portée à un chiffre beaucoup plus élevé. Quant aux déclarations du Gouvernement français à l'Assemblée nationale, elles ne changeaient rien à la situation. La conférence existait toujours; à défaut d'autres preuves, la présence de deux plénipotentiaires représentant la France devait suffire. Ils étaient, d'ailleurs, chargés par une récente dépêche de faire à la conférence une communication spéciale. La France concourait au but commun, mais d'une autre manière. Elle protégeait à la fois l'indépendance du Saint-Père et les libertés du peuple romain. Elle venait encourager les populations à se prononcer. Elle ne s'opposait à l'intervention de l'Autriche, de Naples ou de l'Espagne. Son attitude n'avait rien d'hostile contre ces trois puissances. Son seul but était de prendre sa part au règlement des affaires de Rome. Mais, à tort ou à raison, le drapeau Autrichien et le drapeau Napolitain ne passaient pas pour favorables au maintien des libertés italiennes.

M. le comte d'Esterhazy a répété une fois de plus qu'il lui était prescrit de laisser complètement de côté la question politique. Il n'avait qu'un seul but à atteindre : le rétablissement de l'autorité temporelle du Pape. Quant au régime intérieur, il n'avait pas à peser dans un sens plutôt que dans un autre : c'était à Sa Sainteté à y pourvoir, selon ce qu'elle jugerait à propos.

Les plénipotentiaires d'Espagne et de Naples se sont associés à cette déclaration. M. Martinez de la Rosa a ajouté qu'il avait reçu de son Gouvernement la complète approbation de l'attitude qu'il avait gardée sur ce point.

M. de Rayneval a ajouté que les plénipotentiaires Français avaient fait connaître à leur Gouvernement que leurs collègues d'Autriche, de Naples et d'Espagne avaient déclaré devoir se tenir en dehors de la question. Cela ne suffisait pas pour calmer les susceptibilités françaises excitées au plus haut degré sur ce point. Si le ministère français eut été mis en demeure d'annoncer un complet accord de vues sur la question des institutions, il n'eût pas été dans le cas de se

prononcer comme il l'a fait. Il ne fallait pas oublier que le même ministère était menacé d'être mis en accusation pour s'être trop avancé dans un sens où la conférence aurait voulu qu'il se fût avancé plus encore. Il fallait faire entrer en ligne de compte les nécessités diverses de chacun des Gouvernements appelés à agir, et en ce qui concernait le Gouvernement français, l'extrême susceptibilité de l'opinion publique, aujourd'hui souveraine en France.

M. le comte Esterhazy a dit qu'il prenait acte avec satisfaction de ces explications, desquelles il résultait pour lui, que le ministère, en s'exprimant comme il l'a fait le 7 mai à la tribune, n'avait pas entendu porter atteinte au principe même de la conférence, ni contester le droit que les quatre puissances ont toutes également puisé dans la note de Sa Sainteté, du 18 février dernier.

M. Martinez de la Rosa a dit avoir entendu avec satisfaction les explications données par les plénipotentiaires Français sur la nature des négociations qui pouvaient être entamées à Rome; qu'il en déduisait que ces négociations étaient purement militaires; qu'elles n'avaient aucun caractère politique, et que, par conséquent, elles ne pouvaient être de nature à engager ni le Gouvernement pontifical, qui n'avait pas donné de pouvoirs, ni les autres puissances qui y restaient complètement étrangères.

Les plénipotentiaires Français ont répété qu'il s'agissait d'éviter l'effusion du sang. On traitait de la soumission de la ville comme entre assiégeants et assiégés; les négociations étaient toutes militaires. Les plénipotentiaires n'y avaient aucune part. M. de Lesseps, dont la présence semblait exciter de vives susceptibilités, ne pouvait représenter le Gouvernement français près d'un Gouvernement que la République française avait formellement refusé de reconnaître. Le général Oudinot, en attendant, continuait ses opérations et achevait le pont qui devait le rendre maître des deux rives du Tibre.

Conformément aux directions de son Gouvernement et pour bien établir le terrain sur lequel s'était établi la France, au sujet de la question des institutions, M. de Rayneval a donné lecture de différents passages d'une dépêche datée de Paris du 9 mai, de laquelle il résulte que le respect du Gouvernement de la République pour le Saint-Père ne lui permettait pas d'admettre, comme possible, que le statut accordé par Pie IX à ses sujets fût considéré comme non avenu, et les institutions dues à sa générosité comme complètement annulées par le fait des déplorables événements survenus à Rome depuis le mois de novembre dernier; que la possibilité de retour au régime antérieur à 1846, n'était jamais entré dans ses prévisions, dans ses calculs. Il espérait encore ne s'être pas trompé.

Son Eminence a dit que le retour au régime antérieur à 1846 était impossible; que pour le reste on pouvait s'en rapporter aux excellentes dispositions du Saint-Père; mais que se prononcer dès aujourd'hui d'une manière définitive, lui paraissait aussi imprudent que dangereux. Son Éminence, ramenant la discussion à son point de départ, a établi que la conférence avait pour but de régler le mode d'intervention pour le rétablissement du Saint-Père, que plusieurs armées étaient en marche; qu'il convenait de prévenir les complications qui pourraient résulter de cette grave et délicate situation.

M. de Rayneval a répondu qu'en l'absence de toute instruction positive, il était impossible de rien préciser; qu'il fallait s'en rapporter au tact et à la prudence des généraux commandant en chef; mais, qu'en thèse générale et provisoirement, ce que la conférence devait recommander, c'est que les différents corps se tinssent aussi éloignés que possible les uns des autres, agissant chacun de son côté, de manière à éviter le retour d'incidents pareils à celui dont M. le comte Ludolf venait d'entretenir la conférence.

M. le comte Esterhazy a annoncé qu'un corps de troupes Autrichiennes était entré dans les États romains par Ferrare, qu'il était en ce moment sous les murs de Bologne. On ne savait pas encore positivement s'il avait pénétré dans la ville.

Après trois heures de discussion, les plénipotentiaires ont levé la séance en convenant de se réunir dès que les circonstances l'exigeraient.

(Suivent les signatures.)

N° 7. — Séance du 29 mai 1849.

M. le comte Esterhazy a annoncé aux plénipotentiaires réunis en séance le 23 mai, que les Autrichiens étaient entrés à Bologne le 15, sans grande effusion de sang, il était chargé de remettre au Saint-Père les clés de la ville.

(Suivent les signatures.)

N° 8. — Séance du 29 mai 1849.

Les plénipotentiaires se sont réunis le 29 mai à midi, près de S. Ém. M. le cardinal Antonelli.

M. Martinez de la Rosa a dit qu'il croyait de son devoir d'informer la conférence de l'arrivée à Gaëte d'un corps de troupes Espagnoles montant à 4,000 hommes et destiné à coopérer, conformément au vœu exprimé par le Saint-Père, au rétablissement de l'autorité tem-

porelle de Sa Sainteté. Le désir du Gouvernement espagnol était de concourir à cette œuvre en complet accord avec les trois autres puissances intervenantes. Interrogé par M. de Rayneval sur la nature des opérations qui pourraient être confiées à ce corps d'armée, M. Martinez de la Rosa a répondu que les troupes espagnoles étaient trop récemment arrivées pour qu'il eut été possible de rien fixer à cet égard.

M. le cardinal Antonelli a témoigné le désir d'être informé de la situation des choses au camp français et de la nature des négociations entamées avec les autorités de Rome.

M. de Rayneval a répondu qu'il s'était rendu au quartier général. Le général Oudinot, qui avait établi son quartier général sous les murs de Rome, occupait les routes de Porto, Civita-Vecchia et Florence. Il continuait tous ses préparatifs de siège. M. de Lesseps négociait pour que les portes de Rome fussent pacifiquement ouvertes à l'armée Française ; convaincu qu'un renouvellement d'hostilités aurait rendu ses efforts inutiles, il avait obtenu du général en chef qu'il retardât son attaque. Quant aux conditions formulées, M. de Lesseps avait agi sans instructions positives du Gouvernement de la République, sans aucune entente préalable avec les plénipotentiaires de la conférence. Dès le 23 mai, cette situation avait été soumise à l'appréciation du Gouvernement français, dont la décision ne pouvait pas manquer d'arriver sous peu de jours. M. d'Harcourt a ajouté que le seul but de M. de Lesseps était d'éviter l'inutile effusion du sang. Il était uniquement adjoint au général comme négociateur et n'avait pas été envoyé pour influencer sur les opérations militaires, lesquelles ne lui étaient subordonnées en aucune manière.

M. Martinez de la Rosa a dit qu'il constatait avec satisfaction que M. de Lesseps avait agi sans instructions positives de son Gouvernement, et qu'il ne s'était pas entendu avec les plénipotentiaires français ; par conséquent, jusqu'à présent, M. de Lesseps n'avait agi qu'en son nom personnel. M. Martinez croyait inutile d'entrer dans le fond même de la question tant que la décision du Gouvernement français ne serait pas connue.

M. le comte d'Esterhazy s'est associé à la pensée de M. Martinez. Il a ajouté qu'ainsi disparaissait l'apparente contradiction qui aurait pu exister entre les actes de M. de Lesseps et les déclarations des plénipotentiaires français.

M. le comte Ludolf s'est également associé à cette manière de voir. Il a annoncé qu'une des bandes de Rome, sous les ordres de Masi, avait envahi le territoire Napolitain et s'était emparé de la petite ville d'Arce ; la garde nationale avait résisté. Le général Nunziante était à la poursuite de Masi et espérait lui couper la retraite.

M. le cardinal Antonelli a fait remarquer qu'en cherchant, comme on le faisait, à éviter l'effusion du sang sous les murs de Rome, on risquait d'en faire couler bien davantage partout ailleurs. Son Éminence a fait un tableau des malheurs sans nombre qui accablent les provinces abandonnées, et a conjuré la conférence, au nom de l'humanité, de leur venir en aide.

M. le comte d'Esterhazy a annoncé qu'à la date des dernières nouvelles les troupes Autrichiennes s'étaient avancées, sans rencontrer aucune résistance jusqu'à Imola.

(Suivent les signatures.)

Nº 9. — Séance du 16 juin 1849.

Les plénipotentiaires de la conférence de Gaëte se sont réunis le 16 juin 1849, à cinq heures de l'après-midi.

M. le cardinal Antonelli croit qu'il est utile de s'entretenir des faits accomplis depuis la dernière séance et de s'entendre pour prévenir les inconvénients qui pourraient résulter d'un trop grand rapprochement entre les quatre armées intervenantes.

M. Martinez de la Rosa annonce que les Espagnols se sont dirigés de Ferrari sur la droite des marais Pontins.

M. de Rayneval a fait le tableau de la situation des choses au camp français. M. de Lesseps, ayant effectivement outrepassé ses pouvoirs, le Gouvernement de la République l'a d'abord désavoué et bientôt après rappelé. M. le général Oudinot a immédiatement repris l'offensive. Le 3 juin il s'emparait de toutes les positions extérieures occupées par les défenseurs de Rome. En même temps il ouvrait une vaste tranchée et plaçait une batterie de siège à 160 mètres des remparts. Le feu devait commencer le 13 ou le 14 après une dernière sommation, accordant à la ville 12 heures pour se rendre. Le 12, M. de Corcelle, nouvel envoyé du Gouvernement de la République près du Saint-Père, était arrivé à Civita Vecchia et s'était rendu près du général Oudinot. On s'attendait d'un moment à l'autre à des nouvelles décisives.

M. Martinez de la Rosa se félicite de ce que le Gouvernement français ait désavoué M. de Lesseps et de ce que la conférence, considérant ses actes comme purement personnels, n'ait pas engagé la question de principes. Cet incident doit être considéré comme non avenu.

Quant aux différents corps d'armée qui sont en présence, M. Martinez fait remarquer que la conduite à tenir a été très-nettement et très-prudemment posée par le ministère français qui, en faisant savoir à

l'Espagne qu'il n'avait aucune objection à son expédition, a ajouté, en propres termes, qu'à son avis il était à propos que les forces envoyées dans les États de l'Église agissent avec indépendance dans leur cercle d'action, de manière à éviter tout contact immédiat. Cette opinion concorde avec celle qui a été émise à la conférence. Le principe admis, il resterait à déterminer le cercle d'action de chacun des corps engagés.

M. le comte de Ludolf demande quel est le cercle d'action du général Oudinot. Ce point importe extrêmement au corps d'armée napolitain.

Les Napolitains, comme il l'a déjà dit, craignant les incursions des bandes romaines au-dedans du Royaume, ont dû couvrir leurs frontières. Leur quartier-général est en ce moment à Frosinone. Ils occupent Pronio, Alatri, Veroli. Leurs mouvements intérieurs dépendront des événements.

M. le comte d'Esterhazy, faisant ressortir combien il importe de déterminer la limite d'action de chacune des armées, ajoute qu'il est impossible d'en venir là, si l'on ne peut savoir ce qu'elles comptent faire. Il faudrait connaître le plan de campagne des Napolitains et des Espagnols. Quant aux Autrichiens, ils ont été appelés à Mercerata et doivent se trouver très-près d'Ascoli.

M. d'Harcourt trouve la situation des Autrichiens très-simple, très-nette. Elle ne peut donner lieu à combinaison. Ce qui importe, c'est la situation des Napolitains et des Espagnols. Si l'on savait ce qu'ils peuvent être dans le cas d'entreprendre, on en conférerait avec le général Oudinot, afin qu'aucune difficulté ne pût s'élever de sa part. Le général paraît désirer occuper Albano pour mettre ses troupes à l'abri des fièvres. En avant d'Albano, Porto d'Anzo, Velletri, Valmontone, Palestrina, pourraient fermer le front des Espagnols et des Napolitains.

Le comte d'Esterhazy fait remarquer qu'Albano et Frascati font stratégiquement partie de la province de Velletri. Si l'on occupe Velletri, il faut occuper Albano.

Les plénipotentiaires français font observer que quant à l'occupation d'Albano, le général Oudinot ne s'est pas encore positivement prononcé. Il est difficile qu'il le fasse avant d'avoir occupé Rome, mais cette question lui sera soumise.

M. Martinez dit que quant aux Espagnols, peu nombreux comme ils le sont, leur plan est tout tracé. Leur gauche doit s'appuyer à la mer, leur droite aux Napolitains.

M. le cardinal Antonelli pense qu'il serait utile de déterminer géographiquement la part d'occupation déferée à chacune des quatre

armées. Sans doute il est difficile, avant la prise de Rome, de rien fixer à cet égard ; mais il n'est pas hors de propos d'appeler sur ce point l'attention de la conférence, des généraux et des Gouvernements.

Les plénipotentiaires s'associent à cette pensée et conviennent de prendre à ce sujet les informations et les instructions nécessaires. M. le comte d'Esterhazy ajoute que le cercle d'action de l'Autriche est tout tracé sur le versant oriental des Appenins, sauf la communication nécessaire avec l'armée de Toscane, conformément aux indications données par M. le cardinal Antonelli dans la première conférence.

(Suivent les signatures.)

N° 10. — Séance du 28 juin 1849.

Les plénipotentiaires se sont réunis, le 28 juin, à cinq heures et demie du soir.

M. le cardinal Antonelli a rappelé les combinaisons de la dernière conférence, relativement au cercle d'action des Espagnols et des Napolitains et à l'occupation d'Albano.

M. de Rayneval a donné lecture d'une lettre du général Oudinot par laquelle le général démontre que les positions d'Albano, Frascati et Nicola, une fois Rome prise, seront indispensables au cantonnement de ses troupes, qu'il ne peut toutes laisser à Rome et qu'il ne pourrait placer, dans d'autres directions, qu'à de trop grandes distances de son corps principal.

M. le comte de Ludolf a dit que, dans ce cas, il priait M. le général Oudinot d'empêcher, autant qu'il pourrait être en lui, que les bandes rendues libres par la prise de Rome se jetassent sur le corps d'armée napolitain.

M. Martinez de la Rosa a annoncé qu'il attendait d'un moment à l'autre un renfort de 3,000 hommes et 300 chevaux, ce qui porterait le contingent espagnol au chiffre, primitivement fixé, de 7,500 à 8,000 hommes.

M. d'Harcourt indique le port de Porto d'Anzo comme essentiel à occuper ; on assure qu'une grande partie des approvisionnements de Rome arrivent de ce côté. Il serait fort à propos de les intercepter.

M. le comte d'Esterhazy exprime les mêmes idées et insiste pour la prompt occupation de Porto d'Anzo par les Espagnols.

M. Martinez réplique qu'aussitôt le renfort arrivé, les Espagnols occuperont Porto d'Anzo et Velletri, pourvu toutefois que les Napolitains s'avancent également de leur côté.

M. Martinez a ajouté qu'il comprenait la nécessité, pour le général Oudinot, d'occuper Albano et Frascati : cette nécessité ne lui était pas également démontrée quant à Tivoli, qui lui semblait plutôt une dépendance stratégique de l'occupation de Valmontone et Palestrina. Mais tout ceci n'était que provisoire, jusqu'à ce que la part d'occupation réservée à chacune des quatre puissances fût définitivement réglée.

M. d'Harcourt a fait observer qu'il ne s'agissait pas d'opérations militaires, mais uniquement de cantonnements à occuper pacifiquement. L'importance de tel ou tel point devait être mise de côté.

M. de Rayneval a donné des nouvelles du camp français. Dans la nuit du 21 au 22, les trois brèches faites aux murailles de Rome ayant été reconnues praticables, les troupes sont montées à l'assaut et se sont emparées du couronnement des remparts, au-delà desquels elles ont trouvé de nouveaux travaux de défense. Depuis lors, elles s'occupent de s'y loger solidement et d'y établir de fortes batteries.

M. le comte d'Esterhazy raconte qu'à Ascoli, les paysans, aidés seulement de 60 Autrichiens, ont fait 300 prisonniers parmi les partisans de Mazzini. Ancône a capitulé le 13 juin après deux jours de bombardement. Les clefs de la citadelle ont été remises à Sa Sainteté.

M. le comte de Ludolf a annoncé que les Napolitains, en outre des points précédemment indiqués, occupaient Ferentino.

(Suivent les signatures.)

N^o 11. — Séance du 24 juillet 1849.

Les plénipotentiaires se sont réunis le 24 juillet au soir. M. de Rayneval a annoncé le départ de M. d'Harcourt pour Paris.

Il a donné ensuite le détail succinct de ce qui s'est passé à Rome depuis la dernière conférence.

Le 30 juin, les troupes françaises ayant pris d'assaut le bastion latéral à la porte Saint-Pancrace, et les assiégés y ayant laissé 400 des leurs et 120 prisonniers, l'Assemblée romaine déclara toute résistance ultérieure impossible. La municipalité fut chargée de régler les conditions de l'entrée des Français dans la ville. Les conditions proposées rappelaient celles d'une autre époque. M. de Corcelle s'opposa énergiquement à ce qu'elles fussent acceptées. La municipalité se retira sans rien conclure, sans même prendre sur elle de combiner aucun arrangement purement matériel, usité en pareil cas. Dans la matinée du 3, les troupes françaises occupèrent la porte Lavalleggieri et la porte du Peuple, dont elles détruisirent les barricades sans éprouver de résis-

tance. A six heures du soir, trois divisions entrèrent. Le général Oudinot, à la tête de l'une d'elles, s'avança, par la porta Fortesse, jusqu'au palais de l'ambassade de France, où il établit son quartier-général. Les habitants très-nombreux du Trastevere applaudissaient. Au Corso, rendez-vous principal des agitateurs, quelques factieux en petit nombre poussaient des cris insultants; ils furent chargés et dispersés.

M. le général Oudinot se hâta d'envoyer au Saint-Père les clés de la ville.

L'extrême terreur des honnêtes gens, la présence dans Rome de 10,000 hommes de troupes ennemies conservant encore le château Saint-Ange ne permettaient pas de relever dès l'abord le drapeau de Sa Sainteté, sans l'exposer de la part des ennemis de l'ordre, à des démonstrations hostiles, dont les inconvénients graves n'ont pas besoin d'être indiqués.

Tous les pouvoirs furent concentrés entre les mains de l'autorité militaire. L'état de siège fut établi.

La question la plus urgente était de dissoudre l'armée ennemie. Elle demandait des cantonnements extérieurs. MM. de Corcelle et de Rayneval s'opposaient formellement à cette combinaison, lorsqu'une portion des troupes offrit de faire sa soumission. Le général Oudinot accepta. Le désordre se mit dans le reste de l'armée qui fût immédiatement licenciée, l'officier qui commandait le fort Saint-Ange en fit la remise après quelques hésitations.

Il avait fallu plusieurs jours pour en venir là. La ville était encore complètement armée. Le 6 juillet, le général Oudinot ordonna la dissolution de la garde nationale et un désarmement général. Cette opération se fit facilement, et fut terminée le 10.

Le même jour, des dispositions étaient prises pour la régularisation des papiers des nombreux étrangers qui encombraient la ville et pour leur expulsion.

Ces trois grandes mesures accomplies, la confiance ayant reparu dans le public, le général Oudinot, MM. de Corcelle et de Rayneval, malgré les instances de beaucoup de fidèles sujets du Saint-Père, qui demandaient un ajournement, jugèrent que le moment était venu de relever le drapeau de Sa Sainteté; de nombreuses adresses leur étaient remises dans ce but. Le dimanche 15, à trois heures et demie, la bannière Pontificale était arborée au fort Saint-Ange, saluée de 100 coups de canon; à cinq heures, un *Te Deum* solennel était chanté dans les trois Basiliques de Rome pour rendre grâce au Tout-Puissant, de la pacification de la capitale du monde chrétien et du rétablissement de l'autorité temporelle du Saint-Siège.

Ce fut au milieu des acclamations générales d'un peuple délivré de la tyrannie des factions, que furent relevés les insignes du Souverain. Par là il a été prouvé que les excès dont Rome avait été le théâtre, n'étaient imputables qu'à une faction en grande partie étrangère, dont l'audace seule faisait la force, et que le rétablissement de l'autorité du souverain Pontife, loin d'être imposé par la violence, était accueilli par les populations comme l'accomplissement de leurs vœux.

Sa Sainteté immédiatement avertie, était instamment priée de pourvoir à l'administration de ses États.

La question transitoire et temporaire des affaires de Rome avait présenté de grandes difficultés. Les hommes modérés, frappés de terreur, s'étant refusés au premier moment à former une commission municipale, l'ancienne municipalité s'était présentée pour offrir un concours qui dans le fait s'était borné à des remontrances.

La présence de plusieurs milliers d'ouvriers sans ouvrage faisait une loi de s'entendre sans retard avec les seuls hommes qui fussent à même de parer à ce danger. Les renvoyer brutalement était devenu impossible; mais dans les derniers jours la municipalité fut amenée à donner sa démission. Elle fut aussitôt remplacée par une commission municipale dont les membres avaient été choisis de manière à convenir à Sa Sainteté.

La police importait grandement. Un colonel en fut chargé. Il s'entoura des anciens employés qu'on lui désigna comme les plus sûrs. En même temps, les anciens Présidents et vice-Présidents des quartiers étaient rappelés à reprendre leurs fonctions. Les anciens directeurs des Postes étaient également réintégrés. Restaient les ministères, il était indispensable de les placer sous la garde d'hommes sûrs afin d'éviter le désordre, l'anarchie, la dispersion des archives. On fit choix de quelques commissaires, n'ayant qu'une simple mission de surveillance, et qui furent placés aux finances, à l'intérieur, aux travaux publics, à la police. A l'instruction publique et aux affaires étrangères, il suffisait d'assurer la conservation des papiers. A la guerre, la présence d'un corps de troupes romaines en rapport permanent avec les autorités militaires françaises engagea le général en chef à placer comme surveillant un de ses officiers d'état-major.

Les seules mesures prises ont été des mesures de police d'urgence. La décision des affaires gouvernementales n'a été préjugée en rien et a été constamment ajournée jusqu'au retour du Souverain.

Ainsi se sont passés les douze jours d'occupation qui ont précédé le rétablissement de l'autorité Pontificale. Les efforts du général et des négociateurs français ont été couronnés de tout le succès qu'ils

en attendaient, en permettant aux sentiments de la population de se faire jour. Les sentiments encouragés, raffermis par les bienfaits d'une administration éclairée, d'institutions appropriées aux besoins du pays telles qu'on doit les attendre de l'esprit généreux de Sa Sainteté, deviendront la plus sûre garantie contre le retour de révolutions qui, si elles éclataient de nouveau, dépasseraient de beaucoup comme excès et violences, celle dont nous venons d'être témoins.

M. le cardinal Antonelli a annoncé que Sa Sainteté ne jugeait pas prudent de rentrer dès à présent dans sa capitale. Elle s'y ferait représenter par une commission Gouvernementale composée d'un ou de plusieurs cardinaux. Un ministère serait nommé pour vaquer à l'administration générale des États de l'Église.

On a demandé ce qu'étaient devenus Garibaldi et sa bande. On a également demandé quels étaient les points occupés par l'armée française.

M. de Rayneval a répondu que Garibaldi avait quitté Rome le 2 juillet. Le général en chef avait envoyé à sa poursuite dans la direction d'Albano; Garibaldi s'était dirigé vers Terni et Spolète où le général Morris avait cherché à le joindre; suivant les dernières nouvelles il était entré en Toscane, se dirigeant vers le port d'Orbitello.

Les troupes françaises occupaient Albano et depuis le départ des Espagnols, Genzano; ils occupaient en outre Frascati, Tivoli, Civita-Castellana, Viterbe, Orvieto, Acquapendente. La nécessité de poursuivre Garibaldi vers Spolète avait amené une convention avec le général d'Aspre pour la fixation des avant-postes français et Autrichiens. Les Français occuperaient Todi et Spolète et pousseraient jusqu'à Elci et Passignano ou Campello. Les Autrichiens occuperaient Perouse et Foligno et pousseraient jusqu'à Pontenuovo et Trévi.

M. Martinez de la Rosa a annoncé que les troupes espagnoles s'étaient rendues par des chemins presque impraticables à Rieti, où elles espéraient rencontrer Garibaldi. Il était fâcheux que la route de Tivoli leur eût été fermée. Les troupes espagnoles portées maintenant de 7 à 8,000 hommes étaient trop nombreuses pour rester concentrées dans les cantonnements qu'elles occupent aujourd'hui. Il était à désirer qu'elles pussent occuper Spolète et Terni.

M. de Rayneval a répondu qu'il interpellerait à ce sujet le général Oudinot. Il était possible que la démarche des troupes françaises sur Spolète ne fût que temporaire. Il était fort à regretter que le général Cordova n'eût pas jugé à propos de faire connaître ses projets au général Oudinot, qui certes n'eût pas mis d'obstacle à ce que les troupes espagnoles se rendissent à Rieti par la route qui passe au pied de Tivoli.

Le comte Esterhazy a annoncé qu'une portion des troupes autrichiennes s'était retirée des légations vers Pérouse.

Le comte de Ludolf a dit que les troupes napolitaines s'étaient massées sur la frontière des Abruzzes.

M. le cardinal Antonelli a fait ressortir la convenance de se guider sur les circonscriptions administratives lorsqu'il s'agirait de régler l'occupation définitive. Il importait d'éviter qu'un seul Gouvernement de province eût affaire à deux ou trois corps d'armées différents. Cette observation a été trouvée parfaitement juste.

M. le comte Esterhazy a appelé plus spécialement l'attention de la conférence sur le nombre considérable d'étrangers qu'il conviendrait d'expulser des États romains, et qui ne trouvant asile nulle part deviendraient pour l'Italie et pour l'Europe entière une cause permanente d'embarras et de dangers. Il était urgent d'établir à ce sujet quelque règle commune et générale. Que ferait-on de tous ces réfugiés? Où les placer? Comment les surveiller? Vers quel point du globe les diriger? Telles étaient les questions à résoudre.

M. le cardinal Antonelli a dit qu'à ce sujet les Gouvernements italiens avaient reçu une communication du Gouvernement Toscan, qui proposait une démarche commune près des Gouvernements de France et d'Angleterre pour obtenir l'autorisation de transporter les réfugiés sur un point quelconque de leurs colonies lointaines. Son Éminence ajoute qu'avant de donner une réponse, il avait fait des démarches à Paris pour s'informer des intentions du Gouvernement français; que l'absence de relations diplomatiques entre le Saint-Siège et l'Angleterre l'avait empêché d'agir de la même manière à l'égard du cabinet de Londres.

M. le comte de Ludolf exprime le regret qu'aucun des chefs du mouvement révolutionnaire n'ait été arrêté. C'eût été la meilleure des précautions contre le retour des révolutions.

M. le comte Esterhazy ajoute que si on laisse les réfugiés conspirer en Europe, en Suisse par exemple, ou en Angleterre, de nouvelles et plus terribles révolutions ne tarderont pas à éclater. Il faut prendre à ce sujet et promptement un parti et combiner les mesures de police qui garantissent l'Italie contre le retour des réfugiés. L'Espagne serait-elle disposée à accorder, dans les îles Philippines par exemple, un lieu de transport?

M. Martinez a répondu qu'il n'avait à ce sujet aucune indication de son Gouvernement, mais qu'il pourrait le consulter.

M. de Rayneval ajoute qu'il est également sans instructions sur ce point; mais qu'il se hâtera de soumettre la question au Gouvernement de la République.

M. Martinez de la Rosa est d'avis qu'il conviendrait d'établir comme règle générale que ces déportés politiques seraient jugés par les tribunaux et d'après les lois de leurs pays respectifs.

(Suivent les signatures).

(N° 12. Séance du 11 août 1849).

Les Plénipotentiaires se sont réunis le 11 août, à six heures du soir.

M. le cardinal Antonelli a dit que Sa Sainteté désirait faire connaître à la conférence quelles étaient les améliorations qu'elle comptait introduire dans ses Etats et de quelle sorte d'institutions elle comptait les doter. Sa Sainteté recevrait avec plaisir l'avis de la conférence.

Son Éminence a aussitôt donné lecture de quelques notes préparées à ce sujet et dont la teneur suit en traduction littérale :

« Sa Sainteté, maintenant que l'ordre est rétabli dans ses États, croit devoir s'occuper sérieusement des améliorations nécessaires que peuvent exiger le système judiciaire et administratif et celui des administrations provinciales et commerciales des domaines temporels du Saint-Siège.

« Quant à l'ordre judiciaire, Sa Sainteté s'occupera des améliorations nécessaires que peuvent réclamer les lois civiles, criminelles et administratives.

« Quant aux institutions municipales, le Saint-Père est disposé à accorder des franchises municipales, destinées à régler l'action des municipalités dans les intérêts locaux des communes.

« Les élections des conseillers municipaux seront faites sur une large base d'électeurs, toujours fondée sur la propriété. Les éligibles devront réunir certaines qualités déterminées et posséder une propriété dont la valeur sera réglée par la loi.

« Les individus qui devront composer les magistratures municipales seront proposés par les conseillers eux-mêmes, au moyen d'une liste de trois noms, sur laquelle le chef de la province, aidé de l'avis de son conseil de Gouvernement, choisira les anciens (*adjoints*) et sur laquelle le Saint-Père choisira les chefs de municipalités.

« Les conseillers provinciaux chargés de l'administration de la province, en ce qui concerne les intérêts purement provinciaux et les dépenses qui restent à la charge de la province ou auxquelles elle est appelée à concourir, s'occuperont de l'administration de la province, au moyen d'une commission administrative qu'ils auront le droit de choisir par eux-mêmes et sous leur responsabilité.

« Les conseillers provinciaux seront choisis par le Saint-Père sur une liste d'individus que chacun des conseils municipaux de la province présentera au Gouvernement.

« Les individus proposés devront appartenir à la classe des plus imposés de la province et des commerçants les plus distingués. Ils devront en outre réunir les qualités que déterminera la loi.

« Quatre ou six des conseillers provinciaux choisis par le Gouvernement devront former le conseil gouvernemental du chef de la province.

« Ce conseil, uni au chef de la province, exercera une certaine surveillance sur les municipalités.

« Une consulte d'État sera établie à Rome. Les individus qui en devront faire partie seront nommés par le Gouvernement.

« Le Souverain les choisira sur une liste présentée par les différents collèges provinciaux.

« La consulte devra s'occuper du budget préventif et des comptes des exercices écoulés. Elle s'occupera également de tout ce qui concerne les finances de l'État, et surtout des impositions à établir, des meilleures répartitions ou de l'abolition des impôts existants.

« Le nombre des individus qui composeront la consulte, correspondra au nombre des provinces de l'État. Sa Sainteté pourra leur adjoindre un nombre limité de membres de son choix.

« Il y aura à Rome un conseil d'État.

« Ce conseil aura pour fonctions de donner son avis sur les projets de loi avant qu'ils soient soumis à la sanction souveraine, comme aussi d'examiner toutes les questions les plus importantes en fait de législation ou d'administration qui lui seraient soumises par le ministère, et de répondre à toutes les attributions que lui donnera la loi destinée à déterminer les règles nécessaires à ces différentes institutions.

« Les conseillers d'État seront choisis par Sa Sainteté dans la classe la plus distinguée des hommes de loi et de tous ceux de ses sujets qui auront exercé des emplois publics gouvernementaux, provinciaux ou municipaux, et qui, par conséquent, réuniront les connaissances nécessaires et l'expérience des affaires administratives de l'État.

« Tel est en peu de mots, a ajouté Son Éminence, le résumé des intentions de Sa Sainteté. »

Personne ne prenant la parole, M. de Rayneval a commencé par prier M. le cardinal Antonelli d'exprimer à Sa Sainteté ses respectueux remerciements de la communication importante dont avait bien voulu se charger Son Éminence. Les puissances intervenantes, en rétablissant

l'autorité temporelle de Sa Sainteté, n'avaient certes pas entendu agir uniquement pour le présent, mais aussi pour assurer l'avenir. Personne ne pouvait contester que le rôle qu'elles avaient joué leur imposât la mission de s'enquérir de toutes les dispositions gouvernementales et administratives qui pouvaient le mieux assurer la réussite de leur entreprise. En effet, Sa Sainteté voulait bien prendre l'avis des différents plénipotentiaires. M. de Rayneval se croyait donc autorisé à discuter quelques-uns des points soulevés par la communication que venait de faire Son Eminence. Il voyait avec satisfaction Sa Sainteté disposée à introduire dans le régime civil, administratif et judiciaire de ses États des améliorations reconnues indispensables. Il espérait que ces améliorations seraient larges et complètes et qu'elles auraient pour but principal d'assurer la liberté individuelle et l'inviolabilité de la propriété.

Quant au régime municipal, il était heureux de voir que Sa Sainteté était disposée à l'établir sur de larges bases. Il approuvait spécialement l'idée d'appeler les conseils provinciaux à former, en tout ou en partie, le conseil administratif du chef de la province.

Il comprenait un conseil d'État consulté sur les affaires de législation et d'administration, et dont l'avis préalable serait exigé avant la sanction souveraine.

Il remarquait que rien n'était indiqué quant à la nature du vote à émettre par la consulte d'État sur les matières de finances. Il voulait y voir l'indice de l'intention de Sa Sainteté d'accorder à ce corps un vote délibératif. Il émettait également le vœu que ce corps émanât plus directement du principe électoral. Il croyait superflu de faire ressortir l'importance extrême du vote délibératif. C'était là le point essentiel qui séparait le régime du despotisme, éclairé sans doute, mais despotisme pur, d'un régime tant soit peu mitigé, qui fit participer dans une proportion minime les populations à la défense de leurs intérêts, qui fut, par conséquent, pour elles une véritable garantie. Il n'était pas prudent, après avoir tout accordé à un peuple, de lui tout retirer. En ne donnant aucune satisfaction aux besoins de garantie politique qui, de jour en jour, devenaient plus impérieux parmi les populations européennes, on préparait de nouvelles et prochaines révolutions. M. de Rayneval espérait donc que l'intention de Sa Sainteté sur ces différents points était conforme aux vœux qu'il avait depuis longtemps exprimés au nom de son Gouvernement.

M. de Rayneval a exprimé le regret qu'il ne fût point question, dans la note de Son Eminence, du principe, si souvent recommandé par les puissances européennes, de la sécularisation des emplois publics.

M. le cardinal Antonelli a répondu que ce dernier point avait déjà

été réglé par un *motu-proprio* de Sa Sainteté, qui n'avait réservé aux ecclésiastiques, d'une manière absolue, que le poste de secrétaire d'État. Les laïques étaient admissibles à tous les autres emplois. Il ne s'en suivait pas qu'il y eut exclusion prononcée contre les ecclésiastiques. Sa Sainteté entendait se réserver l'entière liberté d'employer tous ceux de ces sujets, ecclésiastiques ou laïques, indistinctement, qu'elle jugerait capables de rendre à l'État des services. Son Eminence, à cette occasion, pour prouver à quel point l'exagération avait été poussée à cet égard, a mis sous les yeux de la conférence une statistique des emplois publics dans les États romains, de laquelle il résulte qu'on y comptait **104** employés ecclésiastiques contre **5,023** séculiers, au commencement de 1848, avant la sécularisation des ministères.

Quant au vote délibératif en matière d'impôts, le mot seul de consulte indiquait qu'il n'était pas dans les idées de Sa Sainteté de l'accorder. Mais elle entendrait avec plaisir les opinions qui pourraient être émises à ce sujet. Il ne fallait pas se dissimuler que cette concession ramènerait le Saint-Père sur le terrain des institutions représentatives et le replacerait sur la pente fatale qui l'avait conduit à l'exil de Gaëte. Sa Sainteté ne croyait pas, en conscience, que le régime représentatif fut compatible avec l'indépendance et la liberté dont elle était responsable vis-à-vis du monde catholique comme chef de l'Église. Cette conviction intime lui avait fait repousser le maintien du régime constitutionnel. Ce serait se déjuger aujourd'hui que de laisser la porte ouverte aux dangers qui, en fin de compte, avaient rendu indispensable l'action des principales puissances catholiques de l'Europe. Ce n'était pas en refusant le vote délibératif, mais plutôt en l'accordant, que l'on préparerait de nouvelles et de prochaines révolutions. De quelques précautions qu'on entourât cette concession, elle n'en constituait pas moins un partage de l'autorité. Par les finances on arrivait sans grands détours à toutes les questions gouvernementales. En se bornant aux finances seules, l'indépendance du Pontife, son action religieuse ne seraient-elles pas paralysées le jour où la consulte refuserait, par exemple, les fonds indispensables à une mission, à une œuvre purement religieuse. Toute autre considération devait céder devant celle-là.

M. de Rayneval a dit qu'il ne fallait pas porter les dangers à l'extrême; que les précautions électives étaient telles qu'on ne pouvait raisonnablement admettre l'entrée à la consulte de députés mal intentionnés. Il ne fallait pas juger ces sortes d'institutions comme essentiellement ennemies du Gouvernement. Elles en étaient parfois le plus ferme soutien. Sous leur empire les dépenses s'accroissaient au

lieu de diminuer. La nature mixte du pouvoir de Sa Sainteté pouvait certainement autoriser quelques précautions. Une liste civile suffisant à l'administration ecclésiastique fixée d'avance; un budget normal continuant quand l'accord entre Sa Sainteté et la consulte ne serait pas établi, telles étaient les précautions indiquées précédemment par Son Eminence elle-même et qui pouvaient parer à tous les dangers. Sa Sainteté était d'ailleurs pourvue d'un élément qui précédemment lui avait complètement manqué : la force nécessaire pour faire respecter la loi, et, par conséquent, pour contenir la consulte dans les limites qui lui seraient tracées.

M. le comte Esterhazy a pris la parole. Il a rappelé que le Gouvernement impérial n'entendait influencer en rien sur les déterminations de Sa Sainteté. Il n'aurait qu'à approuver ce qu'il aurait plu à Sa Sainteté de décréter en faveur de ses sujets; mais, puisque Sa Sainteté demandait l'avis des plénipotentiaires, ils ne pouvaient garder le silence. Du moment où Sa Sainteté déclarait le régime constitutionnel incompatible avec l'exercice de ses pouvoirs spirituels et hésitait à concéder le vote délibératif, le comte Esterhazy se croyait en devoir de déclarer, en thèse générale et sans toucher aux questions constitutionnelles en elles-mêmes, qu'à son avis un pouvoir aussi dangereux que celui du vote de l'impôt, abandonné à une assemblée unique vis-à-vis d'un prince doté d'un double caractère, était un germe d'indubitables bouleversements religieux et politiques. Le Saint-Père, quelque restreinte que fût l'action de la consulte, serait hors d'état de résister à ses exigences, à ses empiétements. La force de résistance que lui supposait M. de Rayneval ne durerait évidemment, quelques efforts que l'on fit pour constituer une armée papale, qu'autant que durerait l'occupation. Le départ des troupes étrangères laisserait le Souverain sans défense. La consulte chercherait constamment à agrandir son cercle, à se faire Chambre des députés. N'était-ce pas cette tendance, ce danger qui, dans le système constitutionnel, avait fait ressortir l'indispensable nécessité des contrepoids? Le vote de l'impôt, pour être sans danger, devait entraîner à sa suite une seconde assemblée modératrice, le principe de la responsabilité ministérielle couvrant le Souverain, et la faculté de dissoudre. On voudrait donc un régime constitutionnel avec tous ses dangers et sans aucune de ses garanties. C'était le système inauguré en Prusse en 1847 : il aurait exactement les mêmes résultats. L'exemple avait démontré, d'ailleurs, l'abus qu'avaient fait les populations des concessions du Saint-Père. Cet exemple se reproduirait immédiatement. Au contraire, le système développé par Son Eminence suffisait parfaitement à assurer la bonne administration des États romains. Des larges institutions municipa-

les, un moyen régulier accordé au pays de faire connaître ses besoins et ses vœux, un sage et large contrôle des dépenses publiques, le pouvoir du Souverain restant hors d'atteinte comme l'exigeait l'intérêt du monde catholique, il y avait là toutes les garanties désirables. Il ne fallait l'oublier, on ne travaillait pas pour Pie IX, mais pour la papauté. Il s'agissait de fonder quelque chose de stable ; il fallait, par conséquent, éviter tout ce qui porterait en soi le germe d'agitations ou de perturbations futures.

M. le comte Esterhazy, en terminant, remercie à son tour Sa Sainteté de la preuve de confiance qu'elle avait daigné accorder à la conférence par la communication dont elle avait bien voulu charger Son Éminence.

M. de Rayneval a objecté que si Sa Sainteté ne devait point avoir la force nécessaire pour résister aux empiètements de la consulte, ce qu'il était loin d'admettre, dans la conviction que Sa Sainteté profiterait de l'occupation pour organiser une force militaire, à plus forte raison Sa Sainteté serait-elle sans défense vis-à-vis des mouvements révolutionnaires qu'exciterait le mécontentement des populations. Il ne pouvait comprendre qu'un peuple, auquel on avait donné le goût des libertés, se résolut facilement à n'en plus posséder aucune. Ce peuple avait pu, dans une ardeur de néophyte, abuser de celles que lui avait accordées Sa Sainteté ; instruit par une cruelle expérience, il ne le ferait plus aujourd'hui. Il fallait le répéter : la question était entre le despotisme éclairé et le régime mixte, auquel la force des choses entraînait le monde. C'était une question qui avait été spécialement débattue chez l'un des peuples intervenants et à laquelle l'un des plénipotentiaires ici présent avait pris, dans le libéral, la part la plus glorieuse.

M. Martinez de la Rosa, prenant la parole, a dit que, comme M. de Rayneval, il commençait par remercier Sa Sainteté de la nouvelle marque de confiance qu'Elle venait de donner aux plénipotentiaires des quatre puissances. Ce qui avait été relaté était vrai. Il avait contribué à doter l'Espagne des libertés constitutionnelles et à faire repousser le régime qu'on prétendait y substituer et qu'on appelait alors le despotisme éclairé. Mais la situation était très-différente. Dans la question présente, il y avait deux points essentiels à considérer : le caractère spirituel dévolu au Pape, l'attitude spéciale de l'Espagne qui s'était interdit toute action, toute influence sur les déterminations du Saint-Père quant au régime intérieur de ses États. Sa Sainteté devait rester complètement libre d'établir dans ses États le régime qu'elle jugerait le plus convenable ; c'était son droit. Le Gouvernement espagnol avait été toujours d'avis que la question de Rome devait être

envisagée sous l'aspect catholique et non sous l'aspect politique ; c'était, à ses yeux, le seul moyen d'éviter les complications et les dangers.

Mais, puisque Sa Sainteté elle-même demandait l'avis des plénipotentiaires, M. Martinez de la Rosa devait dire d'abord que, si Sa Sainteté avait l'intention de rétablir le *statuto* qu'elle avait précédemment accordé à ses peuples, ou même de leur donner des institutions plus libérales encore, le Gouvernement espagnol n'y ferait aucune objection.

L'Espagne est régie elle-même par des institutions libérales, elle a un Gouvernement représentatif. M. Martinez de la Rosa est persuadé que les nations de l'Europe sont dans une voie de progrès et qu'il faut unir la cause des peuples à celle des Gouvernements.

Mais le Pape se trouve dans un cas tout spécial à cause de son double caractère, c'est à lui de décider jusqu'à quel point les institutions qu'il peut être dans le cas d'accorder à ses peuples seraient, ou non, compatibles avec le libre exercice de l'autorité spirituelle qu'il doit avoir sur le monde catholique.

Il faut reconnaître que l'ancien régime ne saurait être rétabli. Il était détestable, et la meilleure preuve en est que c'est sous ce régime qu'a été élevée cette génération, si immorale, si peu religieuse, qui a vu le Pape menacé dans son palais et proscrit de ses États sans venir à son secours.

Quant au projet lu par le cardinal Antonelli, M. Martinez de la Rosa approuve complètement tout ce qui concerne les municipalités. On peut leur accorder toutes ces franchises et même davantage sans encourir aucun danger. Ces franchises rappellent les anciennes institutions ; elles sont dans les mœurs des peuples italiens et deviennent plus nécessaires encore dans les États romains, du moment où on ne leur donne pas un Gouvernement représentatif. Elles attireront l'activité et la vie dans les provinces, et donneront, jusqu'à un certain point, aux passions politiques une issue qui les empêchera de faire explosion.

Ces mêmes réflexions sont applicables aux conseils provinciaux, qui formeront pour ainsi dire, avec les municipalités, deux cercles concentriques.

Quant au conseil d'État, M. Martinez de la Rosa croit que cette institution peut rendre de grands services en renforçant le Gouvernement, en contribuant à établir l'ordre, la méthode dans les branches les plus importantes de l'administration publique. M. Martinez de la Rosa est, en outre, d'avis qu'on devrait confier à ce conseil de décider les questions de compétence entre les autorités judiciaires et

les autorités administratives, comme on le fait avec succès en France et, depuis quelque temps, en Espagne. Cela réussirait aussi dans les États romains et accroîtrait l'importance du conseil d'État.

M. Martinez de la Rosa a rappelé qu'en 1831, après la révolution qui venait d'éclater dans les légations, les cinq grandes puissances (dont deux seulement étaient alors régies par le système constitutionnel, et trois autres vivaient sous le gouvernement absolu) s'étaient toutes mises d'accord pour recommander au Saint-Père d'introduire dans son Gouvernement des améliorations importantes, en leur donnant pour base des institutions. C'était le moyen, au dire de ces puissances, d'éloigner le danger de nouvelles révolutions dans les États romains, danger véritablement européen.

Cette déclaration des cinq grandes puissances est d'un grand poids. Elle peut servir de base pour élever maintenant le nouvel édifice, en tenant compte néanmoins des temps et des circonstances.

Pour ce qui regarde la *consulte*, quand même elle n'aurait que voix consultative elle contribuerait grandement à établir l'ordre et la clarté dans les finances. On a accusé le Gouvernement romain de grands abus dans cette branche, la plus importante de l'administration publique. C'est déjà un grand pas, pour rétablir la confiance, que de réunir près du Souverain, certain nombre de personnes, qui représentent les intérêts des diverses provinces et qui soient chargées de prendre connaissance des impôts à établir, ainsi que de leur emploi ; c'est le meilleur moyen d'éviter les malversations et le désordre.

Quant à la question du vote délibératif, qui vient d'être débattue, le cardinal ayant annoncé que Sa Sainteté ne croyait pas que sa conscience lui permit d'établir, dans ses États, le régime constitutionnel, M. Martinez de la Rosa croit que si l'on donnait à la consulte le vote délibératif, on se placerait sur une pente qui conduirait presque inévitablement à l'établissement d'une assemblée législative. C'est ce qui était arrivé en France avec l'*Assemblée des notables* au commencement de la révolution. Il importe donc beaucoup qu'avant de prendre une résolution sur ce point, Sa Sainteté sache bien quelle est sa volonté et quelle pourrait être le résultat de la décision qu'elle prendrait.

La consulte, avec le vote délibératif, verrait naître bientôt dans son sein une opposition qui chercherait la popularité, et s'il arrivait par malheur qu'elle s'opposât ou qu'elle refusât son approbation au budget, elle mettrait le Pape dans la situation la plus difficile. En l'absence d'un ministère responsable, comme il en faut dans les États constitutionnels, la lutte s'engagerait directement entre le Pape et la

consulte, et l'on ne peut prévoir quel pourrait en être le résultat. Si le Pape cédait devant l'opposition de l'Assemblée, son autorité et son prestige en souffriraient grandement; il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit pas d'un souverain ordinaire, mais du chef de l'Église.

Si le Pape exigeait la levée d'un impôt contre le vote de la consulte, il s'exposerait à se voir désobéir, à rencontrer des individus ou des populations qui se refuseraient au paiement de l'impôt, comme on l'a vu en Angleterre au temps de la Révolution, qui coûta le trône à une dynastie.

On a indiqué que dans ce cas le Pape pourrait dissoudre la consulte et en former une autre, cela prouve que l'on a besoin de recourir à un remède dont on fait usage sous le régime constitutionnel.

Ce remède, essayé à Rome, aurait de grands inconvénients; les nouveaux élus refuseront leur mandat ou suivront la même voie que leurs devanciers, ou bien encore chercheront un autre moyen d'opposition pour acquérir quelque popularité, cédant en cela à la maladie la plus funeste des temps où nous vivons.

M. Martinez de la Rosa fait remarquer que ces dangers ne sont pas chimériques. L'expérience a prouvé qu'ils étaient fort réels; mais il répète, comme au commencement de son discours, que c'est à Sa Sainteté seule qu'il appartient de décider ce que dans sa sagesse elle jugerait le plus juste et le plus convenable.

M. le comte de Ludolf dit que sa situation est toute spéciale; le Roi des Deux-Siciles, ayant eu l'honneur et le bonheur de recevoir Sa Sainteté, s'est imposé, comme un devoir de délicatesse, la règle absolue de n'influer en rien sur ses déterminations; néanmoins, s'il avait un avis à donner, il le donnerait conforme à celui des représentants de l'Espagne et de l'Autriche. Le vote de l'impôt, suivant lui, a tous les inconvénients du régime représentatif pour un Souverain spirituel, sans être corrigé par aucune des précautions constitutionnelles.

M. de Rayneval exprime le plus vif regret des opinions qu'il vient d'entendre; il reste convaincu que le système de résistance absolue est beaucoup mieux fait pour préparer les révolutions que pour les prévenir; on a grandement exagéré les dangers d'un vote accordé à un conseil de 20 à 30 personnes choisies par le Souverain lui-même. Il ne rentrera pas dans la discussion, il placera la question sur un autre terrain: Messieurs les plénipotentiaires représentent sans doute des Gouvernements constitutionnels, mais aucune de leurs assemblées ne leur demande compte de l'emploi des forces, des richesses du pays, du sang de ses enfants. Il n'est pas de même en France. La

France a hautement annoncé que son but était double : restaurer le pouvoir temporel du Saint-Père et, pour mieux assurer cette restauration, contribuer à obtenir des institutions libérales, qui seules peuvent satisfaire les vœux légitimes des populations. Le premier but était atteint ; il n'en était pas de même du second. Le système développé par Son Éminence ne paraissait pas à la France de nature à répondre aux véritables besoins des États du Saint-Siège ; la France avait envoyé ses armées sur la demande du Saint-Père, dans la conviction qu'elle rétablirait à Rome le Pape constitutionnel, tel qu'il existait avant les excès du mois de novembre. La France a rencontré sur ce point une résistance inattendue que tous ses efforts n'ont pu vaincre. Le Saint-Père parlant au nom de sa conscience, a déclaré le régime constitutionnel incompatible avec le libre exercice du pouvoir spirituel. Le Saint-Père a déclaré qu'il s'en tiendrait aux concessions qu'il avait librement et spontanément faites c'est-à-dire à la consulte d'État, et en même temps, Sa Sainteté et Son Éminence ont donné à entendre que le vote des impôts pourrait être accordé à cette assemblée. C'est principalement en vue de cette importante concession et confiant dans l'espérance qui lui était donnée, que la France s'est désistée de ses premières prétentions. Le Gouvernement de la République a donc, à l'heure qu'il est, la conviction que la consulte sera dotée du droit de voter les impôts, seule concession qui rappelle de loin le régime de liberté dont jouissaient les États romains.

Or, aujourd'hui cette concession, sur laquelle la France se croyait en droit de compter, semble au moment d'être refusée. On parlait des inconvénients de la concession : le refus entraînera à des inconvénients bien plus réels, bien plus imminents. Il est inutile de dire à quel point le Gouvernement de la République sera peu satisfait, ni quel sera son désappointement ; ce double sentiment ne restera pas longtemps un secret. Deviendra-t-il la nouvelle base sur laquelle s'établiront les rapports réciproques des deux gouvernements ? Il y a plus : ne doit-on pas appréhender que les passions politiques qui fermentent encore dans les États romains, loin de s'éteindre, comme c'est l'intérêt de tous, ne puisent, dans cette douloureuse et regrettable situation, des forces nouvelles ? Elles se modérèrent pour se prévaloir des sympathies de la France en faveur du régime de liberté très-modérée auquel la France avait consenti, de guerre lasse, à borner ses vœux, et n'en deviendront que plus redoutables. Pour éviter quelques embarras problématiques et lointains, irait-on se créer immédiatement les plus difficiles des situations ?

M. de Rayneval a conclu en demandant que, si Sa Sainteté ne consentait pas à accorder, dès à présent, le vote de l'impôt, elle suspendit

du moins sa décision jusqu'à ce que le Gouvernement français pût faire connaître sa pensée.

Il n'était pas moins essentiel, ainsi que les plénipotentiaires français le demandaient en vain depuis plus de six mois, que les intentions de Sa Sainteté fussent annoncées à ses sujets dans la forme la plus solennelle. Il n'y aurait sans cela ni tranquillité des esprits, ni ordre matériel, ni garantie d'avenir.

M. le cardinal Antonelli a dit que le but du Saint-Père, en appelant à son secours les quatre Puissances, avait été de rétablir l'ordre dans ses États et de garantir l'indépendance dont il était responsable vis-à-vis du monde catholique. En donnant des institutions à ses sujets, Sa Sainteté devait éviter tout ce qui pouvait les ramener aux éventualités qui l'ont obligée à s'éloigner de ses États. Plutôt que de compromettre la liberté du chef de l'Eglise en faisant des concessions contraires à sa conscience, Sa Sainteté préférerait s'exposer à tous les embarras, à tous les inconvénients possibles. Son Éminence a ajouté que sur ces différents points elle ferait son rapport à Sa Sainteté.

M. Martinez de la Rosa a dit qu'il ignorait complètement qu'il eût été question du vote de l'impôt. Il demandait s'il y avait eu promesse à cet égard.

M. de Rayneval répond qu'il n'y a pu y avoir promesse, parce que la France a cru de son respect pour le Saint-Père de ne lui faire aucune condition ; mais que l'indication en a été fréquemment donnée par Son Éminence et par Sa Sainteté Elle-même.

La conférence s'ajourne au lundi 13 août.

(Suivent les signatures.)

Nº 13. — Séance du 13 août 1849.

Les Plénipotentiaires se sont réunis le 13 août à six heures du soir.

M. de Rayneval a annoncé que M. de Corcelle était chargé par le Gouvernement de la République de remplacer provisoirement M. d'Harcourt, Plénipotentiaire, à la conférence.

M. le cardinal Antonelli a mis sur le tapis la question de la répartition définitive des provinces de l'État Pontifical entre les quatre armées intervenantes.

M. de Rayneval a dit que le général Oudinot occupait la province de Rome, celles de Civita-Vecchia, de Viterbe et d'Orvieto. La rive droite du Tibre faisait sa frontière. Il désirait seulement mettre une garnison de troupes romaines dans les villes de Todi et de Narni

au-delà du fleuve. Il s'entendrait avec le général autrichien, pour établir une ligne d'avant-postes sur la frontière de la province de Perouse.

M. le comte Ludolf a dit que les Napolitains bornaient leur occupation à la province de Frosinone.

M. Martinez de la Rosa a dit que le général Cordova occupait les provinces de Villettri, Rieti et Spoleto. Son but avait été de poursuivre Garibaldi. Le général n'avait pas dit si cette occupation était ou non temporaire. Il serait interpellé à ce sujet.

M. de Rayneval a fait remarquer qu'il était bon d'être fixé sur ce point. Peu s'en était fallu qu'un regrettable malentendu ne s'élevât entre les Espagnols et les Français au sujet de l'occupation de Spoleto. Les deux provinces de Spoleto et de Rieti, complètement séparées de celle de Villettri, rendaient la communication des Espagnols avec leur base d'opérations excessivement difficile. Il serait de toute nécessité de combiner quelques arrangements à cet égard.

M. le comte Esterhazy a dit que l'armée Autrichienne s'en tenait à ses anciennes positions et occupait les provinces de Bologne, Ferrare, Ravenne, Forli, Pesaro, Ancône, Mercerata, Fermo, Ascoli, Canserino et Perugia.

Cette question provisoirement décidée, M. Martinez a dit qu'il devait entretenir la conférence d'un projet depuis longtemps préparé, mais que les circonstances ne lui avaient pas permis de présenter plus tôt. Il a aussitôt donné lecture d'un mémoire qui conclut à la reconnaissance formelle de la neutralité du Saint-Siège. M. Martinez a également donné lecture de l'acte du congrès de Vienne, qui consacre la neutralité de la Suisse. MM. les Plénipotentiaires ont demandé que le mémoire fût joint en entier au compte-rendu de leurs séances, ce à quoi M. Martinez a consenti.

M. le cardinal Antonelli a fort approuvé ce projet. Il y voit de très-grandes garanties pour la stabilité et la sécurité du Saint-Siège.

M. le comte Ludolf forme les vœux les plus ardents pour que le projet de M. Martinez soit réalisé le plus promptement possible.

M. le comte Esterhazy dit que les avantages de la neutralité appliqués aux États du Saint-Siège ont été trop bien démontrés par M. Martinez, pour qu'il soit nécessaire de rien ajouter. Il appelle spécialement l'attention de la conférence sur la nécessité de rédiger la clause d'inviolabilité du territoire, de telle façon que si, ce qu'à Dieu ne plaise, de nouveaux événements venaient à exiger une nouvelle action des puissances catholiques, elles n'éprouvassent aucun obstacle ni de la part des puissances étrangères, ni de la part des

révolutionnaires. Au lieu de donner aux mal-intentionnés une arme nouvelle, il importe au contraire que la résolution des Puissances soit pour eux un puissant motif de découragement et de crainte. Il ne fallait pas oublier ce qui s'est passé en Suisse en 1847, ni la protection dont une inviolabilité absolue de territoire avait couvert le parti démagogique.

M. de Rayneval a dit que l'idée d'appliquer au Saint-Père la neutralité était certainement très-naturelle et pouvait être très-salutaire; mais qu'il ne connaissait pas les intentions du Gouvernement de la République sur ce point important. En attendant il devait faire remarquer que la question sortait des attributions de la conférence. La neutralité n'existait qu'à la condition d'être garantie par toutes les Puissances de l'Europe, ou du moins par les principales. La conférence ne pouvait stipuler qu'au nom des quatre Puissances et pour un objet déterminé.

M. le comte Esterhazy s'associe complètement à cette observation, ainsi que les autres Plénipotentiaires.

M. Martinez a dit que la conférence pourrait du moins prendre l'initiative.

Les Plénipotentiaires sont convenus de provoquer, à ce sujet, les ordres de leurs Gouvernements respectifs.

(*Suivent les signatures.*)

N° 14. — *Séance tenue à Portici, le 22 septembre 1849.*

Les Plénipotentiaires se sont réunis dans le Palais de Portici le 22 septembre, à cinq heures du soir.

M. le cardinal Antonelli a annoncé la publication, à Rome, d'un *Motu-Proprio* signé par le Saint-Père le 12 de ce mois, contenant les bases des institutions municipales et Gouvernementales.

L'annonce des réformes administratives, civiles et judiciaires dont Son Éminence avait précédemment entretenu la conférence; une amnistie accompagnait cet acte important. Son Éminence avait cru devoir en faire une communication spéciale à la conférence, et a donné lecture du *Motu-Proprio* et du décret par lequel la commission Gouvernementale avait annoncé l'amnistie et fixé les exceptions.

La lecture faite, M. de Rayneval a dit qu'il croyait se rendre l'interprète de MM. les Plénipotentiaires en remerciant M. le cardinal, en leur nom comme au sien, de cette importante communication; il a ajouté qu'il formait les vœux les plus ardents, les plus sincères, pour que les institutions promises par Sa Sainteté assurassent le

bonheur des populations Romaines et leur rendissent enfin un repos qui importait à la tranquillité du monde catholique, à la paix de l'Europe, autant qu'à leur propre bonheur. Sans rentrer dans des discussions antérieures, M. de Rayneval a ajouté qu'il n'avait pas besoin de dire, qu'aux yeux du Gouvernement de la République les institutions annoncées ne paraissaient pas suffisantes pour atteindre le but auquel elles tendaient. Elles laissaient beaucoup à désirer sous le rapport politique. Il fallait espérer qu'elles n'en seraient que plus complètes sous le rapport purement administratif, et que les lois destinées à leur servir de complément réaliseraient les nombreuses réformes que réclamait l'ordre judiciaire en première ligne, l'ordre civil et administratif. Il importait grandement, si l'on voulait calmer et apaiser les esprits, que les commissions chargées d'appliquer ces réformes fussent composées d'hommes vraiment dévoués au système d'amélioration institué par sa Sainteté.

La France verrait avec regret les restrictions apportées à l'amnistie, du moins aurait-il été à désirer que ces exceptions fussent nominatives. Certains hommes, comme ceux de *Membres du Gouvernement et chefs de corps* prêtaient à des interprétations qui jetaient dans les familles une inquiétude qu'il importait de leur épargner.

M. le cardinal a répondu que les commissaires chargés de la rédaction des lois organiques allaient être promptement réunis, et qu'ils choisiraient avec soin parmi les hommes les plus distingués du Pays.

Dès le début de son règne, Pie IX avait institué une commission dans ce même but. Cette commission avait fort avancé ses travaux sur la législation criminelle et civile, lorsque les institutions ont changé. On pourrait la réunir de nouveau et profiter de ses travaux antérieurs.

Quant à l'amnistie, les exceptions nominatives équivalaient à un jugement rendu arbitrairement en dehors de toutes les formes et sans défense de l'inculpé. Les catégories établies ne pouvaient prêter à l'équivoque. Par membres du Gouvernement, on entendait les ministres ; par chefs de corps, les officiers supérieurs du grade de major et au-dessus.

Une conversation générale s'est engagée sur les attributions des municipalités, MM. les Plénipotentiaires se sont unanimement appliqués à faire ressortir la convenance de larges franchises municipales, et le bien qui en résulterait sans danger pour la chose publique. M. le cardinal Antonelli a parlé dans le même sens. Il a été dit que les municipalités, les conseils provinciaux voteraient leurs

recettes et leurs dépenses, le Gouvernement se réservant l'approbation supérieure et un droit général de surveillance.

On pourrait à cet égard établir une distinction entre les dépenses ordinaires et les dépenses extraordinaires, l'approbation du Gouvernement ne serait nécessaire que pour ces dernières.

La conversation s'est portée ensuite sur le point des réformes judiciaires. MM. les Plénipotentiaires ont été encore unanimes pour les indiquer comme indispensables.

L'organisation des tribunaux criminels laissait grandement à désirer. Ils étaient tombés dans une sorte de discrédit fort à regretter. MM. les Plénipotentiaires ont appuyé sur la convenance d'accorder la défense orale, la publicité des débats et d'assurer l'indépendance des juges. Ils ont ajouté qu'il conviendrait de simplifier les juridictions, d'abolir ou restreindre la compétence des tribunaux ecclésiastiques en matière purement civile, d'empêcher surtout par une surveillance active et sévère que les attributions de certains tribunaux ecclésiastiques spéciaux, celui des Evêques, celui du Saint-Office, celui de la fabrique de Saint-Pierre ne servissent plus de prétexte aux abus qui en ont été faits au grand détriment du Gouvernement Pontifical.

M. le comte Esterhazy et M. le comte de Ludolf ont spécialement ajouté, qu'en évitant les abus et en éclairant l'opinion sur la véritable action de ces tribunaux, on éviterait de grands embarras et l'on contribuerait beaucoup à assurer la tranquillité de l'avenir. Suivant eux, c'était moins les institutions elles-mêmes que l'application exagérée que l'on en pourrait faire qui causait tout le mal.

M. le cardinal Antonelli a dit que ces différents points seraient soumis aux délibérations de la commission de législation, qui pèserait le pour et le contre, et chercherait à combiner les nécessités diverses qui étaient en jeu dans cette grave question.

Tout en donnant quelques explications sur les attributions des tribunaux spéciaux, Son Eminence a dit qu'elle n'aurait pas d'objection à ce que, par exemple, les différents degrés de juridiction fussent simplifiés. On pourrait instituer un tribunal suprême, une cour d'appel et des tribunaux de première instance. C'était à peu près le système actuellement suivi, mais il pouvait être amélioré et il le serait.

Après une longue dissertation sur ce sujet, M. le cardinal en a abordé un autre. Son Eminence a appelé l'attention de la conférence sur la nécessité de diminuer les embarras des autorités locales et des forces étrangères occupant le Pays, en fixant par un règlement spécial leurs rapports mutuels, la limite de leurs attributions respectives. Cela rendrait leur allure plus libre et leur accord plus facile. On éviterait bien des froissements, bien des incertitudes qui, dans le moment

actuel, apportaient de grandes entraves à l'administration. A l'heure qu'il est, les agents Pontificaux ne savent pas bien jusqu'où vont leurs pouvoirs. Ils craignent de se trouver en désaccord avec les autorités militaires.

Il y a sous ce rapport une distinction importante à établir, entre les lieux où l'état de siège a été proclamé et ceux qui restent sous l'empire de la loi commune. Sous l'état de siège, l'autorité militaire doit agir librement. Hors de là, l'autorité civile doit avoir toute sa liberté. L'état de siège devrait être réglé par une ordonnance spéciale qui en fixât les conditions, qui en déterminât par exemple la nature des délits à poursuivre, la loi à appliquer et qui réservât la part d'action de l'autorité civile.

Cette précaution avait été prise sur certains points, à Bologne par exemple, et l'on s'en était bien trouvé. Il n'en était pas de même à Rome et à Ancône. Dans la situation normale, l'autorité civile peut à la rigueur se passer du concours de l'autorité militaire, elle doit aussi et fort souvent se trouver dans la nécessité d'y recourir. Dans un cas comme dans l'autre, il peut s'élever des conflits de juridiction qu'il serait bon de prévenir. On a proposé d'établir pour chaque affaire une entente préalable. On ne saurait recourir constamment à ce moyen sans risquer de compromettre le résultat de la mesure à prendre.

Pour éviter les conflits et les embarras, il faut que chacun sache bien quel est son rôle et ce qu'il a à faire.

Le comte Esterhazy a dit que la proposition du cardinal était importante, mais très-délicate, une limite tranchée était presque impossible à tracer, entre armée et administration du même pays, le concours mutuel, l'entente allait de soi. Entre étrangers il n'en est pas ainsi, au lendemain de situations violentes, l'autorité militaire a nécessairement le dessus. Elle établit, par exemple, l'état de siège, et prend ainsi une large part au Gouvernement. Le mieux est de procéder par bonne entente entre les deux autorités civiles et militaires. De bons rapports personnels, une confiance mutuelle conduiraient plus vite au but que tous les règlements les mieux combinés. La difficulté d'arriver à cette complète entente fait au reste désirer qu'on parvienne à établir un règlement. Pour sa part, le comte Esterhazy s'y appliquera de son mieux.

M. Martinez de la Rosa a examiné plus spécialement la question de l'état de siège. C'est l'absorption de l'autorité civile par l'autorité militaire. Dans cette situation, une ligne de démarcation est très-difficile à tracer. On pourrait cependant en proclamant l'état de siège établir quelques restrictions.

L'état de siège strictement appliqué a un caractère de dureté que l'on doit chercher à adoucir ; ainsi on peut établir certaines catégories dans les délits.

S'il n'y a pas état de siège, l'autorité pontificale doit être libre et les troupes étrangères doivent lui prêter appui jusqu'à ce que les troupes pontificales réorganisées soient en état de suppléer à la force étrangère. Cependant, même dans ce cas-là, il convient d'attribuer à l'autorité militaire le droit de pourvoir à sa sûreté, de poursuivre, par exemple, les délits commis contre la force armée, et de se faire justice, sans pour cela qu'elle puisse être accusée d'empiéter sur l'autorité locale. La question était complexe, difficile ; il semblait que de bonnes instructions données de part et d'autre pourraient parfaitement suppléer au défaut de règlement.

M. de Rayneval a dit qu'en effet la question était excessivement difficile à résoudre. On s'apercevait maintenant de la nécessité d'un règlement, parce que les circonstances étaient graves. Elles se ressentaient encore des violentes nécessités de la guerre.

L'autorité de l'armée contrebalançait encore, dépassait parfois celle de l'administration. La situation changerait, et pour l'avenir, si le besoin d'un règlement se faisait encore sentir, il serait plus facile d'y pourvoir. L'administration intérieure fonctionnerait régulièrement. Il n'y aurait plus de grandes mesures politiques à prendre. Les arrestations politiques, qui avaient été un grand motif de conflits, n'auraient plus lieu, parce que l'armistice aurait averti les hommes menacés et qu'ils se seraient mis à l'abri en passant à l'étranger. Il ne resterait donc que la tranquillité publique à maintenir, la police à faire ; une bonne entente entre les autorités avait toujours semblé à M. de Rayneval le meilleur des règlements, et le serait alors plus que jamais. Il ne fallait pas se dissimuler l'extrême délicatesse de la situation. Ordinairement l'autorité civile et l'autorité militaire se trouvent concentrées dans les mêmes mains. Les mouvements de l'un se combinent tout naturellement par les mouvements de l'autre. Quand l'une des autorités est étrangère, ce n'est plus cela. L'autorité civile ne peut pas disposer à son gré de l'autorité militaire, lui dire, par exemple : « Faites ceci, allez par là. » En un mot, il faut s'entendre, il faut combiner. Il faut informer l'autorité militaire pour qu'elle avise aux mesures à prendre, ou bien aussi pour qu'elle donne son avis, pour qu'elle fasse, si elle en a, ses objections. En cas de siège, il serait certainement très-bon d'en fixer les limites par une ordonnance spéciale. Il serait, en tout cas, fort heureux que l'on parvînt à établir sur ces différents points une règle générale ; il était bon d'y réfléchir et d'approfondir le sujet.

M. le cardinal Antonelli a dit que son intention était de le signaler aux méditations de la conférence. Tous les plénipotentiaires sont convenus de s'en occuper.

(Suivent les signatures.)

N° 15. — Séance du 11 mars 1850.

Les plénipotentiaires convoqués par S. Ém. M. le cardinal Antonelli se sont réunis le 11 mars, à onze heures du matin, dans le palais de Portici.

Son Éminence a dit être chargée, par le Saint-Père, d'annoncer à la conférence la résolution prise par Sa Sainteté de retourner à Rome dans les premiers jours du mois d'avril. Elle était certaine de retrouver dans ses États, grâce à l'intervention généreuse des quatre puissances, l'indépendance et la liberté d'action indispensable à l'exercice du pouvoir spirituel que le Saint-Père est appelé à exercer sur le monde catholique. Il avait reçu, à cet égard, les assurances les plus formelles. Il espérait qu'avec l'aide de Dieu il parviendrait à adoucir les maux dont souffraient encore les populations des États romains, et assurerait leur bien être en donnant tous ses soins à l'amélioration de l'administration et au développement des institutions qui pouvaient le mieux convenir et aux vrais besoins des peuples et aux exigences du double pouvoir déposé entre ses mains. Le cardinal espérait que MM. les plénipotentiaires recevraient cette communication avec plaisir.

M. Martinez de la Rosa a dit qu'il croyait se rendre l'organe de ses collègues en exprimant la vive satisfaction qu'elle devait leur causer et qu'elle devait causer aussi à son Gouvernement et aux leurs, qui verraient, dans le prochain retour du Pape à Rome, l'accomplissement de leurs vœux. Il remerciait Son Éminence en son nom et au nom de ses collègues; il voyait arriver avec joie le jour où il serait donné au Père commun des fidèles de rentrer dans la plénitude de son indépendance et dans le libre exercice de son autorité.

M. le comte Ludolf a dit qu'il partageait complètement cette manière de voir. Il fallait espérer qu'aucun incident de nature à modifier la résolution de Sa Sainteté ne surviendrait pour arrêter un départ que, d'ailleurs, il déclarait vivement désirer.

M. le comte Esterhazy s'est associé aux sentiments exprimés par ses collègues. Quant à l'indépendance et à la liberté qu'il importait si grandement d'assurer au Souverain-Pontife, la résolution prise par Sa Sainteté prouvait qu'elle possédait sur ce point des informations d'enature à offrir toutes les garanties désirables.

M. de Rayneval dit que la nouvelle donnée par Son Éminence était la meilleure que l'on pût recevoir, au point de vue religieux comme au point de vue politique. Elle satisferait d'autant plus les Gouvernements intervenants, qu'elle couronnait leur œuvre. Ils attachaient une si grande importance au séjour du Pape à Rome, que c'était pour rendre ce séjour possible qu'ils avaient envoyé leurs armées combattre l'anarchie qui interdisait au Souverain-Pontife le séjour de ses États. Quant à la France, en particulier, qui tenait garnison à Rome et dont l'armée aurait l'honneur de veiller plus spécialement à la sûreté du Saint-Père, elle serait d'autant plus heureuse de la détermination prise par Sa Sainteté, qu'elle y verrait une preuve spéciale de confiance. Elle s'en montrerait digne en garantissant au Saint-Père l'indépendance et la liberté dont il était jaloux à si juste titre.

M. le cardinal Antonelli, reprenant la parole, a dit encore que le Saint-Père désirait que la conférence ne fût pas dissoute tant que durerait l'occupation des États pontificaux.

Cette occupation n'était au fait qu'une continuation de l'intervention et pourrait nécessiter parfois un accord commun entre les diverses puissances.

MM. les plénipotentiaires ont unanimement adhéré à cette manière de voir et se sont montrés sensibles à cette nouvelle preuve de confiance de la part de Sa Sainteté.

La conversation s'étant portée sur la question des relations des autorités locales avec les autorités militaires étrangères, M. le comte Esterhazy a rappelé ce qui avait été dit dans la dernière conférence sur l'importance de cette question. Il reconnaissait que les bonnes relations personnelles étaient, de toutes les garanties, la meilleure; mais cela n'empêchait pas qu'on ne dût s'efforcer de tracer quelques règles générales qui fussent de nature à diminuer les inconvénients qu'entraîne parfois la situation actuelle.

M. le cardinal Antonelli a dit qu'il ferait rechercher les précédents de 1831, lesquels pourraient probablement servir de base à un arrangement spécial.

(Suivent les signatures.)

FIN DES CONFÉRENCES DE GAËTE

AUTRICHE — RUSSIE — ROUMANIE

CONVENTION POUR LA NAVIGATION DU PRUTH, SIGNÉE A
BUCHAREST LE 15 DÉCEMBRE 1866 (1)

Le Gouvernement de S. M. I. et R. Apostolique, le Gouvernement de S. M. l'Empereur de toutes les Russies et le Gouvernement de S. S. le Prince régnant des Principautés-Unies, dans leur désir de régler d'un commun accord, en leur qualité d'États co-riverains, la navigation du Pruth, sont convenus à cet effet des stipulations qui suivent :

Art. 1^{er}. La navigation dans tout le parcours du Pruth, en tant qu'il traverse ou sépare les États des hautes parties contractantes, sera entièrement libre et ne pourra, sous le rapport du commerce, être interdite à aucun pavillon. Les bâtiments et leurs équipages seront toutefois tenus de se conformer strictement aux règlements de navigation à arrêter, ainsi qu'aux dispositions spéciales, contenues dans les articles du présent acte.

Art. 2. Dans le but exclusif de couvrir les frais des travaux d'amélioration du fleuve et ceux de l'entretien de la navigabilité en général une taxe d'un taux convenable sera imposée à la navigation et perçue à l'embouchure du Pruth dans le Danube. Outre cette taxe unique, aucun autre droit, quel que soit son nom et son origine, ne pourra être prélevé sur la navigation, sauf les cas prévus à l'article 18.

Art. 3. Les produits et les marchandises transportées par le Pruth seront entièrement libres de tout droit de passage ou de transit.

Art. 4. Les lignes douanières suivront partout les rives du fleuve sans jamais les traverser. Il s'ensuit que les bâtiments, radeaux, etc., tant qu'ils sont en voie de navigation ou à l'ancre dans le lit du fleuve, seront entièrement en dehors de toute action des douanes; ils seront au contraire soumis aux règles en vigueur dans chacun des États riverains pour le commerce extérieur dès qu'ils auront accosté l'une ou l'autre des deux rives.

Art. 5. Afin de favoriser autant que possible le développement du commerce et de la navigation, on introduira dans le règlement de police fluviale des dispositions spéciales, ayant pour but d'empêcher que les fonctions des douaniers ne deviennent une entrave ou un empêchement pour l'exercice de la navigation. On aura surtout en vue

1. Publié dans la Reichsgesetzblatt du 12 mai 1870.

de faciliter autant que faire se pourra le hâlage des bâtiments le long des rives.

Art. 6. En vue de faciliter les opérations du commerce et de la navigation, les Gouvernements augmenteront aussi, autant que les circonstances locales le permettront, le nombre des échelles ou stations douanières pour l'exportation et l'importation des marchandises.

Art. 7. Une commission mixte permanente, composée des délégués d'Autriche, de Russie et des Principautés-Unies, sera instituée pour mettre le Pruth dans les meilleures conditions possibles de navigation et pour élaborer un acte de navigation, contenant les règlements de police fluviale et le tarif du péage. La mission de cette autorité internationale consistera :

(a) A désigner et à faire exécuter les travaux indispensables pour améliorer le lit du fleuve ;

(b) A arrêter et à mettre en application le tarif des droits de navigation, destinés au remboursement des frais d'amélioration du fleuve et de ceux de l'entretien des travaux ;

(c) A élaborer les règlements de police fluviale ;

(d) A veiller à l'entretien des ouvrages et à la stricte observation des dispositions des règlements.

Art. 8. La commission mixte pour le Pruth nommera, d'un commun accord des trois membres qui la composent, un inspecteur qui aura pour tâche :

(a) De surveiller l'exécution des travaux d'amélioration, en vue de leur conformité avec les projets, plans et devis approuvés par les trois Gouvernements ;

(b) D'exercer un contrôle exact sur l'encaissement des taxes suivant le tarif arrêté par la commission ;

(c) D'assurer la stricte application de toutes les dispositions des règlements pour la police fluviale ;

(d) De veiller à l'entretien en bon état des ouvrages d'amélioration et de faire exécuter à cet effet les travaux nécessaires.

Art. 9. L'inspecteur fonctionnera comme organe de la commission permanente et sous sa direction. Il aura un caractère international et son autorité s'exercera indistinctement à l'égard de tous les pavillons.

Art. 10. L'entretien de l'inspecteur sera porté annuellement sur le budget des dépenses générales pour la navigabilité du fleuve.

Art. 11. Les travaux de correction du Pruth seront exécutés d'après un projet général pour tout son parcours navigable. Ce projet général

ainsi que les plans spéciaux et les devis qui s'y rattachent, seront soumis à l'approbation des trois Gouvernements.

Art. 12. En considération des changements fréquents et imprévus auxquels sont généralement sujets les fleuves, il sera réservé à la commission mixte la faculté d'introduire dans le projet des travaux lors de l'exécution, et si le besoin s'en présente, des modifications d'une importance secondaire. Il est entendu toutefois que la commission ne pourra ni supprimer entièrement une partie des ouvrages, ni dépasser les limites des devis sans une autorisation expresse des Gouvernements.

Art. 13. Tous les ouvrages créés conformément aux articles précédents par la commission mixte avec leurs accessoires et dépendances devront toujours rester affectés exclusivement à l'usage de la navigation du Pruth et ne pourront être détournés de cette destination pour quelque motif que ce soit, et sous ce rapport ils seront placés sous la garantie et la sauvegarde du droit international. La commission permanente à instituer en vertu de l'article 7, sera chargée, à l'exclusion de toute autre ingérence quelconque, d'administrer ces ouvrages au profit de la navigation, de veiller à leur maintien et conservation et de leur donner tout le développement que les besoins de la navigation pourront réclamer.

Art. 14. Les Gouvernements signataires du présent acte s'engagent à prêter à la commission mixte et à ses organes toute l'assistance et tout le concours dont ils pourront avoir besoin pour l'exécution des travaux d'art et généralement pour tout ce qui concerne l'accomplissement de leur tâche.

Art. 15. Des chemins pour le hâlage des bâtiments devront être établis sur les deux rives du fleuve.

Art. 16. Il ne sera pas permis d'établir dans le fleuve et près de ses rives des moulins, des digues, des rones d'irrigation et autres constructions qui obstruent le lit du fleuve ou entravent la communication par le chemin de hâlage.

Art. 17. Il ne sera construit sur l'une ou sur l'autre des rives du fleuve, soit par des compagnies de commerce ou de navigation, soit enfin par des particuliers, aucun pont, débarcadère, quais, échelles ou autres établissements de même nature dont les plans n'auraient pas été communiqués à la commission mixte et reconnus comme ne pouvant compromettre en rien les effets des travaux d'amélioration.

Art. 18. Les communes urbaines et rurales qui voudront construire à leurs frais des travaux d'une utilité reconnue pour les navires, tels que des ouvrages d'accès, etc., seront autorisées à prélever une taxe correspondante, qui, dans tous les cas, ne pourra être que

l'équivalent exact du service rendu, et dont le prélèvement ne pourra s'effectuer qu'exclusivement à charge des navires qui voudraient en profiter.

Le montant des taxes à prélever à ce titre devra être soumis à l'approbation préalable de la commission mixte.

Art. 19. Les conditions spéciales sous lesquelles les communications d'une rive à l'autre pourront s'effectuer, à l'aide de ponts et de bacs, seront réglées par la commission mixte d'une manière convenable pour la navigation.

Art. 20. Conformément aux articles 2 et 7 du présent acte, la commission mixte pour le Pruth arrêtera un tarif des taxes de navigation qui doivent être prélevées à son embouchure pour le remboursement des frais d'amélioration. Ce tarif, après avoir reçu l'approbation des Gouvernements, sera joint à cet acte pour avoir même force et valeur que s'il en faisait partie intégrante.

Art. 21. Le produit du péage sera effectué :

(a) Par priorité et préférence, à couvrir les frais d'administration et d'entretien des ouvrages de correction après leur achèvement ;

(b) Au paiement des intérêts des sommes employées pour les travaux d'amélioration ;

(c) A l'amortissement successif de ce capital.

Art. 22. Après le remboursement des fonds, primitivement employés pour les travaux de correction, et en vue de diminuer les charges imposées à la navigation, il sera procédé, par les délégués des Gouvernements signataires, à une révision de ces dispositions et le montant des taxes sera réduit, autant que faire se pourra, tout en conservant le revenu moyen jugé nécessaire pour l'entretien en bon état de la navigabilité.

Art. 23. En même temps que le tarif des taxes, il sera élaboré par la commission mixte un règlement spécial pour la perception des péages et l'administration de la caisse de navigation.

Art. 24. Les opérations de cette caisse seront placées sous le contrôle de l'inspecteur, qui, conformément à l'article 9 ci-dessus, doit fonctionner comme organe de la commission permanente.

Art. 25. Un bilan des opérations de la caisse de navigation, ainsi qu'un état faisant connaître la répartition et l'emploi des produits du tarif, seront présentés annuellement par la commission mixte aux Gouvernements contractants.

Art 26. La navigation du Pruth sera régie par un règlement de navigation et de police, élaboré par la commission mixte et approuvé par les trois Gouvernements signataires; après avoir reçu la sanction des Gouvernements, le règlement sera joint au présent acte, pour

avoir même force et valeur que s'il en faisait partie intégrante.

Art. 27. Il est entendu que ce règlement fera loi, non-seulement en ce qui concerne la police fluviale, mais encore pour les jugements des contestations civiles qui pourront naître par suite de l'exercice de la navigation.

Art. 28. Afin d'assurer l'exécution du règlement de police dans tout le parcours du Pruth, les Gouvernements signataires s'obligent à prêter aide et assistance à l'inspecteur, et en général à tous les organes de la commission mixte qui seront chargés de veiller au maintien de l'ordre et de la régularité sur la voie fluviale.

Art. 29. Si une épidémie vient à éclater, des lignes quaranténaires sur le Pruth pourront être établies. On tâchera toutefois de concilier autant que faire se pourra les garanties sanitaires avec les besoins du commerce et de la navigation.

Art. 30. Les bâtiments descendant le Pruth seront affranchis de tout contrôle sanitaire; il en sera de même pour les bâtiments venant du Danube, aussi longtemps qu'une épidémie ne régnera pas dans les provinces riveraines du fleuve; les bâtiments seront tenus simplement de présenter leur patente de santé aux autorités des échelles où ils mouilleront.

Art 31. La perception des droits ne pourra s'effectuer qu'à l'embouchure du Pruth dans le Danube, et elle ne devra gêner en rien le mouvement de la navigation.

Art. 32. Un poste roumain sera placé à l'embouchure du Pruth et prêtera main forte, en cas d'opposition aux commissaires, à l'inspecteur de la navigation ainsi qu'aux agents chargés de la perception.

La commission mixte demandera au besoin le concours de l'autorité consulaire compétente.

Art. 33. La commission mixte aura son siège à Bucharest ou à Galatz.

Fait à Bucharest, le 3/45 décembre 1866.

(L. S.) *Signé* : CHARLES, baron d'EDER,

Agent et consul général d'Autriche.

(L. S.) *Signé* : d'OFFENBERG,

Consul général de Russie.

(L. S.) *Signé* : prince GEORGE STIRBEY,

Ministre des Affaires étrangères des Principautés-Unies.

JAPON — RUSSIE

CONVENTION DE COMMERCE SIGNÉE A YEDDO LE 23 DÉCEMBRE 1867.

Les gouvernements de Russie et du Japon ayant jugé indispensable d'apporter au traité conclu entre eux le 7 août 1858 (d'après le calendrier japonais, le 11^e jour du 7^e mois de la 5^e année Ansei) ainsi qu'au tarif y annexé, les modifications et compléments capables de faciliter les relations commerciales entre les deux puissances, ont donné pleins-pouvoirs pour conclure une convention à ce sujet, savoir :

Le gouvernement de Russie, à son consul à Hakodaté, le conseiller de collège Eugène Bützow,

Et le gouvernement du Japon, au membre du ministère des affaires étrangères *Edzouré Kagano-Kami*.

Ces plénipotentiaires, après s'en être entendus, ont arrêté les dispositions ci-dessous :

Art. 1^{er}. Le tarif des droits de douane à percevoir sur les marchandises d'importation et d'exportation entrera en vigueur à partir du jour de la signature de la présente convention.

Sont et demeurent abrogés le tarif annexé au traité conclu en 1858 (5^e année Ansei) ainsi que toutes les modifications et suppléments qu'il a reçus depuis.

Art. 2. Le nouveau tarif aura même force et valeur que s'il avait été inséré dans le traité même de 1858 (5^e année Ansei) et pourra être révisé à dater du premier juillet (nouveau style) mil huit cent soixante-douze. Au demeurant, chacune des parties contractantes aura le droit, six mois après la signature de la présente convention, de demander une modification des droits sur les thés et les soies, en prenant pour base de ces droits cinq pour cent du prix moyen de ces articles pendant les trois années précédentes.

Art. 3. Sont et demeurent abrogés les paiements pour les autorisations délivrées par les douanes, fixés en l'art. 6 du règlement annexé au traité conclu en 1858 (5^e année Ansei). Les permis de chargement et de déchargement de marchandises continueront à être délivrés gratuitement, comme par le passé.

Art. 4. Le gouvernement Japonais s'oblige à organiser dans tous les ports ouverts du Japon des entrepôts, dans lesquels, à la demande des négociants, les marchandises d'importation seront reçues pour y être conservées sans acquitter les droits d'entrée. Le gouvernement japonais répondra de l'intégrité des marchandises pendant toute la durée de leur entrepôt, sauf dans les cas d'incendie; les entrepôts

seront d'ailleurs construits de manière à pouvoir être assurés par les compagnies étrangères d'assurances contre l'incendie.

Quand le négociant qui a importé les marchandises, ou leur propriétaire désire les retirer de l'entrepôt, il est tenu d'acquitter les droits fixés par le tarif; toutefois il aura la faculté de réexporter ces marchandises sans acquitter pour elles le droit d'entrée. Dans l'un comme dans l'autre cas, il sera perçu, à la sortie des marchandises de l'entrepôt, un droit de garde qui sera réglé de commun accord entre les parties contractantes, de même que le mode d'admission, de garde et de sortie des marchandises.

Art. 5. Tous les produits du Japon peuvent être transportés de tous les points du pays aux ports ouverts sans être assujettis à aucun droit de transit ou autre, excepté les péages ordinaires prélevés uniformément sur tous les commerçants pour l'entretien des routes et des voies navigables.

Art. 6. Désirant écarter les obstacles que l'article 13 du traité conclu entre la Russie et le Japon en 1858 opposait à la libre circulation des monnaies étrangères au Japon, le gouvernement japonais introduira sans délai, dans la fabrication des monnaies de son pays, les changements et améliorations indispensables; après cela, l'hôtel des monnaies du Japon, ainsi que les bureaux spéciaux qui seront établis dans chacun des ports ouverts de cet État, recevront des étrangers et des japonais de toutes conditions les monnaies étrangères de toute espèce, ainsi que des lingots d'or et d'argent, pour les échanger contre des monnaies japonaises équivalentes par leur poids et leur titre, sauf retenue d'un certain droit de refonte, dont le chiffre sera fixé d'un commun accord entre les deux gouvernements. Le gouvernement du Japon mettra cette mesure à exécution dans le délai d'un an au plus à dater de la signature de la présente convention, ou plus tôt si faire se peut, et la promulguera en temps utile dans tout le Japon.

Art. 7. En vue de l'urgente nécessité d'écarter, dans les ports ouverts, les abus et vexations relatifs à l'expédition des affaires dans les douanes, au chargement et au déchargement des marchandises à la location des embarcations à rames, des manœuvres, gens de service, etc., etc., les gouverneurs des ports ouverts seront chargés de s'entendre immédiatement avec les consuls au sujet des mesures indispensables pour mettre un terme à ces abus et vexations, et pour procurer les facilités et la sécurité désirables aux relations commerciales et particulières entre les étrangers et les Japonais.

Dans les réglemens qui seront établis à cet effet, on introduira aussi une clause portant qu'il sera construit aux débarcadères de

chacun des ports ouverts un ou plusieurs hangars pour mettre les marchandises à couvert lors de leur embarquement ou de leur débarquement.

Art. 8. Il est permis aux sujets japonais d'acheter, dans les ports ouverts du Japon et à l'étranger, des navires de toute sorte, à voiles ou à vapeur, pour le transport des marchandises ou des voyageurs, à l'exception des bâtiments de guerre, qu'ils ne peuvent acheter à moins d'y être autorisés par le gouvernement.

Les patentes pour arborer le pavillon japonais à bord de navires russes, achetées par des sujets japonais, seront payées au prix de trois bous par tonneau de jauge pour les bâtiments à vapeur, et d'un bou par tonneau pour les navires à voiles. Le jaugeage du navire acheté sera déterminé par les papiers de bord russes, lesquels seront transmis, sur leur demande, aux autorités japonaises par le consul, qui en certifiera l'authenticité.

Art. 9. Les marchands japonais de toute classe peuvent commercer directement avec les marchands russes, sans l'intervention d'aucun fonctionnaire du gouvernement, non-seulement dans les ports ouverts du Japon, mais encore en Russie, après avoir reçu l'autorisation indispensable pour sortir du Japon, conformément aux dispositions établies à cet effet en l'article 10 de la présente convention.

Dans leurs relations commerciales avec les sujets russes, les Japonais ne seront pas assujettis à des droits plus élevés que ceux qui leur sont imposés pour leurs transactions entre eux.

De même, les princes japonais et leurs serviteurs peuvent, aux mêmes conditions, se rendre en Russie, aussi bien que dans les ports ouverts du Japon, et y commercer avec les Russes, librement et sans intervention des autorités japonaises, pourvu qu'ils se conforment aux réglemens de police en vigueur et acquittent les droits établis.

Art. 10. Les sujets japonais peuvent expédier leurs marchandises, soit des ports ouverts du Japon, soit des ports de Russie, sur tout navire appartenant à un sujet russe ou japonais.

De plus, il leur est permis de se rendre en Russie dans un but scientifique ou pour affaires de commerce, après avoir obtenu un passe-port des autorités compétentes, conformément à ce qui est prescrit à ce sujet dans la publication du gouvernement japonais du 11 mai 1866. Ils peuvent également s'engager à bord des navires russes pour toute espèce de travaux. Les Japonais servant chez les Russes peuvent obtenir des passeports à l'étranger du gouverneur de chaque port ouvert.

Art. 11. Pour la sécurité de la navigation, le gouvernement japo-

nais établira, dans le voisinage des ports ouverts du Japon, les phares, bouées et balises indispensables.

Art. 12. La présente convention entrera en vigueur à dater du jour de sa signature.

Lorsque cette convention aura été sanctionnée par les deux gouvernements, les parties contractantes s'en informeront réciproquement par écrit; cet échange de communications écrites tiendra lieu d'un échange formel de ratifications.

Aujourd'hui même il est opéré un échange de deux des quatre exemplaires de la convention rédigés en langue russe et japonaise, signés et scellés par les deux plénipotentiaires.

Conclu et signé à Yeddo, l'an de grâce mil huit cent soixante-sept, le 11 (23) décembre, ou, d'après le calendrier japonais, le huitième jour du onzième mois de la troisième année Keïo.

(L. S.) *Signé* : BUTZOW.

(L. S.) *Signé* : EDZOURÉ-KAGANO-KAMI.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — RUSSIE

ARTICLE ADDITIONNEL AU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION,
DU 6/18 DÉCEMBRE 1832, SIGNÉ A WASHINGTON LE 27 JANVIER
1868.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et les États-Unis d'Amérique jugeant utile d'ajouter un article additionnel au traité de commerce conclu entre eux, le 6/18 décembre 1832 (1), ont nommé, à cet effet, pour leurs ministres plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur de toutes les Russies : le conseiller privé Édouard de *Stoeckl*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près les États-Unis,

Et le Président des États-Unis : le sieur William H. *Seward*, secrétaire d'Etat,

Lesquels, après avoir vérifié leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé ce qui suit :

Les hautes parties contractantes, désirant assurer une complète et efficace protection à l'industrie manufacturière de leurs sujets et citoyens respectifs, sont convenues que toute reproduction dans l'un des deux pays des marques de fabrique apposées dans l'autre sur cer-

(1) Voir ci-après le traité du 18 décembre 1832.

taines marchandises, pour constater leur origine et leur qualité, sera sévèrement interdite et réprimée, et pourra donner lieu à une action en dommages-intérêts valablement exercée par la partie lésée, devant les tribunaux du pays où la contrefaçon aura été constatée.

Les marques de fabrique, dont les sujets ou les citoyens de l'un des deux Etats voudraient s'assurer la propriété dans l'autre, devront être déposées exclusivement, savoir : les marques des sujets russes, à Washington, au bureau des patentes, et les marques des citoyens des Etats-Unis, à Saint-Petersbourg, au département des manufactures et du commerce intérieur.

Cet article additionnel, dont chacune des parties pourra faire cesser l'effet en vertu de l'article 12 du traité auquel il sert de complément, sera ratifié par S. M. l'Empereur de toutes les Russies et par le Président, avec l'avis et le consentement du Sénat des Etats-Unis ; et les ratifications en seront échangées à Saint-Petersbourg, dans le terme de neuf mois, à compter du jour de la signature, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent article additionnel en duplicata, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Washington, le vingt-septième jour de janvier de l'an de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) *Signé* : WILLIAM H. SEWARD. (L. S.) *Signé* : EDOUARD STOEKL.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — RUSSIE

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION, CONCLU A SAINT-PETERSBOURG LE 18 DÉCEMBRE 1832 (1).

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité :

Les Etats-Unis d'Amérique et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, également animés du désir de maintenir les rapports de bonne intelligence qui ont si heureusement subsisté jusqu'ici entre leurs Etats respectifs, et d'en étendre et consolider les relations commerciales, sont convenus d'entrer en négociation pour conclure un traité de commerce et de navigation. A cet effet, le Président des Etats-Unis

(1) Voir ci-dessus page 582 l'art. additionnel du 27 janvier 1868.

a muni de ses pleins pouvoirs le sieur James *Buchanan*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis près Sa Majesté impériale, et S. M. l'Empereur de toutes les Russies a muni des mêmes pouvoirs le sieur Charles Robert, comte de *Nesselrode*, son vice-chancelier, chevalier des ordres de Russie et de plusieurs autres, etc.,

Lesquels plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura, entre les territoires des hautes parties contractantes, liberté et réciprocité de commerce et de navigation. Les habitants de leurs États respectifs pourront réciproquement entrer dans les ports, places et rivières des territoires de chacune d'elles, partout où le commerce étranger est permis.

Ils seront permis de s'y arrêter et de résider dans quelque partie que ce soit desdits territoires pour y vaquer à leurs affaires; et ils jouiront à cet effet de la même sécurité et protection que les habitants du pays dans lequel ils résideront, à charge de se soumettre aux lois et ordonnances y établies, et en particulier aux réglemens de commerce en vigueur.

Art. 2. Les bâtimens russes arrivant sur lest ou chargés dans les ports des États-Unis, et réciproquement les bâtimens des États-Unis arrivant sur lest ou chargés dans les ports de l'empire de Russie, seront traités à leur entrée, pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux venant du même lieu, par rapport aux droits de tonnage. Pour ce qui concerne les droits de fa-naux, de pilotage et de port, ainsi que les vacations des officiers publics, et tout autre droit ou charge de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus des bâtimens de commerce au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités locales ou d'établissements particuliers quelconques, les hautes parties contractantes se traiteront réciproquement sur le pied des nations les plus favorisées avec lesquelles elles n'ont pas de traité actuellement en vigueur, qui règle lesdits droits et charges sur la base d'une entière réciprocité.

Art. 3. Toute espèce de marchandises et objets de commerce qui pourront légalement être importés dans les ports de l'empire de Russie sur des bâtimens russes, pourront également y être importés sur des bâtimens des États Unis d'Amérique, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités locales ou d'établissements particuliers quelconques, que s'ils étaient importés sur des bâtimens russes. Et réciproquement, toute espèce de marchandises et objets de commerce qui pourront légale-

ment être importés dans les ports des États-Unis d'Amérique sur les bâtiments desdits États, pourront également y être importés sur des bâtiments russes, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités locales ou d'établissements particuliers quelconques, que s'ils étaient importés sur des bâtiments des États-Unis d'Amérique.

Art. 4. Il est entendu que les stipulations contenues dans les deux articles précédents sont, dans toute leur plénitude, applicables aux bâtiments russes et leurs cargaisons, arrivant dans les ports des États-Unis d'Amérique, et réciproquement aux bâtiments desdits États et leurs cargaisons, arrivant dans les ports de l'empire de Russie, soit que lesdits bâtiments viennent des ports du pays auquel ils appartiennent, soit de ceux de tout autre pays étranger.

Art. 5. Toute espèce de marchandises et objets de commerce, qui pourront être légalement exportés des ports des États-Unis d'Amérique sur des bâtiments nationaux, pourront également en être exportés sur des bâtiments russes, sans payer d'autres ni de plus forts droits, ou charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités locales ou d'établissements particuliers quelconques, que si ces mêmes marchandises ou denrées étaient exportées sur des bâtiments des États-Unis d'Amérique. Et réciproquement toute espèce de marchandises et objets de commerce qui pourront être légalement exportés des ports de l'empire de Russie sur des bâtiments nationaux, pourront également en être exportés sur des bâtiments des États-Unis d'Amérique, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités locales, ou d'établissements particuliers quelconques, que si ces marchandises ou denrées étaient exportées sur des bâtiments russes.

Art. 6. Il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans les États-Unis, des articles provenant du sol ou de l'industrie de l'empire de Russie, et il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans l'empire de Russie, des articles provenant du sol ou de l'industrie des États-Unis, que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes articles provenant du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger. De même, il ne sera imposé sur l'importation ou sur l'exportation des articles provenant du sol ou de l'industrie des États-Unis ou de l'empire de Russie, à l'entrée ou à la sortie des ports des États-Unis, ou de ceux de l'empire

de Russie, aucune prohibition qui ne soit pas également applicable à toute autre nation.

Art. 7. Il est expressément entendu que les articles précédents 2, 3, 4, 5 et 6 ne sont point applicables à la navigation de côte ou cabotage de chacun des deux pays, que l'une et l'autre des hautes parties contractantes se réservent exclusivement.

Art. 8. Les deux parties contractantes auront la faculté d'avoir dans leurs ports respectifs des consuls, vice-consuls, agents et commissaires de leur choix, qui jouiront des mêmes privilèges et pouvoirs dont jouissent ceux des nations les plus favorisées; mais dans le cas où lesdits consuls veulent faire le commerce, ils seront soumis aux mêmes lois et usages auxquels sont soumis les particuliers de leur nation à l'endroit où ils résident.

Les consuls, vice-consuls et agents commerciaux auront le droit, comme tels, de servir de juges et d'arbitres dans les différends qui pourraient s'élever entre les capitaines et les équipages des bâtiments de la nation dont ils soignent les intérêts, sans que les autorités locales puissent y intervenir, à moins que la conduite des équipages ou du capitaine ne troublât l'ordre ou la tranquillité du pays, ou que lesdits consuls, vice-consuls ou agents commerciaux ne requissent leur intervention pour faire exécuter ou maintenir leurs décisions; bien entendu que cette espèce de jugement ou d'arbitrage ne saurait pourtant priver les parties contendantes du droit qu'elles ont à leur retour de recourir aux autorités judiciaires de leur pays.

Art. 9. Lesdits consuls, vice-consuls ou agents commerciaux sont autorisés à requérir l'assistance des autorités locales pour la recherche, l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires de guerre et marchands de leur pays, ils s'adresseront pour cet objet aux tribunaux, juges et officiers compétents, et réclameront, par écrit, les déserteurs susmentionnés, prouvant par la communication des registres de navire, ou du rôle de l'équipage, ou d'autres documents officiels, que de tels individus ont fait partie desdits équipages, et, cette réclamation ainsi prouvée, l'extradition ne sera point refusée.

De tels déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la disposition desdits consuls, vice-consuls ou agents commerciaux, et pourront être enfermés dans les prisons publiques à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être détenus jusqu'au moment où ils seront rendus aux navires auxquels ils appartenaient, ou renvoyés dans leur patrie par un bâtiment de la même nation ou un autre bâtiment quelconque. Mais, s'ils ne sont pas renvoyés dans l'espace de quatre mois, à compter du jour de leur arrestation, ils se-

ront mis en liberté et ne seront plus arrêtés pour la même cause.

Toutefois, si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit, il pourra être sursis à son extradition jusqu'à ce que le tribunal nanti de l'affaire ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. 10. Les citoyens et sujets de chacune des hautes parties contractantes auront, dans les états de l'autre, la liberté de disposer de leurs biens personnels, soit par testament, donation ou autrement; et leurs héritiers, étant citoyens ou sujets de l'autre partie contractante, succéderont à leurs biens, soit en vertu d'un testament, soit *ab intestato*, et ils pourront en prendre possession, soit en personne, soit par d'autres agissant en leur place, et en disposeront à volonté, en ne payant, au profit des Gouvernements respectifs, d'autres droits que ceux auxquels les habitants du pays où se trouvent lesdits biens sont assujettis en pareille occasion. En cas d'absence des héritiers, on prendra provisoirement desdits biens les mêmes soins qu'on aurait pris en pareille occasion des biens des nationaux du même pays, jusqu'à ce que le propriétaire légitime ait pris des arrangements pour recueillir l'héritage. S'il s'élève des contestations entre les différents prétendants ayant droit à la succession, elles seront décidées en dernier ressort, selon les lois et par les juges du pays où la succession est vacante. Et si, par la mort de quelque personne possédant des biens-fonds sur le territoire de l'une des hautes parties contractantes, ces biens-fonds venaient à passer, selon les lois du pays, à un citoyen ou sujet de l'autre partie, et que celui-ci, en sa qualité d'étranger, fut inhabile à les posséder, il jouira du délai fixé par les lois du pays, et dans le cas où les lois du pays actuellement existantes n'en fixeraient aucun, il obtiendrait un délai convenable pour vendre ces biens-fonds et pour en retirer et exporter le produit sans obstacle et sans payer, au profit des Gouvernements respectifs, d'autres droits que ceux auxquels les habitants du pays où se trouvent les biens fonds sont assujettis en pareille occasion. Mais cet article ne dérogera en aucune manière à la force des lois qui ont déjà été publiées, ou qui pourraient l'être par la suite par S. M. l'Empereur de toutes les Russies, pour prévenir l'émigration de ses sujets.

Art. 11. Si l'une des Parties contractantes accorde par la suite à d'autres nations quelque faveur particulière en fait de commerce ou de navigation, cette faveur deviendra aussitôt commune à l'autre partie, qui en jouira gratuitement, si la concession est gratuite, ou en accordant la même compensation, si la concession est conditionnelle.

Art. 12. Le présent traité dont l'effet s'étendra également au

Royaume de Pologne, pour autant qu'il peut lui être applicable, restera en vigueur jusqu'au premier janvier de l'an de grâce 1839, et si un an avant ce terme, l'une des hautes parties contractantes n'avait pas annoncé à l'autre, par une notification officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, ce traité restera obligatoire une année et au-delà ainsi de suite, jusqu'à l'expiration de l'année qui commencera après la date d'une semblable notification.

Art. 13. Le présent traité sera approuvé et ratifié par le Président des Etats-Unis d'Amérique, par et avec l'avis et le consentement du Sénat des dits États, et par S. M. l'Empereur de toutes les Russies; et les ratifications en seront échangées en la ville de Washington dans l'espace d'un an, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en duplicata et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint-Pétersbourg le 6 (18) décembre de l'an de grâce mil huit cent trente-deux.

(L. S.) *Signé* : CHARLES comte DE NESSELRODE.

(L. S.) *Signé* : JAMES BUCHANAN.

Article séparé.

Des rapports de voisinage et des engagements antérieurs, ayant mis le Gouvernement impérial dans le cas de régler les relations commerciales de la Russie avec la Prusse, et les royaumes de Suède et de Norvège, par des stipulations spéciales, actuellement en vigueur et qui pourront être renouvelées dans la suite, sans que les dites stipulations soient liées aux réglemens existants pour le commerce étranger en général, les deux hautes parties contractantes, voulant écarter de leurs relations commerciales toute espèce d'équivoque ou de motif de discussion, sont tombées d'accord, que ces stipulations spéciales accordées au commerce de la Prusse, de la Suède et de la Norvège, en considération d'avantages équivalents, accordés dans ces pays, d'une part au commerce du Royaume de Pologne, de l'autre à celui du Grand-Duché de Finlande, ne pourront dans aucun cas être invoquées en faveur des relations de commerce et de navigation, sanctionnées entre deux hautes parties contractantes par le présent traité.

Le présent article séparé aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot dans le traité signé aujourd'hui, et sera ratifié en même temps.

En foi de quoi, nous, soussignés, en vertu de nos pleins pouvoirs

respectifs, avons signé le présent article séparé, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Saint-Petersbourg le 6 (18) décembre, l'an de grâce mil huit cent trente-deux.

(L. S.) *Signé* : JAMES BUCHANAN.

(L. S.) *Signé* : CHARLES comte DE NESSELRODE.

ITALIE — NICARAGUA

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION, CONCLU A MANAGUA
LE 6 MARS 1868.

S. M. le Roi d'Italie et la République du Nicaragua, désirant faciliter les rapports de commerce et de navigation entre les deux pays, ont résolu de conclure un traité de commerce et de navigation et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. le Roi d'Italie : M. Giuseppe *Anfora*, duc de Licignano, chargé d'affaires et consul général près les républiques de l'Amérique centrale.

Et, S. Ex. le Président du Nicaragua : l'avocat Tomas *Ayon*, ministre d'État pour les affaires étrangères.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura complète et entière liberté de commerce et de navigation sur les territoires et possessions des deux hautes parties contractantes.

Les citoyens italiens sur le territoire du Nicaragua, et les citoyens du Nicaragua dans les États de S. M. le Roi d'Italie pourront aborder librement et en toute sécurité avec leurs batiments et leur chargement à tous les points, ports et fleuves de l'Italie et du Nicaragua qui sont actuellement ou pourront être à l'avenir ouverts aux nationaux, d'y entrer, de rester et de résider sur n'importe quel point des dits territoires. Ils jouiront respectivement dans les États et possessions de l'autre partie, des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs et exemptions pour le commerce et la navigation dont jouissent et jouiront les nationaux, sans avoir à payer des droits ou impôts plus élevés que ceux payés par ces mêmes nationaux en se soumettant aux lois et réglemens en vigueur.

Les navires de guerre des deux puissances recevront, dans les ports respectifs, le traitement des nations les plus favorisées.

Art. 2. Les citoyens des deux parties contractantes seront libres de voyager et de résider sur le territoire de l'autre, de faire du commerce en gros et en détail, de louer et occuper des maisons, magasins et boutiques qui leur conviendront, d'effectuer des transports de marchandises et d'argent, de recevoir des consignations tant de l'intérieur que de l'extérieur, en payant les seuls droits établis par les lois en vigueur pour les nationaux, de vendre et acheter directement ou par des intermédiaires de leur choix, de fixer les prix des biens, effets, marchandises ou objets quelconques, qu'ils soient importés ou proviennent du pays même, soit qu'ils les vendent à l'intérieur ou pour l'exportation, toujours en se conformant à toutes les lois et aux règlements des pays ; de s'occuper de leurs propres affaires, de présenter à toutes les douanes leurs propres déclarations ou les faire soutenir par toute personne qu'ils jugeront convenable, sans être soumis à d'autres charges, contributions ou impôts que ceux supportés par les nationaux.

Ils pourront également acquitter tous les droits quelconques dont ils seront chargés par leurs propres citoyens, par des étrangers ou des nationaux, soit par procuration soit en qualité de facteurs, commis, consignataires ou interprètes.

Enfin, ils ne paieront en raison de leur commerce ou de leur industrie dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux pays où ils sont définitivement ou temporairement établis, que les mêmes droits, taxes ou impôts supportés par les nationaux ; et les privilèges, immunités et autres faveurs, accordés en matière de commerce et d'industrie aux citoyens d'un des deux pays, seront également accordés à ceux de l'autre.

Art. 3. Les citoyens et sujets de l'une des parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre, de la protection et de la sécurité la plus complète pour leurs personnes et leurs biens et jouiront à cet égard des mêmes droits ou privilèges accordés aux nationaux, en se soumettant aux conditions imposées à ces derniers.

Ils seront, en outre, dans les États respectifs, exemptés du service militaire obligatoire, soit sur terre, soit sur mer, dans la garde nationale ou dans la milice. Ils seront également exemptés de tout service judiciaire ou municipal, comme de toute espèce de contribution en argent et en nature à réclamer comme compensation pour service personnel.

Art. 4. Les citoyens des deux parties contractantes ne pourront être soumis à aucun sequestre ou embargo ; ils ne pourront être retenus avec leurs bâtiments, équipages, marchandises ou effets commerciaux pour une expédition militaire ni pour raison d'État ni pour un objet

quelconque public, sans qu'il soit accordé une indemnité convenue d'avance.

Art. 5. Toutes les marchandises et tous les objets de commerce, qu'ils soient le produit du sol ou de l'industrie des deux parties contractantes aussi bien que de tout autre pays quelconque, dont l'importation dans un État étranger quelconque est permise même d'une façon exceptionnelle par les lois dans l'un ou l'autre des États contractants, pourront également être importés par bâtiments italiens ou du Nicaragua, sans payer des droits autres ou plus élevés que ceux payés par les nationaux.

Cette égalité réciproque de traitement sera indistinctement appliquée aux marchandises ou autres objets qui viendront, soit des ports des parties contractantes, soit d'un point quelconque.

La même égalité de traitement sera observée dans l'exportation et le transit, sans distinction de provenance ou destination, et aussi en ce qui regarde toutes les franchises et remboursements de droits que la législation des deux pays a déjà établis ou pourra établir par la suite.

De plus, il ne sera perçu dans les ports respectifs pour l'importation ou l'exportation des articles provenant du sol ou de l'industrie des deux parties contractantes, des droits plus élevés que ceux qui sont perçus sur les mêmes articles provenant du sol ou de l'industrie des nations les plus favorisées.

Art. 6. Les citoyens des deux parties contractantes pourront également, dans les ports des deux pays, faire le commerce d'escale et de cabotage, sans payer dans chacun de ces ports des droits plus élevés que ceux que payent les bâtiments nationaux en semblables circonstances.

Les bâtiments marchands de chacune des parties contractantes ne seront pas même dans ces cas soumis à des droits plus élevés ou différents, dans les ports de l'autre, que ceux qui sont payés par les nationaux pour le tonnage, hâvre, phare, pilotage, quarantaine ou autres d'aucune dénominations perçus au nom ou au profit du gouvernement, des fonctionnaires publics, des communes, des corporations ou d'aucun autre établissement.

Art. 7. Seront complètement exemptés des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs :

1^o Les bâtiments qui entrés en lest en repartiront en lest, quelque soit le lieu de provenance.

2^o Les bâtiments, qui, passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y décharger tout ou partie de leur chargement, soit pour le prendre ou le compléter, justifieront qu'ils ont déjà payés les droits sus-mentionnés.

3° Les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement soit par force majeure, en sortiront sans avoir fait des opérations commerciales.

Dans le cas de force majeure, ne seront pas considérés, comme opérations de commerce, le chargement et le déchargement des marchandises pour radoubler le bâtiment, le transbordement sur un autre navire, dans le cas où le premier ne pourrait plus tenir la mer, les dépenses faites pour l'approvisionnement des équipages, ainsi que la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation, toutes les fois qu'elles ne seront pas destinées à la consommation intérieure.

Art. 8. Si un bâtiment de l'une des deux parties vient à faire naufrage ou à souffrir des avaries sur les côtes ou dans tout autre lieu soumis à la juridiction de l'autre partie, les citoyens respectifs recevront des autorités locales, pour eux et pour leurs bâtiments, leurs effets et marchandises, la même assistance que celle qui serait donnée aux habitants du pays où le sinistre a eu lieu.

Les opérations de sauvetage seront dirigées par les agents consulaires de la nation à laquelle appartient ledit bâtiment naufragé ou avarié.

Les autorités locales devront le plus promptement possible faire connaître auxdits agents le sinistre en question et borner leur intervention à la conservation de l'ordre et des intérêts de ceux qui exécutent le sauvetage, s'ils n'appartiennent pas aux équipages naufragés et à s'assurer de l'accomplissement des dispositions concernant l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

Art. 9. Dans tous les territoires des deux États, il sera accordé aux bâtiments la faculté réciproque de compléter leur équipage, afin de continuer leur voyage, avec des marins recrutés dans le pays, toujours en se conformant aux lois locales et pourvu que l'engagement soit volontaire.

Lorsqu'un bâtiment d'une des parties contractantes voudra compléter, dans les ports de son propre pays, son équipage avec des marins sujets de l'autre partie contractante, il ne pourra le faire qu'avec la permission par écrit de l'agent consulaire de l'autre nation.

Art. 10. Les bâtiments, marchandises et effets, appartenant aux citoyens d'une des deux parties contractantes qui auront été pris par des pirates, soit dans les limites de la juridiction respective, soit dans les eaux territoriales de l'autre État, soit en pleine mer et qui auront été transportés ou trouvés dans les ports, fleuves ou possessions de l'autre partie seront rendus à leurs propriétaires moyennant le remboursement des dépenses occasionées.

Dans ce cas l'acte de revendication devra être fait, dans le délai de deux années devant les tribunaux des parties intéressées qui pourront à cet effet se faire représenter par des mandataires ou agents de leurs pays.

Art. 11. Les deux parties conviennent qu'en cas d'une guerre entre elles, la propriété privée de toute espèce appartenant aux citoyens de l'une sera respectée par l'autre, de la même manière que la propriété des neutres, et cela tant sur mer que sur terre, en pleine mer ou dans une mer territoriale et dans tout autre lieu quelconque, et quel que soit le pavillon sous lequel naviguent les bâtiments et marchandises, sans autre limite que le cas de rupture de blocus et de contrebande de guerre.

Toutefois le droit est maintenu d'empêcher, durant la guerre, tout commerce et toute communication entre tout ou partie du littoral du territoire propre et les bâtiments marchands naviguant sous pavillon ennemi, et il pourra être appliqué aux transgresseurs la confiscation et d'autres pénalités, pourvu que l'interdiction et la pénalité soient déterminées par la publication d'une notification antérieure.

Art. 12. Le blocus, pour être obligatoire, devra être effectif et déclaré.

Le blocus ne sera considéré comme effectif que s'il est maintenu par des forces suffisantes pour empêcher réellement tout accès aux plages ou aux ports bloqués;

Le blocus sera considéré comme déclaré quand notification spéciale en aura été donnée aux bâtiments qui cherchent à entrer dans le lieu bloqué. Dans ce cas le bâtiment ne pourra être sequestré, capturé ou condamné, si l'existence actuelle du blocus ne lui a pas été notifiée par un bâtiment de l'escadre qui maintient ledit blocus.

Et, pour qu'il ne soit pas possible d'alléguer l'ignorance du fait et pour qu'il soit permis de capturer le bâtiment, qui, malgré notification faite en due forme reviendra et se présentera devant ces ports durant le blocus, le commandement de guerre devra, la première fois qu'il le rencontrera, consigner sur ses papiers de bord, le jour, le lieu, la longitude et l'altitude où il aura été visité et aura reçu notification du blocus, en retirant en échange du capitaine du bâtiment marchand une déclaration analogue affirmée par lui.

Art. 13. Les bâtiments marchands de l'une ou l'autre des parties contractantes qui seront entrés dans un port avant qu'il soit assiégé, bloqué ou occupé par un des deux belligérants pourra en sortir librement, et, si ces mêmes bâtiments se trouvaient dans le port après la reddition de la place, ils ne pourront sous aucun prétexte être cap-

turés et devront, le bâtiment aussi bien que les marchandises, être remis à leurs propriétaires respectifs.

Art. 14. Sont considérés, comme contrebande de guerre, les canons, les fusils, les carabines, les pistolets, les sabres et autres armes de toute espèce, les munitions de guerre et les outils militaires de toute espèce, s'ils ne sont pas pour l'usage du bord ou personnels, et généralement tous les objets manufacturés pour servir exclusivement à l'armement immédiat de terre ou de mer.

Les individus appartenant à un des belligérants ne pourront jamais être arrêtés à bord d'un navire, à moins qu'ils n'aient été enrôlés comme soldats ou volontaires à son service.

Art. 15. Si une des deux parties contractantes se trouve en guerre avec une tierce puissance, les citoyens de l'autre pourront continuer leur navigation et leur commerce avec les États de l'ennemi et entre les États belligérants, excepté dans les cas de blocus ou de contrebande de guerre, d'après les stipulations et les règles établies dans les trois articles précédents, comme d'après les règlements du droit international communs au droit de visite.

Art. 16. Seront considérés comme bâtiments italiens au Nicaragua, et réciproquement comme bâtiments du Nicaragua en Italie tous ceux qui naviguent sous le pavillon respectif et sont munis de livres de bord et autres documents requis par la législation des États respectifs pour justifier de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. 17. Les citoyens de chacun des deux pays seront admis dans l'autre à la jouissance des droits civils.

Est reconnue aussi pour les sujets des deux parties contractantes, la faculté de posséder des biens immeubles et de disposer à leur volonté par vente, donation, échange et tout autre mode, de toutes les propriétés de toute espèce qu'ils posséderont dans les territoires respectifs. Ils jouiront également et réciproquement du droit de recevoir et de transmettre par succession, soit *ab intestato*, soit par testament, conformément aux lois en vigueur dans les pays auxquels ils appartiennent, sans qu'ils puissent être soumis, pour cause de leur qualité d'étrangers, à aucun droit ou impôt que ne payent pas également les nationaux.

Art. 18. Les citoyens des deux parties contractantes auront libre accès aux tribunaux de justice, pour faire valoir et défendre leurs droits, sans autres conditions, restrictions ou frais que ceux imposés aux nationaux. Ils seront dispensés de fournir caution.

Ils auront en outre la faculté de choisir librement des défenseurs et agents comme le font les nationaux, d'assister aux audiences, débats et jugements, ainsi qu'à l'audition des témoignages qui pour-

ront se produire dans lesdits débats, toutes les fois que les lois des deux pays respectifs permettront la publicité de ces actes.

Art. 19. Les sentences et ordonnances en matière civile et commerciale, rendues par les tribunaux d'une des parties contractantes, dûment légalisées, auront, sur la requête desdits tribunaux, dans les états de l'autre partie la même force que si elles émanaient des tribunaux locaux et seront réciproquement exécutées et produiront les mêmes effets hypothécaires sur les biens qui en seront passibles d'après les lois des pays, en observant les dispositions de ces mêmes lois dans l'ordre d'inscription et toute autre formalité.

Afin de pouvoir exécuter ces sentences et ordonnances, elles devront être préalablement déclarées exécutoires par les tribunaux supérieurs de la juridiction ou de la localité où l'exécution devra avoir lieu, au moyen d'un jugement dans lequel, les parties ayant été entendues sous forme sommaire, il sera examiné :

1° Si la sentence a été rendue par une autorité judiciaire compétente ;

2° Si elle a été prononcée après que les parties ont été régulièrement citées ;

3° Si les parties ont été légalement représentées, ou ont fait défaut ;

4° Si la sentence contient des dispositions contraires à l'ordre public et au droit public de l'État.

Art. 20. Tous les actes notariés de toute espèce, même ceux stipulés avant la conclusion du présent traité, auront, réciproquement dans les deux pays, la même force et la même valeur que s'ils émanaient des autorités locales ou des notaires exerçant dans le lieu, en restant assujettis à toutes les formalités et au paiement des droits relatifs établis dans les pays respectifs.

Art. 21. Les parties contractantes, afin d'éviter autant que possible toute contestation et bien déterminer la condition juridique des citoyens d'un Etat établis dans l'autre, conviennent que seront considérés comme citoyens italiens au Nicaragua et comme citoyens du Nicaragua en Italie, ceux qui, résidant à demeure dans l'état de l'autre partie, auront conservé, suivant les lois de leur patrie, la naturalisation du pays originaire.

Il est convenu en outre que les fils nés au Nicaragua d'un père italien sont réputés citoyens italiens et réciproquement que les fils nés en Italie d'un père nicaraguayen seront réputés citoyens du Nicaragua.

Ceux-ci néanmoins, en atteignant leur majorité légale telle qu'elle est fixée par les lois de leur patrie, seront libres d'opter, à l'aide d'une déclaration faite dans l'année au consulat de la nation à la-

quelle le père appartient, pour la nationalité du pays où ils sont nés, et seront alors considérés comme citoyens de ce pays depuis leur naissance, sauf pour les effets des actes accomplis antérieurement.

Art. 22. Si une des parties contractantes venait à accorder à l'avenir à un autre État quelques faveurs ou concessions particulières en matière de commerce et de navigation, elles s'étendront *ipso facto* et de plein droit à l'autre partie.

Art. 23. Le présent traité restera en vigueur pendant dix années à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié officiellement, un an avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire pour les deux parties jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la susdite déclaration aura été faite, quelle que soit l'époque à laquelle elle aura eu lieu.

Art. 24. Le présent traité sera approuvé et ratifié par S. M. le Roi d'Italie et S. Ex. le Président de la République du Nicaragua, suivant la constitution de chacun des deux pays, et les ratifications en seront échangées à Washington dans le délai d'une année ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Managua, le 6 mars 1866.

(L. S.) Signé : ANFORA.

(L. S.) Signé : TOMAS AYON.

ITALIE — NICARAGUA

CONVENTION CONSULAIRE, SIGNÉE A MANAGUA, LE 6 MARS 1868.

S. M. le Roi d'Italie et S. Ex. le Président du Nicaragua reconnaissant l'utilité de définir et d'étendre de la meilleure manière possible les droits réciproques, privilèges et immunités des consuls, vice-consuls, agents consulaires, chancelliers et secrétaires, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils devront être soumis dans les deux pays, ont résolu de conclure une convention consulaire, et à cet effet ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. le Roi d'Italie : M. Giuseppe *Anfora*, duc de Licignano, chargé d'affaires et consul général, et

S. Ex. le Président du Nicaragua : l'avocat *Tomas Ayon*, ministre d'État pour les affaires étrangères.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Chacune des hautes parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls et vice-consuls, et agents consulaires dans les ports, villes et lieux du territoire de l'autre, se réservant respectivement le droit d'exclure telle localité qu'ils jugeront convenable.

Cette exception ne sera pas appliquée à l'une des hautes parties contractantes sans l'être également à toute autre puissance.

Art. 2. Les consuls généraux, vice-consuls et agents consulaires seront réciproquement admis et reconnus respectivement en présentant leurs provisions, selon les règles et formalités établies dans les pays respectifs.

L'exequatur nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions leur sera délivré sans frais et sur la production dudit exequatur, l'autorité supérieure du lieu de leur résidence prendra immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent remplir les devoirs de leurs fonctions et être admis à jouir des exemptions, prérogatives, immunités, honneurs et privilèges qui leur sont réciproquement accordés.

Art. 3. Les consuls généraux, consuls, vice consuls et agents consulaires, sujets de l'État qui les a nommés, seront exemptés des logements militaires et de toute charge ou service public quelconque, soit d'un caractère municipal soit de toute autre espèce.

Ils seront également exemptés des contributions militaires, des contributions directes ou personnelles, mobilières et somptuaires, des impôts soit d'État, soit des autorités provinciales ou municipales, s'ils ne possèdent pas des biens immeubles, ne font aucun commerce et n'exercent aucune industrie quelconque, dans quels cas ils seront soumis aux mêmes charges, services et impositions que les nationaux.

Art. 4. Les dits agents, sujets de l'État qui les a nommés, qui n'exercent aucun commerce, ni aucune espèce d'industrie, ne pourront être sommés de comparaître comme témoins devant les tribunaux du pays dans lesquels ils résident.

Quand les autorités judiciaires jugeront nécessaire de recevoir leur témoignage, elles devront se transporter à leur domicile ou déléguer un fonctionnaire compétent pour le recueillir de vive voix ou leur demander une déclaration.

Dans ce cas, les susdits agents devront acquiescer aux désirs de l'autorité dans le délai, le jour et l'heure que celle-ci aura indiqués, sans y apporter des retards inutiles.

Art. 5. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents con-

sulaires, sujets des états qui les auront nommés, jouiront de l'immunité personnelle, et ne pourront être arrêtés ou emprisonnés, excepté pour les actes et faits que la législation pénale des deux pays qualifie de crimes et punit comme tels, et, s'ils sont négociants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de commerce et non pour causes civiles.

Art. 6. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure de leur consulat ou vice-consulat un écusson avec cette inscription : *Consulat ou vice-consulat de....*

Ils pourront arborer le pavillon de leur nation sur leur maison consulaire aux jours de solennités publiques, religieuses ou nationales, ainsi que dans les autres circonstances d'usage, à moins qu'ils ne résident dans une ville où se trouverait l'ambassade ou la légation de leur pays.

Art. 7. Les Archives consulaires seront en tout temps inviolables, et les autorités territoriales ne pourront, sous aucun prétexte, visiter ni saisir les papiers qui en feront partie. Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres et papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que peuvent exercer les consuls et vice-consuls respectifs.

Art. 8. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des consuls généraux, consuls ou vice-consuls, les attachés consulaires, chanceliers et secrétaires qui auront été présentés antérieurement en leurs dites qualités aux autorités respectives, seront admis de plein droit, dans leur ordre hiérarchique, à exercer par intérim les fonctions consulaires, sans que les autorités locales puissent y mettre obstacle.

Celles-ci devront au contraire leur prêter assistance et protection, et leur assurer pendant leur gestion intérimaire la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités et privilèges reconnus par la présente convention aux agents consulaires respectifs.

Art. 9. Les consuls généraux et consuls pourront nommer, toujours sauf approbation du gouvernement territorial, des vice consuls ou agents consulaires dans les villes, ports et lieux de leurs arrondissements consulaires respectifs.

Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les citoyens des deux pays, comme parmi les étrangers, et seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les aura nommés et sous les ordres duquel ils devront exercer leurs fonctions. Ils jouiront des mêmes privilèges et immunités stipulés par la présente convention, sauf les exceptions consacrées par les articles 3 et 5.

Art. 10. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents

consulaires pourront s'adresser aux autorités de leur arrondissement pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre les deux pays et contre tout abus dont auront à se plaindre leurs nationaux. Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par les autorités de la juridiction, ou si les résolutions prises par celles-ci ne leur paraissent pas satisfaisantes, ils pourront aussi, à défaut d'un agent diplomatique de leur pays, avoir recours au gouvernement du pays dans lequel ils résident.

Art. 11. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux pays et leurs chanceliers auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, au domicile des parties et à bord des navires de leur nation, les dépositions que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage et les passagers, les négociants et tous autres sujets de leur pays.

Ils auront également le droit de recevoir, comme notaires, les dispositions testamentaires de leurs nationaux et tous autres actes notariés, lors même que ces actes auraient pour objet de conférer des hypothèques sur des biens situés dans le pays auquel appartient le consul ou l'agent consulaire. Dans ce cas, ils appliqueront les dispositions spéciales en vigueur dans les dits pays.

Les dits agents pourront en outre recevoir dans leurs chancelleries respectives, tous actes conventionnels entre un ou plusieurs de leurs nationaux et d'autres personnes du pays dans lequel ils résident, et même tout acte conventionnel concernant des citoyens de ce dernier pays seulement, pourvu bien entendu que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra l'agent consulaire devant lequel ils seront passés.

Les copies ou extraits de ces actes, dument légalisés par les dits agents et scellés du sceau officiel du consulat, vice-consulat ou de l'agence consulaire, feront foi en justice aussi bien en Italie qu'au Nicaragua, et auront la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autre officier public de l'un ou de l'autre pays, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois du pays auquel appartiennent les consuls, vice-consuls et agents consulaires, et qu'ils aient été soumis au timbre, à l'enregistrement ainsi qu'à toutes les autres formalités en usage dans le pays où l'acte devra recevoir son exécution.

S'il s'élève des doutes sur l'authenticité de l'expédition d'un acte public enregistré à la chancellerie d'un des consulats respectifs, la confrontation avec l'original ne pourra être refusée à la partie inté-

ressée qui en fera la demande, qui pourra assister à cette collation avec l'original, si elle le juge convenable.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs pourront traduire et légaliser toute espèce de documents émanés des autorités ou fonctionnaires de leurs pays. Ces traductions et légalisations auront, dans le pays de leur résidence, la même force et valeur que si elles eussent été faites par les interprètes jurés de la localité.

Art. 12. En cas de décès d'un sujet de l'une des parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales devront en donner avis immédiatement aux consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, dans la circonscription desquels le décès aura eu lieu.

Ceux-ci devront de leur côté donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'ils en seront informés les premiers.

Quand un sujet Italien au Nicaragua ou un sujet du Nicaragua en Italie sera décédé sans avoir fait de testament ni nommé d'exécuteur testamentaire, ou si les héritiers légitimes ou testamentaires sont mineurs, incapables ou absents, ou si les exécuteurs testamentaires nommés ne se trouvent pas dans le lieu où s'ouvrira la succession, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de la nation du défunt auront le droit de procéder aux opérations suivantes :

1^o Apposer, soit d'office, soit à la demande des parties intéressées les scellés sur tous les effets, meubles et papiers du défunt, en prévenant de cette opération les autorités locales compétentes qui pourront y assister et apposer également leurs scellés.

Ces scellés, non plus que ceux des agents consulaires ne devront pas être levés, sans que les autorités locales assistent à cette opération. Toutefois, si après un avertissement adressé par le consul ou le vice-consul aux autorités locales pour les inviter à assister à la levée des doubles scellés, celles-ci ne se présentent pas dans un délai de 48 heures, lesdits agents pourront procéder seuls à ladite opération.

2^o Former l'inventaire de tous les biens et effets du défunt, en présence des autorités locales, si par suite de la notification sus-indiquée, elles ont cru devoir assister à cet acte.

Les autorités locales signeront les procès-verbaux dressés en leur présence, sans que, pour leur intervention d'office dans ces actes, elles puissent exiger des droits d'aucune espèce.

3^o Ordonner la vente aux enchères publiques de tous les effets mobiliers de la succession qui pourraient se détériorer et de ceux de

conservation difficile, comme aussi des récoltes et effets pour la vente desquels il se présentera des circonstances favorables.

4° Déposer en lieu sûr les effets et valeurs inventoriés, conserver dans la maison consulaire le montant des créances que l'on réalisera ou les confier à quelque commerçant présentant toutes garanties.

Dans l'un ou l'autre cas, ces dépôts devront avoir lieu d'accord avec les autorités locales qui auront assisté aux opérations antérieures, si par suite de la convocation mentionnée au paragraphe suivant, se présentaient des sujets du pays ou d'une tierce puissance comme intéressés dans la succession *ab intestato* ou testamentaire.

5° Annoncer le décès et convoquer au moyen des journaux de la localité et de ceux du pays du défunt, si cela était nécessaire, les créanciers qui pourraient exister, afin qu'ils puissent présenter dans les délais fixés par les lois du pays leurs titres respectifs de créance, dûment justifiés.

S'il se présentait des créanciers contre la succession testamentaire ou *ab intestato*, le paiement de leurs créances devra s'effectuer dans le délai de 15 jours après la clôture de l'inventaire, s'il existe des ressources qui puissent être affectées à cet emploi, et, dans le cas contraire, aussitôt que les fonds nécessaires auront pu être réalisés par les moyens les plus convenables, ou enfin dans les délais consentis, fixés d'un commun accord entre les consuls et la majorité des intéressés.

Si les consuls respectifs se refusaient au paiement de tout ou partie des créances, en alléguant l'insuffisance des valeurs de la succession, les créanciers auront le droit, s'ils le jugent utile à leurs intérêts, de demander aux autorités compétentes la faculté de se constituer en état d'union.

Cette déclaration obtenue par les voies légales établies dans chacun des deux pays, les consuls ou vice-consuls devront immédiatement faire la remise à l'autorité judiciaire ou aux syndics de la faillite, selon qu'il appartiendra, de tous les documents, effets et valeurs appartenant à la succession, lesdits agents demeurant chargés de représenter les héritiers absents, les mineurs ou les incapables.

En tous cas, les consuls généraux, les consuls et vice-consuls ne pourront faire la délivrance de la succession ou de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires, qu'après l'expiration d'un délai de 6 mois à partir du jour où l'avis du décès aura été publié dans les journaux.

6° Administrer et liquider, eux-mêmes ou par des mandataires nommés sous leur responsabilité la succession testamentaire ou *ab intestato* sans que les autorités locales aient à intervenir dans ces

opérations, à moins que des sujets du pays ou d'une tierce puissance auraient à faire valoir des droits dans ladite succession, car en ce cas, s'il survenait des difficultés provenant notamment de quelques réclamations donnant lieu à contestation entre les parties, les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires n'ayant aucun droit pour terminer ou résoudre ces difficultés, les autorités du pays devront en connaître selon qu'il leur appartient d'y pourvoir ou de les juger.

Lesdits agents consulaires agiront alors comme représentants de la succession testamentaire ou *ab intestato*, c'est-à-dire que, conservant l'administration et le droit de liquider définitivement les valeurs de la succession comme aussi d'effectuer les ventes des effets dans les formes antérieurement indiquées, ils veilleront aux intérêts des héritiers et auront la faculté de désigner des avocats chargés de soutenir leurs droits devant les tribunaux. Il est bien entendu qu'ils remettront tous les papiers et documents propres à éclairer la question soumise à leur jugement.

Le jugement prononcé, les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires devront l'exécuter, s'ils ne forment pas l'appel, et ils continueront alors de plein droit la liquidation qui aura été suspendue jusqu'à la conclusion du litige.

7° Organiser, s'il y a lieu, la tutelle et la curatelle conformément aux lois des pays respectifs.

Art. 13. En cas de décès d'un italien au Nicaragua ou d'un citoyen du Nicaragua en Italie, dans un lieu où ne se trouverait pas d'agent consulaire de sa nation, les autorités compétentes procéderont, conformément à la législation du pays, à l'inventaire des effets et des biens qu'il aura laissés et seront tenues de rendre compte dans le plus bref délai possible du résultat de ces opérations à l'ambassade ou à la légation qui doit en connaître, ou au consulat ou vice-consulat le plus proche du lieu où se sera ouverte la succession testamentaire ou *ab intestato*. Mais dès que l'agent consulaire le plus rapproché du lieu où ladite succession se serait ouverte, se présenterait personnellement ou enverrait un délégué sur les lieux, les autorités locales qui seront intervenues devront se conformer à ce que prescrit l'article 12 de la présente convention.

Art. 14. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires connaîtront exclusivement des actes d'inventaires et des autres opérations pratiquées pour la conservation des biens et objets laissés par les marins et les passagers de leurs nations, qui décèderaient à terre ou à bord des navires de leur nation, soit pendant la traversée, soit dans le port de leur arrivée.

Art. 15. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires pourront aller personnellement ou envoyer un délégué à bord des navires de leur nation après qu'ils auront été admis en libre pratique; interroger les capitaines et les équipages; examiner les papiers de bord; recevoir les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée; dresser les manifestes et faciliter l'expédition des navires, et enfin les accompagner devant les tribunaux et dans les bureaux de l'administration du pays pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auront à suivre ou les demandes qu'ils auraient à former.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, les gardiens et officiers des douanes ne pourront en aucune manière opérer ni visites ni recherches à bord des navires, sans être accompagnés par les consuls ou vice-consuls de la nation à laquelle ces navires appartiennent.

Ils devront également prévenir en temps opportun les dits agents consulaires, pour qu'ils assistent aux déclarations que les capitaines et les équipages auront à faire devant les tribunaux, afin d'éviter ainsi toute erreur ou fausse interprétation qui pourrait nuire à l'exacte administration de la justice.

La citation qui à cet effet sera adressée aux consuls et vice-consuls, indiquera une heure précise, et si les consuls ou vice-consuls négligent de s'y rendre, soit personnellement, ou de s'y faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence.

Art. 16. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires et la sûreté des marchandises, biens et effets, on observera les lois, ordonnances et règlements du pays.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires seront exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation; ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui seraient survenues entre le capitaine, les officiers et les matelots et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des contrats réciproques.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seront de nature à troubler la tranquillité et l'ordre publics, à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage se trouvera mêlée dans ces désordres.

Dans tous les autres cas, les dites autorités se borneront à prêter tout appui aux vice-consuls, consuls et agents consulaires, si elles en sont requises, pour faire arrêter et conduire en prison tout individu inscrit sur le rôle d'équipage, chaque fois que pour un motif quelconque les dits agents le jugeront convenable.

Art. 17. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant partie de l'équipage des bâtimens marchands et des navires de guerre de leur nation qui auront déserté sur le territoire de l'autre.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier au moyen de la présentation des registres du navire et du rôle de l'équipage, ou bien, si les bâtimens étaient partis, en produisant une copie authentique ou un extrait de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée. On donnera en outre aux dits agents consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation des dits déserteurs qui seront arrêtés et détenus dans les prisons du pays à la demande et aux frais du consul, jusqu'à ce que ces agents trouvent une occasion pour les faire partir.

Cet emprisonnement ne pourra durer plus de trois mois après lesquels, et moyennant un avis donné trois jours à l'avance aux consuls, le prisonnier sera mis en liberté et ne pourra être incarcéré de nouveau pour la même cause.

Dans le cas néanmoins où le déserteur aurait commis quelque délit à terre, les autorités locales pourront surseoir à l'extradition jusqu'à ce que les tribunaux aient rendu leur sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution.

Les deux parties contractantes conviennent que les marins et autres individus de l'équipage, sujets du pays dans lequel la désertion aura eu lieu, seront exceptés des stipulations de la présente convention.

Art. 18. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, les chargeurs et les assureurs, les consuls généraux, consuls, vice-consuls des pays respectifs, régleront les avaries souffertes pendant le voyage par les navires des deux pays, soit qu'ils entrent volontairement dans les ports respectifs, par relâche forcée, à moins que les sujets du pays dans lequel se rendront les dits agents ou des sujets d'une tierce puissance ne soient intéressés dans ces avaries; dans ce cas, et à défaut d'un compromis amiable entre tous les intéressés, les avaries devront être réglées par les autorités locales.

Art. 19. Lorsqu'un navire appartenant au gouvernement ou aux sujets de l'une des parties contractantes fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les autorités devront en informer les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de la circons-

cription, et à son défaut, les consuls généraux, consuls, vice-consuls, ou agents consulaires les plus voisins du lieu du sinistre.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des bâtiments italiens qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales du Nicaragua, seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires italiens; réciproquement, toutes les opérations, relatives au sauvetage des bâtiments du Nicaragua, naufragés ou échoués dans les eaux territoriales de l'Italie seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires du Nicaragua.

Les autorités locales n'interviendront dans les deux pays que pour assister les agents consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires ou de leurs représentants, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales dans tous ces cas ne donnera lieu à la perception d'aucun droit, hormis ceux que nécessitent les opérations de sauvetage et pour la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les dispositions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive des autorités locales.

Les hautes parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises et effets sauvés ne seront soumis au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils ne soient destinés à la consommation intérieure.

Art. 20. Il reste convenu également que les consuls généraux, consuls, vice-consuls, jouiront dans les deux pays de toutes les exemptions, prérogatives, immunités et privilèges qui seront accordés ou seraient accordés aux agents du même grade de la nationalité la plus favorisée, étant bien entendu que ces concessions seront réciproques.

Art. 21. La présente convention sera en vigueur pendant dix années à partir du jour de l'échange des ratifications. Si aucune des hautes parties contractantes n'avait notifié à l'autre, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, elle

continuera à rester en vigueur pendant une année encore à partir du jour où l'une ou l'autre des parties l'aura dénoncée, quelle que soit l'époque à laquelle cette déclaration aura eu lieu.

Art. 22. Les stipulations qui précèdent seront exécutoires dans les deux États immédiatement après l'échange des ratifications.

Art. 23. La présente convention sera approuvée et ratifiée par les deux hautes parties contractantes et les ratifications seront échangées à Washington dans le délai d'un an ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Managua, en double original, le 6 mars 1868.

(L. S.) *Signé* : G. ANFORA.

(L. S.) *Signé* : TOMAS AYON.

COMMISSION EUROPÉENNE DU DANUBE

NOUVELLES DISPOSITIONS RELATIVES AU PILOTAGE SUR LE BAS-DANUBE
SIGNÉES A GALATZ LE 46 AVRIL 1868

La Commission européenne du Danube,

Vu l'article 112 du règlement de navigation et de police applicable au Bas-Danube, en date du 2 novembre 1865 (1) ;

Considérant que par suite des travaux effectués à l'embouchure et dans le bras de Soulina, les bâtiments qui remontent le fleuve sont, en général, d'une portée plus considérable que par le passé, et exigent, en conséquence, plus de soins et de connaissances de la part des pilotes chargés de les diriger ;

Considérant que dans la fixation de la taxe de pilotage pour la navigation en aval, le tarif actuellement en vigueur n'établit aucune distinction entre les grands et les petits bâtiments, et qu'ainsi les pilotes fluviaux ne sont plus rétribués en proportion des services rendus ;

Considérant, d'un autre côté, que la faculté d'obtenir le brevet de pilote fluvial, implicitement accordée, par le règlement de navigation et de police du 2 novembre 1865, aux pilotes qui ne pratiquent pas exclusivement leur métier sur le Bas-Danube, présente plus d'inconvénients à mesure que l'emploi de bâtiments de dimensions consi-

(1) Voir Archives 1866, tome I, page 223.

dérables augmente les difficultés du pilotage dans les passes étroites du bras de Soulina;

Et afin de déterminer l'étendue de la responsabilité qui incombe aux pilotes fluviaux, pour la conduite des bâtiments;

Arrête les dispositions dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Le deuxième alinéa de l'article 69 du règlement de navigation et de police annexé à l'acte public relatif à la navigation des embouchures du Danube, en date du 2 novembre 1863, est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Le brevet de pilote est délivré par le capitaine de port et doit être visé par lui chaque année; il cesse d'être valable à défaut du visa annuel. »

Art. 2. Les articles 75 et 78 dudit règlement sont également abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 75. Indépendamment du corps des pilotes chargés de conduire les bâtiments dans la passe de l'embouchure de Soulina, et dirigés par le capitaine de port, il y a un service spécial de pilotes également brevetés, pour les bâtiments marchands qui naviguent dans le fleuve entre Soulina et Braïla.

« Le corps des pilotes fluviaux est placé sous l'autorité de l'inspecteur général de la navigation, par lequel le brevet de pilote est délivré.

« Ce brevet doit être visé chaque année par l'inspecteur général et cesse d'être valable à défaut de l'accomplissement de cette formalité.

« Le service du pilotage est dirigé par un chef-pilote qui est tenu d'avoir trois bureaux, à Galatz, à Braïla et à Toulcha, et par un sous-chef résidant à Soulina.

« Les pilotes brevetés du service fluvial ont seuls la faculté de piloter les bâtiments durant leur navigation entre Soulina et Braïla, tant à la remonte qu'à la descente, mais il leur est interdit, sauf à ceux des paquebots à vapeur effectuant des voyages périodiques, de les piloter dans la passe de l'embouchure de Soulina ni dans aucune partie de leur traversée maritime.

« Art. 78. Les capitaines règlent, d'un commun accord, avec les pilotes fluviaux, le salaire dû à ces derniers pour le pilotage à la remonte. Toutefois, en cas de contestation à cet égard, les autorités des ports n'admettent, de la part des pilotes, aucune demande tendant à obtenir, outre le traitement à bord, un salaire de plus de six francs par jour de voyage, pour la conduite d'un bâtiment à voiles. Ce salaire peut s'élever au maximum de cent francs par jour, pour les pilotes des bâtiments à vapeur.

« Quant au pilotage obligatoire du voyage à la descente la taxe en est fixée, ainsi qu'il suit, pour les bâtiments à voiles :

« Pour le trajet de Galatz, ou d'un port situé en amont de ce point, à Soulina, cinquante centimes par tonneau de jauge ;

« Pour le trajet de Reni ou d'Ismail à Soulina, quarante centimes par tonneau ;

« Et pour le trajet de Toultscha à Soulina, trente centimes par tonneau.

« Les bâtiments à vapeur ne paient que la moitié de cette taxe, et ceux qui effectuent leurs voyages entre les ports du Danube et les ports de la mer Noire ou du Bosphore peuvent en être affranchis, pourvu que le pilote du bord soit muni d'un brevet de pilote fluvial.

« Le chef-pilote du service fluvial prélève deux centimes par tonneau sur le montant de la taxe acquittée par chaque bâtiment à voiles, et un centime par tonneau sur la taxe acquittée par les bateaux à vapeur ; le surplus de la taxe est acquis au pilote.

« Cette taxe est acquittée entre les mains de l'agent-comptable de la caisse de navigation de Soulina, qui seul peut en donner quittance valable ; il est loisible, toutefois, au capitaine du bâtiment piloté de verser directement la moitié de la taxe à son pilote, à titre d'avance.

« Le calcul du tonnage pour la liquidation de la taxe du pilotage fluvial s'opère suivant les règles fixées par le tarif de droits de navigation du 2 novembre 1865. »

Art. 3. Le deuxième alinéa de l'article 80 du susdit règlement du 2 novembre 1865 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Il leur est interdit de s'intéresser, soit directement, soit indirectement, dans aucune opération ou entreprise d'allége ayant pour objet de remettre à flot un bâtiment échoué, sauf le cas où l'opération a été entreprise à forfait pour toute la durée du voyage. »

Art. 4. Il est inséré, en tête de l'article 81 du même règlement, une disposition additionnelle ainsi conçue :

« Le capitaine qui a pris à son bord un pilote fluvial breveté n'en demeure pas moins, même dans le cas où le pilotage est obligatoire, responsable de l'observation des règlements de navigation et de police en vigueur sur le Bas-Danube, et notamment des articles 25 et 37 du présent règlement.

« La responsabilité du pilote est limitée à l'indication des passes navigables et des particularités de la navigation fluviale. En conséquence, le capitaine qui abandonne à son pilote la direction de son bâtiment le fait sous sa propre responsabilité. »

Art. 5. Il est inséré, entre le deuxième et le troisième alinéa de

l'article 101 du susdit règlement de navigation et de police, un nouvel alinéa ainsi conçu :

« Tout pilote du service fluvial qui contrevient aux dispositions du dernier alinéa de l'article 75 ci-dessus, en pilotant un bâtiment dans la passe de l'embouchure de Soulina ou en mer, est puni d'une amende de cent francs au moins ou de cent cinquante francs au plus. La même peine est applicable au capitaine qui fait piloter son bâtiment dans le Danube, entre Soulina et Braila, par un pilote étranger au corps du pilotage fluvial. »

Art. 6. L'article 12 du tarif de droits de navigation, du 2 novembre 1865, est abrogé en tant qu'il est contraire aux dispositions du nouvel article 78 ci-dessus.

Art. 7. Les présentes dispositions entreront en vigueur le 1^{er} juin 1868.

Fait à Galatz, le 16 avril 1868.

(L. S.) *Signé* : A. DE KREMER.

(L. S.) *Signé* : A. D'AVRIL.

(L. S.) *Signé* : J. STOKES.

(L. S.) *Signé* : Comte KEYSERLING.

(L. S.) *Signé* : OFFEMBERG.

RUSSIE — SUÈDE ET NORVÈGE

CONVENTION POSTALE CONCLUE A SAINT-PÉTERSBOURG

LE 30 AVRIL 1868.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Roi de Suède et de Norvège, animés d'un commun désir de régler les relations postales entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure une nouvelle convention postale et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

S. M. l'Empereur de toutes les Russies : le prince Alexandre *Gorstchakoff*, son chancelier de l'empire, décoré de son portrait enrichi de diamants sur le ruban de Saint-André, chevalier des ordres de Russie : Saint-André orné de diamants, de Saint-Vladimir de première classe, de Saint-Alexandre-Nevsky, de l'Aigle blanc, de Sainte-Anne de première classe, de Saint-Stanislas de première classe, grand-croix des ordres étrangers des Séraphins de Suède, de Saint-Étienne d'Autriche, de la Légion d'honneur de France, de la Toison d'or d'Espagne, de l'Aigle noir enrichi de diamants et de l'Aigle rouge de Prusse; et

Alexandre *Timascheff*, son aide de camp général, lieutenant-général, ministre de l'intérieur, chevalier des ordres de l'Aigle blanc, de Saint-Vladimir de deuxième classe, de Sainte-Anne de première classe surmonté des glaives, de Saint-Stanislas de première classe et commandeur de l'ordre de Léopold d'Autriche, ayant une médaille en or pour les travaux de l'émancipation des paysans, une médaille en argent pour la pacification de la Hongrie et de la Transylvanie en 1849, une médaille de bronze en mémoire de la guerre de 1853-56, la croix du Caucase et une marque de service irréprochable pour XV ans.

Et S. M. le Roi de Suède et de Norvège : le sieur Oscar Magnus *Björnstjerna*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour impériale de Russie, général-major, chambellan, commandeur de son ordre de l'Etoile polaire, chevalier de ses ordres de l'Épée et de Saint Olaf, chevalier de l'ordre de Saint-Stanislas de Russie, deuxième classe avec couronne, grand-croix de l'ordre du Danebrog de Danemark, décoré de l'ordre du Medjidié de Turquie, première classe, commandeur de l'ordre de la Couronne de Chêne de Luxembourg, officier de la Légion d'honneur de France, etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

I. — ÉCHANGE DES CORRESPONDANCES.

Art. 1^{er}. — Le service des correspondances entre les territoires des postes de Suède et de Russie aura lieu : par terre, par Haparanda et Tornea, et par mer.

Par le territoire postal de Russie on entend dans cette convention l'empire de Russie avec le royaume de Pologne et le grand-duché de Finlande.

Art. 2. Les administrations des postes respectives régleront de concert l'expédition des postes par Haparanda et Tornea, de manière que le service le plus régulier possible soit établi par rapport aux postes qui entrent et qui sortent par les points respectifs de la frontière.

Art. 3. Jusqu'à ce que, par suite d'un arrangement spécial, une communication postale régulière au moyen de paquebots à vapeur pourra être établie entre la Suède et la Finlande, les services de transport des postes entre Grisslehamn et Eckero seront maintenus tels qu'ils existent, de sorte que l'office des postes de Suède fera transporter les postes jusqu'à Aland et que l'expédition des postes

jusqu'à Grisslehamn sera à la charge de l'office des postes de Finlande.

Les administrations des postes pourront également, dans le but de faciliter, en tant que faire se peut, la transmission des postes internationales, utiliser les bateaux à vapeur privés qui entretiennent une communication régulière entre les ports suédois et finlandais, respectivement russes.

Les frais de ce dernier transport des postes seront répartis par moitié entre l'office de Suède, d'un côté, et les offices de Russie et de Finlande, de l'autre.

Art. 4. Les correspondances seront, en règle générale, expédiées par la voie par laquelle il est à présumer qu'elles pourront parvenir le plus promptement à leur destination ; toutefois, si l'envoyeur a indiqué sur l'adresse la voie par laquelle il désire que l'envoi soit acheminé, cette indication sera dans tous les cas observée, en tant que faire se peut.

II. — PORTS.

A. POSTE AUX LETTRES.

Art. 5. Le port à percevoir pour les lettres simples est fixé, savoir :

a) Pour les correspondances échangées entre les territoires de postes de Suède et de Russie, celui-ci à l'exception de toutes les localités finlandaises :

En Suède :

Pour les lettres expédiées affranchies.	38 öre.
Pour les lettres arrivant non affranchies.	54 —

Monnaie suédoise.

En Russie :

Pour les lettres expédiées affranchies.	14 copecs.
Pour les lettres non affranchies.	20 —

b) Pour les correspondances échangées entre les localités suédoises et finlandaises :

En Suède :

Pour les lettres expédiées affranchies.	28 öre.
---	---------

Pour les lettres arrivant non affranchies. 35 öre
Monnaie suédoise.

En Finlande :

Pour les lettres expédiées affranchies. 40 penni.
Pour les lettres arrivant non affranchies. 50 —
Monnaie finlandaise.

Art. 6. Seront considérées comme lettres simples celles dont le poids n'excédera pas quinze grammes.

Les lettres d'un poids :

De 15 à 30 grammes paieront 2 ports simples.

— 30 45 — — 3 —

— 45 60 — — 4 —

et ainsi de suite, en ajoutant de 15 en 15 grammes un port simple en sus.

Art. 7. Les lettres chargées seront affranchies au départ et supporteront, en sus de la taxe d'affranchissement, un port de chargement de 9 öre ou 7 copecs, resp. 25 penni.

Ce droit sera exclusivement perçu au profit de l'office des postes du pays où la lettre aura été déposée pour expédition.

L'envoyeur d'une lettre chargée qui désirerait qu'il lui soit remis un reçu signé par le destinataire en fera la demande sur la lettre et payera au dépôt un droit ultérieur de 19 öre ou 7 copecs, resp. 25 penni.

Ce droit sera également perçu au profit de l'office expéditeur.

Le reçu sera renvoyé, franc de port, le plus tôt possible.

Dans le cas où quelque lettre chargée viendrait à être perdue, celle des administrations dans le territoire de laquelle la lettre aura été déposée devra, dès que la perte aura été vérifiée, payer à l'envoyeur une indemnité, en Suède de 35 riksdalers, et dans le territoire postal de Russie de 13 roubles resp. 50 marks, à charge toutefois pour l'office des postes sur le territoire duquel la perte peut être prouvée avoir eu lieu, de rembourser cette indemnité.

La réclamation sera faite endéans l'année qui suivra la date du dépôt de la lettre. Autrement, l'administration respective ne sera tenue à aucune indemnité.

La déclaration de la valeur ne sera pas permise pour ce qui regarde les lettres chargées, aussi peu que pour d'autres envois par la poste aux lettres.

Art. 8. Pourront être expédiés sous bandes croisées ou simples ; des objets imprimés, lithographiés, métallographiés ou autrement

produits par la voie mécanique et étant de nature à pouvoir être transportés par la poste aux lettres, excepté les écrits faits avec une machine à copier ou calqués.

Le port sera perçu lors de l'expédition de ces objets de la Suède à raison de 9 öre, mais si l'envoi a été déposé quelque part dans le territoire postal de Russie, à raison de 3 copecs et demi, resp. 13 penni, par paquet simple pesant 40 grammes au plus. Pour les envois dépassant ledit poids, la progression du port sera de 9 öre ou de 3 copecs et demi, resp. 13 penni, pour chaque poids ultérieur de 40 grammes au plus.

Ces envois devront être affranchis jusqu'à destination et enveloppés de manière que le contenu puisse facilement être vérifié. Excepté l'adresse, ils ne pourront porter aucune écriture à la main, si ce n'est la signature de l'expéditeur, le lieu et la date. Les épreuves d'imprimerie pourront toutefois porter des corrections typographiques écrites à la main.

Les envois sous bande expédiés non affranchis ou qui ne rempliraient pas les autres conditions déterminées, seront traités comme lettres non affranchies et taxés en conséquence. L'envoi sous bande revêtu d'un timbre insuffisant sera frappé, en sus, d'une taxe égale au double de l'insuffisance.

Art. 9. Les échantillons de marchandises et les modèles seront soumis à un port : lors de leur expédition de la Suède, de 9 öre, et lors de leur expédition du territoire postal de Russie, de 3 copecs et demi, resp. 13 penni, par poids simple de 40 grammes au plus. Les envois dépassant ledit poids payeront pour chaque poids ultérieur un port simple de 9 öre ou 3 copecs et demi, resp. 13 penni.

Ces envois devront être affranchis jusqu'à destination et placés sous bandes ou autrement disposés de manière qu'il n'y ait aucune difficulté d'en vérifier la nature. Ils devront n'avoir aucune valeur vénale et, d'après les lois de douane de chaque pays, être permis à l'importation. Aucune lettre ne pourra être jointe à ces envois et ils ne pourront porter d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, comprenant également l'indication de la raison de l'expéditeur, ainsi que des numéros d'ordre et de prix.

Les envois d'échantillons de marchandises et de modèles expédiés non affranchis ou qui ne rempliraient pas les autres conditions ci-dessus déterminées, seront traités et taxés comme lettres non affranchies. Lorsque les timbres-poste apposés sur les envois d'échantillons de marchandises ou de modèles représenteront une somme

inférieure à la somme due pour l'affranchissement, ces envois seront frappés d'une taxe égale au double de l'insuffisance.

Art. 10. Les administrations des postes respectives pourront, suivant les besoins changeants du service, s'entendre sur les changements à opérer dans les dispositions sur l'envoi tant des imprimés sous bande que des échantillons de marchandises et des modèles.

Art. 11. Les taxes d'affranchissement et les ports susmentionnés seront partagés par moitié entre l'office des postes de Suède, d'un côté, et les offices des postes de Russie et de Finlande, de l'autre, de manière qu'il en revienne pour chaque lettre simple :

a. A la caisse des postes suédoises

Si la lettre a été expédiée affranchie en Finlande. . . 14 öre.

De quelque autre partie du territoire postal de Russie. . . 19 —

Si elle est arrivée non affranchie de la Suède en Finlande . . . 7 1/2

En quelque autre partie du territoire postal de Russie. . . 27 —

b. Aux caisses des postes russes, respectivement finlandaises :

Si la lettre a été expédiée affranchie de la Suède en Finlande . . . 20 penni.

En quelque autre partie du territoire postal de Russie. 7 copecs.

Si elle est arrivée non affranchie à la Suède de Finlande . . . 25 penni.

De quelque autre partie du territoire postal de Russie 10 copecs.

Pour chaque poids simple des envois sous bandes, d'imprimés, d'échantillons de marchandises ou de modèles, il reviendra :

a. A la caisse des postes suédoises :

Si l'envoi a été expédié affranchi du territoire postal de Russie . . . 4 1/2 öre.

b. Aux caisses des postes russes, respectivement finlandaises :

Si l'envoi a été expédié affranchi de la Suède, respectivement. . . 1 3/4 copecs.

6 1/2 penni.

Art. 12. Les administrations des postes respectives régleront de commun accord les points de détail par rapport aux correspondances transitant par l'un ou l'autre territoire postal.

Il est de règle que les dites correspondances seront soumises aux

ports fixés par les art. 5, 8 et 9 précédents pour l'échange international des postes. Hors ce prix de transit, il sera payé à l'office des postes du territoire à travers duquel le transit a lieu, le port étranger fixé par les conventions intervenues entre les dits offices et les pays étrangers respectifs.

B. POSTE AUX PAQUETS.

Art. 13. Le prix de port des envois de paquets se compose des ports de paquets de chaque territoire postal, auquel sera ajouté, lors de leur transport par Aland, un port de voie de mer, à répartir par moitié, entre la caisse des postes suédoises, d'un côté, et les offices des postes de Russie, respectivement Finlande, de l'autre côté.

Le montant de ce dernier port sera fixé d'un commun accord par les administrations des postes respectives.

Art. 14. Les envois de paquets pourront être expédiés non affranchis ou affranchis à la frontière, ou bien affranchis jusqu'à destination.

Art. 15. Lors de l'échange des envois de paquets, les bureaux de poste de Suède porteront en monnaie suédoise le port revenant à l'office des postes de Suède, de même que le montant du port à payer aux offices des postes de Russie, respectivement Finlande, sera porté en monnaie russe, respectivement finlandaise.

De même les bureaux de poste dans le territoire russe porteront en monnaie russe, respectivement finlandaise, le port revenant à l'office des postes de Russie et de Finlande, mais le montant des droits à payer à l'office des postes de Suède sera porté en monnaie suédoise.

Art. 16. Les administrations des postes respectives pourront s'entendre sur le traitement des lettres contenant de l'argent, de même qu'en général sur le traitement des envois contenant des valeurs déclarées.

Art. 17. Dans le cas où un envoi de paquets viendrait à être perdu ou endommagé, l'office des postes chargé du soin de l'envoi au temps de la perte payera une indemnité, conformément aux dispositions observées par le même office par rapport à l'indemnité à payer pour les envois intérieurs.

Toutefois, les offices des postes ne seront pas responsables des avaries qui pourront survenir.

III. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 18. Les décomptes entre les offices des postes de Suède et de Russie, respectivement Finlande, se feront par trimestre.

Les sommes y seront portées en monnaie de Suède sur le pied de 2 riksdaler 70 öre pour un rouble d'argent et les ports établis en monnaie finlandaise devront y être convertis en monnaie suédoise sur le pied de 70 öre pour un mark finlandais.

Les paiements que pourra avoir à faire l'administration des postes suédoises pour la correspondance échangée exclusivement entre la Suède et la Finlande seront calculés et transmis en monnaie finlandaise.

Les décomptes ayant été dressés et dûment arrêtés, la liquidation du solde se fera sans retard : par une lettre de change sur Stockholm, s'il y a une créance en faveur de l'office des postes de Suède, et par une lettre de change sur St-Petersbourg, respectivement Helsingfors, s'il y a une créance en faveur de l'office des postes de Russie, respectivement Finlande.

Les frais résultant de la liquidation du solde tomberont exclusivement à la charge de celui des offices qui sera reconnu redevable envers l'autre.

Art. 19. Lorsque des abonnements de journaux et d'écrits périodiques sont pris par les bureaux de poste suédois à ceux de la Russie, respectivement Finlande, ou bien par les bureaux de poste russe, respectivement finlandais, à ceux de la Suède, le bureau qui fait l'abonnement ne paiera point des droits supérieurs à ceux débités par le bureau qui doit effectuer l'abonnement pour les mêmes journaux dans son propre pays.

Art. 20. Les lettres que les administrations des postes respectives seront dans le cas de s'adresser relativement au service, de même que les feuilles d'avis à l'usage des bureaux de poste, jouiront d'une franchise de port réciproque.

Art. 21. Les administrations des postes respectives arrêteront de concert les dispositions ultérieures à prendre relativement à l'inscription des envois de poste, le mode de leur expédition et transport, le traitement des lettres tombées en rebut, des lettres de retour et de toute autre correspondance de service jouissant d'une franchise de port, le règlement des comptes, etc., etc.

Art. 22. La présente convention, par laquelle est abrogée la convention postale conclue entre la Suède et la Norvège et la Russie le

10 (22) juillet 1846, sera mise à exécution à partir du 19 juin (1^{er} juillet) de l'année courante.

Elle continuera à être en vigueur jusqu'à un an après déclaration contraire de la part de l'un des gouvernements respectifs.

Art. 23. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications respectives en seront échangées à St-Petersbourg dans l'espace de six semaines après la signature.

• En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à St-Petersbourg, le 18 (30) avril de l'an de grâce mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) *Signé* : GORTSCHACOFF. (L. S.) *Signé* : O. M. BJORNSTJERNA.
(L. S.) *Signé* : TIMASCHEFF.

ITALIE — SIAM

TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE COMMERCE, CONCLU A BANGKOK,
LE 3 JUIN 1868.

S. M. le Roi d'Italie et S. M. le Roi suprême de Siam, animés du désir d'étendre les relations d'amitié entre les deux pays, ont résolu de conclure un traité solennel et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. le Roi d'Italie : M. Carlo Alberto *Maffei*, comte de Boglio, officier de l'ordre des saints Maurice et Lazare, chevalier de la Couronne d'Italie, secrétaire de légation de première classe, chargé d'affaires près S. M. la Reine de Grande-Bretagne et d'Irlande ;

Et S. M. le Roi suprême de Siam : Sir John *Bowring*, docteur en loi, membre de la société royale de la Grande-Bretagne, commandeur de l'ordre des saints Maurice et Lazare et de plusieurs ordres ; *Phya Siamann Kulkick Siamintz Mahayasa*, décoré des insignes de l'Éléphant blanc de Siam, etc.

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre S. M. le Roi d'Italie et ses successeurs, et S. M. le Roi de Siam et ses successeurs.

Tout sujet italien, qui voudra entrer sur le territoire du royaume

de Siam, recevra de ce gouvernement protection et assistance, et pourra résider dans le royaume en pleine et entière sécurité, et faire des actes de commerce sans être inquiété en aucune façon par les autorités siamoises.

De même, tout sujet siamois qui se rendra en Italie recevra du Gouvernement italien pleine et entière protection, égale à celle accordée par le Gouvernement siamois aux sujets italiens.

Art. 2. Afin de conserver les bons rapports entre les deux États, S. M. le Roi d'Italie et S. M. le Roi de Siam consent réciproquement à ce que le premier puisse accréditer un agent diplomatique près S. M. le Roi de Siam, et que celui-ci puisse accréditer un agent diplomatique près S. M. le Roi d'Italie.

Art. 3. S. M. le Roi de Siam consent à ce que l'agent diplomatique de S. M. le Roi d'Italie réside à Siam avec sa famille et les personnes de sa maison. Cet agent jouira de tous les privilèges et immunités que comporte le droit des gens; il aura pleine liberté de choisir ses propres employés et les personnes de son service, lesquels ne pourront être inquiétés en aucune manière, et seront protégés suivant les usages diplomatiques et internationaux.

Art. 4. Aucun empêchement ne pourra être apposé aux agissements du représentant de S. M. le Roi d'Italie et des personnes de sa suite. Ce représentant pourra recevoir et expédier sa correspondance de tout endroit du territoire siamois, et ses lettres et ses effets seront inviolables.

Il traitera les affaires avec les ministres de S. M. le Roi de Siam, personnellement ou par écrit, sur le pied d'une parfaite égalité.

Art 5. S. M. le Roi d'Italie accordera les mêmes privilèges aux agents diplomatiques siamois accrédités près de sa cour.

Art. 6. S. M. le Roi d'Italie pourra nommer des consuls dans les États siamois et ceux-ci pourront résider dans les villes et ports, dans lesquels Sa Majesté jugera opportun de les placer dans l'intérêt du commerce italien.

Les consuls surveilleront l'exécution précise des réglemens, ils seront traités avec dû respect par les autorités siamoises, et jouiront de toutes les immunités et de tous les privilèges accordés aux consuls des nations les plus favorisées.

Si le Gouvernement italien ne croit pas nécessaire d'instituer un consul dans quelqu'un des ports ouverts, il pourra charger le consul d'une puissance amie des fonctions d'agents consulaires.

Toutes les autorités consulaires, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, devront obtenir l'exequatur de S. M. le Roi de Siam.

Les mêmes faveurs accordées par S. M. Siamoise aux autorités

consulaires de S. M. le Roi d'Italie, à Siam, seront accordées par S. M. le Roi d'Italie à celle de S. M. le Roi de Siam en Italie.

Art. 7. Les Italiens qui professent et enseignent la religion chrétienne auront droit à la protection des autorités siamoises et ne pourront être inquiétés ou persécutés dans l'accomplissement de leur culte, s'ils n'enfreignent pas les lois.

Art. 8. Les sujets italiens qui seront dans l'intention d'habiter le royaume de Siam devront se faire inscrire à la légation ou au consulat d'Italie. Ils ne pourront s'embarquer ni dépasser les limites fixées pour leur résidence par le présent traité, sans être porteurs d'un passeport délivré par des autorités siamoises, qu'ils demanderont par l'entremise de la légation ou du consulat d'Italie, et ils ne pourront quitter Siam, si les autorités siamoises prouvent auxdites légations qu'il y a des obstacles légitimes à leur départ du territoire de Siam.

Conformément aux stipulations des conditions du présent traité, les Italiens pourront voyager dans toutes les parties de l'intérieur du royaume de Siam, soit pour leur plaisir, soit pour des intérêts de commerce, mais toujours étant porteurs de passeports délivrés par la légation ou le consulat italien et visés par les autorités siamoises.

Art. 9. Toute discussion ou contestation entre des sujets italiens et siamois sera réglée par les représentants diplomatiques ou les consuls d'accord avec les fonctionnaires de Siam. Les accusations criminelles seront jugées par la légation et les consulats, si le délinquant est italien, et par les autorités locales, s'il est siamois.

La légation et les consuls ne pourront s'immiscer dans les affaires qui regardent exclusivement les sujets siamois, ni les autorités locales n'interviendront dans les questions qui s'appliquent purement aux sujets italiens.

Art. 10. Si des Siamois au service des sujets italiens enfreignent les lois de leur pays ou si quelque délinquant siamois trouve asile auprès d'un sujet italien, demeurant à Siam, ils seront arrêtés, et après la preuve de leur culpabilité, ils seront livrés par la légation ou les consuls aux autorités locales. De même tout délinquant italien qui se sera réfugié sur le territoire de Siam sera arrêté et remis par les autorités à la légation et aux consulats italiens sur leur demande.

Art. 11. Les sujets italiens pourront faire le commerce dans tous les ports de Siam, mais leur résidence permanente sera restreinte à Bangkok, et dans tout autre lieu qui pourra être ouvert à la résidence de la nation la plus favorisée, avec l'autorisation du Gouvernement siamois.

Les Italiens résidant à Bangkok pourront prendre des terrains à

louage et acheter ou construire des maisons, mais ils ne pourront acquérir des terres dans un rayon de deux cents *sen* (pas plus de quatre milles anglais) des murs de la ville, tant qu'ils n'auront pas résidé à Siam depuis dix ans, à moins d'une permission spéciale. Mais, hormis ces exceptions, les résidents italiens dans le royaume de Siam pourront à toute époque acheter et louer des maisons, terrains de plantations en quelque lieu que ce soit situés à la distance de vingt-quatre heures de la ville de Bangkok, à calculer d'après le temps du voyage des bateaux du pays.

Pour entrer en possession de ces maisons et terrains, les susdits sujets italiens devront en premier lieu s'adresser à l'autorité publique siamoise compétente par l'intermédiaire de la légation ou d'un consul; quand la légation ou le consul, d'accord avec les magistrats siamois, se seront assurés des intentions honnêtes des demandeurs, ils l'aideront à régler à des conditions équitables le prix d'achat, fixeront la détermination de l'immeuble et transféreront ensuite ladite propriété à l'acquéreur italien par un document public; l'acquéreur et sa propriété seront alors placés sous la protection du gouverneur du district des autorités locales compétentes.

Lesdits sujets italiens se conformeront aux ordres justes émanés de ces autorités et seront soumis aux mêmes impôts que payent les sujets siamois. Mais si, trois années après le jour de la concession, ils n'ont pas commencé l'exploitation des terrains ainsi achetés, le gouvernement aura la faculté de résilier le marché en remboursant à l'acheteur le prix d'acquisition.

Art. 12. Le gouvernement n'apportera aucune restriction à l'emploi de sujets siamois par des Italiens, soit comme serviteurs, soit en toute autre qualité, mais lorsqu'un sujet siamois appartient ou doit ses services à quelque maître particulier, il pourra de ce fait être réclaté par le gouvernement siamois qui ne reconnaîtra l'engagement intervenu entre un sujet italien et un siamois qu'autant qu'il aura été contracté avec la connaissance et le consentement du maître qui a le droit de disposer des services de la personne engagée.

Art. 13. Les autorités siamoises ne pourront en aucune circonstance mettre embargo sur les navires italiens ni les frapper de réquisition pour quelque service public ou particulier. En cas de vol ou d'incendie, les autorités locales prendront les mesures nécessaires pour reprendre la propriété volée, supprimer les désordres et arrêter les coupables qui seront punis conformément aux lois.

Mais si les autorités locales ne réussissent pas à s'emparer des coupables, tout ce qui pourra être exigé du gouvernement siamois sera la punition de ladite autorité, conformément aux lois de Siam.

Art. 14. Si quelque acte de piraterie est commis contre des navires italiens, les autorités siamoises useront de tous les moyens en leur pouvoir afin d'arrêter et de punir lesdits pirates et recouvrer les objets dérobés. Ces objets seront délivrés à la légation ou aux consuls pour être restitués à qui de droit. Mais si les autorités siamoises ne parviennent pas à arrêter les coupables ni à recouvrer la propriété volée, tout ce qui pourra être demandé du gouvernement siamois sera la punition desdites autorités conformément aux lois de Siam, mais jamais d'indemnité aux personnes volées.

Art. 15. Si un navire italien fait naufrage ou échoue sur une des côtes de Siam, ou est obligé de chercher un refuge dans un port des États de S. M. le Roi de Siam, les autorités siamoises, dès qu'elles seront informées du fait, prendront toutes les mesures nécessaires pour secourir et sauver ledit navire. Les personnes à bord seront traitées d'une façon amicale et recevront au besoin l'aide nécessaire pour se rendre auprès de l'autorité consulaire la plus voisine.

Art. 16. Les hautes parties contractantes, reconnaissant les principes de droit maritime établis par le congrès de Paris de 1856, tombent d'accord qu'en cas de guerre entre elles, la propriété privée de toute sorte appartenant aux citoyens de l'une sera respectée par l'autre à l'égal de la propriété des neutres. Cela sera observé sur terre, sur mer, en pleine mer, dans une mer territoriale et dans tout autre lieu, quelque soit le pavillon sous lequel voyagent le bâtiment et les marchandises, sans autre limite que les cas de rupture de blocus et de contrebande de guerre.

Toutefois est maintenu durant la guerre le droit d'empêcher tout commerce et toute communication entre tout ou partie des points du littoral du territoire propre aux bâtiments marchands, naviguant sous pavillon ennemi, et il pourra être appliqué aux transgresseurs la confiscation et d'autres pénalités, pourvu que l'interdiction et la pénalité soient fixées par la publication d'une notification antérieure.

Art. 17. Si le royaume de Siam se trouve en guerre avec une autre nation, cet état de choses n'apportera aucun empêchement au libre commerce de l'Italie avec le royaume de Siam ou avec la nation ennemie. Les bâtiments italiens pourront toujours, hormis le blocus effectif, se rendre des ports d'une des nations belligérantes dans les ports de l'autre, faire le commerce, emporter ou exporter toute espèce de marchandises qui ne sont pas prohibées.

Art. 18. Dans le cas où les matelots, marins ou autres individus déserteraient du bord des navires de guerre ou des bâtiment marchands italiens, les autorités siamoises, requises par la légation, par un des consuls, par les commandants ou capitaines, procèderont à

l'arrestation immédiate et à la remise desdits déserteurs à bord des bâtiments respectifs.

Art. 19. Les navires de guerre italiens pourront entrer dans le fleuve Memain et jeter l'ancre à Paknam, mais ils ne pourront aller plus avant sans avoir obtenu le consentement des autorités siamoises qui devront permettre, s'il est nécessaire, qu'un navire entre dans un dock de radoubage. Tout navire de guerre qui transporte à Siam un fonctionnaire public accrédité par le gouvernement près la Cour de Siam sera libre de remonter jusqu'à Bangkok, mais non de passer les forts Pong-Pachamit et Pét-Pachanuck, s'ils n'en ont pas reçu la permission du gouvernement siamois. En cas d'absence d'un navire de guerre italien, les autorités siamoises seront tenues de mettre à la disposition de la légation ou des consuls italiens des forces suffisantes pour faire respecter leur autorité sur les sujets italiens et pour maintenir la discipline dans les équipages.

Art. 20. La navigation et le trafic italien seront seulement soumis au paiement des droits d'importation ou d'exportation sur les marchandises déchargées ou chargées.

Sur tous les objets d'importation, les droits seront de 3 pour cent payables au choix de l'importateur en valeurs ou en espèces calculées sur la valeur mercantile ou vénale des marchandises du marché. L'entier remboursement sera fait pour les marchandises invendues ou réexportées. Si un négociant italien ne sait se mettre d'accord avec les agents de la douane sur la valeur des marchandises importées, l'affaire sera soumise à la légation ou à un des consuls italiens et aux fonctionnaires italiens compétents. Chacun d'eux aura le droit d'inviter un nombre égal de négociants comme assesseurs, ne dépassant pas deux de chaque côté, pour procéder à une expertise et concilier le différend.

L'opium pourra être importé sans droits mais ne pourra être vendu qu'au concessionnaire et à ses représentants; dans le cas où les deux parties sus-nommées ne s'accorderaient pas pour la vente de l'opium, cette marchandise devra être exportée, sans payer aucun droit.

Toute infraction à ce règlement entraînera la saisie et la confiscation de l'opium.

Le Gouvernement siamois se réserve le droit d'édicter les ordonnances ou règlements relativement à l'importation et au débit des spiritueux et de tous autres articles dangereux et malsains, dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité publique. Les poudres, les armes à feu et les munitions de toute espèce pourront être importées seulement pour le compte du Gouvernement siamois, et, dans le cas con-

traire, ils devront être réexportés, s'ils n'ont pas été achetés par le Gouvernement.

Les articles d'exportation de production siamoise, soit avant, soit au moment de leur embarquement, paieront un impôt unique, perçu soit sous la dénomination de taxe internationale, soit de droit de transit ou d'exportation. La taxe ou le droit à payer sur chacun des articles de production siamoise, avant ou au moment de l'exportation, sera spécifié dans le tarif annexé au présent traité, et il est entendu que les produits ou marchandises sur lesquels il sera prélevé une taxe à l'intérieur seront exemptés de tout autre paiement de droit d'exportation. Les commerçants italiens seront libres de traiter directement avec les producteurs, pour l'achat des articles de leur commerce, et de vendre directement leurs propres marchandises comme ils le veulent, et d'acheter sans l'intervention, dans l'un ou l'autre cas, d'une autre personne quelconque.

S'il se trouve des articles d'exportation qui ne sont pas compris dans le tarif des droits que le Gouvernement siamois juge convenable de soumettre à une taxe ou à un droit, ledit Gouvernement pourra prélever telle taxe ou tel droit qui sera juste et raisonnable.

Art. 21. Quand il y aura des motifs de craindre dans le pays une disette de sel, de riz ou de poisson, le Gouvernement siamois se réserve le droit de prohiber, par une déclaration publique, l'exportation de ces articles.

Art. 22. Les sujets italiens pourront construire, avec l'autorisation des autorités siamoises, des bâtiments dans le royaume de Siam.

Art. 23. Les lingots d'or et d'argent, et les objets d'usage personnel, pourront être importés et exportés francs d'impôts.

Art. 24. Le capitaine d'un bâtiment italien qui, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, voudra repartir sans ouvrir son écoutille, ne paiera pas de droits de tonnage; mais ceux-ci seront dûs après l'expiration des vingt-quatre heures.

Art. 25. Le règlement annexé au présent traité sera exécuté par les consuls italiens, avec la coopération des autorités siamoises; l'un et l'autre pourront s'entendre pour introduire ultérieurement les changements qui seront reconnus nécessaires, dans le but de donner son effet au présent traité.

Toutes les amendes encourues pour des infractions aux articles et au règlement du présent traité appartiendront au Gouvernement siamois.

Art. 26. Le Gouvernement et les sujets italiens auront le droit de participer à tous les privilèges qui sont ou seront à l'avenir assurés,

par le Gouvernement siamois, au Gouvernement ou aux sujets de toute autre nation.

Art. 27. Dans le cas où il s'élèverait entre le Gouvernement italien et le Gouvernement siamois quelque différend qui ne pourrait être arrangé amicalement par correspondance diplomatique, ce différend sera soumis à l'arbitrage d'une puissance tierce, neutre et amie, désignée d'un commun accord par les hautes parties contractantes, et le résultat dudit arbitrage sera accepté et admis par toutes les deux comme étant définitif.

Art. 28. Après une période de dix années à partir de la date des ratifications du présent traité, et après un délai de douze mois à partir de la notification qui en aura été faite sur le désir de l'un et de l'autre Gouvernements, les stipulations du présent traité pourront être révisées par des commissaires nommés des deux côtés, afin d'y apporter les changements, modifications et améliorations que l'expérience aura fait paraître désirables.

Art. 29. Le présent traité est fait en italien et en anglais, mais le texte anglais sera considéré par les deux parties contractantes comme étant la véritable interprétation du présent traité.

Art. 30. Les ratifications du présent traité seront échangées à Florence ou à Bangkok, ou à Londres, dans le délai d'un an.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le 3 octobre 1865.

(L. S.) *Signé* : A. MAFFEI. (L. S.) *Signé* : JOHN BOWRING.

(L. S.) *Signé* : PHYA SIAMANN KULKICK SIAMINTZ MAHAYASA.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — MEXIQUE

CONVENTION POUR LE RÉGLEMENT DES RÉCLAMATIONS ENTRE LES DEUX PAYS, CONCLUE A WASHINGTON LE 4 JUILLET 1868.

Attendu qu'il est désirable de conserver et d'augmenter les relations amicales qui existent entre les États-Unis d'Amérique et la République du Mexique, et par là même de fortifier le système et les principes républicains sur le continent américain; et attendu que depuis la conclusion du traité de Guadalupe-Hidalgo, du 2 février 1848, des réclamations et des plaintes ont été faites par des citoyens des États-Unis relativement à des dommages causés à leurs personnes et à leurs propriétés au Mexique par les autorités de cette République, et des ré-

clamations et des plaintes ont été également faites relativement à des dommages causés à la personne et aux propriétés de citoyens mexicains par les autorités des États-Unis, le Président des États-Unis d'Amérique et le Président de la République mexicaine ont résolu de conclure une convention pour régler à l'amiable lesdites réclamations et plaintes, et ont nommé pour plénipotentiaires :

Le Président des États-Unis : M. William H. *Seward*, secrétaire d'État,

Et le Président de la République mexicaine : M. Matias *Romero*, accrédité comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République mexicaine près les États-Unis,

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont conclu les articles suivants :

Art. 1^{er}. Toute réclamation faite par des corporations, compagnies ou simples individus, citoyens des États-Unis, contre le Gouvernement de la République mexicaine, résultant de dommages causés à leurs personnes par les autorités de la République mexicaine, et toute réclamation faite par des corporations, compagnies, ou simples individus, citoyens de la République mexicaine, contre le Gouvernement des États-Unis, résultant de dommages causés à leurs personnes ou à leurs propriétés par les autorités des États-Unis, qui seront remis à un des Gouvernements pour être transmis par son intermédiaire à l'autre, depuis la conclusion du traité de Guadalupe-Hidalgo entre les États-Unis et la République mexicaine, du 2 février 1848, qui n'ont pas encore été réglées, ainsi que les réclamations du même genre qui seront présentées dans les délais spécifiés plus bas, seront portées devant deux commissaires, l'un nommé par le Président des États-Unis après approbation du Sénat, l'autre par le Président de la République mexicaine. En cas de mort, absence ou empêchement de l'un d'eux, ou si l'un des commissaires négligeait ou cessait d'agir en cette qualité, le Président des États-Unis et le Président de la République mexicaine nommeront respectivement une autre personne pour agir en lieu et place du commissaire précédemment nommé.

Lesdits commissaires se réuniront à Washington, dans les six mois après l'échange des ratifications de la présente convention, et avant d'entrer en office ils feront et souscriront la déclaration solennelle qu'ils examineront avec impartialité et soin, et décideront au meilleur de leur jugement et conformément au droit international, à la justice et à l'équité, sans crainte, ni préférence ni affection pour leur propre pays, de toutes les réclamations spécifiées ci-dessus, qui leur seront soumises respectivement par les gouvernements des États-Unis

et de la République mexicaine, et cette déclaration sera insérée dans le procès-verbal de leurs délibérations.

Les commissaires nommeront alors une troisième personne qui servira d'arbitre dans les cas sur lesquels ils ne tomberaient pas d'accord. S'ils ne pouvaient parvenir à s'entendre sur le nom de cette troisième personne, ils choisiront chacun d'eux une personne, et dans les cas où ils diffèreraient d'opinion sur le jugement à rendre, le sort décidera laquelle des deux tierces personnes sera chargée de l'arbitrage. La personne ou les personnes, choisies pour arbitres, avant de procéder à leur fonction, feront et souscriront une déclaration solennelle sous une forme semblable à celle faite par les commissaires, et cette déclaration sera insérée dans le procès-verbal de leurs délibérations. En cas de mort, absence ou empêchement d'une telle ou de telles personnes, et si l'une d'elles ou toutes deux négligeaient ou refusaient ou cessaient d'agir en qualité d'arbitre, une autre personne serait nommée pour remplacer tel arbitre choisi précédemment comme il est dit plus haut et fera et souscrira une semblable déclaration.

Art. 2. Les commissaires procéderont alors ensemble à l'examen et au jugement des réclamations qui leur seront soumises de la façon qu'ils jugeront la plus convenable, mais seulement sur les preuves ou renseignements fournis par les gouvernements respectifs. Ils seront tenus de recevoir et de lire tous les documents ou exposés écrits qui leur seront soumis par leur gouvernement respectif à l'appui des réclamations ou en réponse, et d'entendre s'ils en sont requis, une personne de chaque partie de la part de chacun des gouvernements dans chaque cas séparé. S'ils ne tombaient pas d'accord sur une réclamation individuelle, ils en appelleront à l'arbitre qu'ils auront choisi ou qui aura été désigné par le sort selon le cas, et cet arbitre, après avoir examiné les témoignages pour et contre la réclamation et après, comme il est dit plus haut, avoir entendu, s'il en est requis, les parties et s'être consulté avec les commissaires, rendra un jugement définitif et sans appel. Le jugement rendu par les commissaires et par l'arbitre le sera par écrit et indiquera si l'indemnité à payer le sera en or ou en valeurs avant cours aux États-Unis, et sera signé de leurs noms respectifs. Chacune des parties contractantes pourra nommer une personne pour agir en sa faveur auprès des commissaires, pour présenter et soutenir les réclamations, pour répondre aux réclamations qui lui seront faites et pour la représenter généralement dans toutes les affaires qui auront rapport à l'examen et au jugement desdites réclamations.

Le Président des États-Unis d'Amérique et le Président de la Répu-

blique mexicaine, s'engagent solennellement et sincèrement à considérer les jugements rendus par les commissaires conjointement ou par l'arbitre comme absolument décisifs, relativement à chaque réclamation jugée par eux ou par lui respectivement, et d'exécuter ces jugements sans obstacles, prétexte ou retard quelconque.

Il est stipulé qu'aucune réclamation provenant d'une transaction antérieure au 2 février 1848, ne sera admise par la présente convention.

Art. 3. Les réclamations seront soumises aux commissaires dans les huit mois à partir du jour de leur première séance, sauf dans les cas où les raisons de ce retard seront établies à l'entière satisfaction des commissaires ou de l'arbitre, s'il y a désaccord entre les commissaires, et alors l'époque pour la présentation des réclamations pourra être prolongée pour un temps qui ne dépassera pas trois autres mois.

Les commissaires seront tenus d'examiner et de juger chaque réclamation dans les deux ans et six mois à partir du jour de leur première séance. Ils pourront, eux et l'arbitre, décider dans chaque cas, si la réclamation est ou a été dûment faite, déclarée et présentée, soit complètement soit jusqu'à un certain point, conformément au but réel et au sens de la présente convention.

Art. 4. Lorsque les jugements auront été rendus par les commissaires et l'arbitre pour chaque cas qui leur aura été soumis, le total des indemnités accordées en faveur des citoyens d'une des deux parties pourra être déduit du total des indemnités accordées aux citoyens de l'autre, et la balance jusqu'à concurrence de 300 mille dollars sera payée à Mexico ou à Washington, en or ou en son équivalent, dans les 12 mois à partir de la clôture de la commission, au gouvernement en faveur des citoyens duquel le total le plus élevé des indemnités aura été alloué, sans intérêt ou autre diminution que celle stipulée dans l'article 6 de la présente convention. Le restant de ladite balance sera payé par versements annuels qui ne dépasseront pas, l'un dans l'autre par année, 300 mille dollars en or ou leur équivalent jusqu'à parfait paiement.

Art. 5. Les hautes parties contractantes conviennent de considérer le résultat des travaux de la commission comme étant le règlement complet, parfait et définitif de toute réclamation contre l'un ou l'autre gouvernement pour transactions faites à une date antérieure à l'échange des ratifications de la présente convention ; elles s'engagent en outre à ce que toute pareille réclamation qu'elle ait ou n'ait pas été notifiée, ou faite, ou présentée ou soumise à ladite commission, sera, à partir de l'achèvement des travaux de ladite collection et après

ledit achèvement, considérée et traitée comme finalement réglée, annulée et par suite inadmissible.

Art. 6. Les commissaires et l'arbitre tiendront un rapport exact et les minutes correctes de leurs travaux avec les dates. A cet effet ils choisiront deux secrétaires versés dans la langue des deux pays pour les assister dans leurs travaux. Chaque gouvernement paiera à son commissaire des appointements dont le montant ne dépassera pas par année 4,500 dollars, en monnaie courante des États-Unis ; le montant de ces appointements sera égal pour les deux gouvernements. Le montant de l'indemnité à payer à l'arbitre sera fixé d'un consentement mutuel à la conclusion des travaux de la commission, mais des avances nécessaires et raisonnables pourront être faites par chaque gouvernement sur la recommandation commune de la commission. Les appointements des secrétaires ne dépasseront pas 2,500 dollars par an, en monnaie courante des États-Unis. Tous les frais de la commission, y compris les frais extraordinaires, seront défrayés par une réduction proportionnée sur le montant des sommes accordées par les commissaires, mais toujours sans que cette réduction dépasse cinq pour cent des sommes accordées. La différence, s'il y en a, sera soldée par moitiés égales par les deux gouvernements.

Art. 7. La présente convention sera ratifiée par le Président des États-Unis, après approbation du Sénat, et par le Président de la République Mexicaine avec approbation du congrès de cette république ; et les ratifications seront échangées à Washington dans les neuf mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Washington, le 4 juillet 1868.

(L.S.) *Signé* : WILLIAM H. SEWARD. (L. S.) *Signé* : M. ROMERO.

BELGIQUE — SIAM

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION, CONCLU A LONDRES,
LE 29 AOÛT 1866.

S. M. le Roi des Belges, d'une part, et S. M. Phra Bard Somdetch, Phra Paramende Maha Mongkut, Phra Chom, Klan Chan lu Hua, suprême roi de Siam, d'autre part,

Voulant sincèrement établir des relations amicales entre leurs États respectifs, ont résolu de les assurer par un traité de paix et de commerce réciproquement avantageux et profitable aux sujets des hautes parties contractantes, et à cet effet ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

S. M. le Roi des Belges : Le sieur Aldephonse-Alexandre-Félix, baron *Du Jardin*, grand officier de l'ordre de Léopold, décoré de la croix de Fer, grand-cordon d'Isabelle-la-Catholique, du Lion néerlandais, de Saint-Michel de Bavière, de la Couronne de chêne, d'Adolphe de Nassau, grand commandeur et commandeur de plusieurs autres ordres, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la Reine de la Grande-Bretagne, etc., etc. ;

S. M. le Roi suprême de Siam : Sir John *Bowring*, docteur en droit, membre de la Société royale, chevalier bachelier de la Grande-Bretagne, commandeur de l'ordre de Léopold et de plusieurs autres ordres; *Phya Siamann*, *Kulkik Siamnitr Mahayasa* et portant les insignes de l'Eléphant blanc de Siam, etc., etc. ;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre S. M. le Roi des Belges et S. M. le suprême Roi de Siam, leurs héritiers et successeurs, ainsi qu'entre leurs sujets respectifs. Les sujets de chacune des deux parties contractantes jouiront dans les possessions de l'autre d'une pleine sécurité pour leurs personnes et leurs biens, selon les lois établies. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de la navigation pour les sujets et navires des hautes parties contractantes, dans chaque partie de leurs territoires respectifs où le commerce et la navigation sont actuellement permis ou pourront l'être à l'avenir aux sujets ou navires de la nation la plus favorisée.

Art. 2. Les deux hautes parties contractantes se reconnaissent réciproquement le droit de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans les ports et villes de leurs États respectifs et ces agents jouiront des mêmes privilèges, immunités, droits et exemptions qui sont ou pourront être accordés à ceux de la nation la plus favorisée.

Néanmoins lesdits agents consulaires ne commenceront à exercer leurs fonctions qu'après avoir reçu l'exequatur du Gouvernement territorial.

La Belgique ne nommera qu'un officier consulaire pour chaque port et ville, mais dans les places où elle enverra un consul général

ou un consul, elle pourra nommer encore un vice-consul ou un agent consulaire, pour remplacer le consul général ou le consul dans le cas où il serait absent ou empêché d'exercer ses fonctions. Des vice-consuls ou agents consulaires pourront être également nommés par les consuls généraux ou consuls, leurs chefs.

L'officier consulaire belge étendra sa protection, sa surveillance et son contrôle sur les intérêts de tous les sujets belges résidant à Siam ou y arrivant. Il se conformera à toutes les dispositions de ce traité. Il fera connaître et exécuter tous les règlements et prescriptions auxquels les sujets belges ont actuellement ou auront dans l'avenir à se soumettre dans la conduite de leurs affaires et en respectant dûment les lois de Siam.

Si l'officier belge était absent, les sujets belges visitant Siam ou y résidant pourront recourir à l'intervention d'un consul d'une nation amie, ou s'adresser directement aux autorités locales, qui prendront dans ce cas des mesures pour assurer aux susdits sujets belges tous les bénéfices du présent traité.

Art. 3. Les sujets belges visitant Siam ou y résidant jouiront du libre exercice de leur religion; ils pourront bâtir des églises dans les endroits qui auront été trouvés convenables, d'accord avec les autorités siamoises; celles-ci ne pourront refuser leur consentement sans en donner des raisons suffisantes.

Art. 4. Les sujets belges qui voudront résider dans le royaume de Siam devront se faire inscrire au consulat belge, et une copie de cette inscription doit être transmise aux autorités siamoises. Si quelque sujet belge est obligé de recourir aux autorités siamoises, il soumettra d'abord sa demande ou réclamation à l'officier consulaire belge, qui la transmettra, si elle lui paraît fondée et conçue en termes convenables; sinon il en modifiera la teneur.

De leur côté, les Siamois, quand ils auront à recourir au consulat belge, suivront la même voie en s'adressant en premier lieu aux autorités siamoises, qui agiront de la même manière.

Art. 5. Il est permis aux sujets belges de trafiquer librement dans tous les ports de mer de Siam, mais ils ne pourront établir leur résidence en permanence que dans la ville de Bangkok ou dans les limites tracées par ce traité :

1° Au nord : par le canal de Bang-Putsa, depuis sa jonction avec la rivière de Chan Phya jusqu'aux anciens remparts de la ville de Lobpury, et une ligne droite de ce point jusqu'au débarcadère de Tha Phrangam, près la ville de Saraburi, sur la rivière de Pasak.

2° A l'est : par une ligne droite menée du débarcadère de Tha Phrangam jusqu'à la jonction du canal de Klongkut avec la rivière de

Bangpakong ; cette rivière, de ce point jusqu'à son embouchure ; la côte entre Bangpakong et l'île de Srimaharajah ; et en tous endroits intérieurs situés dans un rayon de vingt-quatre heures de voyage de Bangkok.

3° Au sud : par l'île de Srimaharajah et l'île de Se-Chang, sur le côté du golfe et les murs de la ville de Petchaburi, sur le côté ouest.

4° A l'ouest : par la côte occidentale du golfe, jusqu'à l'embouchure de la rivière de Meklong et à tous endroits intérieurs à une distance de vingt-quatre heures de voyage de Bangkok. La rivière de Meklong, depuis son embouchure jusqu'aux remparts de la ville de Rajpuri. Une ligne droite tirée des remparts de la ville de Rajpuri jusqu'à la ville de Suphanapuri et une ligne droite de Suphanapuri jusqu'à l'embouchure du canal de Bang-Putsa sur la rivière de Chan-Phya.

Néanmoins, les sujets belges pourront s'établir au-delà de ces limites, pourvu qu'ils en aient obtenu l'autorisation des autorités siamoises.

Tous sujets belges seront libres de voyager et de trafiquer dans tout le royaume de Siam, d'acheter et de vendre toutes marchandises non prohibées, de qui et à qui leur plait. Ils ne seront pas tenus d'acheter à des fermiers ou possesseurs de monopoles ou de leur vendre ; et personne ne pourra les gêner ou les entraver dans leurs affaires légitimes.

Art. 6. Le gouvernement siamois n'opposera pas d'obstacles aux sujets belges qui voudront prendre à leur service des sujets siamois, en quelque qualité que ce soit.

Mais lorsqu'un sujet siamois appartient ou doit ses services à quelque maître particulier, il ne peut s'engager envers un sujet belge sans le consentement du premier, et pourra être réclamé par lui ; le Gouvernement siamois n'est pas tenu à soutenir un tel engagement pour des services rendus par un Siamois à un sujet belge, mais si l'engagement a été fait avec la connaissance et avec le consentement dudit maître, par écrit, l'engagement devra être maintenu.

Si des Siamois au service d'un Belge violent les lois de Siam, ou bien si des malfaiteurs ou fugitifs siamois se réfugient chez un sujet belge, l'officier consulaire belge, sur la preuve de la culpabilité ou désertion, prendra les mesures nécessaires pour qu'ils soient livrés aux autorités siamoises.

Art. 7. Les sujets belges ne seront pas retenus contre leur volonté dans le royaume de Siam, à moins que les autorités siamoises ne puissent prouver à l'officier consulaire belge qu'il existe des raisons légitimes pour les retenir.

Dans les limites fixées par l'article 5 de ce traité, les sujets belges seront libres de voyager sans entraves ni délais, de quelque nature-qu'ils soient, à la condition d'être munis d'un passe-port signé par l'officier consulaire, portant, en caractères siamois, leurs nom, profession et signalement, et contre-signé par l'autorité siamoise compétente. S'ils désirent aller au delà des susdites limites et voyager à l'intérieur du royaume de Siam, ils devront se procurer un passe-port qui leur sera délivré par les autorités siamoises, à la requête de l'officier consulaire, et de tels passe-ports ne seront jamais refusés, si ce n'est par l'officier consulaire belge.

Art. 8. Endéans les limites spécifiées à l'art. 5, les sujets belges pourront acheter et vendre, prendre ou donner à ferme des terres et plantations, ainsi que bâtir des maisons, en acheter ou vendre, les prendre ou les donner en location. Cependant le droit d'acquérir des terres situées :

1° Sur la rive gauche de la rivière, à l'intérieur de la ville de Bangkok proprement dite, et sur le terrain compris entre les murs de la ville et le canal de Klong-Padung-Krung-Krasem, et

2° Sur la rive droite de la rivière, entre les points faisant face à la jonction inférieure et supérieure du canal de Klong-Padung Krung-Krasem, jusqu'à une distance de la rivière de deux milles anglais,

N'appartiendra qu'à ceux-là qui ont obtenu une permission spéciale du gouvernement siamois ou qui ont passé dix années en Siam.

Afin d'entrer en possession de telles propriétés, les sujets belges s'adresseront au gouvernement siamois par l'intermédiaire de l'officier consulaire, et ce gouvernement désignera un fonctionnaire qui, d'accord avec l'officier consulaire, déterminera d'une manière équitable le montant de la somme d'achat et fixera les limites de la propriété.

Le Gouvernement siamois transférera ensuite la propriété à l'acquéreur siamois.

Toute propriété foncière des sujets belges sera mise sous la protection du gouverneur du district et des autorités locales ; mais, dans les affaires ordinaires, les propriétaires se conformeront à toutes instructions équitables leur venant des susdites autorités et payeront les mêmes impôts que les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Les sujets belges seront libres de chercher et d'ouvrir des mines dans toutes les parties de Siam, et dès que l'existence en aura été nettement établie devant le consul, celui-ci prendra, d'accord avec les autorités siamoises, les arrangements et conditions convenables pour que l'exploitation des mines puisse être entreprise.

Les sujets belges pourront également, après que des conditions équitables auront été convenues entre le consul et les autorités siamoises, se livrer à la fabrication de toute espèce d'objets non prohibés par la loi.

Art. 9. Lorsqu'un sujet belge, résidant d'une manière permanente ou temporaire dans le royaume de Siam, aura quelque motif de plainte ou quelque réclamation à formuler contre un Siamois, il exposera d'abord ses griefs à l'officier consulaire belge, lequel, après avoir examiné l'affaire, tentera de l'arranger à l'amiable. De la même manière, quand un Siamois aura à se plaindre de quelque sujet belge, l'officier consulaire écouterá sa plainte et tâchera de faire un arrangement à l'amiable; mais si, dans des cas semblables, la conciliation est impossible, l'officier consulaire s'adressera au fonctionnaire siamois compétent, et, après avoir examiné l'affaire ensemble, ils prononceront suivant l'équité.

Art. 10. Si un crime ou délit est commis à Siam, et que le délinquant soit Belge, il sera jugé par l'officier consulaire conformément aux lois belges ou envoyé en Belgique pour y être puni. Si le coupable est un Siamois, il sera jugé et puni par les autorités siamoises, d'après les lois du pays.

Art. 11. Si quelque acte de piraterie était commis contre des navires appartenant à la Belgique sur la côte ou dans le voisinage du royaume de Siam, les autorités de la place la plus voisine, informées du fait, useront de tous les moyens en leur pouvoir afin de s'emparer des pirates et recouvrer les biens et objets dérobés; ces biens et objets seront délivrés à l'officier consulaire pour être par lui restitués aux propriétaires. Le même procédé sera suivi par les autorités siamoises en cas d'actes de pillage ou de vol dirigés contre la propriété des sujets belges sur terre. Le Gouvernement siamois ne sera pas tenu responsable des biens volés à des sujets belges, aussitôt qu'il aura prouvé qu'il a employé tous les moyens en son pouvoir pour les recouvrer. Ce même principe sera admis pour ce qui concerne les sujets siamois vivant sous la protection de la Belgique, ainsi que pour leurs propriétés.

Art. 12. Sur la requête écrite adressée par l'officier consulaire belge aux autorités siamoises, celles-ci lui prêteront aide et assistance pour découvrir et arrêter les matelots ou autres sujets belges, ou tous individus se trouvant sous la protection du pavillon belge. L'officier consulaire belge recevra, sur sa requête, des autorités siamoises l'assistance nécessaire et des forces suffisantes pour exercer dûment son autorité sur les sujets belges et maintenir la discipline dans la marine belge à Siam. De la même manière, si un Siamois

coupable de désertion ou de tout autre crime se réfugie dans la maison d'un sujet belge, ou à bord d'un vaisseau belge, les autorités locales s'adresseront à l'officier consulaire belge, lequel, après avoir obtenu la preuve de la culpabilité de l'accusé, en autorisera immédiatement l'arrestation. Tout recèlement et toute connivence seront soigneusement évités par les deux parties.

Art. 13. Si un sujet belge, se livrant au commerce dans le royaume de Siam, fait banqueroute, l'officier consulaire belge prendra possession de tous ses biens à l'effet de les répartir entre les créanciers, proportionnellement aux créances reconnues, et à cet effet les autorités siamoises lui prêteront l'assistance nécessaire; il ne négligera également aucun moyen de saisir, au nom des créanciers, tous les biens que ledit failli pourrait posséder en d'autres pays.

De la même façon, à Siam, les autorités du royaume adjudgeront et partageront les biens des sujets siamois qui, dans leurs rapports commerciaux avec des sujets belges, deviendraient insolvables.

Art. 14. Si un sujet siamois refuse ou diffère le paiement d'une somme due à un sujet belge, les autorités siamoises procureront au créancier toute aide et facilité pour recouvrer ce qui lui est dû. De même, l'officier consulaire belge prêtera aux sujets siamois toute assistance pour recouvrer les sommes qui pourraient leur être dues par des sujets de la Belgique.

Art. 15. En cas de décès de l'un de leurs sujets respectifs dans les États de l'une et de l'autre des hautes parties contractantes, ses biens seront délivrés à l'exécuteur testamentaire, et, s'il n'y en a pas, à la famille ou aux associés du défunt. Si le défunt n'a laissé ni parents ni associés, sa succession sera remise, dans les États des hautes parties contractantes, pour autant que les lois du pays le permettent, à la garde des officiers consulaires respectifs, pour que ceux-ci en disposent comme d'habitude, conformément aux lois et usages du pays.

Art. 16. Les navires de guerre appartenant à la Belgique peuvent entrer dans la rivière et jeter l'ancre à Paknam; mais s'ils se proposent de remonter jusqu'à Bangkok, ils devront d'abord prévenir les autorités siamoises et s'entendre avec celles-ci sur le choix d'un mouillage.

Art. 17. Si un navire belge en détresse entre dans un port siamois, les autorités locales donneront toute facilité pour le radoub et le ravitailler, de manière qu'il puisse continuer son voyage. Si un navire belge fait naufrage sur la côte du royaume de Siam, les autorités siamoises de la ville la plus proche, dès qu'elles seront informées du fait, offriront immédiatement à l'équipage toute assistance possible et prendront toutes les mesures nécessaires pour sauver et protéger

le vaisseau et la cargaison. Elles préviendront ensuite l'officier consulaire belge de ce qui s'est fait, afin que, d'accord avec les autorités siamoises compétentes, il fasse des démarches nécessaires pour repatrier l'équipage et disposer de l'épave et de la cargaison.

Art. 18. Moyennant le payement des droits d'entrée et de sortie déterminés ci-après, les navires appartenant à la Belgique et leurs cargaisons seront exempts en Siam de tous droits de tonnage, de pilotage, de mouillage et de toutes taxes quelconques, à leur arrivée comme à leur départ. Ils jouiront de tous les privilèges et immunités qui sont ou seront accordés aux jonques, navires siamois ou vaisseaux de la nation la plus favorisée.

Art. 19. Les droits levés sur les marchandises importées dans le royaume de Siam par des navires appartenant à la Belgique n'excéderont pas trois pour cent de leur valeur. Ils seront acquittés en monnaie ou en nature, au choix de l'importateur.

Si celui-ci ne sait se mettre d'accord avec les agents de la douane siamoise sur la valeur des marchandises importées, l'affaire sera soumise à l'officier consulaire et à un fonctionnaire siamois compétent, lesquels, s'ils jugent qu'il y a lieu, inviteront chacun un ou deux négociants à procéder à une expertise, et concilieront le différend conformément à l'équité.

Après le payement dudit droit d'entrée de trois pour cent la marchandise pourra être vendue en gros ou en détail, sans aucune charge quelconque. Si des marchandises débarquées mais non vendues sont rembarquées pour l'exportation, la totalité des droits perçus sur ces marchandises sera remboursée, et, en général, on ne lèvera pas de droits sur une cargaison non vendue. Il ne sera pas frappé ni perçu d'autres droits, taxes ou charges sur des marchandises importées, aussitôt qu'elles auront passé aux mains d'acheteurs siamois.

Art. 20. Les droits de sortie seront perçus sur les productions siamoises, soit avant, soit au moment de leur embarquement, d'après le tarif annexé au présent traité. Chaque article assujéti par ce tarif à des droits d'exportation sera exempt de toute taxe de transit ou autres à travers tout le royaume de Siam.

Il est également convenu qu'aucune production siamoise qui aurait payé des droits de transit ou autres, n'aura plus à acquitter les taxes du tarif ni aucune autre charge, soit avant, soit au moment de l'embarquement.

Si, dans ledit tarif, il y a omission d'article ou articles qui sont ou qui peuvent être le produit de Siam, et qui ne sont chargés d'aucun droit ou taxe, le Gouvernement siamois aura le droit de les soumettre

à un seul impôt ou taxe, pourvu toujours que ledit impôt ou taxe soit modéré et raisonnable.

Art. 21. Moyennant le payement des droits mentionnés ci-dessus, droits qui ne seront pas augmentés à l'avenir, les sujets belges seront libres d'importer des ports belges et étrangers dans le royaume de Siam et pareillement d'exporter pour toutes destinations, toutes marchandises qui, au jour de la signature du présent traité, ne font pas l'objet d'une prohibition formelle ou d'un monopole spécial. Néanmoins, le gouvernement siamois se réserve le droit de prohiber l'exportation du riz, quand il y aura des motifs de craindre une disette dans le pays. Mais une telle prohibition, qui doit être publiée un mois avant la date de sa mise en vigueur, n'empêchera pas l'exécution des contrats faits de bonne foi avant sa publication; les négociants belges dans ce cas informeront les autorités siamoises des marchés qu'ils pourraient avoir conclus antérieurement à la prohibition. Il sera également permis aux navires arrivant à Siam au moment de la prohibition susdite ou faisant route pour Siam des ports chinois ou de Singapore, si leur départ de ces ports a eu lieu avant que la défense d'exportation pût y être connue, de charger du riz pour l'exportation.

Si le Gouvernement siamois venait ultérieurement à réduire les droits sur des marchandises importées ou exportées par des navires siamois ou autres, les vaisseaux qui appartiennent à la Belgique et importent ou exportent des produits similaires, participeront immédiatement aux bénéfices résultant de cette réduction. Il est toutefois convenu que les produits de la pêche nationale et le sel pourront, des deux côtés, être l'objet de dispositions spéciales. Les deux gouvernements se réservent le droit de prendre des dispositions nécessaires pour la conservation de la santé et sécurité publiques, en ce qui concerne l'importation et la vente d'articles dangereux ou délétères.

Art. 22. Les officiers consulaires belges veilleront à ce que les négociants et marins belges se conforment aux règlements annexés au présent traité, et les autorités siamoises y prêteront leur aide.

Toutes amendes encourues pour des infractions au présent traité appartiendront au Gouvernement siamois.

Art. 23. La Belgique et les sujets belges, leurs navires et leurs marchandises seront admis librement et dans une mesure égale à participer à tous privilèges qui auraient pu être ou seraient assurés à l'avenir par le Gouvernement siamois au gouvernement, aux sujets ou citoyens, aux navires et marchandises de la nation la plus favorisée.

Réciproquement, le royaume de Siam, les sujets siamois, leurs

navires et leurs marchandises seront traités en Belgique sur le pied de la nation la plus favorisée.

Art. 24. Dans le cas où un différend s'élèverait entre les deux pays contractants qui ne pourrait pas être arrangé amicalement par correspondances diplomatiques entre les deux gouvernements, ces derniers désigneront, d'un commun accord, pour arbitre une puissance tierce neutre et amie et le résultat de l'arbitrage sera admis par les deux parties.

Art. 25. Après une période de douze ans à compter de la date de la ratification du traité, les États contractants pourront proposer une révision du présent traité et des réglemens et tarifs y annexés, afin d'y apporter les changements, additions et améliorations que l'expérience aura fait paraître désirables.

Cependant l'intention devra en être notifiée une année à l'avance.

Art. 26. Le présent traité est fait en deux expéditions rédigées en langues française et anglaise. Ces versions ont un seul et même sens, mais le texte anglais sera considéré comme le texte authentique du traité, de sorte que si la version française venait à donner lieu à des interprétations différentes, le texte anglais fixerait le sens.

Le traité sortira ses effets à dater du 1^{er} janvier 1869, et les ratifications en seront échangées à Londres ou à Bruxelles, dans les dix-huit mois à partir d'aujourd'hui.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 29 du mois d'août mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) Signé : Baron du JARDIN.

(L. S.) Signé : JOHN BOWRING.

RÈGLEMENTS COMMERCIAUX.

1. Le capitaine de tout navire appartenant à la Belgique et se rendant à Bangkok dans un but commercial, devra, soit antérieurement, soit postérieurement à son entrée en rivière, suivant qu'il le jugera convenable, déclarer l'arrivée de son bâtiment à la douane de Paknam, en indiquant le nombre d'hommes d'équipage et de canons qui se trouvent à son bord, et le port d'où il vient. Dès qu'il aura jeté l'ancre à Paknam, le capitaine remettra à la garde des agents de la douane tous ses canons et ses munitions, et un agent de la douane sera désigné ensuite pour accompagner le navire jusqu'à Bangkok.

2. Tout bâtiment marchand qui dépassera Paknam sans décharger ses canons et ses munitions, comme il est prescrit par le règlement

ci-dessus, sera renvoyé à Paknam pour s'y conformer, et sera passible d'une amende de huit cents ticaux au plus. Après avoir déposé ses canons et ses munitions, il sera autorisé à retourner à Bangkok.

3. Lorsqu'un navire de commerce belge aura jeté l'ancre à Bangkok, le capitaine devra, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, à moins de jours fériés, se rendre au consulat belge et y déposer les papiers de bord, connaissements, etc., ainsi qu'un manifeste sincère de sa cargaison ; dès que l'agent consulaire aura fait parvenir ces renseignements à la douane, celle-ci donnera la permission de rompre charge. Si la douane tarde plus de vingt-quatre heures à délivrer cette permission, l'agent consulaire peut donner une autorisation qui aura la même valeur que si elle émanait de la douane.

Le capitaine qui n'aura pas déclaré son arrivée ou aura déposé un faux manifeste, sera passible d'une amende de quatre cents ticaux au plus ; mais il pourra, sans encourir aucune pénalité, rectifier, dans les vingt-quatre heures de sa remise, toute erreur qu'il viendrait à découvrir dans son manifeste.

4. Un navire belge qui romprait charge et commencerait à décharger avant d'en avoir obtenu dûment l'autorisation, ou qui ferait la contrebande dans la rivière ou hors de la barre, serait passible d'une amende de huit cents ticaux au plus et de la confiscation des marchandises introduites en contrebande ou déchargées.

5. Dès qu'un navire belge aura déchargé sa cargaison et complété son chargement de sortie, payé tous les droits et remis au consul belge un manifeste véridique de son chargement de sortie, l'autorité siamoise délivrera audit navire un permis de sortir du port, et, en l'absence de tout empêchement légal au départ du bâtiment, l'agent consulaire renverra alors au capitaine les papiers de bord et autorisera le navire à partir.

Un agent de la douane accompagnera le bâtiment jusqu'à Paknam ; à son arrivée, le navire sera inspecté par les agents de la douane de cette station et recevra d'eux les canons et munitions antérieurement remis à leur garde.

6. Tous les agents de la douane seront porteurs d'un insigne qui permette de les reconnaître quand ils exercent leurs fonctions, et ils ne pourront monter à la fois, à bord d'un navire belge, qu'au nombre de deux, à moins qu'un nombre plus considérable ne soit nécessaire pour effectuer la saisie des marchandises fraudées.

(L. S.) *Signé* : DU JARDIN.

(L. S.) *Signé* : JOHN BOWRING.

AUTRICHE-HONGRIE, PRUSSE (POUR LA CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD), BAVIÈRE, WURTEMBERG, DUCHÉ DE BADEN, PAYS-BAS.

TRAITÉ TÉLÉGRAPHIQUE SIGNÉ A BADEN-BADEN, LE 25 OCTOBRE 1868.

Après qu'entre nos plénipotentiaires d'un côté et celui que S. M. le Roi de Prusse, au nom de la Confédération, a nommé à cet effet d'autre part, des instruments de ratification ont été délivrés aux autres parties contractantes.

Après que les Gouvernements faisant partie de l'union télégraphique allemande-autrichienne se furent entendus dans le but de régler leurs rapports télégraphiques par de nouvelles conventions :

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, S. M. le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, S. M. le Roi de Bavière, S. M. le Roi de Wurtemberg, S. A. R. le Grand-Duc de Baden, et S. M. le Roi des Pays-Bas, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

S. M. l'Empereur d'Autriche et Roi apostolique de Hongrie : Le conseiller ministériel et directeur des télégraphes de l'État, *Charles Brunner de Wattenwyl*, et le chef de l'administration des télégraphes de Hongrie, le conseiller de section *Jean de Takais*,

S. M. le Roi de Prusse : Le directeur général des télégraphes de la Confédération de l'Allemagne du Nord, colonel *François de Chauvin*;

S. M. le Roi de Bavière : Le chef de la division télégraphique à la direction générale des voies de transport du royaume de Bavière, *Henri Gumbart*;

S. M. le Roi de Wurtemberg : Le directeur royal des chemins-de fer et des télégraphes, *Louis de Klem*;

S. A. R. le Grand-Duc de Bade : Le directeur des voies de transport grand ducales, conseiller intime, *Hermann Zimmer*;

S. M. le Roi des Pays-Bas : Le conseiller référendaire chargé de l'administration des télégraphes de l'État, *Guillaume-Constantin-Arnold Staring*;

Lesquels sont convenus des articles qui suivent sous la réserve de l'approbation de leurs hauts mandants :

Art. 1^{er}. Toutes les lignes et stations télégraphiques, que les hautes parties contractantes entretiennent pour le trafic général, soit sur leur propre territoire, soit sur les territoires d'autres États, sont soumises aux prescriptions du présent traité.

Art. 2. Il demeure réservé à chacune des hautes parties contractantes soit d'exclure de ses autres lignes télégraphiques, les lignes télégraphiques ou stations qu'il érige pour des rapports d'outre-mer avec d'autres États, soit de présenter pour ces lignes d'outre-mer des tarifs différents.

Art. 3. La correspondance télégraphique touchant les lignes de deux ou de plusieurs des hautes parties contractantes sera soumise aux prescriptions du présent Traité et prendra le nom de *Correspondance de l'Union*.

Les règlements concernant la correspondance qui ne touche qu'une administration télégraphique, sont réservés à chacune des parties contractantes.

Art. 4. Les prescriptions ayant trait au service télégraphique de correspondance du traité télégraphique international révisé à Vienne le 21 juillet 1868 (1), de même que les règlements se rapportant au service télégraphique international seront appliqués à la correspondance de l'Union, autant que le présent traité ne prescrira pas d'autres mesures.

Art. 5. Afin de pouvoir fixer les tarifs pour la correspondance de l'Union, tout le territoire des hautes parties contractantes sera divisé en surfaces carrées. La formation de ces surfaces a lieu de telle façon que chaque degré de latitude est divisé en 5 et chaque degré de longitude en trois parties égales, par les points d'intersection il sera tiré des cercles parallèles et de méridien, ce qui formera 15 carrés qui prendront le nom de carrés de taxe.

Art. 6. Les droits pour les dépêches simples de 20 mots sont :

a) 8 gros argent, soit 28 kreutzers de l'Allemagne du Sud, 40 kreutzers de l'Autriche, soit 50 centimes du florin de Hollande pour la transmission d'une dépêche entre les stations d'un et même carré de taxe, de même qu'entre les stations qui se trouvent placées à l'intérieur des rangées carrées les plus voisines entourant les 8 rangées carrées (carré de taxe), en ne comptant pas les 40 carrés qui se trouvent en dehors du cercle inscrit dans ce carré de taxe.

b) 16 gros argent, 56 kreutzers de l'Allemagne du Sud, 80 kreutzers d'Autriche, 1 florin de Hollande pour la transmission d'une dépêche entre les stations d'un carré de taxe et toutes les autres stations en dehors des limites déterminées sous la lettre a.

Ces droits sont augmentés de moitié par chaque dix mots ou partie de dix mots en plus de la dépêche simple.

(1) Voir *Archives* 1869, t. I, page 176.

Art. 7. La révision périodique du tarif ci-dessus, de même que les taxes de transit pour les correspondances de l'Union échangées avec l'étranger par la voie des administrations télégraphiques des hautes puissances contractantes, sont réservées.

Art. 8. Les droits perçus conformément au tarif pour la transmission de la correspondance télégraphique de l'Union forment une propriété commune, et sont partagés entre les administrations télégraphiques intéressées d'après des chiffres proportionnels établis en raison du nombre des dépêches de l'Union expédiées sur chaque territoire de l'administration multiplié par un chiffre représentant la valeur relative d'une dépêche de l'Union dans ledit territoire.

Ces chiffres de valeur seront fixés d'un commun accord par les administrations intéressées.

Art. 9. Dans le but d'obtenir et d'égaliser les paiements et les créances réciproques des différentes administrations télégraphiques en fait de droits perçus et de déboursés, il y aura lieu d'établir des règlements de compte après des périodes de temps déterminées.

L'administration télégraphique de la Confédération de l'Allemagne du Nord se charge du règlement de compte, en suivant la base de l'entente qui sera intervenue entre les administrations télégraphiques intéressées.

Les frais de ce règlement de compte seront supportés en commun par toutes les administrations télégraphiques proportionnellement à leur part de recettes.

Art. 10. Dans le but de faire progresser les bons rapports entre les administrations télégraphiques des hautes parties contractantes, il y aura, suivant les besoins, des réunions de délégués.

Art. 11. Le présent traité entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1869, en exceptant toutefois les stipulations de tarif renfermées aux articles 5 et 6, qui seront mises en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet 1870.

Jusqu'au jour de l'entrée en vigueur du nouveau tarif, les prescriptions fixées par le traité de l'Union télégraphique, signé à Schwehrin le 30 septembre 1865, continueront à être observées.

Art. 12. Le présent traité pourra être dénoncé chaque année. Mais la dénonciation ne pourra avoir lieu que le 1^{er} janvier de chaque année, de façon que le traité restera en vigueur jusqu'au 31 décembre de cette même année.

Art. 13. Le traité télégraphique allemand-autrichien du 30 septembre 1865 expirera au moment où le traité actuel entrera en vigueur.

Art. 14. Les ratifications du présent traité devront être échangées dans le plus bref délai possible à Carlsruhe.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé et scellé le présent traité.

Fait à Baden-Baden, le vingt-cinquième jour d'octobre de l'année mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) *Signé* : CHARLES BRUNNER.

(L. S.) *Signé* : JEAN DE TAKAIS.

(L. S.) *Signé* : FRANÇOIS DE CHAUVIN.

(L. S.) *Signé* : HENRI GUMBART.

(L. S.) *Signé* : LOUIS DE KLEIN.

(L. S.) *Signé* : HERMANN ZIMMER.

(L. S.) *Signé* : GUILLAUME-CONSTANTIN-ARNOLD STARING, m. p.

BAVIÈRE — SUISSE

ARTICLE ADDITIONNEL AU TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LA SUISSE
ET LE ROYAUME DE BAVIÈRE, CONCLU A BERNE LE 16 NOVEMBRE
1868.

La Confédération Suisse et S. M. le Roi de Bavière, etc., etc., ayant convenu d'ajouter à la convention d'extradition du 28 juin 1851 un article relatif au transport gratuit des malfaiteurs,

Le Conseil fédéral a muni de ses pleins pouvoirs : le chef du Département fédéral de Justice et Police, le Conseiller fédéral Joseph Martin *Knüsel*, et S. M. le Roi de Bavière : le conseiller intime de Légation, Chevalier W. *de Dønniges*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du royaume de Bavière près la Confédération suisse,

Lesquels, après s'être communiqué les dits pleins pouvoirs sont convenus de l'article additionnel suivant :

Les deux États contractants s'engagent à pourvoir réciproquement sur leur territoire, et cela à titre gratuit, aux transports des malfaiteurs qui seront nécessités par une extradition qu'un troisième État aura accordée à l'un des deux États contractants.

Il en est de même pour l'envoi des objets mentionnés à l'article 3 de la convention du 28 juin 1851, s'il a lieu en même temps que le transport des malfaiteurs à livrer.

Le présent article additionnel sera considéré comme partie intégrante de la convention d'extradition du 28 juin 1851 et soumis de part et d'autre à la ratification supérieure.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont, sous réserve des

dites ratifications, apposé leurs sceaux à la convention ci-dessus.

Fait à Berne, le 16 novembre 1868.

(L. S.) *Signé* : J. M. KNUSEL. (L. S.) *Signé* : W. DE DOENNIGES.

SCHAUMBURG-LIPPE

LOI ÉLECTORALE DONNÉE A WILDBAD, LE 17 NOVEMBRE 1868

Nous, Adolphe Georges, par la grâce de Dieu, prince régnant à Schaumbourg-Lippe, noble Seigneur à Lippe, comte à Sternberg et Schwalemburg, etc., etc.,

Publions avec l'assentiment de la diète convoquée pour le vote de la Constitution (1), la loi électorale qui suit :

Art. 1^{er}. Les qualités requises pour prendre part aux élections pour la Diète sont que l'électeur

1° Soit citoyen de l'Etat, propriétaire ou co-propriétaire des domaines seigneuriaux désignés à l'article 3 ;

2° Qu'il ait accompli sa vingt-cinquième année ;

3° Qu'il ne soit pas pourvu d'un curateur ;

4° Qu'il ne reçoive pas au moment de l'élection de secours de la caisse des pauvres et qu'il n'en ait pas reçu pendant l'année qui précède l'élection.

5° Qu'il ne soit pas en faillite au moment de l'élection ;

6° Qu'il n'ait été atteint d'aucune peine infamante prononcée par un tribunal ordinaire, ni qu'il ait été reconnu coupable d'un crime ayant le caractère infamant, par un jugement définitif.

Art. 2. Tout électeur est éligible lorsqu'il a accompli sa trentième année.

Art. 3. La participation à l'élection d'un représentant de la propriété domaniale présuppose que l'électeur est seul et véritable propriétaire, accidentellement s'il y a plusieurs propriétaires, que l'électeur, d'après son âge, est le plus âgé des propriétaires ou qu'il est co-propriétaire muni des pleins pouvoirs de l'électeur, d'un des domaines suivants :

1° Des deux domaines d'Oheimb à Stadthagen ;

2° Du domaine de Landerberg à Stadthagen ;

3° Du domaine d'Oheimb à Enzen ;

(1) Voir même volume, page 510.

4° Du domaine d'Oheimb à Helpsen ;

5° Du domaine de Munchhausen à Remeringhausen ,

6° Du domaine de de Busch à Brummershop ;

Art. 4. L'élection du représentant domanial a lieu sous la direction d'un commissaire du Gouvernement, au jour et au lieu désignés par le Gouvernement, au moyen de bulletins de vote.

Les électeurs doivent être convoqués au moins huit jours avant l'élection par un avis du Gouvernement.

On ne peut considérer comme élu que celui qui a réuni plus de la moitié des suffrages exprimés. Si, au premier tour de scrutin, il n'y avait pas la majorité absolue, il faudra, d'après les articles 16, 17 et 18 de cette loi et le jour même fixé pour l'élection, procéder à une nouvelle élection.

L'acte électoral sera consigné dans un procès-verbal.

Art. 5. Le Gouvernement nommera un commissaire électoral particulier pour surveiller l'élection du représentant du clergé. Les pasteurs protestants, le prédicateur de la cour réformée, le curé catholique de Buckebourg seront convoqués au moins huit jours à l'avance au lieu et à l'heure où ils devront donner leurs bulletins de vote.

On ne considérera comme élu que celui qui réunira plus de la moitié des suffrages exprimés. S'il n'y avait pas de majorité au premier tour, il faudra, d'après les termes des articles 16, 17 et 18 de cette loi électorale, recommencer le vote, mais le même jour.

L'acte électoral sera consigné dans un procès-verbal signé du commissaire électoral et par deux électeurs désignés par lui.

Art. 6. Le Gouvernement nommera un commissaire électoral particulier qui dirigera l'élection du représentant des électeurs mentionnés. Les personnes en question seront averties au moins huit jours à l'avance et convoquées en un lieu et à une heure où l'élection s'accomplira au moyen de bulletins de vote déposés personnellement.

On ne peut considérer comme élu que celui qui a réuni plus de la moitié des suffrages exprimés.

S'il n'y avait pas de majorité absolue au premier tour, il faudra, conformément aux articles 16, 17 et 18 de la Constitution, recommencer le vote, mais au jour même indiqué pour terme.

Le vote sera consigné dans un procès-verbal qui sera signé par le commissaire électoral et par deux électeurs désignés par lui.

Art. 7. Tout électeur, ayant son domicile régulier au moment de l'élection dans le district électoral, et qui n'appartient pas à la classe des électeurs désignés sous les numéros 2, 3 et 4 de l'article 14 de la

Constitution, aura droit de prendre part à l'élection des villes et des baillages.

Art. 8. Les villes et les baillages seront, proportionnellement à leur population, divisés, par ordonnance du Gouvernement, en autant de circonscriptions électorales qu'ils ont de représentants à élire.

Art. 9. Dans ces circonscriptions électorales, il est urgent avant tout d'établir des listes électorales. Les magistrats des villes et les baillis sont chargés de ce soin, après avoir reçu les instructions du Gouvernement.

Une fois les listes électorales établies, elles doivent être pendant trois jours affichées dans les locaux des autorités susdites, afin que chacun en puisse prendre connaissance. Dans le courant de ces trois jours les réclamations contre l'exactitude des listes électorales devront être produites.

Le terme de l'affichage des listes électorales doit être publié au moins huit jours avant les élections au moyen des annonces du pays en indiquant le but et le lieu.

Art. 10 Le terme fixé pour les réclamations une fois écoulé, les listes électorales, avec les réclamations qui auraient pu se produire, seront envoyés au gouvernement, qui prononcera sur leur valeur.

Art. 11. Le terme fixé pour les élections dans toute la principauté, sera annoncé par le gouvernement au moins quinze jours à l'avance, dans les annonces du pays. Le Gouvernement indiquera en même temps le lieu et l'heure à laquelle commenceront les élections dans les différentes circonscriptions électorales.

Les commissaires électoraux sont nommés par le Gouvernement.

Art. 12. Le commissaire électoral, assisté de deux hommes de confiance, choisis parmi les électeurs et n'étant pas fonctionnaires de l'État, est chargé de la direction des élections.

Nul ne peut voter s'il n'est porté sur la liste électorale révisée.

Art. 13. L'électeur ne peut exercer son droit qu'en se présentant personnellement au lieu de l'élection.

L'élection des députés a lieu après la remise des bulletins de vote faite personnellement à la commission électorale. Les bulletins doivent indiquer exactement le nom du candidat.

Art. 14. Trois heures après l'ouverture du scrutin par le commissaire électoral, le vote sera clos, en ce sens que seuls les électeurs présents dans la salle de l'élection auront encore le droit de déposer leur bulletin de vote.

Art. 15. Sera considéré comme élu celui qui aura réuni la moitié des suffrages exprimés.

Art. 16. S'il n'y a pas de majorité absolue, le commissaire électoral aura à fixer une nouvelle élection et à en faire connaître le lieu et le temps par les annonces officielles.

Art. 17. Les voix ne pourront être portées, dans ce scrutin de ballottage, que sur les deux candidats qui auront réuni le plus de voix ; ces deux candidats devront être nommés dans les avis publiés au sujet du scrutin de ballottage.

Art. 18. Si au second tour de scrutin il y a partage des voix, il y aura lieu à procéder à un tirage au sort sous la direction de la commission électorale.

On procédera de la même façon, si on ne peut d'une autre manière déterminer les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix, et cela pour satisfaire aux prescriptions de l'article 17.

Art. Le résultat de l'élection sera annoncé aux personnes présentes par le commissaire assisté des hommes de confiance dont il a été question plus haut.

Art. 20. Le commissaire électoral dressera un procès-verbal des opérations électorales, lequel sera signé par les hommes de confiance.

Chaque électeur a la liberté de protester contre la légalité de l'élection et de faire consigner sa protestation dans le procès-verbal.

Art. 21. Une fois l'élection acquise, le commissaire électoral fera toutes ses diligences pour obtenir de l'élu une déclaration sur son acceptation ou son refus, afin de la faire figurer dans le procès-verbal de l'élection, lequel devra être adressé au Gouvernement avec les bulletins de vote.

Art. 22. Toute élection, pour laquelle toutes les prescriptions de cette loi électorale n'auront pas été observées, de plus, toute élection obtenue par corruption au moyen d'argent ou de choses équivalentes ou à la suite de promesses d'un bénéfice personnel ou enfin à la suite de menaces, est de droit nulle.

Donné à Wildbad, le 17 novembre 1868.

Signé : ADOLPHE-GEORGES.

Contresigné : DE LAUER.

BELGIQUE — ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

CONVENTION CONSULAIRE CONCLUE A BRUXELLES LE 5 DÉCEMBRE 1868.

S. M. le Roi des Belges et le Président des États-Unis d'Amérique, ayant reconnu l'utilité de définir les droits, privilèges et immunités des agents consulaires dans les deux pays, ont résolu de conclure une convention spéciale à cet effet.

En conséquence, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges : le sieur Jules *Vanderstichelen*, grand-croix de l'ordre du Lion Néerlandais, etc., son ministre des affaires étrangères ;

Et le Président des États-Unis d'Amérique, Henri Shelton *Sanford*, citoyen des États-Unis, son ministre résidant près S. M. le Roi des Belges.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Chacune des hautes parties contractantes consent à admettre des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de l'autre dans tous ses ports, villes et places, excepté dans les localités où il y aurait inconvénient à reconnaître de tels agents.

Cette réserve, toutefois, ne sera pas appliquée à l'une des hautes parties contractantes sans l'être également à toute autre puissance.

Art. 2. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, devront produire une commission dans la forme établie par les lois de leurs pays respectifs. Le gouvernement territorial de chacune des deux hautes parties contractantes leur délivrera, sans aucuns frais, l'exéquatur nécessaire à l'exercice de leurs fonctions, et, sur l'exhibition de cette pièce, ils jouiront des droits, prérogatives et immunités accordés par la présente convention.

Art. 3. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'Etat qui les a nommés, ne pourront être arrêtés que dans le cas de crime, qualifié et puni comme tel par la législation locale ; ils seront exempts du logement militaire, de tout service tant dans l'armée régulière que dans la garde nationale ou civique ou les milices et, de plus, de toutes les impositions fédérales

ou municipales ou prélevées au profit des États. Si cependant lesdits consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires étaient citoyens du pays de leur résidence, s'ils y possédaient des biens ou s'ils y exerçaient un commerce quelconque, ils seraient tenus de supporter et de payer les charges de toute espèce imposées en pareil cas aux autres citoyens du pays.

Art. 4. Nul agent du service consulaire, lorsqu'il est citoyen de l'État qui l'a nommé et, pourvu qu'il n'exerce aucun commerce, ne pourra être contraint à comparaître comme témoin devant les tribunaux du pays où il réside. Quand la justice du pays aura quelque déclaration juridique ou déposition à recevoir d'eux, elle les invitera par écrit à se présenter devant elle, et en cas d'empêchement, elle devra leur demander leur témoignage par écrit, ou se transporter à leur demeure ou chancellerie pour l'obtenir de vive voix.

Lesdits agents devront satisfaire à cette demande dans le plus bref délai possible.

Dans tous les cas de crime prévus par l'article 6 des amendements à la constitution des États-Unis, par lequel le droit d'appeler des témoins en leur faveur est assuré aux personnes accusées de crimes, la comparution devant les tribunaux desdits agents sera requise, avec tous les égards possibles dus à la dignité consulaire et aux devoirs de leur charge.

Un traitement semblable sera accordé aux consuls des États-Unis en Belgique dans tous les cas similaires.

Art. 5. Les conseils généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer, au-dessus de la porte extérieure de leurs chancelleries ou de leur maison d'habitation, un tableau aux armes de leur nation, avec une inscription portant ces mots : consulat, ou vice-consulat, ou agence consulaire de Belgique ou des États-Unis, etc., etc.

Ils pourront aussi y arborer le drapeau de leur pays, excepté dans la capitale du pays, s'il s'y trouve une légation.

Art. 6. Les chancelleries et habitations consulaires seront en tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront les envahir, sous aucun prétexte. Elles ne pourront, dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui y seront renfermés. Elles ne sauraient, dans aucun cas, servir de lieux d'asile.

Lorsque, cependant, un agent du service consulaire est engagé dans d'autres affaires, les papiers se rapportant au consulat seront tenus séparément.

Art. 7. En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, leurs chan-

celiers ou secrétaires, après que leur caractère officiel aura été notifié au ministre des affaires étrangères en Belgique ou au département d'Etat à Washington, seront de plein droit admis à gérer, par intérim, les affaires des postes respectifs, et jouiront, pendant la durée de cette gestion temporaire, de tous les droits, prérogatives et immunités accordés aux titulaires.

Art. 8. Les consuls généraux et consuls pourront, pour autant que les lois de leur pays le leur permettent, nommer, avec l'approbation de leurs gouvernements respectifs, des vice-consuls et agents consulaires dans les villes, ports et places compris dans leur arrondissement. Ces agents pourront être choisis indistinctement parmi les Belges, les citoyens des États-Unis ou ceux d'autres pays. Ces agents seront munis d'une commission régulière. Ils jouiront des privilèges stipulés dans cette convention en faveur des agents du service consulaire, en se soumettant aux exceptions spécifiées aux articles 3 et 4.

Art. 9. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires auront le droit de s'adresser aux autorités des pays respectifs, soit fédérales ou locales, judiciaires ou locales, judiciaires ou exécutives, dans toute l'étendue de leur arrondissement consulaire, pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre la Belgique et les États-Unis, et pour protéger les droits et les intérêts de leurs nationaux. S'il n'était pas fait droit à la réclamation, lesdits agents, en l'absence d'un agent diplomatique de leur pays, pourront recourir directement au gouvernement du pays dans lequel ils exercent leurs fonctions.

Art. 10. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, dans leur demeure privée, à celle des parties ou à bord des bâtiments, les déclarations des capitaines et équipages des navires de leur propre pays, des passagers qui se trouvent à bord, et de tout autre citoyen de leur nation. Ils auront, en outre, le droit de recevoir, conformément aux lois et réglemens de leur pays, dans leurs chancelleries ou bureaux, tous les actes conventionnels passés entre des citoyens de leur pays et des citoyens ou autres habitants du pays où ils résident, et mêmes tous actes de ces derniers, pourvu que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent devant lequel ils seront passés.

Les expéditions desdits actes et les documents officiels de toute espèce, soit en original, en copie ou en traduction, dûment légalisés par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires

et munis de leur cachet officiel, feront foi en justice dans tous es tribunaux de Belgique et des États-Unis.

Art. 11. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs seront exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation, et connaîtront seuls de tous les différends qui se seront élevés en mer ou s'élèveront dans les ports entre les capitaines, les officiers et les hommes d'équipage, à quelque titre que ce soit, particulièrement pour le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis. Les autorités du pays ne pourront s'immiscer, à aucun titre, dans ces différends.

Art. 12. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires pourront faire arrêter les officiers, matelots et toutes les autres personnes faisant partie des équipages, à quelque titre que ce soit, des bâtiments de guerre ou de commerce de leur nation qui seraient prévenus ou accusés d'avoir déserté desdits bâtiments, pour les renvoyer à bord, ou les transporter dans leur pays. A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, les consuls de Belgique aux consuls des États-Unis, aux cours ou autorités fédérales, d'État ou municipales ; les consuls des États-Unis en Belgique, à toutes les autorités compétentes, et leur feront, par écrit, la demande de ces déserteurs, en justifiant, par l'exhibition des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage.

Sur cette demande, ainsi justifiée, et sans qu'aucun serment puisse être exigé des consuls, la remise des déserteurs ne pourra leur être refusée, à moins qu'il ne soit dûment prouvé qu'ils étaient citoyens du pays où l'extradition est réclamée, au moment de leur inscription sur le rôle. Il leur sera donné toute aide et protection pour la recherche, la saisie et l'arrestation de ces déserteurs, lesquels seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Art. 13. A moins de stipulations contraires entre les armateurs, les chargeurs et les assureurs, toutes avaries essuyées à la mer par les navires des deux ports, soit qu'ils abordent volontairement un port, soit qu'ils se trouvent en relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, les consuls, vice-consuls ou agents consulaires des

pays respectifs où ils résident. Si, cependant, des habitants du pays ou des citoyens ou sujets d'une tierce nation se trouvaient intéressés dans lesdites avaries, et que les parties ne pussent s'entendre à l'amiable, le recours à l'autorité locale compétente serait de droit.

Art. 14. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges naufragés sur les côtes des États-Unis et des navires américains sur les côtes de Belgique seront respectivement dirigés par les consuls généraux, consuls, vice-consuls de Belgique aux États-Unis et par les consuls généraux, consuls et vice-consuls américains en Belgique, et, jusqu'à leur arrivée, par les agents consulaires respectifs, là où il existera une agence; dans les lieux et ports où il n'existerait pas d'agence, les autorités locales auront, en attendant l'arrivée du consul dans l'arrondissement duquel le naufrage aurait eu lieu et qui devrait être immédiatement prévenu, à prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les autorités locales n'auront d'ailleurs à intervenir que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

Il est bien entendu que ces marchandises ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient destinées à être livrées à la consommation dans le pays où le naufrage aurait eu lieu.

Art. 15. En cas de décès d'un Belge aux États-Unis, ou d'un citoyen des États-Unis en Belgique, s'il n'y a aucun héritier connu ou aucun exécuteur testamentaire institué par le défunt, les autorités locales compétentes informeront de la circonstance les consuls ou agents consulaires de la nation à laquelle le défunt appartient, afin qu'il puisse en être immédiatement donné connaissance aux parties intéressées.

Art. 16. La présente convention restera en vigueur pendant dix ans, à partir de l'échange des ratifications, lesquelles seront données conformément aux constitutions respectives des deux pays, et échangées à Bruxelles dans le délai de six mois, ou plus tôt, si faire se peut. Dans le cas où aucune des parties n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de dix ans, son intention de ne pas renouveler cette convention, celle-ci continuera à rester en vigueur encore une année et ainsi de suite d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des parties l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bruxelles, le cinquième jour du mois de décembre mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) *Signé* : JULES VANDERSTICHELEN.

(L. S.) *Signé* : H.-S. SANFORD.

Protocole additionnel à la convention conclue, entre la Belgique et les États-Unis d'Amérique, le 5 décembre 1868.

Les plénipotentiaires de S. M. le Roi des Belges et du Président des États-Unis d'Amérique, prévoyant que l'échange des ratifications ne pourrait, par suite de circonstances indépendantes de la volonté des hautes parties contractantes, être opéré dans le délai fixé, se sont réunis aujourd'hui et sont convenus de proroger ce délai de deux mois.

Fait à Bruxelles, le 1^{er} juin 1869.

(L. S.) *Signé* : JULES VANDERSTICHELEN.

(L. S.) *Signé* : H.-S. SANFORD.

F. AMYOT.

ITALIE — CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD.

CONVENTION CONSULAIRE SIGNÉE A BERLIN, LE 20 DÉCEMBRE 1868.

Sa Majesté le Roi d'Italie, d'une part, et Sa Majesté le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, d'autre part;

Afin de rendre plus étendues et plus avantageuses les relations commerciales et de navigation existantes entre les deux pays, ayant d'un commun accord reconnu qu'il était utile de fixer sur des bases plus larges et déterminées, les droits, privilèges et immunités, et les obligations de leurs agents consulaires respectifs, ont résolu de conclure une convention consulaire, et ont à cet effet nommé pour leurs plénipotentiaires savoir :

Sa Majesté le Roi d'Italie : M. le comte Edouard *de Launay*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de Sa Majesté le Roi de Prusse et de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Et Sa Majesté le Roi de Prusse : M. Bernard *Kœnig*, son conseiller intime de légation.

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Chacune des hautes parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, des consuls, vice-consuls et agents consulaires dans les ports, villes et localités de l'autre partie.

Elles se réservent pourtant le droit de désigner les localités qu'elles jugeraient convenable d'excepter, pourvu que cette réserve soit également appliquée à toutes les autres puissances.

Art. 2. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires seront réciproquement admis et reconnus après la présentation de leurs provisions selon les règles et formalités établies dans les pays respectifs.

L'*exequatur* nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions leur sera délivré sans frais et, sur la production dudit *exequatur*, l'autorité supérieure du lieu de leur résidence prendra immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent remplir les devoirs de leurs fonctions, et être admis à jouir des exemptions, prérogatives, immunités, honneurs et privilèges qui leur sont réciproquement accordés.

Art. 3. Les consuls seront exemptés des logements et charges militaires, des contributions directes, personnelles, mobilières ou somp-tuaires imposées par l'État ou par les communes, à moins qu'ils ne

possèdent des propriétés immobilières, qu'ils ne fassent le commerce ou qu'ils n'exercent quelque industrie; dans lesquels cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les nationaux.

Ils jouiront en outre de l'immunité personnelle excepté pour les faits et actes que la législation du pays qualifie de crime.

Art. 4. Si les consuls sont négociants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de commerce et non pour causes civiles.

Art. 5. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure du consulat l'écusson des armes de leur nation avec cette inscription : *Consulat ou vice-consulat ou agence consulaire d'Italie. Consulat ou vice-consulat ou agence consulaire de la Confédération de l'Allemagne du Nord.*

Ils pourront aussi arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire aux jours de fêtes publiques et dans les autres circonstances d'usage, à moins qu'ils ne résident dans la ville où se trouverait l'ambassade ou la légation de leur souverain.

Ils pourront de même arborer le pavillon national sur le bateau qu'ils monteront dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

Art. 6. Les archives consulaires seront inviolables en tout temps, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, visiter ni saisir les papiers qui en feront partie. Ces papiers devront toujours être entièrement séparés des livres et papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que peuvent exercer les fonctionnaires consulaires respectifs.

Art. 7. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, les élèves consuls, chanceliers et secrétaires qui auront été présentés antérieurement en leurs dites qualités aux autorités respectives, seront admis de plein droit dans leur ordre hiérarchique, à exercer par intérim les fonctions consulaires sans que les autorités locales puissent y mettre obstacle.

Celles-ci devront au contraire leur prêter assistance et protection, et leur assurer pendant leur gestion intérimaire, la jouissance de toutes les exemptions, prérogatives, immunités et privilèges réciproquement stipulés dans la présente convention en faveur des fonctionnaires consulaires.

Art. 8. Les consuls généraux et les consuls pourront nommer des vice-consuls ou agents consulaires dans les villes, ports et localités de leur arrondissement consulaire, sauf l'approbation du gouvernement territorial.

Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les citoyens

des deux pays comme parmi les étrangers; ils seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les aura nommés, et sous les ordres duquel ils devront exercer leurs fonctions.

Ils jouiront des privilèges et immunités stipulés par la présente convention. Toutefois, les vice-consuls et agents consulaires nommés par les consuls généraux ou les consuls, ne seront pas admis au bénéfice des exemptions et immunités consacrées par l'art. 3.

Art. 9. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et les agents consulaires pourront dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont attribués, s'adresser aux autorités de leur arrondissement pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre les deux pays et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre.

Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par ces autorités, ils pourront à défaut d'agent diplomatique de leur pays, avoir recours au gouvernement de l'État dans lequel ils résident.

Art. 10. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des deux pays ou leurs chanceliers, auront le droit, autant que la législation de leur pays leur en accorde la faculté :

1° De recevoir dans leurs chancelleries, au domicile des parties et à bord des navires de leur pays, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage et les passagers, négociants et tous autres sujets de leur pays;

2° De recevoir comme notaires les dispositions testamentaires de leurs nationaux et tous autres actes de droit civil, de même que tous actes conventionnels passés entre un ou plusieurs de leurs nationaux et d'autres personnes du pays dans lequel ils résident, de même que tout acte conventionnel concernant des citoyens de ce dernier pays seulement, pourvu, bien entendu, que ces actes aient rapport à des biens situés sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent consulaire devant lequel ils seront passés.

Les copies ou extraits de ces actes, dûment légalisés par lesdits agents et scellés du sceau officiel du consulat général, consulat, vice-consulat ou agence consulaire, feront foi, tant en justice que hors de justice, soit en Italie, soit dans l'Allemagne du Nord, au même titre que les originaux, et auront la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autre officier public, compétents dans l'un ou l'autre pays, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'État auquel appartiennent les consuls, vice-consuls ou agents consulaires, et qu'ils aient ensuite été soumis au timbre, à l'enregistrement et à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le pays où l'acte devra recevoir son exécution.

En cas de doute sur l'authenticité de l'expédition d'un acte public enregistré à la chancellerie de l'un des consulats respectifs, la confrontation avec l'original ne pourra être refusée à la partie intéressée qui en fera la demande et qui pourra assister à cette collation, s'il le juge convenable.

Art. 11. En cas de décès d'un sujet de l'une des deux parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales devront en donner avis immédiatement au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire dans la circonscription duquel le décès aura eu lieu.

Ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'ils en seront informés les premiers.

Quand un Italien, dans la Confédération de l'Allemagne du Nord, ou un Allemand en Italie, sera décédé sans avoir fait de testament ni nommé d'exécuteur testamentaire, ou si les héritiers légitimes ou testamentaires sont mineurs, incapables ou absents, ou si les exécuteurs testamentaires nommés ne se trouvent pas dans le lieu où la succession s'ouvrira, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de la nation du défunt auront le droit de procéder successivement aux opérations suivantes :

1^o Apposer les scellés, soit d'office, soit à la demande des parties intéressées, sur tous les effets, meubles et papiers du défunt, en prévenant de cette opération les autorités locales compétentes, qui dans le cas où les lois du pays le prescrivent pourront y assister et apposer également leurs scellés.

Ces scellés, non plus que ceux de l'agent consulaire, ne devront être levés sans que l'autorité locale assiste à cette opération.

Toutefois, si, après un avertissement adressé par le consul à l'autorité locale pour l'inviter à assister à la levée desdits scellés, celle-ci ne s'était pas présentée dans un délai de quarante-huit heures à compter de la réception de l'avis, cet agent pourra procéder seul à ladite opération.

2^o Former l'inventaire de tous les biens et effets du défunt en présence de l'autorité locale, si, par suite de la notification sus-indiquée, elle a cru devoir assister à cet acte.

L'autorité locale signera les procès-verbaux dressés en sa présence, sans que, pour son intervention d'office dans ces actes, elle puisse exiger des droits d'aucune espèce.

3^o Ordonner la vente aux enchères publiques de tous les effets mobiliers de la succession qui pourraient se détériorer, et de ceux d'une conservation difficile, comme aussi des récoltes ou effets pour la vente desquels il se présentera des circonstances favorables.

4° Déposer en lieu sûr les effets et valeurs inventoriés, le montant des créances que l'on réalisera, ainsi que le produit des rentes que l'on percevra.

Si, par suite de la convocation mentionnée au paragraphe suivant, des sujets du pays ou d'une puissance tierce se présentaient comme intéressés dans la succession *ab intestat* ou testamentaire, l'autorité locale disposera du dépôt des valeurs pour couvrir les crédits respectifs.

5° Annoncer le décès et convoquer, au moyen des journaux de la localité et de ceux du pays du défunt, si cela était nécessaire, les créanciers qui pourraient exister contre la succession, afin qu'ils puissent présenter, dans le délai fixé par les lois de chacun des deux pays, leurs titres respectifs de créance dûment justifiés.

S'il se présentait des créanciers contre la succession testamentaire ou *ab intestat*, le paiement de leurs créances devra s'effectuer dans le délai de quinze jours après la clôture de l'inventaire, s'il existe des ressources qui puissent être affectées à cet emploi, et, dans le cas contraire, aussitôt que les fonds nécessaires auront pu être réalisés par les moyens les plus convenables.

Si les consuls respectifs se refusaient au payement de tout ou partie des créances en alléguant l'insuffisance des valeurs de la succession pour les satisfaire, les créanciers auront le droit de demander à l'autorité compétente, s'ils le jugent utile à leurs intérêts, la faculté de se constituer en état d'union.

Cette déclaration obtenue par les voies légales établies dans les deux pays, les consuls généraux ou vice-consuls devront faire immédiatement la remise à l'autorité judiciaire ou aux syndics de la faillite, selon qu'il appartiendra, de tous les documents, effets et valeurs appartenant à la succession testamentaire ou *ab intestat*, lesdits agents demeurant chargés de représenter les héritiers absents, les mineurs ou les incapables.

En tous cas, les consuls généraux, consuls et vice-consuls ne pourront faire la délivrance de la succession ou de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires, qu'après l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'avis du décès aura été publié dans les journaux.

6° Administrer et liquider, eux-mêmes ou par un délégué nommé sous leur responsabilité, la succession testamentaire ou *ab intestat* sans que l'autorité locale ait à intervenir dans ces opérations, à moins que des nationaux ou des sujets d'une tierce puissance aient à faire valoir des droits dans la succession, car en cas s'il survenait des difficultés provenant notamment de quelques réclamations don-

nant lieu à contestation entre les parties, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires n'ayant aucun droit pour terminer ou résoudre ces difficultés, les tribunaux du pays devront en connaître selon qu'il leur appartient d'y pourvoir ou de les juger.

Lesdits agents consulaires agiront alors comme représentants de la succession testamentaire ou *ab intestat*, c'est-à-dire que conservant l'administration et le droit de liquider définitivement ladite succession, comme aussi celui d'effectuer les ventes dans les formes indiquées ci-dessus, ils veilleront scrupuleusement aux intérêts des héritiers, et auront la faculté de désigner des avocats chargés de soutenir leurs droits devant les tribunaux. Il reste bien entendu que dans ces cas les tribunaux auront le droit de demander la remise de tous les papiers et documents propres à éclairer la question soumise à leur jugement.

Le jugement prononcé, les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires devront l'exécuter, s'ils ne forment pas appel, et ils continueront alors de plein droit la liquidation qui aura été suspendue jusqu'à la conclusion du litige.

7° Organiser, toutes les fois que le cas s'en présentera, la tutelle et la curatelle conformément aux lois de leur pays.

Art. 12. En cas de décès d'un Italien dans l'Allemagne du Nord ou d'un Allemand en Italie dans un lieu où ne se trouverait pas d'agent consulaire de sa nation, l'autorité locale compétente procédera conformément à la législation du pays, à l'inventaire des effets et à la liquidation des biens qu'il aura laissés, et sera tenue de rendre compte dans le plus bref délai possible à l'ambassade ou la légation respectives du résultat de ces opérations, ou encore à l'autorité consulaire la plus voisine du lieu où se sera ouverte la succession. Mais dès que l'agent consulaire le plus rapproché du lieu où se serait ouverte la succession testamentaire ou *ab intestat* se présentera en personne ou se fera représenter par un délégué, l'autorité locale qui sera intervenue devra se conformer aux dispositions de l'article 11 de la présente convention.

Art. 13. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des deux États connaîtront exclusivement des actes d'inventaires et des autres opérations pratiquées pour la conservation des biens et objets de toute nature laissés par les gens de mer et les passagers de leur nation, qui décèderaient à terre ou à bord des bâtiments de leur pays, soit pendant la traversée, soit dans le port de leur arrivée.

Art. 14. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront aller personnellement ou envoyer des délégués

à bord des navires de leur nation, après qu'ils auront été admis en libre pratique; interroger les capitaines et les équipages; examiner les papiers de bord, recevoir les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée; dresser les manifestes, faciliter l'expédition des navires, et enfin les accompagner devant les tribunaux et les bureaux de l'administration du pays, pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auront à suivre ou les demandes qu'ils auront à former.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, les officiers et agents de la douane ne pourront en aucune manière opérer ni visites ni recherches à bord des navires marchands, sans en avoir préalablement averti l'autorité consulaire du pays auquel ces bâtiments appartiennent, afin que le consul puisse assister à cette visite.

Ils devront également donner avis auxdits agents consulaires, afin qu'ils assistent aux déclarations que les capitaines et les équipages auront à faire devant les tribunaux et dans les administrations locales, afin d'éviter toute erreur ou fausse interprétation qui pourrait nuire à l'exacte administration de la justice. La citation qui sera adressée à cet effet aux consuls, vice-consuls ou agents consulaires, indiquera une heure précise, et s'ils négligeaient de s'y rendre en personne ou de s'y faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence.

Art. 15. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires et la sûreté des marchandises, biens et effets, on observera les lois, réglemens et ordonnances du pays.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires seront exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des bâtiments de leur nation; ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui seraient survenues entre le capitaine, les officiers et les marins et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des contrats réciproques.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seront de nature à troubler la tranquillité et l'ordre publics à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou étrangère à l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, lesdites autorités se borneront à prêter tout appui aux consuls, vice-consuls et agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et réintégrer à bord ou conduire en prison provisoirement tout individu inscrit sur le rôle d'équipage, chaque fois que pour un motif quelconque ils l'auront jugé convenable.

Art. 16. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents

consulaires pourront faire arrêter et renvoyer à bord, soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant partie, à quelque titre que ce soit, de l'équipage des navires marchands et de guerre de leur nation, qui auront déserté sur le territoire de l'autre État.

Ils devront, à cet effet, s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier au moyen de la présentation des registres du navire ou du rôle d'équipage, ou bien si le navire était parti en produisant une copie authentique ou un extrait de ces documents, que les personnes réclamées formaient réellement partie de l'équipage.

Sur la présentation de cette requête ainsi justifiée la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

On donnera en outre auxdits agents consulaires toute assistance et aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront arrêtés et détenus dans les prisons du pays à la requête et aux frais de l'autorité consulaire jusqu'à ce que celle-ci trouve une occasion pour les faire partir.

Cet emprisonnement ne pourra durer plus de trois mois, après lesquels et moyennant un avis donné au consul, trois jours à l'avance, la liberté sera rendue au prisonnier qui ne pourra être incarcéré de nouveau pour le même motif.

Toutefois, si le déserteur avait commis quelque délit à terre, l'autorité locale pourra surseoir à son extradition, jusqu'à ce que le tribunal ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution.

Les hautes parties contractantes conviennent que les marins et autres individus de l'équipage, sujets du pays dans lequel aura eu lieu la désertion, seront exceptés des stipulations de la présente convention.

Art. 17. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des deux pays auront souffertes en mer soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée seront réglées par les consuls généraux, vice-consuls de la nation respective, à moins que des sujets du pays dans lequel résident lesdits agents ou des sujets d'une tierce puissance ne soient intéressés dans ces avaries ; dans ce cas, et à défaut de compromis amiable entre tous les intéressés, les avaries devront être réglées par les autorités locales.

Art. 18. Lorsqu'un navire appartenant au Gouvernement ou aux sujets de l'une des hautes parties contractantes fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les autorités devront en informer les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de la circonscription, et, à son défaut, le consul géné-

ral, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus voisin du lieu du sinistre.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires italiens qui naufrageraient dans les eaux territoriales de l'Allemagne du Nord, seront dirigées conformément aux lois du pays, et réciproquement toutes les opérations relatives au sauvetage des vaisseaux allemands qui naufrageraient dans les eaux territoriales de l'Italie seront dirigées conformément aux lois locales.

L'intervention de l'autorité consulaire n'aura lieu dans les deux pays que pour surveiller les opérations relatives au radoub, ou à la vente s'il le faut, des vaisseaux naufragés sur la côte.

L'intervention des autorités locales ne donnera lieu à la perception d'aucun droit de sortie, hors ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les vaisseaux nationaux. En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les dispositions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive des autorités locales.

Art. 19. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs, de même que les employés des consulats, jouiront dans les deux pays de toutes les exemptions, prérogatives, immunités et les privilèges qui seront accordés aux agents du même grade de la nation la plus favorisée.

Art. 20. La présente convention sera en vigueur jusqu'au 30 juin 1875 à partir du jour de l'échéance des ratifications. Si aucune des deux hautes parties contractantes n'avait notifié à l'autre, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur pendant une année encore, à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 21. La présente convention sera approuvée et ratifiée par les deux hautes parties contractantes, et les ratifications seront échangées à Berlin dans le délai de quatre mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le vingt décembre mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) Signé : LAUNAY.

(L. S.) Signé : KOENIG.



BELGIQUE — ÉTATS-UNIS

ARTICLE ADDITIONNEL AU TRAITÉ DU 17 JUILLET 1858 (1), RELATIF
A LA PROPRIÉTÉ DES MARQUES DE FABRIQUE, SIGNÉ A BRUXELLES
LE 20 DÉCEMBRE 1863.

S. M. le Roi des Belges et le Président des États-Unis d'Amérique, ayant jugé utile d'ajouter un article additionnel au traité de commerce et de navigation conclu entre eux le 17 juillet 1858, ont, à cet effet nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges : M. Jules *Vanderstichelen*, grand croix de l'ordre du Lion néerlandais, etc., etc., son ministre des affaires étrangères;

Et le Président des États-Unis : Henri *Shelton Sanford*, citoyen des États-Unis, son ministre résident près S. M. le Roi des Belges,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, ont arrêté et signé ce qui suit :

Article additionnel.

Les hautes parties contractantes désirant assurer une complète et efficace protection à l'industrie manufacturière de leurs citoyens respectifs, sont convenues que toute reproduction dans l'un des deux pays des marques de fabrique apposées dans l'autre sur certaines marchandises, pour constater leur origine et qualité, sera sévèrement interdite et pourra donner lieu à une action en dommages-intérêts valablement exercée par la partie lésée devant les tribunaux du pays où la contrefaçon aura été constatée.

Les marques de fabrique dont les citoyens de l'un des deux pays voudraient s'assurer la propriété exclusive dans l'autre, devront être déposées, savoir : les marques des citoyens belges, à Washington, au bureau des patentes (patent office), et les marques des citoyens des États-Unis, à Bruxelles, au greffe du tribunal de commerce.

Il est entendu que si une marque de fabrique appartient au domaine public dans le pays d'origine, elle ne pourra être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

Cet article additionnel aura la même durée que le traité précité du 17 juillet 1858, auquel il sert de complément. Les ratifications en seront échangées dans le terme de six mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

(1) Voir ci-après.

Fait en double à Bruxelles, le vingt décembre mil huit cent soixante-huit.

(L. S.) *Signé* : JULES VANDERSTICHELEN.

(L. S.) *Signé* : H.-S. SANDFORD.

BELGIQUE — ÉTATS-UNIS

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION, SIGNÉ A WASHINGTON,
LE 17 JUILLET 1858.

S. M. le Roi des Belges d'une part, et les États-Unis d'Amérique d'autre part, voulant régler d'une manière formelle les relations réciproques de commerce et de navigation, et fortifier de plus en plus, par le développement des intérêts respectifs, les liens d'amitié et de bonne intelligence si heureusement établis entre les deux gouvernements et les deux peuples; désirant, dans ce but, arrêter, de commun accord, un traité stipulant des conditions également avantageuses au commerce et à la navigation des deux États, ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi des Belges : le sieur *Henri Bosch Spencer*, décoré de la Croix de Fer, chevalier de l'ordre de Léopold, chevalier de l'Étoile polaire, son chargé d'affaires aux États-Unis;

Et le Président des États-Unis : *Lowis Bass*, secrétaire d'État des États-Unis;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants:

Art. 1^{er}. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les habitants des deux pays, et la même sécurité, et protection, dont jouissent les nationaux, seront garanties des deux parts. Ces habitants ne payeront point, à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux États, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, des droits, taxes ou impôts autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux; et les privilèges, immunités et autres faveurs dont jouissent, en matière de commerce ou d'industrie les citoyens ou sujets de l'un des deux États, seront communs à ceux de l'autre.

Art. 2. Les navires Belges, venant d'un port belge ou d'un port étranger, ne payeront point, à leur entrée dans les ports des États-Unis ou à leur sortie, quelle que soit leur destination, d'autres ni de plus

forts droits de tonnage, de pilotage, d'ancrage, de balisage, de feux et de fanaux, d'expédition et de courtage, ni généralement d'autres charges que celles exigées des bâtimens de l'Union, dans les mêmes cas. Ce qui précède s'entend non-seulement des droits perçus au profit de l'État, mais encore de tous droits perçus au profit des provinces, villes, arrondissemens, communes, juridictions, corporations, etc., sous quelque terme qu'elles puissent être désignées.

Art. 3. Réciproquement, les navires des États-Unis, venant d'un port national ou d'un port étranger, ne payeront point, à leur entrée dans les ports de Belgique ou à leur sortie, quelle que soit leur destination, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, d'ancrage, de balisage, de feux et de fanaux, d'expédition et de courtage, ni généralement d'autres charges que celles exigées des bâtimens belges dans les mêmes cas. Ce qui précède s'entend non-seulement des droits perçus au profit de l'État, mais encore des droits perçus au profit des provinces, villes, arrondissemens, communes, juridictions, corporations, etc., sous quelque terme qu'ils puissent être désignés.

Art. 4. Les bateaux à vapeur Belges et des États-Unis, faisant un service régulier de navigation entre la Belgique et les États-Unis, seront exemptés, dans l'un et l'autre pays, du payement des droits de tonnage, d'ancrage, de balisage, de feux et de fanaux.

Art. 5. En ce qui concerne l'exercice du cabotage (commerce de port à port), les navires des deux nations seront traités, de part et d'autre, sur le même pied que les navires des nations les plus favorisées.

Art. 6. Les objets de toute nature importés dans les ports de l'un des deux États, sous pavillon de l'autre, quelle que soit leur origine et de quelque pays qu'ait lieu l'importation, ne payeront d'autres ni de plus forts droits d'entrée, et ne seront assujettis à d'autres charges ou restrictions que s'ils étaient importés sous pavillon national.

Art. 7. Les objets de toute nature quelconque y exportés par navires belges ou par ceux des États-Unis d'Amérique, des ports de l'un ou de l'autre de ces États, vers quelque pays que ce soit, ne seront assujettis à des droits ou à des formalités autres que ceux exigés pour l'exportation par pavillon national.

Art. 8. Les primes, restitutions, ou autres faveurs de cette nature, qui pourraient être accordés dans les États des deux parties contractantes, sur des marchandises importées ou exportées par des navires nationaux, seront aussi et de la même manière, accordés aux marchandises importées directement de l'un des deux pays sur ses navires

dans l'autre ou exportées de l'un des deux pays, par les navires de l'autre, vers quelle que destination que ce soit.

Art. 9. Il est néanmoins dérogé aux dispositions qui précèdent pour l'importation du sel et des produits de la pêche nationale ; les deux pays se réservant la faculté d'accorder aux importations de ces articles par pavillon national des privilèges spéciaux.

Art. 10. Les hautes parties contractantes conviennent de considérer et de traiter comme navires Belges et comme navires des États-Unis tous ceux qui, étant pourvus par l'autorité compétente d'un passeport, d'une lettre de mer ou de tout autre document suffisant, seront, d'après les lois existantes, reconnus comme nationaux dans le pays auquel ils appartiennent respectivement.

Art. 11. Les navires Belges et ceux des États-Unis pourront, conformément aux lois des deux pays, conserver à leur bord, dans les ports de l'un et de l'autre État, les parties de cargaison qui seraient destinées pour un pays étranger ; et ces parties, pendant leur séjour à bord, ou lors de leur réexportation, ne seront astreintes à aucuns droits quelconques, autres que ceux de surveillance.

Art. 12. Pendant le temps fixé par les lois des deux pays respectivement pour l'entreposage des marchandises, il ne sera perçu aucuns droits autres que ceux de garde et d'emmagasinage sur les objets importés de l'un des pays dans l'autre, en attendant leur transit, leur réexportation ou leur mise en consommation. Ces objets, dans aucun cas, ne payeront de plus forts droits d'entrepôt, et ne seront assujettis à d'autres formalités que s'ils avaient été importés par pavillon national.

Art. 13. En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucune faveur, privilège ou immunité à un autre État, qui ne soit aussi et à l'instant étendu à leurs sujets ou citoyens respectifs, gratuitement si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, et en donnant la même compensation ou l'équivalent, si la concession est conditionnelle.

Ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de l'autre partie, qui seront importées dans ses ports, d'autres ni de plus forts droits d'importation ou de réexportation de marchandises similaires provenant de tout autre pays étranger.

Art. 14. En cas de naufrage, de dommage en mer ou de relâche forcée, chaque partie contractante accordera aux navires, soit de l'État ou des particuliers de l'autre pays, la même assistance et pro-

tection et les mêmes immunités que celles qui seraient accordées à ses propres navires dans les mêmes cas.

Art. 15. Il est, en outre, convenu entre les deux parties contractantes que les consuls et vice-consuls des États-Unis dans les ports de Belgique, et réciproquement les consuls et vice-consuls de Belgique dans les ports des États-Unis continueront à jouir de tous les privilèges et de toute la protection et assistance qui leur sont ordinairement accordés, et qui peuvent être nécessaires pour remplir convenablement leurs fonctions. Lesdits consuls et vice-consuls pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les marins qui auraient déserté des bâtiments de leur nation. A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, et justifieront, par l'exhibition du rôle d'équipage ou des registres du bâtiment, ou, si le bâtiment était parti, par copie desdites pièces, dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera donné, de plus, toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais du consul ou du vice-consul, jusqu'à ce qu'il ait trouvé une occasion de les renvoyer chez eux. Si, pourtant, cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause. Il est entendu, néanmoins, que les marins du pays où la désertion aura lieu sont exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés sujets ou citoyens de l'autre pays.

Art. 16. Les objets de toute nature dont le transit est permis en Belgique, venant des États-Unis ou expédié vers ce pays, seront exempts de tout droit de transit en Belgique, lorsque le transport sur le territoire se fera par les chemins de fer de l'État.

Art. 17. Le présent traité sera en vigueur pendant dix ans, à dater du jour de l'échéance des ratifications, et au-delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de douze mois, après que l'une des hautes parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets; chacune d'elles se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration à l'expiration des dix années susmentionnées; et il est convenu, qu'après les douze mois de prolongation accordés de part et d'autre, ce traité et toutes les dispositions qu'il renferme cesseront d'être obligatoire.

Art. 18. Ce traité sera ratifié et la ratification sera échangée, à

Washington, dans le terme de neuf mois après sa date, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité par duplicata, et y ont apposé leur sceau.

Washington, le dix-sept juillet mil huit cent cinquante-huit.

(L. S.) *Signé* : H. BOSCH SPENCER.

(L. S.) *Signé* : L. CASS.

ITALIE — GUATEMALA

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLU A GUATEMALA,
LE 31 DÉCEMBRE 1868.

Comme il existe déjà depuis quelque temps des rapports de commerce entre les États de S. M. le Roi d'Italie et la République du Guatemala, les deux parties ont jugé convenable d'en régler l'existence, d'en favoriser le développement et d'en perpétuer la durée par un traité de commerce et de navigation, dans le but de faire jouir les citoyens respectifs d'avantages égaux et réciproques. A cet effet, elles ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. le Roi d'Italie : M. Guiseppe *Anfora*, duc de Luignano, chargé d'affaires et consul général près les républiques de l'Amérique centrale.

Et S. E. le Président de la République du Guatemala : don Pedro de *Aycineta*, ministre d'État pour les affaires étrangères.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura complète et entière liberté de commerce et de navigation sur les territoires et possessions des deux hautes parties contractantes.

Les citoyens italiens sur le territoire du Guatemala et les citoyens du Guatemala dans les États de S. M. le Roi d'Italie pourront aborder librement et en toute sécurité avec leurs bâtimens et leurs chargemens à tous les points, ports et fleuves de l'Italie et du Guatemala qui sont actuellement ou pourront être à l'avenir ouverts aux nationaux, d'y entrer, de rester et de résider sur n'importe quel point desdits territoires. Ils jouiront respectivement dans les États et possessions de l'autre partie des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs et exceptions pour le commerce et la navigation dont jouissent et jouiront les nationaux, sans avoir à payer des droits ou impôts plus

élevés que ceux payés par ces mêmes nationaux, en se soumettant aux lois et réglemens en vigueur.

Les navires de guerre des deux puissances recevront dans les ports respectifs le traitement des nations les plus favorisées.

Art. 2. Les citoyens des deux parties contractantes seront libres de voyager et de résider sur le territoire de l'autre, de faire du commerce en gros et en détail, de louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur conviendront, d'effectuer des transports de marchandise et d'argent, de recevoir des consignations tant de l'intérieur que de l'extérieur, en payant les seuls droits établis par les lois en vigueur pour les nationaux, de vendre et acheter directement ou par des intermédiaires de leur choix, de fixer les prix des biens, effets, marchandises ou objets quelconques, qu'ils soient importés ou proviennent du pays même, soit qu'ils les vendent à l'intérieur ou pour l'exportation, toujours en se conformant à toutes les lois et aux réglemens des pays ; de s'occuper de leurs propres affaires, de présenter à toutes les douanes leurs propres déclarations ou de les faire soutenir par toute personne qu'ils jugeront convenable, sans être soumis à d'autres charges, contributions ou impôts que ceux supportés par les nationaux.

Ils pourront également acquitter tous les droits quelconques dont ils seront chargés par leurs propres citoyens, par des étrangers ou des nationaux, soit par procuration, soit en qualité de facteurs, commis, consignataires ou interprètes.

Enfin ils ne payeront en raison de leur commerce ou de leur industrie dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux pays où ils sont définitivement ou temporairement établis, que les mêmes droits, taxes ou impôts supportés par les nationaux ; et les privilèges, immunités et autres faveurs, accordés en matière de commerce et d'industrie aux citoyens d'un des deux pays, seront également accordés à ceux de l'autre.

Art. 3. Les citoyens et sujets de l'une des parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre de la protection et de la sécurité la plus complète pour leurs personnes et leurs biens, et jouiront à cet égard des mêmes droits ou privilèges accordés aux nationaux, en se soumettant aux conditions imposées à ces derniers.

Ils seront, en outre, dans les états respectifs, exemptés du service militaire obligatoire, soit sur terre, soit sur mer, dans la garde nationale ou dans la milice. Ils seront également exemptés de tout service judiciaire ou municipal, comme de toute espèce de contribution en argent et en nature à réclamer comme compensation pour service personnel.

Art. 4. Les citoyens des deux parties contractantes ne pourront être soumis à aucun sequestre ou embargo; ils ne pourront être retenus avec leurs bâtiments, équipages, marchandises ou effets commerciaux pour une expédition militaire, ni pour raison d'État, ni pour un objet quelconque public, sans qu'il soit accordé une indemnité réglée d'avance.

Art. 5. Toutes les marchandises et tous les objets de commerce, qu'ils soient le produit du sol ou de l'industrie des deux parties contractantes aussi bien que de tout autre pays dont l'importation dans un État étranger quelconque est permise, même d'une façon exceptionnelle, par les lois dans l'un ou l'autre des États contractants, pourront également être importés par bâtiments italiens ou du Guatemala, sans payer des droits autres ou plus élevés que ceux payés par les nationaux.

Cette égalité réciproque de traitement sera indistinctement appliquée aux marchandises ou autres objets qui viendront soit des ports des parties contractantes, soit d'un point quelconque.

La même égalité de traitement sera observée dans l'exportation et le transit, sans distinction de provenance ou de destination, et aussi en ce qui regarde toutes les franchises et remboursements de droits que la législation des deux pays a déjà établis, ou pourra établir par la suite.

De plus, il ne sera perçu dans les ports respectifs pour l'importation ou l'exportation des articles provenant du sol ou de l'industrie des deux parties contractantes, des droits plus élevés que ceux qui sont perçus sur les mêmes articles provenant du sol ou de l'industrie des nations les plus favorisées.

Art. 6. Chacune des parties contractantes s'engage à n'accorder dans ses propres États aucun monopole, indemnité ou privilège proprement dits, au préjudice du commerce, du pavillon et des citoyens de l'autre.

Les stipulations de cet article ne s'étendront pas aux privilèges pour les objets dont le commerce appartient aux deux gouvernements respectifs, ni aux brevets d'invention pour leur introduction et pour leur application.

Art. 7. Les citoyens des deux parties contractantes pourront également dans les ports des deux pays faire le commerce d'escale et de cabotage, sans payer dans chacun de ces ports des droits plus élevés que ceux que payent les bâtiments nationaux en semblables circonstances.

Les bâtiments marchands de chacune des parties contractantes ne seront pas même dans ces cas soumis à des droits plus élevés ou dif-

férents dans les ports de l'autre, que ceux qui sont payés par les nationaux pour le tonnage, hâvre, phare, pilotage, quarantaine ou autres d'aucune dénomination perçus au nom ou au profit du gouvernement, des fonctionnaires publics, des communes, des corporations ou d'aucun autre établissement.

Art. 8. Seront complètement exemptés des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs :

1° Les bâtiments qui, entrés dans le port en lest, en repartiront en lest, quelque soit le lieu de provenance.

2° Les bâtiments, qui, passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y décharger tout ou partie de leur chargement, soit pour le prendre ou le compléter, justifieront qu'ils ont déjà payé les droits sus-mentionnés.

3° Les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit par force majeure, en sortiront sans avoir fait des opérations commerciales.

Dans le cas de force majeure, ne seront pas considérés, comme opérations de commerce, le chargement et le déchargement des marchandises pour radoubier le bâtiment, le transbordement sur un autre navire, dans le cas où le premier ne pourrait plus tenir la mer, les dépenses faites pour l'approvisionnement des équipages, ainsi que la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation, toutes les fois qu'elles ne seront pas destinées à la consommation intérieure.

Art. 9. Si un navire de l'une des deux parties vient à faire naufrage ou à souffrir des avaries sur les côtes ou dans tout autre lieu soumis à la juridiction de l'autre partie, les citoyens respectifs recevront des autorités locales, pour eux et pour leurs bâtiments, leurs effets et marchandises, la même assistance que celle qui serait donnée aux habitants du pays où l'accident a eu lieu.

Les opérations de sauvetage seront dirigées par les agents consulaires de la nation à laquelle appartient ledit navire naufragé ou avarié.

Les autorités locales devront le plus promptement possible faire connaître aux dits agents l'accident en question et borner leur intervention à la conservation de l'ordre et des intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage et à assurer l'accomplissement des dispositions concernant l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

Art. 10. Dans tous les territoires des deux États, il sera accordé aux navires la faculté réciproque de compléter leur équipage, afin de continuer leur voyage, avec des marins recrutés dans le pays, toujours

en se conformant aux lois locales et pourvu que l'engagement soit volontaire.

Lorsqu'un navire d'une des parties contractantes voudra compléter, dans les ports de son propre pays, son équipage avec des marins sujets de l'autre partie contractante, il ne pourra le faire qu'avec la permission par écrit de l'agent consulaire de l'autre nation.

Art. 11. Les navires, marchandises et effets, appartenant aux citoyens d'une des deux parties contractantes qui auront été pris par des pirates, soit dans les limites de la juridiction respective, soit dans les eaux territoriales de l'autre Etat, soit en pleine mer et qui auront été transportés ou trouvés dans les ports, fleuves ou possessions de l'autre partie seront restitués à leurs propriétaires contre le remboursement des dépenses occasionnées.

Dans ce cas, l'acte de revendication devra être fait dans le délai de deux années devant les tribunaux des intéressés, qui pourront à cet effet se faire représenter par des fondés de pouvoir ou par des agents de leurs pays.

Art. 12. Comme complément des principes de droit maritime fixés dans la déclaration du Congrès de Paris du 6 avril 1836, auxquels ont accédé sans réserve les deux parties contractantes dans leurs relations mutuelles, les deux parties conviennent qu'en cas d'une guerre entre elles, la propriété privée de toute espèce appartenant aux citoyens de l'une sera respectée par l'autre, de la même manière que la propriété des neutres, et cela tant sur mer que sur terre, en pleine mer ou dans une mer territoriale et dans tout autre lieu quelconque, et quelque soit le pavillon sous lequel naviguent les navires et marchandises, sans autre limite que le cas de rupture de blocus et de contrebande de guerre.

Toutefois, le droit est maintenu d'empêcher, durant la guerre, tout commerce et toute communication entre tout ou partie du littoral du territoire propre et les bâtiments marchands naviguant sous pavillon ennemi, et il pourra être appliqué aux transgresseurs la confiscation et d'autres pénalités, pourvu que l'interdiction et la pénalité soient déterminées par une notification antérieurement publiée.

Art. 13. Le blocus, pour être obligatoire, devra être effectif et déclaré.

Le blocus ne sera considéré comme effectif que s'il est maintenu par des forces suffisantes pour empêcher réellement tout accès aux plages ou aux ports bloqués.

Le blocus sera considéré comme déclaré quand une notification spéciale en aura été donnée aux bâtiments qui cherchent à entrer dans le

lieu bloqué. Dans aucun cas le bâtiment ne pourra être sequestré, capturé ou condamné, si l'existence actuelle du blocus ne lui a pas été notifiée par un bâtiment de l'escadre qui maintient ledit blocus.

Et pour qu'il ne soit pas possible d'alléguer l'ignorance du fait et pour qu'il soit permis de capturer le bâtiment qui, malgré notification faite en due forme, reviendra et se présentera devant ces ports durant le blocus, le commandant de guerre devra, la première fois qu'il le rencontrera, consigner sur ses papiers de bord le jour, le lieu, la longitude et la latitude où il aura été visité et aura reçu notification du blocus, en retirant en échange du capitaine du bâtiment marchand une déclaration analogue affirmée par lui.

Art. 14. Les bâtiments marchands de l'une ou l'autre des parties contractantes qui seront entrés dans un port avant qu'il soit assiégé, bloqué ou occupé par un des deux belligérants, pourra en sortir librement; et, si ces mêmes bâtiments se trouvaient dans le port après la reddition de la place, ils ne pourront sous aucun prétexte être capturés et devront, le bâtiment aussi bien que les marchandises, être remis à leurs propriétaires respectifs.

Art. 15. Sont considérés comme contrebande de guerre les canons, les fusils, les carabines, les pistolets, les sabres et autres armes de toute espèce, les munitions de guerre et les outils militaires de toute espèce, s'ils ne sont pas pour l'usage du bord ou personnels, et généralement tous les objets manufacturés pour servir exclusivement à l'armement immédiat de terre ou de mer.

Les individus appartenant à un des belligérants ne pourront jamais être arrêtés à bord d'un navire, à moins qu'ils n'aient été enrôlés comme soldats ou volontaires à son service.

Art. 16. Si une des deux parties contractantes se trouve en guerre avec une tierce puissance, les citoyens de l'autre pourront continuer leur navigation et leur commerce avec les États de l'ennemi et entre les États belligérants, excepté dans les cas de blocus ou de contrebande de guerre, d'après les stipulations et les règles établies dans les trois articles précédenls, comme d'après les règlements du droit international communs au droit de visite.

Art. 17. Seront considérés comme bâtiments italiens au Guatemala, et réciproquement comme bâtiments du Guatemala en Italie, tous ceux qui naviguent sous le pavillon respectif et sont munis de livres de bord et autres documents requis par la législation des États respectifs pour justifier de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. 18. Les citoyens de chacun des deux pays seront admis dans l'autre à la jouissance des droits civils.

Est reconnue aussi, pour les sujets des deux parties contractantes,

la faculté de posséder des biens immeubles et ne disposer à leur volonté par vente, donation, échange, testament et tout autre mode, de toutes les propriétés de toute espèce qu'ils posséderont dans les territoires respectifs, sans avoir à payer d'autres droits, contributions ou impôts que ceux payés par les nationaux.

Art. 19. Les citoyens des deux parties contractantes auront libre accès aux tribunaux de justice, pour faire valoir et défendre leurs droits, sans autres conditions, restrictions ou frais que ceux imposés aux nationaux. Ils seront dispensés de fournir caution.

Ils auront en outre la faculté de choisir librement des défenseurs et agents comme le font les nationaux, d'assister aux audiences, débats et jugements, ainsi qu'à l'audition des témoignages qui pourront se produire dans lesdits débats, toutes les fois que les lois des deux pays respectifs permettront la publicité de ces actes.

Art. 20. Les jugements et ordonnances en matière civile et commerciale, rendus par les tribunaux d'une des parties contractantes, dûment légalisés, auront sur la requête desdits tribunaux, dans les États de l'autre partie, la même force que si elles émanaient des tribunaux locaux, et seront réciproquement exécutés et produiront les mêmes effets hypothécaires sur les biens qui en seront passibles d'après les lois des pays, en observant les dispositions de ces mêmes lois dans l'ordre d'inscription et tout autre formalité.

Afin que ces jugements et ordonnances puissent être exécutés, ils devront être préalablement déclarés exécutoires par les tribunaux supérieurs de la juridiction ou de la localité où l'exécution devra avoir lieu, au moyen d'un jugement dans lequel, les parties ayant été entendues sous forme sommaire, il sera examiné :

1° Si le jugement a été rendu par une autorité judiciaire compétente;

2° S'il a été prononcé après que les parties ont été régulièrement citées;

3° Si les parties ont été légalement représentées, ou ont fait défaut;

4° Si le jugement contient des dispositions contraires à l'ordre public et au droit public de l'État.

Art. 21. Tous les actes notariés de toute espèce, même ceux stipulés avant la conclusion du présent traité, auront, réciproquement dans les deux pays, la même force et la même valeur que s'ils émanaient des autorités locales ou des notaires exerçant dans le lieu, en restant assujettis à toutes les formalités et au paiement des droits relatifs établis dans les pays respectifs.

Art. 22. Les parties contractantes, afin d'éviter autant que possible

toute contestation, et bien déterminer la condition juridique des citoyens d'un État établis dans l'autre, conviennent que seront considérés comme citoyens italiens au Guatemala, et comme citoyens du Guatemala en Italie, ceux qui, résidant à demeure dans l'État de l'autre partie, auront conservé, suivant les lois de leur patrie, la nationalité de leur pays originaire.

Art. 23. Si une des parties contractantes venait à accorder, à l'avenir, à un autre État, quelques faveurs ou concessions particulières en matière de commerce et de navigation, ces faveurs ou concessions seront étendues *ipso facto* et de plein droit à l'autre partie.

Art. 24. Le présent traité restera en vigueur pendant dix années à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié officiellement, un an avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire pour les deux parties jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la susdite déclaration aura été faite, quelle que soit l'époque à laquelle elle aura eu lieu.

Art. 25. Le présent traité sera approuvé et ratifié par S. M. le Roi d'Italie et S. Ex. le Président de la République du Guatemala, suivant la constitution de chacun des deux pays, et les ratifications en seront échangées à Washington dans le délai d'une année ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Guatemala, le 31 décembre 1868.

(L. S.) *Signé* : ANFORA. (L. S.) *Signé* : DE AYCINENA.

ITALIE — AUTRICHE-HONGRIE

CONVENTION POUR L'EXTRADITION DES MALFAITEURS SIGNÉE A FLORENCE, LE 27 FÉVRIER 1869.

S. M. le Roi d'Italie et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi apostolique de Hongrie, mus par le désir d'assurer la répression des délits commis sur leurs territoires respectifs, dont auteurs ou complices auront voulu fuir la rigueur des lois en se transportant d'un port dans l'autre, ont résolu de conclure une convention d'extradition, et ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Italie : le comte Louis-Frédéric *Menabrea*, lieutenant-général, et son premier aide-de-camp, membre de l'Académie royale des sciences de Turin et de la Société des XL de Modène, sénateur du royaume, chevalier de l'ordre suprême de la Très-Sainte-Annunciation, grand'croix et décoré du grand cordon de l'ordre des Saints-Maurice et Lazare, grand cordon de la Couronne d'Italie, chevalier de l'ordre civil et grand'croix, conseiller de l'ordre militaire de Savoie, décoré de la médaille militaire de Savoie pour la valeur, grand cordon de l'ordre impérial de Léopold, etc., etc., président du conseil des ministres et ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

S. M. I. et R. apostolique : M. le baron Louis de *Kübeck*, grand'croix de l'ordre impérial de Léopold, chevalier de deuxième classe de l'ordre de la Couronne de fer, grand'croix de l'ordre des Saints-Maurice et Lazare, etc., etc., son conseiller intime effectif, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de S. M. le Roi d'Italie ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les hautes puissances contractantes prennent réciproquement l'obligation de se livrer les individus auteurs ou complices qui, pour une des actions indiquées dans l'article 2, seront poursuivis ou condamnés par les tribunaux de l'État auquel ils appartiennent et qui se seront réfugiés sur le territoire de l'autre État.

Art. 2. L'extradition sera accordée pour les infractions aux lois pénales ci-dessous indiquées lorsque ces infractions seront, par la loi autrichienne, qualifiées de crimes, de même que par la législation austro-hongroise et menacées de pénalités graves, ou d'après la législation italienne, sujettes à des peines criminelles :

1^o Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, homicide volontaire de quelque genre qu'il soit ;

2^o Coups et blessures volontaires ;

3^o Privation illégale de la liberté personnelle, soit détention illégale ou séquestration des personnes ;

4^o Inceste, bigamie, rapt, viol, prostitution de mineurs de la part des parents ou de toute autre personne chargée de leur surveillance, avortement ;

5^o Enlèvement, mise au secret, suppression d'enfants, substitution d'un enfant à un autre, supposition d'enfant à une femme qui n'en a pas mis au monde ;

6^o Incendie ;

7^o Association de malfaiteurs, extorsion, rapine, vol ;

8° Contrefaçon, émission frauduleuse de monnaies fausses ou falsifiées, aussi bien que de papier monnaie faux ou falsifié;

Contrefaçons de titres de rente ou d'obligations de l'État, des billets de banque ou de tout autre titre public, émission et usage de ces titres;

Contrefaçon des actes émanant du pouvoir souverain, des sceaux, poinçons, timbres ou marques de l'État et des administrations publiques et l'usage de ces contrefaçons;

Faux en écriture publique ou authentique privée, de commerce ou de banque, et usage des écritures falsifiées;

9° Faux témoignage, fausse expertise, subornation de témoins et d'experts, calomnie;

10° Baraterie;

11° Séditions à bord d'un bâtiment, lorsque les gens de l'équipage s'en seront emparés avec fraude ou violence, ou qu'ils l'auront livré à des pirates;

12° Malversation ou soustraction commise par des fonctionnaires ou dépositaires publics;

13° Banqueroute frauduleuse ou participation à une de ces banqueroutes;

14° Dommages occasionnés volontairement aux chemins de fer et aux télégraphes;

15° Abus de confiance, appropriation indue du bien d'autrui, escroquerie et fraude.

Pour toutes les infractions comprises sous le numéro 15 ainsi que pour les dommages volontaires causés aux télégraphes, c'est le gouvernement italien qui se chargera de l'arrestation, dans le cas où la législation italienne inflige des peines correctionnelles, pourvu que lorsqu'il s'agit d'abus de confiance, d'appropriation indue, d'escroquerie ou de vol, le dommage causé ne s'élève pas à moins de mille livres italiennes.

Art. 3. L'extradition ne sera jamais accordée pour crimes ou délits politiques. L'individu arrêté pour une autre infraction aux lois pénales ne pourra, dans aucun cas, être jugé ou condamné pour un crime ou délit politique antérieurement commis, ni pour aucun fait relatif à ce crime ou à ce délit.

L'individu même ne pourra être poursuivi ou condamné pour toute autre infraction antérieure à l'extradition, non prévue dans la présente convention, à moins qu'après avoir été puni ou absous au sujet du délit qui avait motivé son extradition, il n'ait abandonné le pays avant l'expiration de trois mois, ou qu'il n'y soit ensuite revenu.

Art. 4. L'extradition ne pourra avoir lieu si, après les faits imputés

est intervenue la prescription de l'action ou de la peine sur les bases des lois du pays dans lequel l'accusé ou condamné se sera réfugié.

Art. 5. Dans aucun cas ni pour aucun motif les hautes parties ne pourront être tenues à arrêter leurs propres nationaux.

Si, d'après les lois en vigueur dans l'État auquel appartient l'inculpé, il doit être soumis à des poursuites pénales pour une infraction commise dans l'autre État, le gouvernement de ce dernier devra communiquer les informations et les documents, consigner les objets constituant le corps du délit et produire tout autre éclaircissement nécessaire à l'expédition du procès.

Art. 6. Si l'inculpé ou le condamné dont l'extradition est demandée à la suite de la présente convention par les hautes parties contractantes, se trouve être pareillement réclamé par un autre ou plusieurs autres gouvernements en même temps pour des crimes ou délits commis sur leurs territoires respectifs par le même individu, il sera de préférence livré au gouvernement sur le territoire duquel aura été commis le délit le plus grave, et dans le cas où toutes les infractions auraient la même gravité, au gouvernement qui, le premier, aura produit sa demande.

Art. 7. Si l'individu réclamé est accusé ou condamné dans le pays où il s'est réfugié pour un crime ou délit commis dans le pays même, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait été absous par un jugement définitif ou ait accompli sa peine.

Art. 8. L'extradition, d'après la présente convention, sera accordée même dans le cas où l'accusé serait empêché par son incarcération d'accomplir des obligations contractées avec des tiers, lesquels, dans tous les cas, auront la faculté de faire valoir leurs propres droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 9. L'extradition sera accordée à la suite d'une demande produite par l'une des hautes parties contractantes à l'autre par la voie diplomatique, ou sur la production d'un jugement de condamnation ou d'un acte d'accusation, d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte équivalent au mandat, dans lequel devront être portées la nature et la gravité des faits imputés, de même que les dispositions pénales qui s'y rapportent.

Les actes seront livrés en original ou en forme authentique d'expédition, soit par un tribunal, soit par toute autre autorité compétente du pays réclamant l'extradition.

On fournira en même temps, si cela est possible, le signalement de l'individu réclamé, ou toute autre indication pouvant servir à établir son identité.

Art. 10. Dans les cas urgents et surtout lorsqu'il y a danger de fuite, chacune des deux hautes parties contractantes, sur la production d'une condamnation, d'un acte d'accusation ou d'un mandat d'arrêt, pourra par le moyen le plus expéditif, et même par le télégraphe, demander et obtenir l'arrestation du condamné ou prévenu, à la condition de présenter, dans le plus bref délai possible, le document dont on a annoncé l'existence.

Art. 11. Les objets trouvés ou saisis sur le condamné ou prévenu, les instruments ou outils dont il s'est servi pour perpétrer le crime ou délit ainsi que tout autre élément de preuve, seront restitués au même moment où aura lieu la remise de l'individu arrêté, et lorsque après avoir été accordée, l'extradition n'aura pas pu être effectuée pour cause de mort ou de fuite de l'inculpé. Cette consignation comprendra tous les objets de la même nature que le prévenu aura cachés ou déposés dans le pays où il a été découvert, et qu'auront été découverts plus tard.

Cependant sont réservés les droits des tiers sur les objets ci-dessus mentionnés et qui devront leur être restitués libres de tous frais, le procès criminel ou correctionnel terminé.

Art. 12. Les frais de l'arrestation, de la détention et du transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de la consignation et du transport des objets qui, d'après la teneur de l'article précédent, doivent être remis ou restitués, seront à la charge des hautes parties contractantes sur leurs territoires respectifs.

Dans le cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu réclamé sera conduit dans le port qu'indiquera le gouvernement qui a demandé son extradition, et les frais d'embarcation seront à la charge du même gouvernement.

Art. 13. Si l'une des hautes parties contractantes juge nécessaire, pour l'instruction d'une affaire criminelle ou correctionnelle, l'audition de témoins domiciliés sur le territoire de l'autre partie, ou tout autre acte d'instruction judiciaire, il sera, à cet effet et par la voie diplomatique, envoyé des lettres rogatoires de la cour d'appel compétente du royaume d'Italie au tribunal respectif supérieur austro-hongrois et *vice versa*; ces autorités seront tenues de donner cours à l'acte produit, conformément aux lois du pays où le témoin sera entendu.

Art. 14. Dans le cas où la comparution du témoin sera nécessaire, le gouvernement dont il dépend, l'engagera à répondre à l'invitation faite par l'autre gouvernement.

Si les témoins consentent à partir, ils seront promptement munis des passe-ports nécessaires et les gouvernements respectifs se met-

tront d'accord par la voie diplomatique pour fixer l'indemnité due et qui leur sera remise par l'État réclamant l'extradition, en raison de la distance et de la longueur du séjour.

Ces témoins ne pourront en aucun cas être arrêtés ou inquiétés pour un fait antérieur à la demande de leur comparution, pendant leur séjour obligatoire dans l'endroit où le juge qui doit les entendre exerce ses fonctions, ni durant leur voyage tant pour l'aller que pour le retour.

Art. 15. Si à l'occasion d'une instruction criminelle ou correctionnelle dans l'un des États contractants, il devient nécessaire de procéder à la confrontation du prévenu avec les coupables détenus dans l'autre État, ou de produire des éléments de preuve ou des documents judiciaires qui le concernent, il faudra en faire la demande par voie diplomatique et toujours joindre, excepté dans le cas où des considérations personnelles s'y opposent à la condition toutefois de les renvoyer dans le plus bref délai, les détenus et les documents et de restituer les éléments de preuve ci-dessus indiqués.

Les frais de transport d'un État à l'autre des individus ou objets ci-dessus mentionnés, de même que ceux occasionnés par l'accomplissement des formalités énoncées à l'article 13 seront supportés par chaque gouvernement dans les limites de leur territoire respectif.

Art. 16. Les hautes parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement les jugements de condamnation pour crime ou délit de toute nature prononcés par les tribunaux d'un pays contre les sujets de l'autre.

Cette communication sera faite au moyen de l'expédition par la voie diplomatique, du jugement prononcé et devenu exécutif, à l'État dont le coupable est sujet afin d'être déposée au greffe du tribunal compétent. Chacun des gouvernements respectifs donnera à cet effet les instructions nécessaires aux autorités compétentes.

Art. 17. La présente convention sera en vigueur pendant cinq années à compter du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aura notifié, six mois avant la fin des cinq ans, la volonté d'en faire cesser les effets, la convention restera obligatoire pour cinq autres années, et ainsi de suite de cinq en cinq années.

Art. 18. La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Florence dans le terme de 3 mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les deux plénipotentiaires l'ont signée en double original et y ont apposé leur cachet.

Fait à Florence, le 27 février 1864.

(L. S.) *Signé* : MENABREA.

(L. S.) *Signé* : KUBECK.

SUISSE — WURTEMBERG

TRAITÉ D'ÉTABLISSEMENT CONCLU A BERNE, LE 18 MARS 1869.

La Confédération Suisse, d'une part, et S. M. le Roi de Wurtemberg, d'autre part, animés du désir de maintenir et de resserrer les liens d'amitié existant entre la Suisse et le royaume de Wurtemberg, et dans le but de régler les conditions de l'établissement des ressortissants de la Suisse dans le Wurtemberg et des Wurtembergeois en Suisse, sont convenus de conclure à cet effet un Traité et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral suisse : le Colonel fédéral Émile *Wetti*, Président de la Confédération, et

S. M. le Roi de Wurtemberg : Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, le Baron Adolphe *von Ow*,

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles ci-après, sous réserve de ratification.

Art. 1^{er}. Les ressortissants de la Suisse seront, dans le royaume de Wurtemberg, assimilés aux nationaux sous le rapport du séjour, de l'établissement, de l'exercice des professions industrielles, de l'acquisition et de l'aliénation d'immeubles; en particulier ils ont le droit de séjourner momentanément dans le royaume de Wurtemberg ou de s'y établir d'une manière permanente, d'acquérir et d'aliéner des biens-fonds, de pratiquer pour leur propre compte toute profession dont l'exercice est permis, sans être forcés de s'y faire naturaliser ou d'y acquérir la bourgeoisie, ni être astreints à des conditions et à des charges autres que celles qui grèvent aussi les nationaux.

Tout avantage ultérieur qui sous l'un ou sous l'autre des rapports susmentionnés est ou serait concédé aux ressortissants d'un tiers État dans le royaume de Wurtemberg profitera aussi dans la même mesure aux ressortissants de la Suisse.

Art. 2. En revanche, les ressortissants du royaume de Wurtemberg seront, en Suisse, assimilés aux citoyens suisses pour le séjour, l'établissement, l'exercice des professions industrielles, l'acquisition et l'aliénation d'immeubles; en particulier ils ont le droit de séjourner momentanément dans chaque Canton de la Suisse ou de s'y établir d'une manière permanente, d'acquérir et d'aliéner des biens-fonds, de pratiquer pour leur propre compte toute profession dont l'exercice est permis, sans être forcés de s'y faire naturaliser ou d'y acqué-

rir la bourgeoisie, ni être astreints à des conditions et à des charges autres que celles qui grèvent aussi les citoyens suisses.

Tout avantage ultérieur qui, sous l'un ou sous l'autre des rapports susmentionnés, est ou serait accordé aux ressortissants d'un tiers État en Suisse, profitera aussi dans la même mesure aux ressortissants du royaume de Wurtemberg.

Art. 3. Pour ce qui concerne le service militaire, les ressortissants des deux pays demeurent soumis aux lois de leur patrie ; par contre, dans l'Etat où ils sont établis ils sont affranchis de toutes prestations y relatives.

Art. 4. Pour obtenir la faculté de s'établir de part et d'autre, il suffit de déposer un acte d'origine et un certificat par lequel l'autorité compétente de la patrie du requérant atteste qu'il jouit de la plénitude de ses droits civils, d'une réputation intacte et qu'il est en position de subvenir à son entretien ainsi qu'à celui de sa famille.

Art. 5. Chacune des Parties contractantes s'engage à recevoir sur la demande de l'autre :

- a. Les individus qui n'ont pas cessé d'être ses ressortissants ;
- b. Ses anciens ressortissants qui tout en ayant perdu leur droit de citoyen d'après la législation du pays, ne sont pas devenus ressortissants de l'autre Partie ou d'un tiers État.

Toutefois, si l'origine n'est pas établie par un acte encore valable et non suspect, un renvoi, par mesure de police, ne doit pas avoir lieu avant que la question de l'obligation de recevoir l'individu à renvoyer ait été résolue, et que l'autre État ait expressément reconnu son astriiction à cet égard.

Les frais de transport jusqu'à la frontière de l'État à qui le transport est destiné, sont supportés par l'État qui renvoie.

Art. 6. Les propriétaires ou cultivateurs suisses de biens-fonds situés dans le Wurtemberg, et vice versa les propriétaires ou cultivateurs wurtembergeois de biens-fonds situés en Suisse, jouissent, pour l'exploitation de leurs biens, des mêmes avantages que les nationaux habitant la même localité, à la condition de se soumettre à toutes les ordonnances administratives et de police applicables aux ressortissants du pays.

Art. 7. La faculté d'accéder au présent Traité est réservée à tout État appartenant à l'Union douanière allemande, pourvu qu'il soit en position d'assurer aux Suisses établis sur son territoire tous les droits qui, d'après les dispositions du présent Traité, sont assurés aux Suisses dans le Wurtemberg.

L'adhésion peut avoir lieu par l'échange de déclarations entre la Suisse et les États adhérents, lorsque le Conseil fédéral suisse s'est

assuré au préalable que la condition susmentionnée est remplie.

Art. 8. Le présent Traité doit entrer en vigueur en même temps que le Traité de commerce et de douane à conclure entre la Suisse et l'Union douanière allemande et demeurer en vigueur pendant la même période.

Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les ratifications du présent Traité seront échangées à Berne aussitôt qu'aura été ratifié de part et d'autre le Traité de commerce et de douane entre la Suisse et l'Union douanière.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties ont signé le Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Ainsi fait à Berne, le 18 mars 1869.

(L. S.) Signé : WELTI.

(L. S.) Signé : BARON VON OW.

PRUSSE — ALLEMAGNE DU NORD — ZOLLVEREIN — SUISSE

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE DOUANE CONCLU A BERLIN,
LE 13 MAI 1869 (1).

Le Conseil fédéral de la Confédération Suisse d'une part, et S. M. le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord et des membres de l'Union douanière et commerciale allemande qui ne font pas partie de cette Confédération, savoir : la Couronne de Bavière, la Couronne de Wurtemberg, le Grand-Duché de Bade et le Grand-Duché de Hesse pour la partie de ce Grand-Duché située au sud du Mein; et comme représentant du Grand-Duché de Luxembourg, lequel appartient à son système de douanes et d'impôts, d'autre part, animés du désir d'améliorer et d'étendre les rapports commerciaux entre les ressortissants des deux parties contractantes, ont à cet effet entamé des négociations et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

La Confédération Suisse : son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire : le colonel fédéral Bernard *Hammer*;

S. M. le Roi de Prusse : M. Frédéric-Léopold *Henning*, membre de

(1) Voir plus loin, 27 août 1869.

son conseil privé des finances, M. Charles-Joseph-Benjamin *Herzog*, membre de son conseil privé d'État,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord pour la conclusion du traité de commerce et de douane dont suit la teneur :

Art. 1^{er}. Les deux parties contractantes s'assurent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour ce qui a trait aux droits d'entrée et de sortie.

En conséquence, chacune des deux parties s'engage à faire profiter l'autre dans la même mesure, sans contre-prestations quelconques, de toute faveur, de tout privilège ou réduction que sous les rapports susmentionnés elle a accordés ou accorderait dans la suite à une tierce puissance.

Les parties contractantes s'engagent, en outre, à n'établir l'une envers l'autre aucun droit ou prohibition d'importation ni aucune prohibition d'exportation qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

Toutefois, pendant la durée du présent traité, les parties contractantes ne prohiberont pas l'une envers l'autre l'exportation du blé, du bétail de boucherie et des combustibles.

Art. 2. On est convenu que les objets mentionnés dans l'annexe A doivent, lorsqu'ils sont importés du territoire de l'une des parties contractantes sur le territoire de l'autre partie, jouir d'une franchise douanière complète.

Art. 3. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux territoires ou y allant, seront réciproquement exemptes dans l'autre de tout droit de transit.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des parties contractantes pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 4. A l'effet d'accorder d'ultérieurs allègements au trafic, les parties contractantes sont convenues de dispositions spéciales qui se trouvent jointes au présent traité dans l'annexe B.

Art. 5. Dans le même but sont affranchis des droits d'entrée et de sortie :

- 1) les marchandises (à l'exception des objets de consommation alimentaire) amenées d'un territoire douanier dans l'autre ;
sur les marchés ou les foires ou ailleurs pour une vente incertaine ;
ou comme échantillons ;
toutes ces marchandises, lorsqu'après un certain délai elles rentrent non vendues sur le premier territoire ;

- 2) le bétail amené d'un territoire sur les marchés de l'autre et qui revient non vendu;
- 3) tonneaux, sacs, etc., vides, amenés d'un territoire douanier dans l'autre pour l'achat d'huile, de blé, etc., et destinés à être réexportés, ou destinés à revenir sur le premier territoire après l'exportation de l'huile, du blé, etc., qu'ils renfermaient;
- 4) bétail amené d'un territoire douanier dans l'autre pour l'affouragement ou la pâture et revenant dans le premier après l'affouragement ou le temps de la pâture;
- 5) cloches et caractères d'imprimerie pour la refonte;
paille à tresser;
cire à blanchir;
déchets de soie à carder;
- 6) tissus et filés à laver, blanchir, teindre, fouler, apprêter, imprimer, broder, filés à tricoter;
filés (y compris les accessoires nécessaires) pour la confection de dentelles et de passementerie;
cuirs et peaux pour la tannerie et la pelleterie;
filés en chaînes tondues (aussi collées), avec le fil de trame nécessaire pour la fabrication de tissus;
objets à vernir, polir et peindre;
- 7) autres objets amenés d'un territoire douanier dans l'autre pour être réparés, travaillés ou perfectionnés, et après une telle opération rentrer dans le premier territoire, en observant les prescriptions particulières émises pour de tels cas, lorsque leur nature essentielle et leur dénomination restent les mêmes, savoir :

dans les cas prévus au n° 5, sous réserve de l'identité du poids; dans les autres, pourvu que l'identité de la marchandise qui sort avec celle qui rentre soit hors de doute.

Art. 6. Pour faciliter les relations commerciales réciproques, les parties contractantes rendront les expéditions douanières aussi faciles que les intérêts de l'administration des douanes le permettent.

Art. 7. Les droits intérieurs qui, pour le compte de l'Etat (des cantons) ou pour le compte de communes ou de corporations, grèvent sur le territoire de l'une des parties contractantes la production, la préparation ou l'usage d'une marchandise, ne peuvent atteindre plus fortement ni d'une manière plus onéreuse les produits de l'autre partie que les produits similaires de production nationale, sous réserve des dispositions de l'article suivant.

Art. 8. Le principe établi à l'article 7 ci-dessus ne s'applique point

aux droits intérieurs de consommation sur les boissons perçus dans quelques cantons de la Suisse. Toutefois la Confédération suisse s'engage à ce que pendant la durée du présent traité il ne soit pas établi de nouveaux droits de ce genre sur les boissons de provenance allemande, à ce que les taxes existantes ne soient pas augmentées, et à ce que, au cas où l'un ou l'autre des cantons viendrait à réduire la taxe afférente aux produits suisses, les vins de provenance allemande soient dégrévés dans la même proportion.

Les droits applicables aux vins de provenance allemande expédiés en fût (ou en double fût), quels que soient le prix et la qualité de ces vins, ne pourront excéder le minimum des droits cantonaux actuellement en vigueur pour les vins étrangers en simple fût.

Art. 9. Les marchands, fabricants et autres industriels qui prouveront qu'ils sont autorisés à exercer leur profession dans l'État où ils ont leur domicile, ne pourront être soumis à aucune autre taxe si, personnellement ou par l'intermédiaire de voyageurs à leurs gages, ils font des achats sur le territoire de l'autre État ou y recueillent des commandes, même avec des échantillons.

Art. 10. En ce qui concerne les marques ou étiquettes adaptées aux marchandises ou à leur mode d'emballage, les ressortissants de chacune des parties contractantes jouiront respectivement dans l'autre de la même protection que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art. 11. Le présent traité entrera en vigueur dès le 1^{er} septembre 1869, et il restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1877. Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié à l'autre, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes se réserve la faculté d'introduire d'un commun accord, dans ce traité, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 12. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berlin au plus tard le 15 août 1869.

Ainsi fait à Berlin, le 13 mai 1869.

(L. S.) *Signé* : E. HAMMER, colonel. (L. S.) *Signé* : HENNING.
(L. S.) *Signé* : HERZOG.

ANNEXE A.

Sont complètement affranchis des droits d'entrée et de sortie, lorsqu'ils ont été amenés du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre :

- 1) les jardinages, les fourrages verts ;
 - les pommes de terre ;
 - les racines fraîches ;
 - les fruits frais, y compris les baies et les raisins ;
 - les plantes vivantes non en pots ou en caisses ;
 - le foin, les feuilles, les roseaux, la paille ;
 - les terres et substances minérales brutes, aussi calcinées, lavées ou moulues, pour autant que ces objets ne sont pas dénommés comme frappés d'un droit de douane ;
 - les pierres brutes ;
 - les métaux précieux monnayés, ou en barres et en débris, à l'exception de monnaies divisionnaires d'argent étrangères ;
 - la limaille de monnaie ;
 - les déchets de la fabrication du fer (mâche-fer, limailles), des verreries ; verrerie et poterie cassées ; les déchets de la fabrication de la cire ; eau-mère des salines ; lessive mère des savonneries ;
 - le sang de bétail abattu, à l'état liquide ou desséché ;
 - les tendons d'animaux ;
 - les déchets de corroierie et autres débris de cuir ne pouvant servir qu'à fabriquer de la colle-forte ;
 - lavure d'eau-de-vie ;
 - marc de raisin ;
 - lies de vin sèches ou en pâte ;
 - tourteaux d'huile ;
 - son ;
 - balle ;
 - cendres de bois ;
 - cendres de houille ;
 - engrais, animal et autres, excepté ceux préparés par voie chimique ; produits servant à amender le sol, tels que cendre lessivée, cendre de chaux, écume d'os, terre à sucre, etc. ;
- 2) objets d'art importés pour des expositions, des institutions artistiques publiques ou des collections publiques ;
- 3) cartes d'échantillons et échantillons en coupons ou morceaux impropres à un autres usage ;

- 4) mobiles et effets ayant servi, vêtements et linge portés, outillage ayant servi, de fabriques et d'ouvriers, lorsqu'ils sont importés par des émigrants pour leur usage ;
aussi avec autorisation spéciale, les vêtements, le linge et les effets neufs, formant le trousseau de ressortissants de l'un des États contractants, qui, à l'occasion de leur mariage, s'établissent sur le territoire de l'autre ;
- 5) le mobilier et les effets ayant servi, les vêtements et le linge portés provenant avec certitude de succession, lorsqu'une permission spéciale a été obtenue ;
- 6) les vêtements, le linge et les autres effets de voyage que des voyageurs, des rouliers et des bateliers ont avec eux pour leur usage, l'outillage d'ouvriers voyageurs, ainsi que les ustensiles et instruments que des artisans ambulants portent avec eux pour l'exercice de leur vocation ; pareillement les vêtements et le linge portés, ainsi que d'autres objets de la nature prémentionnée qui précèdent ou suivent les personnes sus-désignées ;
provisions alimentaires à consommer pendant le voyage ;
- 7) voitures et bateaux qui, passant la frontière, servent au transport des personnes ou des marchandises et n'entrent que pour déposer leur cargaison ; les bateaux, y compris l'outillage usagé qui en fait partie, pourvu qu'ils appartiennent à des étrangers ou que les bateaux appartenant à des ressortissants du pays réimportent les mêmes objets inventoriés qu'ils avaient à bord lorsqu'ils sont partis ;

sur permission spéciale, les voitures des voyageurs, lors même qu'au moment de l'entrée elles ne servent pas au transport de leurs possesseurs, s'il est prouvé qu'elles leur ont déjà servi et doivent continuer à leur servir ;

de plus, sauf les mesures contre les abus, les chevaux et autres animaux, lorsqu'il résulte avec certitude de l'usage qui en est fait lors de l'importation, qu'ils font partie de l'attelage d'une voiture de voyage ou de roulage, ou que les chevaux servent de monture aux voyageurs pour leur transport.

ANNEXE B.

Dispositions sur le trafic de la frontière.

§ 1.

Afin de faciliter l'exploitation des biens-fonds et forêts situés dans le voisinage de la frontière, sont affranchis de tous droits d'entrée et de sortie :

- céréales en gerbes et en épis ;
- les produits bruts des forêts, bois, charbons et potasse ;
- semences ;
- perches ;
- échallas ;
- animaux et instruments de toute espèce ;

servant à l'exploitation d'immeubles situés dans un rayon de deux lieues de chaque côté de la frontière, sous réserve des mesures de contrôle adoptées dans les deux pays pour prévenir les fraudes.

Sont en outre affranchis de tous droits d'entrée et de sortie tous les produits de l'agriculture et de l'élevé du bétail de propriétés coupées par la ligne douanière qui sépare les territoires des deux Etats contractants, lorsque ces produits, provenant des parties de ces propriétés séparées des bâtiments d'habitation ou d'exploitation rurale, sont dirigés sur lesdits bâtiments.

§ 2.

Demeurent affranchis des droits d'entrée et de sortie :

- 1) le bétail conduit temporairement pour un travail d'un territoire douanier dans l'autre et ramené du second dans le premier, une fois le travail terminé ; pareillement les machines et instruments d'agriculture importés de l'un des territoires dans l'autre pour un usage temporaire pour être ensuite réimportés dans le premier ;
- 2) bois, tan (écorce), blé, graines oléagineuses, chanvre et autres objets pareils provenant d'exploitations rurales, amenés d'un territoire dans l'autre pour être coupés, pilés, moulus, broyés, etc., et puis réimportés dans le premier ;
- 3) marchandises ou objets qui, dans le petit trafic de frontière ordinaire, sont amenés d'un territoire douanier dans l'autre

pour recevoir un apprêt ou un perfectionnement, notamment l'impression, le blanchissage, la teinture, le tannage, le filage, le tissage, etc., ou pour être ouvrés ou réparés par les artisans et être réimportés dans le premier territoire, perfectionnés, ouvrés ou réparés;

- 4) produits fabriqués par les artisans et amenés par ceux-ci sur les marchés voisins de l'autre territoire douanier et revenant non vendus, à l'exception des objets de consommation alimentaire.

§ 3.

Pour prévenir les abus dans les cas prévus au § 2 qui précède, les mesures de contrôle nécessaires seront appliquées de part et d'autre. Néanmoins il est entendu qu'elles se borneront au minimum de ce qu'exige le but proposé. En tout cas on se bornera à exiger :

- 1) qu'à l'entrée, soit à la sortie, les objets en question soient déclarés au bureau-frontière, qui doit prendre note de leur nature et de leur quantité et si possible les marquer pour en constater l'identité, et qu'ils soient, au retour, représentés au même bureau-frontière;
- 2) et que la réexportation, soit la réimportation, ait lieu dans un délai fixé par le même bureau-frontière.

Les bureaux-frontière sont autorisés à demander un cautionnement; celui-ci ne doit toutefois pas dépasser le montant du droit simple.

S'il est nécessaire il sera plus tard conclu un arrangement sur les dispositions de détail relatives à l'exécution de ces mesures de contrôle.

ANNEXE C.

Tableau des droits intérieurs de consommation sur les boissons perçus dans quelques Cantons suisses.

Zurich ne perçoit aucune taxe de ce genre.

Berne perçoit les droits suivants :

I. Sur les boissons de provenance suisse.

- a. sur le vin, le moût et le cidre. . . . 7 ct. par pot;
- b. sur la bière. 3 » »

- c. sur le vin et la bière en bouteilles. . 7 » par bouteille;
 d. sur le vin en double fût. 7 » par pot;
 e. sur l'esprit de vin et les autres boissons spiritueuses :

1) s'ils peuvent être essayés avec l'éprouvette Cartier :

à 15 degrés Cartier ou moins. 22 ct. par pot.

16	»	»	»	. 23	»	»
17	»	»	»	. 25	»	»
18	»	»	»	. 26	»	»
19	»	»	»	. 28	»	»
20	»	»	»	. 29	»	»
21	»	»	»	. 30	»	»
22	»	»	»	. 32	»	»
23	»	»	»	. 33	»	»
24	»	»	»	. 35	»	»
25	»	»	»	. 36	»	»
26	»	»	»	. 38	»	»
27	»	»	»	. 39	»	»
28	»	»	»	. 40	»	»
29	»	»	»	. 42	»	»
30	»	»	»	. 43	»	»
31	»	»	»	. 45	»	»
32	»	»	»	. 46	»	»
33	»	»	»	. 48	»	»
34	»	»	»	. 49	»	»
35	»	»	»	. 50	»	»
36	»	»	»	. 52	»	»
37	»	»	»	. 54	»	»
38	»	»	»	. 55	»	»
39	»	»	»	. 56	»	»
40	»	»	»	. 58	»	»

2. s'ils ne peuvent être essayés à l'éprouvette :

- f. sur les liqueurs et autres boissons spiritueuses en bouteilles, pour chaque bouteille contenant à peu près un demi-pot fédéral, 15 centimes ;
 g. sur les liqueurs adoucies et autres liqueurs travaillées, en des vases plus grands, 29 centimes par pot.

II. Sur les boissons de provenance étrangère :

- a. sur le vin, le moût et le cidre, 8 centimes par pot;
 b. sur la bière, 4 centimes par pot;
 c. sur le vin et la bière en bouteilles, 30 centimes par bouteille;

- d. sur le vin en double fût ou avec double emballage, 30 centimes par pot;
- e. sur l'esprit de vin et les autres spiritueux :
1. s'ils peuvent être essayés à l'éprouvette Cartier : les droits prélevés sur l'esprit de vin de provenance suisse, avec une surtaxe de 10 %.
 2. s'ils ne peuvent être essayés à l'éprouvette :
- f. sur les liqueurs et autres boissons spiritueuses en bouteilles, pour chaque bouteille de la contenance ordinaire d'un demi-pot fédéral, 29 centimes;
- g. sur les liqueurs adoucies et autres liqueurs travaillées, dans des vases plus grands, 58 centimes par pot.

Lucerne — perçoit :

I. Sur les liquides de provenance étrangère :

- | | |
|---|--------------------------------------|
| a. Vin ordinaire. | 16 cent. par pot. |
| b. Bière. | 10 » » |
| c. Vins fins et eau-de-vie. | 30 » » |
| d. Esprit de vin | 50 » » |
| e. Vin et autres boissons spiritueuses en bouteilles. | 30 ¹ cent. par bouteille. |

II. Sur les liquides de provenance suisse :

- | | |
|---|---------------------|
| a. Vin | 14 cent. par pot. |
| b. Bière. | 7 » » |
| c. Boissons spiritueuses et eau-de-vie. | 21 » » |
| d. Esprit de vin | 42 » » |
| e. Vin et autres boissons spiritueuses en bouteilles. | 21 » par bouteille. |
| f. Vin de fruit. | 4 » par pot. |

III. Le vin provenant du canton est frappé d'un droit de consommation ; on perçoit à cet effet 1 pour mille de la valeur des vignes d'après l'estimation cadastrale. Ce droit de consommation est, pour la bière, le vin de fruit et l'eau-de-vie fabriqués dans le Canton, de 12 fr. par année en minimum.

Uri — perçoit :

- | | |
|---|-----------------------------------|
| Esprit de vin de provenance suisse | 25 cent. par pot. |
| » » » étrangère, | 30 » » |
| Vin et eau-de-vie de provenance suisse. | 7 ¹ / ₂ » » |
| » » » étrangère. | 8 ¹ / ₂ » » |

Schwyz — perçoit :

sur les vins suisses.	4 cent. par pot.
» l'eau-de-vie de provenance suisse.	21 » »
» » » étrangère.	30 » »
» les vins en tonneaux de provenance étrangère.	9 » »
sur les vins et liqueurs empaquetés :	
a. par quintal.	15 fr.
b. par bouteille.	30 cent.

Unterwald-le-Haut — perçoit :

sur chaque quantité de 5 pots de vin suisse.	21 cent.
sur chaque quantité de 5 pots de vin étranger.	28 »
Les vins fins et l'eau-de-vie, expédiés d'ordinaire dans des caisses ou des paniers, sont frappés pour chaque poids de 5 livres (poids brut) d'un droit de.	23 cent.
sur chaque quantité de 5 pots d'eau-de-vie suisse.	31 »
sur chaque quantité de 5 pots d'eau-de-vie étrangère.	42 »
sur chaque quantité de 5 pots d'esprit de vin suisse.	65 »
sur chaque quantité de 5 pots d'esprit de vin étranger.	90 »
sur chaque quantité de 5 pots de vin de fruit ou de bière.	7 »

Unterwald-le-Bas — perçoit :

Esprit de vin.	15 cent. par pot.
Eau-de-vie.	8 » »
Vin suisse.	3 » »
» étranger.	5 » »
Bière.	3 » »
Vin de fruit.	2 » »
Vin étranger en bouteilles (4 bouteilles calculées pour 1 pot.	36 » »

Glaris — perçoit :

Vin suisse en fût.	fr. 2. 20 par muid.
» ordinaire de table, de provenance étrangère.	» 4. 40 »

Les vins fins étrangers, les vins de luxe et en général toute boisson spiritueuse, en fûts ou en bou- teilles, sont calculés d'après le nombre de bouteilles et frappés d'un droit de	20 cent. par bouteille.
Vin de fruit	30 cent. par muid.
Toute espèce d'eau-de-vie et d'esprit de vin, importés ou fabriqués dans le Canton et destinés à la consom- mation intérieure.	22 cent. par pot.

Zoug — perçoit :

Vins étrangers en fût.	5 » »
» » » bouteilles.	15 cent. par bouteille.
» suisses.	2 » » pot.

Il n'est pas perçu de droits sur l'esprit de vin et l'eau-de-vie.

Fribourg — perçoit :

Bière de provenance suisse.	3 cent. par pot.
Vin et vin de fruit.	7 $\frac{1}{2}$ » »
Bière, vin et vin de fruit de prove- nance étrangère.	12 » »
Eau-de-vie, eau de cerises, eau de gentiane et toute autre liqueur simplement distillée, de prove- nance suisse.	14 $\frac{1}{2}$ » »
Les mêmes, de provenance étran- gère.	20 » »
Extrait d'absinthe, esprit de vin et liqueurs composées, de prove- nance suisse.	29 » »
Les mêmes, de provenance étran- gère, et vins fins.	33 » »

Soleure perçoit :

Vin et vin de fruit de toute espèce, de provenance étrangère.	10 » »
Les mêmes, de provenance suisse.	8 $\frac{1}{2}$ » »
Eau-de-vie, esprit de vin et autres boissons distillées, de provenance étrangère, pour chaque degré de force d'après l'éprouvette Cartier.	1 » »
Si ces boissons distillées sont de pro- venance suisse, réduction de 10 0/0	

sur la taxe, qui est, pour chaque
degré de force, de. 9/10 cent. par pot.

Liquides en bouteilles fermées, qui ne peuvent être éprouvés, tels que liqueurs, extrait d'absinthe, rhum, eau de cerises et autres boissons distillées, de provenance étrangère, pour chaque bouteille de la conte- nance ordinaire d'à peu près $\frac{1}{2}$ pot	15	»	»
Les mêmes, de provenance suisse. .	10	»	»
Bière étrangère.	4	»	»

Les boissons spiritueuses qui portent plus de 20 degrés à l'éprou-
vette Beck sont frappées de la même taxe que l'esprit de vin.

Bâle-Ville perçoit :

Vin.	fr. 5. 70	par muid.
Bière.	» 2. —	»
Vin étranger ordinaire ne revenant qu'à 1 fr. le pot à la frontière suisse.	» 1. —	»
Bière étrangère.	» 1. —	»

Les vins de luxe étrangers, dont le prix excède 1 fr. le pot, de
même que l'eau-de-vie et les liqueurs de provenance étrangère, sont
soumis à un droit de consommation de 10 % du montant de la fac-
ture.

Bâle-Campagne :

Le vin et le vin de fruit de provenance suisse sont exempts de taxe.

Sur les vins de provenance étrangère on perçoit :

en fût.	fr. 1. 50	par muid.
en bouteilles.	» —. 15	par bout.
sur l'eau-de-vie suisse.	» —. 10	par pot.
» » étrangère.	» —. 15	»
» l'esprit de vin.	» —. 30	»
» l'extrait d'absinthe et le rhum en fût.	» —. 30	»
» le rhum, l'extrait d'absinthe et les liqueurs en bouteilles.	» —. 30	par demi-pot.
» la bière suisse.	» —. 75	par muid.
» » étrangère.	» 1. —	—

Schaffouse :

ne perçoit pas de droits de consommation.

Appenzell Rh.-Ext. :

ne perçoit pas de taxe sur les boissons.

Appenzell Rh.-Int. :

n'impose pas les boissons.

St. Gall :

n'a pas non plus de taxes de ce genre.

Grisons :

ne perçoit pas de taxe sur les boissons provenant du Canton lui-même, non plus que sur celles qui proviennent des autres Cantons, si ces boissons ne contiennent pas d'éléments de provenance étrangère lors de leur importation.

Vin étranger ordinaire.	fr. 1.20 p. quint. brut.
Vin fin en fût.	» 4.80 »
» en bouteilles.	» 7.40 »
Esprit de vin et tout spiritueux distillé ayant plus de 20 degrés de force d'après l'éprouvette Beaumé :	
de provenance suisse.	» 4.90 »
» » étrangère.	» 6.75 »
Eau-de-vie ayant jusqu'à 20 degrés :	
de provenance suisse.	» 2.15 »
» » étrangère.	» 2.50 »

Argovie :

Boissons de provenance suisse :

Vin, vin de fruit et bière.	1 ¹ / ₂ cent. par pot.
Boissons distillées de toute espèce.	7 » »

Boissons de provenance étrangère :

Vin de fruit et bière.	3 » »
Vin.	6 » »
Boissons distillées de toute espèce, y compris l'esprit de vin.	14 » »

Thurgovie :

n'a pas de taxe sur les boissons.

Tessin :

ne perçoit pas de droits sur les boissons de provenance suisse.

Il perçoit :

sur le vin importé de l'étranger.	fr. 1.30 par quintal.
» l'eau-de-vie.	» 2.25 »
» l'esprit de vin.	» 2.85 »

Vaud :

Vin en futaille.	fr. 1.50 par quintal.
Vin en double-fût	» 3.— »
Vermouth en futaille.	» 3.— »
Vin et vermouth en bouteilles.	» 4.50 »

Vins et liqueurs en tonneaux ou en

bouteilles.	» 6.—	»
Esprit de vin.	» 6.—	»
Eau-de-vie et eau de cerises.	» 4.50	»
Liqueurs en tonneaux ou en bouteilles	» 6.—	»
Rhum.	» 6.—	»
Bière.	» 3.—	»

Ces taxes ne frappent que les boissons de provenance étrangère.

Valais :

Le vin, la bière, les liqueurs, l'esprit de vin, l'eau-de-vie et les autres boissons spiritueuses de provenance étrangère sont taxés comme suit :

Vin en fût et bière.	fr. 2.20 p. quint. brut.
Eau-de-vie, liqueurs, vin en bouteilles et autres boissons spiritueuses.	» 10.— »
Esprit de vin	» 20.— »

Neuchâtel :

ne perçoit pas de taxe sur les boissons.

Genève :

ne perçoit pas non plus de taxe de ce genre, à l'exception des villes de Genève et de Carouge, qui ont un octroi.

Extrait du tarif de l'Octroi de la ville de Genève :

Vins provenant du Canton de Genève, des autres Cantons suisses et des propriétés appartenant à des Genevois dans les zones de la Savoie et du Pays de Gex fr. 3.50 les 150 litres.

Vins étrangers. » 4.90 »

Vins fins, dits de liqueur. » 12.20 »

Vins et vinaigre en bouteilles :

en bouteilles ordinaires. 12 cent. par bouteille.

en demi-bouteilles.. . . . 6 » p. demi-bout.

Vinaigre et vins gâtés. fr. 3.50 p. 150 litres.

Marc de raisin (du 13 Septembre au 31 Mars). » 3.50 »

Marc de raisin (du 1^{er} Avril au 15 Septembre). fr. 4.50 p. 150 litres.

Bière. » 5.55 »

Bière en cruches ou en bouteilles. 5 ct. p. cruche ou bout.

Vin de fruit. 3 » les 150 litres.

Eau-de-vie et esprit de vin en cercles :

pour chaque quantité de 150 litres

d'alcool que contiennent ces spiri-

teux. fr. 30

L'essai des esprits se fait au moyen de l'alcoolomètre Gay-Lussac, à une température de 15 degrés centigrades.

Liqueurs de tout genre en cercles. . . fr. 22. 25 par muid.

Eau-de-vie et liqueurs de toute espèce,

en bouteilles de 1 pot et au-dessous. 20 cent. par bouteille.

Extrait du tarif de l'Octroi de la ville de Carouge :

Vins étrangers. 4 cent. par pot.

Eau-de-vie. 8 » »

Esprit de vin et liqueurs en cercles. . 15 » »

Liqueurs en bouteilles. 15 » par bouteille.

ANNEXE D.

Carte de légitimation pour l'exercice d'une industrie,

valable pour l'année $\left(\begin{array}{c} \text{(Timbre avec le} \\ \text{sceau et le} \\ \text{nom du pays.} \end{array} \right)$ mil huit-cent soixante-neuf.

N° ...

Il est certifié par la présente, en vue de la légitimation pour l'exercice de son industrie, au sieur N, domicilié à NN, et qui, pour le compte

1. de sa propre maison de commerce de droguerie au dit lieu,

2. de la maison de droguerie NN au dit lieu, qu'il représente comme voyageur de commerce,

3. des maisons de commerce (ou des fabriques) ci-dessous désignées,

se propose de recueillir des commandes et de faire des achats de marchandises dans les États de l'Union douanière allemande et en Suisse,

que $\frac{\text{la}}{\text{les}}$ maison (s) de commerce ci-dessus désignée(s) $\frac{\text{est}}{\text{sont}}$ au-

torisée(s) à opérer dans ce pays ;

ou :

que $\frac{\text{la dite maison est}}{\text{les dites maisons sont}}$ astreinte(s) à payer dans ce pays la

taxe légale pour l'exercice d'un commerce ou d'une industrie.

Le porteur de la présente ne peut transporter avec lui que les échantillons des marchandises pour lesquelles il recueille des commandes, et les marchandises qu'il a achetées, mais quant à ces dernières uniquement pour les faire parvenir à leur lieu de destination.

Il lui est également interdit de prendre des commandes ou de faire des achats de marchandises autrement que pour le compte

$\frac{\text{de la maison}}{\text{des maisons}}$ ci-dessus désignée(s)

Il doit se soumettre aux dispositions en vigueur dans chaque État en prenant des commandes ou en faisant des achats de marchandises.
(Lieu, date, signature et sceau de l'autorité qui délivre la présente.)

(Signalement et signature
du voyageur.)

PROTOCOLE FINAL

RELATIF AU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE DOUANE,
NÉGOCIÉ A BERLIN LE 13 MAI 1859.

Les soussignés se sont réunis aujourd'hui pour relire ensemble encore une fois le Traité de commerce et de douane convenu entre eux, et pour procéder à sa signature. A cette occasion ils ont adopté pour être consignés dans le présent Protocole les éclaircissements, arrangements et remarques interprétatives dont suit la teneur :

I. Ad. article 1 du Traité.

Il ne doit être en aucune façon porté atteinte au droit de chacune des parties contractantes de recevoir dans son système douanier ou de traiter à l'avenir comme son propre territoire des États ou des parties d'État qui sont actuellement en dehors de la ligne de ses douanes, sans qu'une telle mesure donne le droit à l'autre partie de revendiquer des avantages ultérieurs, eu égard au principe général posé à l'art. 1^{er} du Traité.

Les dispositions contenues au 3^e alinéa de l'art. 1^{er} n'excluent pas les prohibitions temporaires d'importation que l'une des parties contractantes ordonnerait vis-à-vis de l'autre pour des motifs de salubrité publique.

II. Ad. article 2 du Traité, en y comprenant l'annexe A N° 4.

Il est convenu que la franchise réciproque de droits d'entrée et de sortie, conformément au chiffre 4 de l'annexe A, est aussi applicable aux machines usagées dans toutes leurs parties, que des personnes établies sur le territoire de l'une des parties font passer pour leur propre usage, de leur établissement principal ou de leur succursale dans leur succursale ou dans leur établissement principal situé sur le territoire de l'autre partie, ou réciproquement.

L'autorisation pour l'expédition en franchise des dites machines

devra cependant être obtenue, dans chaque cas spécial, de l'autorité supérieure.

III. *Ad. article 3 du Traité.*

La disposition de l'art. 3 ne doit porter aucun préjudice au droit de chacune des parties contractantes de prévenir la possibilité d'abus en adoptant des mesures de précaution (plombage, acquits de contrôle ou à caution).

IV. *Ad. article 4 du Traité, en y comprenant l'annexe B.*

Là où les territoires des deux parties contractantes sont séparés par des eaux considérées de part et d'autre comme pays étranger, la zone large de deux lieues mentionnée dans l'annexe B, § 1, doit, des deux côtés, être comptée du bord de ces eaux à l'intérieur, de telle sorte que la surface occupée par ces eaux n'entre pas en ligne de compte.

V. *Ad. article 5 du Traité.*

A. On peut faire dépendre des conditions spéciales ci-dessous la faveur dont sont appelées à jouir les marchandises soumises aux droits de douane, mais qui sont exemptées de ces droits pour l'entrée et la sortie lorsqu'elles font l'objet d'une vente incertaine ou qu'elles servent d'échantillons (Art. 5, chiffre 1) :

1) A la sortie d'un pays, de même qu'à l'entrée dans le même pays, les droits soit de sortie soit d'entrée sur les marchandises ou les échantillons doivent être ou payés au bureau d'expédition au moyen d'un versement en espèces, ou garantis auprès du même bureau par une caution suffisante.

2) En vue de constater leur identité, les marchandises ou les échantillons seront, autant que possible, désignés par une marque au timbre humide ou par un plomb ou un cachet.

3) Le certificat d'expédition, au sujet duquel chacune des parties contractantes prendra les mesures de détail nécessaires, devra contenir :

- a. La désignation des marchandises ou échantillons destinés à l'exportation ou à l'importation, avec l'indication de la nature de la marchandise et des marques particulières propres à permettre la constatation de leur identité;
- b. L'indication du montant des droits de sortie ou d'entrée aux-

quels ces marchandises ou échantillons sont soumis, ainsi que du mode par lequel le paiement de ces droits a été garanti ;

- c. L'indication de la désignation douanière de la marchandise ;
- d. L'indication du délai à l'expiration duquel le montant des droits sera pris sur le dépôt ou exigé sur le cautionnement, en tant qu'il n'a pas été fourni la preuve que les marchandises ou échantillons ont été réimportés, ou dans le cas inverse réexportés dans le pays voisin, ou qu'ils ont été mis en entrepôt. Ce délai ne pourra excéder le terme d'une année.

4) La rentrée, soit la sortie de ces marchandises ou échantillons, peut s'effectuer par un autre bureau que celui par lequel ils sont sortis ou entrés.

5) Si avant l'expiration du délai déterminé (3 d) les marchandises ou échantillons sont présentés à un bureau compétent, afin qu'il remplisse à leur égard les formalités nécessaires en vue de leur réimportation, soit de leur réexportation, ou pour qu'ils soient déposés dans un entrepôt, ledit bureau doit avant tout s'assurer que ces objets sont bien ceux qui ont été présentés pour l'expédition à la sortie ou à l'entrée.

S'il n'y a pas de doute à ce sujet, le bureau certifie soit la réimportation soit la réexportation, ou le dépôt s'il y a lieu, et rembourse les droits déposés ou prend les mesures nécessaires pour l'annulation du cautionnement.

B. On se réserve de s'entendre sur les mesures de contrôle qui seront appliquées de part et d'autre contre les abus auxquels peuvent donner lieu, dans les autres cas, les dispositions de l'art. 5. Ces mesures seront réduites au plus strict nécessaire et, sur les points essentiels, maintenues dans les limites des dispositions prévues à l'annexe B relativement au mode de procéder à l'égard du trafic local (§ 3) ; on observera toutefois, à cet égard, les dispositions suivantes :

1) L'expédition des objets désignés, pour lesquels on réclame la franchise de droits en vertu de l'art. 5, peut aussi s'effectuer par l'intermédiaire des offices de douane de l'intérieur.

2) Les différences de poids provenant de l'amélioration des marchandises par l'apprêt ou le perfectionnement seront calculées avec toute la tolérance possible, et les petites différences ne donneront pas lieu à une augmentation de taxe.

C. On tiendra compte réciproquement des marques (timbres, sceaux, plombs, etc.), apposées officiellement pour garantir l'identité des objets exportés et réimportés ou importés et réexportés, et cela en ce sens que les marques faites par l'autorité douanière de l'un des territoires serviront aussi à constater l'identité des objets sur

l'autre territoire, à la condition toutefois que d'une part comme de l'autre les autorités douanières auront le droit d'apposer encore d'autres signes particuliers.

D. Pour tous les cas mentionnés au Traité, à l'exception de ceux qui sont compris aux art. 5, 6 et 7, l'expédition en franchise de droits sera opérée lorsque les conditions en existeront : dans l'Union douanière par tous les bureaux principaux de douane et les bureaux secondaires de première classe, ainsi que par d'autres bureaux spécialement autorisés à cet effet; en Suisse par les bureaux principaux de péage et les bureaux secondaires.

Pour les cas prévus aux art. 5, 6 et 7, les autorités supérieures désigneront les bureaux de douane ayant la compétence de procéder à l'expédition.

VI. *Ad. article 4 et 5 du Traité.*

Dans tous les cas prévus par ces articles les expéditions ont lieu sans perception d'aucun droit quelconque.

VII. *Ad. article 6 du Traité.*

1) Il est convenu que dans le trafic entre les territoires des deux parties contractantes on n'exigera pas de certificat d'origine pour les marchandises.

2) Les marchandises qui, sous contrôle douanier, vont d'une douane à une autre du même territoire, ne doivent pas, lors même que pour atteindre leur destination elles devraient toucher une ou plusieurs fois le sol étranger, être soumises à une expédition ultérieure par les douanes intermédiaires du même territoire.

Néanmoins, il n'est pas interdit de certifier par des déclarations apposées sur le document de douane accompagnant la marchandise, le passage effectué par celle-ci, d'un territoire douanier dans l'autre.

3) Les marchandises et effets de voyageurs arrivant par les services ordinaires mentionnés aux horaires des établissements publics de transport, tels que les chemins de fer, les bateaux à vapeur, les postes, etc., doivent en tout temps être acquittés avec la plus grande célérité possible, et pour de telles expéditions, qui ont lieu en dehors des heures ordinaires d'ouverture des offices de douane, il ne sera en aucun cas prélevé de droit spécial quelconque.

4) Les deux parties contractantes se donnent réciproquement l'assurance de prendre en considération les vœux provoqués par les be-

soins réels du trafic, pour ce qui concerne l'établissement de bureaux de péages, et la fixation de leurs attributions.

5) Les deux parties contractantes se réservent de conclure une convention spéciale sur l'acquiescement des droits de douane pour les marchandises expédiées par chemins de fer, et l'on est convenu de prendre pour base de cet accord la convention conclue sur cette matière entre les États de l'Union douanière et commerciale allemande et la France, du 2 août 1862.

VIII. *Ad. article 8 du Traité.*

La Confédération suisse comprend et explique que le principe établi à l'art. 1^{er} du Traité et d'après lequel chacune des deux parties contractantes s'engage à traiter l'autre sur le pied de la nation la plus favorisée s'applique également aux droits de consommation mentionnés à l'art. 8.

Par les mots « taux actuel » des droits intérieurs de consommation perçus sur les boissons dans un certain nombre de cantons suisses, on entend les taxes indiquées dans le tableau formant l'annexe C.

IX. *Ad. article 9 du Traité.*

Les industriels établis dans l'un des pays qui veulent faire des achats ou prendre des commandes sur le territoire de l'autre partie contractante ne seront pour ce fait soumis à aucune taxe, pourvu qu'ils produisent une carte de légitimation, laquelle leur sera délivrée par les autorités de leur pays d'origine.

Ces cartes de légitimation seront délivrées d'après le modèle formant l'annexe D.

Les parties contractantes se feront connaître réciproquement les autorités qui seront chargées de délivrer les cartes de légitimation.

X. *Ad. article 10 du Traité.*

Les simples marques, les initiales et tout autre signe conventionnel ne sont pas compris sous la désignation d'« étiquettes ». Il faut tout au moins, pour qu'il puisse y avoir lieu à l'application de l'article 10, que la marque ou l'étiquette indique le nom ou la raison sociale, ainsi que le domicile ou le siège industriel du propriétaire de la fabrique, du producteur ou du négociant. De légers changements dans la reproduction du nom ou du lieu, qu'on ne peut remar-

quer qu'en y prêtant une attention particulière, ne mettent pas à l'abri de la pénalité.

Le présent Protocole devra être considéré comme approuvé et confirmé par les Gouvernements intéressés sans autre ratification que l'échange des ratifications du Traité de ce jour, auquel il se rapporte.

Négocié comme ci-dessus.

(L. S.) *Signé* : B. HAMMER, colonel.

(L. S.) *Signé* : HENNING.

(L. S.) *Signé* : HERZOG.

ALLEMAGNE DU NORD — SUISSE

CONVENTION POUR LA GARANTIE RÉCIPROQUE DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE, CONCLUE A BERLIN, LE 13 MAI 1869.

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et S. M. le Roi de Prusse, tous deux animés du désir de s'entendre sur les mesures qui leur paraîtront les plus propres à assurer la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse : son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, M. le colonel fédéral *Bernard Hammer*;

S. M. le Roi de Prusse : M. *Frédéric Léopold Henning*, membre du Conseil privé des finances; M. *Charles Joseph Benjamin Herzog*, membre du Conseil d'État privé; lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

I. — *Dispositions valables pour les États de la Confédération de l'Allemagne du Nord.*

Art. 1^{er}. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, publiés pour la première fois en Suisse, jouiront dans la Confédération de l'Allemagne du Nord des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art. Ils auront la même protection et le même recours légal contre toute

atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois sur le territoire de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Toutefois, ces avantages ne seront assurés aux auteurs que pendant la durée de l'existence des droits des ressortissants de la Confédération de l'Allemagne du Nord en Suisse, et la durée de leur jouissance dans les États de ladite Confédération ne pourra excéder celle fixée en faveur des auteurs indigènes dans ces derniers États.

Art. 2. Il est permis de publier dans les États de la Confédération de l'Allemagne du Nord des extraits ou des morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois en Suisse, pourvu que ces publications soient destinées à la critique ou à l'histoire de la littérature, ou qu'elles soient spécialement destinées ou appropriées à l'enseignement ou à l'étude.

Art. 3. Pour entrer en jouissance du droit stipulé à l'art. 1^{er}, il n'est pas besoin d'une mention ou d'un enregistrement particulier; il suffit que celui qui réclame la protection fournisse la preuve qu'il est lui-même l'auteur de la production ou qu'il tient ses droits de l'auteur.

Art. 4. Les stipulations de l'art. 1^{er} s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales publiées, exécutées ou représentées pour la première fois en Suisse après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites en Suisse d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'art. 1^{er}, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée sur le territoire de la Confédération de l'Allemagne du Nord. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié en Suisse, qui aura entendu se réserver le droit de traduction, jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication dans la Confédération de l'Allemagne du Nord, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et cela sous les conditions suivantes :

1. L'ouvrage original sera enregistré auprès du ministère des cultes, à Berlin, sur la déclaration faite dans un délai de trois

mois, à partir du jour de la première publication en Suisse. La déclaration doit être adressée par écrit à ce ministère.

L'enregistrement aura lieu sur un registre spécial tenu à cet effet et ne pourra donner ouverture à la perception d'aucune taxe. Les intéressés recevront un certificat authentique de l'enregistrement; ce certificat leur sera délivré gratuitement, réserve faite des droits de timbre établis par la loi.

2. L'auteur devra indiquer, en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction.
3. Il faudra que ladite traduction autorisée ait paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de déclaration de l'original effectuée ainsi qu'il vient d'être prescrit, et, en totalité, dans le délai de trois ans, à partir de ladite déclaration.
4. La traduction devra être publiée dans l'un des deux pays.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, portant qu'il entend se réserver le droit de reproduction, soit exprimée dans la première livraison, et, si l'ouvrage doit avoir plusieurs volumes, dans la première livraison de chaque volume.

Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6 devra faire paraître ou représenter la traduction trois mois après l'enregistrement de l'ouvrage original.

Les droits conférés par le présent article sont subordonnés aux conditions imposées à l'auteur d'un ouvrage original par les art. 1 et 3 de la présente Convention.

Art. 7. Les mandataires légaux ou ayants-cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront, à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 8. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils publiés en Suisse pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de la Confédération de l'Allemagne du Nord, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés.

Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction des

articles de journaux ou de recueils périodiques publiés en Suisse, lorsque les auteurs auront formellement déclaré dans le journal ou recueil même, où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 9. Réserve faite de la disposition contenue en l'article 10, la vente et le colportage d'ouvrages ou objets de reproduction non-autorisée, définis par les articles 1, 4, 5 et 6, sur le territoire de la Confédération de l'Allemagne du Nord, sont prohibés, soit que lesdites reproductions non-autorisées proviennent de Suisse, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 10. La Confédération de l'Allemagne du Nord prendra, par voie administrative, les dispositions nécessaires en vue d'écarter toutes les difficultés et les complications qui, pour les éditeurs, les imprimeurs, les libraires ou les marchands d'objets d'art ressortissant à son territoire, pourraient résulter de la possession et de la vente de ces reproductions d'ouvrages suisses n'appartenant pas encore au domaine public, qu'ils auraient faites ou introduites avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, ou qui se font ou s'introduisent actuellement sans l'autorisation de la personne intéressée.

Ces dispositions s'appliqueront aussi aux clichés et aux planches ou pierres gravées de tout genre, de même qu'aux pierres lithographiques qui se trouvent en magasin chez des éditeurs ou des imprimeurs de l'Allemagne du Nord et qui reproduisent des œuvres originales suisses sans le consentement de la personne intéressée.

Toutefois on ne pourra utiliser ces clichés, planches ou pierres gravées de tout genre et pierres lithographiques, que pendant quatre années à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Art. 11. La présente Convention ne doit en aucune façon porter atteinte au droit des Gouvernements d'interdire l'introduction dans leurs États de livres qui, d'après leur propre législation ou en conformité de leurs conventions avec d'autres États, sont ou seront déclarés constituer une contrefaçon.

Art. 12. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par la loi, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production publiée sur le territoire de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de la Confédération, d'après la législation en vigueur sur le territoire des États de l'Allemagne du Nord.

II. — *Dispositions valables pour la Suisse.*

Art. 13. Les dispositions des articles 2, 3, 5, 6, 7, 8, 10 et 11 ci-dessus recevront également, à titre de réciprocité, leur application en Suisse, pour la protection de la propriété des ouvrages d'esprit ou d'art, dûment acquise dans les États de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Art. 14. Les tribunaux compétents en Suisse, soit pour les réparations civiles, soit pour la répression des délits, appliqueront sur tout le territoire de la Confédération, au profit des propriétaires d'ouvrages littéraires ou artistiques ressortissant à la Confédération de l'Allemagne du Nord, les dispositions de l'article 13 qui précède et des articles 15 à 30 qui suivent.

Il est entendu, sous réserve toutefois des garanties stipulées à l'article 31, que ces dispositions pourront être remplacées par celles de la législation que les autorités compétentes de la Suisse viendraient à consacrer, en matière de propriété littéraire ou artistique, sur la base de l'assimilation des étrangers aux nationaux.

Art. 15. L'enregistrement prévu par l'article 6 des œuvres publiées sur le territoire de la Confédération de l'Allemagne du Nord et pour lesquelles les auteurs veulent se réserver le droit de traduction, se fera au département fédéral de l'intérieur, à Berne, dans les délais fixés audit article.

Art. 16. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toute autre production analogue du domaine littéraire ou artistique, publiés pour la première fois sur le territoire de la Confédération de l'Allemagne du Nord, jouiront en Suisse, pour la protection de leurs droits de propriété, des garanties stipulées dans les articles suivants.

Art. 17. Les auteurs d'œuvres dramatiques ou musicales publiées ou exécutées pour la première fois sur le territoire de la Confédération de l'Allemagne du Nord jouiront en Suisse, par rapport à la représentation ou à l'exécution de leurs œuvres, de la même protection que les lois accordent ou accorderont par la suite dans ce même pays aux auteurs ou compositeurs de la nation la plus favorisée, pour la représentation ou l'exécution de leurs œuvres.

Art. 18. Le droit de propriété acquis en Suisse, conformément aux dispositions des articles précédents, pour les œuvres littéraires ou artistiques mentionnées dans l'article 16, dure, pour l'auteur, tout

sa vie, et s'il meurt avant l'expiration de la trentième année, à dater de la première publication, ce droit continue à subsister pour le reste de ce terme en faveur de ses successeurs.

Si la publication n'a pas eu lieu du vivant de l'auteur, ses héritiers ou ayants-droits ont le privilège exclusif de publier l'ouvrage pendant six ans, à dater de la mort de l'auteur. S'ils en font usage, la protection dure trente ans, à partir de cette mort. Toutefois, la durée du droit de propriété, par rapport aux traductions, est réduite à cinq années, conformément à la stipulation de l'article 6.

Art. 19. Toute édition d'une œuvre littéraire ou artistique mentionnée dans l'article 16, imprimée ou gravée sans l'autorisation de la personne intéressée et au mépris des dispositions de la présente convention, sera punie comme contrefaçon.

Art. 20. Quiconque aura sciemment vendu, mis en vente ou introduit sur le territoire suisse des objets contrefaits, sera puni des peines qu'entraîne la contrefaçon.

Art. 21. Tout contrefacteur sera puni d'une amende de cent francs au moins et de deux mille francs au plus, et le débitant d'une amende de vingt-cinq francs au moins et de cinq cents francs au plus, et ils seront condamnés, en outre, à payer au propriétaire des dommages-intérêts pour réparation du préjudice à lui causé.

La confiscation de l'édition contrefaite (art. 19) sera prononcée tant contre le contrefacteur que contre l'introduit et le débitant. Dans tous les cas, les tribunaux pourront, sur la demande de la partie civile, ordonner qu'il lui soit fait remise, en déduction des dommages-intérêts à elle alloués, des objets contrefaits.

Art. 22. Dans les cas prévus par les articles précédents, le produit des confiscations sera remis au propriétaire pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert; le surplus de son indemnité sera réglé par les voies ordinaires.

Art. 23. Le propriétaire d'une œuvre littéraire ou artistique pourra faire procéder, en vertu d'une ordonnance de l'autorité compétente, à la désignation ou description détaillée, avec ou sans saisie, des produits qu'il prétendra contrefaits à son préjudice, en contravention aux dispositions de la présente convention.

L'ordonnance sera rendue sur simple requête, et en cas de traduction non autorisée, sur la présentation du certificat constatant l'enregistrement de l'œuvre originale. Elle contiendra, s'il y a lieu, la nomination d'un expert.

Lorsque la saisie sera requise, le juge pourra exiger du requérant un cautionnement qu'il sera tenu de consigner avant de faire procéder à la saisie.

Il sera laissé copie au détenteur des objets décrits ou saisis, de l'ordonnance et de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le cas échéant, le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts.

Art. 24. A défaut par le requérant de s'être pourvu, dans le délai de la quinzaine, la description ou saisie sera nulle de plein droit sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être réclamés s'il y a lieu.

Art. 25. La poursuite devant les tribunaux suisses pour les délits définis dans cette convention n'aura lieu que sur la demande de la partie lésée ou de ses ayants-droit.

Art. 26. Les actions relatives à la contrefaçon des œuvres littéraires ou artistiques seront portées en Suisse devant le tribunal du district dans lequel la contrefaçon ou la vente illicite aura eu lieu. Les actions civiles seront jugées comme matières sommaires.

Art. 27. Les peines établies par la présente convention ne peuvent être cumulées.

La peine la plus forte sera seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

Art. 28. Le tribunal pourra ordonner l'affiche du jugement dans les lieux qu'il déterminera, et son insertion intégrale ou par extraits dans les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné.

Art. 29. Les peines portées à l'article 21 pourront être élevées au double en cas de récidive. Il y a récidive lorsqu'il a été prononcé contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une condamnation pour un délit de la même nature.

Art. 30. Les tribunaux pourront, s'il existe des circonstances atténuantes, réduire les peines prononcées contre les coupables au-dessous du minimum prescrit.

III. — *Dispositions générales.*

Art. 31. Les hautes parties contractantes sont convenues de soumettre la présente convention à une révision, si une nouvelle législation sur les matières y traitées dans l'un ou l'autre pays, ou dans les deux pays, la rendait désirable; mais il est entendu que les stipulations de la présente convention continueront à être obligatoires pour les deux pays jusqu'à ce qu'elles soient modifiées d'un commun accord.

Si les garanties accordées actuellement sur le territoire de la Confédération de l'Allemagne du Nord à la protection de la propriété littéraire et artistique devaient être modifiées pendant la durée de la présente convention, le Gouvernement suisse serait autorisé à rem-

placer les stipulations de ce traité par les nouvelles dispositions édictées par la législation de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Art. 32. La présente convention entrera en vigueur en même temps et pour la même durée que le traité de commerce conclu le 13 mai 1869 entre la Confédération de l'Allemagne du Nord avec les autres États de l'Union douanière, et la Suisse.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées au même lieu et à la même époque que les ratifications dudit traité.

Ainsi fait à Berlin, le 13 mai 1869.

(L. S.) *Signé* : B. HAMMER, colonel.

(L. S.) *Signé* : HENNING.

(L. S.) *Signé* : HERZOG.

A l'occasion de la signature de la convention conclue aujourd'hui entre la Confédération suisse et la Confédération de l'Allemagne du Nord, pour la protection de la propriété littéraire et artistique, les plénipotentiaires soussignés de la Confédération Suisse et du Président de la Confédération du Nord sont convenus de ce qui suit :

§ 1^{er}. Les Sociétés par actions ou Sociétés anonymes fondées dans la Confédération de l'Allemagne du Nord, de même que celles qui se sont constituées en Suisse, sont, par voie de réciprocité, reconnues comme existant en droit et ayant en particulier la faculté d'ester en justice, en tant qu'elles ont été créées valablement d'après les lois du pays où elles ont leur siège légal.

Quant à la question de savoir si et dans quelle mesure une Société de ce genre peut être admise à exercer une industrie ou un commerce dans les États (cantons) de l'autre partie contractante, elle sera exclusivement résolue d'après la législation de ces États ou cantons.

§ 2. Il est loisible aux États de l'Union douanière et commerciale allemande qui ne font pas partie de la Confédération du Nord d'adhérer à la présente convention.

§ 3. Le présent procès-verbal entrera en vigueur en même temps et pour la même durée que la convention sus-mentionnée conclue entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et la Confédération Suisse, et il sera compris dans la ratification de ladite convention.

Ainsi fait à Berlin, le 13 mai 1869.

(L. S.) *Signé* : B. HAMMER, colonel.

(L. S.) *Signé* : HENNING.

(L. S.) *Signé* : HERZOG.

AUTRICHE-HONGRIE — RUSSIE

CONVENTION POUR LA JONCTION DU CHEMIN DE FER DE KIEW-
ODESSA A CELUI DE LÉOPOL-VIENNE, CONCLUE A VIENNE LE
18 MAI 1869.

Au nom de Dieu Tout-Puissant !

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, et S. M. l'Empereur de toutes les Russies animés du désir d'étendre les relations commerciales entre Leurs États respectifs, et d'effectuer à cette fin une jonction entre le chemin de fer de Kiew-Odessa à celui de Léopol-Vienne ont résolu de conclure dans ce but une Convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi apostolique de Hongrie : le sieur Frédéric-Ferdinand comte de *Beust*, son conseiller intime, chancelier de l'Empire, ministre de sa maison et des affaires étrangères, grand-croix des ordres de Saint-Etienne et de Léopold, de Saint-Alexandre Newski, etc., etc.

S. M. l'Empereur de Russie : le sieur Charles baron de *Uckull-Gyllenband*, son chambellan, conseiller d'État actuel et chargé d'affaires près la cour impériale et royale,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement russe s'engage à construire un embranchement du chemin de fer de Kiew-Odessa, allant du village de Zmierzynski à la petite ville de Woloczyska vers la frontière autrichienne, par contre, le Gouvernement autrichien s'engage à construire sur son territoire un chemin de fer, allant de la frontière russe près de Woloczyska à Léopol en passant par Tarnopol.

Art. 2. Le raccordement des chemins de fer russes et autrichiens, conformément au protocole ci-joint daté de Léopol le 8/20 août 1867 et formant partie intégrante de la présente convention, s'effectuera près de Woloczyska d'après le plan arrêté d'un commun accord par des commissaires des deux Gouvernements. Toutes les autres dispositions concernant la direction du chemin et la désignation des stations sur les territoires respectifs restent réservées au libre arbitre et à la décision du Gouvernement auquel appartient le pouvoir territorial.

Art. 3. Le chemin de fer et le matériel seront disposés de part et d'autre de manière à assurer le service du chemin de fer moyennant des locomotives.

Art. 4. La largeur des voies entre les arêtes intérieures des rails est fixée à cinq pieds anglais pour le chemin russe, et à quatre pieds huit pouces et demie, mesure anglaise, pour le chemin autrichien.

Art. 5. Les travaux de terrassements et les ouvrages d'art seront immédiatement exécutés pour une voie de Zmierynski à Woloczyska. La construction d'une seconde voie dépendra de la décision de chacun des deux Gouvernements.

Art. 6. Les travaux de chemin de fer seront conduits, si faire se peut, de manière que les deux tronçons soient achevés et livrés à l'exercice autant que possible à la même époque et pas plus tard que le 1^{er} août 1870.

Art. 7. Le passage d'un chemin de fer à l'autre aura lieu sur la frontière des deux États. Par conséquent, les administrations de chemin de fer tant autrichienne que russe établiront chacune sur son territoire une station près de la frontière, de manière que les convois russes, exigeant une voie plus large, puissent entrer dans la station autrichienne, et que les convois autrichiens, exigeant une voie plus étroite, puissent entrer dans la station russe.

Art. 8. La construction et l'entretien de la voie plus étroite sur le territoire russe entre la station russe et la frontière, ainsi que la surveillance de la dite voie incomberont au Gouvernement impérial russe. Par contre, la construction et l'entretien de la voie plus large sur le territoire autrichien entre la station autrichienne et la frontière, ainsi que la surveillance de cette voie seront à la charge du Gouvernement autrichien.

Les Gouvernements autrichien et russe ne paieront l'un à l'autre aucun dédommagement pour l'usage de deux susdites parties du chemin de fer ni pour leur détérioration.

La construction et l'entretien d'un pont à voie double sur la rivière frontière Sbrutsch s'effectueront à frais égaux par les administrations de chemin de fer russe et autrichienne. Le devis et l'exécution de travaux mêmes se feront à la suite d'une entente entre les administrations des chemins de fer respectives.

Art. 9. Les hautes parties contractantes prendront, sur les stations frontières, toutes les mesures nécessaires pour opérer avec les moins de temps et de frais possible le déchargement et le rechargement des wagons à marchandises rendus inévitables par la largeur inégale des voies.

Art. 10. Concernant les signaux ainsi que tous les autres détails de service spécialement pour la station de Woloczyska, des dispositions uniformes seront arrêtées moyennant un commun accord des admi-

nistrations des deux chemins de fer contigus et confirmées par les autorités compétentes des deux parties.

Art. 11. Les deux administrations de chemin de fer, après s'être mises d'accord et avoir obtenu le consentement des autorités respectives, établiront une répartition convenable des trains de voyageurs qui doivent faire le service sur tout le parcours dans les deux directions entre Vienne et Odessa et Kiew en passant par Léopol et Woloczyska.

Art. 12. Le tarif d'exploitation et le prix du transport des passagers et des marchandises seront fixés par chacune des administrations pour le tronçon de chemin de fer respectif pour être communiqués à l'autre.

Art. 13. Il ne sera fait aucune différence entre les habitants des deux États sous le rapport tant du prix de transport, que des heures d'expédition.

Art. 14. En cas que l'un des deux Gouvernements ne fût pas disposé à se charger lui-même de la construction et de l'entretien du chemin de fer, et qu'il préférât l'abandonner à des entrepreneurs particuliers, le dit Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour assurer l'exécution exacte des conditions de la présente convention et pour se réserver une influence suffisante sur le règlement du service du chemin de fer.

Art. 15. Toutes les dispositions de police et de douane que l'ouverture du chemin de fer, objet de la présente convention, rendrait nécessaires, seront abandonnées à la décision des deux Gouvernements et prises d'un commun accord, si faire se peut.

Quant au visa des passeports et à la visite en douane des articles d'importation et d'exportation et des effets des voyageurs, les deux Gouvernements s'engagent à favoriser le chemin de fer en question, et ils accorderont, dans l'intérêt du commerce, toutes les facilités compatibles avec la législation des deux États.

Art. 16. Jusqu'à l'ouverture des deux chemins de fer, les deux Gouvernements se mettront d'accord sur les changements à introduire, à cause de ce nouveau moyen de communication dans les règlements du service de poste et de télégraphe existants.

Art. 17. Dans tous les cas où les administrations des chemins de fer des deux États ne sauraient tomber d'accord sur les différents points de la présente convention et spécialement sur les moyens d'assurer la régularité de l'exploitation et les relations commerciales, les deux Gouvernements décideront d'office sur l'objet en litige et prendront d'un commun accord les mesures nécessaires.

Art. 18. La présente convention sera ratifiée et les ratifications se-

ront échangées à Vienne dans l'espace d'une année à dater du jour de la signature ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne en double expédition, le 18 mai de l'an de grâce 1869.

(L. S.) *Signé* : BEUST.

(L. S.) *Signé* : UXKULL.

PRUSSE — RUSSIE

DÉCLARATION ÉCHANGÉE LE 25 MAI 1869 AU SUJET DE L'IMPOSITION DES IMMEUBLES COUPÉS PAR LA FRONTIÈRE ENTRE LE ROYAUME DE POLOGNE ET LA PRUSSE.

Le gouvernement impérial de Russie pour le royaume de Pologne d'un côté, et le gouvernement royal de Prusse de l'autre, prenant en considération que dans les traités et conventions conclus entre la Russie et la Prusse et réglant les rapports frontières, et notamment ceux :

De Vienne, du 21 avril (3 mai) 1815,

De Berlin, du 30 octobre (11 novembre) 1817,

De Varsovie, du 12 (24) avril 1823,

Et de Berlin, du 20 février (4 mars) 1835,

il n'existe aucune stipulation concernant l'imposition des terres coupées par la frontière entre le royaume de Pologne et le royaume de Prusse et que la règle observée jusqu'à présent de part et d'autre à ce sujet et d'après laquelle les propriétés entrant dans le territoire étranger étaient imposées par celui des deux États dans les limites duquel se trouvait la maison seigneuriale (Gutshof), que cette règle est contraire au droit de souveraineté des deux États et impossible à concilier avec les principes des lois sur les impôts actuellement en vigueur en Prusse, sont tombés d'accord sur les arrangements suivants :

§ 1.

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1865, le droit d'impôt du gouvernement impérial de Russie pour le royaume de Pologne, et du gouvernement royal de Prusse conformément à leur droit de souveraineté,

doit être exercé, relativement aux terres traversées et coupées en deux par la frontière, de manière à ce que la frontière territoriale serve aussi de limite à laquelle s'arrête ce droit, de sorte que toute portion de terre, sans avoir égard à sa dépendance comme propriété privée, sera imposée par celui des deux États sur le territoire duquel elle est sise.

En conséquence, les impôts pour les terres sises sur le territoire de l'un des deux États, versés à la caisse de l'autre, doivent cesser à partir de la date précitée. Les dispositions nécessaires à cette fin seront prises par chacun des deux gouvernements.

§ 2.

Art. 2. Aucune indemnité ne sera payée par l'un des deux États à l'autre pour les impôts qu'il prélevait des terres sises sur le territoire de l'autre.

§ 3.

Art. 3. Le principe établi par les §§ 1 et 2 doit aussi servir de règle pour les impôts à prélever pour les besoins de la commune.

§ 4.

Art. 4. Cet arrangement, après l'échange des déclarations y relatives, doit être publié dans les deux États.

En foi de quoi le soussigné, chancelier de l'Empire de Russie, a signé et muni du cachet de ses armes la présente déclaration, destinée à être échangée contre une déclaration semblable du président du conseil et ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Prusse, comte de Bismarck-Schœnhausen.

Fait à Saint-Petersbourg, le 8 (20) juillet 1857.

(L. S.) *Signé* : GORTSCHAKOFF.

Cette déclaration a été, le 13 (25) mai 1869, échangée par le chancelier de l'Empire contre une déclaration identique, signée le même jour par le président du conseil et ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Prusse, comte de Bismarck-Schœnhausen.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — SUÈDE ET NORWÈGE

CONVENTION DE NATURALISATION, SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 26 MAI 1869.

Le Président des États-Unis d'Amérique et S. M. le Roi de Suède et Norwège voulant régler la nationalité des personnes qui émigrent des États-Unis en Suède et Norwège, et de Suède et Norwège aux États-Unis ont résolu de conclure une convention sur ce sujet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires :

Le Président des États-Unis : M. Joseph F. *Bartlett*, ministre résident;

Et S. M. le Roi de Suède et Norwège, le comte Charles *Wachtmeister*, ministre des affaires étrangères, qui sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les citoyens des États-Unis qui ont établi leur résidence en Suède et Norwège depuis cinq ans au moins et qui, durant leur résidence, sont devenus et ont été officiellement reconnus comme citoyens de Suède et Norwège, seront considérés par le gouvernement des États-Unis comme citoyens suédois ou norwégiens et seront traités comme tels.

La déclaration de l'intention de devenir citoyen d'un des pays n'implique pas pour les parties l'effet d'une naturalisation légalement acquise.

Art. 2. Le citoyen reconnu d'un pays, revenant sur le territoire de l'autre, pourra être poursuivi pour les crimes et délits punis par les lois de son pays d'origine et commis avant son émigration, mais non à cause du fait de l'émigration lui-même, sauf le cas de la prescription acquise d'après les lois de son pays d'origine.

Art. 3. Si un citoyen d'un pays, qui est devenu le citoyen reconnu de l'autre, retourne dans son pays d'origine et demande à rentrer dans ses droits de nationalité, le gouvernement de ce pays pourra le recevoir de nouveau comme citoyen aux conditions qu'il jugera convenables.

Art. 4. La convention d'extradition des criminels ou des personnes fuyant la justice, conclue entre les États-Unis et la Suède et Norwèges le 21 mars 1860, reste en vigueur sans aucun changement.

Art. 5. La présente convention sera mise à exécution immédiatement après l'échange des ratifications et demeurera en vigueur pendant dix ans. Si, à l'expiration de ce terme, aucune des deux parties, n'a annoncé à l'autre, six mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets, elle conservera sa force obligatoire jusqu'à l'expi-

ration des douze mois après que l'une des deux parties aura donné avis à l'autre de semblable intention.

Art. 6. La présente convention sera ratifiée par le Président des États-Unis de l'avis et du consentement du Sénat et par S. M. le Roi de Suède et Norwège, et les ratifications en seront échangées à Stockholm dans le délai de vingt-quatre mois à partir de ce jour.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Stockholm, le 26 mai 1869.

(L. S.) Signé : JOSEPH F. BARTLETT. (L. S.) Signé : C. WACHTMEISTER.

BELGIQUE — GRANDE-BRETAGNE

CONVENTION DE POSTE, CONCLUE A LONDRES, LE 31 MAI 1869.

S. M. le Roi des Belges et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant que des sommes d'argent puissent être échangées au moyen de mandats poste entre leurs nationaux respectifs, ont résolu d'assurer ce résultat par une convention, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. le Roi des Belges : le baron Alcindor *Beaulieu*, grand officier de son ordre de Léopold, décoré de la croix commémorative, grand cordon de l'ordre de Danebrog, grand-croix de l'ordre de l'Étoile Polaire, grand cordon des ordres de Philippe le Magnanime, d'Adolphe de Nassau, de Frédéric, du Lion de Zæhringen et de Saint-Michel, grand-croix de l'ordre des Vandales, grand commandeur de l'ordre du Mérite d'Oldenbourg, commandeur des ordres de la Branche Ernestine de Saxe et de Saint Benoît d'Aviz, chevalier de l'ordre de l'Aigle Rouge de 3^e classe, etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. Britannique;

Et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande : le très-honorable George-Guillaume-Frédéric comte de *Clarendon*, baron Hyde de Hindon, pair du royaume-uni, conseiller de S. M. Britannique en son conseil privé, chevalier du très-noble ordre de la Jarretière, chevalier grand-croix du très-honorable ordre du Bain, principal secrétaire d'État de S. M. pour les affaires étrangères; et le très-honorable Spencer Compton Cavendish, marquis de *Harlington*, conseiller de S. M. en son conseil privé, membre du Parlement, maître général des postes.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura, entre la Belgique et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, un échange régulier de mandats-poste.

Le maximum de chaque mandat est fixé à dix livres sterling, lorsqu'il est émis dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et à deux cent cinquante et un francs cinquante centimes lorsqu'il est émis en Belgique.

Sur ces mandats il sera perçu les taxes suivantes :

Dans le Royaume-Uni :

Pour toute somme n'excédant pas deux livres sterling, une taxe de trois pence ;

Pour toute somme de plus de deux livres, mais n'excédant pas cinq livres sterling, une taxe de six pence ;

Pour toute somme de plus cinq livres, mais n'excédant pas sept livres sterling, une taxe de neuf pence ;

Pour toute somme de plus de sept livres, mais n'excédant pas dix livres sterling, une taxe d'un shilling.

En Belgique :

Pour toute somme n'excédant pas cent francs, une taxe de cinquante centimes ;

Pour toute somme de plus de cent francs, mais n'excédant pas deux cents francs, une taxe d'un franc ;

Pour toute somme de plus de deux cents francs, mais n'excédant pas deux cent cinquante et un francs cinquante centimes, une taxe d'un franc trente centimes.

Ces taxes devront toujours être acquittées d'avance et ne seront remboursables dans aucun cas.

Art. 2. Le produit des taxes perçues en vertu de l'article précédent sera partagé par moitié entre les administrations des postes des deux pays.

Art. 3. Il est convenu que dans toutes les opérations de comptabilité relatives aux mandats-poste, qui résulteront de l'exécution de la présente convention, la livre sterling de la Grande Bretagne sera considérée comme l'équivalent de vingt-cinq francs quinze centimes, monnaie de Belgique.

Cependant les deux administrations sont autorisées à fixer d'un commun accord un autre taux de réduction, ou à supprimer temporairement l'échange des mandats-poste entre les deux pays, dans le cas où le cours de change ou quelque autre circonstance pourrait donner lieu à des abus au détriment du revenu postal.

Art. 4. Lorsque la conversion des monnaies d'après la base déterminée à l'article 4 précédent fera ressortir des fractions de dix centimes ou d'un penny, ces fractions pourront être négligées.

Art. 5. Chacune des deux administrations dressera, à la fin de chaque mois, un compte particulier mentionnant les mandats émanant de l'autre administration dont elle aura effectué le paiement, ainsi que le montant des taxes à porter à son crédit pour tous les mandats émis par l'autre correspondant pendant le mois révolu.

Ces comptes, accompagnés des mandats acquittés, seront soumis à la vérification des offices respectifs, et serviront à établir ensuite le décompte définitif, qui sera soldé dans le délai et suivant le mode à déterminer de commun accord par les deux administrations.

Art. 6. Les administrations des postes de Belgique et du Royaume-Uni arrêteront, de commun accord, les mesures d'ordre et de détail nécessaires pour l'exécution de la présente convention, notamment en ce qui concerne :

1° La forme, le mode d'émission, d'échange et de paiement des mandats ;

2° Le délai de prescription des mandats ;

3° La forme des comptes mentionnés à l'article 5 précédent.

Art. 7. La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux parties conviendront.

Elle demeurera obligatoire de trois en trois mois, jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait fait connaître à l'autre, mais au moins trois mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces derniers trois mois, la convention continuera d'avoir son exécution, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration dudit terme.

Art. 8. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 31 mai de l'an de grâce 1869.

(L. S.) *Signé* : BEAULIEU.

(L. S.) *Signé* : CLARENDON.

(L. S.) *Signé* : HARTINGTON.

FRANCE — SUÈDE ET NORWÈGE

CONVENTION D'EXTRADITION CONCLUE A PARIS LE 4 JUIN 1869.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi de Suède et de Norwège désirant, d'un commun accord, conclure une Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français : S. Exc. M. Félix, marquis *de La Valette*, sénateur de l'Empire, membre de son Conseil privé, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'Étoile polaire de Suède, etc., etc., etc., son Ministre et Secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères ;

Et S. M. le Roi de Suède et Norwège : M. Georges-Nicolas, baron *Adelsward*, grand croix de l'ordre de l'Etoile polaire de Suède, grand-croix de l'ordre de Saint-Olaf de Norwège, grand-officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er} Le gouvernement de France et celui de Suède et de Norwège s'engagent, parla présente convention, à se livrer réciproquement, sur la demande que l'un des deux gouvernements adressera à l'autre, à la seule exception de leurs nationaux, tous les individus réfugiés des États de Suède et de Norwège et de leurs colonies en France et dans ses colonies, ou de France et de ses colonies dans les États de Suède et de Norwège et dans leurs colonies, et poursuivis ou condamnés pour l'une des infractions énumérées ci-après, par les tribunaux compétents dans les Pays respectifs.

La demande d'extradition devra être faite par la voie diplomatique.

Cependant, lorsqu'il s'agira d'un individu réfugié d'une colonie dans l'autre, les Gouverneurs pourront s'adresser directement les demandes d'extradition et se livrer les individus poursuivis ou condamnés pour l'une des infractions prévues dans le présent Traité, sauf à en référer immédiatement à leurs Gouvernements respectifs.

Art. 2. L'extradition sera accordée à raison des infractions suivantes, lorsqu'elles sont punissables de peines supérieures à celles

de l'emprisonnement, soit d'après la législation française, soit d'après la législation suédo-norvégienne, savoir :

1° Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, avortement, et les tentatives de ces mêmes crimes ;

Meurtre ;

Coups et blessures volontaires ayant occasionné soit la mort, soit la mutilation ou la perte d'un œil ou d'un membre ;

Extorsion de titres et de signatures ;

Séquestration ou arrestation ou détention illégale de personnes ;

Enlèvement d'enfants au-dessous de quinze ans ;

2° Viol ;

Attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence ; attentat à la pudeur consommé ou tenté, même sans violence, sur une personne âgée de moins de treize ans ;

3° Bigamie ;

4° Incendie ;

5° Vol ;

6° Fabrication, introduction, émission de fausse monnaie, contrefaçon ou altération de papier-monnaie ou émission de papier-monnaie contrefait ou altéré ; contrefaçon des poinçons servant à marquer les matières d'or et d'argent ; contrefaçon des sceaux de l'État et des timbres nationaux, alors même que la fabrication aurait eu lieu en dehors de l'État qui réclamerait l'extradition ;

7° Faux en écriture publique ou authentique et de commerce, y compris la contrefaçon d'effets publics, de quelque nature qu'ils soient, et des billets de banque ; l'usage de ces faux titres ;

8° Faux témoignage ;

9° Soustractions et concussions, commises par des dépositaires revêtus d'un caractère public, des valeurs qu'ils avaient entre les mains à raison de leurs fonctions ; soustractions commises par des caissiers d'établissements publics ou de maisons de commerce ;

10° Banqueroute frauduleuse ;

11° Destruction ou dérangement d'une voie ferrée ;

12° Baraterie de patrons ;

13° Insurrection de l'équipage d'un navire, dans le cas où les individus faisant partie de cet équipage se seraient emparés du bâtiment ou l'auraient livré à des pirates.

Art. 3. Quand il y aura lieu à l'extradition, tous les objets saisis qui peuvent servir à constater le délit ou les délits, ainsi que les objets provenant de vol, seront remis à la Puissance réclamante, soit que l'extradition puisse avoir lieu, l'accusé ayant été arrêté, soit

qu'elle ne puisse avoir son effet, l'accusé ou le coupable s'étant de nouveau échappé ou étant décédé.

Art. 4. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné pour une infraction qu'il a commise dans le Pays où il s'est réfugié, son extradition sera différée jusqu'à ce qu'il ait été jugé et qu'il ait subi sa peine. Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Art. 5. L'extradition ne sera accordée que sur la production soit d'un arrêt de condamnation, soit d'un mandat d'arrêt décerné contre l'accusé et expédié dans les formes prescrites par la législation du pays qui demande l'extradition, soit de tout autre acte ayant au moins la même force que ce mandat et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la pénalité applicable à ces faits.

Les pièces seront accompagnées, autant que possible, du signalement de l'individu réclamé.

Art. 6. Si le prévenu ou le condamné n'est sujet de celui des États contractants qui le réclame, l'extradition pourra être suspendue jusqu'à ce que son Gouvernement ait été, s'il y a lieu, consulté et invité à faire connaître les motifs qu'il pourrait avoir de s'opposer à l'extradition.

Dans tous les cas, le Gouvernement saisi de la demande d'extradition restera libre de donner à cette demande la suite qui lui paraîtra convenable, et de livrer le prévenu, pour être jugé, soit à son propre Pays, soit au Pays où le crime aura été commis.

Art. 7. L'extradition ne pourra avoir lieu que pour la poursuite et la punition des crimes communs. Toutefois, dans le cas où l'individu livré aura été reconnu coupable sur le chef d'accusation qui a motivé sa remise aux autorités du Pays requérant, il pourra être jugé et puni pour les délits communs poursuivis en même temps comme connexes du crime et constituant soit une circonstance aggravante, soit une dégénérescence de l'accusation principale.

Il est expressément stipulé que le prévenu ou le condamné dont l'extradition aura été accordée ne pourra être, dans aucun cas, poursuivi ou puni pour aucun crime ou délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente Convention.

Ne sera pas réputé délit politique, ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre la personne d'un souverain étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le

fait soit d'assassinat, soit d'empoisonnement, ou la tentative de ces crimes, soit de meurtre.

Art. 8. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, la poursuite ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du Pays où le prévenu s'est réfugié.

Art. 9. L'individu poursuivi pour l'un des faits prévus par la présente Convention pourra être arrêté préventivement sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt ou autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité compétente et produit par voie diplomatique.

L'arrestation provisoire pourra également être effectuée sur avis transmis par la poste ou par le télégraphe de l'existence d'un mandat d'arrêt, à condition que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au ministre des affaires étrangères du Pays sur le territoire duquel l'inculpé se sera réfugié.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du Gouvernement requis; elle cessera d'être maintenue si, dans six semaines à partir du moment où elle a été effectuée, le Gouvernement n'est pas régulièrement saisi de la demande d'extradition du détenu.

Art. 10. Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention, la garde, la nourriture et le transport des extradés, ou bien par le transport des objets mentionnés dans l'article 3 de la présente Convention, au lieu où la remise s'effectuera, seront supportés par celui des États respectifs sur le territoire duquel les extradés auront été saisis.

Art. 11. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, un des Gouvernements respectifs jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant la loi du Pays où les témoins seront invités à comparaître.

Les Gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire et de communication de pièces. Il en serait de même dans le cas où le transport des criminels pour cause de confrontation viendrait exceptionnellement à se produire.

Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du Pays auquel appartient le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et, en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour d'après les tarifs et réglemens en vigueur dans le Pays où l'audition devra avoir lieu.

Art. 12. La présente Convention ne sera exécutoire que vingt jours après sa publication ; elle continuera à être en vigueur pendant cinq années. Dans le cas où, six mois avant l'expiration de ce terme, aucun des Gouvernements contractants n'aurait déclaré y renoncer, elle sera valable pour cinq autres années, et ainsi de suite, de cinq ans en cinq ans.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de trois mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 4 juin 1869.

(L. S.) *Signé* : LA VALETTE. (L. S.) *Signé* : G. ADELSWARD.

HAVAI — RUSSIE

CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION, SIGNÉE A PARIS
LE 19 JUIN 1869.

Les soussignés, en vertu des instructions dont ils ont été munis, d'une part d'ordre du Gouvernement impérial de Russie, de l'autre du Gouvernement hawaïien, ont arrêté et signé les articles ci-après :

Art. 1^{er}. Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre la Russie et le Royaume hawaïien.

Art. 2. Les sujets de S. M. l'Empereur de toutes les Russies et ceux de S. M. le Roi des Iles hawaïiennes seront traités réciproquement sur le pied de la nation la plus favorisée.

Art. 3. Il est entendu toutefois que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police en vigueur dans chacun des deux pays, et applicables à tous les étrangers en général.

Art. 4. Il sera libre à chacune des parties contractantes d'établir des consuls généraux et agents consulaires dans les villes et ports des États et possessions de l'autre qui sont ouverts au commerce étranger. Toutefois, ces consuls généraux et agents n'entreront en fonctions qu'après avoir été approuvés et admis dans les formes usitées par le Gouvernement auquel ils sont envoyés. Ils exerceront toutes les fonctions et jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités qui appartiennent ou qui pourront appartenir aux consuls de la nation la plus favorisée. Dans le cas où ils se livreraient au com-

merce, ils ne pourront prétendre aux immunités accordées aux consuls fonctionnaires.

Art. 5. Dans le cas où un navire russe viendrait à faire naufrage sur les côtes du Royaume hawaïen ou un navire hawaïen sur les côtes de Russie, les autorités locales lui prêteront aide et assistance pour le sauvetage de la cargaison et sa restitution aux ayants-droit.

Art. 6. Le présent règlement de commerce et de navigation restera en vigueur pendant dix ans à dater de la signature de cet acte. Il pourra être renouvelé à l'expiration du terme de dix ans.

Art. 7. Les stipulations contenues dans le présent acte, rédigé en double expédition en anglais et en français, obtiendront la confirmation des Gouvernements respectifs, et les déclarations, munies à cet effet des formalités requises, seront échangées à Paris dans le délai de six mois, ou plus tôt, si faire se peut.

Paris, le 49 juin 1869.

(L. S.) *Signé* : Comte E. DE STACKELBERG. (L. S.) *Signé* : C. DE VARIGNY.

CONFÉDÉRATION ARGENTINE — CHILI

CONVENTION D'EXTRADITION, SIGNÉE A SANTIAGO DE CHILI
LE 9 JUILLET 1869.

La République Argentine et la République du Chili, désirant faciliter l'administration de la justice et assurer le châtimement des crimes commis sur le territoire des deux nations, et dont les auteurs ou complices voudraient échapper à la vindicte des lois en se réfugiant d'un pays dans l'autre, ont résolu de conclure une convention reposant sur la base d'une parfaite réciprocité et déterminant des règles fixes, pour l'extradition des accusés ou condamnés par les tribunaux compétents, pour l'un des crimes spécifiés dans la susdite convention.

Ils ont en conséquence nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. Exc. le Président de la République Argentine, M. Félix *Frias*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la République du Chili ;

S. Exc. le Président de la République du Chili, M. Domingo *Santa-Maria*.

Lesquels plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1^{er}. La République Argentine et la République du Chili s'engagent, par la présente convention, à se remettre réciproquement les individus réfugiés d'un des deux pays dans l'autre, qui seraient poursuivis ou condamnés pour les crimes énumérés dans l'article suivant.

Art. 2. Les crimes autorisant l'extradition sont :

- 1° L'assassinat;
- 2° L'homicide, à moins qu'il n'ait été commis pour la défense propre ou par imprudence;
- 3° Le parricide ;
- 4° L'infanticide ;
- 5° L'empoisonnement ;
- 6° L'association de malfaiteurs, le vol ;
- 7° L'extorsion de titres et de signatures ;
- 8° L'incendie volontaire ;
- 9° Le vol avec violence, escalade, effraction ou autre circonstance aggravante lui donnant le caractère de crime ou de vol classifié, et auquel les lois des deux pays appliquent une peine afflictive ou infamante ;
- 10° La falsification d'écritures publiques ou authentiques, de documents privés, de notes ou billets de banque, de titres de la dette publique de chacun des deux Gouvernements, de traites, chèques, billets à ordre ou autres effets de commerce ; mais on ne pourra comprendre dans les susdites falsifications celles qui, selon la législation du pays où elles se seraient effectuées, n'entraînent pas de peine corporelle, afflictive ou infamante ;
- 11° Falsification, introduction ou circulation de fausse monnaie, falsification ou altération de papier-monnaie et des sceaux ou timbres de l'État sur les timbres-poste ou sur les autres effets publics, comme aussi l'émission ou la circulation de ces effets falsifiés ou adultérés ;
- 12° Falsification des coins ou sceaux de l'État qui s'emploient pour monétiser ou sceller les espèces métalliques ;
- 13° Soustraction de capitaux publics et concussion commises par des fonctionnaires publics, mais seulement dans les cas où les délits emporteraient une peine infamante, eu égard à la législation du pays où ils auraient eu lieu ;
- 14° Banqueroute ou faillite frauduleuse ;
- 15° Baratterie, toutes les fois que les faits qui la constituent et la législation du pays auquel le navire appartiendrait, seraient de nature à entraîner pour ses auteurs une peine corporelle, afflictive ou infamante ;
- 16° Révolte de l'équipage d'un navire quand les individus qui le

composent se sont emparés du bâtiment ou l'ont remis à des pirates ;

17° Soustraction frauduleuse d'argent, espèces, titres ou effets appartenant à une compagnie ou société industrielle ou commerciale, ou autre corporation, par une personne qui y serait employée, jouirait de sa confiance ou agirait en son nom, toutes les fois que cette société est légalement établie et que les lois frappent les dits crimes d'une peine infamante.

L'extradition s'appliquera aux individus accusés ou condamnés comme auteurs ou comme complices de ces crimes.

Art. 3. Les criminels pourront être réclamés directement par les Gouvernements des deux pays, ou par l'entremise des agents diplomatiques ou consulaires, ministres ou officiers publics, dûment autorisés à cet effet.

Art. 4. L'extradition n'aura lieu qu'autant que la puissance réclameante produira les documents qui suffiraient en vertu des lois en vigueur dans les pays d'où émane la réclamation, pour arrêter et mettre en jugement le criminel, si le délit avait été commis sur son territoire.

Art. 5. Nonobstant ce qui est stipulé à l'article antérieur, chacun des deux Gouvernements se réserve la faculté de demander, par voie diplomatique, l'arrestation immédiate et provisionnelle d'un fugitif quelconque, prévenu ou coupable d'un crime, en s'engageant à présenter dans le terme de deux mois, ou moins, si possible, les documents justificatifs de la demande formelle d'extradition.

Si l'arrestation étant autorisée, ce délai venait à expirer sans que les documents mentionnés eussent été produits, le prisonnier serait mis immédiatement en liberté.

Art. 6. Si l'individu réclamé avait été mis en jugement pour un crime ou délit qu'il eût commis dans le pays où il a trouvé asile, l'extradition serait différée ou ajournée jusqu'à la conclusion du jugement suivi contre lui, ou jusqu'à ce qu'il eût souffert la peine qui lui serait infligée.

Il en sera de même, si, au moment où on réclame son extradition, il se trouvait accomplissant une condamnation antérieure.

Art. 7. Dans aucun cas, le fugitif qui aurait été livré à l'un des deux Gouvernements, ne pourrait être puni pour des délits politiques antérieurs à la date de l'extradition ou qui s'y rapporteraient, ni pour un autre crime ou délit, non compris dans ceux énumérés par la présente convention.

Les faits d'assassinat, d'homicide ou d'empoisonnement contre le chef d'un Gouvernement étranger seront réputés crimes politiques au point de vue de l'extradition.

Art. 8. L'extradition n'aura point lieu si un temps suffisant s'est écoulé pour que le prévenu ou le condamné puisse opposer la prescription de la peine ou de l'action judiciaire, en vertu des lois du pays où il s'est réfugié.

Art. 9. Si le criminel était réclamé par plus d'un État, avant sa remise par les Gouvernements respectifs, il serait remis de préférence à celui sur le territoire duquel il a commis le plus fort délit, ou, si la gravité du délit était égale, à celui qui l'aurait le premier réclamé.

Art. 10. Quand le délit pour lequel un coupable est poursuivi, est puni d'une peine moindre dans un des États contractants, les tribunaux de la nation qui le réclame ne pourront lui appliquer que la peine inférieure.

Art. 11. Si le coupable était citoyen du pays où il a cherché un refuge, et s'il préfère être jugé par les tribunaux de sa patrie, le Gouvernement de ce dernier État ne sera point obligé à l'extradition, et il sera jugé par les dits tribunaux, en conformité du procès suivi au lieu où le délit a été commis. A cet effet, les tribunaux de l'un et l'autre pays s'entendront pour l'expédition des dépêches et lettres d'instance nécessaires au cours de la cause.

Art. 12. Les objets, meubles que l'accusé aura dérobés et qui se trouveront en son pouvoir quand s'effectuera l'arrestation, et ceux qui pourraient servir de preuve du délit qui lui serait imputé, seront saisis et remis au moment où l'extradition aura lieu.

Art. 13. Les Gouvernements renoncent à la restitution des frais qu'occasionneraient la saisie, la détention, l'alimentation et le transport de l'inculpé, jusqu'au territoire du pays où il serait mis en jugement.

Art. 14. La présente convention est souscrite pour dix années à partir du jour de l'échange des ratifications : passé ce terme, elle sera tacitement provoquée année par année, jusqu'à ce qu'une des parties contractantes ait notifié à l'autre son intention d'y mettre fin, douze mois après que la dite notification en sera faite.

Art. 15. Cette convention sera ratifiée et les ratifications échangées à Santiago dans le délai d'une année, à partir du présent jour.

En foi de quoi, les soussignés plénipotentiaires de la République Argentine et de la République du Chili, ont signé et scellé de leurs cachets respectifs ledit traité, fait à Santiago de Chili le neuvième jour du mois de juillet de l'an de Notre Seigneur mil huit cent soixante-neuf.

(L. S.) *Signé* : FÉLIX FRIAS.

(L. S.) *Signé* : DOMINGO SANTA-MARIA.

GUATEMALA — ITALIE

CONVENTION POUR L'EXTRADITION DES MALFAITEURS, SIGNÉE A
GUATEMALA LE 25 AOUT 1869.

' S. M. le Roi d'Italie et S. Exc. le Président de la République du Guatemala, désirant assurer la répression des délits commis sur leurs territoires respectifs, dont les auteurs ou complices se seront soustraits à la rigueur des lois en se réfugiant d'un pays dans l'autre, ont résolu de conclure une convention d'extradition, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Italie : M. Giuseppe *Anfora*, duc de Licignano, officier de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, consul général, chargé d'affaires pour les Républiques de l'Amérique centrale, et

S. Exc. le Président de la République du Guatemala : Don Pedro de *Aycinéna*, conseiller d'État, grand'croix de l'ordre de Saint-Grégoire, officier de l'ordre royal de Léopold de Belgique, chevalier du Lion néerlandais, secrétaire d'État pour les affaires étrangères;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement d'Italie et le Gouvernement du Guatemala s'engagent à se livrer réciproquement les individus réfugiés sur le territoire de l'une des parties contractantes et poursuivis et condamnés comme auteurs des crimes et délits énumérés dans l'article 2, commis sur le territoire de l'autre.

Art. 2. L'extradition sera accordée pour infractions aux lois pénales dénommées ci-après, lorsque ces mêmes infractions, conformément à la loi italienne ou à la législation du Guatemala, entraîneront des peines criminelles :

- 1° Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, homicide;
- 2° Coups et blessures volontaires ayant occasionné la mort;
- 3° Bigamie, rapt, viol, avortement, prostitution ou corruption de mineurs de la part des parents ou de toute autre personne chargée de leur surveillance;
- 4° Enlèvement, séquestration, suppression d'enfants, substitution d'un enfant à un autre, supposition d'enfant à une femme qui n'a pas accouché;
- 5° Incendie;
- 6° Dommages volontaires aux chemins de fer ou aux télégraphes;
- 7° Association de malfaiteurs, extorsions violentes, rapine, vol

qualifié et conséquence, vol avec violence et effraction, et vol sur la voie publique ;

8° Contrefaçon et altération des monnaies, introduction et émission frauduleuse de fausse monnaie, contrefaçon des rentes et obligations de l'État, des billets de banque et de tout autre effet public, émission, mise en usage de ces titres. Contrefaçon des actes émanés du pouvoir souverain, des sceaux, poinçons, cachets, marques de l'État et des administrations publiques, mise en usage de ces objets contrefaits ; faux en écriture publique ou authentique, en écriture privée, de commerce et de banque, et mise en usage des écritures falsifiées ;

9° Faux témoignage et fausse expertise, subornation de témoins et d'experts, calomnie et complicité dans ces délits ;

10° Soustractions commises par des fonctionnaires publics ;

11° Banqueroute frauduleuse et participation à une banqueroute frauduleuse ;

12° Faits de baraterie ;

13° Sédition à bord d'un navire, quand les personnes composant l'équipage se seront emparées du bâtiment par fraude ou violence, ou l'auront livré à des pirates ;

14° Abus de confiance, tromperie ou fraude. Pour ces infractions, l'extradition en sera accordée, bien qu'elles ne soient punies que de peines corporelles, lorsque la valeur des objets dépassera mille livres. Il est convenu que l'extradition sera également accordée pour toute complicité aux infractions susdites.

Art. 3. L'extradition ne sera jamais accordée pour crimes ou délits politiques. L'individu qui sera extradé pour d'autres infractions ne pourra, en aucun cas, être poursuivi ou condamné pour crime ou délit politique commis antérieurement ni pour aucun fait relatif à ce crime ou délit.

Le même individu ne pourra être poursuivi ou condamné pour toute autre infraction antérieure à l'extradition, qui n'aura pas été prévue par la présente convention, à moins que, après avoir été puni ou définitivement acquitté du délit qui a motivé l'extradition, il ait négligé de quitter le pays avant l'expiration d'un délai de trois mois ou y soit retourné par la suite.

Art. 4. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, les poursuites pénales ou la condamnation, il est avéré que la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays où l'inculpé ou le condamné s'est réfugié.

Art. 5. En aucun cas et sous aucun motif, les hautes parties contractantes ne seront tenues de livrer leurs propres nationaux.

Lorsque, d'après les lois en vigueur dans l'État auquel le coupable

appartient, il y aura lieu à le poursuivre à raison d'infractions commises dans l'autre État, le Gouvernement de ce dernier devra communiquer les informations et les pièces constituant le corps du délit et tout autre document ou éclaircissement requis pour le procès.

Art. 6. Si l'individu accusé ou condamné est étranger aux deux États contractants, le Gouvernement qui devra accorder l'extradition informera celui du pays auquel le poursuivi appartient de la demande faite, et, si ce dernier Gouvernement réclame pour son propre compte le prévenu pour le faire juger par ses tribunaux, le Gouvernement auquel la demande d'extradition aura été adressée pourra à son choix le livrer à l'autre Gouvernement sur le territoire duquel le crime ou le délit a été commis ou auquel l'individu appartient.

Si le prévenu ou condamné réclamé en vertu de la présente convention par une des parties contractantes est réclamé par un autre ou plusieurs autres Gouvernements pour crimes ou délits commis sur leur territoire respectif par le même individu, il sera livré de préférence au Gouvernement qui demande l'extradition du plus grave délit, et, dans le cas où les délits seraient de la même gravité, l'individu sera livré au Gouvernement dont la demande aura une date plus ancienne.

Art. 7. Lorsque l'individu réclamé est accusé ou condamné dans le pays où il s'est réfugié pour un crime ou délit commis dans ce même pays, son extradition pourra être différée jusqu'à la fin des poursuites ou l'accomplissement de la peine prononcée contre lui.

Art. 8. L'extradition sera toujours accordée, lors même que le prévenu viendrait, par ce fait, à être empêché de remplir des engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront toutefois faire valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 9. L'extradition sera accordée sur la demande adressée par l'un des deux Gouvernements à l'autre par voie diplomatique et sur la production d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force que ce mandat et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits.

Ces actes seront délivrés en original ou en expédition authentique, soit par un tribunal, soit par toute autre autorité compétente du pays qui demande l'extradition.

On formera en même temps, si c'est possible, le signalement de l'individu réclamé ou toute autre indication de nature à en constater l'identité.

Art. 10. Dans les cas urgents, et lorsqu'il y a danger de fuite, chacun des deux gouvernements, s'appuyant sur la base d'un arrêt de

condamnation ou mise en accusation, ou d'un mandat d'arrêt, pourra, par le moyen le plus prompt, et même par le télégraphe, demander et obtenir l'arrestation du condamné ou du prévenu, à condition de présenter dans le plus bref délai possible le document dont on a annoncé l'existence.

Art. 11. Les objets volés ou saisis en possession du condamné ou du prévenu, les instruments et outils dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit, ainsi que toute autre pièce de conviction, seront rendus en même temps que s'effectuera la remise de l'individu arrêté, même dans le cas où l'extradition, après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite du coupable.

Cette remise comprendra aussi tous les objets de la même nature que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays où il s'est réfugié et qui y seront trouvés plus tard.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets sus-mentionnés qui devront leur être rendus sans frais après la conclusion du procès criminel ou correctionnel.

Art. 12. Les frais d'arrestation, d'emprisonnement et de transport d'un individu dont l'extradition est accordée, ainsi que le transport des objets qui, d'après l'article précédent, devront être remis, seront supportés par les deux États dans les territoires respectifs.

L'individu réclamé sera conduit au port indiqué par le Gouvernement qui aura demandé l'extradition et aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 13. Lorsque dans la poursuite d'une affaire criminelle ou correctionnelle, l'un des deux gouvernements jugera nécessaire l'audition des témoins domiciliés sur le territoire de l'autre, ou tout autre acte d'instruction judiciaire, des lettres rogatoires seront à cet effet envoyées directement, par voie diplomatique, par la Cour d'appel du royaume d'Italie aux tribunaux supérieurs de la République de Guatemala et réciproquement, et lesdites autorités seront tenues d'y donner suite, en observant les lois du pays où le témoin est entendu ou bien où l'acte doit avoir lieu.

Art. 14. Dans le cas où la comparution du témoin sera nécessaire, le gouvernement du pays où il réside l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui aura été faite par l'autre gouvernement.

En cas de consentement du témoin, il sera muni du passeport nécessaire et les gouvernements respectifs se mettront d'accord pour fixer l'indemnité, laquelle lui sera payée par le gouvernement réclamant en raison de la distance et du séjour ou avec avance des sommes nécessaires.

En aucun cas, aucun témoin ne pourra être arrêté ou inquiété pour un fait antérieur à la demande de sa comparution durant son séjour obligatoire dans le lieu où le juge qui est chargé de l'entendre remplit ses fonctions, ni durant son voyage soit à l'aller soit au retour.

Art. 15. Si, à l'occasion d'une instruction criminelle ou correctionnelle dans l'un des deux États contractants, il devient nécessaire de procéder à la confrontation du prévenu avec d'autres coupables détenus dans l'autre État, ou de produire des convictions ou des documents judiciaires qui lui appartiennent, la demande devra en être faite par voie diplomatique et, excepté le cas où des considérations exceptionnelles s'y opposeraient, on devra toujours déférer à cette demande, à la condition toutefois de renvoyer le plus tôt possible les détenus et de restituer les pièces et documents sus indiqués.

Les frais de transport d'un État à l'autre des individus et des objets ci-dessus mentionnés, hormis ceux qui n'ont pas été nécessités pour l'exécution de la formalité énoncée dans l'article 13, seront supportés par le gouvernement qui en aura fait la demande dans les limites de leurs territoires respectifs.

Art. 16. Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement les condamnations pour crimes et délits de toute espèce, qui auront été prononcées par les tribunaux de l'un des deux États contre les sujets de l'autre. Cette communication sera effectuée par voie diplomatique, moyennant l'envoi du jugement prononcé et devenu définitif, au gouvernement du pays auquel appartient le condamné pour être déposé à la chancellerie du tribunal compétent.

Chacun des deux gouvernements donnera à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités de son ressort.

Art. 17. La présente convention est conclue pour cinq années à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucun des deux gouvernements n'aurait notifié, six mois avant l'expiration des cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera en vigueur pendant cinq autres années, et ainsi de suite de cinq en cinq années.

Art. 18. La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Guatemala dans le délai d'un an, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les deux plénipotentiaires l'ont signée en double exemplaire et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Guatemala, le 25 août 1869.

(L. S.) Signé : G. ANFORA.

(L. S.) Signé : P. DE AGCINEDA.

PRUSSE — ALLEMAGNE DU NORD — ZOLLVEREIN SUISSE

DISPOSITIONS SUR L'EXÉCUTION DE L'ART. 5 DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE DOUANE, DU 13 MAI 1869 (1) CONCERNANT SPÉCIALEMENT LES N^{OS} 2 A 7 ET LA STIPULATION V. B. DU PROTOCOLE FINAL, SIGNÉES A CARLSRUHE LE 27 AOÛT 1869.

ART. 1^{er} (*relatif à l'article 5, n^o 2, du traité.*)

Les prescriptions suivantes sont appliquées au bétail que l'on désire pouvoir, en franchise de droits de douane, conduire sur les marchés du territoire douanier de l'une des parties et réexporter ensuite s'il n'a pas été vendu.

§ 1.

Le bétail doit être annoncé à la sortie soit à l'entrée au bureau de douane.

§ 2.

Après révision, le bureau de douane expédie au conducteur du bétail un passavant spécifiant l'espèce du bétail, le nombre des têtes, la couleur, les signes particuliers qui peuvent exister et le délai de réimportation, soit de réexportation. Ce délai sera fixé suivant les besoins, même en dépassant les maximum qui seraient en usage dans les deux territoires.

§ 3.

La réimportation, soit la réexportation du bétail non vendu doit être annoncée au bureau de douane en lui présentant ce bétail. Le bureau de douane contrôle l'identité du bétail et lorsqu'il a trouvé tout en règle, il laisse emmener le bétail sans perception de droits.

§ 4.

L'exportation, soit la réexportation du bétail doit être constatée officiellement et certifiée sur le passavant.

§ 5.

Dans la règle le bétail doit passer par le même bureau de douane lors de son exportation et de sa réimportation, soit lors de son importation et de sa réexportation. Les autorités compétentes peuvent cependant permettre des exceptions.

§ 6.

L'expédition peut aussi avoir lieu par un bureau de douane de l'intérieur à cela autorisé.

(1) Voir ci-dessus, page 682.

Dans ce cas, le bureau de douane de sortie est chargé de constater l'exportation du bétail. Cette délégation a lieu sur le passavant où l'exportation du bétail doit être certifiée. Lors de la réimportation du bétail, le bureau de douane chargé de la dernière expédition pour la réimportation a à examiner s'il a été satisfait à cette prescription.

Lors d'une réexportation, l'expédition a lieu avec acquit à caution à destination du bureau de douane de sortie à la frontière.

S'il s'agit d'une importation ou d'une réimportation, le bureau de douane à la frontière expédie le bétail avec acquit à caution à destination du bureau de douane à l'intérieur.

§ 7.

En Suisse, tous les bureaux de péages principaux et secondaires sont autorisés à expédier le bétail pour les marchés; dans l'Union douanière allemande, cette compétence appartient à tous les bureaux de douane principaux et secondaires de 1^{re} classe, ainsi qu'aux autres offices à qui cette attribution a été conférée spécialement.

Lorsque dans ce mouvement une expédition par acquit à caution devient nécessaire (§ 6), elle doit être accomplie par un bureau de douane ayant la compétence d'y procéder.

ART. 2 (relatif à l'article 5, n° 3, du traité.)

Lorsqu'il est présenté à un bureau de douane des sacs, des tonneaux ou d'autres vases vides ayant la destination d'être réexportés, soit réimportés remplis, ou qu'il est présenté à un bureau de douane des sacs, des tonneaux ou d'autres vases remplis ayant la destination d'être réexportés soit réimportés vides, il y a lieu, pour le contribuable qui veut obtenir la franchise de droits, de les annoncer au bureau de douane lors de l'importation soit lors de l'exportation, en indiquant leur destination, le nombre, l'espèce, les marques et autres signes distinctifs, et de plus lorsqu'il s'agit de vases vides le poids de chaque espèce. Du reste, les dispositions de l'article 1, §§ 2 et suivants, sont applicables ici par analogie, et en règle générale l'on s'abstiendra aussi d'apposer des marques officielles pour constater l'identité.

ART. 3 (relatif à l'article 5, n° 4, du traité.)

Les prescriptions de l'article 1^{er} sont aussi applicables au bétail que l'on désire pouvoir, en franchise de droits, importer pour affouragement ou le faire pâturer et réexporter après qu'il a été à l'affouragement ou au paturage.

ART. 4 (relatif à l'article 5, n° 5, du traité.)

Aussi dans les cas où les cloches et caractères d'imprimerie sont

soumis à la refonte, la paille est donnée à tresser, la cire à blanchir, les déchets de soie à carder, dans un autre territoire douanier que celui de leur provenance, la franchise de droits lors de la réimportation, soit lors de la réexportation, est réglée en général par les dispositions de l'art. 1^{er}, que modifient toutefois les prescriptions suivantes :

1. La déclaration doit mentionner, indépendamment de la nature et de la quantité, le genre d'élaboration que doit subir la marchandise et, si la chose est demandée, le lieu et la fabrique où cette élaboration doit s'effectuer.

2. Lors de l'expédition, l'on constate officiellement la nature de la marchandise, le poids net par un pesage et en outre le poids brut pour les caractères et la cire importés. Le résultat de ces constatations est mentionné sur le passavant.

3. En ce qui concerne le délai de réimportation soit de réexportation, les dispositions de l'article 1^{er} sont applicables.

4. Lors de la réexportation soit de la réimportation, la nature et le poids net de la marchandise doivent être déclarés et lors de l'expédition le poids est constaté par un pesage.

Si le poids ainsi constaté est identique à celui qui a été vérifié officiellement lors de l'importation soit de l'exportation, la marchandise est relâchée sans perception de droit. De légères différences de poids ne sont pas prises en considération, mais lorsque de telles différences ont de l'importance il est procédé à l'acquiescement.

ART 5.

Les dispositions suivantes sont applicables au mouvement des marchandises désignées à l'art. 5, n° 6, du traité.

§ 1.

A. Tissus expédiés pour être lavés, blanchis, foulés, apprêtés, imprimés ou teints.

Celui qui veut expédier dans le territoire douanier de l'une des parties des tissus pour y être lavés, blanchis, foulés, apprêtés, imprimés ou teints et être réimportés après cette opération, doit, afin d'obtenir la franchise de droits, présenter au bureau de douane ou de contributions une déclaration en deux doubles de teneur identique indiquant :

1. Le nombre des pièces, le poids net des tissus et leur espèce, qui doit être désignée à la fois par la dénomination du tarif et par le nom spécial en usage ordinaire dans le commerce ;
2. La nature du perfectionnement ou du travail à effectuer ;
3. Le nom du bureau par lequel doit avoir lieu l'exportation ;
4. Le délai demandé pour la réimportation des tissus ;

5. La nature des marques que l'on désire voir apposer d'office pour constater l'identité de la marchandise, c'est-à-dire si l'on préfère l'empreinte d'un timbre, soit d'un cachet, ou le plombage;

6. Le nom du bureau par lequel on veut réimporter en franchise les tissus après leur élaboration.

§ 2.

Le délai demandé pour la réimportation en franchise doit, à moins qu'il n'y ait des circonstances particulières justifiant une autre décision, être accordé en entier, mais il ne peut dépasser douze mois sans une permission spéciale de l'autorité supérieure.

§ 3.

1. Lors de l'expédition, l'espèce, le nombre des pièces et leur poids net sont constatés d'office et chaque pièce est marquée à ses deux extrémités.

Mention de ces opérations est faite sur les deux doubles de la déclaration.

2. Puis les tissus sont emballés sous la surveillance de l'office et lorsque le bureau d'expédition est en même temps le bureau de sortie, ils sont exportés. Jusqu'à ce que soit effectuée l'exportation, qui doit être certifiée sur les deux doubles de la déclaration, les marchandises restent sous le contrôle permanent de l'autorité douanière. Si les tissus doivent être exportés par un autre bureau, les colis renfermant les tissus emballés sous la surveillance de l'office, sont pourvus d'une fermeture officielle, et le poids brut de chaque coli est constaté. Puis l'on fait mention de ces opérations sur les deux doubles de la déclaration, en ajoutant l'indication de la marque de chaque coli et de la fermeture officielle apposée. Après cela le bureau d'expédition remet au déclarant les marchandises ainsi assurées.

Il incombe au déclarant de présenter la marchandise au bureau de douane de sortie désigné et de faire certifier sur sa déclaration, par ce bureau, que l'exportation a eu lieu.

3. Le déclarant reçoit, à titre de pièce justificative, un double de la déclaration qui lui tient lieu de passavant.

Quant au second double, il est retenu par le bureau d'expédition si la réimportation doit s'effectuer par le même bureau; dans le cas contraire, il est transmis par le bureau d'expédition au bureau par lequel on désire réimporter les tissus après leur élaboration. Dans ce dernier cas, le déclarant remet de plus au bureau d'expédition une copie de la déclaration qui est certifiée conforme par celui-ci et retenue comme pièce justificative pour les registres.

§ 4.

L'expédition finale pour l'entrée des tissus destinés à être réexportés après avoir été élaborés peut avoir lieu à un bureau de douane compétent à la frontière ou à l'intérieur. Dans ce dernier cas, la marchandise est expédiée par le bureau de frontière sous le contrôle d'un acquit à caution à un bureau de douane de l'intérieur, en observant les prescriptions en vigueur dans chaque territoire douanier.

§ 5.

Pour servir à la dernière expédition pour l'entrée, le destinataire remet au bureau de douane (§ 4) une déclaration écrite en deux doubles, de teneur identique. Cette déclaration doit renfermer les indications mentionnées au § 1 sous nos 1 et 2, déterminer de plus le délai demandé pour la réexportation en franchise des tissus et enfin si le déclarant juge suffisantes les marques apposées par le bureau de douane de départ pour constater l'identité de la marchandise ou s'il désire qu'il en soit apposé d'autres.

Ensuite le bureau constate l'espèce de la marchandise en tenant compte de la déclaration, le nombre des pièces et leur poids, qui font l'objet d'une vérification spéciale, fixe le délai de réexportation et statue sur les marques destinées à reconnaître l'identité de la marchandise.

En ce qui concerne le délai, les dispositions mentionnées au § 2 font règle.

Quant aux marques destinées à constater l'identité, celles apposées par le bureau de départ doivent être admises comme suffisantes; cependant le bureau d'expédition a le droit d'en apposer d'autres et il y est astreint dès que le déclarant le demande.

Le résultat de l'expédition doit être mentionné sur la déclaration d'entrée.

§ 6.

L'expédition étant terminée, la marchandise est remise au destinataire avec un double de la déclaration. Le bureau d'expédition retient par devers lui l'autre double de la déclaration.

§ 7.

Bien qu'en général le délai concédé pour la réexportation doive être observé, le bureau qui procède à la dernière expédition pour l'entrée peut, sur la demande des intéressés, accorder une prolonga-

tion de délai. Cependant lorsqu'une telle prolongation devrait avoir pour résultat un délai total dépassant douze mois, il faudrait, à te-
neur du § 2, demander une permission spéciale à l'autorité supérieure.

Il incombe à l'intéressé de demander au bureau de départ la por-
longation de délai qui peut lui être nécessaire pour la réimportation.

§ 8.

L'élaboration étant achevée, les tissus destinés à la réexportation
sont remis au bureau qui a procédé au dernier acquittement pour
l'entrée avec une déclaration écrite, indiquant l'espèce, le nombre
des pièces, le poids net et la nature de l'élaboration effectuée. Cette
déclaration doit rappeler l'expédition pour l'entrée et être accompa-
gnée de la déclaration qui avait été remise à l'intéressé lors de l'expé-
dition pour l'entrée.

Lorsque les tissus doivent sortir par un autre bureau, la déclaration
présentée pour la réexportation mentionne aussi le nom de ce bureau.

§ 9.

L'identité de la marchandise se constate par l'examen des marques
existant sur les pièces et le poids net par le pesage.

La constatation du poids net a toujours lieu pour l'envoi tout en-
tier. En revanche, lorsqu'il n'y a pas de raisons particulières de dou-
ter et qu'il s'agit d'envois considérables, l'on peut se borner à véri-
fier, par forme d'essai, les marques d'identité de la moitié des pièces.
Aux bureaux principaux, bureaux secondaires et bureaux d'un rang
inférieur pourvus d'une autorisation spéciale, le chef du bureau
peut, s'il le juge à propos, restreindre cette vérification au 5 % des
pièces présentées.

La révision effectuée, la marchandise est exportée sous contrôle
douanier, lorsque le bureau d'expédition est en même temps le bu-
reau de sortie à la frontière, et la réexportation est certifiée sur la
déclaration de réexportation qui reste au bureau.

Lorsque la marchandise doit sortir par un autre bureau, elle est
emballée sous la surveillance officielle, les colis sont placés sous fer-
meture officielle, le poids brut en est constaté et ils sont expédiés
avec acquit à caution à destination du bureau de sortie à la frontière.

§ 10.

Lorsque les tissus compris dans une même déclaration pour l'en-
trée sont retournés par envois successifs, il est jusqu'à épuisement total
de la déclaration d'entrée, fait mention de ces envois partiels sur le...

deux doubles de cette déclaration. Ou bien, ils sont consignés d'office sur des listes spéciales réunies aux deux doubles de la déclaration par un timbre commun. Dans ce cas, le bureau d'expédition attend le dernier envoi partiel pour retenir la déclaration d'entrée de l'expéditeur avec la liste des réexportations partielles.

§ 11.

Lorsque les marchandises rentrent dans l'État d'où elles proviennent primitivement, par un autre bureau que celui de réimportation, elles sont dirigées sur le bureau de réimportation avec acquit à caution du bureau qui en fait la première expédition.

§ 12.

Le contribuable doit déclarer les tissus rentrant au bureau chargé de procéder à la dernière expédition pour la réimportation, de la même manière que la chose est prescrite au § 8 pour le cas de réexportation. Dans cette déclaration il rappelle la déclaration pour la sortie, et il produit le double qui en a été remis à l'expéditeur (§§ 1 et 3).

Le bureau procède à la révision de la marchandise; il examine si, lors de la première exportation, la sortie n'aurait pas dû s'effectuer par un autre bureau, si l'exportation a eu lieu régulièrement et est certifiée, et dans le cas où l'expédition ne souève pas de difficultés, il met la marchandise à la libre disposition du commerce.

La révision a lieu en conformité des dispositions contenues au § 9.

§ 13.

Lorsque les tissus compris dans la même déclaration de sortie (§ 1) rentrent par envois successifs, il y a lieu d'observer la marche prescrite au § 10.

§ 14.

Dans la règle l'expédition finale pour la réimportation en franchise des tissus ouverts a lieu au bureau désigné à cet effet dans la déclaration primitive de sortie (§ 1 n° 6). Celui qui désirerait qu'elle eût lieu à un autre bureau, doit, avant le départ de la marchandise, adresser sa demande au bureau de réimportation désigné dans la déclaration (§ 1 n° 6). S'il n'a aucune objection à élever contre la demande, ce bureau en informe le requérant. De plus il met au fait de l'affaire le bureau que l'on désire voir chargé de l'expédition finale pour la réimportation et lui transmet la déclaration de sortie qu'il avait retenue (§ 1).

§ 15.

Dans la règle il n'est pas loisible de faire expédier pour la réimportation en franchise par divers bureaux, des envois partiels compris dans la même déclaration de l'expéditeur primitif.

Néanmoins une exception est admise lorsque, par suite de circonstances particulières, le changement de destination de quelques parties de l'envoi total est devenu nécessaire, et qu'il n'y a pas d'inconvénient à la chose au point de vue de la sécurité de la perception des droits de douane. Dans ce cas la demande est adressée au bureau de réimportation désigné dans la déclaration de sortie (§ 1 n° 6) qui fait rapport à ce sujet à l'autorité supérieure. Celle-ci statue sur l'admission de la demande et détermine les formalités à observer.

§ 16.

Sont autorisés à procéder aux expéditions finales pour l'exportation et la réimportation et pour l'importation et la réexportation, mentionnées aux paragraphes précédents.

En Suisse les bureaux de péages principaux.

Dans l'Union douanière allemande les bureaux principaux.

Cependant, en cas de besoin, cette compétence sera aussi attribuée dans les deux territoires douaniers par la direction des douanes aux bureaux secondaires et d'un rang inférieur partout où ils comptent deux fonctionnaires et où un fonctionnaire d'un rang supérieur peut être appelé chaque fois pour procéder à une expédition semblable.

§ 17.

Dans le cas où les tissus ouvrés présentés à l'expédition pour la réexportation ou la réimportation offrent des différences de poids, il n'est pas perçu de droit lorsque le nombre des pièces est le même et que les marques d'identité apposées aux deux extrémités des pièces se retrouvent.

§ 18.

Dans la règle les tissus portés sur une déclaration pour l'exportation soit pour l'importation doivent lors de la réimportation être déclarés et passés en écriture, en se référant chaque fois à cette déclaration.

Mais lorsqu'il s'agit d'un mouvement continu et que durant une période déterminée un expéditeur se propose de faire à diverses reprises des envois de tissus de la même espèce d'un territoire dans l'autre pour y subir la même élaboration, l'autorité supérieure peut permettre une exception en prescrivant des mesures de contrôle par-

ticulières. Les formalités essentielles à observer, dans de tels cas, sont les suivantes :

1. Le trafic de l'expéditeur fera l'objet d'un registre de passavants spécial ou d'un compte particulier dans le registre général des passavants.

2. Les déclarations d'exportation et de réimportation soit d'importation et de réexportation renfermeront les mots « au compte spécial » pour indiquer que les marchandises appartiennent au mouvement concédé à cet expéditeur.

3. Les expéditions et les décharges des envois qui sont réexportés, soit réimportés ont lieu sans référence aux diverses déclarations d'entrée soit de sortie.

4. A l'échéance d'un laps de temps fixé par l'autorité supérieure, les totaux des envois exportés soit importés et des envois réimportés soit réexportés soit arrêtés. Par là il est constaté si tous les envois exportés soit importés dans ce laps de temps ont été réimportés soit réexportés, et si par conséquent le droit à effectuer une perception de taxe est réglé ou bien s'il existe encore et pour quelle quantité.

Après avoir eu connaissance du résultat de cette constatation, l'autorité supérieure statuera, s'il y a lieu de percevoir les droits, d'accorder une prolongation de délai pour la réimportation soit réexportation des pièces de tissus faisant encore défaut, ou bien de rapporter ces dernières au compte d'une nouvelle période.

§ 19.

Lorsque dans l'État où s'opère l'élaboration, les tissus pourvus de marque d'identité sont divisés en morceaux, le droit à la franchise de taxe ne se perd pas nécessairement. Mais pour cela il faut obtenir d'avance une permission donnée par l'autorité douanière supérieure de l'État où a lieu l'élaboration avec le consentement de l'autorité douanière supérieure de l'État d'où provient l'envoi. Il faut de plus que la coupure ait lieu en observant exactement les mesures de contrôle convenues entre les deux autorités douanières supérieures. Lorsque la coupure s'effectue après l'élaboration, l'on peut se passer d'apposer des marques spéciales pour constater l'identité et se contenter de la fermeture du colis. S'il n'intervient pas d'entente entre les deux autorités douanières supérieures, et qu'il y ait néanmoins division des tissus, la franchise de droit ne peut plus être réclamée de l'État d'où a eu lieu l'expédition, même dans le cas où l'autorité douanière supérieure de l'État où s'effectue l'élaboration aurait permis la division des tissus.

B. Tissus expédiés pour être brodés.

Les dispositions figurant sous lettre A sont pour l'essentiel applicables aux tissus que l'on désire envoyer en franchise de droit de sortie soit d'entrée d'un territoire dans l'autre pour y être brodés. De plus il y a lieu d'observer les prescriptions suivantes :

1. Lorsque les tissus à broder sont accompagnés des matériaux nécessaires pour ce travail, les dits matériaux doivent lors de l'exportation soit de l'importation être portés sur la même déclaration que les tissus, mais y former un article spécial indiquant la dénomination du tarif applicable et leur poids net. Lorsque à la réexportation soit à la réimportation des tissus brodés leur poids, ou, s'ils sont accompagnés de matériaux à broder encore non employés de l'espèce constatée au départ, le poids de ces matériaux réunis à celui des tissus brodés correspond au poids total des tissus non brodés et des matériaux envoyés pour les broder, que le nombre des pièces de tissus est le même, et que les marques d'identité apposées sur ces pièces se retrouvent, il n'y a pas de perception de droit. Quand les différences de poids sont minimes, il n'est pas non plus procédé à une perception. Si elles sont considérables et que les autres réquisits sus-mentionnés existent, les droits sont prélevés d'après la rubrique du tarif applicable aux matériaux pour broder.

2. Même dans le cas où le brodeur fournit les matériaux pour broder, de minimes différences de poids ne sont pas prises en considération. Lorsque le poids des tissus brodés dépasse notablement celui des tissus non ouvrés et que, du reste, les autres réquisits mentionnés sous n° 1 existent, il est prélevé du surpoids le droit de sortie en vigueur dans l'Etat d'importation soit de réexportation et le droit d'entrée dans l'Etat d'exportation soit de réimportation. Ce droit se prélève d'après la rubrique du tarif applicable aux matériaux employés pour la broderie.

3. Les mesures de contrôle mentionnées sous lettre A sont aussi, en général, applicables par analogie aux tissus expédiés pour être brodés.

C. Autres articles mentionnés au chiffre 6 de l'article 3 du traité.

Les prescriptions indiquées sous lettre A sont aussi, en général, applicables aux filés expédiés pour être lavés, blanchis, apprêtés, imprimés ou teints ; aux objets destinés à être vernis, polis ou peints ; aux filés pour la confection de dentelles ou d'ouvrages de passementerie ; aux peaux destinées à la préparation du cuir et de fourrures ;

aux filés en chaînes tondues, aussi collées, pour la fabrication de tissus, enfin aux filés à tricoter.

Afin de pouvoir constater l'identité

a. Il sera posé des plombs ou des cachets à une ficelle tenant les échevaux de filés destinés à être lavés, blanchis, apprêtés (collés), imprimés ou teints;

b. Les objets destinés à être vernis, polis ou peints seront pourvus d'un cachet ou d'une empreinte de cachet sur le côté qui doit rester non verni, non poli ou non peint, ou bien il y sera passé une ficelle pourvue de cachets ou de plombs, ou enfin il sera pris telle autre mesure propre à atteindre le même but;

c. Lorsqu'il s'agit de filés (fils retors, ganses, chenilles, etc.) destinés à la confection de dentelles ou d'ouvrages de passementerie et de filés pour tricoter, l'on retiendra des échantillons et reconnaitra le poids des filés et accessoires qui peuvent les accompagner (tels que boutons, jais, etc.);

d. Lorsqu'il s'agit de filés en chaînes tondues (aussi collées), il est posé des plombs ou des cachets sur une ficelle à as-ujettir à l'extrémité de la chaîne et le poids de celle-ci est reconnu. L'on retient un échantillon du filé pour trame qui accompagne l'envoi et l'on en fixe aussi le poids;

e. Lorsqu'il s'agit de peaux brutes destinées à être élaborées en cuir, l'on appose sur le côté velu des peaux un timbre de grandeur convenable formé de coupures profondes; lorsqu'il s'agit de peaux qui entrent pour servir à la confection des fourrures, l'on contrôle l'espèce, le nombre des pièces et le poids.

ART. 6 (relatif à l'art. 5, n° 7, du traité.)

Les prescriptions énumérées sous lettre A sont aussi, en général, applicables aux autres objets introduits sur le territoire de l'une des parties pour être réparés, travaillés ou perfectionnés et ensuite réexportés (article 5, n° 7, du traité).

La disposition précitée du traité subordonne la réimportation en franchise d'objets de cette catégorie à la condition que leur nature essentielle et leur *dénomination* restent les mêmes. Il est à observer que, par l'expression *dénomination*, il faut entendre non pas la *dénomination* du tarif, mais seulement celle de l'objet en lui-même.

Si l'on désire effectuer la réimportation en franchise par un autre bureau que par le bureau de départ primitif de la marchandise, une telle demande doit être annoncée avant qu'il ait fait la première expédition de la marchandise, et, lorsqu'il est possible d'assurer la con-

statation de l'identité, l'autorité douanière supérieure fixera suivant les circonstances du cas les mesures à prendre dans ce but.

Les différences de poids à acquitter à teneur de l'article V. B. 2, du Protocole final, sont taxées d'après la rubrique du tarif applicable aux matières employées pour les réparations.

ART. 7. (*dispositions générales*).

Toutes les expéditions prévues dans les dispositions précédentes ont lieu en franchise de toute finance; en particulier, le bureau de douane doit fournir le matériel nécessaire pour les cachets et plombs destinés à former les marques d'identité et les fermetures, sans réclamer pour cela aucune espèce d'indemnité.

Ne sont pas considérées comme finances les frais provenant d'expéditions effectuées sur la demande de particuliers en dehors de la localité où est situé le bureau de douane.

2. Les droits de sortie soit d'entrée exigibles dans le cas où la réexportation soit la réimportation n'aurait pas lieu ou serait effectuée d'une manière irrégulière, doivent sur la réquisition du bureau de douane, être assurés conformément aux dispositions en vigueur dans les deux territoires douaniers. Le bureau de douane mentionnera sur le papier de légitimation du conducteur de la marchandise (passavant, déclaration) comment cette formalité a été remplie, et lorsque les droits garantis auront cessé de pouvoir être exigibles, les sûretés seront rendues aux intéressés moyennant quittance.

3. Si dans des cas sus-mentionnés, la réexportation soit la réimportation des marchandises n'a pas lieu dans le délai fixé, ou que l'intéressé ne puisse pas représenter le papier de légitimation (passavant, déclaration) qui lui a été remis pour le restituer plus tard, le droit à la franchise de taxe est éteint. Cependant, lorsque des cas semblables n'offrent d'ailleurs rien de suspect, l'administration douanière que cela concerne, usera de toute l'indulgence possible.

4. L'administration douanière de chacune des parties contractantes peut renoncer à appliquer tout ou partie des mesures de contrôle convenues, mais il ne lui est pas loisible de leur ajouter ou substituer des mesures qui aggraveraient la position des contribuables.

5. En ce qui concerne la tenue des registres, les dispositions applicables dans chacun des deux territoires douaniers demeurent en vigueur.

Fait à Carlsruhe, le 27 août 1869.

(L. S.) *Signé* : J. MEYER. (L. S.) *Signé* : V. LESSING L. S.) *Signé* : MAURER.)

(L. S.) *Signé* : WIEDENMANN. (L. S.) *Signé* : VÖLTER).

ESPAGNE — SUISSE

DÉCLARATION SUR LE TRAITEMENT RÉCIPROQUE A L'ÉGAL DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE EN MATIÈRE COMMERCIALE, CONCLUE A MADRID LE 27 AOÛT 1869.

Le soussigné consul général de la Confédération suisse à Madrid, eu égard aux assurances que lui a données Son Excellence Monsieur Manuel *Silvela*, ministre des affaires étrangères d'Espagne, que les citoyens suisses, leurs effets et marchandises seraient traités dans toute l'étendue de la monarchie espagnole en matière de douanes et de commerce sur le même pied que celui des nations les plus favorisées, déclare par la présente en vertu des pleins-pouvoirs que lui a conférés le Conseil fédéral de la Confédération suisse, que les citoyens espagnols, leurs effets et leurs marchandises provenant de l'Espagne destinés à la consommation de la Suisse ou envoyés en transit par cet État, seront traités quant aux formalités et droits d'importation, d'exportation, de transit, d'octroi et en général à toutes les lois fiscales, à l'égal des nations les plus favorisées, qu'il s'agisse de concessions faites jusqu'à ce jour ou de celles qui seront faites à l'avenir.

La présente déclaration entrera en vigueur aussitôt qu'elle aura été ratifiée par les deux parties, et elle demeurera obligatoire durant une période de dix ans et au-delà jusqu'à ce que l'une des hautes parties contractantes ait notifié officiellement à l'autre, une année à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi le sousigné signe la présente déclaration et y appose son cachet à Madrid, le ving-sept août mil huit cent soixante-neuf.

(L. S.) Signé : PAUL CHAPUY.

Une semblable déclaration a été signée le même jour par M. Manuel *Silvela* ministre d'État.

AUTRICHE-HONGRIE — CHINE

TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION, SIGNÉ A PÉKIN
LE 2 SEPTEMBRE 1869.

S. M. l'Empereur d'Autriche. Roi de Bohême et Roi apostolique de Hongrie, d'un côté, et S. M. l'Empereur de Chine, d'autre part,

animés du désir sincère d'établir des relations d'amitié entre les États en question, ont résolu de consolider ces relations par un traité d'amitié, de commerce et de navigation avantageux des deux côtés et utile aux sujets des deux hautes puissances contractantes. A cet effet, ils ont nommé pour leurs Plénipotentiaires :

S. M. Royale apostolique;

Son contre-amiral Antoine, baron de *Petz*, ministre plénipotentiaire et envoyé en mission extraordinaire, chef de l'expédition impériale et royale de l'Asie orientale, chevalier de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, etc., etc.

S. M. l'Empereur de Chine, *Tung-Sün*, président du conseil des revenus de l'Etat, l'un des ministres du cabinet pour les affaires étrangères; *Thung-Hou*, tuteur de l'héritier du trône, vice-président du conseil de guerre, l'un des commandants de la bannière rouge avec bordures, des troupes chinoises régulières, inspecteur du commerce des trois ports du nord, etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura entre les deux États contractants une paix durable et une amitié inaltérable. Les sujets des deux États trouveront dans les deux empires une protection entière pour leur personne et leurs propriétés.

Art. 2. Pour entretenir ces bons rapports dans l'avenir, S. M. I. et R. Apostolique et S. M. l'Empereur de Chine admettent que d'après l'usage introduit parmi les grandes nations amies, S. M. I. et R. Apostolique quand Elle le trouvera bon, puisse avoir un agent diplomatique auprès du gouvernement de S. M. l'Empereur de Chine, comme d'un autre côté S. M. l'Empereur de Chine, s'il le juge à propos, pourra accréditer un agent diplomatique auprès du gouvernement de S. M. I. et R. Apostolique.

Art. 3. Les agents diplomatiques nommés des deux côtés ont le droit, pour le règlement de leurs affaires, d'établir leur résidence permanente dans la capitale de l'autre État ou d'y faire seulement des visites à l'occasion.

Les agents diplomatiques des deux parties contractantes jouiront, au lieu de leur séjour, des privilèges et libertés que leur assure le droit des nations. Leur personne, leur famille, leur maison et leur correspondance seront inviolables. Ils ne doivent pas être limités dans le choix et l'engagement de leurs employés, courriers, interprètes, serviteurs, lesquels ne devront être inquiétés en aucune façon.

Quiconque se permettra une offense orale ou de fait ou une voie de fait envers les représentants de Leurs Majestés ou envers un membre

de leur famille ou de leur maison, sera sévèrement puni par les autorités.

Art. 4. Il est de plus établi qu'il ne pourra être mis aucune entrave aux voyages du représentant de S. M. I. et R. Apostolique, pas plus qu'aux personnes de sa suite. Ce représentant pourra expédier ou recevoir sa correspondance par le point des côtes qui lui conviendra; ses lettres et ses effets sont inviolables. Il pourra se servir de courriers à lui appartenant, et ceux-ci, dans leurs voyages, jouiront de la même protection et des mêmes avantages qui sont accordés aux personnes chargées du transport des dépêches du Gouvernement impérial chinois.

En général il jouira des privilèges accordés aux fonctionnaires du même rang d'après les usages des nations occidentales.

Toutes les dépenses occasionnées par les missions diplomatiques seront supportées par leurs gouvernements respectifs.

Art. 5. Le représentant de S. M. I. et R. Apostolique traitera les affaires personnellement ou par écrit avec les ministres de S. M. l'Empereur de Chine, sur un pied complet d'égalité.

Art. 6. Le Gouvernement de S. M. I. et R. Apostolique aura le droit d'avoir un consul général dans chaque port ouvert de la Chine ou dans toute ville de la Chine selon que les intérêts de son commerce l'exigent. Ce consul général pourra être un consul, un vice-consul ou agent consulaire.

Ces fonctionnaires seront traités par les autorités chinoises avec la déférence voulue; ils jouiront des droits et privilèges accordés aux agents consulaires de la nation la plus favorisée.

Si le Gouvernement de S. M. I. et R. apostolique ne considère pas la nomination d'un agent consulaire dans l'un des ports ouverts au commerce comme nécessaire, il pourra charger des fonctions d'agent consulaire, dans ce port, le consul d'une nation amie.

Art. 7. Les communications officielles des agents diplomatiques et consulaires de S. M. I. et R. Apostolique auront lieu en langue allemande, mais elles seront accompagnées d'une traduction chinoise. Pareillement les autorités chinoises écriront en langue chinoise, et dans le cas où l'on découvrirait une différence dans la version allemande ou chinoise, on considérera comme vraie la version de la nation dans la langue de laquelle l'écrit aura été rédigé en premier.

Le présent traité est expédié en langue allemande et chinoise, les deux textes ont été attentivement comparés de façon que le sens et la signification de chaque article sont parfaitement d'accord.

Art. 8. Les nationaux de la monarchie austro-hongroise avec leurs familles sont autorisés à circuler librement, à élire leur do-

micile, à faire le commerce et à exercer une industrie en toute sécurité et sans aucun empêchement dans les villes et ports : de Canton, de Swatow, d'Amoy, de Foochow, de Mingpo, de Sanghaï, de Chin-kiang, de Nanking, de Kiukiang et Hankan, de même que sur les fleuves de Yang-tsé, Chée-Foo (Yentad), Tientsin et Rewchuang, Tamsui et Taïvan-foo, dans l'île Formosa et Kiungchow et dans l'île Haïman.

A l'intérieur du pays, et comme les sujets d'autres États, ils peuvent faire le commerce sans cependant pouvoir y établir des magasins de marchandises.

Art. 9. Tout citoyen de la monarchie austro-hongroise, qui, en vertu des stipulations de l'article précédent, arrive dans l'un des ports ouverts au commerce étranger, pourra, sans tenir compte de la durée de son séjour, louer des maisons ou des magasins pour y déposer ses marchandises ou louer des terrains et y bâtir des maisons ou des magasins.

Les citoyens de la susdite monarchie pourront pareillement élever des temples, des hôpitaux, des asiles pour les pauvres, des écoles et des cimetières. Le cas échéant, les autorités locales, après s'être entendues avec le consul, auront à désigner les quartiers et places de la ville où pourront s'élever les constructions en question.

Le prix des loyers et fermages sera librement débattu et autant que faire se pourra, réglé d'après le prix moyen de la localité. Les autorités chinoises dissuaderont à leurs nationaux de demander ou de faire des prix exagérés, et le consul, de son côté, fera en sorte que les citoyens de la monarchie austro-hongroise n'emploient aucune violence pour obtenir le consentement des propriétaires chinois.

Art. 10. Les navires marchands de la monarchie austro-hongroise pourront visiter les ports et les villes ouverts au commerce étranger et naviguer librement d'un port à l'autre avec leur cargaison. Mais il leur est interdit de visiter d'autres ports ou de faire le commerce de contrebande sur les côtes.

Si un navire marchand est surpris à faire la contrebande, sa cargaison, sans égard à sa valeur ou à son essence, sera soumise à la confiscation par les autorités chinoises; ce navire marchand pourra être exclu d'un commerce ultérieur et éloigné aussitôt qu'il aura réglé et liquidé ses comptes. Toutes les confiscations auront lieu au profit du Gouvernement chinois, lequel, toutefois, avant que la confiscation ne soit prononcée effectivement, aura à la communiquer au consul impérial et royal du port le plus voisin.

Nul négociant ni armateur ne doit livrer des vivres, armes ou munitions aux rebelles ou à des pirates. Dans le cas d'une contravention

le bâtiment et la cargaison seront confisqués et le coupable livré à son Gouvernement afin qu'il soit puni selon la rigueur des lois. Il est aussi défendu de visiter les territoires occupés par les rebelles. Le Gouvernement austro-hongrois saura réprimer par tous les moyens l'usage abusif que l'on pourrait faire de son pavillon.

Art. 11. Les nationaux de la monarchie austro-hongroise voyageant à l'intérieur pour y faire le commerce devroient, comme les sujets des autres puissances, se munir de documents de voyage que leur délivrera l'inspecteur des douanes; ceux qui ne voyagent que pour leur agrément se feront délivrer un passeport par le consul, lequel passeport devra être visé par l'autorité locale. Le possesseur du passeport devra l'exhiber lorsqu'on le lui demandera. Si le passeport est en ordre, celui qui en est possesseur pourra continuer son voyage, et on ne pourra lui défendre de prendre des personnes à son service ou des barques pour le transport de ses effets ou de ses marchandises. Si, au contraire, le voyageur n'a pas de passeport ou s'il commet des actes opposés aux lois, il sera livré au consulat le plus voisin afin d'y être puni. Cependant sauf le cas de l'arrestation jugée nécessaire, il ne peut être soumis à aucun mauvais traitement. Le passeport ne sera pas exigible pour des excursions à une distance ne dépassant pas cent li du port ouvert au commerce étranger et pour un délai de moins de cinq jours.

Cet article n'a pas trait aux équipages pour lesquels, à la suite d'accords entre les consuls et les autorités locales, des limites particulières seront établies.

Le consul impérial et royal aura soin de ne délivrer de passeports qu'à des personnes respectables.

Art. 12. Il sera permis aux nationaux de la monarchie austro-hongroise de prendre à leur service dans toutes les parties de la Chine, moyennant une indemnité raisonnable débattue entre les intéressés, des commis, des interprètes, des écrivains, ouvriers, bacheliers, gens d'équipages et des domestiques. Ils peuvent, de même, apprendre le Chinois, la langue où les dialectes du pays, ou enseigner à ces derniers les langues étrangères. Il sera pareillement permis de vendre des livres imprimés en Autriche-Hongrie, de même que d'acheter des livres chinois.

Art. 13. La propriété de quelle que nation qu'elle soit appartenant à des nationaux de l'empire austro-hongrois habitant la Chine sera considérée par les Chinois comme inviolable et toujours respectée par eux. Les autorités chinoises ne peuvent, sous aucun prétexte, sequestrer les bâtiments des susdits nationaux, ou les employer par force à une destination publique ou particulière.

Art. 14. Lorsqu'un navire appartenant à la nationalité austro-hongroise entre dans les eaux d'un port ouvert au commerce étranger, il lui est permis de prendre un pilote de son choix afin de se faire conduire dans le port. Pareillement, après avoir payé les droits et redevances voulus et lorsqu'il sera prêt à faire voile, il pourra choisir un pilote pour se faire conduire hors du port.

Art. 15. Aussitôt après l'arrivée d'un navire marchand, appartenant à un national austro-hongrois, dans un port, l'inspecteur des douanes, s'il le juge à propos, enverra un ou plusieurs employés des douanes pour surveiller le navire et avoir soin qu'on ne fasse pas la contrebande.

Les frais de leur solde, de leur nourriture et de leur entretien sont à la charge de l'autorité chinoise et ils ne peuvent demander d'indemnité ou de récompense de quelle que nature qu'elle soit au capitaine ou aux consignataires.

Art. 16. Pendant les 24 heures qui suivent l'arrivée, les papiers de bord, les connaissements, etc., etc., devront être remis au consul qui, dans les 24 heures qui suivront, rendra compte à l'inspecteur des douanes du nom du bâtiment, de son tonnage et de la nature de la cargaison. Si, par la faute du capitaine, cette formalité n'a pas été remplie dans les 48 heures qui ont suivi l'arrivée du bâtiment, il sera passible d'une amende de 50 taëls pour chaque jour de retard. Cependant le montant de cette amende ne devra pas dépasser deux cents (200) taëls.

Le capitaine est responsable de l'exactitude des papiers de bord, lesquels doivent renfermer une liste détaillée des marchandises qui se trouvent à bord. S'il produit de faux connaissements, il sera passible d'une amende de cinq cents (500) taëls, mais il pourra, dans les vingt-quatre (24) heures qui suivront la remise du connaissement aux autorités de la douane, rectifier les erreurs qu'il découvrira sans être pour cela sujet à une amende.

L'inspecteur de la douane ayant reçu du consul le rapport exigé, le premier délivrera la permission d'ouvrir le navire. Si le capitaine du navire se permettait, sans avoir reçu cette permission, d'ouvrir son bâtiment ou de procéder au débarquement de marchandises, il paiera l'amende de cinq cents (500) taëls, et toutes les marchandises débarquées seront confisquées.

Art. 17. Toutes les fois qu'un négociant de la monarchie austro-hongroise aura à débarquer ou à embarquer des marchandises, il devra en demander la permission à l'inspecteur des douanes. Les marchandises embarquées ou débarquées sans permission seront sujettes à la confiscation.

Art. 18. Le transbordement de marchandises d'un bâtiment sur un autre ne peut avoir lieu sans une permission particulière de l'inspecteur des douanes. Les marchandises transbordées d'un bâtiment sur un autre sans avertissement seront confisquées.

Art. 19. Les négociants et capitaines marchands de la monarchie austro-hongroise, pourront, à leur gré, louer des barques ou des canots pour le transport des passagers et des marchandises, et le prix de cette location sera débattu et arrêté entre les parties intéressées sans l'intervention des autorités chinoises. Le nombre de ces canots ne sera pas limité, leur monopole aussi bien que celui du transport par des porteurs, des marchandises à embarquer ou à débarquer, ne pourra être accordé à personne. Si quelqu'un de ces canots se livrait à la fraude, les marchandises qui seraient ainsi introduites en fraude, seront confisquées.

Art. 20. Les négociants de la monarchie austro-hongroise paieront les droits d'entrée et de sortie fixés par les tarifs; mais en aucun cas ils ne devront payer des prix plus élevés que ceux de la nation la plus favorisée.

Dans le cas où la Chine, avant l'expiration de ce traité, devrait traiter de l'abaissement ou de la surélévation des tarifs, le Gouvernement impérial et royal, aussitôt après la conclusion d'un traité de ce genre, s'y associera.

Les stipulations commerciales jointes au présent traité seront considérées comme partie intégrante de ce traité et par conséquent obligatoires pour les deux hautes parties contractantes.

Art. 21. Pour ce qui concerne les marchandises soumises au tarif d'un impôt *ad valorem*, dans le cas où le négociant de la monarchie austro-hongroise ne pourra s'entendre avec les employés de la douane sur leur valeur, chaque partie devra choisir deux ou trois négociants qui examineront les marchandises. Le prix le plus élevé auquel l'un de ces négociants prendrait ces marchandises, sera considéré comme leur prix véritable.

Art. 22. L'impôt fixé par les tarifs sera perçu sur le poids net de toutes les marchandises après défalcation de la tare. Lorsque pour obtenir cette tare sur chacun des articles P. E. sur le thé, le négociant ne pourra tomber d'accord avec les employés de la douane, chacun d'eux choisira le même nombre de caisses par cent, afin d'établir le poids brut et ensuite le poids net, et, après avoir compté la différence, la tare moyenne de toutes les marchandises sera le résultat de cette opération. On procédera d'après ce principe pour obtenir la tare de chaque marchandise ou de chaque article. Si, d'ailleurs, et pour d'autres motifs il se produit des différences d'opinion qu'il

n'est pas possible de résoudre sur le champ. On devra en prévenir le consul qui aura à envoyer les documents à l'inspecteur de la douane pour en décider selon les règles de la justice et de l'équité. Mais le recours doit avoir lieu dans les vingt-quatre heures; dans le cas contraire, il resterait sans effet. L'inspecteur des douanes aura à suspendre l'opération de la tarification des marchandises jusqu'au règlement de l'affaire.

Art. 23. Il y aura un rabais proportionnel aux dommages pour toutes les marchandises qui auront souffert des avaries. Dans le cas où il s'élèverait des difficultés, elles devront être réglées de la manière qui est indiqué à l'art. 21 pour les marchandises *ad valorem*.

Art. 24. Le capitaine d'un navire marchand appartenant à la monarchie austro-hongroise peut, dans les quarante-huit heures qui suivent son arrivée, mais non plus tard, prendre la résolution de reprendre le large avant d'avoir communiqué avec la terre; dans ce cas il ne sera pas soumis à payer le prix du tonnage. Les quarante-huit heures écoulées, le prix du tonnage devra être payé. Il ne sera perçu aucuns autres droits à l'entrée ou à la sortie d'un bâtiment.

Art. 25. Les droits d'entrée sont payables au moment du débarquement des marchandises, et les droits de sortie au moment de l'embarquement des marchandises. Après que les droits de tonnage et de douanes ont été payés selon ce que le vaisseau devait, l'inspecteur des douanes délivrera une quittance générale sur la vue de laquelle l'agent consulaire devra rendre au capitaine ses papiers de bord et lui permettra de mettre à la voile.

Art. 26. Le paiement des droits aura lieu dans les maisons de banque désignées par le Gouvernement chinois en argent de Sycée ou en monnaies étrangères. Ces dernières seront comptées par les négociants de la monarchie austro-hongroise au cours que suivent les négociants étrangers, mais jamais à un cours différent ou plus élevé.

Art. 27. Les navires marchands appartenant à la monarchie austro-hongroise jaugeant plus de cent cinquante (150) tonneaux paieront quatre (4) marcs par tonneau, les bâtiments de moins de 150 tonnes 1 marc. L'évaluation de ces droits aura pour base la tonne anglaise. L'inspecteur des douanes délivrera au capitaine ou au consignataire un reçu du paiement des droits de tonnage sur le vu duquel les autorités douanières d'autres ports chinois où le capitaine jettera l'ancre pendant quatre (4) mois à partir de la date de la quittance générale mentionnée à l'art. 25, n'auront pas de nouveaux droits de tonnage à exiger.

Les navires possédés par des nationaux de la monarchie austro-

hongroise pour le transport de passagers, de bagages, de lettres, de vivres ou d'articles qui ne sont soumis à aucuns droits, sont libres du droit de tonnage. Dans le cas où ces navires porteraient des marchandises soumises à des droits de douane, ils seront placés dans la catégorie des bâtiments comptés au-dessous de cent cinquante (150) tonneaux et paieront un prix de tonnage d'un (1) marc par tonne.

Art. 28. Les nationaux de la monarchie austro-hongroise qui veulent envoyer des produits de l'intérieur de la Chine vers un port chinois ou des marchandises importées dans une ville de l'intérieur auront la latitude de purger en une seule fois les droits de transit et de faire leurs paiements de la façon indiquée dans la septième stipulation commerciale jointe au tarif.

Ce droit payé d'une seule fois égalera la moitié des droits fixés par les tarifs, à l'exception des marchandises franches des droits de douane, lesquelles, d'après la seconde stipulation commerciale jointe à ce traité, seront soumises à un droit de transit de $2\frac{1}{2}$ 0/0 *ad valorem*.

Il est formellement stipulé que les droits de transit ne concernent en rien les droits d'entrée et de sortie qui sont prévus dans le tarif. Ces derniers doivent être prélevés en totalité.

Dans le cas où le Gouvernement chinois traiterait à l'avenir avec une autre puissance au sujet de la réduction ou de l'élévation des droits de douanes ou au sujet d'un changement dans la manière d'en opérer la perception, le Gouvernement impérial et royal accédera à cette convention dès qu'elle aura été généralement acceptée.

Art. 29. Lorsque le capitaine d'un navire appartenant à la monarchie austro-hongroise est arrivé dans un port chinois avec la résolution de n'écouler que la moitié de sa cargaison, il n'aura à payer que pour cette partie. Il lui est loisible de conduire le reste de sa cargaison dans un autre port où il pourra la vendre après avoir acquitté les droits.

Art. 30. Les navires appartenant à des nationaux de la monarchie austro-hongroise faisant le cabotage, pourront transporter les produits chinois d'un port ouvert à un autre en payant les droits fixés par le tarif au port où se fait le chargement et ensuite le droit du cabotage (qui comporte la moitié des droits fixés par les tarifs) au port où les marchandises sont débarquées. Lorsque ces produits chinois, après avoir été importés d'un autre port, sont réexportés dans le courant de l'année, les navires ci-dessus indiqués recevront une attestation de la douane pour la restitution des droits (certificats de drawback ou *Tsun-pinw*); cette attestation représentera la moitié des droits payés, après quoi l'embarquement de ces produits ne sera

plus soumis au droit de sortie; il y aura, néanmoins, à payer la moitié du droit de cabotage dans le port de débarquement.

Art. 31. Lorsque des négociants de la monarchie austro-hongroise ont introduit des marchandises dans l'un des ports ouverts et qu'ils en ont acquitté les droits, ils pourront obtenir de l'inspecteur des douanes, la permission de les réexporter. Pour obvier à toute fraude, les employés de la douane se renseigneront, afin de savoir si les droits de douane ont réellement été payés pour les dites marchandises et s'ils ont été régulièrement enregistrés; de plus si les marques du plombage sont intactes. Si l'on venait à découvrir une fraude, les marchandises seraient confisquées par le Gouvernement chinois. A ces conditions, les négociants de la monarchie austro-hongroise recevront un billet portant la restitution des droits payés pour les marchandises étrangères qui doivent être réexportées. Quand il s'agit de réexporter des produits chinois à l'étranger, les négociants de la monarchie austro-hongroise peuvent, pendant l'espace d'une année, demander un billet donnant droit à la restitution des droits payés pour le cabotage.

Ces billets ou drawbacks sont pris en paiement pour leur valeur nominale par l'administration douanière qui les a délivrés, en paiement des droits d'entrée et de sortie.

A la place de ces billets ou drawbacks on pourra obtenir une permission de débarquer, sans payer de droits de douane des marchandises (*Mien-Schae-tân*) pour un autre port chinois. Les bâtiments appartenant à la monarchie austro-hongroise, chargés de céréales étrangères peuvent les exporter sans payer de droits, toutes les fois qu'ils n'ont pas vendu une partie de leur cargaison.

Si, à l'avenir, le Gouvernement chinois venait à traiter avec une autre puissance au sujet de la durée pendant laquelle ces billets de restitution de droits peuvent être délivrés (en comptant du moment où le chargement des marchandises a eu lieu) le Gouvernement impérial et royal se réunira aux conventions à intervenir dès qu'elles auront été acceptées en général.

Art. 32. Dans chacun des ports ouverts au commerce étranger, l'inspecteur des douanes déposera chez l'agent consulaire une collection des poids et mesures dont on se sert à la douane de Canton, de même que des balances légales pour peser les marchandises et l'argent. Ces mesures normales, de même que les poids et les balances poinçonnés seront les bases de toutes les réclamations douanières ainsi que des paiements; en cas de difficultés, on s'en rapportera aux résultats qu'ils fourniront.

Pour éviter toute erreur et afin d'obtenir plus d'uniformité, on est

convenu que ces poids et ces mesures seraient d'accord avec la quatrième stipulation ajoutée à ce traité.

Art. 33. Toutes les amendes et confiscations pour des manquements envers les dispositions de ce traité appartiendront au Gouvernement chinois.

Art. 34. Les navires de guerre de la marine impériale et royale qui ne viennent pas dans des intentions hostiles ou qui s'occupent à donner la chasse aux pirates auront la liberté de visiter tous les ports chinois sans exception.

Lorsqu'ils auront à acheter des provisions, à faire de l'eau ou qu'ils auront besoin de réparations, on leur donnera toutes les facilités et on ne leur suscitera aucun embarras. Les commandants de ces navires seront sur un pied complet d'égalité dans leurs rapports avec les autorités chinoises. Ces navires n'auront à payer d'impôts d'aucune espèce.

Art. 35. Si un navire marchand austro-hongrois venait à un moment donné à faire naufrage sur les côtes de Chine ou à se voir obligé à chercher un refuge dans l'un des ports du domaine de l'Empire de la Chine, les autorités chinoises, aussitôt instruites de cet événement prendront des mesures pour sauver et mettre en sûreté ce navire ; les personnes se trouvant à bord seront bien traitées et si le cas se présente, on leur procurera les moyens de continuer leur voyage jusqu'à la station consulaire la plus rapprochée.

Art. 36. Lorsque des matelots ou autres individus désertent des navires de guerre ou de commerce appartenant à la monarchie austro-hongroise, l'autorité chinoise requise par l'agent consulaire ou à défaut de celui-ci par le capitaine, devra faire les démarches nécessaires pour découvrir le déserteur ou fugitif afin de le remettre entre les mains de l'agent consulaire ou du capitaine.

Pareillement si des déserteurs chinois ou des individus poursuivis pour la perpétration d'un crime se réfugient dans des maisons ou sur des navires appartenant à des nationaux austro-hongrois l'autorité locale peut s'adresser à l'agent consulaire impérial et royal qui devra prendre toutes les mesures nécessaires pour pouvoir les livrer.

Art. 37. Si des navires de la monarchie austro-hongroise venaient à être pillés par des pirates dans les eaux de la Chine, le devoir des autorités chinoises sera d'employer tous les moyens pour s'emparer des pirates et les punir rigoureusement. Les marchandises pillées seront remises entre les mains des agents consulaires qui les remettront aux ayants-droit. Si l'on ne peut s'emparer des pirates ni rentrer en possession des objets pillés, les autorités chinoises devront être

punies selon la loi chinoise, sans toutefois être obligées à remplacer les objets pillés.

Art. 38. Lorsqu'un citoyen de la monarchie austro-hongroise a à se plaindre d'un Chinois, il doit d'abord se rendre chez l'agent consulaire pour lui expliquer l'objet de sa plainte. L'agent consulaire, après avoir examiné l'affaire, tâchera de l'arranger à l'amiable.

De même lorsqu'un Chinois aura à se plaindre d'un national de la monarchie austro-hongroise, l'agent consulaire l'écouterà avec bienveillance et s'efforcera d'amener une entente à l'amiable.

Si cette entente ne pouvait avoir lieu ni dans l'un ni dans l'autre cas, l'agent consulaire recourra alors au fonctionnaire chinois qui peut connaître cette affaire, et tous deux ensemble jugeront le différend d'après les principes de l'équité.

Art. 39. Les sujets chinois qui se seront rendus coupables d'un crime envers un citoyen de la monarchie austro-hongroise seront arrêtés par les autorités chinoises et punis selon les lois chinoises.

Quant aux nationaux de la monarchie austro-hongroise qui se seraient rendus coupables d'une action criminelle envers un Chinois, ils seront arrêtés par l'agent consulaire et punis selon les lois de la monarchie austro-hongroise.

Art. 40. Les différends entre les citoyens de la monarchie austro-hongroise concernant la propriété ou les personnes sont du ressort de la juridiction des autorités impériales et royales. Les différends entre des nationaux de la monarchie austro-hongroise et des citoyens d'un autre pays seront jugés en Chine d'après les traités existants entre la monarchie austro-hongroise et cette nation étrangère sans que le Gouvernement chinois puisse s'ingérer dans l'affaire. Mais si des sujets chinois sont impliqués dans l'affaire, les autorités chinoises prendront part au jugement suivant les prescriptions des articles 38 et 39 du présent traité.

Art. 41. Les autorités chinoises assureront en tout temps la protection la plus entière aux personnes et à la propriété des nationaux de la monarchie autrichienne, surtout dans les cas où elles seraient menacées ou attaquées.

Dans les cas de meurtre, de vol et d'incendie, les autorités locales prendront les mesures les plus propres pour rentrer en possession des objets volés, mettre fin au désordre et arrêter les coupables qui seront punis d'après la loi. Si l'autorité locale ne parvenait pas à arrêter les coupables, le Gouvernement chinois ne sera tenu de fournir d'autre compensation, si ce n'est la punition de ces fonctionnaires d'après les lois chinoises.

Art. 42. Lorsqu'un sujet chinois débiteur d'un citoyen de la monarchie austro-hongroise omet de payer sa dette ou s'éloigne dans l'intention de tromper, l'autorité chinoise emploiera tous les moyens dont elle peut disposer pour arrêter le fugitif et forcer le débiteur à payer sa dette.

Pareillement les autorités impériales et royales feront tout leur possible pour forcer les sujets de la monarchie austro-hongroise à payer leurs dettes à des sujets chinois et à les traduire en justice dans le cas où ils s'éloigneraient dans l'intention de tromper.

Mais dans aucun cas les Gouvernements chinois ou austro-hongrois n'auront à répondre des dettes contractées par leurs nationaux.

Art. 43. La monarchie austro-hongroise, ainsi que ses nationaux, jouiront pleinement et entièrement de tous les privilèges, libertés et avantages que Sa Majesté l'Empereur de Chine accorde ou accordera au Gouvernement ou aux sujets d'une autre nation.

Tous les changements dans le tarif ou dans les stipulations sur les douanes, les droits de tonnage ou de pavillon, d'entrée, de sortie et de transit même ceux qui seraient augmentés, seront applicables aux négociants et aux navigateurs autrichiens-hongrois dès qu'ils auront été généralement acceptés.

De même les sujets chinois seront traités sur le territoire de la monarchie austro-hongroise comme les sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 44. Il a été convenu que chacune des hautes parties contractantes aura le droit, après dix ans révolus, de demander la révision du tarif et celle des articles qui ont trait au commerce. Mais si, dans les six mois qui suivront cette demande la révision n'a pas eu lieu, le tarif restera en vigueur pendant dix nouvelles années à partir de cette époque et sera observé après l'expiration de chacune des dix périodes de dix années.

Mais si avant l'expiration des dix premières années on concluait une révision des tarifs avec l'une des puissances liées par des traités avec la Chine, les avantages qu'elle obtiendrait, seront aussitôt accordés au Gouvernement de S. M. I. et R. Apostolique.

Art. 45. Les ratifications de ce traité auront lieu dans l'espace d'une année à compter du jour de la signature, à Shaughai ou à Tientsin.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et l'ont scellé de leur sceau.

Fait à Peking en quatre expéditions, le deuxième jour de septembre de l'année mil huit cent soixante-neuf de l'ère chrétienne,

c'est-à-dire le 26^e jour du septième mois de la 8^e année du règne de S. M. Tung-Chih.

(L. S.) *Signé* : BARON DE PETZ, contre-amiral.

(L. S.) *Signé* : TUNG-SUN.

(L. S.) *Signé* : CHUNG-HOU.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

CONVENTION ADDITIONNELLE DE POSTE CONCLUE A PARIS

LE 21 SEPTEMBRE 1869.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant améliorer le service des correspondances entre leurs Etats respectifs, ont résolu d'y pourvoir au moyen d'une convention additionnelle à la convention de poste du 24 septembre 1856 (1), et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. l'Empereur des Français : S. Exc. le prince de la *Tour-d'Auvergne-Lauragais*, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande : le très-honorable Richard Bickerton Pemell lord *Lyons*, pair du Royaume-Uni, membre du conseil privé de Sa Majesté Britannique, chevalier grand-croix du très-honorable ordre du Bain, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique près S. M. l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le port à percevoir en France et en Algérie, tant sur les lettres affranchies à destination du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, que sur les lettres non affranchies originaires du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, est fixé, savoir :

1^o Pour chaque lettre affranchie, à trente centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes ;

(1) Voir *Archives* 1861, tome IV, page 328.

2^o Pour chaque lettre non affranchie, à soixante centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes.

Réciproquement, le port à percevoir dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, tant sur les lettres affranchies à destination de la France et de l'Algérie, que sur les lettres non affranchies originaires de la France et de l'Algérie, est fixé, savoir :

1^o Pour chaque lettre affranchie, à trois pence par tiers d'once britannique ou fraction de tiers d'once britannique;

2^o Et pour chaque lettre non affranchie, à six pence par tiers d'once britannique ou fraction de tiers d'once britannique.

Art. 2. L'administration des postes de France payera à l'administration des postes britanniques, savoir :

1^o Pour les lettres affranchies expédiées de la France et de l'Algérie à destination du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, la somme de quarante-cinq centimes par trente grammes, poids net;

2^o Pour les lettres non affranchies expédiées du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande à destination de la France et de l'Algérie, la somme de quatre-vingt-dix centimes par trente grammes, poids net.

De son côté, l'administration des postes britanniques payera à l'administration des postes de France, savoir :

1^o Pour les lettres affranchies expédiées du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, à destination de la France et de l'Algérie, la somme de soixante-quinze centimes par once britannique, poids net;

2^o Pour les lettres non affranchies expédiées de la France et de l'Algérie à destination du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, la somme de un franc cinquante centimes par once britannique, poids net.

Art. 3. Le port à percevoir en France et en Algérie, tant sur les lettres affranchies à destination de l'île de Malte, que sur les lettres non affranchies originaires de l'île de Malte, est fixé, savoir :

1^o Pour chaque lettre affranchie, à quarante centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes;

2^o Pour chaque lettre non affranchie, à quatre-vingts centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes.

Réciproquement, le port à percevoir dans l'île de Malte, tant sur les lettres affranchies à destination de la France et de l'Algérie, que sur les lettres non affranchies originaires de la France et de l'Algérie, est fixé, savoir :

1^o Pour chaque lettre affranchie, à quatre pence par tiers d'once britannique ou fraction de tiers d'once britannique;

2° Pour chaque lettre non affranchie, à huit pence par tiers d'once britannique ou fraction de tiers d'once britannique.

Art. 4. Le port à percevoir dans les bureaux de poste français établis en Turquie, en Syrie, en Egypte, à Tunis et à Tanger, tant sur les lettres affranchies à destination du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et de l'île de Malte, que sur les lettres non affranchies provenant du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et de l'île de Malte, est fixé, savoir :

1° Pour chaque lettre affranchie à destination du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, à la somme de soixante centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes;

2° Pour chaque lettre affranchie à destination de l'île de Malte, à la somme de quarante centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes;

3° Pour chaque lettre non affranchie, originaire du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, à la somme de quatre-vingt-dix centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes;

4° Et pour chaque lettre non affranchie, originaire de l'île de Malte, à la somme de soixante centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes.

Réciproquement, le port à percevoir, soit dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, soit dans l'île de Malte, sur les lettres affranchies à destination des bureaux français établis en Turquie, en Syrie, en Egypte, à Tunis et à Tanger, ainsi que sur les lettres non affranchies provenant desdits bureaux, est fixé, savoir :

1° Pour chaque lettre affranchie originaire du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, à la somme de six pence par tiers d'once britannique ou fraction de tiers d'once britannique;

2° Pour chaque lettre affranchie originaire de l'île de Malte, à la somme de quatre pence par tiers d'once britannique ou fraction de tiers d'once britannique;

3° Pour chaque lettre non affranchie à destination du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, à la somme de neuf pence par tiers d'once britannique ou fraction de tiers d'once britannique;

4° Et pour chaque lettre non affranchie à destination de l'île de Malte, à la somme de six pence par tiers d'once britannique ou fraction de tiers d'once britannique.

Art. 5. Sont abrogées, en ce qu'elles ont de contraire aux articles précédents, les dispositions de la convention de poste conclue, le 24 septembre 1856, entre la France et la Grande-Bretagne.

Art. 6. La présente convention, qui sera considérée comme additionnelle à la convention du 24 septembre 1856, sera ratifiée; les ra-

tifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra, et elle sera mise à exécution à partir du jour dont les deux parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé les présents articles et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le 21 septembre de l'an de grâce 1869.

(L. S.) *Signé* : P^{co} DE LA TOUR-D'AUVERGNE. (L. S.) *Signé* : LYONS.

AUTRICHE-HONGRIE — SAXE

TRAITÉ CONCERNANT LES RACCORDEMENTS DE CHEMINS DE FER A LA FRONTIÈRE DE BOHÈME ET DE SAXE, PRÈS DE WEIPERT, GEORGS-WALD ET WARNSDORF, CONCLU A DRESDE, LE 29 SEPTEMBRE 1869.

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême et Roi apostolique de Hongrie et S. M. le Roi de Saxe animés du désir de compléter les relations de chemins de fer déjà existantes dans le sens de bon voisinage et de bonne amitié, ont pour arriver à ce but nommé pour leurs Plénipotentiaires :

S. M. I. et R. Apostolique : son conseiller intime titulaire, Joseph, Baron de *Werner*, grand'croix de l'ordre de Léopold, chevalier de l'ordre de la Couronne de fer de première classe et de l'ordre de Saint-Étienne, grand'croix de l'ordre royal Saxon ainsi que de l'ordre de famille du duché de Saxe, branche Ernestine, etc., etc., membre de la Chambre des seigneurs au Reichsrath autrichien, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. I. et R. Apostolique à la cour royale de Saxe, de même qu'à la Cour grand-ducale à Weimar et aux Cours ducalcs de Meiningen, d'Altenbourg et de Cobourg-Gotha.

S. M. le Roi de Saxe : son ministre d'État des finances et des affaires étrangères, Richard, baron de *Friesen*, chevalier de l'ordre de famille de la Couronne de chêne, grand'croix de l'ordre du Mérite, chevalier de l'ordre Impérial et Royal autrichien, de la Couronne de fer de première classe, grand'croix de l'ordre Impérial et Royal autrichien de François-Joseph, etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqués leurs pouvoirs trouvés en bonne et due forme et sous la réserve des ratifications de la part de leurs souverains, sont convenus des points suivants :

Art. 1^{er}. Il sera établi un raccordement de chemin de fer entre Kommotau et Annaberg par Weipert.

Art. 2. La partie de ce tronçon de ligne, située sur le territoire de Bohême, sera exécutée par la Société de Baschtehrade et la partie saxonne, soit par une société formée à cet effet, soit après l'approbation des chambres, aux frais de l'État.

Art. 3. Le Gouvernement royal saxon s'engage à accorder la concession nécessaire à une société qui se formerait dans ce but en lui imposant toutefois l'achèvement de la ligne pour le 1^{er} juillet 1871, et, dans le cas où aucune société ne se présenterait, il s'engage à la prochaine session de la Diète de présenter un projet demandant aux Chambres l'achèvement de ce tronçon jusqu'à la frontière, aux frais de l'État, et d'exécuter la ligne dans le plus bref délai après le vote favorable des Chambres.

Art. 4. La gare frontière de ce chemin de fer sera construite près de Weipert.

Art. 5. S'il se rencontrait une Société pour la construction d'un point du chemin de fer de l'État de Chemnitz à Annaberg, pour relier cette ligne à celle de Kammatou Weipert par Albernau ou Marienberg, si cette Société obtenait la concession de la part du Gouvernement royal de Saxe, ou bien si le Gouvernement saxon prenait la résolution de construire ce chemin de fer aux frais de l'État, le Gouvernement impérial et royal non-seulement n'empêchera pas son établissement et son raccordement à la ligne de Kommotau Weipert, mais encore il s'efforcera d'en favoriser l'exécution sous la réserve que la partie à construire sur le territoire autrichien ne sera concédée à une Société saxonne ou au Gouvernement saxon que dans le cas où il ne se trouverait pas de Société autrichienne disposée à s'en charger.

Art. 6. Il sera de plus, et dans le plus bref délai, établi un raccordement de chemin de fer entre Grosschoenau d'un côté et Warnsdorf de l'autre côté; la gare frontière sera établie sur ce dernier endroit.

Art. 7. Le Gouvernement royal saxon étant résolu à poursuivre la construction de ce chemin de fer sur le territoire autrichien à partir de la gare près de Warnsdorf, jusqu'à la frontière bohémienne saxonne par de Seifhennersdorf, voulant lui-même exécuter ce tronçon de ligne, le gouvernement impérial et royal donne son assentiment, mais sous les conditions suivantes :

(a) Le Gouvernement royal de Saxe sur le territoire autrichien aura le droit d'expropriation d'après les prescriptions légales qui agitent la matière en Autriche.

(b) Abstraction faite du droit de souveraineté et de surveillance des parties contractantes, sur les tronçons de lignes situés sur le ter-

ritoire, la police des lignes sur le territoire autrichien pourra se faire par les employés de l'administration de chemin de fer saxonne, auxquels il sera accordé les prérogatives qui sont en vigueur sur les lignes autrichiennes.

D'un autre côté le Gouvernement impérial et royal aura soin que les employés de chemin de fer obtiennent pour la partie située sur le territoire autrichien, dans l'exercice de leurs fonctions, de la part des autorités autrichiennes, la protection nécessaire.

(c) Le Gouvernement royal de Saxe nomme, pour la partie située sur le territoire autrichien, les employés et ouvriers demandés par l'exploitation, il exerce seul le pouvoir disciplinaire sur ces employés et hommes de peine.

Le même Gouvernement se réserve :

1^o D'instruire contre les nationaux saxons employés sur cette partie de ligne et à la gare de Warnsdorf :

a) Pour les cas d'accidents ou de dommages arrivés sur la voie parce qu'ils auraient négligé quelques devoirs de leur service ;

b) Pour les délits et crimes commis contre l'État de Saxe ;

2^o Au sujet de la justice civile :

a) La liquidation des successions de ces employés et hommes d'équipe ;

b) Les résolutions à intervenir sur la liquidation de l'avoir de ces employés et la direction de cette liquidation. Il reste pourtant bien convenu que les autorités judiciaires autrichiennes auront à conduire la liquidation particulière des biens que ces employés pourraient posséder sur le territoire autrichien ;

c) Le Gouvernement royal saxon déterminera les autorités qui auront à s'occuper de cette juridiction réservée ;

d) L'administration royale saxonne des chemins de fer est dispensée de l'organisation et pour le surcroît des frais de la police de surveillance, organisation prévue dans l'ordonnance du 16 novembre 1851, sur la marche et le trafic des chemins de fer autrichiens ;

e) L'administration royale des chemins de fer de Saxe a le droit d'adapter des fils de fer pour le service télégraphique aux poteaux du télégraphe de l'État ;

f) La fixation des tarifs et l'organisation des trains sur le chemin de fer en question, sont réservées au Gouvernement royal de Saxe ;

g) Eu égard au peu d'étendue du chemin de fer en question, construit sur le territoire autrichien et comme ce n'est pas une entreprise indépendante, il ne sera payé d'impôts ni de contributions, excepté l'impôt foncier, pour les biens qui auront été achetés pour la construction de cette voie ferrée.

h) La durée de la concession accordée par le Gouvernement impérial et royal autrichien pour l'exploitation dudit chemin de fer est fixée à *soixante ans* à compter du jour où l'exploitation aura commencé. A l'expiration de ces soixante années, l'État autrichien deviendra propriétaire du tronçon de cette voie situé sur son territoire, avec tous les accessoires non mobiliers, et cela sans aucun frais ou redevances.

Si pendant la durée de cette concession les bénéfices nets ne devaient pas suffire pour amortir le capital avec les intérêts, le Gouvernement royal saxon restera en possession de l'exploitation entière jusqu'au moment où le capital avec les intérêts aura été amorti.

D'un autre côté le Gouvernement impérial et royal autrichien se réserve le droit de racheter en tout temps et en prévenant six mois à l'avance, ledit chemin de fer en payant (en argent) le prix de construction avec les intérêts qui pourraient être en retard.

i) Dans le cas où le susdit chemin de fer tombera entre les mains du Gouvernement autrichien, soit à l'expiration de la concession ou à la suite du rachat, il sera conclu une nouvelle convention pour la continuation de l'exploitation de ce tronçon de ligne.

Si plus tard il était reconnu qu'il fût nécessaire d'établir un point d'arrêt pour les trains de voyageurs entre Warnsdorf et Seifhennersdorf, les deux gouvernements s'entendraient pour l'établir.

Art. 8. L'exploitation du tronçon situé sur le territoire bohémien, depuis la frontière près de Warnsdorf jusqu'à la frontière dans la direction de Seifhennersdorf, se fera au compte de l'administration royale des chemins de fer de Saxe et d'après les règlements en vigueur pour les chemins de fer saxons appartenant à l'État.

Cette administration se charge aussi de l'entretien de la voie ; elle nomme les gardiens de la voie auxquels elle donne ses instructions, de même que tous les employés et hommes d'équipe nécessaires pour l'exploitation et pour l'entretien de la voie.

La société du chemin de fer du nord de la Bohême permettra à l'administration des chemins de fer de Saxe de se servir de la gare de Warnsdorf, en lui accordant les locaux et les arrangements nécessaires pour l'exploitation.

La régularisation spéciale de ces rapports est réservée à une convention particulière entre l'administration saxonne des chemins de fer de l'État et le Conseil d'administration du chemin de fer du Nord de la Bohême.

Art. 9. Le Gouvernement impérial et royal permet l'importation en franchise douanière de tous les matériaux, ustensiles, effets d'habillements des ouvriers saxons et autres objets d'installation néces-

saies pour la mise en œuvre des travaux de l'exploitation et cela dans le sens le plus large. (Ainsi s'y trouveront compris les télégraphes d'exploitation, les agencements à signaux, etc., etc.)

Art. 10. Le Gouvernement impérial et royal austro-hongrois promet le passage en transit et sans frais de douanes de tous objets sur le tronçon construit sur le territoire de Bohême sans autres entraves que celles qui seraient nécessaires pour empêcher la fraude.

Il ne sera particulièrement fait aucun usage du timbre sur ce tronçon pour les billets délivrés à des stations non autrichiennes en destination de gares autrichiennes, pas plus que pour des lettres de voitures et autres écrits de l'administration saxonne sur le territoire autrichien, de telle façon que l'administration des chemins de fer saxons n'aura à payer de droits de timbre que pour les affaires contentieuses intentées en Autriche et pour les documents juridiques s'y rapportant.

Art. 11. Les stipulations renfermées dans les articles 7, 8, 9 et 10 sont applicables au petit tronçon bohémien près de Fugau.

Art. 12. De plus il est permis à une voie ferrée venant de Rumbourg et passant par Georgswalde, voie que la Société du chemin de fer du Nord de la Bohême a l'intention de construire, de se rattacher au chemin de fer de l'État de la Lusau du sud, pris d'Ébersbach ; la concession nécessaire pour construire jusque là, sera accordée.

Par contre, le Gouvernement royal de Saxe fera raccorder près d'Ébersbach la ligne qu'il a l'intention de construire pour se relier au chemin de fer de Loebau à Rittau dans la direction de Loebau et d'en activer la construction, de telle sorte que cette voie sera terminée pour le 31 octobre 1872 et plus tôt si cela est possible.

Art. 13. La gare frontière sur cette ligne sera construite entre Georgswalde et Ébersbach sur le territoire saxon, autant que possible près de la frontière et dans le voisinage de la route allant de Georgswalde à Ébersbach.

La Société du chemin de fer du Nord de la Bohême pourra se servir de cette gare aux conditions stipulées dans l'article 8 de ce traité en faveur de l'administration des chemins de fer saxons pour la gare de Warnsdorf.

Les deux administrations s'entendront sur les mesures ultérieures à prendre à ce sujet.

Les habitants de Georgswalde ne devront pas être empêchés de circuler sur la voie commune, par certains agissements de la douane, et dans ce but, il y aura lieu de prendre en considération de la part des deux autorités douanières dans leur entente, qu'elles ne perdent pas de vue l'intérêt de ces habitants.

Art. 14. A Weipert, Warnsdorf et Georgswalde-Ëbersbach dans les gares frontières qui y seront établies et enfin à Rumbourg, on établira autant que possible des bureaux d'expédition pour la frontière. Ces bureaux auront les uns et les autres les mêmes prérogatives.

Toutes les autres stipulations plus précises à ce sujet sont réservées à la décision des délégués des deux administrations douanières.

Art. 15. Pareillement, au sujet du service postal et télégraphique sur les lignes ou tronçons à construire, et enfin au sujet des agences de police à établir dans les gares frontières, d'un commun accord entre les deux Etats, les stipulations à intervenir seront basées et réglées sur les traités existants entre les deux Etats : traités du 31 décembre 1830, du 1^{er} mars 1860 et du 30 novembre 1864.

Art. 16. Le Gouvernement royal de Saxe s'engage à favoriser autant qu'il sera en son pouvoir le trafic de raccordement des deux lignes communes par Warnsdorf et Rumbourg ; il s'engage particulièrement à faire entrer d'un côté les lignes saxonnes en trafic direct avec le chemin de fer du Nord de la Bohême et d'autre part à lui permettre un autre trafic direct de marchandise avec les autres lignes correspondantes.

Il sera accordé de la part de la Société du chemin de fer du Nord de la Bohême et des autres lignes bohémiennes en tant qu'elles entreront en question, aux chemins de fer saxons, les avantages de ces procédés.

Art. 17. Le droit de souveraineté territoriale pour les tronçons de chemins de fer établis sur le territoire autrichien reste à S. M. l'Empereur d'Autriche, de même que pour les lignes établies sur le territoire saxon à S. M. le Roi de Saxe exclusivement.

Art. 18. Le présent traité sera, aussitôt que faire se pourra, soumis à la ratification des souverains, et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Dresde.

Fait à Dresde, le 29 septembre 1869.

(L. S.) *Signé* : JOSEPH, BARON DE VERNER.

(L. S.) *Signé* : FRIESEN.

ITALIE — WURTEMBERG

CONVENTION POUR L'EXTRADITION DES MALFAITEURS ET L'ASSISTANCE RÉCIPROQUE DE LA JUSTICE CRIMINELLE, SIGNÉE A STUTTGART, LE 3 OCTOBRE 1869.

S. M. le Roi d'Italie et S. M. le Roi de Wurtemberg, jugeant utile de régler par une convention l'extradition des malfaiteurs et d'as-

surer l'assistance réciproque de la justice criminelle, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Italie : le comte Guiseppe *Greppi*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour de Bavière, etc. ;

S. M. le Roi de Wurtemberg : son ministre de la maison royale et des affaires étrangères, le baron Charles *Varnbüler* de Hemmingen, etc. ,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement italien et le Gouvernement wurtembergeois s'obligent à se livrer réciproquement, hormis les exceptions contenues dans les articles 3 et 5, tous les individus poursuivis ou condamnés pour un des crimes ou délits énumérés dans l'article 2 par les tribunaux des États contractants, contre les lois desquels lesdits crimes et délits auront été commis ;

Art. 2. L'extradition devra être accordée pour les infractions aux lois pénales des deux États, ci-dessous indiquées, lorsque ces infractions, suivant la législation de l'Etat réclamant, emportent une pénalité de privation de liberté d'une durée de deux ans au plus, ou d'une peine plus forte, hormis les exceptions stipulées à la fin du présent article :

1° Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, homicide volontaire ;

2° Coups ou blessures volontaires, ayant occasionné la mort ou qui auront affaibli à tout jamais un organe ou défiguré, ou qui auront causé une maladie mentale, ou la perte d'un sens, d'une main, d'un pied, de l'usage de la langue ou de la faculté d'engendrer ;

3° Bigamie, rapt, viol, avortement, prostitution ou corruption de mineurs par les parents ou par toute autre personne chargée de leur surveillance ;

4° Enlèvement, recèlement, suppression d'enfants, substitution ou supposition d'enfants ;

5° Incendie ;

6° Dommages causés aux chemins de fer et aux télégraphes ;

7° Association de malfaiteurs, extorsion par violence, rapine, vol accompagné de violence, vol avec armes, vol avec effraction, escalade ou avec de fausses clefs, vol sur la voie publique, en tant que la valeur ne dépasse pas cinq cents livres ;

8° Contrefaçon ou altération des monnaies, émission et mise en circulation de fausses monnaies, contrefaçons de rentes ou obligations d'État, de billets de banque et tous autres effets publics, introduction et mise en usage de ces titres ; contrefaçon des actes souverains, des sceaux, poinçons, cachets et marques de l'État ou de

l'administration, et la mise en usage de ces objets contrefaits, faux en écriture privée ou authentique, de commerce ou de banque et leur mise en usage;

9° Faux témoignage et fausse expertise, subornation de témoins ou d'experts, dénonciation calomnieuse et complicité dans lesdits délits ;

10° Détournement commis par des fonctionnaires publics ;

11° Banqueroute frauduleuse et participation à une banqueroute frauduleuse ;

12° Abus de confiance, tromperie ou fraudes.

Dans tous les cas suivants, l'extradition sera également accordée, lorsque les crimes ou délits en question seront passibles, conformément à la loi de l'Etat réclamat, d'une peine de privation de liberté d'une durée de moins de deux ans, savoir :

1° Pour vol (§ 7) et pour infractions mentionnées dans le § 10 de cet article, si la valeur des objets volés ou détournés dépasse 500 fr. ;

2° Pour les infractions énumérées dans le paragraphe 12, si la valeur des objets indument appropriés ne dépasse pas 1,000 livres.

Il est convenu que l'extradition sera également accordée pour les tentatives et pour tout ce qui se rapporte aux infractions mentionnées dans le présent article.

Art. 3. La présente convention ne s'applique pas aux crimes ou délits politiques.

L'individu qui sera extradé pour infractions aux lois pénales, ne pourra en aucun cas être jugé ou condamné pour crimes ou délits politiques commis antérieurement à l'extradition, ni pour aucun fait relatif à ces crimes ou à ces délits.

Le même individu ne pourra être poursuivi ou puni pour aucun autre délit antérieur à l'extradition et non prévu par la présente convention, à moins que, après avoir été puni ou acquitté du chef du crime qui a donné lieu à l'extradition, il n'ait négligé de quitter le pays avant l'expiration d'un délai de trois mois ou bien qu'il y vienne de nouveau.

S'il y a lieu de poursuivre l'individu extradé pour d'autres délits antérieurs à l'extradition et prévus par la présente convention, mais non indiqués dans la demande d'extradition, avis en sera donné au Gouvernement qui aura accordé l'extradition.

Art. 4. L'extradition ne pourra être accordée si, depuis les faits imputés, les poursuites judiciaires ou la condamnation qui s'en sera suivie, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel l'inculpé ou le condamné s'est réfugié.

Art. 5. En aucun cas et sous aucun motif, les hautes parties contractantes ne seront tenues de livrer leurs propres nationaux.

L'extradition n'aura pas lieu, si les tribunaux du pays de refuge, conformément aux lois de ce pays, sont compétents pour juger les crimes et les délits qui auront donné lieu à la demande d'extradition.

Lorsque, d'après les lois en vigueur dans le pays auquel le coupable appartient, il y a lieu de le poursuivre pour infractions commises dans l'autre État, le Gouvernement de ce dernier devra communiquer les informations et les pièces, constituant le corps du délit, et tout autre document ou éclaircissement requis par le procès.

Art. 6. Lorsque le prévenu ou le condamné est étranger aux deux pays, et lorsque le crime ou délit, pour lequel l'extradition a été demandée, a été commis hors du territoire des parties contractantes, le Gouvernement qui aura à accorder l'extradition informera au premier cas le Gouvernement auquel le poursuivi appartient et au second cas le Gouvernement sur le territoire duquel le crime ou le délit a été commis.

Si un de ces Gouvernements réclame à son tour le prévenu pour le faire juger par ses tribunaux, le Gouvernement auquel la demande d'extradition a été adressée pourra, à son choix, le livrer à l'autre Gouvernement sur le territoire duquel le crime ou le délit a été commis ou au Gouvernement auquel l'individu appartient.

Si le prévenu ou le condamné, dont l'extradition est demandée en vertu de la présente convention par une des parties contractantes, est en même temps réclamé par un autre ou plusieurs autres Gouvernements simultanément pour crimes ou délits commis par le même individu, il sera livré de préférence au Gouvernement qui le réclame du chef du délit le plus grave, et dans le cas où les délits seraient de la même gravité, l'individu en question sera livré au Gouvernement dont la demande aura une date plus ancienne.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays dans lequel il s'est réfugié pour un autre crime ou délit, son extradition pourra être différée jusqu'à la fin de ces poursuites et l'accomplissement de la peine prononcée contre lui.

Art. 7. L'extradition sera toujours accordée lors même que le prévenu viendrait, par ce fait, à être empêché de remplir des engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront, toutefois, faire valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 8. L'extradition sera accordée sur la demande adressée par l'un des deux Gouvernements, par voie diplomatique et sur la production d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, ou d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force que ce

mandat, et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits.

Ces actes seront délivrés en original ou en expédition authentique, soit par un tribunal, soit par toute autre autorité compétente du pays qui demande l'extradition.

On fournira en même temps, si c'est possible, le signalement de l'individu réclamé ou toute autre indication de nature à en constater l'identité.

Art. 9. Dans les cas urgents, et surtout quand il y a danger de fuite, chacun des deux Gouvernements, s'appuyant sur la base d'un arrêt de condamnation, d'un acte d'accusation, ou d'un mandat d'arrêt, pourra par le moyen le plus prompt, et même par le télégraphe, demander et obtenir l'arrestation du condamné ou du prévenu, à condition de présenter, dans le plus bref délai possible, le document dont on a indiqué l'existence.

Art. 10. Les objets volés ou saisis en possession du condamné ou du prévenu, les instruments et outils dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit, ainsi que toute autre pièce de conviction, seront rendus en même temps que s'effectuera la remise de l'individu arrêté, même dans le cas où l'extradition, après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite du coupable.

Cette remise comprendra aussi tous les objets de la même nature que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays où il s'est réfugié et qui y seraient trouvés plus tard.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets sus-mentionnés, qui devront leur être restitués sans frais, après la conclusion du procès.

Art. 11. Les frais d'arrestation, d'emprisonnement et de transport d'un individu dont l'extradition est réclamée, ainsi que la remise et le transport des objets qui, d'après l'article précédent, devront être restitués ou remis, seront supportés par les deux États dans leurs territoires respectifs.

Art. 12. Lorsque dans la poursuite d'une affaire criminelle, l'un des États contractants jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés sur le territoire de l'autre, ou tout autre acte d'extradition ou de procédure, une commission rogatoire sera, à cet effet, envoyée par voie diplomatique par les cours d'appel compétentes du royaume d'Italie aux tribunaux wurtembergeois et réciproquement : les dites autorités seront tenues d'y donner suite en observant les lois de l'État où le témoin est entendu ou bien où l'acte doit avoir lieu.

Les Gouvernements renoncent réciproquement à toute réclama-

tion ayant pour objet la restitution des frais qui pourront en résulter.

Art. 13. Dans le cas où la comparution d'un témoin serait nécessaire, le Gouvernement où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui en aura été faite par l'autre Gouvernement.

En cas de consentement du témoin, il lui sera remis immédiatement un passeport et les Gouvernements respectifs se mettront d'accord pour fixer l'indemnité qu'aura à leur payer l'État réclamant, en raison de la distance et du séjour et avec une avance sur les frais à rembourser.

Aucun témoin ne pourra, en aucun cas, être poursuivi ou détenu pour des faits antérieurs à la demande de sa comparution durant son séjour obligatoire, dans le lieu où le juge qui doit l'examiner exerce ses fonctions ni durant l'aller et le retour.

Art. 14. Si à l'occasion de l'instruction d'un procès dans l'un des des deux États contractants, il devient nécessaire de confronter le prévenu avec des coupables détenus dans l'autre État, ou de produire des pièces de conviction ou des documents judiciaires qui lui appartiennent, la demande devra en être faite par voie diplomatique et elle sera toujours admise, hormis dans le cas où des circonstances exceptionnelles s'y opposeraient, à la condition, toutefois, de renvoyer le plus possible les détenus et de restituer les documents sus-indiqués.

Les frais de transport d'un État dans l'autre des individus et objets ci-dessus mentionnés, qui n'auront pas été occasionnés pour l'accomplissement de la formalité de l'art. 14, seront supportés par le Gouvernement qui en a fait la demande.

Art. 15. Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement les condamnations pour crimes et délits de toute espèce qui auront été prononcés par les tribunaux de l'un des deux États contre les sujets de l'autre.

Cette communication sera effectuée par voie diplomatique, sous la forme qui sera établie, d'un extrait du jugement prononcé et devenu définitif, au Gouvernement auquel appartient le condamné, pour être déposé à la chancellerie des tribunaux compétents.

Chacun des deux Gouvernements donnera à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités de son ressort.

Art. 16. La présente convention est conclue pour cinq années à partir du jour où l'échange des ratifications aura lieu. Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant l'expiration des cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, la convention demeurera en vigueur pour cinq autres années et ainsi de suite de cinq en cinq années.

Art. 17. La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Stuttgart dans le délai de trois mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les deux plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Stuttgart, le 3 octobre 1869.

(L. S.) *Signé* : GREPPI.

(L. S.) *Signé* : VARNBULER.

DÉCLARATION

Les soussignés, s'étant réunis pour signer le Traité d'extradition concerté entre l'Italie et le Wurtemberg, ont jugé utile de déclarer formellement :

Que les deux textes du Traité, savoir le texte italien et le texte allemand, doivent être considérés comme également authentiques, et que s'il pouvait se trouver une divergence entre ces deux textes, de même que s'il surgissait un doute sur l'interprétation d'un passage quelconque, l'on suivra l'interprétation la plus favorable à l'extradition du prévenu.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition à Stuttgart, le 3 octobre 1869.

(L. S.) *Signé* : GREPPI.

(L. S.) *Signé* : VARNBULER.

ITALIE — SUISSE

CONVENTION RELATIVE A LA CONSTRUCTION D'UN CHEMIN DE FER A TRAVERS LE SAINT-GOTHARD, SIGNÉE A BERNE LE 15 OCTOBRE 1869.

S. M. le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, pénétrés de la nécessité de réunir leurs efforts pour vaincre les difficultés que les Alpes opposent à la jonction des chemins de fer de l'Europe centrale avec ceux de la Péninsule italienne, et convaincus que pour atteindre ce but il est opportun de s'engager réciproquement par une convention particulière sur les bases arrêtées à cet égard, le 13 octobre 1869, dans le protocole final de la conférence des États réunis à Berne

pour s'entendre sur les moyens d'exécuter la ligne du Saint-Gothard, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Italie : M. le chevalier Louis-Amédée *Melegari*, chevalier grand-croix, décoré du grand cordon de son ordre des Saints Maurice et Lazare, etc., etc., sénateur du royaume, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse;

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse : M. Emile *Wetti*, président de la Confédération; M. Charles *Schenk*, conseiller fédéral, chef du département fédéral de l'intérieur; M. Jacques *Dubs*, conseiller fédéral, chef du département fédéral des postes;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. L'Italie et la Suisse s'unissent pour assurer la jonction entre les chemins de fer allemands et les chemins de fer italiens par le moyen d'un chemin de fer suisse à travers le Saint-Gothard.

Le réseau de Saint-Gothard à construire pour atteindre ce but comprendra les lignes suivantes :

Lucerne-Kussnacht-Immensee-Goldau, Zoug-Saint-Adrien-Goldau; Goldeau-Fluezen-Biasca-Bellinzone;

Bellinzone-Lugano-Chiasso;

Bellinzone-Magadino frontière italienne, vers Luine, avec embranchement sur Locarno.

Ce réseau aura une longueur d'environ 263 kilomètres.

Dans le but de faciliter l'exécution de ces lignes, les parties contractantes accorderont en commun une subvention à la Société qui se formera pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du Saint-Gothard.

Dans l'organisation de cette Société, le Conseil fédéral prendra les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de l'entreprise et de tous les engagements mentionnés dans la présente convention.

A cet effet, les statuts de la Société devront être soumis à l'approbation du gouvernement fédéral.

Art. 2. Pour que le chemin de fer du Saint-Gothard puisse remplir les conditions d'une grande ligne internationale, il ne doit pas, à son point culminant, avoir plus de 1,162 1/2 mètres de hauteur au-dessus du niveau de la mer; le rayon minimum des courbes ne devra pas être inférieur à 300 mètres, et le maximum des pentes ne devra pas excéder 25 p. 1000. Pour le cas où il serait nécessaire de dépasser les 25 p. 1000 entre Biasca et Lavorjo, on demandera à cet effet l'autorisation du Conseil fédéral, qui, sur ce tronçon, pourra accorder une augmentation jusqu'à 26 p. 1000.

Le tunnel à construire entre Goeschenen et Airolo devra être établi en ligne droite.

La ligne de Flueten à Biasca sera construite à double voie. Sur le reste de la ligne Goldau-Bellinzone, les tunnels seront construits pour une double voie, mais les travaux d'art et de terrassements pourront être exécutés pour une seule voie.

Toutes les autres lignes pourront être établies pour une simple voie.

Art. 3. Les lignes du réseau du Saint-Gothard seront construites dans l'ordre suivant, et la durée de la construction est pour chacune d'elles fixée comme suit :

Les lignes de Biasca au lac Majeur et de Lugano à Chiasso devront être achevées trois ans après la constitution de la Société.

L'Italie s'engage à ce que, pour la même époque, le tronçon de raccordement de Chiasso à Camerlata soit construit et mis en exploitation.

Les travaux sur les autres lignes du réseau devront être entrepris en temps nécessaire pour qu'ils puissent être achevés et que ces lignes soient ouvertes simultanément avec la grande galerie de Goeschenen à Airolo.

Les lignes dont la construction est supposée de 2 1/2 années sont les suivantes :

Lucerne-Kussnacht-Goldau ;

Zoug-Saint-Adrien-Goldau ;

Biasca-Bellinzone ;

Lugano-Chiasso ;

Bellinzone frontière suisse (Luino), avec embranchement sur Locarno.

Les lignes dont la construction est supposée de 4 1/2 années sont les suivantes :

Goldau-Fluelen ;

Fluelen-Goeschenen ;

Airolo-Biasca ;

Bellinzone-Lugano.

La durée de la construction du tunnel à établir entre Goeschenen et Airolo est présumée être de 9 années. Le commencement des travaux sera fixé par le Conseil fédéral.

Art. 4. La Confédération suisse pourvoira à ce que, par un passage sur le Rhin près de Bâle, le chemin de fer Central suisse soit relié au réseau du grand-duché de Bade.

L'Italie construira un chemin de fer sur la rive gauche du lac Majeur, rejoignant le chemin de fer suisse sur la frontière, près de Pino,

à un des points du réseau italien situé sur la route directe de Gènes.

Les parties contractantes s'engagent d'une manière générale à faire leur possible pour que les lignes d'accès au réseau du Saint-Gothard soient corrigées dans le sens d'un raccourcissement, et en particulier la Confédération s'engage à faire ses efforts pour obtenir la construction d'un tronçon qui permette d'éviter le détour sur la station de Altstätten.

Au cas où cette ligne de raccourcissement ne serait pas construite au moment de la mise en exploitation de la ligne du Saint-Gothard, il sera procédé à une réduction équivalente du tarif des transports.

Art. 5. La Suisse s'engage à ce que toutes les parties de la ligne, telles qu'elles doivent être construites, soient livrées le plus tôt possible à l'exploitation lorsqu'elles seront terminées.

Dès que toute la ligne sera achevée, le service de l'exploitation en devra être organisé. Pour garantir la conformité de l'organisation de l'exploitation avec les dispositions de la présente convention, cette organisation devra être soumise à l'approbation du Conseil fédéral.

Art. 6. Les cas de force majeure réservés, l'exploitation du chemin de fer du Saint-Gothard devra être assurée contre toute interruption et elle devra, dans toutes ses parties, répondre à ce qu'on est en droit d'exiger d'une grande ligne internationale.

Toute la Suisse se réserve de prendre les mesures nécessaires pour le maintien de la neutralité et pour la défense des pays.

Art. 7. Les hautes parties contractantes feront leurs efforts pour faciliter le plus possible, en vue de l'intérêt commun, le trafic entre l'Allemagne et l'Italie, et à cet effet, elles chercheront à provoquer sur le chemin de fer du Saint-Gothard le transport des personnes, des marchandises et des objets postaux le plus régulier, le plus commode, le plus rapide et le meilleur marché possible.

La Compagnie du chemin de fer du Saint-Gothard organisera, avec les chemins de fer des États subventionnants, sur la demande des administrateurs de ces chemins de fer, un service direct (cumulatif) pour le transit sur le Saint-Gothard.

La Suisse s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que les trains soient organisés de telle manière qu'autant que possible ils coïncident sans interruption avec les chemins de fer de l'Allemagne et de l'Italie.

Elle s'engage aussi à faire établir sur la ligne du Saint-Gothard, en été, au moins trois trains de voyageurs par jour dans les deux directions et à en livrer immédiatement au moins deux. Ces trains chemineront sans interruption, et l'un d'eux sera un train express.

Art. 8. Pour ce qui concerne le trafic transitant d'Allemagne en Italie, et *vice versâ*, on a fixé comme suit les taxes maximales de transport :

Voyageurs.

1^{re} classe, 50 centimes par lieue suisse; 2^e classe, 35 centimes, et 3^e classe, 25 centimes. Toutefois, pour les parties de la ligne ayant une pente de 15 p. 1000 et plus, l'entreprise du Saint-Gothard pourra exiger une surtaxe de 5 p. 100.

Marchandises.

Grande vitesse : 45 centimes par tonne et par kilomètre, sans aucun supplément de taxe.

Petite vitesse : *Premièrement*, pour les matières brutes, telles que le charbon, le coke, le minerai, les terres, les engrais, le soufre, les pierres, le bois, etc., de même que pour le fer et les marchandises brutes en fer, en tant que ces objets sont expédiés en wagons complets, la taxe ne pourra excéder 5 centimes par tonne et par kilomètre, avec une surtaxe de 3 centimes par tonne et par kilomètre pour les parties de la ligne qui offrent des pentes de 15 p. 1000 et au-dessus;

Secondement, pour toutes les autres marchandises, la taxe ne pourra excéder 14 1/2 centimes par tonneau et par kilomètre, ou 19 1/2 centimes par tonne et par kilomètre pour les parties de la ligne ayant des pentes de 15 p. 1000 et au-dessus, tout autre supplément de taxe étant exclu.

Art. 9. Quand l'intérêt du capital-actions excédera 3 p. 100, la Compagnie sera tenue de procéder à la réduction des taxes, et en première ligne à celle des surtaxes.

Art. 10. La Société du chemin de fer du Saint-Gothard est tenue de faire jouir, pour le transport des personnes et marchandises d'Italie, pour l'Italie et à travers l'Italie, les chemins de fer des États subventionnants au moins des mêmes avantages et des mêmes facilités qu'elle aura accordés, soit à d'autres chemins de fer en dehors de la Suisse, soit à des parties et à des stations quelconques de ces chemins de fer, soit enfin aux stations frontières suisses. Elle ne peut entrer dans aucune combinaison avec d'autres chemins de fer suisses, par laquelle ce principe se trouverait violé.

En particulier, les réductions de tarifs que voudrait accorder le chemin de fer du Saint-Gothard en vue d'activer le trafic pour l'Italie,

de l'Italie et à travers l'Italie devront, avant leur mise en vigueur, être communiqués à temps aux gouvernements des États subventionnants, et, sur leur demande, les réductions de tarifs dont il s'agit devront être accordées à partir de la même époque pour les chemins de fer et les districts concurrents.

Art. 11. La Confédération suisse prendra l'engagement général de faire exécuter les prescriptions de la présente convention, relatives à la construction du chemin du Saint-Gothard.

En particulier, elle devra exiger de la Société un cautionnement correspondant d'une manière suffisante aux obligations contractées par elle.

Ce cautionnement consistera en un dépôt d'espèces ou de bonnes valeurs, et il ne sera restitué que lorsque la Société aura rempli ses obligations, ou qu'elle aura fourni les garanties nécessaires sous une autre forme.

Le Conseil fédéral prononcera sur toutes les questions qui ont trait à la construction de la grande galerie.

Il s'engage à présenter aux États subventionnants des rapports périodiques sur la marche et l'état des travaux, de même que sur le résultat de l'exploitation.

Art. 12. Chacun des États subventionnants aura le droit de prendre, sur les lieux, connaissance de l'état des travaux, après avoir désigné au Gouvernement suisse les personnes qu'il chargera de cette inspection.

Chaque année, à une époque déterminée, on procédera à la vérification des travaux des deux grandes galeries du Saint-Gothard et du Monte-Cenere. Le Conseil fédéral invitera les États subventionnants à envoyer des délégués pour assister à cette opération. Un procès-verbal sera dressé et signé par les délégués présents.

Art. 13. S'il existe dans les concessions cantonales des dispositions contraires à celles de la présente convention, ces dispositions s'entendront abrogées par la publication de ladite convention.

Si un canton suisse entravait d'une manière quelconque l'établissement ou l'exploitation de la ligne du Saint-Gothard, la Confédération évoquerait à elle l'affaire et prendrait l'initiative des mesures nécessaires.

Art. 14. La Société peut être actionnée à son siège social.

S'il survient des contestations en matière de droit civil entre la Confédération et l'entreprise du Saint-Gothard, elles seront réglées par le tribunal fédéral.

Art. 15. Au cas où la concession du chemin du Saint-Gothard viendrait à être transmise à une autre Société, cette transmission devra

être approuvée par le Conseil fédéral, qui prend l'engagement de pourvoir à ce que toutes les stipulations de la présente convention restent entièrement en vigueur.

Dans le cas où une fusion viendrait plus tard à être opérée entre des chemins de fer suisses et le chemin de fer du Saint-Gothard, ou si la Société du Saint-Gothard construisait de nouvelles lignes, les obligations incombant à cette dernière passeraient à l'entreprise plus étendue, en tant qu'elles se rapportent à l'exploitation.

Art. 16. Les hautes parties contractantes sont tombées d'accord pour fixer, d'après le protocole final de la conférence de Berne, à la somme de quatre-vingt-cinq millions de francs le chiffre de la subvention nécessaire pour rendre possible l'établissement du chemin de fer par le Saint-Gothard.

Art. 17. Un tiers des subsides sera payé en neuf annuités égales. Relativement au paiement des deux autres tiers, les dispositions suivantes feront règle :

a) Pour chaque exercice il sera transmis, en temps opportun, aux États subventionnants, un programme et un devis des travaux à opérer dans la grande galerie du Saint-Gothard ;

b) Le Conseil fédéral fixera l'époque du commencement du premier exercice, et à la fin de chaque exercice il fera connaître aux autres États le montant de la somme qui a été réellement dépensée. Le paiement de cette somme s'effectuera après la vérification des travaux, faite en conformité de l'article 12. Toutefois ces paiements ne pourront excéder la somme portée au budget de l'exercice.

Le paiement des annuités égales et celui des sommes consacrées chaque année à la construction du tunnel s'effectueront en espèces, entre les mains du Gouvernement fédéral un mois après la vérification des travaux de construction dudit tunnel.

On liquidera, lors du dernier versement, le solde éventuel de la subvention totale.

Art. 18. Les États ne se réservent un droit de participation aux résultats financiers de l'entreprise que dans le cas où le dividende à répartir sur les actions dépasserait le 7 p. 100. Dans ce cas, la moitié de l'excédant serait partagée à titre d'intérêt entre les États subventionnants dans la proportion de leurs subsides.

Art. 19. Les subsides seront mis à la disposition du conseil fédéral suisse, d'après les prescriptions de l'art. 17 ci-dessus. Le conseil fédéral fera parvenir ces subsides en même temps que ceux de la Suisse à la Compagnie, avec laquelle il aura à s'entendre sur la construction et l'exploitation du chemin de fer du Saint-Gothard.

Art. 20. Le royaume d'Italie s'engage à participer pour la somme

de 45 millions de francs, et la Suisse pour celle de 20 millions de francs, au total des subsides fixé à l'article 16 de la présente convention.

Art. 21. Cette convention ne sera exécutoire qu'à partir du jour où, par le concours d'autres États signataires du protocole final de la conférence de Berne, le total des subsides aura atteint la somme de 85 millions de francs.

Si, dans le délai de six mois, à partir du 1^{er} novembre prochain, cette condition ne se trouve pas remplie, la présente convention sera regardée comme non avenue.

Art. 22. Les Gouvernements des deux États inviteront les autres États signataires du protocole final de la conférence de Berne, du 13 octobre 1869, à adhérer à la présente convention, conclue à la suite des déclarations faites par leurs représentants dans le sein de la conférence, et en conformité des dispositions arrêtées dans ledit protocole final.

Art. 23. La présente convention sera ratifiée dès que le Parlement italien et l'Assemblée fédérale l'auront approuvée, et les ratifications en seront échangées à Berne aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berne, en double expédition, le 15 octobre 1869.

(L. S.) *Signé* : MELEGARI.

(L. S.) *Signé* : WELTI.

(L. S.) *Signé* : SCHENK.

(L. S.) *Signé* : DUBS.

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES

DU DEUXIÈME VOLUME DE LA TREIZIÈME ANNÉE

(1873)

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC., ETC.

CONFÉRENCES DE GAETE

PROTOCOLES DES CONFÉRENCES TENUES A GAETE AU SUJET DU RETOUR DU PAPE A ROME.

30 mars 1849. — 44 mars 1850

1849.	mars	30.	Protocole	Nº 1.....	525
—	avril	44.	—	Nº 2.....	529
—	—	45.	—	Nº 3.....	534
—	—	27,	—	Nº 4.....	534
—	—	28.	—	Nº 5.....	537
—	mai	20.	—	Nº 6.....	544
—	—	23.	—	Nº 7.....	545
—	—	26.	—	Nº 8.....	545
—	juin	46.	—	Nº 9.....	547
—	—	28.	—	Nº 40.....	549
—	juillet	24.	—	Nº 11.....	550
—	août	44.	—	Nº 42.....	555
—	—	43.	—	Nº 43.....	565
—	—	44.	—	Nº 44.....	567
1850,	mars	44.	—	Nº 45.....	572

1832 DÉCEMBRE.

48. <i>États-Unis d'Amérique-Russie.</i> Traité de commerce et de navigation.....	583
---	-----

1858 JUILLET.

17. <i>Belgique-États-Unis.</i> Traité de commerce et de navigation.....	663
--	-----

1864 FÉVRIER.

6. <i>France-Venezuela.</i> Convention pour le règlement des réclamations françaises.....	404
---	-----

1864 JUILLET.

29. <i>France-Venezuela.</i> Accord additionnel à la Convention d'indemnité du 6 février 1864.....	403
--	-----

1865 JUILLET.

5. *Belgique-France*. Déclaration pour la suppression des surtaxes applicables aux sucres bruts importés d'un pays dans l'autre..... 404

1866 DÉCEMBRE.

15. *Autriche-Russie et Roumanie*. Convention pour la navigation du Pruth..... 574

1867 DÉCEMBRE.

23. *Japon-Russie*. Convention de commerce et de navigation..... 579

1868 JANVIER.

27. *États-Unis d'Amérique-Russie*. Article additionnel au traité de commerce et de navigation du 18 décembre..... 582

1868 FÉVRIER.

8. *États-Unis-Italie*. Convention consulaire..... 405

1868 MARS.

6. *Italie-Nicaragua*. Traité de commerce et de navigation..... 589
 6. *Italie-Nicaragua*. Convention consulaire..... 596
 8. *Prusse-Hambourg*. Traité pour l'établissement du chemin de fer de Venlo à Hambourg et d'un pont fixe sur l'Elbe entre Harbourg et Hambourg.. 410
 23. *Italie-États-Unis*. Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs..... 446

1868 AVRIL.

16. *Commission européenne du Danube*. Nouvelles dispositions relatives au pilotage sur le Bas-Danube..... 606
 30. *Autriche-Grande-Bretagne*. Traité de navigation..... 418
 30. *Russie-Suède et Norvège*. Convention de poste..... 609

1868 MAI.

2. *Prusse-Brunswick*. Traité concernant l'établissement d'un chemin de fer de Herzberg par Osterode, à Seesen..... 421
 3. *Autriche-Bavière*. Traité concernant la réunion de la commune de Jungholz (comté de Tyrol), au système des douanes et contributions indirectes de Bavière..... 423
 26. *Bavière-États-Unis*. Traité concernant la nationalité et la naturalisation des émigrants..... 433
 30. *Prusse-Hesse*. Traité concernant l'administration et l'exploitation de la section du chemin de fer du Mein-Weser, située sur le territoire de la Hesse..... 434

1868 JUIN.

3. *Italie-Espagne*. Traité d'extradition..... 438
 3. *Italie-Siam*. Traité d'amitié et de commerce..... 617
 10. *Prusse-Schwarzbourg-Sondershausen*. Traité concernant le transfert de la direction et de la fixation des contributions foncières et mobilières dans la principauté aux autorités et employés prussiens..... 444

1868 JUIN,

42. *Prusse-Hesse*. Traité pour l'établissement des chemins de fer de Giessen à Gelnhausen, de Giessen à Fulda et de Hanau à Friedberg..... 446

44. *Prusse-Schwarzbourg-Rudolstadt*. Traité concernant le transfert de la direction des opérations cadastrales pour les contributions foncières et des maisons dans la principauté à des autorités et fonctionnaires prussiens. 452

1868 JUILLET.

4. *États-Unis d'Amérique-Mexique*. Convention pour le règlement des réclamations entre les deux Pays..... 624

40. *Mexique-États-Unis*. Convention pour régler la naturalisation des émigrants..... 454

49. *Bade-États-Unis*. Traité de naturalisation..... 454

25. *Confédération Argentine-Italie*. Convention d'extradition..... 456

27. *États-Unis-Wurtemberg*. Traité pour la naturalisation et l'extradition des malfaiteurs..... 462

28. *Chine-États-Unis*. Articles additionnels au traité du 18 juin 1858. 463

1868 AOUT.

1^{er} *Hesse-États-Unis*. Traité de naturalisation..... 466

45. *Prusse-Saxe-Royale*. Traité au sujet de l'établissement d'un chemin de fer de Cottbus à Groszenhain..... 466

48. *Confédération de l'Allemagne du Nord*. Ordonnance sur les poids et mesures..... 470

29. *Belgique-Siam*. Traité de commerce et de navigation..... 628

1868 SEPTEMBRE.

8. *Italie-Tunis*. Traité d'amitié, de commerce et de navigation..... 475

48. *Bavière-Italie*. Traité d'extradition..... 485

30. *Italie-Portugal*. Convention consulaire..... 494

1868 OCTOBRE.

25. *Autriche-Hongrie-Allemagne du Nord-Bavière-Wurtemberg-Bade-Pays-Bas*. Traité télégraphique..... 639

1868 NOVEMBRE.

40. *Italie-Confédération de l'Allemagne du Nord-Bavière-Wurtemberg et Bade*. Convention de poste..... 504

46. *Belgique-États-Unis*. Convention de naturalisation..... 508

46. *Bavière Suisse*. Article additionnel au traité d'extradition du 28 juin 1851..... 642

17. *Schaumbourg-Lippe*. Loi constitutionnelle..... 510

47. *Schaumbourg-Lippe*. Loi électorale..... 643

1868 DÉCEMBRE.

5. *Belgique-États-Unis*. Traité concernant les privilèges et immunités des consuls..... 647

20. *Italie-Confédération de l'Allemagne du Nord*. Convention consulaire 653

1868 DÉCEMBRE.

20. *Belgique-États-Unis*. Article additionnel au traité du 17 juillet 1858, relatif à la propriété des marques de fabrique..... 662
 31. *Italie-Guatemala*. Traité de commerce et de navigation..... 667

1869 FÉVRIER.

27. *Autriche-Italie*. Convention d'extradition des malfaiteurs..... 674

1869 MARS.

18. *Suisse-Wurtemberg*. Traité d'établissement..... 680

1869 MAI.

13. *Prusse-Allemagne du Nord-Zollverein-Suisse*. Traité de commerce et de douane..... 682
 13. *Allemagne du Nord-Suisse*. Convention de propriété littéraire.... 703
 18. *Autriche-Hongrie-Russie*. Convention pour la jonction du chemin de fer de Kiew-Odessa à celui de Leopold-Vienne..... 711
 25. *Prusse-Russie*. Déclaration au sujet de l'imposition des immeubles coupés par la frontière entre le royaume de Pologne et la Prusse..... 714
 26. *États-Unis-Suède et Norvège*. Convention de naturalisation..... 716
 31. *Belgique-Grande-Bretagne*. Convention de poste..... 717

1869 JUIN.

4. *France-Suède et Norvège*. Convention d'extradition..... 720
 19. *Iles Sandwich-Russie*. Convention de commerce et navigation.... 724

1869 JUILLET.

9. *République Argentine-Chili*. Convention d'extradition..... 725

1869 AOÛT.

25. *Guatemala-Italie*. Convention d'extradition..... 729
 27. *Prusse-Allemagne du Nord-Zollverein-Suisse*. Dispositions sur l'exécution de l'art. 5 du traité du 13 mai 1869..... 734
 27. *Espagne-Suisse*. Déclaration sur le traitement réciproque à l'égard de la nation la plus favorisée en matière commerciale..... 746

1869 SEPTEMBRE.

2. *Autriche-Hongrie-Chine*. Traité d'amitié, de commerce et de navigation..... 746
 11. *France-Grande-Bretagne*. Convention additionnelle de poste..... 759
 29. *Autriche-Hongrie-Saxe*. Traité pour les raccordements de chemins de fer à la frontière de Bohême et de Saxe près de Weipert, Georgswalde et Warnsdorf..... 762

1869 OCTOBRE.

3. *Italie-Wurtemberg*. Convention d'extradition..... 767
 15. *Italie-Suisse*. Convention pour la construction d'un chemin de fer à travers le Saint-Gothard..... 773

FIN DE LA TABLE DU DEUXIÈME VOLUME DE LA TREIZIÈME ANNÉE

F. AMYOT.

